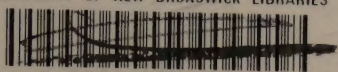


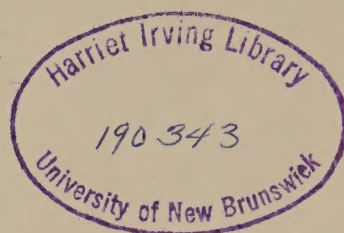
D639.D5P3

ales deportations belges a la lu  
UNIVERSITY OF NEW BRUNSWICK LIBRARIES



3 9950 00794351 8

940,3493  
P287













LES  
DÉPORTATIONS BELGES  
A LA LUMIÈRE DES  
DOCUMENTS ALLEMANDS





**FERNAND PASSELECQ**

DIRECTEUR DU « BUREAU DOCUMENTAIRE BELGE » AU HAVRE  
AVOCAT A LA COUR D'APPEL DE BRUXELLES

---

LES

# DÉPORTATIONS BELGES

A LA LUMIÈRE DES

DOCUMENTS ALLEMANDS

---

*Avec de nombreux fac-similés et la reproduction  
de tous les documents belges*

---

**BERGER-LEVRAULT, LIBRAIRES-ÉDITEURS**

PARIS

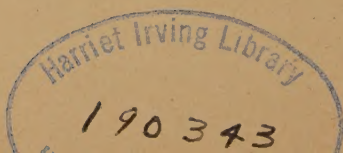
5-7, RUE DES BEAUX-ARTS

NANCY

RUE DES GLACIS, 18

1917

940.3493  
P287



## INTRODUCTION

---

Pour qui connaît les faits et les a pu rapprocher des documents administratifs allemands, la déportation en masse de la population civile belge et son assujettissement au travail forcé en Allemagne sont une affaire très simple, et dont il ne se comprend guère qu'elle puisse donner lieu, nulle part, à doute ou à discussion.

Pourtant ni les faits ni les documents allemands ne sont également connus partout. Les dénégations obstinées et les artifices divers des organes de la propagande allemande peuvent avoir troublé, en pays neutres, des esprits naturellement droits, mais mal informés et rendus méfiants par les exagérations courantes de certains journaux des pays belligérants. Depuis deux ans, on a même vu augmenter, en tels pays que je pourrais nommer, le nombre de ces personnes de bonne foi, absolument cantonnées dans le scepticisme systématique et qui le confondent volontiers avec la prudence scientifique, alors qu'il les rend seulement de moins en moins accessibles aux prises de la réalité et aux virilités de la conviction.

C'est spécialement pour cette catégorie de lecteurs que le présent ouvrage a été composé.

La destination spéciale *pour ceux qui ne savent pas* expliquera, nous l'espérons, à *ceux qui savent*, le ton impersonnel de l'exposé, ainsi que le retranchement volontaire de toute couleur et de toute sonorité d'expression trop éclatantes.

On n'écrit pas, en temps de guerre, pour des pays alarmés

et soucieux avant tout de tenir sauf leur flot de tranquillité internationale, avec la même liberté de plume qu'en temps de paix, quand on s'adresse à des consciences moins sollicitées et entièrement libres de s'abandonner à leurs impulsions individuelles.

Sacrifiant donc aux conditions du débat, non choisies par lui, l'auteur de ce livre s'est appliqué à s'effacer derrière les faits et les pièces de son dossier, en toute loyauté scientifique, et autant qu'il lui fut jamais possible de le faire à la barre, sans toutefois manquer non plus à la sincérité légitimement attendue par ses juges, ni à son propre amour d'une cause chère et librement assumée.

D'autre part, les faits à exposer sont nombreux; les pièces, pour être probantes, doivent être reproduites presque toutes en intégrité; il s'ensuit un ralentissement inévitable de la marche de la démonstration.

En vue d'épargner au lecteur le gros de la fatigue, il fallait lui fournir tout de suite le fil d'Ariane qui lui permît de se guider à travers le labyrinthe; c'est pourquoi nous avons cru utile de lui livrer, en quelques pages d'introduction, le dessin et la trame de l'ouvrage.

Le 3 octobre 1916, un arrêté du Grand Quartier général allemand a institué, dans la Belgique occupée, le régime du travail forcé, avec déportation, pour toute personne inoccupée tombée à la charge de l'assistance d'autrui.

Il s'agit, en réalité, d'une mesure générale, d'intérêt militaire, applicable indistinctement à toute la population valide du territoire d'occupation. Jusqu'à présent, seule la population mâle a été atteinte par la mesure. Les déportations ont commencé vers la mi-octobre 1916; elles se poursuivent encore au moment où nous écrivons.

Elles sont exécutées avec une extrême rigueur et par des procédés qui révèlent une préparation administrative parfaitement étudiée.

L'Administration allemande se heurta à la résistance passive



et aux protestations des bourgmestres et collègues échevinaux belges : elle passa outre. Elle passa outre, de même, aux représentations très énergiques qui lui furent faites par diverses autorités du pays ou y résidant, notamment les représentants du monde de la politique, de la science, des affaires et du travail, la Cour de cassation et les autres corps judiciaires de Belgique, enfin l'épiscopat belge par l'organe du cardinal Mercier.

Les déportés ne sont pas tous des « sans-travail » ; il y a parmi eux des ouvriers enlevés à des occupations régulières et aussi des personnes appartenant à la petite bourgeoisie, aux métiers indépendants, à des professions libérales, aux classes riches ou aisées. On les a convoqués, tantôt individuellement, tantôt par masse, à partir de dix-sept ans, le plus souvent sans limite d'âge, ou bien raflés au hasard des rencontres en rue d'une manière qui rappelle les razzias d'esclaves. Ils ont été, pêle-mêle, déportés de vive force, par convois entiers, dans des conditions de transport d'une rare inhumanité.

Quels déchirements durent être éprouvés par les victimes emmenées vers l'inconnu, et par leurs proches, il suffit de porter un cœur d'homme pour se le représenter. Ceux mêmes qui sont momentanément épargnés vivent dans l'angoisse de gens qui croient avoir tout à craindre et n'ont aucun moyen de fuir.

On peut l'affirmer en toute vérité : l'arrêté du 3 octobre 1916 est venu infliger à l'ensemble de la population belge, déjà si cruellement atteinte par les calamités diverses de l'invasion et par les maux sans nombre d'une occupation prolongée, un surcroît de souffrances morales et matérielles absolument imméritées, et tellement vives qu'il ne semble pas pouvoir en être imaginé de plus poignantes pour des êtres civilisés.

Combien de Belges ont été ainsi déportés ? Il est difficile de le dire, car, au moment où nous rassemblons les éléments de cette publication, les déportations se continuent sans répit. Dès à présent, il est avéré que plusieurs dizaines de milliers de malheureux ont été emmenés. Vers le 10 novembre, on en

évaluait déjà le nombre à près de 100.000. Certains hauts personnages allemands disent, en Belgique, que l'on en enlèvera 200.000 ou 300.000, et même plus. Du 15 au 24 octobre 1916, plus de 15.000 personnes avaient été enlevées rien que dans les Flandres. Il est évident que, si l'application de la mesure se fait dans les mêmes proportions à Bruxelles, à Liège, à Charleroi et dans les autres grands centres de population industrielle ou agricole, qu'à Bruges, Gand, Anvers et Mons, le nombre des déportés pourra rapidement atteindre plusieurs centaines de mille, comme les Allemands s'en vantent.

Les déportés sont emmenés en Allemagne, pour la plupart; un certain nombre, vers le nord de la France. Ils y sont employés, sous contrainte, à toute espèce de travaux non autorisés par le droit des gens (travaux destinés à l'utilité directe ou indirecte de l'armée allemande), et dans des conditions que l'humanité réprouve (travaux exposés au feu de l'artillerie alliée).

Ce n'est donc, ni plus ni moins, qu'une sorte de « traite des blancs », que l'Allemagne a organisée en Belgique. Le monde est en présence d'une tentative officielle de rétablissement de l'esclavage dans les coutumes de la guerre, avec cette différence en pire sur la traite africaine, qu'ici les rapt de bétail humain sont pratiqués systématiquement, parmi la population non combattante d'une nation civilisée, et par un grand État moderne, orgueilleux de sa culture.

Le Gouvernement belge est convaincu que, dans la conception et l'exécution de cette entreprise, l'Allemagne est guidée par un mobile d'intérêt stratégique : par tous les moyens en son pouvoir et sans égard pour les prescriptions du droit naturel et du droit des gens, elle a résolu de se procurer une main-d'œuvre de complément ou de remplacement qui lui permette de restituer à ses armées un nombre égal de travailleurs allemands, actuellement distraits du service militaire actif.

L'Administration allemande de la Belgique occupée con-

teste qu'il en soit ainsi. A l'en croire (déclaration du gouverneur général von Bissing au représentant du *New-York Times* et diverses notes officielles allemandes), l'Allemagne, en organisant le travail forcé et la déportation violente des Belges, ne ferait qu'accomplir, dans une pensée supérieure d'humanité et d'hygiène morale, le devoir imposé à l'autorité occupante, par les Conventions de La Haye, de sauvegarder l'ordre public et l'intérêt social des régions occupées, mis en péril par l'extension du chômage en Belgique. De ce chômage seraient responsables les Belges eux-mêmes et les Anglais : les Belges, par suite de leur paresse et aussi du mauvais vouloir avec lequel ils accueillent toute offre de travail allemand ; les Anglais, par leur défense d'importation des matières premières indispensables à l'industrie belge. Loin de se plaindre, le peuple belge devrait être reconnaissant à l'autorité allemande du service humanitaire qu'elle lui rend, sans crainte des critiques et du « qu'en dira-t-on », en n'hésitant pas à le mettre, même par la force, à l'abri des conséquences néfastes de son oisiveté, de l'imprévoyance des autorités belges et de l'aggravation générale de la misère.

Cette apologie non seulement ne supporte pas la confrontation avec les faits, mais surtout elle manque de sincérité.

La classe ouvrière belge ne peut être, sans injustice, inculpée de fainéantise ; c'est une des plus laborieuses du monde ; elle a contribué à élever et à maintenir la Belgique au premier rang des nations industrielles.

Depuis l'occupation du pays elle n'a jamais refusé d'autre travail que celui qui, par sa nature, devait servir à l'utilité militaire de l'ennemi. Les industriels belges ont agi de même. Il ne peut leur en être fait le moindre reproche, par l'Allemagne moins encore que par personne, puisque, aux termes du Règlement de la guerre annexé à la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye, titre juridique de l'autorité législative de l'occupant, celui-ci ne peut contraindre la population du territoire occupé à collaborer aux opérations de ses armées.

Le blocus anglais n'est vraiment pas la cause de la stagnation des affaires survenue en Belgique : un projet, raisonnable et pratique, d'arrangement pour l'introduction de matières premières et l'exportation des produits fabriqués, fut proposé à l'autorité allemande, en août 1915, avec l'agrément du Gouvernement britannique; on attendit vainement la réponse de l'autorité allemande durant plus de cinq mois; quand le Gouvernement britannique saisit l'opinion publique de cette étrange attitude (février 1916), l'Allemagne essaya de se justifier en alléguant les prétentions excessives de l'Angleterre, qu'elle n'avait pas discutées ni même prises en considération. La cause de l'inactivité économique de la Belgique n'est donc point là.

Il ressort, au contraire, à l'évidence, des documents administratifs allemands relatifs à l'exécution de l'arrêté du 3 octobre 1916, de l'ensemble des ordonnances promulguées depuis deux ans par l'autorité allemande en Belgique, enfin des déclarations officieuses multipliées par la presse allemande avant et après la mesure, que l'extension du chômage, alléguée pour justifier l'institution du travail forcé et des déportations, est l'œuvre consciente et réfléchie de l'Allemagne elle-même.

En effet, sans parler de la responsabilité des suites de son agression, l'Allemagne est comptable de l'usage qu'elle fait en Belgique de son pouvoir législatif à titre d'autorité occupante. Or, les ordonnances nombreuses qu'elle y a promulguées sont de telle nature qu'elles devaient infailliblement avoir pour résultat de paralyser l'industrie, le travail et le commerce, et de tarir les sources de l'activité économique.

Successivement, par une série d'ordonnances minutieuses, appuyées de sanctions sévères, les Allemands ont saisi toutes les matières premières existant en stocks ou produites dans le pays, entre autres les laines, le lin, les textiles, les cuirs, tous les produits nécessaires aux industries métallurgique et chimique, etc. Ils ont saisi, en outre, une quantité considé-



nable de machines, de pièces de machines, de machines-outils. Ils ont saisi le cuivre de nombre d'installations industrielles et les huiles de graissage. Ils ont soumis à déclaration les courroies de transmission, etc.

La plupart de ces saisies ont été suivies d'enlèvement et de transfert en Allemagne.

Par ces décrets, tous signés du Gouverneur général qui affirmait, d'autre part, son intention sincère de travailler à la reprise de la vie économique du pays, la production industrielle belge a été frappée de paralysie.

Le commerce, à son tour, a été entravé :

1<sup>o</sup> par la création incessante de « Centrales d'achat » monopolisant les échanges et les répartitions des matières, produits ou objets soumis à saisie ou déclaration; il y a même forte présomption que, dans nombre de cas, cette institution des « Centrales » a eu pour effet, sinon pour but, de masquer l'enlèvement subreptice de produits et fabricats belges qui devaient, légalement, être réservés à la consommation du pays;

2<sup>o</sup> par le trouble général résultant, dans les affaires, de la succession ininterrompue des décrets de saisie, et des manquements réitérés de l'Administration allemande aux promesses faites par le Gouverneur général;

3<sup>o</sup> par les entraves innombrables apportées à l'activité économique : généralisation des passeports, même en dehors de la zone d'étapes; empêchements à la circulation intérieure, par terre et par eau; réquisition générale des moyens de traction; exigence d'autorisations payantes pour toutes les manifestations de la vie d'échanges; interdiction d'importer étendue à des produits (tels le savon et les produits sébacés) dont l'Allemagne cherche à se réserver pour elle seule les stocks disponibles en Hollande; interdictions, taxes prohibitives et mesures diverses quant aux exportations, destinées à priver certaines industries belges, au profit de la concurrence allemande, des derniers marchés étrangers qui leur fussent ouverts (charbons, fers et verres).

L'agriculture ne fut guère mieux traitée : l'élevage fut décimé par des réquisitions répétées à l'infini, particulièrement l'élevage chevalin; les enlèvements de chevaux et de bestiaux ont été tels qu'en certaines régions les travaux agricoles sont devenus impossibles.

Parallèlement, furent prises des mesures qui, à la différence des précédentes, devaient frapper directement les intérêts de la main-d'œuvre.

Pour parer à l'extension considérable du chômage qui se produisit à la suite de ces mesures, les administrations locales belges avaient organisé l'assistance directe aux chômeurs, mis sur pied un projet d'enseignement professionnel obligatoire pour chômeurs, et décrété des travaux d'utilité publique (construction et réfection des routes, creusement de bassins, terrassements, etc.); la province du Luxembourg avait généralisé cette dernière mesure. Mais l'opposition de l'autorité allemande fit échouer le projet d'enseignement technique obligatoire; et, aux mois d'août 1915 et de mai 1916, des ordonnances allemandes furent promulguées : en premier lieu, pour donner à l'autorité allemande le moyen de frapper de peines les travailleurs belges qui lui refuseraient le concours de leurs bras; en second lieu, pour lui permettre d'interrompre à son gré les « travaux de chômeurs », sous le prétexte que ces « dépenses improductives » grevaient onéreusement le budget des communes et des provinces.

Ce rappel des autorités belges à la prévoyance financière manquait assurément de pertinence de la part de l'autorité allemande, puisqu'elle-même, dans le même temps, maintenait *ad nutum* les provinces belges grevées de la contribution de guerre permanente de 40 millions de francs par mois, perçue depuis décembre 1914 en sus des impôts ordinaires, et portée, par ordonnance du 20 novembre 1916, à 50 millions de francs par mois. D'autre part, l'Allemagne ne contribue en rien, ni aux charges de la bienfaisance publique en Belgique, ni même au ravitaillement en vivres de la popu-

lation : seules les finances belges locales, aidées de la générosité belge et étrangère, pourvoient aux premières; et quant au ravitaillement, il est assuré par la *Commission for Relief in Belgium*, gérée par des Américains, et dont le budget repose à la fois sur des contributions volontaires de divers pays et sur un subside régulier, depuis octobre 1914, de 25 millions de francs par mois du Gouvernement belge.

Quoi qu'il en soit, par les deux ordonnances de mai 1916 l'autorité allemande enlevait aux autorités belges tout moyen de remédier elles-mêmes à la crise du travail : l'ouvrier belge était réduit définitivement à la condition de *chômeur forcé*.

Les causes principales de l'aggravation du chômage et de la misère en Belgique ne doivent donc pas être cherchées ailleurs que *dans les actes législatifs intentionnels de l'occupant*.

*C'est, en toute vérité, l'autorité allemande qui, artificiellement, a créé ou aggravé le chômage en Belgique.*

Ses mesures destinées à paralyser l'effort belge d'enraiment du chômage eurent un double mobile : l'autorité allemande avait nourri l'espoir de provoquer par là l'enrôlement des travailleurs belges au service de ses industries de guerre soit en Belgique, soit, par émigration, en Allemagne; cette manœuvre ayant échoué, elle puisa, dans l'extension même du chômage provoqué par elle, un prétexte pour l'institution du travail forcé et des déportations en masse.

Il est digne de remarque que la même tactique ait été simultanément employée par l'Administration allemande pour s'emparer de l'argent des banques belges : elle a adopté une politique financière qui devait inévitablement provoquer l'accumulation et le « chômage » des marks dans les coffres de ces banques; après quoi, prétextant qu'il était contraire à l'intérêt du pays de conserver ainsi de l'argent dormant, elle a fait main basse sur l'encaisse des banques et en a décrété le placement forcé... en Allemagne.

Au reste, le but réel de la politique d'exploitation systé-

matique, suivie, en Belgique, par l'Administration allemande, apparaît en pleine lumière quand on compare son œuvre au plan général d'organisation économique, adopté à Berlin au début de la guerre, sur la proposition de W. Rathenau, et surtout quand on prend garde à la rencontre singulière qui a fait coïncider avec l'arrêté du 3 octobre 1916 en Belgique les arrêtés tout semblables édictés en Lithuanie, en Pologne, ainsi qu'en d'autres régions occupées par les armées de l'Allemagne et de ses alliés, et la promulgation, en Allemagne, d'une loi d'Empire organisant, dans un dessein militaire, le service civil obligatoire.

L'aveu officiel a été fait au Reichstag, en novembre 1916, que cette coïncidence n'était pas l'effet du hasard.

Il devient, dès lors, impossible de soutenir qu'une mesure d'application si générale et d'un intérêt allemand si exclusif ait été dictée à l'Administration allemande, en Belgique, par la considération sincère et désintéressée de la condition particulière de cet État. La thèse allemande ne blesse pas seulement la vérité; elle est encore inconciliable avec l'hypothèse de la bonne foi.

En réalité, *l'édit de déportation des Belges pour travail forcé en Allemagne est essentiellement une mesure d'inspiration allemande et de but militaire.*

Telles sont, en peu de mots, les constatations qu'impose la lecture des documents allemands.

C'est, en définitive, *sur ces pièces allemandes* mêmes que nous convions le lecteur à établir sa conviction, dans ce débat douloureux, et d'une si grave conséquence morale, tant pour les parties qui y sont engagées que pour le monde qui en est juge, et pour la civilisation, dont l'avenir s'y agit.

Le dossier de l'affaire est, par lui-même, assez éloquent pour que la Belgique puisse, sans crainte, le laisser en quelque sorte parler seul au lecteur.

On le trouvera au complet dans les pages qui suivent,



n'ayant guère subi d'autre apprêt que celui d'une classification méthodique et d'explications d'un caractère strictement conforme aux règles de la discussion historique.

On n'a fait état de documents de sources belges ou neutres, que dans la mesure où il y avait, par la volonté de l'Allemagne, défaut de documents allemands.

Le texte des principales protestations belges a été inséré dans l'ouvrage ou en annexes, pour permettre au lecteur d'en vérifier, avec le bien-fondé, la modération et la dignité.

Elles démontreront par surcroît que, si atroce que soit cette nouvelle épreuve pour la petite et héroïque nation, qui a déjà tant souffert pour la cause de son indépendance et celle du respect des traités, le courage des Belges reste supérieur à toutes les rigueurs de la destinée.

Des trains qui emportent en Allemagne les malheureux déportés, on entend, disent les témoins, s'élever, en guise de défi à l'oppresseur, des cris de « Vive la Belgique! Vive le Roi! Vive notre armée! » et les chants nationaux de la *Brabançonne* et du *Leeuw van Vlaanderen* (Lion de Flandre).

L'Empire allemand peut, s'il lui plaît, continuer ses raptés d'individus déjà captifs et sans défense; il a, pour un temps encore, la puissance matérielle d'enchaîner la main-d'œuvre belge à ses établis et à ses chantiers : il n'est au pouvoir d'aucune force au monde de réduire l'âme de la Belgique en esclavage.

15 décembre 1916.

---

#### OBSERVATION SUR LA SOURCE DES DOCUMENTS CITÉS

*Une partie importante des documents belges cités en ce volume, et relatifs à la situation de la Belgique occupée et de ses habitants, au sort des déportés, aux rapports entre les autorités locales belges et l'autorité allemande, ont été communiqués obligeamment à l'auteur par les ministères des Affaires étrangères et de la Justice de Belgique.*

*En général, la source de tous les autres documents cités est indiquée. Celle des documents allemands l'est toujours par référence précise.*

*L'auteur serait reconnaissant qu'on lui signalât toute erreur de citation ou de traduction.*

*Dans les traductions, on n'a pas visé à l'élégance littéraire, mais à l'exactitude, en serrant du plus près possible l'original.*

## PREMIÈRE PARTIE

### LES FAITS





## CHAPITRE I

### ARRÊTÉ DU GRAND QUARTIER GÉNÉRAL ALLEMAND

DU 3 OCTOBRE 1916

### INAUGURANT LE RÉGIME DU TRAVAIL FORCÉ AVEC DÉPORTATION

Le travail forcé avec déportation a été appliqué à la population belge à la suite de la publication d'un arrêté du Grand Quartier général allemand dont voici le texte :

#### ARRÊTÉ CONCERNANT LA RESTRICTION DES CHARGES PUBLIQUES DE SECOURS ET L'AIDE A PORTER EN CAS DE CALAMITÉ PUBLIQUE

##### I

Les personnes capables de travailler peuvent être contraintes de force au travail, même en dehors de leur domicile, dans le cas où, pour cause de jeu, d'ivrognerie, d'oisiveté, de manque d'ouvrage ou de paresse, elles seraient forcées de recourir à l'assistance d'autrui pour leur entretien ou pour l'entretien des personnes qui sont à leur charge.

##### II

Tout habitant du pays est tenu de prêter secours en cas d'accident et de péril général, de même pour remédier aux calamités publiques, dans la mesure de ses forces, même en dehors de sa résidence; en cas de refus, il pourra y être contraint de force.

##### III

Quiconque étant appelé au travail, selon l'article I ou II, refusera l'ouvrage ou la continuation du travail qui lui est assigné, sera puni de peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et d'une amende jusqu'à concurrence de 10.000 marks ou d'une de ces peines, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus sévère.

Si l'action a été commise en complicité ou de concert avec plusieurs

personnes, chaque complice sera puni, comme auteur, d'une peine d'emprisonnement d'une semaine au moins.

#### IV

Sont compétents les administrations militaires et les tribunaux militaires allemands.

Grosses Hauptquartier, den 3<sup>ten</sup> Oktober 1916.

*Der General-Quartiermeister,*

*I. V. (in Vertretung)*

(s) SAUBERZWEIG.

Cet arrêté fut affiché en premier lieu dans la « zone des étapes » (équivalent de l'expression française *zone des armées*) qui comprenait alors, dans la Belgique occupée, les provinces de la Flandre occidentale, de la Flandre orientale (en partie) et, dans la province du Hainaut, la région de Tournai.

Cette « zone des étapes » est soumise exclusivement à l'autorité militaire, qui y fait régner la loi martiale; le reste du territoire occupé de la Belgique est administré par le Gouvernement civil.

Quelques mois avant l'arrêté ci-dessus transcrit, le Gouverneur général de la Belgique occupée avait promulgué, dans le territoire soumis à son autorité, une ordonnance (15 mai 1916) dont on trouvera le texte plus loin et dans laquelle était inscrit le principe du travail forcé avec transfert du chômeur récalcitrant au lieu désigné pour le travail. Mais cette ordonnance n'avait pas été interprétée alors comme impliquant le transfert éventuel du travailleur belge hors du pays. En fait, les déportations ne commencèrent qu'en octobre 1916, et si, au point de vue législatif formel, le gouverneur général von Bissing continua de se référer à son ordonnance du 15 mai 1916, comme texte légal en vigueur dans le territoire d'administration civile, ce ne fut qu'en vertu d'une interprétation nouvelle qui la mit en concordance avec l'arrêté du 3 octobre 1916 appliqué simultanément aux districts des étapes.

Pour cette raison, l'auteur se croit fondé à considérer pratiquement, dans cet ouvrage, l'arrêté du 3 octobre 1916 comme la base historique et juridique de l'institution par l'autorité allemande, en Belgique occupée, du travail forcé avec déportation.

## CHAPITRE II

### PRÉPARATION DE L'OPINION PUBLIQUE

#### LA CAMPAGNE DE PRESSE EN BELGIQUE ET A L'ÉTRANGER

---

L'exécution de l'arrêté du 3 octobre coïncida avec une campagne de presse conçue en vue d'y préparer l'opinion publique, en Belgique, en Allemagne et surtout dans les pays neutres.

Le 13 octobre 1916, un journal officieux allemand, la *Kölnische Zeitung* (n° 1046), publiait une correspondance de Bruxelles annonçant qu'en présence de l'aggravation du chômage en Belgique, de la paresse des chômeurs belges, et aussi de leur entêtement à ne pas profiter des nombreuses occasions de travail rémunéré qui leur étaient offertes en Allemagne, l'autorité allemande se trouvait obligée, à son corps défendant, de contraindre les récalcitrants à un travail régulier hors de leur résidence.

Cette correspondance, évidemment dictée par le Gouvernement général à Bruxelles, fut aussitôt télégraphiée en résumé par le Bureau Wolff, puis reproduite par les journaux paraissant en Belgique sous l'inspiration ou la censure de l'autorité allemande et qui se donnent la fausse apparence de journaux indépendants.

On lit, par exemple, dans *La Belgique* (Bruxelles) du 17 octobre 1916, n° 693, page 2 :

**Les sans-travail.** — La *Gazette de Cologne* a publié le 13 octobre courant une correspondance de Bruxelles dont voici la traduction :

Cologne, 13 octobre 1916.

On nous écrit de Bruxelles :

« Depuis longtemps déjà la presse de nos adversaires publie de façon systématique des nouvelles ayant trait à de soi-disant travaux forcés, voire des travaux de guerre imposés en Belgique par le Gouvernement allemand. Contrainte brutale, violation du droit des gens et de la Convention de La Haye, est le moins qu'on impute au cruel oppresseur.

## Aus den besetzten Gebieten. Maßregeln gegen die Arbeitslosigkeit in Belgien.

Aus Belgien wird uns geschrieben:

Schon seit langer Zeit mehrten sich in ganz planmäßiger Weise in den Blättern der Gegner Nachrichten; die sich auf angeblich in Belgien durch das deutsche Generalgouvernement erzwungene Arbeiten, sogar Kriegsarbeiten, beziehen. Brutaler Zwang, Verletzung des Völkerrechts und der Haager Konvention ist so ungefähr das mindeste, was dem grausamen Unterdrücker nachgesagt wird. Was ist an diesen Nachrichten wahres? Seit mehr als Jahresfrist hat sich in den besetzten Gebieten Belgiens der Mißstand herausgestellt, daß viele belgische Arbeiter der öffentlichen Wohltätigkeit zur Last fallen und von Armenunterstützung leben anstatt sich durch ehrliche Arbeit ihr Brot zu verdienen. Diesem Mißstand ist der Generalgouverneur durch die Verordnungen vom 15. August 1915 und 15. Mai 1916

entgegengetreten. Hierdurch ist die Möglichkeit gegeben, daß jenseitige Arbeiter, die eine ihnen angebotene, ihrem Leistungsvermögen entsprechende Arbeit ohne hinreichenden Grund verweigern, z w a n g s w e i s e zur Arbeitsstelle gebracht werden können. Je länger die Besetzung dauert, um so größer sind die Mißstände geworden, und die Arbeitslosigkeit hat ernste Gefahren für die Ruhe und Ordnung im besetzten Gebiet zur Folge. Eine Aussicht, daß die Verhältnisse sich bessern, besteht nicht, da infolge der Maßnahmen Englands Rohstoffe, die die belgische Industrie braucht, nicht nach Belgien eingeführt werden können, so daß ein großer Teil der industriellen Betriebe geschlossen ist. Um der aus diesem Zustand sich ergebenden Gefahren vorzubeugen erscheint es zweckmäßig, solche Arbeiter, die der öffentlichen Wohltätigkeit zur Last fallen und für die in Belgien Arbeitsgelegenheit nicht vorhanden ist, in Deutschland zu beschäftigen. Tausende belgische Arbeiter haben bereits die ihnen von Deutschland aus gemachten Arbeitsangebote, die ihnen höhere Löhne zusichern, als man sie je in Belgien gekannt hat, angenommen und arbeiten seit längerer Zeit in Deutschland, wo sie sich wohl und zufrieden fühlen. Manche haben auch ihre Familien dorthin nachkommen lassen. Diejenigen arbeitsfähigen Personen, die aber lieber von der öffentlichen Wohltätigkeit leben wollen, als daß sie für sich und ihre Angehörigen arbeiten, werden demnächst z w a n g s w e i s e an geeignete Arbeitsstätten übergeführt werden. In erster Linie dürfte es sich um solche Arbeiter handeln, die in Steinbrüchen, Röhrenerien, Schamottefabriken und ähnlichen Betrieben beschäftigt werden, also in Betrieben, die mit der Kriegführung keinen Zusammenhang haben.

Fac-similé de l'article officieux de la *Kölnische Zeitung*, édition du soir du 13 octobre 1916, reproduit par les journaux officieux de l'autorité allemande en Belgique occupée et qui a ouvert la campagne de presse pour la préparation de l'opinion publique à l'exécution de l'arrêté du 3 octobre 1916.



Qu'y a-t-il de vrai dans ces informations? Depuis plus d'un an, il s'est produit dans les territoires belges occupés cet inconvénient que de nombreux ouvriers belges tombent à charge de la bienfaisance et vivent des secours des pauvres au lieu de gagner leur vie par un travail honorable. Les arrêtés du Gouverneur général en date du 15 août 1915 et du 15 mai 1916 ont été pris pour remédier à cet inconvénient. Ces arrêtés fournissent à l'autorité le moyen de transporter de force sur les chantiers de travail les ouvriers qui, sans raison plausible, refuseraient d'exécuter un travail qui leur est offert suivant leurs aptitudes. Plus longtemps dure l'occupation, plus grands deviennent ces inconvénients, et le chômage a présenté de graves dangers pour le calme et l'ordre public dans le territoire occupé. Il n'existe aucun indice que la situation s'améliorera, car, en suite des mesures prises par l'Angleterre, les matières premières employées par l'industrie belge ne peuvent plus être importées, de sorte qu'une grande partie de l'industrie chôme. Afin de prévenir le danger que cette situation peut amener, il semble opportun (*zweckmässig*) d'occuper en Allemagne ceux des ouvriers qui sont à charge de la bienfaisance publique et pour lesquels il n'existe pas de travail en Belgique. Des milliers de travailleurs belges ont déjà accepté les offres de travail qui leur ont été faites par l'Allemagne, qui leur assure des salaires plus élevés que ceux qu'ils ont jamais connus en Belgique, et travaillent depuis longtemps en Allemagne, où ils se trouvent bien et satisfaits. Mais quant à ces personnes oisives qui préfèrent vivre de la charité plutôt que de travailler pour elles-mêmes et leurs concitoyens elles seront incessamment transportées de force sur les chantiers appropriés. Il ne peut s'agir tout d'abord que d'ouvriers travaillant dans les carrières, fours à chaux, fabriques de produits réfractaires et industries similaires, industries donc qui n'ont aucun rapport avec la guerre. »

Le journal « belge » ajoutait immédiatement :

A rapprocher de cette correspondance un avis officiel publié dans le *Bien public* de Gand, le 15 courant et dont voici le texte :

Concernant la mesure d'appeler au travail la population des chômeurs, nous avons pris à bonne source des informations et nous pouvons communiquer ce qui suit :

« La situation dans laquelle un grand nombre d'ouvriers obtenaient du secours sans devoir effectuer aucune espèce de travail était considérée depuis longtemps comme intenable.

« Chacun reconnaîtra quelles conséquences cette situation doit avoir pour la classe ouvrière, maintenant que des mains habituées au travail en sont dépourvues depuis deux ans; il doit en résulter des plaies matérielles et morales qu'il sera difficile de guérir.

« De grandes pertes de capacité sont à craindre pour le peuple.

Ce sont des maux que le travail donné aux chômeurs est appelé à combattre énergiquement.

« Le bruit que les travailleurs deviendraient soldats ou se battraient au front a été répandu ouvertement dans le dessein criminel de susciter la peur parmi les travailleurs et leurs familles et de les exciter à la résistance. Il n'y a pas un mot de vrai dans ce bruit.

« Les hommes appelés au travail jouissent, outre une généreuse liberté, du logement et d'un bon entretien, ainsi que d'un salaire moyen de 30 pfennigs par tête et par journée de travail.

« Ce salaire est susceptible d'être augmenté par zèle et bon travail. Les chefs d'équipe reçoivent en moyenne 50 pfennigs par jour.

« Les ouvriers peuvent écrire chaque semaine une carte postale à leurs plus proches parents, au lieu de leur dernière résidence, et en recevoir une de leur part.

« Si plus tard les ouvriers réquisitionnés veulent s'engager comme ouvriers volontaires afin de gagner des salaires plus élevés, la chose leur est toujours facultative. »

Nous espérons que ces communications feront reconnaître tous les bruits qui circulent comme étant sans fondement.

Simultanément, un autre journal de même nature, *Le Bruxellois*, publiait (nos 738, 739 et 740, des 15-16, 16-17 et 17-18 octobre 1916) une série de trois articles longs de deux colonnes chacun, sous le titre : « La question des ouvriers belges travaillant en Allemagne », vantant d'une manière dithyrambique les avantages du travail en Allemagne et le bonheur des ouvriers belges qui, « sans s'arrêter à de faux scrupules patriotiques », avaient accepté d'y aller travailler.

Quelques passages de ces articles caractéristiques sont de nature à éclairer sur les procédés employés pour endormir la méfiance des Belges et obtenir plus facilement la signature des contrats d'engagement qui allaient leur être proposés ou plutôt imposés :

(*Le Bruxellois*, n° 738, des 15-16 octobre 1916) :

En principe, évidemment, les Belges ne doivent pas, et sous aucun prétexte, travailler à aider l'Allemagne à faire la guerre en contribuant à lui fabriquer des munitions. Encore cette théorie n'est-elle strictement applicable qu'aux Belges embrigadés officiellement dans une administration quelconque de l'État, des provinces ou des communes, et qui chôment *volontairement*, tout en touchant une part plus ou moins intégrale de leurs traitements ou salaires. En effet, dans leur ensemble, les Belges n'ont aucunement *abdiqué*, parce que leur gouvernement du

moment s'est mis à la remorque des Alliés de l'Entente (contrairement à tous nos intérêts), leur droit imprescriptible de penser, de juger la situation qui leur est ainsi faite malgré eux, ni surtout leur droit à vivre et à vivre en travaillant pour qui il leur plaît. Ventre affamé n'a point d'oreilles, et personne n'est tenu par aucune considération de patriotisme, aussi étroit que mal compris, à mendier ou à recourir à l'alimentation notoirement insuffisante des soupes communales et des autres organismes de guerre qui pourvoient plutôt mal que bien à nourrir péniblement tous nos chômeurs involontaires. Ajoutez à ces vérités de simple bon sens ce fait péremptoire que plus il y a de gens qui travaillent sans rien demander à la charité et plus les ressources de celle-ci augmentent en faveur des secourus. Aussi, pour tout homme de sens droit, exempt de préjugés ou de parti pris, la question du droit intégral au travail est résolue d'emblée, et tous les sophismes des patriotards n'y changeront rien. Tous les Belges n'ont pas encore, Dieu merci, la vocation de la paresse chronique dont semblent atteints tant de nos chômeurs, que la guerre a promus rentiers et qui, au lendemain de la paix, auront une peine énorme à se remettre à travailler.

En attendant, et sans tenir compte des contingences et nécessités de la situation de chacun, les pointus qui, dans les cabarets, dressent des listes noires, allongent celles-ci des noms des malheureux qui, rebutés par leurs patrons belges ou fatigués de travailler, sous prétexte de guerre, pour des salaires de famine, vont résolument travailler en Allemagne.

Nous aurions encore laissé dormir cette question brûlante, malgré les nombreuses lettres qui nous prient instamment d'en parler, si nous n'avions reçu ces jours-ci une épître aussi curieuse que suggestive d'un industriel de l'agglomération bruxelloise, fort symptomatique à ce sujet. Nous la transcrivons textuellement.

Suivait la reproduction d'une longue lettre non signée racontant un entretien de l'« industriel » en question avec une délégation de ses ouvriers venus, prétendument, lui exposer leur projet d'accepter un engagement de travail en Allemagne et lui demander conseil; l'industriel leur aurait répondu :

« Vous devez avant tout manger et donner à manger à ceux qui dépendent de vous. Vous ne seriez que des criminels si vous assistiez impassibles et indifférents à l'anémie et au dépérissement lent, graduel, mais sûr, de vos femmes et de vos enfants. »

L'« industriel » terminait sa lettre en disant :

« Que les « ventres dorés » du Havre, que les « entretenus » de Hollande et d'Angleterre me jettent la pierre, s'ils en ont le triste courage, peu me

chaut! Ma conscience d'honnête homme ne me reprochera jamais mon attitude ni mes paroles. Qu'en pensez-vous? »

Et le journal concluait :

Cet industriel, qui appartient à une des plus considérables familles de la bourgeoisie industrielle, a parlé en homme de cœur et en philosophe vraiment chrétien, car il s'est inspiré des divins préceptes évangéliques du Christ.

Le lendemain, le journal entreprenait de dépeindre la situation des ouvriers belges travaillant déjà en Allemagne. Il la représentait comme une sorte de paradis en comparaison de la situation des ouvriers en Belgique :

(*Le Bruxellois*, n° 739, des 16-17 octobre 1916) :

Voyons succinctement quel est en réalité le sort des ouvriers qui sont partis travailler en Allemagne.

Tout d'abord, il faut sincèrement et honnêtement reconnaître que c'est un mensonge de plus que celui qui consiste à insinuer (comme le bruit a couru à tort) que *tous ces ouvriers crèvent là-bas de faim*. C'est un faux bruit colporté par les patriotards qui préfèrent se croiser ici les bras et entendent que tout le monde les imite en se faisant, comme beaucoup d'entre eux, nourrir, fût-ce misérablement, sans travailler.

La vérité, c'est que le *ravitaillement* des ouvriers qui travaillent en Allemagne est au moins aussi bien assuré que chez nous. Les ouvriers ne crèvent donc pas de faim en Allemagne. Dans chaque usine industrielle qui se trouve éloignée d'une ville, des dépendances sont installées pour tous les ouvriers célibataires. Il existe partout dans les usines et ateliers des cantines, où les repas leur sont comptés à raison de 1,40 mark à 2,50 marks, logement compris, selon le salaire qu'ils gagnent dans leur catégorie.

Dans les grands centres industriels, des logements privés sont prévus où l'ouvrier trouve le logis, les repas, etc., à des prix fixés proportionnellement à son salaire. A ce sujet, on peut ajouter que, dans la région des mines et charbonnages de Westphalie, des colonies belges sont déjà même installées où des familles belges entières, homme, femme et tous les enfants, habitent une petite maison proprette avec jardin. L'homme gagne bien sa vie, et la femme soigne son ménage ainsi que ses enfants. loin de la guerre et de ses horreurs.

Des prisonniers, de leur côté, ont trouvé la liberté et du travail bien rémunéré chez divers patrons allemands. Parmi eux, plus d'un ne songe plus à revenir en Belgique. La plupart ont, en effet, appris l'allemand. Aussi, cette barrière du langage, qui jusqu'ici les empêchait de connaître et d'apprécier l'Allemagne, étant tombée, ils ont acquis tout naturelle-



ment, sur les hommes et les choses qui les entourent et au milieu de qui ils vivent depuis plus de deux ans, des idées radicalement différentes et même souvent diamétralement opposées à celles que la majorité de nos compatriotes demeurés ici professent plus ou moins raisonnablement. Aussi serons-nous fort étonnés, après la guerre, de retrouver les Belges retour d'Allemagne pourvus d'une nouvelle mentalité, bien dissémblable de celle avec laquelle ils sont partis et que, bien à tort, nous leur supposons toujours à distance.

Les ouvriers belges qui s'expatrient en Allemagne et y vont chercher un juste salaire, en attendant la fin du cauchemar, obéissent souvent, en outre, non seulement à la loi de la faim, mais désormais à la voix non moins impérieuse de la dignité humaine.

C'est, au contraire, un honneur pour eux de *s'être suffi à eux-mêmes*, surtout qu'on ne les contraint nullement à travailler à la fabrication des munitions de guerre.

Leurs salaires sont les mêmes que ceux que gagnent les ouvriers indigènes. Ils leur permettent d'épargner de l'argent en vivant sobrement. L'ouvrier belge profite des mêmes avantages de la prévoyance sociale que les ouvriers allemands (assurance sur la vie, accidents, vieillesse, etc.).

L'ouvrier jouit d'une complète liberté. Il peut aller où bon lui semble. La fable de l'internement des ouvriers en Allemagne est une légende idiote et odieuse. L'ouvrier peut en toute liberté écrire à sa famille, à sa femme, à qui il veut et quand il veut. Il peut renvoyer ici le surplus de son salaire exactement de la même façon que si sa femme habitait une localité quelconque en Belgique et que lui-même travaillât dans une autre.

L'ouvrier conclut un engagement de quatre mois. Le contrat ne l'engage en aucune façon à devoir fabriquer des munitions ou même des produits employés pour la guerre. Libre à lui de revenir dans sa patrie après ce laps de temps ou de conclure un nouvel engagement. Seulement les familles entières se composant de l'ouvrier, de sa femme et de ses enfants doivent s'engager pour six mois, afin de permettre de couvrir ainsi les dépenses indispensables pour le voyage, la nourriture et l'installation.

Il y a plus. *Des secours sont octroyés aux familles* demeurées en Belgique. Par exemple, un ouvrier s'engage par nécessité, eh bien ! sa famille restant au pays est secourue par le Bureau industriel, afin de pouvoir vivre aussi longtemps que l'homme ait pu lui renvoyer ses premières économies.

Le contrat de travail, dont nous avons un exemplaire sous les yeux, stipule expressément (art. 1) que l'ouvrier s'engage (en qualité de manuel quelconque spécifié) aux mêmes taux et conditions que les ouvriers allemands de même catégorie, selon le travail fourni, à autant de francs en moyenne par jour.

2. Il reconnaît expressément les lois de travail de l'Empire allemand et le règlement en vigueur dans l'usine.

3. *L'ouvrier est assuré contre la maladie et les accidents du travail, exactement comme les ouvriers allemands.*

4. Il se soumet à l'obligation d'habiter un logement qui lui sera désigné, et il lui sera porté en compte, pour logement et nourriture, par jour, environ ...francs, d'après les usages locaux.

5. Il déclare être exempt de toute infirmité.

6. Le voyage aller est sans frais pour l'ouvrier.

7. Ce contrat a une validité de quatre mois (ou de six mois si l'ouvrier part avec sa famille) à partir du premier jour de travail, et il ne peut être résilié par aucune des parties pendant cette période.

Le troisième article n'était pas moins engageant (numéro du 17-18 octobre 1916). Il débutait, pour faire ensuite plus d'impression, par un accès de franchise simulé :

Certes, écrivait l'auteur, il y a eu des désabusés. Certains sont partis vers l'Allemagne comme vers un Eldorado enchanteur, s'attendant à trouver là-bas une sorte de paradis terrestre où leur travail serait rémunéré (et il l'est) largement, mais où leurs habitudes nationales d'indépendance sans frein ne rencontreraient aucune contrainte.

Or, on sait qu'en Allemagne la discipline sociale est un facteur nécessaire dans la méthodique et formidable organisation sociale de l'Allemagne contemporaine; c'est surtout grâce à cette méthode rigoureuse, à cette discipline de fer, universellement imposée par les faits historiques et unanimement admise, que la Germanie contemporaine peut continuer à étonner le monde et à tenir en échec sur tous les champs de bataille les puissances militaires les mieux outillées qui, depuis deux ans, essaient, en vain jusqu'ici, de la vaincre ou de l'amener à composition.

C'est cette même méthode d'airain qui a fait la grandeur industrielle et économique de l'Allemagne moderne.

En général, il faut reconnaître que ceux qui, parmi les ouvriers émigrés en Allemagne, y ont apporté le désir sincère de s'assimiler pleinement la vie sociale et économique du pays où ils entraient, n'ont eu guère à se plaindre de leur situation nouvelle. Bien au contraire.

Au reste, le témoignage écrit de plusieurs d'entre eux est là pour démontrer aux plus prévenus que la vérité ne réside jamais dans des appréciations aprioristes où le parti pris joue toujours un rôle déterminant qui confine à l'injustice.

En vue de le prouver, le journal reproduisait trois lettres, non signées, d'ouvriers « librement partis » et qui disaient en substance :

Je suis heureux de ma situation..... Mes chefs sont contents de moi.....

Pour les gens qui travaillent, les chefs sont beaucoup plus raisonnables ici qu'en Belgique..... Les salaires sont élevés.....

Les détails sur la nourriture surtout avaient de quoi allécher les affamés, bien qu'ils parussent assez peu s'accorder avec ce que la presse et les plus hautes personnalités allemandes avaient révélé elles-mêmes des difficultés et du prix de l'alimentation pour les ouvriers en Allemagne, particulièrement dans le pays rhénan (1) :

« Pour la nourriture, écrivait prétendument l'un des ouvriers, je suis très content; l'usine fait pour le personnel de très bons dîners à 80 pfennigs, qui se composent d'une bonne soupe au lard, pommes de terre, légumes et 95 grammes de viande. Pour souper, nous avons des restaurants, près de l'usine, où vous pouvez très bien manger pour 70 pfennigs : pommes de terre (1 kilo), légumes, viande ou œuf. Pour déjeuner, j'achète mon pain, beurre, graisse et sirop et j'ai le café à discrétion où je loge. Ma chambre, café compris, me coûte 2,50 marks par semaine.

« Vous voyez donc par ce petit résumé que celui qui se plaint a tort, et je vous assure franchement, cher Monsieur M..., que ma fille et moi regrettons vivement de ne pas être venus en Allemagne beaucoup plus tôt. Nous y aurions bien vécu tout en économisant de l'argent.

« En résumé, nous nous plaisons admirablement bien et nous ne pensons pas plus à la Belgique que si nous ne la connaissions pas.

« Je n'oublierai jamais le plaisir que vous m'avez fait à m'aider à venir avec mon enfant, car vous l'avez sauvée du gouffre dans lequel sa brave mère voulait la plonger. Je suis certain qu'en Allemagne je lui créerai une bonne et honorable situation. Je vous confirme que je saurai vous prouver ma reconnaissance. »

Et le journal terminait en écrivant, avec une affectation de sincérité peut-être trop visible :

Nous ne voudrions point que la publication de ces extraits fût considérée comme un encouragement et surtout comme une réclame payée afin de décider qui que ce soit à s'expatrier en ce moment. Nous avons simplement voulu remettre les choses au point dans l'intérêt supérieur et inaliénable de la vérité et de la justice qu'il ne faut jamais, quand on le peut, laisser obscurcir dans la malveillance des jugements erronés, plus ou moins intéressés, émanant d'ignorants ou d'esprits tendancieux.

---

(1) Voir plus loin, chapitre XIV, la lettre du 27 septembre 1916 du maréchal von Hindenburg au Chancelier de l'Empire.

---

## CHAPITRE III

### QUELQUES-UNES DES RAISONS DE LA MÉFIANCE DES OUVRIERS BELGES

#### VIS-A-VIS DES PROPOSITIONS ALLEMANDES D'EMBAUCHAGE

Ce tableau séduisant des délices du travail « libre » et du séjour en Allemagne correspondait malheureusement assez peu avec la rigueur bien connue des procédés de l'autorité allemande en Belgique depuis le début de la guerre.

## AVIS

Par ordre de Son Excellence M. l'Inspecteur de l'Etape, je porte à la connaissance des communes ce qui suit :

« L'attitude de quelques fabriques qui, sous prétexte de patriotisme et en s'appuyant sur la Convention de La Haye, ont refusé de travailler pour l'armée allemande, prouve que, parmi la population, il y a des tendances ayant pour but de susciter des difficultés à l'administration de l'armée allemande.

« A ce propos je fais savoir que je réprimerai, par tous les moyens à ma disposition, de pareilles menées qui ne peuvent que troubler le bon accord existant jusqu'ici entre l'administration de l'armée allemande et la population.

« Je rends responsables, en premier lieu, les autorités communales de l'extension de pareilles tendances, et je fais remarquer que la population elle-même sera cause que les libertés accordées jusqu'ici de la façon la plus large lui seront enlevées et remplacées par des mesures restrictives rendues nécessaires par sa propre faute ».

Lieutenant-général  
Graf von Westarp.

Gand, le 10 juin 1915.

Le Commandant de l'Etape.

La méfiance persistante des ouvriers belges devant les assurances qui leur étaient données qu'on ne les contraindrait pas, en cas d'engagement, à travailler en Allemagne pour l'utilité de l'armée allemande s'explique assez par les ordonnances en sens contraire qu'avait édictées, en Belgique, l'autorité militaire occupante.

Par exemple, en juin 1915, le lieutenant général comte von Westarp avait fait afficher à Gand, en allemand, français et flamand, le placard ci-après qui démontre l'obligation faite aux fabriques belges de travailler pour l'armée allemande (Voir aussi le fac-similé du texte français de ce placard) :

Fac-similé de la partie centrale de l'avis trilingue du lieutenant-général comte von Westarp, du 10 juin 1915, affiché à Gand.



## BEKANNTMACHUNG

Auf Befehl Sr. Exc. des  
Herrn Etappeninspektors  
begehe ich den Gemeinden  
folgendes bekannt:

« Das Verhalten einiger  
Fabriken, die auf ange-  
lichem Patriotismus und  
Berufung auf die Haager  
Konvention arbeiten für  
die Heeresverwaltung ver-  
weigert haben, beweist  
sich in der Bevölke-  
rung Bestrebungen entwi-  
keln, die bezwecken der  
deutschen Heeresverwal-  
tung Schwierigkeiten zu  
machen.

« Ich weise demgegen-  
über darauf hin, dass ich  
erartige Umtriebe, die  
dahin führen müssen das  
bisherige gute Einverneh-  
men zwischen der deut-  
schen Heeresverwaltung  
und der Bevölkerung zu  
stören, mit allen mir zu-  
verfügung stehenden Macht-  
mitteln unterdrücken  
werde.

« Ich mache in erster  
Linie die Vorstände der  
Gemeinden dafür haftbar,  
dass die Bevölkerung, es  
sich selbst zuzuschreiben  
lässt, wenn ihr die bis jetzt  
in vollstem Masse gewähr-  
ten Freiheiten genommen  
werden, und an ihre Stelle  
neuen Beschränkungen  
treten, die durch das  
Verschulden der Bevölke-  
rung notwendig werden.

« Generalleutnant,  
(gez.) Graf von WESTARP. »  
Gent, den 10 Juni 1915.  
Der Etappenkommandant.

## AVIS

Par ordre de S. Exc.  
M. l'inspecteur de l'étape,  
je porte à la connaissance  
des communes ce qui suit:

« L'attitude de quelques  
fabriques qui, sous pré-  
texte de patriotisme, et en  
s'appuyant sur la Conven-  
tion de La Haye, ont refusé  
de travailler pour l'armée  
allemande, prouve que,  
parmi la population, il y a  
des tendances ayant pour  
but de susciter des diffi-  
cultés à l'Administration  
de l'armée allemande.

« A ce propos, je fais  
savoir que je réprimerai,  
par tous les moyens à ma  
disposition, de pareilles  
menées qui ne peuvent que  
troubler le bon accord exis-  
tant jusqu'ici entre l'Ad-  
ministration de l'armée  
allemande et la popula-  
tion.

« Je rends responsables,  
en premier lieu, les auto-  
rités communales de l'ex-  
tension de pareilles ten-  
dances et je fais remar-  
quer que la population  
elle-même sera cause que  
les libertés accordées jus-  
qu'ici de la façon la plus  
large lui seront enlevées  
et remplacées par des me-  
sures restrictives rendues  
nécessaires par sa propre  
faute.

« Lieutenant-général,  
(s) Graf von WESTARP. »  
Gand, le 10 juin 1915.  
Le Commandant  
de l'Étape.

## KENNISGEVING

Op bevel Z. Ex. den  
heer Etappen-Inspekteur,  
maak ik bekend dat:

« Het gedrag van ver-  
scheidene fabrieken, welke  
uit voorgewend patrio-  
tisme en onder beroep  
op de Overeenkomst van  
den Haag werken geweigerd  
hebben, welke voor het  
duitsche leger bestemd  
zijn, bewijst, dat in de  
bevolking pogingen be-  
staan, met het doel aan  
de duitsche Administratie  
van het leger moeilijke-  
den te bereiden.

« Ik maak u bekend, dat  
zulke pogingen de goede  
verstandhouding tusschen  
de duitsche overheid en  
de bevolking verstoren  
en dat ik zulks met alle  
middelen welke mij ter  
beschikking zijn, zal on-  
derdrukken.

« Ik maak de gemeente-  
besturen verantwoordelijk,  
dat zich zulke pogingen  
niet verder uitbreiden en  
dat de bevolking, zich  
leggen, ten laste moet  
zelve als de tot nu be-  
staande vrijheid door eigen  
schuld der bevolking zal  
noodzakelijk verkort en  
beperkt worden.

« Luitenant-generaal,  
(get.) Graaf von WESTARP. »  
Gent, den 10 Juni 1915.  
De Etappenkommandant.

En juillet 1915, une affiche plus catégorique et plus sévère encore avait été placardée à Menin (Flandre occidentale, frontière française), sur l'ordre du commandant Schmidt, disant :

### ORDRE

A partir d'aujourd'hui, la ville ne peut plus accorder de secours, — quel qu'il soit, même pour les familles, femmes et enfants — qu'aux seuls ouvriers qui travaillent régulièrement à des travaux militaires et aux autres ouvrages imposés.

Tous les autres ouvriers et leurs familles ne pourront plus désormais être secourus en aucune façon.

On connaissait aussi en Belgique, dès l'été de 1915, la déclaration qu'un commandant allemand avait fait lire aux notables de la ville française de Halluin (non loin de la frontière belge) :

Lu à Halluin, le 30 juin 1915, à 23<sup>h</sup> 30, au Conseil municipal et aux notables de la ville de Halluin.

### MESSIEURS,

Les événements qui se passent sont connus de tous ces messieurs. C'est la conception et l'interprétation de l'article 52 de la Convention de La Haye qui a créé les différends entre vous et l'autorité militaire allemande. De quel côté est le droit? Ce n'est pas à nous de le discuter, parce que nous ne sommes pas compétents, et nous n'arriverons jamais à nous entendre sur ce point-là. Ce sera l'affaire des diplomates et des représentants des différents États après la guerre.

Aujourd'hui, c'est exclusivement l'interprétation de l'autorité militaire allemande qui est valable, et, en raison de cela, *nous entendons que tout ce que nous aurons besoin pour l'entretien de nos troupes soit fabriqué par les ouvriers du territoire occupé*. Je puis vous assurer que l'autorité allemande ne se départira sous aucune condition de ses demandes à ses droits, même si une ville de 15.000 habitants en devait périr. Les mesures introduites jusqu'à présent ne sont qu'un commencement et chaque jour il y aura des mesures sévères jusqu'à ce que notre but soit atteint.

C'est le dernier mot et le bon conseil que je vous donne ce soir. Revenez à la raison et faites en sorte que tous les ouvriers reprennent le travail sans délai; autrement vous exposez votre ville, vos familles et votre personne même aux plus grands malheurs.

Aujourd'hui et peut-être encore pour longtemps, il n'existe pour Halluin ni préfecture ni Gouvernement français; il n'y aura qu'une seule volonté, c'est la volonté de l'autorité allemande.

*Le Commandant de Place,*  
(s) SCHRANCK.

# Bekanntmachung

Gent, den 16-12-1915.

## An den Bürgermeister von Ledeberg.

Den Einwohnern der Gemeinde Ledeberg wird auf Grund Par. 4, Verordnung vom 12-10-1915 für die Zeit vom 17-12 bis einschliesslich 24-12-1915 jeder Verkehr auf öffentlicher Strasse zwischen 7 Uhr abends und 8 Uhr morgens verboten.

Für sofortige Bekanntgabe dieses Verbotes haben Sie Sorge zu tragen. Ausserdem wird Ihnen eröffnet, dass weitere polizeiliche Zwangsmassnahmen und auch Zwangsauflagen erfolgen werden, falls seitens der für die Eisenbahnwerkstätte in Ledeberg angeforderten Arbeiter die Verweigerung der Arbeitsaufnahme im Interesse der deutschen Heeresverwaltung andauern sollte.

Der Etappen-Kommandant,

Gez. von **WICK.**

Vor gleichvormig afschrift. — Für gleichformig Abschrift.  
Ledeberg, 17-12-15.

De Burgemeester, — Der Bürgermeister,

**A. LA'YOUR.**

# Bekanntmaking

Gent, den 16-12-1915.

## Aan den Burgemeester van Ledeberg.

Aan de inwoners van de gemeente Ledeberg wordt, op grond van par. 4, der verordening van den 12-10-1915, voor den tijd van 17-12 tot en met 24-12-1915, alle verkeer op de openbare straat, tusschen 7 uren 's avonds en 8 uren 's morgens verboden.

Voor de dadelijke bekendmaking van dat verbod hebt gij zorg te dragen. Buitendien wordt u bekend gemaakt, dat verdere politiedwangmaatregelen en ook boeten zullen volgen, indien de opgeëischte arbeiders voor de ijzerenwerkplaats van Ledeberg voort, weigeren den arbeid te hervatten in het belang van het Duitsche legerbehoef.

De Etappen-Kommandant,

Get. von **WICK.**

Vrij vertaald. Ledeberg, 16-12-1915.

De Gemeentesecretaris : **J. Van Meuter.**

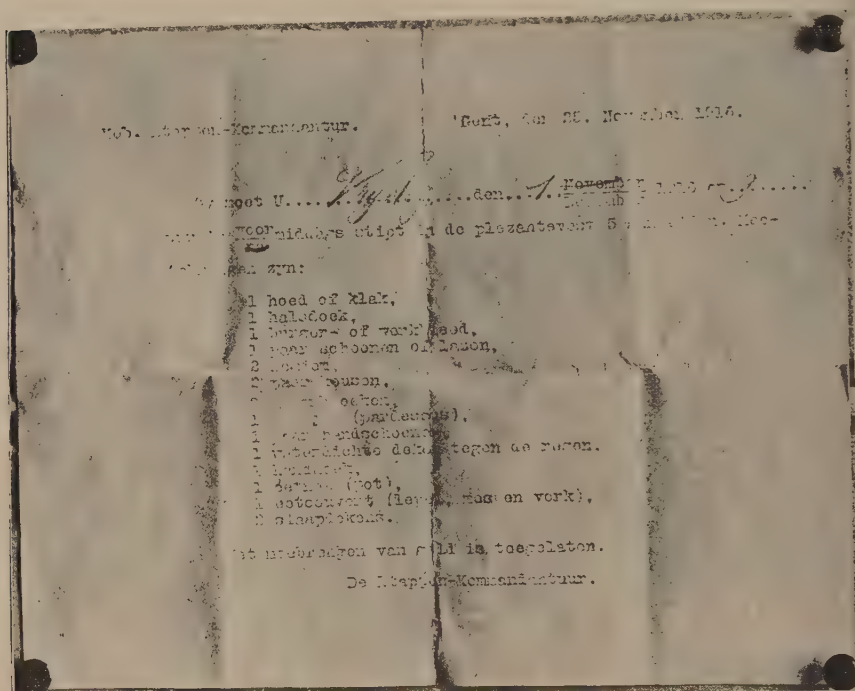
Voor gelijkvormig afschrift.

Drukk. A. J. Vrees, Ledeberg.

Arvis du 16 décembre 1915 affiché à Ledeberg près Gand, le 17 décembre 1915, montrant que l'autorité allemande, même après la promulgation des arrêtés des 14 et 15 août 1915, obligeait encore les ouvriers belges à travailler pour l'armée allemande, alors que lesdits arrêtés admettaient comme motifs valables de refus les exceptions tirées du droit des gens.

*Ce fac-similé se rapporte à la page 17.*

SPÉCIMEN D'UNE CONVOCATION POUR LES DÉPORTÉS DES ENVIRONS DE GAND (1<sup>er</sup> DÉCEMBRE 1916)



Le texte flamand de cette convocation est le même que celui de la convocation de Gand, 8 octobre 1916, traduite au chapitre IV.

Ce fac-similé se rapporte à la page 26.

Le 16 décembre 1915, un Avis inspiré du même esprit et rédigé en allemand et en flamand avait été placardé à Ledeberg (près de Gand). Nous le reproduisons en fac-similé (original au ministère de la Justice de Belgique).

Voici la traduction du texte flamand :

### AVIS

Gand, le 16 décembre 1915.

*Au bourgmestre de Ledeberg.*

Comme suite au paragraphe 4 de la prescription du 12 octobre 1915, il est défendu aux habitants de la commune de Ledeberg de circuler sur la voie publique entre 7 heures du soir et 8 heures du matin, à partir du 17<sup>e</sup> décembre 1915 jusqu'au 24 décembre 1915 y compris.

Le soin d'aviser immédiatement le public de la présente défense vous incombe. D'autre part, il est porté à votre connaissance que des mesures de police ainsi que des amendes suivront si les ouvriers réquisitionnés pour l'atelier de chemins de fer de Ledeberg persistent à refuser de reprendre le travail dans l'intérêt de l'autorité militaire allemande.

*Le Commandant d'Étapes,*

(s) VON WICK.

Traduction libre. Ledeberg, 16 décembre 1915.

Par ordre :

*Le Secrétaire communal,*

J. VAN MEUTER.

Pour copie conforme :

Ledeberg, 17 décembre 1915.

*Le Bourgmestre,*

A. LATOUR.

Le ouvriers belges avaient, d'autre part, connaissance de la violence faite, en maintes circonstances, à des travailleurs belges pour les obliger à travailler pour l'armée allemande. Pour ne citer que quelques exemples :

A *Luttre* (Hainaut), en avril, mai et juin 1915, les ouvriers de l'arsenal des Chemins de fer de l'État avaient été l'objet de vexations de toute espèce : menaces, arrestations, emprisonnement, déportation de 190 récalcitrants, traitements très rigoureux au cours de leur détention en Allemagne;

A *Malines* (province d'Anvers), en mai 1915, violences analogues sur les ouvriers de l'arsenal; par ordre du général von Bisping du 30 mai 1915, toute la ville avait été punie d'isolement à cause de leur résistance qui ne put d'ailleurs être vaincue;



A Sweveghem (Flandre occidentale), en juin 1915, plusieurs centaines d'ouvriers de la fabrique de fil de fer Bekaert avaient été soumis à un traitement inhumain, eux et leurs femmes, puis toute la commune, parce qu'ils refusaient de reprendre une fabrication qui, de par sa nature même, devait servir aux besoins militaires de l'armée allemande (1).

Au reste, même des esprits non prévenus ne pouvaient manquer d'être frappés de la contradiction qui apparaissait entre la tactique persuasive des journaux officieux de l'Administration allemande en vue d'obtenir des engagements dits « volontaires » et le recours à la force institué simultanément pour « convaincre » d'autorité ceux qui auraient résisté à la séduction des promesses.

On ignore combien d'ouvriers belges cédèrent, avant le mois d'octobre 1916, aux offres de hauts salaires qui leur étaient faites par les embaucheurs allemands.

Le gouverneur général von Bissing dans une interview au *New-York Times* (Voir plus loin, chap. VIII) cite le chiffre de 30.000 travailleurs belges présents en Allemagne en septembre ou octobre 1916.

Il nous serait impossible de dire si ce chiffre est exact. Nous inclinerions plutôt à penser qu'il est supérieur à la réalité.

Il resterait d'ailleurs aussi à s'assurer s'il ne comprend que des travailleurs dont la présence en Allemagne était la suite d'un engagement *vraiment volontaire*, car, déjà au cours de l'été 1915, des travailleurs, en nombre indéterminé, des Flandres, du Hainaut et d'autres provinces, furent déportés et retenus en Allemagne, comme travailleurs *forcés*, pour avoir refusé de travailler en Belgique dans l'intérêt de l'armée allemande.

Quoi qu'il en soit, le nombre des engagements « volontaires » de travail dut être relativement peu élevé et ils n'eurent qu'un caractère exceptionnel, puisque, on le verra, l'autorité allemande elle-même invoque, entre autres, cette circonstance pour expliquer qu'elle ait dû finalement avoir recours, le 3 octobre 1916, à l'institution du travail forcé avec déportation (2).

(1) Cf. les *XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> Rapports de la Commission d'enquête belge sur la violation du droit des gens en Belgique*. Paris, Berger-Levrault, 1915; volume II, pages 75 et 81. Voir ci-après, chapitre XXI, le résumé de la déposition d'un ouvrier de Sweveghem déporté en Allemagne, en juin 1915, pour refus de travailler dans l'intérêt de l'armée allemande.

(2) Voir l'interview du général von Bissing reproduite au chapitre VIII, *in fine*.

## CHAPITRE IV

### EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ DU 3 OCTOBRE 1916 DANS LA BELGIQUE OCCUPÉE

---

La presse allemande a été sobre d'informations sur l'exécution de l'arrêté du 3 octobre 1916. A l'en croire, tout se serait passé normalement et sans encombre; les transports se seraient effectués de la manière la plus humaine; les ouvriers, touchés par la mesure, s'y seraient prêtés de bonne grâce; ils se seraient même montrés, en général, heureux de l'obligation qui leur était faite de se remettre au travail pour gagner un bon salaire. De l'émotion énorme soulevée en Belgique par l'exécution de l'arrêté, pas un mot, du moins jusqu'à ce jour.

Les premières dépêches officielles expédiées à l'étranger mettent une insistance particulière à relever de petits détails secondaires capables de diminuer auprès de lecteurs superficiels l'impression de la violence faite aux déportés. Elles évitent le mot « déportation »; elles parlent, par euphémisme, du « transfert », du « déplacement » (*Abschiebung*) des ouvriers chômeurs, en ajoutant parfois le qualificatif « forcé » (*zwangsweise*) (dépêche Wolff, du 1<sup>er</sup> novembre 1916, citée plus loin).

Quelques jours après, d'autres dépêches officielles emploient les mêmes procédés pour accentuer l'impression d'« humanité ». Exemple, dans les journaux allemands du 9 novembre 1916 :

Berlin, 8 novembre. — L'envoi des chômeurs belges vers l'Allemagne a suivi son cours dans le plus grand calme. En dehors des soldats et des médecins militaires, des fonctionnaires de l'administration civile participent à l'exécution des mesures. Les ouvriers se comportent tout à fait raisonnablement. Beaucoup d'entre eux font comprendre qu'après la longue période de « rien faire » et d'absence de salaires, la perspective d'un travail rémunérateur leur est, au fond, bienvenue et qu'ils avaient attendu depuis longtemps une pareille mesure. La circonstance que ces

gens peuvent emporter avec eux des paquets paraît avoir un effet d'apaisement et les bons soins donnés au cours du transport ne restent manifestement pas sans agir sur l'état d'esprit. Ce qui est caractéristique encore, c'est que le nombre des inscriptions volontaires a augmenté (*Kölnische Zeitung*, 9 nov. 1916, n° 1440).

On verra plus loin ce qu'il faut entendre par ces « inscriptions volontaires ».

Les *Münchner Neueste Nachrichten* (9 novembre, n° 571) ajoutent à cette dépêche une réflexion qui doit donner tout à fait le change au lecteur étranger, mal instruit des détails de la vie publique actuelle en Belgique occupée :

L'attitude intelligente de la presse belge contribue sensiblement à ce que s'exécute, de la manière souhaitée, cette mesure, nécessaire pour le bien de la Belgique ainsi que pour notre propre sécurité.

Car la « presse belge » dont on invoque ici l'autorité en faveur des déportations est la presse *pseudo-belge* paraissant sous l'inspiration ou la censure de l'Administration allemande, et dont le chapitre II a donné des exemples.

A plusieurs reprises, des dépêches Wolff démentirent qu'il eût dû être fait aucune espèce de violence pour exécuter les enlèvements (Voir notamment un démenti de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, du 14 novembre 1916, télégraphié partout et reproduit par la presse suisse-alsacienne du même jour). Les thèmes incessamment répétés et orchestrés sont : « *Ruhe* » (tranquillité), « *Ordnung* » (ordre), « *Freude* » (joie), « *Befriedigung* » (apaisement).

A ne lire que les journaux allemands, on croirait que la population de la Belgique occupée est restée impassible ou même indifférente devant la destruction, pour un temps indéfini, de tant de ses foyers et qu'elle a trouvé toute naturelle la contrainte faite par l'ennemi simultanément à des milliers de citoyens belges.

Quant aux critiques dont la mesure était l'objet à l'étranger, aux protestations des États neutres, par exemple, on les représente comme de simples demandes d'information faites « en vue de permettre à ces États de répondre éventuellement à une version fausse que ne manquera pas de répandre le Gouvernement anglais, comme prétexte à une nouvelle aggravation illégale du blocus » (1).

Enfin, les protestations du Gouvernement belge sont accueillies

---

(1) Voir plus loin, chapitre XIV, § 5.

comme un phénomène d'incompréhension administrative de sa part et comme un scandale d'ingratitude de la Belgique envers l'Allemagne, qui ne cherche que le bien de la population belge.

Cette façon de représenter les faits est tellement dénuée de vraisemblance qu'elle se réfute d'elle-même. On en *sent* l'inexactitude. Il importe néanmoins aussi de la *constater*.

Mais, à défaut des informations de fait auxquelles se refuse la presse allemande en se cantonnant dans des généralités et des discussions polémiques, force est ici de recourir, par exception, aux informations de sources belges et hollandaises pour se faire une idée nette de la situation en Belgique après la publication de l'arrêté du 3 octobre et de la procédure d'exécution adoptée par l'Administration allemande.

Dans l'ensemble du pays, l'autorité allemande suivit, en effet, une méthode uniforme.

Les autorités locales belges furent sommées, sous menace d'amende, de prison et de déportation, de livrer les listes de chômeurs et de personnes assistées qu'elles pouvaient posséder; là où il n'en existait pas, il leur fut ordonné d'en établir d'urgence. La plupart des bourgmestres et collègues échevinaux se retranchèrent dans l'abstention, ne voulant pas s'associer à ce qu'ils estimaient être un criant abus de pouvoir de l'occupant, moins encore coopérer à la violence faite à leurs administrés.

L'autorité allemande s'empara alors de force des listes de chômage qu'elle put saisir; ailleurs, elle utilisa les registres de population et les listes électorales; partout elle mit à profit les renseignements recueillis à la faveur du contrôle des hommes en état de porter les armes (dix-huit à quarante-cinq ans), astreints, comme on le sait, à comparaître périodiquement devant des bureaux spéciaux (*Mel-deamten*). Toutes les personnes dont elle put ainsi se procurer les noms furent convoquées indistinctement. En certains endroits, on procéda aussi par appels généraux des sujets mâles de dix-sept ans au moins sans limite d'âge, et par rafle des passants rencontrés au hasard dans les rues.

Les individus ainsi rassemblés furent d'abord soumis à un examen corporel permettant d'opérer parmi eux un certain triage. On n'élimina pourtant, en général, que ceux qui manquaient manifestement des forces physiques nécessaires pour travailler. Le reste, riches ou pauvres, chômeurs ou personnes simplement inoccupées, parfois même ouvriers occupés, fut retenu inexorablement. L'autorité allemande leur donna option entre la signature d'un engagement,



prétendument *volontaire*, de travail en Allemagne, « bien rémunéré », disait-elle, et la déportation avec astreinte au travail et salaire réduit (en général, 30 pfennigs par jour).

En plusieurs endroits, les contrats d'engagement présentés étaient rédigés en allemand et ne furent pas traduits.

En certaines villes, entre autres Bruges et Gand, les moyens de coercition les plus durs furent employés pour en obtenir la signature : menaces, emprisonnement des récalcitrants pendant plusieurs jours dans des locaux trop étroits, non appropriés et non chauffés ; mise au secret ; privation de nourriture, etc. Plusieurs de ces malheureux durent céder finalement à la contrainte de la faim et de la soif ; un grand nombre résistèrent ; il semble que, de guerre lasse, on se soit décidé à les expédier pêle-mêle de force en Allemagne ou sur le front de France.

Parfois l'examen corporel fut suivi de l'embarquement immédiat ; parfois les individus retenus, après examen, pour la déportation, furent renvoyés provisoirement chez eux avec injonction de se représenter à la première convocation. Les convocations individuelles ou collectives portaient ordre de rassemblement à jour et lieu fixés, souvent pour l'embarquement le lendemain. Il y eut aussi des convocations lancées sans que l'objet en fût indiqué ; les hommes s'y rendirent sans savoir ce qu'on leur voulait, donc sans vivres ni vêtements, et ils furent embarqués sur-le-champ sans avoir pu prendre congé des leurs ni même les faire avertir.

Bien que la plupart des personnes convoquées fussent dénuées de ressources et que leur état de misère fût le prétexte légal invoqué par l'arrêté du 3 octobre pour justifier le régime d'astreinte au travail, certaines convocations imposaient l'obligation de se munir d'un trousseau coûteux de vêtements, d'ustensiles de ménage et d'objets de couchage.

On ne garda pas plus d'égards dans l'organisation du transfert. Les déportés, parqués en troupeaux dans des locaux divers aux points de concentration, furent entassés dans des fourgons et wagons (au début, dans des wagons à bestiaux ou dans des wagons ouverts, qui devaient les laisser exposés à toutes les intempéries d'une saison déjà avancée) ; on les dirigea par trains entiers vers l'Allemagne ou vers les régions occupées de la France.

Des mesures de rigueur furent prises dans certaines grandes villes (Anvers, Mons, etc.) pour empêcher les familles éplorées d'accompagner les déportés jusqu'aux gares d'embarquement et d'approcher des voies ferrées, les privant ainsi de la suprême consolation



de jeter de loin un dernier adieu à ceux qu'on arrachait à leurs foyers.

Ceux qui, en petit nombre, cédant à la faim, aux menaces ou à l'appât du gain, acceptèrent de signer un engagement volontaire, furent traités d'une manière aussi peu humaine, quoique différente : on les séparait d'abord du troupeau des récalcitrants, puis, un par un, on les faisait défiler devant des agents de bureaux industriels ou des représentants d'usines qui, en vue de faire un choix dûment raisonné, leur infligeaient l'humiliation d'un examen approfondi de leur personne exactement comme eussent procédé des acheteurs de chevaux en foire.

Tels sont les traits principaux, et pour ainsi dire généraux, de la procédure adoptée par l'autorité allemande.

On va les retrouver — avec d'autres — dans les documents ci-après, de sources belges ou hollandaises, qui donnent un exemple de ce qui s'est passé dans les diverses régions du pays.

Nous laisserons aussi aux pièces elles-mêmes, soit dans ce chapitre, soit dans le chapitre XIV, soit en *Annexes*, le soin d'apprendre au lecteur quel est le sort fait, en Allemagne et en France, aux malheureux déportés.

#### Zone des Étapes en général.

Une note belge, publiée au Havre le 9 novembre 1916, dit :

Le Gouvernement belge a reçu confirmation du fait des enlèvements et déportations systématiques des civils belges pour travail forcé aux chantiers allemands. Ces enlèvements ont commencé vers la mi-octobre et se sont étendus à toute la « région des étapes » (comprenant, en Belgique, les Flandres et le Tournaisis) et à la région de Mons. Du 15 au 24 octobre, la rafle n'a pas atteint moins de 15.000 hommes rien que dans les Flandres. Parmi eux se trouvent aussi un certain nombre de civils français.

Les malheureux sont entassés dans des wagons ouverts, exposés à toutes les intempéries, et expédiés comme du bétail vers des destinations diverses. Ces trains sont dirigés vers l'Allemagne, d'autres vers le sud. Il n'y a pas de doute qu'ils doivent dans l'ensemble être employés à des travaux d'ordre militaire.

Contre cette violation particulièrement abominable de l'article 3 de la Convention de La Haye, le Gouvernement belge a décidé d'élever une protestation solennelle auprès des pays neutres.

#### A Bruges.

Une autre note belge du même jour, rédigée d'après des informations sûres, donne des renseignements précis sur ce qui s'était passé

à Bruges, en exécution de l'arrêté du 3 octobre 1916, ou peut-être aussi d'un ordre spécial de l'autorité militaire (Bruges est située dans la « zone des étapes ») :

L'autorité occupante avisa l'édilité belge qu'elle avait à lui fournir, sans délai, quatre équipes de 100 ouvriers.

L'Administration communale répondit qu'elle ne pouvait accéder à cette demande; tout au plus pouvait-elle consentir à faire connaître aux ouvriers la demande de l'autorité occupante, mais en leur laissant toute liberté quant à l'acceptation ou au refus du travail. Le Collège échevinal n'entendait pas, en effet, aider les ennemis dans leurs entreprises militaires.

A la suite de cette réponse, le Collège dut comparaître devant les chefs militaires. On lui dit qu'il n'avait pas à discuter, mais à obéir, et que pour le punir de sa résistance, il était destitué; le bourgmestre et les échevins avaient à rentrer chez eux et à ne plus en sortir jusqu'à nouvel ordre; enfin la caisse communale devait payer 100.000 marks d'amende par jour de retard.

Un bourgmestre allemand fut chargé de l'administration des affaires de la cité; c'était le bourgmestre de Schwerin, l'*oberleutnant* Rogge.

M. Rogge fit savoir à M. Van Caillie, directeur du service d'assistance, qu'il avait à lui communiquer, sans retard, les listes des chômeurs secourus. Le directeur, s'y refusant, fut arrêté le soir même, à son domicile; on le conduisit au bureau du chômage où, sous ses yeux, on s'empara des registres; M. Van Caillie fut alors emprisonné. Il a subi la plus dure incarcération pendant douze jours; il a dû, en outre, payer 300 marks d'amende.

La Bourse du Travail reçut aussi la visite des Allemands; on y saisit la liste de ceux qui cherchaient du travail; tous furent convoqués; puis les gendarmes allemands se répandirent en ville, arrêtant tous les hommes ayant l'allure d'ouvriers. Au bureau du contrôle militaire, pendant que les hommes âgés de seize à quarante-cinq ans venaient signer, on arrêtait tous ceux qui paraissaient aptes au travail et on les menait, par petits paquets, à la caserne. Le lendemain, tous ces pauvres gens furent embarqués pour la région frontrière du nord.

Le public était en proie à la plus vive émotion. Les femmes et les enfants en larmes s'assemblaient devant la caserne, mais les soldats allemands dispersèrent brutalement les groupes.

Des peines de prison frappèrent les prisonniers récalcitrants.

Les hommes déportés furent absents pendant huit jours; ils avaient été payés à raison de 28 pfennigs l'heure, déduction faite de la nourriture et de la cotisation d'assurance. Plusieurs ne sont pas encore revenus.

Ce qui s'est passé à Bruges a eu lieu dans d'autres communes avec peu de variantes.

Lorsqu'une semaine se fut écoulée, le Collège put reprendre ses fonc-

tions, à l'exception du bourgmestre, le comte Visart de Bocarmé. La ville était frappée d'une amende de 400.000 marks.

M. le comte Visart de Bocarmé, que les Allemands traitèrent avec tant de rigueur, est âgé de plus de quatre-vingts ans (1). Au cours de sa longue magistrature communale, il a réussi à se concilier les sympathies de toute la population, sans distinction de parti politique ou de croyance.

#### A Gand.

D'après d'autres informations parvenues simultanément au Havre, l'exécution de l'arrêté n'a guère été moins violente à Gand (Flandre orientale, « zone des étapes »).

A Gand, c'est le 12 et le 13 octobre que les opérations d'enlèvement ont commencé. Un poste militaire fut installé à la fabrique « la Gantoise ». Bientôt 2.000 malheureux se trouvèrent rassemblés dans les locaux de l'usine. Il y avait aussi parmi eux des « petits bourgeois » et des travailleurs encore occupés dans les ateliers.

Tous refusèrent avec énergie de signer un contrat par lequel ils s'engageaient à travailler pour les Allemands. On recourut alors à des moyens de pression. On les maintint entassés dans des locaux qui sont loin de suffire à l'hébergement d'une pareille foule; le régime qui leur était infligé était le suivant : pas de lit, alimentation insuffisante, absence totale d'hygiène, une heure de promenade par jour, interdiction de correspondre avec le dehors.

Déjà, antérieurement, la direction des ateliers Van den Kerkhove, à Gand, avait opposé un refus à l'autorité militaire, qui la voulait contraindre à travailler pour elle. Les Allemands s'étaient alors installés dans la fabrique, prétendant faire travailler les ouvriers belges sous les ordres de contremaîtres allemands. La grève avait répondu à ces injonctions. Les Allemands répliquèrent par l'arrestation de 32 travailleurs. Ils sont incarcérés maintenant depuis des semaines. C'est en les affamant que l'on se flatte de les réduire.

La chasse à l'homme sévit dans toutes les communes de la Flandre orientale. Beaucoup de travailleurs se sont sauvés on ne sait où. Les familles ouvrières sont en larmes. La désolation croît en même temps que la haine de l'envahisseur.

Le fait, signalé dans cette information, de l'alternative imposée aux personnes rassemblées d'opter entre la signature d'un contrat de travail et la déportation avec travail forcé est confirmé par d'autres informations belges et hollandaises, par l'avis inséré dans

---

(1) Il est député de Bruges depuis plus de quarante ans et est actuellement doyen d'âge de la Chambre des Représentants. (Note de l'auteur.)

le *Bien Public* (cité ci-dessus, chap. II), par divers journaux allemands (citations ci-après), par de nombreuses affiches (notamment celle d'Antoing, citée ci-après) et par l'aveu officiel du Gouverneur général von Bissing, dans son entretien avec le correspondant berlinois du *New-York Times* (chap. VIII).

Voici la copie (traduction du flamand) des convocations qui furent envoyées aux déportés des environs de Gand (Cf. aussi le fac-similé) :

*Mob. Etappen. Kommandantur. — J. Nr.*

Gand, 8 octobre 1916.

Vous devez vous présenter le 12 octobre 1916 à la *Plezantevest*, n° 5, à 3 heures de l'après-midi, étant muni de :

- 1 couvre-chef;
- 1 foulard;
- 1 costume civil ou de travail;
- 1 paire de souliers;
- 2 chemises;
- 1 paire de chaussettes;
- 1 caleçon;
- 1 pardessus;
- 1 pantalon de drap;
- 1 couverture imperméable;
- 1 essuie-mains;
- 1 gamelle;
- 1 couvert, cuiller, couteau et fourchette;
- 2 couvertures de nuit.

Il est permis de se munir d'argent.

*La Kommandantur des Étapes.*

Un jeune ouvrier belge, enlevé de son lit la nuit par les soldats allemands et retenu prisonnier, écrit à un camarade qui s'occupait de le secourir :

Je te remercie pour les tartines que tu m'as envoyées. Elles me vinrent à point, car la ration de pain est très minime ici. Si cela t'est possible, envoie-moi du pain pour deux jours. Je t'envoie mon certificat de travail. Fais-le parapher à la Kommandantur; peut-être pourra-t-il me délivrer. Ce matin, nous avons pu nous promener un petit laps de temps le long de l'eau. Nous chantâmes le *Lion de Flandre*. Les soldats allemands étaient furibonds. Cet après-dîner, 500 civils devaient aller travailler à Port-Arthur (Gand). Ils y furent menés par la force militaire. Demain,



peut-être après-demain, notre groupe devra travailler. Je t'assure que je n'en ferai rien. J'ai été soumis à l'examen médical, et le docteur a trouvé que je n'étais pas malade.

Il y a eu à Gand plusieurs fournées de déportation (1). On assure que des convois de déportés furent emmenés de la ville le jour même (21 octobre) où le Gouverneur général, inaugurant l'Université de Gand transformée par lui en institution pseudo-flamande, assurait solennellement la population flamande de Belgique que l'Allemagne était résolue à travailler à son relèvement économique, intellectuel et social.

**A Alost, à Termonde, à Courtrai, etc.**

A Alost (petite ville de la Flandre orientale, à mi-chemin entre Bruxelles et Gand), les Allemands, raconte un témoin belge à la fin d'octobre 1916, ont procédé ainsi :

En exécution de l'arrêté qui avait été placardé la semaine précédente, les hommes en état de porter les armes furent convoqués le jeudi 12 pour se présenter le lendemain.

Environ 1.700 jeunes hommes de dix-huit à trente-cinq ans furent réunis. On les examina comme du bétail ou des esclaves; les moins forts furent écartés, le reste, 1.300, furent retenus à Alost; un nouvel examen en fit éliminer encore 300. Les 1.000 restants furent enfermés, et le bourgmestre, par ordre de l'autorité militaire, dut déclarer qu'ils n'avaient rien à craindre et qu'ils seraient utilisés à des travaux de chemins de fer. Ils furent alors relâchés et invités à se représenter le 16, munis d'un trousseau décrit dans un imprimé, dont voici copie :

*Mob. Etapp. — Kommdtr.*

9. XVIII.

*E. O., le 13/14 octobre 1916.*

**COMMUNE D'ALOST.**

N<sup>o</sup> . . .

*Le 16 octobre 1916, M. . . . .*  
doit se présenter à 8 heures du matin à Alost (École des pupilles), muni de :

- 1 couvre-chef;
- 1 mouchoir de cou;
- 1 gilet;
- 1 pantalon;
- 1 paire de souliers ou de bottes;
- 2 chemises;

(1) Au moins trois pour la Ville même; il faut, compter en outre, celles des habitants des environs qui furent rassemblés à Gand.

- 2 paires de chaussettes ;
- 2 caleçons ;
- 1 manteau ;
- 1 paire de gants en drap ;
- 1 couverture imperméable (pouvant servir de vêtement imperméable) ;
- 1 essuie-mains ;
- 1 écuelle pour manger ;
- 1 cuiller, couteau et fourchette ;
- 2 couvertures de nuit ;
- On peut se munir d'argent.

*La non-comparution sera punie d'emprisonnement ainsi que de privation de liberté pendant trois ans au maximum et d'une amende pouvant aller jusque 10.000 marks, ou d'une de ces peines.*

*La Kommandantur.*

On remarquera ce qu'il y a de stupide et de barbare à la fois dans les prescriptions de cet avis. Le travail forcé est institué prétendument pour préserver de la misère de malheureux chômeurs sans ressources. Or, on les oblige à se munir d'un trousseau qui, au prix actuel des marchandises, vaut certainement plus de 200 francs.

De plus, on leur dit — est-ce ironie ? — qu'ils peuvent se munir d'argent ! Enfin, les récalcitrants sont déclarés passibles d'une amende de 10.000 marks.

Le lundi 16, sur les 1.000 malheureux convoqués, 500 à 600 seulement se présentèrent.

On écarta les hommes mariés ; il en restait alors 400. A ces victimes réservées finalement pour le sacrifice, on voulut imposer de signer un imprimé allemand dont on refusa d'ailleurs de leur expliquer le contenu. Tous opposèrent un refus héroïque : sur quoi, on les retint comme prisonniers. Que sont-ils devenus ? Je l'ignore. Mais on peut le deviner.

On a vu, en effet, venant de la région des étapes, deux trains remplis de jeunes gens, et allant dans la direction de l'Allemagne. Les jeunes gens chantaient la *Brabançonne* et *De Leeuw van Vlaanderen* (*Le Lion de Flandre*).

On a vu aussi, à la limite de la région des étapes, des bandes de jeunes gens chargés de leur paquet d'effets ; on présume qu'ils se dirigeaient vers le point de concentration inconnu qui leur était assigné.

Je sais qu'à TERMONDE (1), le 16 octobre, environ 300 jeunes gens ont été embarqués pour une destination ignorée.

Dans l'arrondissement de COURTRAI (2), l'autorité allemande a ordonné

(1) Ville de la Flandre orientale, située au confluent de l'Escaut et de la Dendre, et qui fut entièrement incendiée et pillée par les troupes allemandes en septembre 1914. Les habitants y logent dans des caves et baraquements et sont en proie à la plus profonde misère.

(2) Ville de la Flandre occidentale, sur la Lys, zone des étapes.

aux bourgmestres de fournir la liste des chômeurs secourus; mais ils se sont généralement refusés à fournir aucun renseignement.

En tout cas, en possession des renseignements qu'elle a pu recueillir, vaille que vaille, sur la population, l'autorité allemande a exigé que ceux qui lui étaient ainsi connus, *chômeurs ou non*, se présentassent pour un examen analogue à celui des conseils de revision. A cet examen, on écarte les impotents ou les estropiés; le reste est désigné pour aller exécuter des travaux dans un endroit inconnu au salaire de 30 pfennigs par jour.

Il paraît que, dans la région de Courtrai seule, 4.000 personnes ont ainsi été déportées.

Je sais qu'on a enlevé à NINOVE (1) les célibataires de dix-huit à trente-cinq ans, en premier lieu les ouvriers.

A MOORSEL, près d'Alost, les célibataires de dix-huit à trente ans ont été envoyés le 19 octobre en Allemagne et y sont arrivés le lendemain.

Que deviennent les déportés ? Diverses versions et informations circulent.

Quelques-uns affirment qu'un certain nombre d'hommes réquisitionnés sont employés pour achever la récolte et faire les semailles d'automne en Allemagne et aussi dans le nord de la France. Mais je sais, d'autre part, que la plupart, sinon tous, sont employés à des travaux d'ordre ou d'importance militaire. Par exemple, des travailleurs belges, aux environs de BRUGES, sont employés de force au creusement d'une tranchée destinée à protéger une route de 30 mètres de large, construite entre Knocke et Anvers; on dit que cette route doit servir à l'évacuation du matériel allemand de la côte belge de manière à ne pas encombrer les autres routes nécessaires pour le reste de l'armée.

Enfin, il y a les déportations en Allemagne, dont la proportion parmi les enlèvements ne m'est pas exactement connue.

L'attitude des hommes enlevés est admirable. Ils doivent certainement impressionner leurs bourreaux par leur énergie. J'ai dit qu'on avait vu passer des convois, d'où l'on entendait s'élever nos chants nationaux. Quelques communications indirectes venues d'Allemagne permettent d'affirmer que ces sentiments patriotiques persistent.

Un ouvrier déporté du pays flamand a pu faire savoir ceci à sa famille par un billet jeté du train qui l'emmenait :

« *Voor de Duitsche werken, nooit, of nog veel min onze naam op papier zetten!* » c'est-à-dire : « Travailler pour les Allemands, jamais, ou encore beaucoup moins mettre notre signature au bas d'un papier (engagement). » Il ajoutait : « Vive le roi Albert ! »

Les mesures d'embauchage forcé et d'enlèvement prises ainsi par les Allemands sont d'autant plus odieuses que l'autorité allemande de la Belgique occupée avait promis de ne pas se servir de l'organisation natio-

---

(1) Ville de la Flandre orientale, sur la Dendre, au sud de Termonde.

nale de secours pour forcer la population belge à s'employer au service de l'armée allemande contrairement aux conventions de La Haye.

Le maréchal von der Goltz et le général von Bissing avaient aussi promis avec solennité que l'autorité allemande n'exigerait de la population belge rien de contraire à ses sentiments patriotiques. Cela avait été affiché partout.

#### A Ninove et environs (*Flandre orientale*).

Formule de convocation pour Ninove et environs :

KOMMANDANTUR ALOST

VILLE DE NINOVE, VILLAGES DE MEERBEKE, OKEGEM, DENDERLEEUV

Les chômeurs doivent se trouver lundi, 16 octobre, à 10 heures du matin, à l'École des pupilles d'Alost, munis de :

- 1 casquette;
- 1 cravate;
- 2 chemises;
- 2 paires de bas;
- Souliers ou bottes;
- 2 caleçons;
- 2 flanelles;
- 1 imperméable;
- 1 paire de gants en drap;
- 1 paire de draps de lit;
- 1 couverture;
- 1 casserole pour manger;
- Couteau, cuiller, fourchette;
- De l'argent, s'ils en ont.

Les chômeurs qui ne seront pas à l'heure fixée par la Kommandantur seront punis d'un emprisonnement de trois ans ou de 10.000 marks d'amende ou des deux peines réunies.

*La Kommandantur d'Alost.*

Remarquer la formule modifiée ici : « De l'argent, s'ils en ont ». Le témoin qui communique la pièce ajoute :

« Les bourgmestres ont averti la Kommandantur que les chômeurs sont dans l'impossibilité de se procurer des imperméables, même au prix de 200 francs. »

#### A Lokeren (*Flandre orientale*).

Formule de convocation des déportés (*Indépendance belge*, 15 novembre 1916) :

Lfd. No .

Le nommé . . . . . est sommé de se trouver le . . . . . novembre 1916,



à 11 heures du matin, à la gare de . . . . . et de se tenir prêt à partir directement pour son travail.

Dans le cas où vous ne vous rendriez pas au présent ordre, vous serez requis de force, et, par surcroît, puni suivant l'ordonnance du *General-quartiermeister* du 3 octobre 1916.

Lokeren, 2 novembre 1915.

*Der Stellr. Etappenkommandant.*

JENISCH, major.

**Région de Tournai (Province du Hainaut).**

« Au début d'octobre, toutes les communes de l'arrondissement de Tournai (zone des étapes) reçurent l'ordre de présenter leur liste de chômeurs. Elles refusèrent.

« L'autorité occupante réclama alors aux bourgmestres la liste électorale : les Allemands employèrent cette dernière conjointement avec la liste des personnes en âge militaire contrôlées par le *Meldeamt*, pour réquisitionner tous les travailleurs d'âge militaire, chômeurs ou non. Les personnes ainsi convoquées sont conduites soit au champ d'aviation en construction à Ramegnies-Chin, soit à un autre endroit où des travaux militaires sont entrepris.

« Les prisonniers qui refusent le travail — c'est la généralité — sont placés en surveillance dans des camps. Les communes où ces camps sont situés sont contraintes, par les autorités militaires, de fournir le nécessaire pour le ravitaillement des prisonniers, ravitaillement qui a consisté, jusqu'ici, uniquement en une ration de pain. » (*Renseignements de la fin d'octobre 1916.*)

**Autre relation belge (octobre 1916) :**

L'autorité militaire (6<sup>e</sup> armée) a commencé dès le 3 octobre à réclamer des autorités communales la liste des chômeurs pour exécuter divers travaux et notamment pour établir un champ d'aviation. Les autorités communales ont partout refusé de donner la liste. La Ville de Tournai a alors été condamnée à une amende de 200.000 marks, plus une amende par jour de retard (1), jusqu'à ce qu'elle ait livré la liste. Un échevin et trois conseillers communaux ont été déportés en Allemagne. La liste n'a pas été livrée et ne le sera pas.

L'autorité allemande a alors saisi les hommes au hasard dans les rues, dans les marchés, sur les routes, etc. D'autre part, elle a obligé les admi-

(1) Voir chapitre XIV le texte de la résolution de refus du Conseil communal de Tournai et de la réponse de l'autorité militaire allemande.

nistrations communales à placarder des affiches, toujours conçues à peu près dans les mêmes termes. A titre d'exemple, celle d'Antoing (1). Aucun ouvrier ne s'est présenté.

On a alors convoqué à l'aide de la liste du *Meldeamt* ou des listes électorales. On a en arrêté un certain nombre et incarcéré.

Comme ils refusaient encore de travailler, certains ont été emmenés en Allemagne et d'autres dans le nord de la France. Ils ont pu faire donner de leurs nouvelles par certains d'entre eux qui ont été renvoyés comme malades ou trop âgés.

Le régime qu'on leur fait subir est terrible et ils appellent au secours.

Comme ils refusent encore de travailler, on les frappe à coups de bâton ou de baïonnette. On les prive presque complètement de nourriture et on les force à rester debout de longues heures, le visage tourné vers la muraille.

De nombreux ouvriers ont été enlevés en camions automobiles et on les a vus passer ainsi, grelottant de froid, car ils n'avaient pas eu le loisir de se munir de vêtements.

L'autorité allemande, dans la région de Tournai, ne s'en prend qu'aux hommes de la classe ouvrière, mais sans se préoccuper du point de savoir si les sujets sont chômeurs ou non. D'ailleurs, comme mesure préalable, l'autorité militaire a interdit à Tournai la continuation de travaux importants où étaient employés chaque jour un grand nombre d'ouvriers terrassiers.

Texte de l'Avis dont il est question ci-dessus, affiché à Antoing.

### AVIS

Par ordre de M. le major commandant d'étape à Antoing (N° 1691, en date du 20 octobre 1916),

Le bureau de travail est ouvert au secrétariat communal tous les jours entre 10 heures et midi, à l'exception des dimanches et jours de fête.

Il est demandé aux ouvriers et ouvrières âgés de dix-sept à quarante-six ans de se faire inscrire sur les listes qui seront déposées dans ce bureau.

Les salaires accordés sont fixés comme suit :

- a) Pour les ouvriers de métier qui ont plus de dix-huit ans, par jour, 4<sup>f</sup> 50, par heure supplémentaire, 0<sup>f</sup> 45;
- b) Pour les autres ouvriers, par jour, 3<sup>f</sup> 50, par heure supplémentaire, 0<sup>f</sup> 35.

Aux ouvriers qui n'ont pas encore dix-huit ans, il sera accordé le même salaire pourvu qu'ils fournissent un travail correspondant.

La durée du travail est de dix heures, y compris les heures de repas.

---

(1) Petite ville située sur l'Escaut, à 3 lieues au sud-est de Tournai.

SECTIE:

NUMMER:

## DAGVAARDING

### Bevel van den Militärischen Polizeichef der Stad Gent

Gij moet u op

**DINSDAG.** den **28 NOVEMBER** 1916. **8 1/2** uur voormiddags  
**WOENSDAG.** **29 NOVEMBER** 1916. **2** uur namiddags

in het *Palais des Fêtes* (middengebouw) *Gemeentehuis van St-Amandsberg* stipt op tijd aanbieden tot eene  
verzameling der werklieden.

Indien gij aan dit bevel niet gehoorzaamt, zult gij door de militaire  
overheid worden aangehouden en met gevangenis gestraft worden.

Wie eene reclamatie wil indienen, moet deze op bovengenoemden  
dag schriftelijk overgeven met toevoeging van een bewijs van zijnen  
patroon, aangaande duur, aard, en salaris zijner bezigheid, die hij tot nu  
toe heeft gehad en voortaan zal waarnemen: of wel van een bewijs van  
een geneeskundige over eventuele ziekte, haren aardof, haar stadium.

Wie als patron of dokter eene onware zaak attesteert of wie tegen-  
over de militaire overheid van een dergelijk bewijs gebruikt maakt, zal  
streng worden bestraft.

*Der Militärische Polizeichef.*

**HEITZ,**

Major.

Le spécimen photographié porte en tête, écrits au crayon, le nom et l'adresse d'une personne appartenant à une famille aristocratique de Gand : elle est convoquée à la « réunion des ouvriers ».

Traduction ci-contre : les mentions imprimées en italique dans le texte de la traduction sont biffées au crayon sur l'original flamand. La photographie n'a pas rendu ces biffures très visiblement.

*Ce fac-similé se rapporte à la page 63.*

## TRADUCTION

*de Ghellinck de Walle Edmond.  
Kortrijksche straat 100.*

SECTION : 5.  
NUMÉRO : 132.

## CONVOCATION

---

Ordre du Militärischen Polizeichef de la  
Ville de Gand.

---

Vous devez vous présenter :

Mardi le 28 novembre 1916 8 1/2 heures avant-midi  
Mercredi le 29 novembre 2 après-midi  
au Palais des Fêtes (bâtiment central)  
Hôtel de Ville de Mont-St-Amand exactement à temps,  
à une réunion des ouvriers.

Si vous n'obéissez pas à cet ordre, vous serez arrêté par l'autorité militaire et puni de prison.

Celui qui veut introduire une réclamation doit la remettre le jour susmentionné faite par écrit, en y joignant un certificat de son patron concernant la durée, le genre et le salaire de son travail qu'il a exercé jusqu'à présent et exercera dans l'avenir : (ou bien un certificat médical concernant une maladie éventuelle, son genre et son stade).

Celui qui, en tant que patron ou médecin, atteste des choses inexactes ou celui qui tentera de faire usage de pareils certificats sera sévèrement puni.

*Le Militärische Polizeichef,  
HEITZ,  
MAJOR.*



Les ouvriers doivent se nourrir à leurs frais.

L'autorité allemande signale qu'on pourra forcer le civil au travail s'il n'y a pas assez d'ouvriers volontaires par exemple pour les travaux dans les usines, dans les scieries, dans les ateliers, dans les fermes, pour les travaux des champs, pour la construction des chemins de fer et des routes.

On ne forcera jamais la population à faire des travaux exposés au feu continu.

*Mesures coercitives.*

En cas de refus de travail, il sera prononcé contre chaque personne qui refusera le travail des peines d'amende et de prison, de placement dans un bataillon d'ouvriers civils d'arrêt avec nourriture réduite.

La commune pourra aussi être punie soit par la limitation du commerce, l'imposition des taxes d'amendes, etc.

Il est fait remarquer aux bourgmestres qu'il est de leur intérêt et de celui de la commune que les listes des ouvriers soient finies le plus vite possible.

*Le Bourgmestre,  
Président du Bureau du travail,  
(s) BOUZIN.*

Remarquer dans cet Avis la phrase : « S'il n'y a pas assez d'ouvriers volontaires, on forcera le civil au travail »; cette alternative réduit à néant le caractère « volontaire » des engagements sollicités.

Remarquer aussi l'aveu implicite : « On ne forcera jamais la population à faire des travaux exposés au feu *continu* »; d'où il résulte qu'on l'emploiera à des travaux proches du front, pouvant être exposés au feu de l'artillerie.

**Région de Mons** (*Province du Hainaut*).

Les déportations de cette région (1) furent annoncées au monde par un communiqué Wolff qui mérite de passer à l'histoire :

W. T. B. Bruxelles, 1<sup>er</sup> novembre. Ces derniers jours a commencé le déplacement forcé (*wangswaise Abschiebung*) de « sans-travail » belges du Gouvernement général vers l'Allemagne, notamment dans le district de Mons. Le déplacement s'est poursuivi sans incident. A la gare de Mons, les gens ont reçu un repas chaud dans le réfectoire des troupes.

(1) Mons est le chef-lieu de la province du Hainaut, dans le district encore soumis à cette époque à l'autorité civile du Gouvernement général.

## Arbeitslose Belgier nach Deutschland abgeschoben.

WAB. Brüssel, 1. November. In den letzten Tagen hat z w a n g s w e i s e die A b s c h i e b u n g belgischer Arbeitsloser aus dem Gebiete des Generalgouvernements nach Deutschland, und zwar in dem Kreise M o n s, begonnen. Die Abschiebung ist ohne Zwischenfall vor sich gegangen. Auf dem Bahnhof in Mons erhielten die Leute in der Speiseanstalt für Truppen warmes Essen.

Fac-similé de la dépêche Wolff de Bruxelles du 1<sup>er</sup> novembre 1916 annonçant l'extension de la déportation en dehors de la zone des étapes, c'est-à-dire dans le territoire soumis à l'administration civile du Gouvernement général. Mention de l'application au district de Mons, qui, alors, ne faisait pas encore partie de la zone des étapes.

Le texte ci-dessus est photographié de la *Breslauer Zeitung*, 1<sup>er</sup> novembre 1916, édition du soir.

Peut-être des âmes sensibles se seront-elles émues devant la paternelle sollicitude d'une administration ennemie qui a l'attention de faire préparer des « repas chauds » pour les gens qu'elle arrache de force à leur famille et à leur patrie.

Hélas ! voici, d'après des renseignements belges authentiques, l'état où se trouvaient les malheureux de la région auxquels on servit ce « repas chaud » — si tant est qu'il fût servi?... — :

Le 25 octobre, fut affiché dans quelques communes du Borinage [région, charbonnière et industrielle au sud et sud-ouest de Mons] : Quiévrain Thulin, Élouges, Baisieux, Hansies et Montroëul-sur-Haine, un ordre convoquant pour le jeudi 26 octobre, à 8 heures du matin, à Quiévrain, tous les sujets mâles de ces diverses communes, de dix-sept ans au moins, sans limite d'âge.

Les groupes rassemblés furent introduits dans la cour intérieure de l'école moyenne des garçons ; ils stationnèrent pendant un temps prolongé sous la pluie ; la plupart d'entre eux n'avaient pas pris la précaution de se vêtir chaudement ni de prendre des vivres, ne prévoyant pas la longueur des opérations ni leur conclusion.

Après une première revue, l'autorité élimina les prêtres, les professeurs et instituteurs, les employés communaux, les agents de l'Administration des Douanes et les agents des comités de ravitaillement.

Les vieillards et infirmes furent écartés d'emblée.

Puis les Allemands procédèrent à la désignation des hommes qui durent rester à leur disposition ; la sélection fut opérée avec soin et attention, sans que cependant on puisse se rendre compte du principe qui a servi de base à la levée. C'est ainsi que des chômeurs furent renvoyés dans leurs foyers, tandis que des ouvriers occupés depuis toujours, des employés, des étudiants, de nombreux cultivateurs furent levés. L'autorité retint ainsi environ 1.200 hommes, représentant 20 ou 25 % de la population valide des communes convoquées.

Ils furent parqués par groupes et dirigés successivement vers la gare où les attendait un train gardé là depuis le matin; le train se dirigea vers Mons; on ne sait pas ce que sont devenus les déportés.

Les familles éplorées, qui avaient suivi jusqu'à Mons avec des vivres et des vêtements, ne parvinrent pas à entrer en contact avec leurs parents; on croit qu'on les a dirigés vers l'Allemagne. Les opérations se continuent dans d'autres communes. Le samedi 28 octobre, c'était le tour des hommes de la région de Saint-Ghislain.

Dans certains cas, l'autorité allemande a fait signer un engagement aux travailleurs pour quatre mois, avec l'indication du salaire et du coût du logement et la garantie du voyage gratis à l'aller seulement. Ces engagements ont été obtenus sous la menace.

Des trains partent fréquemment à la gare de Mons, se dirigeant vers la France et transportant de nombreux civils venant des Flandres. Ils sont installés dans des wagons à bestiaux, généralement vêtus d'une façon sommaire et ignorant dans quelle direction on les conduit.

On a signalé certains actes de brutalité et, d'une manière générale, un traitement plutôt dur pour ces malheureux. C'est ainsi que l'un des trains, chargé de Flamands, stationna pendant une grande partie de la nuit à X... (gare du réseau Borain); d'une usine établie à proximité et où on se livre au travail la nuit, les ouvriers entendirent des cris et des lamentations. C'étaient les malheureux émigrants forcés qui se plaignaient d'avoir froid et faim; les ouvriers apportèrent tout ce qu'ils avaient de vivres, mais bientôt l'accès leur fut interdit, et l'un des civils qui était descendu pour ramasser une tartine fut brutalisé.

La plus grande émotion règne dans l'arrondissement de Mons.

Récit d'un autre témoin oculaire du Borinage (sud de Mons) :

Des trains entiers venant du pays flamand ont traversé la Belgique dans toutes les directions. Nous les avons vus dans le pays wallon. Les malheureux déportés chantaient la *Brabançonne*, le *Leeuw van Vlaanderen* et la *Marseillaise*. On les a entendus lancer des malédictions contre l'Allemagne.

Ces déportations ont continué ensuite dans les pays proches de la zone des étapes; aujourd'hui, elles s'étendent à la Belgique entière. En pays wallon comme ailleurs, on a commencé par sommer les municipalités des communes de remettre les listes complètes des chômeurs. Il faut le dire à la gloire des conseils communaux belges, aucun n'a voulu livrer ces listes. Devant le refus des bourgmestres, on usa de rigueur. Le lendemain ou le surlendemain, on placarda sur les murs des localités un arrêté du commandant de la place convoquant pour telle heure et pour tel jour tous les « habitants mâles »; dans certains endroits, à partir de l'âge de dix-sept ans jusqu'à soixante ans; dans d'autres, sans limite d'âge.

Ainsi, à Jemappes (sud-ouest de Mons), l'arrêté a été affiché le dimanche soir, 29 octobre. Il convoquait tous les habitants mâles à partir de dix-sept ans pour le mardi suivant, 31 octobre, à 7 heures du matin; il n'indiquait aucune limite d'âge et comprenait les vieillards et les infirmes. Le curé et le vicaire furent, parmi les prêtres et les religieux, les seuls exceptés. A ceux qui sollicitaient certaines dispenses, il fut répondu que les articles de l'arrêté ne portaient aucune exception, pas même pour les invalides. On n'hésita pas à dire : « Qu'ils se présentent avec leurs béquilles ! »

Le mardi, on les garda jusqu'à 10 heures du matin dans le vent et sous la pluie. On les examina, on les tria comme du bétail; 500 furent trouvés aptes. On leur demanda de signer un papier portant la mention qu'ils s'engageaient volontairement à aller travailler en Allemagne. « Si vous signez, ajouta-t-on, vous trouverez facilement à vous placer en Allemagne. Si vous refusez, on vous enverra peut-être au front pour travailler aux tranchées. »

Peu signèrent; ceux qui le firent agissaient sous l'empire de la peur ou de la menace. Un homme de quarante-deux ans (le témoin le nomme), habitant d'une commune voisine de Jemappes, qui avait eu le malheur de signer, fut pris de tels remords que, deux jours plus tard, il préféra se donner la mort plutôt que de mettre son activité au service de l'Allemagne. Avant de se pendre, il écrivit deux lignes : « Je pars content. Adieu l'Allemagne ! »

Après avoir fait le triage, on relâcha tout le monde; mais les 500 reçurent l'ordre de se trouver à la gare le vendredi suivant 3 novembre, à 5 heures du soir. Aucune destination ne fut indiquée.

Parmi eux, il y avait beaucoup de jeunes gens; mais il y avait aussi des hommes de tout âge. Ne croyez pas qu'il n'y eut que des chômeurs. On a pris beaucoup d'ouvriers qui étaient au travail. On a même pris dans une usine, qui marchait régulièrement, l'ingénieur et le comptable. On a pris des religieux novices. On a dit qu'on avait pris des prêtres aussi. Je ne puis l'affirmer, car je n'ai pas de preuve; ce que je sais c'est que certains prêtres se sont présentés, ne voulant pas quitter leurs paroissiens et désireux de pouvoir les consoler et les soutenir dans leur exil. On a pu les voir dans les trains et croire ainsi qu'ils étaient au nombre des déportés.

Au laminoir de Jemappes, qui était en pleine activité, on avait d'abord laissé les hommes à leur besogne, mais deux ou trois jours plus tard on les a fait venir, on les a déportés en déclarant, d'après ce qui m'a été rapporté, qu'on n'avait qu'à les remplacer par des femmes.

Ce même vendredi 3 novembre, j'ai eu l'occasion de voir passer un train de déportés. C'était vers 2<sup>h</sup> 30 de l'après-midi, au passage à niveau de la ligne du chemin de fer, entre la descente du tram de Jemappes et la gare de Mons. En arrivant, nous vîmes, massés devant la barrière,



une foule énorme, composée d'hommes, de femmes, de jeunes filles, d'enfants, de vieillards. A cet instant arrivait un train formé d'une rame de quatorze ou seize wagons. Toutes les fenêtres des portières étaient garnies de figures humaines. On ne voyait que des têtes, des bras. On agitait des mouchoirs, on chantait, on criait, on hurlait, on menaçait du poing les sentinelles allemandes. La foule répondait en agitant les mouchoirs et en poussant des cris. Ce fut un brouhaha indescriptible. Le train passé, la foule se dispersa en petits groupes, qui s'en allaient par les rues de la ville, pleurant et gémissant. A la vue de tant de tristesses et de désespoir, nous sentîmes notre cœur se fendre, et les larmes nous montèrent aux yeux.

Enfin, voici une relation des enlèvements pratiqués dans Mons même (la commune de Nimy, citée dans cette relation, est située à une lieue au nord de Mons) :

Le 14 novembre 1916 au soir, des affiches furent placardées partout dans Mons; elles produisirent une profonde impression. Elles étaient libellées comme suit :

« Ordre à tous les hommes de la ville de Mons, âgés de plus de dix-sept ans, de se présenter, jeudi 16 novembre, à 9 heures (heure allemande) du matin, à l'Hôtel de Ville de Nimy, sans paquets.

« Ceux qui ne se présenteront pas seront passibles de punitions sévères.

« En plus, tous ceux qui ne se présenteront pas seront considérés comme chômeurs. »

Le lendemain, une affiche annonçait que les hommes au-dessus de cinquante-cinq ans, les avocats, médecins, professeurs, fonctionnaires, les ecclésiastiques, les malades, et en général tous autres occupant une situation libérale, ne devaient pas se présenter. Ceux-là devaient se borner à faire timbrer leur carte d'identité à Mons, dès le lendemain, au bureau du *Meldeamt*. Le timbre qui fut apposé sur toutes les cartes portait ces seuls mots : *Landsturm-Bataillon-Solingen*.

Le 16 au matin, les Montois assistèrent à un étrange et triste spectacle. Dès les premières heures, des théories interminables d'hommes s'acheminèrent par la grand'route vers Nimy, la plupart accompagnés de leurs femmes, portant des paquets plus ou moins volumineux, formant le sac de voyage de leurs maris. On évalue à près de 10.000 le nombre d'hommes qui se dirigèrent ainsi vers Nimy : 7.000 environ ne devaient plus revenir.

Quand les groupes arrivèrent aux abords de Nimy, un officier allemand donna ordre à toutes les femmes de rebrousser chemin. Les hommes seuls purent passer. Il y eut des pleurs, des cris, des scènes de désolation indescriptibles. Rien n'y fit; les femmes furent toutes brutalement

repoussées. Elles se séparèrent de leurs hommes en promettant d'aller les rejoindre par un autre chemin. Et on les vit se précipiter par la route de Ghlin, puis par celles de Maisières ou d'Obourg, en faisant, autour de la commune, des détours énormes, malgré la charge qui les accablait. Ce fut en pure perte d'ailleurs. A chaque entrée de la commune, les malheureuses se heurtèrent à des sentinelles dont les ordres étaient formels; aucune ne put passer. En désespoir de cause, quelques-unes, bientôt suivies de toutes les autres, se lancèrent dans les prés inondés, derrière le cimetière, où elles pataugèrent, ayant de l'eau jusqu'aux genoux, croyant ainsi atteindre Nimy; elles n'y réussirent pas d'ailleurs et revinrent encore avec leurs paquets. J'en ai vu qui pleuraient à chaudes larmes en se lamentant au bord de la route... Finalement, on manda les camions de l'« Œuvre de la Mallette des Prisonniers de guerre en Allemagne », qui vinrent charger la plupart des colis pour les expédier ensuite à destination.

Durant ce temps, avait lieu, à la Maison communale de Nimy, le tri des chômeurs. Le bourgmestre de Mons et un échevin purent seuls y assister, et leur intervention énergique parvint à arracher aux Allemands de nombreuses exemptions. Beaucoup aussi parvinrent à se libérer, en résistant aux opérateurs et en faisant valoir diverses raisons justifiant leur présence nécessaire à Mons, notamment les pères de nombreuses familles, les malportants, etc.

Tous les autres furent expédiés en wagons à bestiaux, de la gare de Nimy directement pour l'Allemagne, sans revoir une dernière fois leurs femmes éplorées. Des mitrailleuses avaient été placées à plusieurs endroits dans la commune, pour rappeler à l'obéissance ceux qui auraient eu des vellétés de révolte.

Depuis lors, une grande tristesse plane sur Mons, comme sur toute la région d'ailleurs.

On trouvera des renseignements précis sur les enlèvements d'ouvriers *occupés* et de personnes n'appartenant ni à la classe ouvrière ni à la catégorie des *assistés*, dans la correspondance échangée entre les sénateurs et représentants de l'arrondissement de Mons et le gouverneur général von Bissing (Voir chap. XVIII, § 2).

#### A Nivelles (*Brabant wallon*).

Voici le texte de l'affiche placardée le 7 novembre 1916 à Nivelles (1) et convoquant les hommes valides *pour le lendemain*, en vue d'un embarquement immédiat :

---

(1) Nivelles, ville de 12.000 habitants, à 5 lieues au sud de Bruxelles

Par ordre du Kreischef, toutes les personnes du sexe mâle, âgées de plus de dix-sept ans, sont tenues de se trouver, place Saint-Paul, à Nivelles, le 8 novembre 1916, à 8 heures (H. B.), 9 heures (H. C.), munies de leur carte d'identité et éventuellement de leur carte du *Meldeamt*.

Il n'est permis de se munir que d'un petit bagage à main.

Celui qui ne se présentera pas sera déporté de force en Allemagne et sera passible, en outre, d'une forte amende et d'un long emprisonnement.

Les ecclésiastiques, médecins, avocats et instituteurs ne devront pas se présenter.

Les bourgmestres seront rendus responsables de la bonne exécution de cet ordre, qui devra être porté immédiatement à la connaissance des habitants.

Un témoin oculaire relate comme suit les incidents de l'exécution de cet ordre :

Le mercredi 8 novembre, à 8 heures du matin, toute la population mâle de Nivelles âgée de plus de dix-sept ans fut rassemblée sur la place Saint-Paul. Successivement, à quelques minutes d'intervalle, on vit arriver sur la place, accompagnés de leur bourgmestre, les hommes de Lillois, Tines, Monstreux, Baulers, Bornival, Ittre, Haut-Ittre et Virginal, qui avaient été également convoqués.

Vers 8<sup>h</sup> 15, l'appel commença. Des officiers y procédaient en allemand, et leurs ordres étaient traduits par un interprète. Nivelles dut se présenter d'abord. On appela les vieillards de plus de soixante-quinze ans, puis ceux de plus de soixante-dix, et ainsi par tranches de cinq années jusqu'à ceux de plus de cinquante-cinq ans.

Sous la pluie battante, on vit défiler devant les officiers, qui apposaient des cachets sur les cartes d'identité, le douloureux cortège des vieillards de l'hospice. Beaucoup ne pouvaient marcher qu'à l'aide de béquilles ou appuyés au bras d'un des leurs; d'autres se traînaient littéralement, en proie aux infirmités les plus diverses. Le groupe fut libéré immédiatement.

Alors on fit venir les gens de cinquante à cinquante-cinq ans. Ceux-ci, encadrés de soldats qui portaient le fusil en bandoulière, quittèrent la place Saint-Paul, suivis par une centaine environ d'agents des Chemins de fer vicinaux comprenant le personnel de l'administration centrale et celui de l'exploitation.

Après cette poignée d'hommes, toute la population masculine de Nivelles, groupée par rang d'âge, s'avancait, en files de trois, serrée de près par les soldats allemands. Le triste cortège s'achemina par la rue du Palais-de-Justice, le faubourg et la chaussée de Bruxelles jusqu'aux vastes usines des papeteries Delcroix.

Tous les abords de cet itinéraire étaient soigneusement gardés. Les

premiers rangs s'avançaient dans le calme, mais les derniers rangs, ceux de la jeunesse, allaient d'un pas énergique, rythmé par le chant de la *Marseillaise* et de la *Brabançonne*, que les soldats n'osaient empêcher.

Les femmes et les enfants, accourus au pas de leur porte, sanglotaient, croyant que déjà tout ce monde était dirigé vers la gare et de là, Dieu sait où.

Ce fut aux usines Delcroix qu'eut lieu le triage. A la maisonnette du concierge, un soldat allemand était posté qui répétait sans cesse : « Celui qui est malade ou blessé doit le déclarer et passer à la visite. » En effet, les D<sup>rs</sup> Lavand'homme et Froment étaient là, attestant en présence d'officiers allemands, médecins sans doute, qu'ils avaient donné leurs soins à celui-ci et à celui-là. Les malades étaient donc laissés de côté.

Mais voici qu'un premier groupe de vingt-cinq hommes était amené dans une salle où étaient attablés trois officiers. Ceux-ci, après avoir réclamé la carte d'identité, procédaient à un interrogatoire. Suivant leur bon plaisir, il fallait se ranger d'un côté ou de l'autre. Quiconque était jugé inapte à servir le dessein des Allemands conservait sa carte, sur laquelle un cachet était apposé.

Puis on était conduit vers la sortie. Au dehors, un piquet de soldats accompagnait le petit groupe de ceux qui étaient libres, jusqu'au piquet suivant qui accompagnait à son tour, et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on eût atteint les rues non barricadées.

Il en allait tout autrement de ceux qui étaient retenus à l'intérieur. On leur enlevait leur carte d'identité et on leur donnait un numéro. Les malheureux, ainsi classés, ignoraient fort souvent le sort qui leur était réservé. Certains d'entre eux, qui n'étaient ni chômeurs ni ouvriers, s'adressaient à M. Delcroix, faisant fonctions de bourgmestre, qui s'employait avec un dévouement admirable à défendre leur cause auprès des Allemands.

Lorsqu'un certain nombre d'hommes porteurs d'un numéro étaient groupés, on les emmenait dans une salle voisine. Et là commençaient les sollicitations. Des officiers abordaient les hommes, le sourire aux lèvres : « Voulez-vous travailler pour nous ? Vous êtes ajusteur, menuisier, poêlier, nous vous offrons de gros salaires ? Tant de marks par jour ? Vous aurez du pain durant toute la guerre, il y a assez longtemps que vous, votre femme et vos petits enfants vous souffrez. Voyons, vous êtes intelligent, signez cet engagement et vous êtes libre de rentrer chez vous pour préparer vos bagages. Vous ne devrez partir que dans quelques jours et vous ne devrez même pas quitter la Belgique. » Et les refus se suivaient énergiquement. Les hommes pâlissaient un moment et répondaient avec fermeté : « Je ne signe pas, je ne veux pas travailler contre mon pays. » Beaucoup protestaient avec véhémence contre la violence qui leur était faite, établissant qu'ils n'étaient ni chômeurs ni ouvriers. Mais c'était peine perdue.



Pendant ce temps, les rares citoyens auxquels leurs fonctions permettaient de circuler parmi les groupes se multipliaient pour arracher l'un ou l'autre à l'enlèvement. Hélas ! les Allemands demeuraient très souvent sourds à leurs réclamations. Ce fut ainsi que treize agents appartenant à l'exploitation des Chemins de fer vicinaux furent enlevés en dépit des protestations de leurs chefs. Ainsi aussi M. Chantrenne, le directeur des fameux « Ateliers métallurgiques » de Nivelles, fut pris et n'échappa à la déportation qu'avec les plus grandes difficultés et après de longues discussions. Nombreux sont ceux qui n'avaient jamais cessé de travailler, ou qui même n'étaient pas ouvriers, et qui sont partis.

On pourra voir par la liste ci-après que de petits industriels, des commerçants, des patrons, des fermiers, des étudiants, des rentiers, voire même un simple d'esprit ont été enlevés. Aucune considération n'arrêtait les Allemands, à ce point qu'ils n'eurent pas honte d'emmener M. Gobert, peintre, père de onze enfants, et ensuite ses deux fils aînés.

Vers 9<sup>h</sup> 30, la première série de déportés fut poussée dans un wagon amené en face de l'usine. On introduisait huit hommes dans chaque compartiment, puis on verrouillait soigneusement les portes. Beaucoup d'entre ceux qui allaient partir pour l'Allemagne n'avaient pas cru qu'on les emmènerait et étaient dépourvus de tout, de vivres pour la route comme de linge. Aussi tous ceux qui étaient libérés et qui avaient prévu cette déportation en masse tendaient fraternellement leur valise ou leur paquet pour qu'on les portât à ceux qui étaient déjà enfermés. Certains même se dépouillaient de leur pardessus et le donnaient aux infortunés.

Sans cesse les wagons s'ajoutaient aux wagons, tous remplis de proscrits.

En ville, l'émotion était à son comble. Les hommes qui rentraient chez eux allaient annoncer aux familles, ici le départ du mari et du père, là celui des frères ou des fils. Avec une hâte fébrile, les femmes arrangeaient des paquets contenant des victuailles et tout ce que l'on jugeait indispensable pour l'exil. Elles couraient alors affolées, le cœur plein d'une mortelle angoisse, jusqu'au chemin de fer. Là, par groupes de quatre ou cinq, quelques-unes d'entre elles étaient autorisées à s'approcher des voitures, à remettre le léger bagage et à dire adieu rapidement, tandis qu'à chaque instant, de l'un ou de l'autre wagon, montait le chant de la *Brabançonne*.

Durant toute la journée, on accourut ainsi des villages environnants porter du secours à ceux qui étaient bannis.

A midi, les Allemands interrompirent leur besogne pour aller dîner et ne recommencèrent qu'une heure et demie plus tard. Ce fut ainsi que les hommes de Baulers, sans distinction d'âge, arrivés à 10 heures à la place Saint-Paul de Nivelles, furent contraints d'y demeurer jusqu'à 3<sup>h</sup> 30, sous la pluie torrentielle qui ne cessa de tomber ce jour-là.

Durant toute l'après-midi, quelques citoyens dévoués, et tout particulièrement les bourgmestres des communes, tentèrent de sauver l'un ou l'autre de leurs compatriotes. Après de véritables luttes parfois, ils réussissaient à arracher aux Allemands, excédés par leur besogne, quelques hommes envers qui l'injustice qu'on s'appropriait à commettre était par trop criante.

Un bourgeois de Nivelles, M. Tombeur, ému de tant de détresse, poussa la générosité jusqu'à remettre à tous ceux qui manquaient d'argent tantôt 5, tantôt 10 marks.

Ainsi, en présence de la tragédie qui s'accomplissait, les Belges affirmaient hautement, une fois de plus, leur patriotisme et leur fraternité.

Vers 5<sup>h</sup> 30, le train était complet. Il ne comptait pas moins de trente-deux voitures. Nivelles seule était privée de près de 1.000 hommes, pris au hasard, et dont la plupart allaient abandonner les leurs à la misère, dont ils avaient pu les préserver jusqu'alors.

Lorsque le train s'ébranla dans la direction d'Ottignies, un cri immense s'éleva : « Vive le Roi ! Vive la Belgique ! Vive la France ! » Et de partout à la fois monta le chant de la *Brabançonne* et de la *Marseillaise*. Les femmes, les enfants, tous ceux qui avaient pu se glisser le long du talus du chemin de fer sanglotaient éperdument, la mort dans l'âme, et saluaient une dernière fois les leurs, qui portaient avec tant de vaillance.

Un groupe d'Allemands était d'ailleurs si fier d'avoir réduit tant de Belges en esclavage, qu'il traversa les rues de la ville en chantant à tue-tête le *Gloria ! Victoria !* alors qu'à ce moment les épouses et les mères s'en retournaient vers leur détresse. Il est à remarquer que ce chant n'avait plus été entendu depuis de longs mois à Nivelles...

*Liste nominative [dressée par le témoin] des déportations faites à Nivelles de non-chômeurs et de personnes qui ne sont ni chômeurs ni ouvriers.*

N. B. — La nomenclature ci-après a été dressée de mémoire par le témoin. Elle est loin d'être complète. Elle concerne la seule ville de Nivelles et se rapporte à l'enlèvement d'environ un millier de personnes, accompli le mercredi 8 novembre 1916 :

1<sup>o</sup> *Ouvriers non chômeurs qui ont été enlevés (37 personnes).*

*Lanneau* (Jean-Baptiste), machiniste blessé en 1894, lors de la catastrophe de Cérroux-Mousty, et pensionné depuis ;

*Duchêne* (Fernand), ébéniste et cabaretier ;

*Pierseaux* (Gustave), menuisier ;

*Wilmot* (Georges), voiturier ;

*Garin* (Étienne), aide maçon ;

*Dumont* (Georges), commissionnaire (troubles cérébraux) ;

*Bette* (Frédéric), forgeron et cabaretier;  
*Leclercq* (Georges), ouvrier brasseur;  
*Rousseau* (François), cordonnier;  
*Piétain* (Émile), imprimeur;  
*Tamigniaux* (Louis), imprimeur;  
*Minot* (Gustave), ajusteur;  
*Dechef* (Henri), domestique;  
*Arcq* (Robert), domestique de ferme;  
*Arcq* (Marcel), domestique de ferme;  
*Desclez* (Charles), domestique de ferme;  
*Chaufoureau* (Jules), machiniste;  
*Henneau* (Ernest), ajusteur;  
*Renaud* (Joseph), jardinier;  
*Gossieau* (Georges), domestique de ferme;  
*Claes*, ouvrier brasseur;  
*Tréfois* (Victor), garçon coiffeur;  
*Lempereur* (Georges), magasinier.  
(Sans compter les treize agents de l'exploitation des Chemins de fer vicinaux.)

2<sup>o</sup> *Déportés qui ne sont ni chômeurs ni ouvriers* (42 personnes).

*Putzeys* (Arthur), négociant;  
*Herman* (Georges), hôtelier;  
*Vinclaire* (Jules), dessinateur;  
*Dujer* (Marcel), étudiant;  
*Godeau* (Maurice), charcutier;  
*Cause* (Gustave), rentier;  
*Stuckens* fils, propriétaire (château de Grambais);  
*Jeuniaux* (Jules), dessinateur;  
*Pierman* (Henri), patron vitrier;  
*Binet* (Jean), hôtelier;  
*Sepulchre* (Albert), étudiant;  
*Smal* (Henri), tireur de vins;  
*Dechief* (Fernand), fermier;  
*Soumois* (Léon), concierge;  
*Cloquet* (Ferdinand), chef garde à l'État [Chemins de fer];  
*Van der Cruysen* (Auguste), dessinateur à l'État [Chemins de fer];  
*Evenepoel* (Jean), dessinateur;  
*Petebroeck* (Georges), dessinateur;  
*Sampoux* (Georges), employé;  
*Hemberg* (Raoul), employé;  
*Bondalet* (Gaston), tailleur;  
*Michiels* (Gaston), accordeur de piano;  
*Noirsaint* (Florimond), charcutier;

*Plasman* (Roger), laitier;  
*Gossieau* (Charles), bourrelier;  
*Harcq*, père et fils, cabaretier et coiffeur;  
 Les deux frères *Laurent*, loueurs de voitures;  
*Nachtergaele*, jardinier et propriétaire;  
*Corbisier* (Désiré), marchand de charbon;  
*Delwarte* (Gustave), boucher;  
*Denis* (Nestor), cultivateur;  
*Dehoux* (Émile), cultivateur;  
*Lacroix*, sous-chef de gare de l'État;  
*Bile* (Antoine), cultivateur;  
*Lory*, employé;  
*Canelle* (Edmond), rentier;  
 Les deux frères *Dubois*, négociants en vieux fers;  
*Gobert* et ses deux fils aînés, patron peintre père de onze enfants.

#### Autres renseignements complémentaires :

Tous les hommes de Nivelles et environs (on peut évaluer leur nombre à 4.000) ont été convoqués, sans limite d'âge; tous se sont présentés, de fait. Le certificat de médecin belge, le titre de patron et celui d'étudiant ont été généralement cause de dispense. A un étudiant, on a demandé s'il voulait suivre les cours à l'Université de Gand; sur sa réponse qu'il ne connaissait pas le flamand, on lui a dit qu'il serait expédié en Allemagne. On est parvenu à sauver les plus vieux ouvriers et ceux qui étaient dans des situations spécialement difficiles, — comme les veufs avec nombreux enfants — en suppliant les officiers de contrôle de vouloir admettre des circonstances atténuantes.

On a déporté indifféremment chômeurs et non-chômeurs : sur 1.700, total présumé des déportés, on en compte à peine 550 émargeant à Nivelles au Comité de secours. Il y a près de 200 ménages dont le gagnepain disparaît par l'enlèvement du chef. Environ 1.080 Nivellois ont été emmenés. Les chiffres mentionnés sont approximatifs. Il y a eu 200 signataires de contrat. Ces malheureux savent-ils seulement à quoi ils s'engagent?

Les non-chômeurs déportés sont des fermiers, des « petits patrons » (moins nombreux), des ouvriers de métier. Ce sont les ouvriers de métier (fer, cuivre) et les hommes du chemin de fer qui sont surtout recherchés.

Le spectacle était déchirant : les hommes parqués, entourés de soldats, tandis que les femmes et les enfants, tout le long de la route, gémissaient, se lamentaient, hurlaient. Le départ des déportés s'est effectué aux cris de : « Vive la Belgique! Vive le Roi! » Ils ont été embarqués en trente-trois wagons, tous remplis, qui ont pris la direction de Louvain; c'étaient



des voitures avec places assises. Le Comité de secours a fourni aux déportés vêtements et argent (dépense d'environ 6.000 francs).

Une nouvelle affiche engage ceux qui restent à prendre du travail à l'*Industrie-Büro* allemand, parce que « ceux qui seraient trouvés sans travail *suffisant* à l'avenir devraient répondre au premier appel ».

Pour Tubize, il y a environ 2.000 déportés. Pour Braine-l'Alleud, 700 à 900. Les Allemands ont pris des travailleurs plutôt que des chômeurs.

#### A Wavre.

Relation d'un témoin oculaire :

*Ce que j'ai vu à Wavre (15 novembre 1916).*

Le district de Wavre (Brabant) comprend 22 communes; il y a 2.800 communes en Belgique.

L'ordre qui convoquait à Wavre la population mâle, entre les âges de dix-sept et cinquante-six ans, des 22 villages du district, — environ 10.000 hommes — affiché le 14 novembre au matin, dit :

#### AVIS

« Tous les hommes de dix-sept jusqu'à cinquante-cinq ans inclus de la commune de . . . . . sont tenus de se trouver le 15 novembre 1916, à 8 heures du matin (heure allemande), à Wavre, place du Marché.

» Le bourgmestre devra être présent. Les intéressés devront être porteurs de leur certificat d'identité et, le cas échéant, de leur carte de contrôle (*Meldekarte*).

« Il est permis d'apporter de petits bagages à main.

« Ceux qui manqueront au contrôle seront immédiatement transportés, sans délai, et par voie de contrainte, aux lieux où ils devront travailler. En outre, on pourra leur appliquer de fortes peines d'emprisonnement et des amendes élevées. (Les ecclésiastiques, les médecins, les avocats, les instituteurs et les professeurs ne doivent pas venir audit contrôle.)

« Ottignies, le 3 novembre 1916.

« *Der kaiserliche Kreischeß von Nivelles,*

« Graf VON SCHWERIN. »

C'est donc pour le lendemain. Et l'affiche n'a été apposée qu'à 7 heures du matin, heure à laquelle les hommes qui ne chôment pas sont déjà à l'usine ou sur le chantier. On l'attendait, on l'appréhendait, cet ordre. Mais, sans doute, on avait conservé obscurément l'espoir de le voir ajourner, un espoir vague, un de ces espoirs que l'instinct maintient souvent, contre toute raison, dans l'âme des foules. Sans doute, on ne pouvait pas croire....., on n'avait pas cru, puisque, l'affiche apposée

c'est, soudain, parmi les femmes et les enfants, la désolation affolée de la surprise.

Il faut prévenir ceux qui travaillent et qui ne savent pas; il faut les prévenir afin qu'ils aient le temps de se préparer, afin que l'on puisse passer avec eux cette journée — la dernière peut-être — et prendre ensemble les mesures, les pauvres, les maigres mesures possibles, de prévoyance. Les femmes, en pleurant, vont les chercher, les ramènent au logis. Et là ce sont des scènes poignantes, poignantes et admirables par les sentiments de dévouement simple et stoïque qu'elles révèlent. La plupart de ces logis sont pauvres : deux années de guerre, de vie chère, de rationnement, ont amené le dénûment; il n'y a dans la maison que la part de nourriture strictement mesurée pour chacun; et demain, si le père, si le grand fils sont emmenés, il n'y aura plus de ressources. Cela ne fait rien; on ne pense qu'à l'être menacé; dans le baluchon que l'on prépare, on met le dernier vêtement chaud, la dernière couverture, on met le pain qui reste, tout..... D'ailleurs, demain, s'il est parti, on n'aura pas envie de manger.....

Il faut être à Wavre à 8 heures, dit l'ordre. Et, pour la plupart des rappelés, la route est longue jusqu'au chef-lieu du canton; une heure, deux heures. Il n'y a plus de voitures attelées dans le pays; il n'y a pas de trains. Il faut marcher en portant son bagage. Il faut donc partir tôt. Dès 6 heures, le défilé, l'interminable et lamentable défilé commence, sur les routes, dans le sinistre matin de novembre, dans le froid glacial, dans le vent cinglant, car précisément le temps est cruel, un temps de drame qui fait la nature pleine de menaces et accentue l'angoisse dans les cœurs serrés.

Mais on veut être fort. Il ne faut pas donner le spectacle du désespoir. La plupart des hommes ont défendu que leur famille les accompagnât, le déchirement de la séparation ferait croire à de la faiblesse. Il ne faut pas..... Presque tous donc vont partir seuls. On ne voit guère, gravissant le calvaire, que des groupes d'hommes, marchant en silence et pesamment, pesamment, comme si le pauvre, le chétif baluchon était très lourd. Quelques femmes seulement, qui n'ont pas pu se maîtriser, suivent en pleurant.

Voici Wavre. La petite ville est grise et grelottante dans ce triste matin. Elle est cernée par des troupes qui, à toutes les issues, forment barrage. Les hommes s'engouffrent péniblement dans les rues étroites conduisant à la place du Marché, la vaste place aux maisons basses, aux façades pantelantes, douloureux vestiges de la sauvage invasion. Elle a été entièrement évacuée, et toutes les rues qui y aboutissent sont vides. On aperçoit seulement au bout de ces rues, derrière les barrages, la foule d'où partent des appels; on entend crier des noms, des mots d'encouragement, ou déjà des adieux, aux pauvres gens, parqués village par village, et qui attendent, mornes, pitoyables dans leur impuissance

et leur humiliation. Certains d'entre eux remarquent, avec un sourire douloureux : « Hier, à la même place, il y avait le marché aux porcs. »

L'opération du choix a commencé. Par groupes d'un millier, les hommes sont conduits dans un bâtiment d'école où siègent les agents de l'autorité allemande. Pour arriver à cette école, il faut suivre une rue que borde la Dyle. C'est le coin pittoresque de Wavre. En temps normal, on goûte là une impression de gaieté paisible, de douceur. Ce matin, aux fenêtres des maisons se montrent des visages angoissés de femmes, d'enfants, de vieillards en larmes. Il y a des gens sur les toits. Tous regardent avidement le cortège qui passe. Ils veulent voir encore l'époux, le père, le fils, le frère ou le fiancé, peut-être pour la dernière fois.

Après avoir attendu quatre heures, le village est enfin conduit à l'école. J'observe les hommes. Je connais un grand nombre d'entre eux. J'en vois beaucoup dont le visage est soudain devenu très pâle. Oh ! ils marchent avec fermeté. Mais ils sont blêmes, ils sont blancs. On sent qu'une inquiétude les fige, arrête le sang dans leurs veines. Ce sont les hommes mariés, ce sont ceux qui viennent de quitter leur femme, les enfants, et qui se demandent s'ils vont les revoir tantôt, ou si, pour longtemps, ou — on ne sait pas — pour toujours..... Les autres, les jeunes gens, marchent la tête haute ; dans leurs yeux il y a du défi.

Comme on approche du bâtiment d'école, toutes les têtes se dressent, attentives. On a perçu une rumeur qui grandit, grandit. Ce sont,.....oui, ce sont des chants. On dirait la *Brabançonne*..... Et voici la *Marseillaise*. Cela vient de la cour de l'école. En effet, au fond de cette cour dans laquelle on pénètre, est le groupe des hommes déjà pris. Ce sont eux qui chantent, qui hurlent les hymnes belges et français. En nous apercevant, tous crient : « Ne signez pas..... Ne signez pas..... »

Ils sont beaux. Il n'y a plus chez eux d'angoisse. Ils sont maintenant dressés, pleins de bravade, de fierté rude, de mâle volonté. Il n'y a pas une plainte. Lorsque l'un d'entre les hommes voit passer un ami, il demande seulement de prévenir sa famille, de dire qu'il est emmené ; et puis il se remet à chanter éperdument son chant de défi.

On entre dans une première salle. Un médecin est là qui examine les hommes munis de certificats médicaux. Il paraît indulgent, assez large ; il prononce des libérations.

Une seconde salle. C'est ici que le sort de chaque homme va se décider, brusquement, mécaniquement, en quelques secondes et sans appel. Un mot tranchant, et ce sera la liberté ou l'esclavage. Il y a là de nombreux uniformes : *Kreischet*, commissaire civil, officier. Et tout a la rigidité inflexible de l'autorité militaire qui ne discute pas. Les trois délégués de la commune, — généralement le bourgmestre, un échevin et le secrétaire communal — autorisés à assister à l'examen de leurs administrés, ne peuvent évidemment rien. Deux officiers, qui se partagent la besogne, décident. Placés chacun d'un côté de la salle, ils examinent rapidement, en commençant par les jeunes gens âgés de

dix-sept à vingt-cinq ans. Ils regardent la carte d'identité qui mentionne le métier, dit sommairement la situation sociale. Ils enveloppent l'homme d'un regard, comme pour peser sa force, sa valeur animale. Une question, du bout des lèvres, pour la forme : « Êtes-vous chômeur ? » Et, tout de suite, que la réponse soit négative ou affirmative, l'arrêt, inexorable. Si la carte mentionne un métier qui peut servir là-bas, l'officier crie : « A gauche ! »

Et l'homme est perdu. Son sort a été décidé par la seule volonté d'un autre homme, en sept, huit, dix secondes. C'est fini :

— A gauche !

A gauche, c'est la route de l'Allemagne. Pour sortir de la salle, il faut franchir une porte divisée en deux étroits couloirs par une barrière et gardée par deux soldats. Le couloir de gauche donne accès à une salle où passent ceux qui partent.

Si l'officier crie : « A droite ! » c'est la liberté. L'homme passe alors devant un sous-officier qui appose un cachet sur la carte d'identité. Le couloir de droite conduit à une fenêtre ouverte devant laquelle est une table. Il faut escalader la table, passer sur une autre table placée au dehors, et sauter dans la rue ; on dirait une évasion, et c'est en effet l'impression d'une fuite. Ce n'est pas celle d'un soulagement, car le cœur demeure longtemps serré à la pensée des autres, des pauvres autres, et puis le cauchemar n'est pas terminé. On va contempler encore de l'abominable, de la tenaillante misère, on va recueillir d'ineffaçables souvenirs de pitié et d'indignation paralysées.

Au bout d'une ruelle, voici la foule. Elle a grossi. Cela durait trop longtemps. C'était trop d'anxiété : de tous les villages les femmes sont venues ; les mères, les épouses, les fiancées éplorées. Elle s'accrochent à celui qui revient, elles réclament, en pleurant, des nouvelles : est-il pris, celui qu'elles attendent, celui qu'elles chérissent, le chef, le soutien, l'homme dont le départ ferait s'effondrer tout ? On ne sait pas, on ne peut pas répondre, on se débat au milieu des implorations, au milieu de ces pauvres êtres qui sanglotent, car elles sanglotent toutes, même celles qui peuvent étreindre l'homme qui leur est rendu.

Pendant ce temps, que se passe-t-il à gauche, à gauche, dans la salle où sont restés ceux qui doivent partir ?

Là, on demande d'abord à chaque homme qui arrive s'il veut signer un engagement, c'est-à-dire consentir à travailler pour les Allemands moyennant un gros salaire. S'il consent, il donne son nom, son adresse ; et il est autorisé à rentrer chez lui, afin de faire ses préparatifs et de partir au bout de quelques jours. S'il refuse — et c'est le cas de l'immense majorité — il est menacé de toutes les calamités, et il va rejoindre le troupeau animé de ceux qui furent comme lui dignes et intraitables, et qui l'accueillent par des acclamations comme pour une victoire, la victoire de l'homme qui subit, mais qui ne se soumet pas.



On attend encore. On attend que le groupe soit suffisamment dense. Quand il l'est, on l'entoure de soldats, baïonnette au canon, on l'encadre de cavaliers. Et en route vers la gare ! Deux officiers marchent un peu à l'écart, la cravache — oui, la cravache — à la main. On suit des ruelles. De temps à autre une femme en larmes, un vieil homme, parvenu jusque-là, au prix de quels tenaces efforts, réussit à se glisser dans les rangs, pour une suprême recommandation, pour un dernier adieu, mais, tout de suite, les soldats les repoussent, tout de suite, souvent même avant l'étreinte souhaitée.

Sur la grand'route que l'on atteint, aux fenêtres des maisons se pressent de pauvres gens qui regardent, regardent de leurs yeux fiévreux, rougis par les larmes, et qui, presque machinalement, agitent des mouchoirs. Mais ceux qu'ils saluent ainsi ne veulent pas pleurer. Est-ce pour affermir le courage des êtres chers qui les voient, est-ce pour ne pas montrer une défaillance devant les soldats qui les surveillent ? Presque tous marchent la tête haute ; ils agitent leur casquette, et ils chantent inlassablement comme ils chantaient dans la cour de l'école. Mais il y a des voix rauques et des voix mouillées.

Ils marchent ; à chaque coin de rue, il y a un bref tumulte. Toujours l'un ou l'autre des prisonniers tente de fuir, mais, toujours aussi, un cavalier le poursuit, et le rejette dans le rang, à moins que, d'un coup de cravache, l'un des officiers ne l'y ait rejeté déjà. Et alors, l'homme, blême, les poings serrés, pendant quelques instants se tait. Que se passe-t-il en lui ? Que se passe-t-il dans le cœur de ces autres qui, passant devant leur demeure, se précipitent dans les bras de leur femme, embrassent leurs enfants et sont arrachés d'eux par un soldat ? Ils se taisent aussi. Mais bientôt, de nouveau, ils chantent d'une voix plus rude encore. Ils ne pleurent pas.

Enfin le cortège atteint un passage à niveau. On le fait s'engager sur la voie du chemin de fer, entre deux talus. La gare est proche ; un train de wagons à bestiaux attend. On ne voit plus rien. On entend seulement des clameurs, des chants, la *Brabançonne* et la *Marseillaise* encore. Cela dure longtemps, très longtemps, des heures. La nuit est tombée. Vers 6 heures, tout à coup, les voix qui chantent sont couvertes par un bruit de fanfares. De la musique ? Oui, on a amené dans la gare une musique de régiment, et c'est elle qui salue des accents d'une marche militaire le départ du train lugubre, sans lumière, de ce train dont l'apparition au passage à niveau va provoquer une émotion si désespérée que des femmes et des vieillards tomberont en syncope, aux sons ironiques de la marche allègre exaspérante.

Ils sont partis. Pour où ? On ne sait pas. Pour quoi faire ? On ne sait pas. Ce que l'on sait, c'est que dorénavant on vivra avec l'obsession de ce souvenir déchirant et de l'angoisse. Et même s'ils reviennent, plus jamais on ne retrouvera la sécurité dans laquelle on vivait jadis..., jadis quand on croyait que ces choses n'étaient plus possibles.

**Dans le sud de la province de Namur.**

Les bourgmestres, ayant refusé communication des listes de chômeurs, reçurent de nouveau, le 23 octobre 1916, l'ordre de les communiquer pour le lendemain, 24 octobre. En cas d'inexistence des listes, l'ordre prescrivait que les bourgmestres fissent faire des recherches par leurs gardes champêtres. L'ordre ajoutait que, si les bourgmestres n'obéissaient pas, ils seraient arrêtés.

**A Anvers et environs.**

Les documents officiels allemands relatifs à cette ville sont particulièrement explicites.

L'Avis ci-après, dont le lecteur voudra bien retenir la signature, fut affiché le 2 novembre 1916 (*nous soulignons*) :

AVIS POUR LES BELGES MASCULINS SANS TRAVAIL, NÉS PENDANT LES ANNÉES 1885-1899, SE TROUVANT SOUS CONTRÔLE MILITAIRE ET HABITANT LES COMMUNES D'ANVERS, DE BORGERHOUT ET DE BERCHEM.

Depuis le début de la guerre, une grande partie des ouvriers belges a cessé le travail et vit donc principalement de l'assistance publique. La longue durée de cette situation amène comme suites fâcheuses l'alimentation insuffisante et la désaccoutumance du travail et met également la sécurité publique et le calme en danger.

Quoique beaucoup d'entre eux aient trouvé du travail et un bon salaire dans des entreprises travaillant pour le compte allemand, ou se soient laissé embaucher comme ouvriers volontaires par le *Industrie-Bureau* allemand, le nombre d'ouvriers sans travail résidant ici est encore excessivement élevé.

Ces ouvriers qui, jusqu'ici, ont laissé passer toute occasion d'obtenir du travail seront, sur ordre de S. Exc. M. le gouverneur général, obligés dans la suite à travailler, et, en cas de refus, par la force.

A cette fin, j'arrête ce qui suit :

1° Les Belges — en état de prendre les armes, des classes 1885-1899 — qui ont été inscrits comme sans-travail, lors des réunions de contrôle des mois de septembre et d'octobre derniers, tenues au *Meldeamt Antwerpen-Festung*, doivent se trouver, au jour et heure renseignés sur une convocation particulière, dans le bâtiment principal de la gare du Sud d'Anvers, d'où ils seront, à l'exception et après libération de ceux qui sont prêts à travailler, de ceux qui sont malades ou incapables de tout travail, dirigés en groupes vers des ateliers en Allemagne.

Il doit être donné strictement suite à la convocation envoyée par la poste.

A cette convocation, le certificat d'identité et la carte de contrôle doivent être apportés;

2<sup>o</sup> Les malades ou ceux qui sont incapables de travailler seront soumis à un médecin, qui jugera de la nécessité de la libération pour maladie ou incapacité;

3<sup>o</sup> Aux réunions, des représentants de l'*Industrie-Bureau* allemand seront présents, et seront prêts à signer des contrats de travail; ainsi ceux qui veulent travailler auront une dernière occasion de se faire embaucher volontairement en Allemagne, moyennant un bon salaire;

4<sup>o</sup> *Après cette sélection, les sans-travail restants seront immédiatement emmenés en Allemagne, pour travailler contre salaire.*

Pour le transport éventuel, il est recommandé *de se munir du linge, des vêtements et autres accessoires indispensables à un séjour en Allemagne.*

Le lieu de destination sera *un point de rassemblement en Allemagne, où les ouvriers seront partagés parmi les entreprises industrielles allemandes où ils travailleront.*

Ils ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre.

Avant et pendant le voyage, l'Administration militaire se charge de l'entretien; la cuiller et la fourchette devront être apportées.

En cas où, par suite de l'expédition forcée, le secours attribué aux familles des ouvriers transportés par le Comité national cesserait, il sera alloué par l'Administration allemande jusqu'à ce que les ouvriers soient en état d'envoyer leur salaire à leurs familles;

5<sup>o</sup> *Les sans-travail convoqués aux réunions de la gare du Sud doivent veiller à ce qu'ils ne soient pas accompagnés de leurs parents;*

6<sup>o</sup> Ceux qui, par leur propre faute, ne donnent pas suite à la convocation de se présenter à la réunion fixée, ceux qui ne suivent pas les instructions des gardes présentes, ou ceux qui troublent l'ordre de l'une ou de l'autre manière, seront punis d'une peine de six mois de prison et de 5.000 marks d'amende ou d'une de ces peines.

Anvers, le 2 novembre 1916.

*Le Gouverneur,*

Freiherr von HUENE,

*Général d'infanterie.*

Le texte de l'avis ci-dessus a été relevé dans le journal officiel allemand *La Belgique* de Bruxelles, numéro du 9 novembre 1916; les passages soulignés l'ont été par nous.

Ces dispositions furent complétées quelques jours après par un « Avis complémentaire » dont un autre journal officiel allemand de Bruxelles, *Le Bruxellois* (numéro du 14 novembre 1916), donne l'analyse ci-après, approuvée par la censure. On y remarquera

l'avou que l'on convoque pêle-mêle, cette fois, les non-chômeurs avec les chômeurs et que l'on n'est exempté de la déportation qu'à la condition de faire, dans des conditions très strictes, la preuve qu'on n'est pas chômeur (*nous soulignons*) :

#### AVIS COMPLÉMENTAIRE

L'Avis de contrôle de Belges mâles se trouvant sous contrôle militaire, et domiciliés à Anvers, à Borgerhout ou à Berchem vient d'être réédité pour ceux dont la situation n'a pas encore été examinée les jours précédents et complété à certains égards.

Voici les dispositions complémentaires de celles que nous avons publiées dans une correspondance précédente :

« Outre leur certificat d'identité et la carte de contrôle, *les hommes convoqués qui ont du travail régulier* doivent être munis, en se présentant au lieu de réunion, d'un *certificat écrit récent, constatant qu'ils sont employés dans une entreprise à désigner exactement, et qu'ils ne sont pas secourus*. Ce certificat doit renseigner le genre de travail, depuis quand et moyennant quel salaire hebdomadaire l'ouvrier est occupé dans la susdite entreprise. En outre, l'adresse entière du déclarant doit s'y trouver. Tous les certificats seront réunis et examinés minutieusement par l'autorité militaire.

« Les étudiants et les écoliers doivent apporter leur *certificat d'inscription* ; les musiciens, artistes, garçons de café, etc., leur *contrat de travail* ; les diamantaires, les preuves de leurs commandes des trois derniers mois. Les autres gens de métier doivent présenter des *certificats de même nature*.

« Les sans-travail transportés en Allemagne pourront rester en correspondance avec leur famille. »

L'Avis s'occupe ensuite des membres de l'ancienne garde civique d'Anvers, Berchem et de Borgerhout. Ceux-ci n'auront pas à prendre part aux réunions de la gare du Sud, mais ils comparaitront en même temps que ceux qui habitent les communes de Deurne, Merxem et Hoboken, dans le local de la Bourse de Commerce, dans l'ordre suivant, aux réunions de contrôle habituelles : n<sup>os</sup> 1 à 1000, le 22 novembre, à 9 heures du matin ; n<sup>os</sup> 1001 à 2000, le même jour, à 10 heures ; n<sup>os</sup> 2001 à 3000, le 23, à 9 heures ; n<sup>os</sup> 3001 jusqu'à la fin, le même jour, à 10 heures.

Les exemptés des pays en guerre avec l'Allemagne et les anciens membres du personnel infirmier belge prendront part au contrôle de la garde civique, le 23 novembre, à 10 heures.

Il est recommandé aux familles des sans-travail expédiés en Allemagne qui se trouvent dans le besoin, d'adresser les demandes de secours au président de l'Administration civile de la province d'Anvers (*Zivilverwaltung*).



Toutes les dispositions de ces deux Avis méritent la plus sérieuse attention, surtout de la part des personnes versées dans la science du droit et dans les questions d'assistance sociale, particulièrement dans la question du chômage. On les commentera brièvement plus loin à ces points de vue.

Bornons-nous ici à quelques points de la procédure d'exécution.

On a vu que l'Avis du 2 novembre défend aux familles des déportés de les accompagner le jour de la convocation pour leur jeter un adieu au départ. Mesure d'ordre, dira-t-on. Mais qu'est-ce qui rend une telle précaution nécessaire, sinon la cruauté même de la séparation infligée à ces pauvres gens? N'est-ce pas la meilleure preuve de l'intense émotion populaire que la presse allemande s'obstine à nier ou à celer à son public?

Le jour de la séparation venue, il y eut dans cette ville décimée une scène dramatique dont le souvenir arrachait encore, plusieurs jours après, un cri de douleur et d'indignation à ceux qui en avaient été les spectateurs. Le correspondant anversoïis d'un journal belge publié à Amsterdam, témoin oculaire du départ de la première fournée, écrit :

Ce n'étaient pas que des chômeurs que les Allemands arrachaient ainsi à leurs foyers. Parmi les hommes de dix-huit à trente ans, on remarquait six prêtres, dont un vicaire, plusieurs instituteurs, des étudiants, des ouvriers mariés habitant Anvers, Borgerhout, Berchem. Je connais une famille de Borgerhout dont quatre fils sont partis!

Ah! la navrante et cruelle matinée!

J'hésite à vous décrire l'horrible chose que la séparation de ces pauvres pères de famille dirigés sur l'Allemagne et que leurs femmes et leurs enfants ne pouvaient pas se résoudre à quitter. Jusqu'à 200 mètres de la gare on put accompagner les partants. L'avenue du Sud et toutes les rues avoisinantes étaient noires de monde. On n'avancait pas. Des scènes navrantes se produisirent et je vous assure que nous avions le cœur déchiré. Tout le monde sanglotait, et nous, les spectateurs, qui n'avions aucun être cher dans la multitude des partants, nous avions le cœur angoissé, la gorge serrée; les yeux nous piquaient.

Le moment de la séparation venu, les soldats allemands vinrent chercher les malheureux désignés par le sort. Il y eut des frottements inévitables entre ouvriers et soldats; ceux-là voulaient une dernière fois presser contre eux leur femme, leurs enfants et leurs vieux parents qui sanglotaient tristement; ceux-ci, brutaux, énervés, toujours prêts à faire montre d'une teutonne brutalité.

Les mêmes scènes émouvantes se reproduisaient, hélas! le lendemain. Cette fois, les départs eurent lieu à la gare centrale. Les partants étaient

groupés par paquets de 70 à 80. Ce furent des femmes qui désignèrent aux victimes de la barbarie allemande les places que celles-ci devaient occuper. On remit à chaque partant un coupon qui ne portait aucune indication de destination. Les mêmes scènes émouvantes se déroulèrent, et jusqu'ici 5.000 Anversois ont pris le chemin de l'Allemagne!

L'Avis du 2 novembre 1916 fait allusion (art. 3) à « une dernière occasion de se faire embaucher volontairement en Allemagne pour travailler contre un bon salaire », qui est offerte aux hommes convoqués, à la gare même, au moment de l'embarquement. Un rapport reçu au Havre donne sur ce point des renseignements précis :

Le sort des ouvriers qui — en très petit nombre — cèdent à la crainte ou à l'appât des gros salaires n'est pas moins cruel que celui des déportés proprement dits. Ils sont, au moment de l'embarquement, parqués séparément et ils subissent alors, de la part d'agents allemands de divers bureaux ou industries, un examen physique profondément humiliant, comme celui auquel on procède quand on choisit un cheval à la foire. Il n'y a vraiment plus aucune considération pour la dignité humaine.

Enfin, d'après l'article 4, qui annonce que le lieu de destination des déportés sera « un point de rassemblement en Allemagne où les ouvriers seront partagés parmi les entreprises industrielles allemandes », on aurait préparé en Allemagne un ou peut-être plusieurs « camps de triage » du bétail humain enlevé. Peut-être faut-il rapprocher de cette indication officielle allemande une information reçue par le Gouvernement belge le 27 novembre 1916 et signalant la présence au camp de Soltau de 12.000 déportés belges, dans un état de détresse absolue (1).

Dans la banlieue et la province d'Anvers, les enlèvements ont présenté les mêmes caractères que partout ailleurs. Voici des renseignements belges datés du 30 novembre 1916 :

A ECKEREN, les hommes valides ont été réunis sur la Grand'Place. Scènes habituelles. 170 ont été emmenés. Choix tout à fait arbitraire.

---

(1) Au reste, les plaintes sur l'état dans lequel se trouvent les déportés, si brusquement enlevés, sont générales. Quelles que soient la misère et la gêne de la population belge restée au pays, elle s'est empressée de s'organiser pour leur venir en aide tant bien que mal. Par exemple, à Gand, dès le mois de novembre, un comité s'est constitué dans le dessein de fournir des vêtements et des aliments aux victimes de la déportation. Le Comité directeur est composé de neuf conseillers communaux et de neuf membres choisis en dehors du Conseil communal. La ville a versé un premier subside de 25.000 francs.

120 n'étaient ni des chômeurs ni des gens manquant de ressources. Parmi eux figurent le fils du Dr Thielemans, un employé de la maison communale, un employé de la Banque de Crédit commercial à Anvers, de nombreux ouvriers ayant du travail. Un petit cultivateur avait, au début de la guerre, sept fils; deux sont tombés à l'ennemi, deux sont au front, trois restaient à la ferme. Ils ont été enlevés tous. A VIEUX-DOEL, le fermier Adriaenssens qui se trouvait à la tête d'une exploitation de 35 hectares a été emmené avec tous ses domestiques. Il n'est resté à la ferme qu'une jeune femme en couches, sans un domestique.

A CAPELLEN (Anvers), 35 hommes valides ont été emmenés et choisis au hasard : aucun n'était chômeur.

Dans la ville d'ANVERS, on signale le cas d'une veuve avec six fils, dont cinq sont à l'armée belge : il lui restait un jeune garçon qui par son travail la faisait vivre. Malgré les protestations et les supplications, il a été envoyé en Allemagne. Ce jeune homme venait de sortir d'un sanatorium où il avait été soigné pour une tuberculose de premier degré. La recommandation était expresse : « Sous peine de rechute le convalescent devait observer un régime sévère pendant toute la période de l'hiver », et, malgré les certificats médicaux, ce malheureux a été expédié. Résultat certain : rechute qui le perdra probablement.

De nombreux artisans qui avaient été exemptés lors d'un premier triage ont été rappelés individuellement et, malgré les certificats de travail parfaitement en règle, ils ont été expédiés en Allemagne.

Jusqu'à présent, ce sont surtout les ouvriers du fer, du bois et de la pierre qui ont été recherchés. A Anvers même, 10.000 hommes ont été enlevés jusque maintenant.

On voit arriver maintenant, soit à Anvers-Sud, soit à la gare de Borgerhout, des jeunes gens de la campagne. Par villages entiers, tous ces malheureux doivent se met're en route à partir de 3 ou 4 heures du matin. Le spectacle est navrant.

(*Renseignements du 27 novembre 1916.*) — Un cas particulièrement grave s'est produit à BURGHT pour la fabrique « Guano » appartenant au baron von Ohlendorff, dont les ouvriers ont, de force, été emmenés en Allemagne tout en n'étant pas des chômeurs.

Jeudi matin, 9 novembre, tous les ouvriers étaient rassemblés au bureau de la fabrique où se trouvaient le baron von Ohlendorff et 25 soldats allemands.

Il fut communiqué aux ouvriers que tous ceux dont on ferait l'appel devaient venir toucher leur salaire l'après-midi et se présenter le lendemain matin à 7 heures, avec équipement et nourriture pour trois jours, à la fabrique de toile cirée à Burght, où se trouvent casernés les soldats allemands.

Jeudi après midi, à 3 heures, quand les ouvriers se sont présentés pour toucher leur salaire, ils ont dû signer un bulletin de convocation pour le lendemain. Quelques-uns disent que ce bulletin était un contrat

de travail. Dans ce cas, ce serait donc involontairement qu'ils auraient signé, car tous criaient devant la gare qu'ils ne signaient pas et ne voulaient pas signer.

Le lendemain, à l'heure indiquée, le hauptmann von der Nauburger, Inf. Ortskommandant à Burght, engagea les ouvriers à signer le contrat de travail. Tous ont refusé, et cela d'après les dires du père d'un des déportés, de deux femmes de déportés et d'un ouvrier malade auquel le directeur a délivré un billet d'exemption.

Cent quatre ouvriers sont partis le vendredi et sont arrivés à Anvers, à la gare du Sud, escortés et houspillés par des soldats. Ils ne faisaient que chanter la *Brabançonne* et criaient à tous ceux qui voulaient l'entendre qu'ils n'avaient pas signé. Il est à remarquer qu'ils sont entrés directement dans la gare, sans devoir passer par les hangars, comme les autres convoqués.

Le baron von Ohlendorff a deux fabriques de guano en Allemagne.

Tous les renseignements donnés en ce chapitre émanent, comme il se voit par leur texte, de témoins oculaires; le Gouvernement belge les considère comme dignes de foi et incontestables.

Leur précision permet un contrôle aisé.

Ils s'appuient, du reste, sur des pièces allemandes, à savoir les avis et affiches de convocation.

Enfin, les faits qu'ils relatent ont été confirmés, *sur place*, dans des déclarations et protestations signées de toutes les autorités sociales ou personnages constitués en charge dans la Belgique occupée, déclarations et protestations adressées *directement*, d'une part à l'autorité allemande, d'autre part aux représentants officiels des États neutres résidant à Bruxelles (Texte aux *Annexes* et dans le cours des chapitres ci-après).

L'autorité allemande répondant à ces protestations remplies d'articulations de faits précises, *n'a rien contesté de celles-ci*; elle s'est bornée à invoquer son droit de législation et son devoir d'administration. Les signataires des protestations, dans des répliques adressées à la même autorité et aux Légations neutres à Bruxelles, ont pris acte de ce silence, qui constitue dans l'espèce un aveu (Voir, entre autres, au chapitre XVIII, § 1, la réponse du général von Bissing du 16 novembre aux autorités politiques belges présentes à Bruxelles, et la réplique de ces dernières en date du 28 novembre 1916).

De leur côté, les Gouvernements neutres, en situation de contrôler les faits sur place par le personnel de leurs Légations, les ont si bien considérés comme établis qu'ils ont fait, après ce contrôle, au Gouvernement allemand, des représentations formelles.



C'est le cas pour les États-Unis, la Hollande, l'Espagne, le Vatican et la Suisse.

L'une ou l'autre erreur de détail, de la part d'un témoin, ne pourrait, le cas échéant, énerver la force probante de l'ensemble des relations. Elles montrent d'une manière saisissante l'extension progressive de l'application de l'arrêté du 3 octobre, de la partie ouest (zone des étapes, Flandres) vers la partie centrale, est et sud du pays.

Au moment où nous corrigeons les épreuves de ces pages, les renseignements complémentaires se succèdent sur la continuation de l'exécution de la mesure dans les deux Flandres et dans les provinces d'Anvers, du Brabant, du Hainaut, du Limbourg, de Namur, de Liège, du Luxembourg, c'est-à-dire dans la totalité de la Belgique (neuf provinces).

Nous nous bornons à extraire de ces pièces quelques mentions à titre d'exemple :

Aujourd'hui (4 décembre 1916), on opère à WOLUWE-SAINT-ÉTIENNE (près de Bruxelles). On n'a pas encore osé entamer la capitale même...

On signale des réquisitions d'hommes dans les environs de NAMUR, ainsi que dans la province du Luxembourg : à VIRTON, à MARBEHAN, etc...

A ARLON (chef-lieu de la province du Luxembourg), une grande partie du personnel du Comité national de secours et d'alimentation, quoique dûment munie de certificats, a été prise; ce n'étaient cependant pas des chômeurs.

D'ailleurs, on continue à prendre surtout des gens exerçant une profession manuelle dans le fer, le bois ou la pierre, qu'ils soient chômeurs ou non. Les scènes sont toujours aussi épouvantables...

A BRUXELLES passent toujours des trains entiers de déportés. Dimanche 3 décembre 1916, entre 5 heures et 6<sup>h</sup> 30 du soir, sont passés en gare de Jette-Saint-Pierre (près de Bruxelles, sur la ligne de Gand à Bruxelles) deux grands trains composés chacun de 30 à 40 voitures de 3<sup>e</sup> classe. Chaque compartiment, sous la garde de quelques soldats allemands, était rempli d'hommes, dont beaucoup avaient atteint la cinquantaine et venant de LEBBEKE, HAMME, BUGGENHOUT, WAESMUNSTER, TERMONDE, etc. (Flandre orientale). Les deux trains contenaient environ 5.000 hommes.

Conversation avec un des hommes du second train : « Je viens des environs d'ALOST. Je suis âgé de quarante-neuf ans et j'ai cinq enfants. Je suis fermier, propriétaire de deux chevaux et huit vaches laitières. Nous avons été convoqués mardi passé et conduits à Alost. Vendredi nous avons été conduits à Termonde et y embarqués aujourd'hui... D'ici quinze jours, il n'y aura plus dans les Flandres que des enfants et des vieillards. »

Nous reportons aux *Annexes* (Chapitre XXI, § 3) une relation de l'enlèvement des hommes de villages des environs de Namur (Namèche, Bonneville, Thon-Samson, etc.), et une relation des enlèvements d'Arlon et de Libramont où, respectivement, quarante-trois et vingt et un employés des Comités de ravitaillement furent déportés, quoique dûment munis du certificat de la Commission américaine de secours.

On trouvera aussi aux chapitres XIV, § 4 et XXI, § 3 des renseignements sur le sort lamentable des déportés en Allemagne et dans le nord de la France.

Ajoutons que l'autorité allemande a immédiatement profité de l'émotion intense provoquée en Belgique par les premières déportations pour activer sa propagande en faveur de l'embauchage dit « volontaire » des travailleurs non encore frappés par les mesures d'enlèvement. Il est symptomatique que ces offres publiques d'embauchage visent surtout l'industrie des transports par fer et eau, l'une des plus nécessaires au ravitaillement et aux opérations de l'armée allemande sur le front de France.

Les Avis officiels ci-après furent affichés en novembre et décembre 1916 dans de très nombreuses communes du territoire belge occupé.

*Avis affichés à Esschen et en d'autres communes de la province d'Anvers :*

#### Aux ouvriers !

Les chômeurs ou les ouvriers insuffisamment occupés doivent se présenter aux autorités allemandes, sinon ils seront forcés de travailler. L'autorité allemande ne souffrira plus aucun chômage.

Ceux qui se présenteront de leur propre gré recevront une indemnité en argent qu'ils pourront donner à leur famille avant de partir pour l'Allemagne. Une fois là-bas et au travail, ils pourront écrire chez eux tous les quinze jours.

Il y a du travail en abondance en Allemagne. L'alimentation y est plus que suffisante et on paie de bons salaires, à fixer selon les capacités.

*Deutsches Arbeiter Büro, Anvers.*

#### Aux ouvriers de l'État,

Tous les ouvriers et les employés de l'État belge peuvent se présenter librement au chef de gare ou au garde-barrière. Tous peuvent obtenir du travail contre bon salaire. Ils jouiront en outre des avantages accordés aux fonctionnaires de l'Empire allemand.

Les cartes de ceux qui se présenteront volontairement seront estam-

pillées par le bureau pour montrer que le porteur ne peut plus être considéré comme chômeur.

*Le Chef de gare.*

*Avis affiché à Bruxelles et en de nombreuses autres localités :*

On engage immédiatement ou on inscrit en vue d'un engagement ultérieur des ouvriers pour le service d'exploitation des canaux et le batelage dans d'autres localités. Les intéressés qui désirent obtenir des renseignements sur les conditions peuvent s'adresser :

A la *Militär Kanal Direktion*, Direction militaire des canaux, Bruxelles, 76, rue Belliard;

Aux chefs de bureau d'exploitation des canaux à Gand, Lille, Saint-Quentin et Sedan;

Aux chefs des services des ports, à Gand, Termonde, Roulers, Menin, Lessines, Espierres, Lille, Meurchin, Douai, Cambrai, Valenciennes, Marchin, Saint-Quentin, Voyennes, Chauny, Anizy, Étreux, Berlaimont, Revin, Charleville, Pont-de-Bar, Autrecourt, Dun, Rilly, Charleroi, Namur, Huy, Liège, Visé, Renory, Bruges, Anvers, Mons;

Au service du trafic à Anvers, et à tous les chefs de gare et piqueurs.

Les ouvriers engagés ou inscrits en vue d'un engagement ultérieur reçoivent des certificats qui les dispensent d'assister aux contrôles des chômeurs de nationalité belge.

Ces Avis, on le voit, exploitent l'intimidation, que l'autorité allemande suppose devoir résulter des procédés rigoureux des bureaux de contrôle, pour obtenir de la population ouvrière belge des engagements de travail apparemment « volontaires ».

Quelle validité juridique un tribunal pourrait-il reconnaître, en temps normal, à des contrats de travail conclus sous l'empire d'une telle contrainte morale?

Nous nous bornons à poser la question, laissant au lecteur impartial le soin de répondre.

---

## CHAPITRE V

### EXTENSION DE L'ARRÊTÉ DU 3 OCTOBRE 1916 A L'ENSEMBLE DE LA POPULATION MALE VALIDE

---

L'affichage de l'arrêté du 3 octobre 1916 dans la « zone des étapes », en premier lieu, fit espérer tout d'abord qu'il s'agissait d'une mesure particulière à cette région. Mais avant la fin du mois d'octobre les déportations étaient commencées dans le territoire du Gouvernement général dépendant de l'Administration civile ; elles s'y poursuivirent ensuite sans arrêt.

Au point de vue de l'extension territoriale, le principe de l'arrêté est donc applicable à la *Belgique occupée, tout entière*.

Au point de vue du fond, l'arrêté ne prévoit, en ses termes, aucune exception de sexe ni d'âge ; par contre, la mesure d'astreinte au travail et de déportation y est déclarée restreinte aux seuls « chômeurs tombés à la charge de l'assistance d'autrui ». Dans quelle mesure ces prescriptions littérales furent-elles respectées dans l'exécution ?

SEXE. — Il semble que, jusqu'à présent, les Allemands se soient bornés à appliquer l'arrêté aux Belges mâles. En tout cas, l'arrêté est rédigé de telle sorte qu'il autorise, *en principe*, l'astreinte au travail et la déportation même pour les personnes du sexe féminin.

AGE. — L'âge minimum paraît être celui du contrôle militaire des *Meldeamten*, soit dix-sept ans (naissance en 1899).

L'*Avis complémentaire* affiché à Anvers et reproduit par *Le Bruxellois* du 14 novembre 1916 (Voir ci-dessus, chap. IV) cite, entre autres, les *étudiants* et les *écoliers* parmi les personnes astreintes à la comparution.

L'âge maximum fixé dans l'*Avis* d'Anvers du 2 novembre 1916 est de trente ans révolus.

Mais ce n'est là, sans doute, qu'une exception, car il résulte des renseignements de fait contenus dans maints rapports belges que



l'on convoque et enlève couramment aussi des hommes de cinquante ans et plus. D'autre part, divers documents allemands de convocation viennent confirmer indirectement qu'il en est bien ainsi. Par exemple, l'affiche allemande apposée à Nivelles, qui convoque les habitants mâles à partir de dix-sept ans sans limite d'âge :

Par ordre du Kreischef, *toutes les personnes du sexe mâle âgées de plus de dix-sept ans* sont tenues de se trouver place Saint-Paul, à Nivelles, le 8 novembre 1916, à 8 heures (H. B.), 9 heures (H. C.), munies de leur carte d'identité et éventuellement de leur carte du *Meldeamt*.

L'Avis d'Ottignies (district de Wavre) du 3 novembre 1916, émanant du même Kreischef de Nivelles, convoque « tous les hommes de dix-sept à cinquante-cinq ans » ; celui de Mons, « tous les hommes âgés de plus de dix-sept ans » ; au Borinage, tous les hommes furent convoqués à la fin d'octobre, sans limite d'âge fixée.

On est donc forcé de conclure qu'aucune limite d'âge maximale n'a été prescrite aux agents chargés de l'exécution : toute la population mâle valide, sauf quelques catégories d'exception, peu nombreuses, est livrée à l'arbitraire des autorités militaires locales.

Il en est d'ailleurs de même pour la condition de chômage et d'indigence.

CHÔMAGE ET INDIGENCE. — Les relations de sources belge et hollandaise affirment que les Allemands ont déporté, avec de véritables chômeurs nécessiteux, c'est-à-dire des ouvriers sans travail tombés à la charge d'autrui, des personnes simplement inoccupées et non dépourvues de moyens d'existence, et même des ouvriers occupés arrachés à leur travail et des personnes appartenant aux professions libérales et aux classes aisées.

On voudrait croire qu'il n'en est pas ainsi.

Malheureusement les listes nominatives de déportés ne permettent pas le doute ; d'autre part, l'élasticité de la notion de chômage et d'indigence, prise pour base des distinctions à faire, autoriserait déjà à elle seule les plus graves appréhensions et soupçons.

Prenons l'*Avis complémentaire* d'Anvers. On y voit d'abord que le système suivi repose sur l'astreinte générale de tout convoqué, à moins qu'il ne réalise la condition de n'être pas chômeur. En d'autres termes, tout le monde, en principe, est déportable, sauf preuve contraire, et la charge de la preuve incombe à l'intéressé.

Mais qu'est-ce donc qu'être ou n'être pas « chômeur » par ce temps de crise ?

L'Avis d'Anvers subordonne la preuve à fournir de non-chômage et de non-assistance à des conditions si sévères que, pratiquement, il est impossible que même des ouvriers occupés avec toute la constance possible en ce temps de crise, ne tombent point sous les prises de l'arrêté de déportation.

Outre le certificat d'identité et la carte de contrôle militaire, il faut pouvoir produire un certificat écrit récent constatant que l'on est employé dans une entreprise à désigner exactement et que l'on n'est pas secouru (on ne dit même pas par qui!). Ce certificat doit indiquer le genre de travail, depuis quand et moyennant quel salaire *hebdomadaire* on l'exerce *dans cette entreprise*; enfin, l'adresse de l'intéressé. Tout cela sera minutieusement contrôlé.

A titre d'exemple, l'avis ajoute que les *étudiants* et *écoliers* doivent apporter leur certificat d'inscription; les musiciens, artistes, garçons de café, etc., leur contrat de travail (on conçoit pourtant que nombre de gens soient employés *régulièrement* en temps de guerre, même sans contrat); les diamantaires doivent produire les preuves de leurs commandes des *trois derniers mois*. Ces exigences sont générales, puisque « les autres gens de métier doivent présenter des certificats de même nature ». Que de non-chômeurs il doit y avoir parmi les gens ne réalisant pas de telles conditions!

Cependant à quels critères précis s'arrêtera l'autorité allemande dans la diversité infinie des situations? Qu'est-ce donc qui va constituer à ses yeux la qualité de « non-chômeur », de « non-secouru », de « chômeur », de déportable?

Nous n'avons pu découvrir aucune ordonnance allemande qui fournisse la définition précise des conditions de chômage et d'assistance auxquelles l'arrêté du 3 octobre 1916 se réfère; de telle manière que l'appréciation de la condition sociale des gens convoqués est entièrement livrée, comme pour la condition d'âge, à l'arbitraire des autorités militaires locales.

Il n'y a ni légalité assurée ni recours ouvert en justice, et l'on comprend que cette incertitude totale sur les bornes administratives de l'iniquité décrétée, ne soit pas l'une des moindres causes de l'angoisse qui étreint les populations dans l'attente du pire.

D'autre part, l'Avis de convocation envoyé à Alost et environs et transcrit ci-dessus (chap. IV), mérite de retenir un instant l'attention.

Tandis que l'arrêté du 3 octobre 1916 allègue la misère et le chômage pour justifier l'institution du travail forcé et de la déportation, l'Avis impose aux personnes convoquées de se munir d'un

trousseau dont la valeur dépasse deux cents francs (même Avis à Gand); il les « autorise » à emporter de l'argent (*ibid.*); enfin, il menace les récalcitrants d'une amende de 10.000 marks.

Ne faut-il pas en déduire que l'astreinte au travail et la déportation instituées par l'arrêté du 3 octobre 1916 ne sont pas seulement applicables, comme le pourraient faire croire ses termes, aux seuls chômeurs tombés à la charge de l'assistance d'autrui, mais qu'il vise, dans l'intention du Gouvernement allemand, toutes les personnes valides, sans acception sincère de leur situation sociale ou économique?

Enfin, l'Administration allemande a reconnu elle-même que les textes affichés et les pratiques suivies justifiaient l'anxiété populaire à ce sujet.

On lit, en effet, dans *Le Bruxellois* des 11-12 novembre 1916, une note officieuse rédigée en ces termes et publiée sous le titre euphémique : « Le départ des chômeurs » (*nous soulignons*) :

D'après des indications d'apparence sérieuse, on est tenté de s'imaginer, en effet, qu'au lieu de s'appliquer uniquement aux chômeurs, les décisions officielles intéressent la population mâle tout entière du pays. Les choses en sont au point que nombre de Bruxellois ont déjà consacré une bonne part de leurs maigres économies à s'équiper en vue d'un prochain départ en Allemagne!

Nous sommes heureux de pouvoir les rassurer.

Les investigations que nous avons entreprises, à la demande instante de nombre de nos lecteurs, nous permettent d'affirmer que le Gouvernement occupant n'a nullement l'intention d'étendre sa décision à d'autres catégories d'habitants que celle des chômeurs.

Seuls, les chômeurs bénéficiant des secours publics et qui refusent de signer un engagement volontaire seront conduits de force en Allemagne. Ceux d'entre eux qui, lors de la convocation, accepteront le travail qui leur sera offert, bénéficieront des conditions faites aux ouvriers volontaires, traités en Allemagne sur le même pied que les ouvriers du pays.

Quant aux citoyens convoqués par les autorités allemandes chargées d'exécuter les mesures prises à l'égard des chômeurs, il est certain qu'il n'est pas question de les expédier en Allemagne, à condition qu'ils puissent sérieusement prouver qu'ils fournissent un travail régulier ou qu'ils disposent de ressources suffisantes pour assurer leur existence.

Certains faits, entraînés par l'exécution des mesures décidées, paraissent de nature à contredire cette affirmation. Il n'en est rien. Ces cas sont la conséquence des difficultés créées aux fonctionnaires allemands par le refus des autorités belges compétentes de leur délivrer des listes de chômeurs. Ce refus a entraîné la nécessité d'une extension des convoca-

tions et si, au cours de celles-ci, *des erreurs, très pénibles* pour ceux qui en sont victimes, *se sont produites et risquent de se produire encore*, elles doivent donc être uniquement attribuées au manque de documentation officielle (1).

Nous avons souligné, dans ce communiqué, dont l'allure insidieuse est visible, les passages où le piège administratif est caché.

Il en résulte bien que, comme il est dit ci-dessus, en principe tout le monde est considéré comme déportable, sauf s'il prouve, *sérieusement*, qu'il ne l'est pas; or, comme l'arbitre est allemand, qu'il n'y a pas de recours ouvert à sa victime en cas de passe-droit, celle-ci est bel et bien livrée à son bon plaisir. Avec un pareil système, il est fatal que *des erreurs très pénibles* se soient produites; l'autorité allemande admet qu'il *s'en produira encore*. Mais, malgré cela, elle n'institue aucune garantie pour le justiciable. *Sit pro ratione voluntas* (2)!

Au reste, l'excuse attribuant à des « méprises » *involontaires* la déportation de personnes autres que les chômeurs assistés, peut-elle être acceptée, quand, à Anvers, on voit convoquer, par Avis *complémentaire*, non pas seulement, comme le disait le premier Avis (2 novembre), les *chômeurs* déjà recensés au contrôle militaire, pendant les deux mois précédents, mais *tous* les hommes astreints à ce contrôle, et même des catégories dont la condition sociale (exemple : étudiants, écoliers) et la minorité d'âge excluent l'assimilation à la qualité de « chômeurs »; — quand, à certains endroits, on voit faire des convocations sans aucune exception et, dans d'autres, stipuler exception seulement de certaines catégories de

---

(1) Note analogue dans *La Belgique* (Bruxelles) du même jour et dans la presse allemande du 18 novembre 1916. La *Kölnische Volkszeitung*, n° 927, du 18 novembre, amplifie cette note sous le titre méprisant : « La déportation des fainéants belges »; l'article est d'un ton injurieux; le terme de fainéant y est répété avec insistance : « Les mesures de déportations s'appliquent exclusivement aux fainéants, aux chômeurs... *La Belgique* du 11 courant, n° 717, dit que la conduite des autorités allemandes semble çà et là être en contradiction avec ces conditions (exemption en cas de preuve de non-chômage). Si des erreurs se sont produites, la faute en est aux autorités belges, etc. »

(2) Le Gouvernement allemand s'est prévalu, en décembre 1916, comme d'un acte de magnanimité, de ce qu'il aurait renvoyé en Belgique quelques centaines de déportés (sur plus de 100.000) après avoir reconnu *en Allemagne* qu'ils n'étaient pas des chômeurs. En réalité, il n'a fait ces renvois qu'à contre-cœur et sur les représentations instantes des ministres des États-Unis et d'Espagne; il s'agit très probablement de déportés reconnus inaptes à un travail utile. En tout cas, pourquoi n'avoir pas plutôt établi un contrôle sérieux et efficace, *en Belgique même*, avant la déportation?



professions libérales, ce qui implique l'intention de frapper toutes les autres.

Nous prions le lecteur d'examiner la statistique (encore incomplète), avec désignation individuelle des établissements industriels, des ouvriers arrachés à leur travail régulier dans la région industrielle du Centre (nord de Mons) et du Borinage (sud de Mons), contenue dans la lettre des sénateurs et députés de cet arrondissement en date du 27 novembre 1916 (Texte au chapitre XVIII, § 2).

Quant à la question de savoir si un reproche peut être fait aux autorités communales belges de n'avoir pas livré aux autorités allemandes de listes de « chômeurs » et de « secourus », elle sera examinée plus loin.

## CHAPITRE VI

### ATTITUDE DE LA POPULATION BELGE AU COURS DE L'EXÉCUTION DE L'ARRÊTÉ ALLEMAND

---

Comment la population belge a-t-elle accueilli et supporté l'exécution de l'arrêté?

La presse allemande s'est efforcée, comme nous l'avons déjà remarqué, de persuader l'opinion étrangère de ce que l'application de la mesure se faisait sans difficultés et dans le calme.

La réalité, hélas ! était tout autre. Il n'est d'ailleurs personne au monde qui ne devine, par l'intuition de la seule sympathie humaine, les souffrances que doivent infliger à des familles d'êtres humains, des déportations pratiquées de cette manière, en masse et systématiquement, par une autorité aussi peu préoccupée de se faire aimer que l'autorité allemande. Si un doute subsistait, la clameur d'angoisse et d'horreur qui s'est élevée en Belgique, et dont des échos, tels que le « Cri d'alarme » du cardinal Mercier et l'émouvant « Appel des ouvriers belges » à la classe ouvrière du monde, sont parvenus au dehors, suffirait à le dissiper.

Sur ce point, toutefois, vu le parti pris de silence et de réticence adopté par la presse allemande, force est de nouveau de recourir à des sources non allemandes.

L'attitude des autorités, d'abord.

Elle est déjà décrite dans les documents cités ci-dessus.

On y a vu, entre autres, la noble attitude du bourgmestre et du Collège échevinal de Bruges ; la résistance, aussi, aux sommations et menaces allemandes des bourgmestres d'une foule de petites communes, pourtant tout à fait sans défense par suite de leur éloignement de Bruxelles, où la présence des Légations neutres est, malgré tout, un frein pour l'autorité allemande ; la résistance encore des directeurs d'institutions d'assistance, etc.

Le Conseil communal de la ville de Tournai s'est illustré par

une résolution qui rappelle l'énergie, la fierté et l'esprit d'indépendance des anciens communiens wallons et flamands, qui tinrent en échec jadis l'oppression féodale, et à qui la Belgique doit d'avoir connu la liberté civique plus tôt qu'aucun autre pays d'Europe.

On trouvera le texte de cette résolution et de la réponse caractéristique de l'autorité militaire allemande à la fin du chapitre XIV.

Le Collège échevinal de Bruxelles eut une attitude non moins digne (Voir sa lettre au Gouverneur général, en date du 17 novembre 1916, au chapitre XVIII, § 4, avec pièces justificatives).

Tous les grands corps de l'État agirent et parlèrent de même; de même aussi toutes les autorités morales du pays.

On trouvera dans les chapitres suivants et aux *Annexes* le texte des protestations solennelles, où éclate le plus noble courage civique, des représentants et sénateurs de Belgique présents à Bruxelles, des représentants, sénateurs et notables d'Anvers et des environs, de l'arrondissement de Mons et de Namur, des évêques belges, des syndicats ouvriers, des corps scientifiques.

Citons ici celle de la Cour de cassation et des membres des corps judiciaires :

Bruxelles, le 11 novembre 1916.

EXCELLENCE,

Les soussignés, unis dans une même pensée de solidarité pour la défense du droit, croient de leur devoir de faire connaître à Votre Excellence l'impression douloureuse que fait dans le monde judiciaire tout entier la récente mesure prise contre une partie de la population belge.

Des citoyens paisibles, appartenant à toutes les classes de la société et sur tous les points du pays, sont, au mépris du droit naturel, du droit positif et du droit des gens, arrachés à leurs foyers, à leurs familles et employés, en Allemagne ou ailleurs, à des travaux qui servent, indirectement tout au moins, aux opérations militaires contre la patrie.

C'est la méconnaissance du grand principe de la liberté individuelle, reconnu par tous les peuples civilisés.

C'est la méconnaissance, aussi, des principes les plus certains du droit de la guerre qui assure aux populations civiles le libre exercice de leurs droits.

C'est la méconnaissance, enfin, des assurances que Votre Excellence donnait à la population belge, quand elle promettait aux citoyens restés dans le pays, sécurité et protection.

Cette mesure nous reporte au temps où le vainqueur emmenait en servitude les populations vaincues et les réduisait en esclavage.

L'homme est maître de sa personne, de ses forces et de sa volonté. Les travaux forcés sont une peine réservée aux grands crimes.

Les soussignés se permettent de le rappeler à Votre Excellence et espèrent qu'elle se fera auprès du Gouvernement impérial le défenseur de la Belgique confiée à sa vigilance et à sa garde.

Ils présentent à Votre Excellence les assurances de leur haute considération.

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général en Belgique.*

*N. B. — Suivent cinq cents signatures environ : Cour et Barreau de cassation ; Cour d'appel et Barreau de Bruxelles ; Tribunal civil et Tribunal de Commerce de Bruxelles ; Juges de paix et Prud'hommes de Bruxelles.*

Quant à la population, son courage et son patriotisme avaient été d'emblée et spontanément à la hauteur des actes de ses édilités, de ses magistrats, de ses évêques, de ses représentants politiques.

Peut-on s'empêcher de frémir de pitié et d'admiration quand on lit ces passages détachés de l'Appel des ouvriers belges aux ouvriers des autres pays :

Nous avons tout fait pour que cette suprême épreuve de l'esclavage nous fût épargnée.

Nos plus hautes autorités sociales ont démontré à l'occupant la souveraine injustice et toute l'iniquité de ces mesures.

La Cour de cassation de Belgique lui a demandé de retirer ses édits parce qu'ils étaient contraires au « droit naturel », au « droit positif », au « droit des gens ».

L'épiscopat de Belgique, avec à sa tête l'éminent cardinal Mercier, lui a demandé le retrait des édits parce qu'ils étaient contraires à la morale et à la parole donnée.

Nos représentants politiques ont demandé de retirer les édits, parce que, pour un Belge, travailler en ce moment pour les Allemands, c'est combattre la Belgique.

Nos chefs d'industrie ont demandé le retrait des édits, parce qu'ainsi « toute vie économique dans notre patrie deviendra impossible, et qu'on lui fera rendre son dernier soupir ».

Les ouvriers, socialistes et catholiques, hommes et femmes unis dans une même pensée de solidarité et dans une même angoisse, ont demandé de retirer les édits cruels parce qu'ils étaient contraires aux droits, à la parole donnée, à la civilisation, au patriotisme et à la dignité de la classe ouvrière.

*Tout est resté vain !* L'Allemagne, qui a un besoin extrême de bras, n'a voulu reculer l'application de ces édits ni d'un jour ni d'une heure. Pour toute réponse, elle a envoyé plus de soldats et plus de mitrailleuses.



*Maintenant la classe ouvrière belge regarde du côté des puissances neutres.*

La Belgique, martyr du droit, ne veut plus de constatations verbales ni de sympathies platoniques. Elle veut des actes.

Les neutres et leurs classes dirigeantes laisseront-ils anéantir la classe ouvrière d'un peuple civilisé?

Ouvriers, nous ne doutons pas de vous, notre cause est la vôtre.

Il nous semble que si nous ne dénonçons pas l'attentat qui nous menace, vous nous le reprocheriez un jour, disant : « Vous n'aviez pas le droit de vous taire et de souffrir votre martyr en silence; vous êtes dépositaires pour votre part de l'honneur de la condition ouvrière. Si un peuple de travailleurs civilisés est réduit quelque part en servitude, toute la classe ouvrière est atteinte. C'est un précédent terrible. Nous, ouvriers, nous n'aurions pas laissé commettre un pareil attentat. C'est de l'esclavage qu'est sortie la classe ouvrière moderne, elle ne peut y rentrer. »

Ouvriers, du fond de notre détresse, nous comptons sur vous. Agissez !

Quant à nous, même si la force réussit un moment à réduire nos corps en servitude, jamais nos âmes ne consentiront.

Nous ajoutons ceci : « Quelles que soient nos tortures, nous ne voulons la paix que dans l'indépendance de notre pays et le triomphe de la justice. »

On a lu, dans les relations reproduites ci-dessus, avec quel stoïcisme les déportés subissent l'épreuve qui les frappe si inopinément et d'une manière si cruelle. Refoulant leurs angoisses et leurs larmes, pour ne pas donner à l'ennemi de signes de faiblesse, contenant l'indignation, la colère et la révolte qui grondent dans leurs âmes de citoyens libres, ils partent en silence pour les lieux de rassemblement ; mais arrivés là, et, une fois enregistré leur refus presque unanime de signer les engagements « volontaires » de travail qu'on leur offre sous menace « d'expédition forcée », leurs sentiments éclatent dans le chant éperdu et incessamment répété des hymnes nationaux belges et français. La nuit, au passage dans les villes des trains qui les emmènent, on les entend crier de l'intérieur des wagons verrouillés et non éclairés : « Vive le Roi !... Vive la Belgique !... Nous n'avons pas signé !... Nous ne signerons pas !... »

L'esprit de fraternité de ceux qui restent s'exalte au spectacle de tant de misère et de tant de résolution.

Un témoin oculaire des environs d'Anvers écrivant de Belgique, le 30 novembre 1916, dit :

La plupart (des déportés de sa région) appartiennent à des familles qui manquent elles-mêmes de tout. Ils sont en général insuffisamment

vêtus. Les spectateurs qui parviennent à approcher ces malheureux leur donnent ce qu'ils ont eux-mêmes sur le dos. Malgré toutes ces mesures, le courage et la force de résistance sont admirables. Personne ne signe les engagements allemands. En partant, les déportés chantent les airs nationaux et, lorsque le train passe dans le voisinage de localités, ils jettent des billets écrits au crayon et portant : « Nous n'avons pas signé. »

La presse hollandaise, qui a des correspondants en Belgique, a, du reste, donné quantité de renseignements précis sur l'attitude des déportés et de leurs concitoyens.

Nous ne lui emprunterons pourtant que deux récits et quelques lettres, montrant surtout le stoïcisme et la farouche ténacité des déportés.

*De Telegraaf* (Amsterdam), numéro du 4 novembre 1916, édition du matin (Correspondance de la frontière) :

Le transport des civils s'effectue dans des wagons de marchandises et de bétail. Déjà depuis plusieurs jours, régulièrement on a vu passer le soir, après 7 heures, des trains sur le chemin de fer de ceinture de Bruxelles. Un témoin nous fait à ce sujet la déclaration suivante :

« La vue de ces trains provoque une impression pénible. Je me trouvais devant un excentrique, où un de ces trains devait s'arrêter. Je devais, naturellement, rester en dehors de la palissade clôturant la voie ferrée. Par les interstices nous aperçûmes des visages de déportés. Un civil prisonnier cria : « Nous devons aller en Allemagne. Nous sommes ici à soixante dans le même wagon. » Sans doute, il fit part à ses camarades d'infortune, qui ne pouvaient nous apercevoir, que des civils se tenaient à l'extérieur, car tout à coup des cris de : « Vive la Belgique ! Vive notre armée ! Vive le Roi ! » s'élevèrent du wagon. Ces exclamations furent répétées sur toute l'étendue du train. Des femmes sortirent des maisons. Elles pleuraient. Tout le monde comprenait l'horreur de la situation de ces pauvres gens conduits en esclavage. Le départ mit fin à cette scène. »

Le même journal publie (numéro du 5 novembre 1916, édition de 4 heures) les trois lettres ci-après d'ouvriers déportés.

La première missive est envoyée par deux fils à leurs parents, domiciliés dans un village des environs de Gand, où des arrestations en masse ont été opérées :

Lorsque nous fûmes conduits hors du village, nous fûmes dirigés sur Gand, où nous arrivâmes le soir vers 11 heures, devant le palais « Vooruit ». Les Allemands nous enlevèrent nos cartes d'identité et nous enfermèrent dans la salle des fêtes.

Le lendemain matin, à 10 heures, on donna à chacun d'entre nous une tartine de pain aigri, sans graisse, et de l'eau; à 2 heures, nous reçûmes la même ration, et, à 7 heures du soir, le même traitement nous fut infligé. Tel fut le menu des trois premières journées. Mais ce n'est pas de cette manière-là qu'ils nous amèneront à signer.

Mercredi soir, à 11<sup>h</sup> 30, une voix cria : « *Die Leute von X... hier kommen* (Que les gens de X... viennent ici)! »

Nous pensâmes qu'on allait nous envoyer en prison, où l'on doit être mieux qu'ici. Quand nous fûmes dehors, nous nous vîmes entourés de deux rangs de soldats qui nous conduisirent à la fabrique Plezante-Vest, où nous nous trouvons encore.

Nous y arrivâmes à 1 heure du matin et nous y trouvâmes des sacs à paille infestés de vermine.

Le lendemain matin, à 9 heures, on nous donna à boire une infusion de glands, mais nous ne reçûmes pas de pain; à 1 heure de l'après-midi, enfin, nous pûmes manger de la soupe à satiété; après ce repas, nous nous sentîmes si alourdis et si incommodés, que tous nous nous étendîmes pendant une heure sur notre sac à paille. Le repas du soir consista en un peu de mauvais café et de pain.

L'épreuve de la faim continue. Mais nous vous assurons, père et mère, que nous ne signerons jamais. Nous l'avons dit à la Maison communale, nous sommes et nous restons de vrais patriotes. Nous ne savons encore quand nous partirons d'ici. Nous avons bon courage; ne vous en faites pas pour nous. Les Allemands ne parviendront pas à nous dompter. Notre volonté est celle de l'Yser. [*Yzer* signifie aussi *fer* en flamand.]

La deuxième lettre est adressée par un ouvrier à son patron :

Voici déjà toute une semaine, dit ce travailleur, que nous nous défendons contre les Allemands et nous espérons pouvoir toujours rester forts.

Ce serait une grande lâcheté de notre part de travailler pour l'ennemi, et, par ce fait, de prolonger la guerre. Nous sommes tous complètement d'accord sur ce point.

Nous sommes ici au nombre de 2.300. Ils ne nous feront pas plier; nous n'avons pas le droit d'être mieux partagés que nos frères du front, qui, pour nous, luttent et souffrent. Nous ne pouvons faire un pas sans que les Allemands, avec leur fusil ou leur baïonnette, soient sur nos talons. Ayez la bonté de demander chez moi que l'on veuille bien m'envoyer un peu de vêtements, car la température fraîchit déjà.

On raconte ici que les Allemands veulent nous contraindre à travailler, sans que nous ayons signé un contrat; je trouve cela arbitraire. Des amitiés à tous et ayez, vous-même, bon courage. L'heure de la liberté finira par sonner.

La troisième lettre fut écrite par un jeune homme arrêté au

bureau du contrôle militaire (*Meldeamt*) au moment où il venait pour la comparution périodique :

Père, écrit-il, quand nous passions dans la rue, je vous ai vu et je vous ai salué. Vous avez peut-être trouvé étrange le fait que je ne vous ai pas seulement serré la main. Vous comprenez, cependant, pourquoi je ne l'ai pas fait. Le plus prudent est d'obéir aux Allemands, aussi longtemps qu'ils ne font pas violence à notre conscience.

Quand nous arrivâmes ici, dans le bâtiment, et qu'on nous dit que nous devons signer, ce fut une telle explosion de cris, de protestations et de huées, que le public qui se trouvait à l'extérieur a certainement dû l'entendre. Ce fut notre seule réponse...

Le *Telegraaf* est un journal sympathique à la cause des Alliés et hostile à l'Allemagne.

Le *Nieuwe Courant* de La Haye est, au contraire, un journal hollandais, très attaché à la neutralité de son pays et, qui plus est, est du nombre des quatre ou cinq journaux hollandais autorisés, par privilège de l'autorité allemande, à pénétrer en Belgique. Ses correspondants établis en territoire occupé doivent naturellement, dans leurs informations, ménager avec grand soin les susceptibilités allemandes. Un de ces correspondants a été témoin en gare de Malines d'une scène de départ de malheureux déportés belges. Il la dépeint comme suit (numéro du 10 novembre 1916) (*nous résumons*) :

Nous étions sur le troisième quai de la gare de Malines... Le train stoppe. Que se passe-t-il ? Sur le premier quai, une grande foule se tient silencieuse. Elle est formée par des hommes, jeunes et d'âge mûr. Ce sont des ouvriers. Ils tiennent tous un paquet à la main. On dirait des ouvriers de fabrique rentrant chez eux par le train des abonnés. Mais, en pareil cas, ils font du bruit, on entend leurs éclats de voix ; ils fument leurs pipes et les jeunes se font des farces. Maintenant, au contraire, ils sont là sans bouger. Qu'est-ce que cela signifie ? « Ce sont des chômeurs que l'on déporte », dit notre compagnon allemand. Notre attention s'éveille brusquement. Oui, ce sont des prisonniers ! Une corde sépare le quai en deux espaces. Autour de la partie délimitée se promènent quelques sentinelles, le fusil à la main. Ce ne sont pas des ouvriers rentrant librement chez eux après une journée de travail ; non, ce sont des malheureux qui, après deux années de chômage sans pain, mais souffertes en liberté, vont subir ce soir la déportation sous forme d'un esclavage national. L'Allemande qui se trouve dans notre compartiment opine que « ces gens n'ayant pas fait de mal, pourquoi donc les fait-on prisonniers ?... »



Ce spectacle douloureux provoque, en effet, les réflexions des compagnons de voyage du correspondant : une veuve allemande qui a pitié des chômeurs, un courtier allemand qui approuve que ces « paresseux » soient mis au travail forcé pour leur propre bonheur, un commerçant belge qui se plaint timidement des maux de l'occupation allemande et affirme que, malgré tout, les Belges veulent faire jusqu'au bout leur devoir envers la patrie.

Le correspondant reprend alors :

Quelle attitude pourrait prendre un Hollandais dans un tel débat ? Il est venu ici en neutre, avec permission spéciale, pour veiller aux intérêts des Belges. Il est donc obligé de se taire. Mais son cœur saigne de tout ce qu'il voit et entend. Quel triste et terrible sort de devoir chômer pendant des années ! Quel sort doublement amer que de devoir ainsi partir pour l'étranger !...

Et je me demandai : « Notre peuple, que ferait-il au moment du danger, en de pareilles années de détresse ? » En ce moment, la réponse vient du dehors. Quand des Belges nous disent qu'ils veulent rester Belges, alors notre cœur s'ouvre. Et tous les cœurs nationaux allemands, anglais, français et hollandais sont les mêmes. Voilà comment nous autres, Hollandais, devrions être aussi à l'heure de l'épreuve.

Un long train entre en gare, composé de voitures de 3<sup>e</sup> classe. Un commandement bref : « *Einsteigen* » (Monter). Ils obéirent tranquillement ; mais, une fois qu'ils furent dans le train, l'éclat se produisit malgré eux et la réponse du peuple belge éprouvé retentit à travers l'obscurité :

*Ze zullen hem niet temmen,  
Den fieren Vlaamschen Leeuw.*

(Ils ne le dompteront pas, — le fier lion flamand !)

Enfin, ces informations belges et hollandaises ont reçu une confirmation implicite ou indirecte dans les appréciations ci-après, d'origine non suspecte.

Le *Düsseldorfer General-Anzeiger* (n° 578 du 12 novembre 1916) a dû avouer la répugnance générale des ouvriers belges à se soumettre à la mesure ; il écrit (note répétée par d'autres journaux) :

Cette affectation au travail des chômeurs belges, qui, comme on le sait, a été exécutée ces temps derniers par notre haut commandement militaire, convient naturellement aussi peu aux chômeurs belges touchés par la mesure qu'à nos ennemis.

De son côté, l'important journal hongrois *Vilag* a publié, — affirme

une correspondance de Budapest, 9 novembre, à la *Morning Post* (20 novembre 1916), — une lettre, d'ailleurs largement censurée, de son correspondant bruxellois, datée du 5 novembre et donnant une idée des conditions dans lesquelles les déportations s'effectuaient.

Le correspondant dit que les Belges « ne considéraient pas l'événement avec les yeux pleureurs de vieilles femmes » ; qu'ils se rendent, en silence, sur les lieux où ils ont ordre de se rendre, mais « portant la tête haute, la haine dans les yeux et la revanche au cœur ».

DEUXIÈME PARTIE

LES EXPLICATIONS DES PARTIES EN PRÉSENCE





## CHAPITRE VII

### LES EXPLICATIONS ALLEMANDES OFFICIEUSES — DÉCLARATIONS DE LA PRESSE ALLEMANDE

---

Le Gouvernement belge ayant acquis la preuve de la réalité des déportations et des violences commises pour les exécuter, une protestation belge fut communiquée à la presse; le poste radio-télégraphique de Lyon la reproduisit et la fit pénétrer en Allemagne.

En réponse, le Gouvernement allemand fit paraître dans les journaux d'Allemagne et dans la presse germanophile des pays neutres plusieurs articles de réfutation; selon la méthode habituelle de la propagande allemande, la plupart de ces articles étaient rédigés sur canevas originel identique et parurent, en général, simultanément et par séries.

On se bornera à reproduire ici quelques extraits et résumés des articles de l'une des séries, pour que le lecteur puisse observer par lui-même le mécanisme de ces manœuvres de stratégie journalistique, dénuées de spontanéité :

La *Kölnische Zeitung*, n° 1099, du 28 octobre 1916, incrimine avec indignation les procédés de guerre de la Quadruple Entente, « qui a déporté la population civile allemande de l'Alsace et qui traite d'une manière révoltante les prisonniers de guerre et les civils internés »; elle dénonce l'hypocrisie britannique qui a organisé le blocus de l'Allemagne, tout en proclamant ses sentiments humanitaires. « Non, écrit-elle, *aucuns bras ne peuvent rester croisés chez nous*, si nous voulons faire avorter les projets criminels de l'Angleterre... »

« ..... A côté d'autres devoirs, l'Administration allemande a également le devoir de veiller à ce que le peuple qui lui a été confié (*sic*) ne se relâche et ne s'engourdisse pas. »

Le journal allemand attribue au blocus anglais le défaut de matières premières; la main-d'œuvre en subit un préjudice grave en Belgique : « Situation qui constitue pour nous un danger en ce sens qu'elle fait

l'affaire des éléments paresseux en Belgique, qui estiment que c'est plus avantageux de se faire entretenir par la bienveillance de puissances neutres ou bien par la bienfaisance publique en Belgique.

« Comment veut-on, toutefois, occuper les gens qu'il est nécessaire de faire travailler, du moment que, grâce à l'amabilité britannique, il n'y a pas suffisamment de *travail*? Faire travailler ces gens, qui n'appartiennent pas à l'État allemand, dans nos services militaires — nous ne *pouvons* le faire; ceci, sans même examiner la question de savoir si un pareil système serait d'ailleurs recommandable. Dans le *bassin minier* se trouvant dans les environs de la frontière belge, il y a, par contre, du travail en masse. Pourquoi ne pas en faire profiter les Belges, de même que, d'autre part, des ouvriers belges sont les bienvenus chez nous? Vaut-il peut-être mieux que nous laissions les gens courir paresseusement les rues, l'estomac vide, en nous montant des cabales? Nous sommes responsables de la situation en Belgique et nous devons voir comment nous parviendrons à nous acquitter de la tâche qui se pose pour notre administration en Belgique, à savoir : *de maintenir l'ordre, d'empêcher que le pays ne tombe dans le marasme et de développer, au contraire, ses forces vives*. En présence des multiples résistances et difficultés que nous rencontrons, il n'est, il est vrai, pas possible d'appliquer de pareilles mesures entièrement sans rigueurs : telle n'est cependant pas notre intention. Que doit-on dire en apprenant que des Belges paresseux ou égarés regardent tranquillement et les bras croisés, lorsque des soldats allemands se voient obligés de cultiver, au surplus encore, leurs champs? Si l'Administration allemande finit par y mettre bon ordre, *elle réalise une bonne œuvre, utile aussi bien aux Allemands qu'aux Belges* : tout homme qui se range, non seulement en paroles, mais en réalité, du côté de la civilisation et de l'humanité, devrait ne pas refuser de le reconnaître. »

Article analogue et simultané du *Berl'ner-Lokal Anzeiger* du 27 octobre 1916 (n° 552) :

Le gouverneur général allemand ne songe ni à réquisitionner par la force un homme ou une femme belges pour l'administration du pays ni à menacer de prison des récalcitrants.

Il est vrai que la situation se présente autrement en ce qui concerne le *chômage prononcé* qui a surtout pris de grandes proportions dans le territoire belge à la suite du *blocus anglais*.

En présence de cette contrainte exercée par l'Angleterre sur la Belgique en lui coupant toute importation de *vivres* et de *matières premières*, ce qui avait créé une situation économique extrêmement critique, *il était absolument nécessaire que des mesures fussent finalement prises, préservant les éléments travailleurs de la Belgique de la ruine* et procurant à chaque ouvrier, disposé à gagner honnêtement son pain, *du travail*. Car pour

toute personne raisonnable, il est évident que la vie et l'ordre publics ne reposeront sur des bases sûres dans les territoires occupés que *si le ravitaillement de la population est assuré*. Au près de toutes les difficultés économiques amenées par les mesures, contraires au droit des gens, de l'Angleterre, un autre danger vient, toutefois, encore s'ajouter pour le peuple belge — danger avec lequel une administration, à la hauteur de sa tâche et connaissant les menées de l'Angleterre, doit compter — celui de voir subitement prendre fin le *ravitaillement en vivres, organisé par l'Amérique*, en faveur de la population belge et qui pourrait, somme toute, un beau jour, être arrêté par les nobles cœurs que sont les Anglais.

Nous ne pouvons nous figurer que S. Exc. von Bissing n'ait pas déjà reconnu depuis longtemps l'importance de ces questions et qu'il n'ait pas songé à en tenir compte dans l'intérêt même de la population.

L'article 53 de la Convention de La Haye lui donne, en tout cas, le moyen d'intervenir, et son intervention promet d'avoir d'autant plus sûrement du succès qu'elle se fera plus rapide et plus énergique...

Il est vrai qu'elle (l'autorité allemande) ne pourra, d'autre part, pas hésiter à prendre des mesures radicales, si elle reconnaît que la solution de cette question compliquée ne pourra se faire *uniquement sur le sol belge*. A cet effet, une condition essentielle sera que ces soins en faveur des classes ouvrières des territoires occupés reposent sur un *compromis volontairement* conclu avec ces derniers, c'est-à-dire que les ouvriers se présentent *autant que possible volontairement* pour ce travail. Il y aura lieu de leur expliquer alors qu'il est de notre devoir de veiller à ce que certains éléments de la population qui *n'aiment pas travailler* ne tombent pas à la charge des *deniers publics* de l'État belge, chose que des journaux belges ont d'ailleurs eux-mêmes fait ressortir plus d'une fois. Dans ces conditions, nous estimons que, au besoin, un emploi d'ouvriers belges, en dehors de la Belgique, c'est-à-dire *en Allemagne*, s'impose. Il est vrai que nous devons sous ce rapport continuer à observer le principe comme quoi ces hommes *ne pourront être employés directement pour des travaux d'ordre militaire allemands*. Mais ceci ne sera d'ailleurs nullement nécessaire, puisqu'il y a, en Allemagne, encore suffisamment de travail pacifique, par exemple notamment dans notre *industrie* et dans *l'agriculture*. Une pareille mesure non seulement poursuit des *buts humanitaires*, en ce sens qu'elle allège les conditions de travail en Belgique, mais répond entièrement à la Convention de La Haye précitée puisqu'il s'agit ici de *travaux de temps de crise* (*Notstandsarbeiten*), dans le sens le plus étendu de ce terme.

Les choses se présentent autrement avec les éléments paresseux qui ont encore toujours en nombre considérable en Belgique et qui étaient déjà visés par un décret, publié ces jours-ci par le Gouverneur général. Comme nous l'avons dit plus haut, il n'est pas possible que ces éléments,

poussés par des *chauvinistes extrêmes* à fuir le travail, fassent continuellement appel aux deniers publics de l'État belge. Cette façon d'agir a été combattue énergiquement par les *autorités belges restées au pays*. Nous estimons que S. Exc. von Bissing devrait également prendre des mesures contre ces personnes, qui préjudicient au salut public de leur pays, en les mettant au travail là où il y en a et peu importe que ce soit également en dehors de la Belgique.

Nous estimons que, en agissant ainsi, nous ne nous écartons pas d'une ligne des *principes de droit international*, mais que notre conduite constituerait même à l'égard de l'État belge un *bienfait*, qu'il y a lieu d'apprécier à sa juste valeur.

Et, en cas de nécessité, nous devrions agir de la même façon dans les territoires que nous occupons à l'Occident comme à l'Orient.

Commentaire analogue et simultanée de la *Frankfurter Zeitung* du 28 octobre 1916 (n° 299, 1<sup>re</sup> édition du matin) :

..... On ne doit pas croire que la population belge est entièrement entretenue par le Comité d'assistance hispano-américain. La *moisson du pays*, qui a été jusqu'ici, en grande partie, le travail des troupes allemandes, vient s'y ajouter.

On ne voit pas la raison pour laquelle la population belge n'accomplit pas ce travail elle-même et ne serait, en outre, pas réquisitionnée pour tous les travaux, tels que la construction de routes, de voies ferrées, la reconstruction de bâtiments publics et d'autres travaux analogues, commandés par l'intérêt même de la population belge et de l'État belge, qui doit quand même tenir à ce que ses citoyens gagnent largement leur vie en travaillant, au lieu de les voir tomber à la charge de l'assistance publique, dont il devra bien supporter, en fin de compte, les frais. Il ne s'agit d'ailleurs pas de travaux qui ont un rapport quelconque avec la guerre, car on n'exigera pas, des habitants des territoires occupés, de travailler dans des fabriques de munitions et d'armes, etc. Ce serait, toutefois, fort naïf de ne pas entreprendre la construction ou l'entretien d'une route servant aux intérêts économiques du pays, pour la raison que des soldats allemands pourraient peut-être également s'en servir. Il est inutile que l'Administration allemande s'engage dans de pareilles subtilités.

..... *Le travail est un devoir moral*, et ce à tel point que l'on devrait donner l'occasion de satisfaire ce devoir, même en dehors des frontières du pays si la situation — qui n'a, en vérité, pas été causée par l'Allemagne — le rendait désirable. Quiconque sait apprécier la valeur morale du travail ne s'y soustraira pas, et ce d'autant plus qu'il sera certainement bien rémunéré..... La guerre a anéanti tant de valeurs dans tous les territoires occupés et notamment dans ceux qui ont été, pendant un certain temps, le théâtre des opérations, que tous les bras doivent acti-



vement s'employer en vue de faire revivre la vie publique et économique, et chaque journée d'hésitation représente une perte qu'il sera impossible de rattraper. En prenant ces mesures, nous ne devons certainement pas nous laisser arrêter par des considérations quelconques vis-à-vis de nos ennemis.

Commentaire analogue et simultané de la *Kölnische Volkszeitung* du 28 octobre 1916 (n° 868) :

... L'industrie du pays est, en ce moment encore, en grande partie arrêtée, parce que l'Angleterre a coupé l'importation de matières premières. Les métiers chôment également, dans bien des parties du pays, pour les mêmes raisons... La population avait refusé de travailler dans l'agriculture à la culture des champs, en partie à la suite d'une antipathie personnelle pour les travaux d'agriculture, mais encore davantage à la suite de sa haine pour l'envahisseur et ce parce que des brochures mensongères lui avaient dit que, en travaillant de la sorte, elle servait les intérêts de l'ennemi... Aucun vainqueur ne peut voir végéter derrière lui une armée de sans-travail, parce que ces milliers de déclassés forment un danger constant pour lui-même. Un vainqueur, toutefois, qui a à cœur les intérêts culturels et économiques des territoires occupés par lui, ne peut, par suite de raisons économiques et culturelles, continuer à voir que des milliers de forces ouvrières restent inoccupées et soient abaissées au rôle de *personnes vivant de l'assistance publique*.

Aussi, en ce moment où un radiogramme de Lyon annonce qu'enfin l'on tient compte de cette nécessité et que, en fin de compte, un ancien désir se réalise, on devrait saluer cette nouvelle, dans l'intérêt de ces pays mêmes, par des remerciements, aussi bien en Belgique qu'en Pologne, chez les neutres, comme chez nos ennemis. Est-ce que l'on veut, que, en Belgique, l'alimentation du peuple ainsi que la sécurité du pays, dépendent continuellement des mesures arbitraires de la Grande-Bretagne, ainsi que du bon vouloir de l'Amérique? Nous ne discuterons pas sur des subtilités relatives au droit des gens avec des ennemis, dont l'action militaire constitue une suite ininterrompue des violations les plus graves du droit des gens... Du moment que l'Angleterre, par son blocus, ne donne pas suffisamment de travail à la population des territoires occupés, ce serait criminel de ruiner, pour cette raison, moralement et physiquement, ces populations. Dans ce cas, il n'y a qu'un moyen : celui de donner à ces sans-travail de l'occupation dans les territoires voisins. Nous espérons que cela se fera dans la plus large mesure.

Du 4 au 7 novembre 1916, nouvelle série de commentaires identiques en leur fond; on s'y attache à relever, d'une part, dans la presse belge et pseudo-belge, d'autre part, dans la presse hollandaise, des informations sur la misère croissante en Belgique, comme

arguments démontrant la nécessité de la mesure prise (Exemple : *Kölnische Zeitung*, 4 novembre 1916, n° 1125, et 7 novembre 1916, n° 1133).

La *Kölnische Volkszeitung*, organe officiel du parti du Centre, se distingue par une ardeur particulière dans cette campagne de presse ; elle dépasse les autres journaux allemands en intransigeance ; voici son article du 5 novembre 1916 (n° 890) :

Personne n'ignore que la question du chômage a conduit à ce que, par une mesure prise de commun accord entre le commandement militaire et les autorités impériales, il a été mis finalement ordre dans cette affaire, et notamment d'une façon telle que les chômeurs en Belgique sont amenés au travail par une espèce de contrainte. Ces « chômeurs » en Belgique ne sont pas, — on ne peut absolument pas perdre cette chose de vue, — des ouvriers qui ne parviennent pas à trouver du travail, mais des ouvriers inoccupés, qui ne veulent pas travailler. La façon de vivre de ces ouvriers était de plus en plus devenue une lourde vexation.

Ils vivaient aux frais du Comité américain qui pourvoit la population belge de produits alimentaires américains.

Mais ce Comité ne voudra tout de même pas continuer éternellement à supporter ces frais, et ceux-ci devront d'une façon ou d'une autre être remboursés à ce Comité. Qui fournira ce dédommagement ?

Il ne viendra à l'idée d'aucun État étranger de solder ce montant.

La Belgique seule viendra en ligne de compte pour cela.

D'une façon ou d'une autre, la Belgique devra payer cela plus tard, ce pays où, actuellement, depuis des années déjà, des milliers d'ouvriers industriels se promènent les mains dans les poches, quoique du travail soit facile à trouver.

Plus longtemps la guerre durera et plus doit s'accroître ce fardeau de dettes qui est ainsi à la charge de l'État belge toujours existant. Quel que soit le sort de la Belgique au moment de la paix, en aucun cas le pays et le peuple de Belgique ne pourront se soustraire à reprendre ce fardeau de dettes.

Il est vrai qu'en Belgique même, on ne s'occupe pas beaucoup de cette question, pas plus que le Gouvernement belge du Havre ne s'en soucie. En ces cercles aveuglés, on espère encore toujours en une défaite complète de l'Allemagne et en une indemnité colossale, ce qui entraînerait pour l'Allemagne la reprise à sa charge de ces frais-ci parmi beaucoup d'autres. Mais le Gouvernement allemand, lui, peut-il être tout aussi insoucieux ? En aucun cas. Nous le répétons : quel que soit ultérieurement le sort de la Belgique, il vaut toujours encore mieux pour tout le monde que le fardeau de dettes, qui s'augmente de la façon décrite, ne prenne pas des proportions illimitées.

Il est tout aussi juste de faire cesser à la fois le préjudice causé à l'ordre et à la sécurité publiques, préjudice qui est si intimement en rapport avec l'inoccupation de tant de milliers d'ouvriers.

Il est également à considérer que c'est seulement en agissant ainsi que pourront être exécutées d'utiles « œuvres de civilisation » qu'il serait, sans cela, tout à fait impossible d'exécuter pendant la guerre. Personne ne pourra donc nier que l'occupation des chômeurs s'impose tout autant au point de vue de l'intérêt culturel général, qu'elle est désirable dans l'intérêt particulier de la Belgique. La Belgique aura un jour à remercier le Gouvernement allemand de ce qu'il n'a pas voulu — cédant uniquement à une inquiète pudeur devant la « liberté » des ouvriers de ne rien faire si tel est leur bon plaisir — laisser la population, dans la personne de ces ouvriers, dégénérer au sein de l'oisiveté.

Naturellement, cette mesure, comme d'autres, a été critiquée par l'ennemi. On aurait plutôt été fondé à demander pourquoi elle n'avait pas encore été prise plus tôt. On pourrait avancer comme excuse que, plus tôt, on n'aurait pas pu prévoir une aussi longue durée de la guerre et que, pour ce motif, on aurait pu éprouver des scrupules à prendre une mesure qui aurait toujours pu, du moins au début, être trouvée désagréable par les travailleurs en cause. On doit convenir qu'il en est ainsi; mais cependant dans une certaine mesure seulement. Les contrées envahies de la Belgique auraient pu avoir un tout autre aspect si on avait amené plus tôt les ouvriers « inoccupés » aux travaux qu'il importait d'exécuter.

Pourquoi donc sont-ce toujours les soldats allemands seuls qui doivent exécuter, à cette époque-ci, des « œuvres de civilisation » en Belgique?

Pour ces motifs donc, non seulement on ne peut pas trouver cette mesure mauvaise, mais on doit, au contraire, exiger qu'elle soit adoptée dans les parties envahies de la France et aussi en Orient. Les criaileries des journaux de provocation français ne seront pas de nature à nous empêcher de le faire.

De la part de la presse de provocation française, nous sommes habitués depuis si longtemps à l'injuste critique de toute mesure culturelle intelligente prise par le Gouvernement allemand, qu'un peu plus ou moins d'insultes de ce côté importe peu. Le Gouvernement allemand peut être sûr de l'appui général du peuple allemand s'il poursuit ici son chemin tranquillement et sûrement.

Il l'a fait d'ailleurs jusqu'ici suffisamment en d'autres questions et, par conséquent, ne manquera sûrement pas de le faire en cette question-ci.

Au début de décembre 1916, quittant le terrain de la défense, la presse allemande passa à la contre-offensive. Elle s'en prit au Gouvernement anglais, l'accusant, sur la foi d'une correspondance

anonyme, attribuée à un Suisse rentré d'Angleterre et publiée dans le *Volksrecht*, journal socialiste de Zurich, de soumettre les ouvriers belges réfugiés à un régime voisin de l'esclavage, que l'on pourrait comparer, disait-on, au sort des hommes de couleur employés dans les plantations de Ceylan et des Indes. On concluait de là que l'indignation manifestée par la presse des pays alliés de l'Entente, et particulièrement par la presse anglaise, au sujet de la déportation des « fainéants belges » en Allemagne, n'était qu'hypocrisie.

La correspondance « suisse » du *Volksrecht*, ornée de ces commentaires, fit naturellement le tour de toute la presse allemande (Voir, entre autres, la *Kölnische Zeitung*, n° 1224, du 2 décembre 1916) et un résumé en fut télégraphié aux journaux des pays neutres; elle fut recueillie aussi par la presse pseudo-belge du territoire occupé, qui se gardait bien, d'autre part, de publier aucun renseignement sur les scènes de désolation auxquelles donnait lieu chaque jour l'enlèvement persistant des « chômeurs ».

Une note détaillée du Bureau Documentaire belge, reproduite au Chap. XXI, § 4, montrera ce qu'il faut croire des « révélations » du bénévole « témoin suisse » venu opportunément à la rescousse de la défense allemande.

Nous pourrions allonger à l'infini les citations de cette « littérature », dont le moindre défaut n'est pas d'être lourde, mais d'être trop *mécanique*.

Il est temps de passer à la justification officielle de l'Administration allemande.

---



## CHAPITRE VIII

### L'EXPLICATION ALLEMANDE OFFICIELLE — DÉCLARATION DU GÉNÉRAL VON BISSING

---

Voici, en traduction littérale, d'après le texte allemand de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (n° 316 du 14 novembre 1916), l'apologie officielle allemande de l'arrêt du 3 octobre 1916, parue d'abord en anglais dans le *New-York Times* du 12 novembre 1916 :

Entretien du gouverneur général, baron von Bissing,  
avec M. Brown, représentant berlinois du *New-York Times*.

« Grâce à l'étranglement économique impitoyable de la Belgique par l'Angleterre, plus d'un million de Belges appauvris, hommes, femmes et enfants, dépendent de l'assistance publique. Par suite du barrage de l'importation des matières premières et de l'interdiction de l'exportation des produits ouvrés, l'Angleterre a condamné à peu près 500.000 ouvriers belges à une situation chronique d'inactivité démoralisante. Eux et leurs familles tombent actuellement à charge des communes. Afin de porter remède à ces conditions, qui devenaient de plus en plus insupportables et qui sont également nuisibles à l'ensemble de la population belge comme aux particuliers, je viens d'introduire des ordonnances qui ont pour but d'engager les ouvriers belges sans travail à se rendre volontairement en Allemagne, et de transférer ceux qu'*a priori* le travail effraie, qui refusent d'entreprendre le travail répondant à leurs capacités qui leur est offert. »

Ainsi était conçue la thèse, qui invite à la réflexion, que le lieutenant-général baron von Bissing, gouverneur de Belgique, me développa aujourd'hui au cours d'un entretien d'une heure dans sa demeure de Berlin où j'ai été reçu par lui. Le Gouverneur général était accouru de Bruxelles pour conférer, avec les stratèges et autres hommes d'État éminents, sur les questions économiques et alimentaires de l'Empire et

sur les problèmes vitaux de la Belgique; il était assis à son bureau sur lequel étaient amoncelés des statistiques de bourses du travail et d'autres avis officiels : une réelle personnalité prussienne, dure comme l'acier trempé, mais connue, à l'égal de Hughes, pour son amour de la justice. Il avait l'air peut-être un peu fatigué et vieilli à la suite de deux années de dur labeur et de la responsabilité qui pèse sur lui, en tant que premier fonctionnaire de la Belgique. Son Excellence s'étendit encore un peu plus loin sur cette thèse et il rattacha le blocus anglais de la Belgique et la « réplique défensive » de l'Allemagne, qu'il faut voir dans l'évacuation des chômeurs d'habitude, à la guerre mondiale économique qui, maintenant, est entrée dans un nouveau stade et qui, apparemment, approche de son apogée. Il dit :

« Par suite du blocus des matières premières, l'Angleterre essaie de réduire les industries belges en son pouvoir.

« Des commerçants belges m'ont dit qu'ils craignaient que la Belgique non seulement eût à faire la lutte économique après la guerre avec l'Allemagne, mais à entrer en concurrence avec l'Angleterre, et qu'il est indispensable à l'industrie belge de rester en activité, spécialement en vue de la concurrence anglaise.

« La déportation d'ouvriers belges n'est une dureté ni pour le pays ni pour la population. C'est une nécessité créée par la guerre; elle est au fond un bienfait pour les travailleurs et une bénédiction pour le pays.

« Pour expliquer ceci, je dois entrer plus avant dans les détails et me reporter au 1<sup>er</sup> décembre 1914, date de mon entrée en fonctions. A cette époque, je reconnus immédiatement les dangers qui devaient être provoqués par le chômage et entrepris d'étudier le problème. »

Von Bissing continue à parler :

« Le blocus économique impitoyable de l'Allemagne par l'Angleterre a également fait souffrir la Belgique. L'économie sociale belge qui, comme on le sait, est basée sur l'importation de matières premières, a été dépouillée par le blocus des choses qui sont pour elle des conditions vitales. Il s'ensuivit un fort accroissement du chômage et l'assistance des sans-travail devint une nécessité. La longue durée de la guerre conduisit à l'utilisation abusive de l'assistance et à des situations sociales intenable.

« Rien ne démoralise autant l'homme qu'une longue inactivité et rien ne conduit plus à l'affaiblissement d'un peuple que le fait qu'une grande partie de sa population est forcée de se croiser les bras pendant des années.

« C'est pour cela que j'ai donné mandat aux communes belges d'occuper le plus grand nombre d'hommes possible à des *travaux de temps de crise* (*Notstandsarbeiten*), à des bâtisses, à la construction de rues, à des travaux de drainage et autres travaux analogues. Cela conduisit par le temps à imposer aux communes une lourde charge de dettes contraire à une saine économie, pour des travaux improductifs. La totalité des dettes des communes belges s'éleva à 364.700.000 francs presque exclusivement pour des fins improductives. Je dus donc mettre une digue à cela et limiter ces *travaux de temps de crise* pour chômeurs, en prescrivant que, dans chaque cas particulier, on devait déclarer si l'occupation était nécessaire ou non. A la suite de cela, les rangs des sans-travail augmentèrent naturellement de nouveau.

« J'ai aussi fait tout ce qui était en mon pouvoir pour aider à remettre debout l'industrie belge. Mais comme les matières premières faisaient défaut, il était impossible de faire produire les usines belges suivant leur capacité. Vous savez que l'Angleterre a décliné la proposition de laisser entrer les matières premières ou du moins qu'elle a fait dépendre l'autorisation d'importation, de conditions complètement anti-économiques et par là inacceptables.

« J'ai néanmoins renouvelé l'essai de faire entrer des matières premières; j'ai même été jusqu'à envoyer des gens en Angleterre afin d'essayer si rien ne pouvait être réalisé, si quelque arrangement ne pouvait être fait qui eût rendu possible de sauver la Belgique industrielle d'un arrêt économique et d'empêcher que l'inactivité générale ne rongeât l'organisation du peuple belge comme une gangrène. Nous étions prêts à prendre l'engagement que les produits de l'activité industrielle belge, rendue de la sorte possible, ne seraient pas utilisés par nous et que 75 % de leur valeur en serait exporté. Mais l'Angleterre ne se laissa pas émouvoir et fit la sourde oreille à toutes nos propositions en faveur de la Belgique.

« Ce sont des commerçants belges clairvoyants qui, les premiers, ont attiré mon attention sur les dangers de l'accroissement du chômage (cela se passait au printemps et pendant l'été de 1915). Ils ont insisté sur le fait que l'assistance des derniers temps endettait l'économie sociale de la Belgique et qu'en même temps elle entraînait les ouvriers à la paresse. En de nombreux cas, des ouvriers auraient refusé du travail qui leur était offert à un salaire convenable, parce que, lorsqu'ils chômaient, ils étaient placés, grâce à l'assistance, dans une situation presque aussi avantageuse que s'ils travaillaient. Le système de l'assistance enveloppante travaillerait ainsi d'une

façon démoralisante sur les ouvriers. Les ouvriers paieraient cela plus tard, en raison de la longue période d'oisiveté, de la perte de leurs capacités et de leurs aptitudes professionnelles et deviendraient inutilisables à l'industrie belge pour le futur temps de paix.

« Malgré le défaut de matières premières nous avons cependant rendu possible de rouvrir une quantité d'usines belges avec de la main-d'œuvre belge et de les maintenir en activité. Nous avons, par exemple, occupé 16.000 Belges dans des ateliers de construction de wagons, dont les produits devaient profiter aussi à la Belgique. Mais, malgré cela, le besoin d'occupation des chômeurs augmentait de jour en jour.

« Une partie d'entre eux se rendit volontairement en Allemagne où ils n'eurent pas la moindre difficulté de trouver un travail rémunérateur. Déjà avant que je me fusse vu forcé de prendre de nouvelles mesures, environ 30.000 Belges s'étaient rendus en Allemagne où ils partageaient le même traitement que les ouvriers allemands et où ils gagnaient des salaires élevés jusqu'alors inconnus en Belgique. A une seule exception près, tous leurs messages confirmaient unanimement que les conditions de travail et d'alimentation étaient bonnes en Allemagne. Ils ont pu envoyer de l'argent à leurs familles; quand ils ont manifesté le désir de retourner en visite en Belgique, ils en ont eu l'autorisation et ils purent faire venir leurs familles en Allemagne.

« J'avais espéré que cette entreprise de travail volontaire aurait pris de l'extension. Mais une propagande aiguë de nos adversaires fut mise en œuvre. Elle fut attisée par tous les moyens imaginables; en particulier l'argument fut employé que les Belges se rendant en Allemagne commettaient un acte antipatriotique. Cette propagande s'étendit aux familles des ouvriers qui avaient trouvé de l'occupation en Allemagne ou qui voulaient en trouver; on se mit même à dresser des listes noires de ces Belges. Par là, le courant des volontaires fut naturellement endigué.

« Les plaintes qui me parvinrent au sujet du chômage, devenant de plus en plus insupportables, donnèrent lieu à la publication de mon ordonnance du 15 mai de cette année. Cette ordonnance ne prévoit le travail forcé que lorsqu'un « sans-travail » refuse, sans raison suffisante, un travail qui lui est offert à un salaire convenable et répondant à ses aptitudes. Tout motif basé sur le droit des gens est expressément reconnu comme une raison de refus. Par là même, aucun ouvrier ne peut être forcé à participer à des entreprises de guerre,



et toutes les assertions suivant lesquelles des ouvriers belges seraient astreints à des travaux de guerre sont fausses. »

Répondant à une question que je lui posai, Bissing déclara que l'évacuation des Belges, à qui le travail répugne, avait commencé depuis environ deux semaines et qu'elle fonctionnait sans friction; qu'environ 3.000 Belges avaient été envoyés en Allemagne jusqu'ici; qu'ils s'abandonnaient à l'inévitable, et s'en allaient tout contents en Allemagne.

A une autre question, il répondit qu'il avait envisagé le pays rhénan-westphalien comme domaine principal pour l'occupation des déportés belges; que le transfert s'effectuait de la manière la plus humaine.

« On s'efforce d'éviter toute iniquité au cours de cette opération. J'ai donné des ordres sévères d'opérer avec la plus grande circonspection dans la sélection des personnes qui doivent être expédiées en Allemagne sur base des listes spéciales mentionnant les chômeurs qui ont refusé le travail offert. Chaque cas est examiné en particulier en présence du bourgmestre compétent.

« Les familles restant en Belgique sont assistées par nous jusqu'à ce que leurs soutiens gagnent assez en Allemagne pour être en état d'envoyer chez eux une partie de leur salaire. A cet effet, des dames allemandes ont pour mission, dans toutes les stations de bienfaisance sociales répandues par nous comme un réseau dans toute la Belgique, de soigner tout spécialement les familles des déportés.

« On a veillé à ce que les salaires des évacués parvinssent à leurs familles par la voie la plus courte; les hommes peuvent aussi prendre leurs familles avec eux.

« Précisément sur ce point j'ai insisté tout particulièrement auprès des entrepreneurs allemands, parce que nous désirons que les familles voient de leurs propres yeux comment les travailleurs belges sont traités en Allemagne.

« En sus du bourgmestre compétent, un médecin militaire et un membre du Gouvernement civil sont présents à l'examen des cas particuliers afin de collaborer à la sélection des évacués.

« Ceux-ci sont bien soignés durant le transfert et on peut dire qu'en général ils saluent avec grand plaisir le retour à un travail réglé, remplaçant l'état d'oisiveté dans lequel ils vivaient jusque maintenant. En Allemagne, ils obtiennent un salaire moyen de 8 marks par jour, alors que le salaire moyen en Belgique n'atteint que 3,50 à 4,50 marks.

« Les conditions alimentaires sont également meilleures qu'en

Belgique. Comme ils ne disposaient que de peu ou pas d'argent lorsqu'ils étaient inoccupés, les provisions alimentaires qu'on peut trouver en Allemagne, mais qui sont très chères, leur étaient inaccessibles; ils pourront se les payer aussitôt qu'ils travailleront en Allemagne. »

Comme le Gouverneur général me le répéta, il s'efforce, par tous les moyens en son pouvoir, d'avantager, sur le théâtre belge de la guerre économique, en ce qui concerne l'évacuation de ceux que, par habitude, le travail effraie, l'émigration volontaire vers les provinces rhénanes voisines, où le travail est abondant.

« Notre bureau industriel a des bureaux auxiliaires et des agences pour l'intermédiaire du travail dans toutes les provinces. Les offres de travail en Allemagne sont rendues publiques par la voie de grandes affiches placardées aux murs et verbalement, et le courant de travailleurs qui sollicitent du travail en Allemagne s'enfle de jour en jour.

« Malgré cela, il y a encore dans la partie de la Belgique placée sous mon gouvernement, qui ne comprend pas les deux provinces de Flandre, encore 400.000 à 500.000 chômeurs. Cela signifie qu'avec leurs familles, plus d'un million, en dehors des 5.500.000 habitants que compte la Belgique, dépendent de l'Assistance publique. Le plus grand pourcentage de chômeurs se trouve naturellement dans les centres industriels, spécialement dans les provinces de Hainaut, Liège et Namur; 150.000 travaillent volontairement en Belgique même, notamment dans les mines, qui sont occupées dans la totalité de leur capacité de production.

« Mes efforts ont abouti à ce que les ouvriers qui exécutent de rudes travaux en Belgique obtiennent une ration supplémentaire de pain. Par contre, il n'a pas encore été possible d'établir sur une base certaine le ravitaillement en viande des travailleurs manuels. Mais je fais tout ce qui est en mon pouvoir pour résoudre la question de l'alimentation pour les ouvriers belges. »

Je gagnai l'impression que ce problème-ci est le plus difficile dont von Bissing ait à s'occuper actuellement et qu'il lui cause quelques soucis. Et s'il faut aussi considérer à un point de vue plus étendu la déportation en Allemagne d'ouvriers récalcitrants et l'encouragement de l'émigration volontaire comme une réplique défensive de l'Allemagne à la pression économique toujours croissante des mesures de blocus des Anglais, il en faut probablement chercher la raison directe dans la question de l'alimentation belge. Quand on observe, du centre

de guerre où je suis, le développement actuel de la lutte économique en Belgique, qui devient visiblement de plus en plus compliquée, violente et amère, ce phénomène se range, dans l'ordre d'importance, à peine après n'importe lequel des combats qui se livrent actuellement sur les différents fronts, et il révèle, jusqu'à un certain degré, à quelles pensées stratégiques fondamentales l'Allemagne a décidé d'obéir dans sa lutte économique suprême avec l'Angleterre.

Considérées sous cet aspect, les remarques suivantes du Gouverneur général au sujet de sa mesure d'évacuation, dont la portée est si grande, prennent une importance particulière.

Les ordonnances reposent sur de saines considérations législatives. Sans aucun doute elles mettent les intérêts de la communauté au-dessus de la liberté particulière, faussement comprise par les ouvriers. Les ordonnances ont cela de commun avec beaucoup de lois, en particulier avec la législation sociale allemande, reconnue dans le monde entier comme exemplaire.

Les situations fausses en Belgique ont, avec le temps, conduit à une crise et les circonstances imposaient des mesures radicales pour l'assainissement des situations, devenues intenable.

En ce qui concerne les raisons pour lesquelles on a envoyé les ouvriers en Allemagne, au lieu de les forcer au travail en Belgique, le Gouverneur général dit :

« Comme je l'ai mentionné plus haut déjà, pour ce qui concerne les matières premières l'industrie belge dépend des pays d'outre-mer. Par suite du blocus anglais, les matières premières n'arrivent plus dans le pays. En sus de cela, l'Angleterre n'autorise que dans de petites proportions et à des conditions impossibles, l'exportation des produits belges. De la sorte, les travaux industriels sont condamnés à l'arrêt.

« D'autre part, le blocus anglais et l'état de guerre ont forcé les territoires occupés à une communauté économique intime avec l'Allemagne. L'Allemagne est le seul grand pays avec lequel la Belgique entretient des relations commerciales. L'Allemagne n'a pas décrété d'interdiction des paiements à l'égard de la Belgique comme il est de coutume de le faire à l'égard des pays ennemis, et il s'écoule continuellement de l'argent allemand dans le pays. Comme il y a maintenant des centaines de milliers de chômeurs en Belgique, et qu'en Allemagne le travail est en abondance, l'occupation des sans-travail belges en Allemagne devient un devoir économique et social.

« On m'a objecté que, par le transfert d'un nombre illimité d'ou-

vriers en Allemagne, la vie de famille des ouvriers belges serait détruite.

« A cela, je ne pus répondre que ceci : c'est que, précisément, les circonstances actuelles présentaient du danger pour la vie de famille. Un homme qui travaille à l'étranger, pour sa famille, — comme l'ont fait en temps de paix les nombreux ouvriers belges qui émigraient en France, et des centaines de milliers d'Italiens dans l'Amérique du Nord et du Sud, — apporte plus au bonheur de la famille que celui qui ne travaille pas et qui reste chez lui.

« D'ailleurs les ouvriers qui prennent volontairement du travail en Allemagne peuvent rester en relation avec leurs familles et reçoivent, quand ils le désirent, un congé pour se rendre en Belgique à intervalles réguliers.

« Ils peuvent même emmener leurs familles en Allemagne. Déjà des dizaines de milliers d'ouvriers belges se sont rendus volontairement en Allemagne où ils sont mis sur le même pied que les ouvriers, où ils touchent des salaires jusqu'ici inconnus en Belgique et où, au lieu de subsister d'aumônes publiques et de vivre dans la misère, ils atteindront de nouveau le bien-être.

« Ces ouvriers qui sont fatigués de ne rien faire depuis si longtemps ont profité avec joie de la circonstance pour remuer à nouveau leurs forces productives en vue d'améliorer leur condition, pour eux et leurs familles. Le nombre de ces travailleurs productifs serait beaucoup plus grand si des influences de toute espèce ne s'appliquaient à déconseiller aux ouvriers d'accepter du travail en Allemagne.

« Nous devons contraindre pour leur propre bonheur, ceux qui sont incertains et qui hésitent.

« Lorsque nous faisons cela, cela se passe de la façon la plus humaine possible. Si, en des cas particuliers, des duretés sont inévitables, alors, ceux qui en sont l'objet n'ont qu'à en remercier ceux qui les ont empêchés d'accepter du travail. »



## CHAPITRE IX

### L'OPINION DES BELGES DE LA BELGIQUE OCCUPÉE

---

*Audiat et altera pars.*

Après avoir mis sous les yeux du lecteur les explications officielles de la presse allemande et l'apologie de l'arrêté du 3 octobre 1916 par le représentant qualifié de l'Allemagne officielle, il convient de reproduire tout de suite deux documents, pris entre plusieurs, où les Belges de la Belgique occupée ont exposé eux aussi, à l'intention des pays étrangers, leur opinion sur les problèmes divers que la mesure prétend résoudre et sur la valeur de cette solution même.

Ces deux documents sont : d'une part, le *Cri d'alarme*, lancé au nom de l'épiscopat belge par le cardinal Mercier, archevêque de Malines; d'autre part, l'*Appel des ouvriers belges aux ouvriers du monde entier*. Le premier est daté du 7 novembre 1916, le second doit avoir été rédigé vers le même temps, et certainement avant le 19 novembre 1916. Leurs auteurs ont ici, pour l'homme même le plus prévenu, la qualité de témoins oculaires des événements, et méritent d'être entendus au moins au même titre que les journaux officiels et le Gouverneur général allemands.

Nous laissons aux chapitres qui suivront le soin de démontrer, en outre, laquelle des deux parties en présence a le plus de véracité dans ses dires et fait preuve de la meilleure foi dans la discussion.

#### A

Malines, 7 novembre 1916.

#### CRI D'ALARME DES ÉVÊQUES BELGES A L'OPINION PUBLIQUE

Chaque jour les autorités militaires déportent de Belgique en Allemagne des milliers de citoyens inoffensifs pour les y vouer à des travaux forcés.

Dès le 16 octobre, nous envoyâmes au Gouverneur général une protestation, dont une copie fut remise aux représentants du Saint-Siège, de l'Espagne, des États-Unis, de la Hollande à Bruxelles, mais le Gouverneur général nous répondit par une fin de non-recevoir.

À la date de notre protestation, les ordonnances du pouvoir occupant ne menaçaient que les chômeurs; aujourd'hui, tous les hommes valides sont emmenés pêle-mêle, parqués dans des fourgons et déportés l'on ne sait où, comme un troupeau d'esclaves.

L'ennemi procède par régions. Il nous était revenu vaguement que des arrestations avaient été faites dans les étapes, à Tournai, à Gand, à Alost, mais nous ignorions dans quelles conditions. Entre le 24 octobre et le 2 novembre, il opéra dans la région de Mons, Quiévrain, Saint-Ghislain, Jemappes, par rafles de huit cents à douze cents hommes par jour. Demain et les jours suivants, c'est sur l'arrondissement de Nivelles qu'il va s'abattre. Voici un échantillon d'affiche qui annonce l'attentat :

« Par ordre du Kreischef, toutes les personnes du sexe mâle, âgées de plus de dix-sept ans, sont tenues de se trouver, place Saint-Paul, à Nivelles, le 8 novembre 1916, à 8 heures (H. B.), 9 heures (H. C.), munies de leur carte d'identité et éventuellement de leur carte du Meldeamt.

« Il n'est permis de se munir que d'un petit bagage à main.

« Celui qui ne se présentera pas sera déporté de force en Allemagne et sera passible, en outre, d'une forte amende et d'un long emprisonnement.

« Les ecclésiastiques, médecins, avocats et instituteurs ne devront pas se présenter.

« Les bourgmestres seront rendus responsables de la bonne exécution de cet ordre, qui devra être porté immédiatement à la connaissance des habitants. »

Il y a un intervalle de vingt-quatre heures entre l'affichage et la déportation.

Sous prétexte de travaux publics à exécuter sur le sol belge, le pouvoir occupant avait essayé de se faire délivrer par les communes les listes des ouvriers sans travail. Fièrement, la plupart des communes les refusèrent.

Trois arrêtés du Gouvernement général devaient préparer le coup qui nous frappe aujourd'hui.

Le 15 août 1915, un premier arrêté impose, sous peine d'emprisonnement et d'amende, le travail forcé aux chômeurs, mais déclare qu'il ne s'agira que de travaux à exécuter en Belgique, et que les infractions seront jugées par les tribunaux belges.

Un second arrêté, en date du 2 mai 1916, réserve aux autorités allemandes le droit de fournir du travail aux chômeurs et menace d'une

peine de trois ans de prison et de 20.000 marks d'amende quiconque fera exécuter des travaux non autorisés par le Gouvernement général.

En vertu du même arrêté, la compétence, qui avait été reconnue aux tribunaux belges, passe aux tribunaux allemands.

Un troisième arrêté, daté du 15 mai 1916, « autorise les gouverneurs, les commandants militaires et les chefs d'arrondissement à ordonner que les chômeurs soient conduits de force aux endroits où ils doivent travailler ». C'étaient déjà les travaux forcés, mais en Belgique.

Aujourd'hui il ne s'agit plus de travaux forcés en Belgique, mais en Allemagne, au profit des Allemands.

Pour donner à ses mesures violentes des dehors de plausibilité, le pouvoir occupant alléguait dans la presse allemande, tant d'Allemagne que de Belgique, surtout ces deux prétextes : les chômeurs sont un danger pour l'ordre public, une charge pour la bienfaisance officielle.

La lettre adressée par nous, le 16 octobre, au Gouverneur général et au chef de son département politique répondit : « Vous savez bien que l'ordre extérieur n'est pas menacé et que toutes les influences morales et civiles vous prèteraient spontanément main-forte s'il était en danger.

« Les chômeurs ne sont pas à la charge de la bienfaisance officielle; ce n'est pas de vos finances que leur vient le secours. »

Dans sa réplique, le Gouverneur général n'invoque plus ces deux premiers considérants, mais allègue que les allocations aux chômeurs, d'où qu'elles viennent à présent, doivent finalement grever nos finances et qu'il est d'un bon administrateur d'en alléger les charges; il ajoute que « la prolongation du chômage ferait perdre à nos ouvriers leurs habitudes techniques et qu'ils deviendraient, en temps de paix à venir, inutilisables pour l'industrie ».

Il y avait d'autres moyens, il est vrai, de protéger nos finances, c'était de nous épargner des contributions de guerre qui ont, à l'heure présente, atteint le milliard, et se poursuivent à raison de 40 millions par mois; c'était de nous épargner les réquisitions en nature qui se chiffrent par plusieurs milliards et nous épuisent.

Il y avait d'autres moyens de pourvoir à l'entretien des aptitudes professionnelles de nos ouvriers, c'était de laisser à l'industrie belge ses machines et leurs accessoires, les matières premières et les produits fabriqués qui ont passé de Belgique en Allemagne; et ce n'est ni dans les carrières, ni dans les fours à chaux où les Allemands eux-mêmes déclarent qu'ils enverront les sans-travail, que nos spécialistes iront parfaire leur éducation professionnelle.

La vérité toute nue est que chaque ouvrier déporté est un soldat de plus pour l'armée allemande. Il prendra la place d'un ouvrier allemand dont on fera un soldat.

De sorte que la situation que nous dénonçons au monde civilisé se réduit à ces termes : Quatre cent mille ouvriers se trouvent malgré eux,

et en grande partie à cause du régime d'occupation, réduits au chômage. Fils, époux, pères de famille, ils supportent sans murmure, respectueux de l'ordre public, leur sort malheureux; la solidarité nationale pourvoit à leurs plus pressants besoins; à force de parcimonie et de privations généreuses, ils échappent à la misère extrême et attendent, avec dignité, dans une intimité que le deuil national resserre, la fin de notre commune épreuve.

Des équipes de soldats pénètrent de force dans ces foyers paisibles, arrachent les jeunes gens à leurs parents, le mari à sa femme, le père à ses enfants; gardent, à la baïonnette, les issues par lesquelles veulent se précipiter les épouses et les mères pour dire aux partants un dernier adieu; rangent les captifs par groupes de quarante ou de cinquante, les hissent de force dans des fourgons; la locomotive est sous pression; dès que le train est fourni, un officier supérieur donne le signal du départ. Voilà un nouveau millier de Belges réduits en esclavage et, sans jugement préalable, condamnés à la peine la plus forte du Code pénal, après la peine de mort, à la déportation. Ils ne savent ni où ils vont ni pour combien de temps. Tout ce qu'ils savent, c'est que leur travail ne profitera qu'à l'ennemi. A plusieurs, par des appâts ou sous la menace, on a extorqué un engagement que l'on ose appeler « volontaire ».

Au reste, on enrôle des chômeurs, certes, mais on recrute aussi, en grand nombre, — dans la proportion d'un quart, pour l'arrondissement de Mons — des hommes qui n'ont jamais chômé et appartenant aux professions les plus diverses : bouchers, boulangers, patrons tailleurs, ouvriers brasseurs, électriciens, cultivateurs; on prend même de tout jeunes gens, élèves de collèges, d'universités ou d'autres écoles supérieures.

Cependant deux hautes autorités de l'Empire allemand nous avaient formellement garanti la liberté de nos compatriotes.

Au lendemain de la capitulation d'Anvers, la population affolée se demandait ce qu'il adviendrait des Belges en âge de porter les armes ou qui arriveraient à cet âge avant la fin de l'occupation. Le baron von Huene, gouverneur militaire d'Anvers, m'autorisa à rassurer en son nom les parents angoissés. Néanmoins, comme le bruit circulait à Anvers, qu'à Liège, à Namur, à Charleroi, des jeunes gens avaient été saisis et emmenés de force en Allemagne, je priai le gouverneur von Huene de vouloir me confirmer par écrit les garanties verbales qu'il m'avait données. Il me répondit que les bruits relatifs aux déportations étaient sans fondement, et me remit, sans hésiter, cette déclaration écrite qui fut lue, le dimanche 18 octobre 1914, dans toutes les églises paroissiales de la province d'Anvers : « Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. »

Dès l'arrivée du baron von der Goltz, en qualité de gouverneur général, à Bruxelles, j'allai lui demander de vouloir ratifier pour la généralité du



pays, sans limite de temps, les garanties accordées par le gouverneur von Huene pour la province d'Anvers. Le Gouverneur général retint en ses mains ma requête, afin de l'examiner à loisir. Le lendemain, il voulut bien venir en personne à Malines m'apporter son approbation et me confirma, en présence de deux aides de camp et de mon secrétaire particulier, la promesse que la liberté des citoyens belges serait respectée.

Dans ma lettre du 16 octobre dernier au baron von Bissing, après lui avoir rappelé l'engagement pris par son prédécesseur, je conclusais : « Votre Excellence appréciera combien me serait pénible le poids de la responsabilité que j'aurais à porter vis-à-vis des familles, si la confiance qu'elles vous ont accordée par mon entremise et sur mes instances était lamentablement déçue. »

Le Gouverneur général me répondit : « L'emploi des chômeurs belges en Allemagne, inauguré seulement après deux années de guerre, diffère essentiellement de la mise en captivité des hommes aptes au service militaire. La mesure n'est pas non plus en rapport avec la conduite de la guerre proprement dite, mais est motivée par des causes sociales et économiques. »

Comme si la parole d'un honnête homme était résiliable au bout d'une ou de deux années, comme un bail d'officier !

Comme si la déclaration consentie en 1914 n'excluait pas expressément et les opérations de guerre et les travaux forcés !

Comme si, enfin, chaque ouvrier belge, qui prend la place d'un ouvrier allemand, ne lui permettait pas de remplir un vide de l'armée allemande !

Nous, pasteurs de ces ouailles, que la force brutale nous arrache, angoissés à l'idée de l'isolement moral et religieux où elles vont languir, témoins impuissants des douleurs et de l'épouvante de tant de foyers brisés ou menacés, nous nous tournons vers les âmes, croyantes ou non croyantes, qui dans les pays alliés, dans les pays neutres, même dans les pays ennemis, ont le respect de la dignité humaine.

Lorsque le cardinal Lavigerie entreprit sa campagne anti-esclavagiste, le pape Léon XIII, bénissant sa mission, lui dit : « L'opinion est, plus que jamais, la reine du monde ; c'est sur elle qu'il faut agir. Vous ne vaincrez que par l'opinion. »

Daigne la divine Providence inspirer à quiconque a une autorité, une parole, une plume, de se rallier autour de notre humble drapeau belge, pour l'abolition de l'esclavage européen !

Puisse la conscience humaine triompher de tous les sophismes. et demeurer obstinément fidèle à la grande parole de saint Ambroise : « L'honneur au-dessus de tout ! *Nihil præferendum honestati !* »

Au nom des Évêques belges (1) :

(Signé) D. J. Card. MERCIER,  
Archevêque de Malines.

(1) Nous n'avons pu entrer en contact avec l'évêque de Bruges.

[NOTE DE L'AUTEUR. — Ce « cri d'alarme » de l'Épiscopat belge, du 7 novembre 1916, est antérieur, le lecteur l'aura remarqué, à l'ordonnance allemande du 20 novembre 1916 élevant de 40 à 50 millions de francs par mois la contribution de guerre permanente qui grève, depuis décembre 1914, les provinces belges.

La proportion des non-chômeurs enlevés avec les chômeurs dans l'arrondissement de Mons est, d'après des renseignements plus récents, plus forte encore que le quart : voir sur ce point la réplique documentée des représentants et sénateurs de l'arrondissement de Mons au Gouverneur général von Bissing en date du 26 novembre 1916, reproduite au Chapitre XVIII § 2.]

## B

### APPEL DES OUVRIERS BELGES AUX OUVRIERS DE TOUS LES PAYS DU MONDE CIVILISÉ

Cet Appel est parvenu, au début de décembre 1916, à MM. H. Carton de Wiart, P. Hymans et E. Vandervelde, membres du Gouvernement belge, qui en attestent l'authenticité.

On devine pour quelles raisons majeures il n'a pu être signé par ses auteurs.

Il était, du reste, précédé d'un memorandum qui les laisse suffisamment entendre et que voici :

19 novembre 1916.

#### Mémemorandum.

Les ouvriers du pays se sont réunis secrètement. Leurs délégués se sont rencontrés. Tous, catholiques, libéraux, socialistes, ont rédigé de commun accord l'appel ci-joint.

Ils l'adressent au monde entier.

Vous voudrez bien dans ce but changer les adjectifs américains, en espagnols, en scandinaves, en suisses, etc., suivant le pays où il paraîtra.

Tous demandent que ce manifeste paraisse dans tous les journaux, soit publié et répandu le plus possible et placardé sur les murs de toutes les grandes villes, même des plus petites localités du monde, en un mot, il faut que le plus petit ouvrier de n'importe quel coin du monde le connaisse.

C'est l'appel de l'ouvrier belge qui, gémissant sous la botte allemande sans moyen de se rébellier, ne veut pas se rendre, soutenu qu'il est par la conscience d'avoir avec lui le droit et la justice.

Peut-être la réprobation universelle qui assaillira les Allemands arrêtera-t-elle les horreurs de l'esclavage que ceux-ci veulent instaurer

sur une population impuissante à se défendre, et cela parce qu'elle fait son devoir.

L'Appel qui suit est adressé, pays par pays, aux ouvriers de tous les pays du monde civilisé. Nous reproduisons ci-après le texte de l'appel destiné aux ouvriers des États-Unis d'Amérique, qui renferme certains alinéas spéciaux à cette nation (ils sont mis entre crochets dans le texte) :

#### APPEL DES OUVRIERS BELGES AUX OUVRIERS AMÉRICAINS

Au nom de la solidarité internationale des travailleurs, la classe ouvrière de Belgique, menacée tout entière de l'esclavage, de la déportation et du travail forcé au profit de l'ennemi, adresse à la classe ouvrière américaine un appel suprême d'assistance énergique et efficace. Plus de paroles de sympathie, mais des actes.

Vous êtes des hommes, vous nous comprenez.

Notre situation est désespérée.

L'Allemagne, vous le savez, attaque et terrorise la Belgique en 1914, parce que celle-ci défendait le droit de sa neutralité, la foi jurée et l'honneur.

Depuis lors, l'Allemagne martyrise la Belgique. Elle en a fait une prison; les frontières sont armées contre les Belges comme un front de bataille : tranchées, fils de fer barbelés et électrisés, mitrailleuses et points d'appui. Toutes nos libertés constitutionnelles sont abolies. Plus de sécurité; la vie des citoyens est soumise à l'arbitraire policier sans limite comme sans pitié. Voilà pour les personnes.

Voici pour les richesses.

L'Allemagne a frappé sa victime d'une immense contribution de guerre qui dépasse déjà le milliard et qui s'accroît de 40 millions par mois. Elle a enlevé, pour les transporter en Allemagne, sous forme de pillages, de confiscations, de réquisitions et de ventes forcées, plus de cinq milliards de vivres et de marchandises, de produits industriels et agricoles. En même temps, elle a pris et expédié en Allemagne la plus grande partie des matières premières de nos usines, les machines et leurs accessoires; elle arrêta ainsi notre industrie et *provoqua un chômage presque général de la classe ouvrière*.

Depuis près de deux ans, les Allemands entretiennent cette plaie du chômage jusqu'au jour — en octobre 1916 — où l'Allemagne manquant de bras, put puiser en Belgique les forces ouvrières dont elle a un si pressant besoin.

*Ouvriers américains!*

Oui, les Allemands ont créé le chômage belge et l'ont maintenu à leur profit :

En refusant à l'Angleterre, qui consentait à introduire de nouvelles

matières premières, le contrôle diplomatique indispensable pour empêcher que les fabricats fussent pris par l'Allemagne;

En empêchant par des édits terribles les communes belges, les associations et les personnalités belges, de donner du travail aux chômeurs, de soigner leur éducation professionnelle, de les employer à de grands travaux d'utilité publique. Ainsi :

*Cinq cent mille ouvriers ont été réduits au chômage et maintenus en état de chômage.*

Contrairement au bruit que les Allemands répandent à l'étranger, ces chômeurs et leurs familles ne sont pas à la charge des budgets publics ni de la bienfaisance publique. Ils ont été et sont soutenus, en toute dignité et fraternité, par une œuvre privée, exclusivement belge, qui jamais ne se plaint de ses devoirs ni de sa mission. La solidarité des classes sociales belges assure la vie de cette œuvre magnifique sans précédents dans l'histoire de l'entr'aide sociale.

#### *Ouvriers américains!*

A ces 500.000 chômeurs involontaires, créés par les Allemands et maintenus par eux, ils disent depuis un mois : *ou vous signerez un contrat de travail pour l'Allemagne, ou vous serez réduits en esclavage.*

Dans l'un comme dans l'autre cas, c'est l'exil, la déportation, le travail forcé au profit de l'ennemi, dans l'intérêt de l'ennemi et contre la patrie; châtiments formidables, les plus cruels que la tyrannie de tous les temps ait inventés pour punir les crimes. Et quels crimes dans l'espèce? *Le chômage involontaire que le tyran lui-même a créé et maintenu.*

Et comme, malgré les pressions les plus odieuses, les Allemands ne parviennent pas à obtenir des signatures, — qu'ils osent qualifier de *volontaires* dans leurs communiqués officiels pour pays neutres — ils saisissent de force nos ouvriers, vos frères et les nôtres; ils les arrêtent par milliers chaque jour; ils les arrachent à leurs femmes et à leurs enfants; au milieu des baïonnettes, ils les traînent jusqu'aux wagons à bestiaux et les mènent à l'étranger, en France et en Allemagne.

Sur les fronts de l'Ouest, on les force par les moyens les plus brutaux à creuser des tranchées, à préparer des champs d'aviation militaire, à faire des routes stratégiques, à fortifier les lignes allemandes. Et quand les victimes s'obstinent malgré tout à ne pas s'employer à ces travaux défendus par le droit des gens, on les affame, on les maltraite, on les frappe, on les rend malades, on les blesse et parfois on les tue.

En Allemagne, on les jette dans les mines, les carrières et les fours à chaux, quels que soient leur âge, leur profession ou métier. On déporte pêle-mêle les jeunes gens de dix-sept ans et les vieillards de soixante ans et plus. N'est-ce pas l'esclavage antique dans son horreur?

Il y a déjà :

*plus de cinquante mille ouvriers, chômeurs ou non, qui sont ainsi déportés, forcés ou esclaves. Chaque*



jour une région nouvelle est *razziée* ; on déploie un appareil guerrier formidable : des mitrailleuses et des soldats innombrables, et la lugubre opération militaire s'accomplit contre tous ces pauvres gens désarmés, terrorisés, mais conscients de leurs droits violés.

*Ouvriers américains !*

N'oubliez jamais que les soldats qui se font les bourreaux des travailleurs belges sont des ouvriers allemands. Et ainsi, *cinq cent mille*, peut-être *huit cent mille hommes* seront déportés, si vous n'y faites obstacle.

Après les hommes, viendront les femmes sans doute. Encore cinq cent mille.....

*C'est toute la classe ouvrière de Belgique qui est menacée de l'esclavage, de l'affaiblissement, de la mort.*

Savez-vous, frères américains, ce que les Allemands jettent comme « salaire » à leurs victimes ?

*Trente pfennigs par jour ouvrable.*

Et la nourriture... Quelle nourriture!... Les prisonniers civils belges qui reviennent d'Allemagne, après trois mois de détention, ont perdu le tiers de leur poids ; ils sont méconnaissables, anémiés, malades ; beaucoup ne parviennent plus à recouvrer la santé, ils languissent et meurent. Si tel est le sort des prisonniers qui ne font rien, quel sort lamentable est réservé aux travailleurs belges déportés et soumis aux corvées les plus pénibles ?

Dans quelques mois, notre population ouvrière, l'orgueil de notre pays libre, sera anéantie dans sa force de travail. Le jour où la paix viendra, il n'y aura plus guère de travailleurs belges capables de reprendre le grand œuvre de la reconstruction économique de ce que fut la prospère Belgique, dont tout le crime est de défendre sans faiblesse le droit des neutres à la vie et à l'honneur.

*Ouvriers américains !*

Nous avons tout fait pour que cette suprême épreuve de l'esclavage nous fût épargnée.

Nos plus hautes autorités sociales ont démontré à l'occupant la souveraine injustice et toute l'iniquité de ces mesures. La Cour de cassation de Belgique lui a demandé de retirer ses édits parce qu'ils étaient contraires au « droit naturel », au « droit positif », au « droit des gens ».

L'évêque de Belgique, avec à sa tête l'éminent cardinal Mercier, lui a demandé le retrait des édits parce qu'ils étaient contraires à la morale et à la parole donnée. Oui, à la parole donnée solennellement en 1914 par le premier gouverneur général de Belgique, le maréchal von der Goltz, qui avait proclamé : « Jamais les jeunes gens belges ne seront emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. » C'est parce qu'ils ont cru à cette parole d'honneur du représentant direct de l'Empereur allemand, que nos ouvriers belges sont rentrés de Hollande après le siège d'Anvers et

que les autres sont restés. C'est pour cela que les Allemands peuvent les prendre maintenant pour les déporter et les réduire en esclavage. *Frères américains, le souffrirez-vous?*

Nos représentants politiques ont demandé de retirer les édits parce que, pour un Belge, travailler en ce moment pour les Allemands, c'est combattre la Belgique. Chaque ouvrier belge en Allemagne ne permet-il pas d'envoyer un nouveau soldat allemand au front?

Nos chefs d'industrie ont demandé le retrait des édits parce qu'ainsi « toute vie économique dans notre patrie deviendra impossible et qu'on lui fera rendre son dernier soupir ».

Les ouvriers, socialistes et catholiques, hommes et femmes, unis dans une même pensée de solidarité et dans une même angoisse, ont demandé de retirer les édits cruels parce qu'ils étaient contraires aux droits, à la parole donnée, à la civilisation, au patriotisme et à la dignité de la classe ouvrière.

*Tout est resté vain.*

L'Allemagne, qui a un besoin extrême de bras, n'a voulu reculer l'application de ses édits ni d'un jour ni d'une heure. Pour toute réponse elle a envoyé plus de soldats et plus de mitrailleuses.

*Maintenant la classe ouvrière belge regarde du côté des puissances neutres.*

Elle se demande si, cette fois, devant ce crime de lèse-humanité, leur conscience révoltée ne pas va leur inspirer enfin le geste d'énergie qui convient. Laisser commettre un aussi abominable forfait, n'est-ce pas s'y associer?

La classe ouvrière de Belgique se demande avec angoisse si les neutres, cette fois encore, se laveront les mains comme Ponce-Pilate, sous prétexte que les calomnies allemandes ne sont pas d'accord avec les plaintes de leurs victimes?

La Belgique, martyre du droit, ne veut plus de constatations verbales ni de sympathies platoniques.

Elle veut des actes.

Les neutres et leurs classes dirigeantes laisseront-ils faire? Laisseront-ils reculer la civilisation jusqu'aux âges barbares où le vainqueur menait les populations vaincues en esclavage?

*Américains!*

Si les autres agissent ainsi, si le monde doit assister encore une fois à un tel spectacle de lâcheté, vous, du moins, soyez nos amis et nos sauveurs.

Nous n'oublierons jamais que c'est grâce aux États-Unis que la Belgique n'est pas morte de faim. Nous espérons que, grâce aux États-Unis d'Amérique, la Belgique ouvrière ne sera pas réduite à un esclavage pire que la mort.]

*Ouvriers américains!*

Nous ne doutons pas de vous; notre cause est la vôtre.

Il nous semble que, si nous ne vous dénoncions pas l'attentat qui nous menace, vous nous le reprocheriez un jour, disant : « Vous n'aviez pas le droit de vous taire et de souffrir votre martyr en silence; vous êtes dépositaires pour votre part de l'honneur de la condition ouvrière. Si un peuple de travailleurs civilisés est réduit quelque part en servitude, toute la classe ouvrière est atteinte. C'est un précédent terrible. Nous, ouvriers de la libre Amérique, nous n'aurions pas laissé commettre un pareil attentat. C'est de l'esclavage qu'est sortie la classe ouvrière moderne, elle ne peut y rentrer. »

*Frères américains!*

Il nous semble entendre ces paroles annonciatrices de notre salut. Vous êtes nombreux, vous êtes puissants, vous êtes énergiques. [Vous êtes une force énorme, dans le plus puissant des États neutres, celui-là même qui a imposé l'adoucissement de la guerre sous-marine.] Seuls au monde vous pouvez nous secourir efficacement. Seuls au monde vous pouvez empêcher un crime abominable contre la classe ouvrière, contre la vôtre. Seuls au monde, vous pouvez empêcher toute la classe ouvrière d'un pays civilisé de tomber dans l'esclavage.

*Ouvriers américains!*

Du fond de notre détresse, nous comptons sur vous.

AGISSEZ.

Quant à nous, même si la force réussit un moment à réduire nos corps en servitude, jamais nos âmes ne consentiront.

Nous ajoutons ceci : « Quelles que soient nos tortures, nous ne voulons la paix que dans l'indépendance de notre pays et le triomphe de la justice. »

LES OUVRIERS BELGES.

[NOTE DE L'AUTEUR. — On trouvera plus loin, dans la troisième partie ou au chapitre XVIII, le texte des diverses protestations des autorités belges auxquelles l'Appel des ouvriers fait allusion et le texte d'autres protestations d'organismes réguliers de la classe ouvrière belge.]

---





TROISIÈME PARTIE

LA CONTRE-ÉPREUVE DES DOCUMENTS  
ALLEMANDS

L'examen de la valeur et de la sincérité des explications allemandes se ramène à quelques questions fort simples :

Est-il vrai que l'extension du chômage en Belgique soit due au blocus anglais d'une part, à la paresse et au mauvais vouloir des ouvriers belges d'autre part?

Est-il vrai qu'il n'y avait d'autre moyen de remédier à la situation présente que d'organiser le travail forcé avec déportation?

Est-il vrai que l'autorité allemande, en l'instituant, a été mue par le désir sincère de venir en aide à la population belge et de remplir envers elle un devoir de bonne administration sociale et d'humanité?

Ces points seront examinés principalement à la lumière de documents allemands.

## CHAPITRE X

### LE CHOMAGE EN BELGIQUE ET SES CAUSES GÉNÉRALES

---

#### § 1. — Étendue du chômage.

Aucune statistique officielle du chômage actuel en Belgique occupée n'a été publiée.

Rien de plus difficile d'ailleurs à établir (surtout en un temps de crise résultant de la guerre et de l'occupation) à cause du caractère essentiellement mouvant de la population affectée par le chômage, et aussi de la multiplicité des organismes qui s'occupent d'assistance. Il convient d'ailleurs de ne pas confondre le chômage avec l'assistance : tous les assistés ne sont pas des ouvriers chômeurs.

En juillet 1916, les journaux hollandais ont publié un relevé provenant, disaient-ils, de renseignements récents du Comité national de secours et d'alimentation; d'après ce relevé, 666.349 hommes, 552.000 femmes et 142.000 enfants, soit au total 1.360.349 personnes recevaient une assistance officielle et régulière.

D'après le correspondant bruxellois de la *Frankfurter Zeitung* (numéro du 2 août 1916), les chiffres auraient été plus élevés; mais peut-être ces différences provenaient-elles d'un classement nouveau et de l'adjonction de catégories qui n'étaient pas comprises dans les premiers totaux publiés. Voici les données du journal allemand :

En juin 1916, le nombre total des personnes secourues, en Belgique occupée, par le Comité national de secours et d'alimentation, s'élevait à 1.585.379; ce total se décomposait de la façon suivante : 669.966 hommes, 309.902 femmes sans travail; 605.511 enfants en dessous de seize ans.

Le 14 septembre 1916, la *Vossische Zeitung* (édition du matin) publiait un article officieux qui fut relancé à toute la presse allemande et étrangère par les soins de la propagande allemande. Le voici :

*Combien y a-t-il de chômeurs en Belgique?*

A la fin de juin 1916 il y avait en territoire belge occupé 666.913 hom-

mes, 309.552 femmes et 587.132 enfants en dessous de seize ans, sans travail. L'agglomération bruxelloise à elle seule en compte 69.072 hommes, 32.416 femmes et 41.400 enfants. Ces chiffres, qui ne sont certes pas minimes, s'expliquent par le fait que l'état de chômage a quelque attrait pour les Belges en raison de ce que le Comité de secours américain (Comité national de secours et d'alimentation) rend la vie facile aux chômeurs par ses « caisses de chômage ». Il a été payé jusqu'ici, en secours aux chômeurs, 146.500.000 francs, dont 14.423.000 francs à Bruxelles et environs.

Dans le courant du mois de mai, il a été payé aux chômeurs belges 11.961.675 francs, dont 1.078.500 francs à Bruxelles. Aux familles que la guerre a privées de leurs demeures, il a été payé 120 millions, dont 14.086.040 francs à Bruxelles.

Comme on le voit, ces données ne concordent pas entre elles. La source ne nous en étant pas connue, il ne nous a pas été possible d'en vérifier l'exactitude. Nous ne les reproduisons donc qu'à titre d'indication approximative et sous les réserves nécessaires.

Notons, d'autre part, que le cardinal Mercier, dans sa protestation du 7 novembre 1916, évalue le nombre des *chômeurs secourus* à 400.000 environ; le général von Bissing, dans son interview (Voir chap. VIII), le nombre des *chômeurs* de 400.000 à 500.000; M. Vandervelde, dans sa lettre au Bureau socialiste international (Voir chap. XX) parle d'environ 600.000 chômeurs.

Une note de renseignements émanant (novembre 1916) d'un Belge qui réside en Belgique occupée et est à même, par sa situation, d'être dûment informé, dit :

Les ouvriers réduits en Belgique à l'inactivité ne sont pas au nombre de 600.000 si l'on ne compte dans ce chiffre que les hommes. Le nombre de ceux-ci n'atteint pas 350.000. Le chiffre exact est de 346.989. Il y a, en outre, un certain nombre de chômeurs dits *partiels*, dont l'inactivité n'est que très intermittente.

Nous considérons cette note comme représentant exactement la réalité. Les éclaircissements qu'elle donne permettent d'expliquer les contradictions réelles ou apparentes des autres renseignements.

Tel quel, le chômage en Belgique occupée est un phénomène grave, sans atteindre pourtant aux proportions d'une catastrophe comme risqueraient de le faire croire les articles récents de la presse allemande. L'opinion que nous énonçons se fortifie encore quand, en regard des chiffres cités, on place les efforts qu'avaient faits les Belges pour enrayer la marche ascendante du fléau.



De cette situation maintenant précisée, quelle est exactement la cause?

## § 2. — Origine du chômage. L'arrêt de l'industrie belge est-il dû au blocus anglais ?

Une cause doit être, d'évidence, mise hors de conteste : la stagnation des affaires en Belgique est premièrement et directement l'un des résultats de la guerre, c'est-à-dire de l'*agression allemande*.

Celle-ci fut qualifiée par le Chancelier de l'Empire allemand, le 4 août 1914, au Reichstag, d'« acte contraire au droit... », que l'Allemagne « s'engageait à réparer » au plus tôt.

L'Allemagne ne saurait esquiver au tribunal de l'Histoire la responsabilité des conséquences naturelles de cette injustice fondamentale, sous le prétexte qu'il faudrait porter aussi en ligne de compte l'interdiction anglaise d'importer des matières premières.

Il faut bien, il est vrai, concéder, par hypothèse, aux Allemands, leur position du problème pour pouvoir en raisonner avec eux la solution. Toutefois ce n'est point ici le lieu de débattre à fond, au point de vue du droit, la question du blocus ou plutôt de la politique navale et maritime anglaise.

D'abord, ce que dit l'Allemagne fût-il vrai et ses récriminations fussent-elles fondées, cela ne lui donnerait pas encore le droit, comme le remarque le cardinal Mercier, de se venger sur les Belges, en les déportant et en les soumettant au travail forcé en Allemagne.

Il importe, ensuite, d'éviter une équivoque.

Ce que nous avons à faire ici n'est pas de rechercher, en théoricien, l'explication scientifique de l'arrêt de l'industrie belge, mais, avant tout, de trancher, conformément aux règles de l'histoire, un cas de responsabilité. Supposé même admis que le « blocus » anglais ait matériellement influé sur la situation industrielle de la Belgique, le point important serait encore et toujours de savoir si réellement il n'était pas possible d'échapper à son étreinte.

Les Allemands semblent croire que l'unique responsabilité engagée est celle de l'Angleterre, du seul fait que le blocus dépend de sa libre volonté et qu'il lui est apparemment loisible d'y mettre fin quand, où et dans la mesure où elle le veut. C'est mal poser la question et raisonner en théorie pure. La responsabilité du refus de lever le blocus pour la Belgique doit s'apprécier à la lumière de

deux faits fondamentaux, à savoir : en premier lieu, que la Belgique est une région envahie et occupée par son ennemi, l'Empire allemand, qui est aussi l'ennemi de l'Angleterre; en second lieu, que cet ennemi prétend puiser dans son titre d'occupant, non seulement le droit de tirer du territoire belge ce qui est nécessaire à l'entretien des troupes d'occupation, mais encore celui d'exploiter ce territoire à outrance, comme on ferait d'un pays sauvage d'ores et déjà conquis. On trouvera plus loin la preuve de ces exigences et prétentions.

Cela étant, la question de savoir si l'Angleterre, belligérante et luttant pour le salut de la Belgique aux côtés de celle-ci, *peut*, vis-à-vis de ce qu'elle doit à ce but même et à l'entreprise militaire commune des Alliés, ravitailler ou laisser ravitailler l'industrie belge en matières premières, se ramène à celle-ci : des garanties *sérieuses* furent-elles offertes par l'occupant, donnant la certitude réelle que, bloqué lui-même, il n'exploiterait pas ce ravitaillement pour renforcer sa propre situation militaire?

Quand le gouverneur général von Bissing affirme qu'il a fait tout ce qui est en son pouvoir pour obtenir de l'Angleterre l'introduction en Belgique de matières premières, ou bien cela *doit* signifier qu'il a offert de telles garanties, ou bien ce qu'il affirme manque de pertinence.

Or, qu'en est-il?

L'Allemagne offrait, dit le général von Bissing, de « prendre l'engagement que les produits de l'activité industrielle belge, rendue de la sorte possible (par l'importation éventuellement autorisée), ne seraient pas utilisés par l'Allemagne et que 75 % de leur valeur seraient exportés ».

*Prendre l'engagement*, c'est *s'obliger* simplement et sans plus. Mais, de la part d'un État qui a érigé en maxime de conduite internationale le *Not kennt kein Gebot*, d'un contractant qui prétend n'être pas juridiquement lié par sa propre signature du moment qu'un intérêt stratégique, dont il reste seul juge, le sollicite de la renier, l'offre, faite à l'adversaire, de *s'obliger* ainsi, n'est, en vérité, pour celui-ci qu'un mot vide ou un acte frustratoire. L'*obligation* n'est rien ici; l'*exécution* est tout, et, pour l'*exécution*, il n'y a que des *garanties* qui comptent.

Nous insistons donc en demandant : « Où sont les *garanties* qu'offrait l'Allemagne pour assurer à l'Angleterre l'exécution de l'engagement proposé? »

Sur ce point, le Gouverneur et l'Allemagne officielle sont muets.

Faisons la contre-épreuve.

Quelles conditions de garantie comportait le projet d'arrangement soumis, en août-septembre 1915, à l'autorité allemande avec l'agrément de l'Angleterre (1)?

Ce projet émanait d'un groupe d'industriels belges, formés en comité, et de la *Commission* (américaine) *for Relief in Belgium*. Il comportait l'importation des matières premières nécessaires à la marche d'usines belges, choisies parmi celles qui employaient le plus grand nombre d'ouvriers, et l'exportation totale des produits fabriqués avec ces matières premières, pourvu que lesdites matières ne servissent qu'à ces usines et que les produits exportés fussent de provenance exclusivement belge; l'autorité allemande s'abstiendrait de soumettre ces usines et leurs matières, produits, matériel et personnel, à aucunes réquisitions ou achat ou obligation de travail pour elle-même. Comme garantie générale de l'observation de ces conditions, le projet prévoyait l'institution d'un contrôle neutre, exercé sur place par la *Commission for Relief in Belgium* fonctionnant déjà pour le ravitaillement en vivres sous le patronage des représentants des États-Unis, d'Espagne et de Hollande à Bruxelles; comme garantie spéciale, le dépôt et blocage en banque neutre du produit net des transactions jusqu'à la fin de la guerre, mais sous une triple réserve qui devait permettre à la combinaison d'atteindre son but en Belgique sans porter atteinte au blocus :

1<sup>o</sup> La *Commission for Relief* pourrait, à valoir sur le dépôt, affecter en Belgique à des secours à la population nécessiteuse, les recettes de ses ventes de vivres importés pour le ravitaillement;

2<sup>o</sup> La différence en excédent, du dépôt ci-dessus bloqué, sur les sommes ainsi dépensées, pourrait devenir la couverture d'un emprunt intérieur en Belgique permettant aux industriels de régler leurs frais généraux et salaires;

3<sup>o</sup> Les premiers 2.500.000 francs d'excédent du dépôt serviraient de gage permanent de la bonne exécution des conditions par les usines belges patronnées.

Cette proposition resta *sans réponse*. La *Commission for Relief* et les industriels belges eurent beau faire des enquêtes pour s'informer du sort que l'Allemagne comptait lui faire : elles ne donnèrent aucun résultat. Finalement, *après plus de cinq mois d'attente*, le Gouvernement anglais saisit l'opinion publique de la question et fixa les responsabilités dans un Mémoire du Foreign

---

(1) Voir le dossier de ce débat en *Annexes*, chapitre XVII.

Office à la presse daté du 7 février, publié dans le *Times* du 21 février 1916.

L'Allemagne, alors seulement, se décida à parler, mais pour déclarer que l'Angleterre émettait des prétentions inacceptables. Actuellement, dans son interview, le gouverneur général von Bissing les qualifie de « conditions complètement non-économiques ».

*Non-économiques*, qu'est-ce que cela peut vouloir dire ? Le Gouverneur ne s'explique pas. Il faut recourir, pour découvrir sa pensée, à deux notes officielles publiées par le Gouvernement allemand le 22 février et le 9 mars 1916, en réponse au Mémorandum anglais du 7-21 février (Voir aux *Annexes*, chap. XVII).

L'argumentation de ces notes officielles peut se résumer comme suit :

« Il y a duplicité de la part du Gouvernement anglais ; il cherche uniquement à mettre la main sur le commerce belge, en exigeant des certificats d'origine qui constitueraient un espionnage commercial déguisé au profit du commerce anglais, et à ruiner l'industrie belge au profit de la concurrence anglaise, en bloquant tout le produit des transactions dans une banque anglaise ; ainsi, la Belgique achèterait des matières premières et exporterait des produits manufacturés, mais il ne lui rentrerait pas d'argent, même pour payer les salaires, et ses industriels courraient droit à la faillite. »

Le lecteur s'étonnera certainement du défaut de correspondance entre cette argumentation et la proposition d'arrangement ci-dessus rapportée.

C'est qu'en effet la Note officielle allemande qui, dans sa première partie reproche au Mémorandum anglais de celer les clauses de la proposition et prétend les révéler au public, le fait *faussement* : elle présente comme les clauses de la proposition — et encore en commettant des inexactitudes et des omissions — certaines conditions de fait d'un régime provisoire antérieur, que le Gouvernement anglais avait établi en l'absence d'une réglementation bilatérale, pour rendre possibles diverses exportations commerciales, et auquel la proposition de la *Commission for Relief* avait précisément pour objet de substituer un arrangement contractuel.

Par suite de cette erreur, la Note officielle allemande attribue à la proposition belgo-américaine des conditions qui n'y figuraient pas, entre autres le blocage du produit des transactions *dans une banque anglaise*, tandis que le projet parlait seulement d'une *banque neutre* ; elle passe, au contraire, sous silence des condi-



tions importantes qui s'y trouvaient libellées, comme, par exemple : la délivrance à la *Commission for Relief* d'un certificat du dépôt bloqué dans la banque; l'autorisation consécutive de compenser une partie du dépôt par des dépenses faites en Belgique pour soulager la misère, au moyen du prix des vivres vendus dans le pays; l'autorisation pour le Comité industriel belge patronné par la *Commission for Relief* de gager, sur le solde du dépôt, des emprunts en Belgique qui permettraient de payer les frais généraux et salaires des usines.

Ces clauses, qui constituaient l'essentiel de la combinaison proposée, n'apparaissent nulle part dans la prétendue révélation faite par la Note officieuse allemande.

D'où vient cette représentation inexacte des données de base de la discussion? L'auteur de la Note officieuse allemande a-t-il commis une méprise ou confusion involontaire? Ou bien le Gouvernement allemand a-t-il voulu, de propos délibéré, fausser les éléments du débat pour se procurer, devant un public mal informé, l'avantage d'une réfutation en apparence décisive, en réalité décevante?

Nous voudrions n'avoir pas ici à sortir de l'hypothèse de la bonne foi. Force nous est pourtant de constater que si confusion il y a eu, cette confusion est sans excuse en présence des termes explicites du Mémorandum anglais qui distingue parfaitement, et qui même oppose, par gradation, le régime provisoire des conditions de fait, mises à certaines exportations, au régime contractuel qu'il s'agissait d'y substituer :

Le Gouvernement de Sa Majesté, — disait clairement le Mémorandum du 7/21 février 1916, auquel répond la Note allemande, — a parfaitement compris la nécessité de venir en aide à la population belge; c'est pourquoi il a appuyé la *Commission for Relief in Belgium* [ravitaillement en vivres] et a permis à la Belgique des exportations commerciales sous certaines conditions [régime des conditions de fait, de caractère provisoire et unilatéral]. C'est aussi pour cela qu'il a décidé, il y a quelques mois [août 1915], de faire connaître son intention d'examiner les propositions [du Comité industriel et de la *Commission for Relief*] en vue de l'importation en Belgique des matières premières nécessaires, sous le contrôle d'une agence [Comité industriel belge] et avec la garantie de la *Commission for Relief* [régime contractuel qui succéderait au régime de fait].

La distinction est nette; il n'est pas possible qu'elle ait échappé au Gouvernement allemand lors de la rédaction de sa Note officieuse,

longuement mûrie durant la quinzaine écoulée du 21 février au 8 mars 1916.

Si, maintenant, on laisse de côté la question de bonne foi, il reste que la Note officieuse allemande manque tout à fait de pertinence; tous les arguments qu'elle développe tombent à côté des conditions réelles de l'arrangement qui étaient à discuter. Nous pouvons donc passer outre purement et simplement, en nous bornant à constater, d'une manière générale, les points essentiels ci-après :

1° En bloquant le produit des transactions dans une banque neutre, l'Angleterre avait pour intention de soustraire ces accroissements du capital belge au danger de nouvelles réquisitions, amendes, contributions ou emprunts forcés, dont ils eussent pu être l'objet ou le prétexte, au profit de la puissance militaire de l'occupant;

2° Le blocquement des fonds ne devait pas empêcher les industriels belges d'encaisser, sous forme de crédit, le bénéfice de leurs opérations, ni de payer, grâce à un emprunt intérieur, gagé sur ce crédit extérieur, leurs frais généraux et salaires;

3° L'opération de clearing et de virement qui devait accompagner le dépôt, eût permis à la *Commission for Relief* et au Comité industriel belge, non seulement d'entretenir une activité industrielle relative en Belgique, mais d'augmenter les ressources de l'assistance pour le restant des chômeurs forcés, jugés dignes d'être secourus.

Dans l'ensemble, la combinaison, fort ingénieuse, était conforme aux principes d'une saine économie industrielle et financière. On n'en doit vouloir comme preuve que le fait que les industriels, commerçants et banquiers belges, qui sont, certes, les meilleurs juges de leur intérêt, avaient contribué à en élaborer le projet.

Peut-on dire qu'elle fût « impraticable » ?

Qu'en sait l'autorité occupante qui n'en a pas même voulu faire l'essai, alors que les Belges le demandaient? En somme, il s'agissait seulement d'étendre aux importations de matières premières et aux exportations de produits fabriqués la compétence de la *Commission for Relief* qui, depuis près de deux ans, donnait — et donne encore — satisfaction aux parties intéressées en ce qui concerne le ravitaillement en vivres et à qui l'Angleterre a octroyé l'exemption permanente du blocus.

En tout cas, c'était une négociation qui était amorcée : pourquoi l'Allemagne ne l'a-t-elle pas suivie? Elle critique, *six mois après*,

la proposition; mais où est sa contre-proposition, non pas de conditions, mais de *garanties* pour l'observation des conditions?

Là encore, le général von Bissing reste muet.

Et, de nouveau, nous devons insister et demander : « Quelle *raison majeure* avait donc l'Allemagne de refuser l'institution de *tout* contrôle, alors qu'un contrôle avait été institué et fonctionnait sans difficultés ni inconvénients pour le ravitaillement en vivres? »

Aussi longtemps que l'Allemagne n'aura pas fourni là-dessus d'explications satisfaisantes, on sera en droit de conclure qu'elle n'était pas sincèrement résolue, en cas de levée partielle du blocus anglais, à laisser à l'industrie belge le fruit intégral de sa remise en activité (1).

Les Belges en Belgique occupée ont gardé l'impression que, dans cette tentative manquée de négociation, leur industrie n'a été aux mains de l'Allemagne qu'une sorte d'otage : l'Allemagne ne se servait de ses nécessités que comme d'un moyen de pression, pour imposer à l'Angleterre le desserrement des mailles de son blocus; une fois en présence d'une proposition précise, agréée par l'Angleterre et qui devait être efficace pour le relèvement de l'industrie belge, mais qui restreignait à la Belgique l'avantage de la levée du blocus, l'Allemagne a décliné de répondre, durant près d'une demi-année, et ainsi, sans avoir fait aucune contre-proposition, elle a provoqué la rupture des pourparlers.

Il y a d'ailleurs un assez bon moyen de contrôler indirectement l'exagération où verse l'autorité allemande, quand elle fait retomber sur le blocus anglais toute la responsabilité de l'« étranglement économique » de la Belgique : c'est de consulter ce que la presse allemande, agissant par ordre et sous la surveillance de la censure, a dit, en 1914, en 1915 et même en 1916, de la situation économique de la Belgique.

Le dessein poursuivi alors était autre que maintenant. Les Belges se plaignaient amèrement des ravages de l'invasion et des maux de l'occupation allemandes; il s'agissait de démontrer au public des pays neutres que ces doléances étaient sans fondement, que l'Allemagne était venue en Belgique nettoyer les écuries d'Augias; qu'à peine avait-elle saisi les rênes du pouvoir, la renaissance

---

(1) Rappelons à ce propos que les négociations en vue du ravitaillement de la Pologne en blé américain échouèrent de la même manière et pour une raison analogue : l'Allemagne refusa de se prêter à l'institution d'un contrôle diplomatique ou neutre; là aussi elle prétendit que l'Angleterre devait se contenter de la « parole donnée » de l'Empire.

économique s'était épanouie, fleurissant en quelque sorte sous les pas de l'ordre allemand et de l'organisation allemande; que seul, le génie allemand pouvait ainsi tirer le bien du mal; qu'une prospérité rajeunie se fondait sur les ruines inévitables de la guerre; qu'une ère nouvelle s'ouvrait, dont les débuts pleins de promesses faisaient bien augurer de l'avenir de ce pays destiné à entrer dans le Zollverein, après la victoire des armes allemandes.

Vingt mois durant, après comme avant le blocus, ces perspectives furent exposées sous les yeux des lecteurs de la presse allemande et des dépêches allemandes pour pays neutres. Le Bureau Documentaire belge a recueilli des centaines d'articles écrits sur ces thèmes enchanteurs, dans les journaux d'Allemagne et dans les journaux germanophiles des pays neutres. Ils feront la stupeur des historiens futurs de la grande guerre.

Épinglons seulement, au hasard du feuillettement de nos fiches, quelques citations.

La *Kölnische Zeitung* (27 novembre 1914) dit que la situation économique de la Belgique, quoiqu'il y ait quelques traces de relèvement, reste difficile parce que les ouvriers, par scrupule patriotique, refusent de reprendre le travail. Le journal allemand les engage vivement à ne pas s'obstiner dans ce refus, compréhensible, d'après lui, mais peu raisonnable.

Quatre mois plus tard, le même journal, qui est l'un des officieux du Gouvernement impérial, publiait un tableau tout en rose de la situation en Belgique (26 mars 1915). La veille (n° 307, du 25 mars), il avait reproduit une correspondance tendancieuse d'un journal néerlandais, sous le titre ironique, placé entre guillemets : *Das « schwer geprüfte Belgien »* (La « Belgique durement éprouvée ») : « On ne voit partout que champs labourés et ensemencés... A Liège, le trafic habituel semble n'avoir guère diminué; à Louvain, à Malines, l'activité semble renaître, etc. »

L'optimisme de la *Kölnische Zeitung* et d'autres journaux officieux est même si extravagant que le *Vorwärts* (numéro du 6 avril 1915) croit devoir protester dans un long article.

Néanmoins, on persiste dans la campagne entreprise.

La *Frankfurter Zeitung* du 13 avril 1915 affirme le fait de la reprise économique :

Partout, et surtout dans les centres industriels, l'activité économique se développe de jour en jour. Des fabriques se remettent à fonctionner, des hauts fourneaux sont allumés et le commerce de détail, spécialement à Bruxelles, a repris en partie son activité de jadis.



Le 15 mai 1915, un journal suisse, *Die Ostschweiz*, reproduit un article du même genre de M. Walter Bloem, officier allemand attaché à la personne du Gouverneur général, paru dans *Die Woche*.

Les *Münchner Neueste Nachrichten* (n° 275, Morgenblatt, du 1<sup>er</sup> juin 1915; n° 276, Vorabendblatt, du 2 juin 1915; n° 277, Morgenblatt, du 2 juin 1915; n° 278, Vorabendblatt, du 3 juin 1915) publient des extraits étendus d'une relation, donnée par M. J. Humar, délégué municipal de Munich, d'un long voyage d'études qu'il vient de faire en Belgique (de la mi-mars au 10 avril 1915).

D'après M. Humar, à cette époque, soit après huit mois de guerre (*nous soulignons*) :

Il est *radicalement faux de croire que la population belge et la population française des territoires occupés soient en mauvaise situation*, qu'elles souffrent de détresse et de famine et qu'on doive leur adresser de l'argent... *En général, on peut dire que ces populations vivent, en ce moment, exactement comme elles vivaient en temps de paix...* Il n'y a pas du tout de renchérissement... L'argent allemand doit être accepté au cours forcé de 1<sup>fr</sup> 25 par mark...

... *Actuellement, il y a un grand nombre de charbonnages et de mines à minerais qui travaillent comme en temps de paix.* Les fabriques ont à exécuter des commandes, en partie même des commandes pour l'armée (qu'on leur a passées) pour leur donner la possibilité d'employer leurs ouvriers. Les centrales électriques et les usines d'installations électriques travaillent *comme en temps normal*. *Dans les parties occupées de la France, comme par exemple à Charleville, la vie commerciale est présentement plus active que naguère.*

L'Administration allemande fut moins heureuse dans d'autres circonstances. Je rappelle simplement le dessein qu'on avait de remettre en activité les *Usines Cockerill à Liège*. Dès l'occupation de la ville, on racontait en Allemagne que ces usines travaillaient pour le compte de l'Administration supérieure allemande, sous la direction d'un commandant, et qu'il avait été promis aux ouvriers 50 % d'augmentation de salaire au cas où ils se comporteraient bien. Cependant, la chose n'a pas été simple à ce point. Il semble que, tout d'abord, on ait un peu mésestimé les sentiments du monde ouvrier. Mais, rien que d'après les Conventions de La Haye, on ne pouvait pas exiger des ouvriers qu'ils fabriquassent des armes pour les ennemis de leur pays. *En tout, il y a environ 4.000 ouvriers qui travaillent, c'est-à-dire environ 50 % du nombre habituel.*

D'ailleurs, on n'y fabrique pas d'armes pour l'Allemagne.

*Pour résumer, on peut dire que la plus grande partie des fabriques, des*

*charbonnages, etc., travaillent. Là où il le faut, la direction est aux mains de fonctionnaires allemands...*

... De même, l'Administration allemande a pris de nombreuses mesures contre le *chômage et l'oisiveté. Des milliers d'ouvriers et de fonctionnaires ont naturellement trouvé du travail par la reprise des services postaux et ferrés, ainsi que par la reprise de l'industrie et de l'agriculture.* Pour autant qu'elle s'en est tenue à ses fonctions, on doit reconnaître que la police des villes travaille de façon satisfaisante et qu'elle collabore efficacement avec l'Administration allemande. C'est le *landsturm* allemand qui est chargé de l'ordre et de la sécurité publiques. *Des groupes d'êtres guenilleux postés aux coins des rues, tels qu'on les décrivait naguère, ne sont plus à voir actuellement dans les villes belges...*

... La fort nombreuse classe ouvrière qui ne dispose pas d'économies ne laisse pas de vivre parcimonieusement et avec des soucis, mais ceux à qui manque une besogne rémunératrice sont secourus par les administrations communales et les institutions de charité dont il a déjà été question plus haut.

Le 14 juin 1915, un journal germanophile de Berne, le *Berner Tagblatt*, publie un éloge de l'œuvre économique du gouverneur général von Bissing et des résultats heureux qu'il a atteints. Cet article est un de ceux qui ont fait le tour de la presse allemande.

Le 9 juillet 1915, le *Berliner Tageblatt* (n° 345) relate le voyage d'un groupe de députés allemands qui ont trouvé la Belgique en pleine apparence de prospérité, sauf une ombre au tableau, le chômage : mais c'est le fait de la paresse ou du mauvais vouloir des Belges.

En octobre 1915, dans une interview accordée à M. W. Scheuermann, correspondant de guerre officieux, et rapportée par la presse allemande sous le titre : « Une année d'administration allemande en Belgique et ses résultats : Un entretien avec le Gouverneur général impérial, Excellence baron von Bissing » (*Die Post*, 19 octobre 1915; *Neue Badische Landeszeitung*, 19 octobre 1915; etc.), le gouverneur général von Bissing, après avoir noté — en se les attribuant — les heureux résultats de l'activité de la Commission américaine *for Relief in Belgium* dans le domaine du ravitaillement, s'est exprimé comme suit (*nous soulignons*) :

Le relèvement de l'industrie s'est développé d'une manière moins satisfaisante. Il y avait ici à surmonter des difficultés qui, pour partie, ne pouvaient être écartées ni ne le peuvent être, aussi longtemps que la guerre empêche l'importation et l'exportation, rend les conditions d'achat anormales et retranche l'importation de beaucoup de matières

premières. De là vient que certaines branches d'industrie ont déchu pendant la guerre, en Belgique comme partout (*in Belgien, wie überall*).

Heureusement est ici intervenue la Commission économique formée par moi, et par laquelle les possibilités de relever et d'alimenter l'industrie sont recherchées et trouvées.

En décembre 1915, on fait donner les témoins « neutres ». La presse allemande répand le compte rendu tout à fait optimiste du voyage en Belgique d'un technicien, l'ingénieur américain J.-E. Noeggerath; le Bureau Wolff le communique au public neutre (Voir *Schweiz. Bodensee Zeitung* du 18 décembre 1915) :

Beaucoup de catégories de travailleurs ont une bonne occupation et, si les Belges riches ne s'étaient pas enfuis, elles pourraient être encore bien plus occupées, car moins de 1 % des fabriques sont détruites.

¶ Puis c'est le tour du témoignage d'un pasteur américain, J.-B. de Ville, qui aurait attesté au *Chicago Herald* que la situation en Belgique est excellente à tous les points de vue. La *Kölnische Zeitung* (29 décembre 1915, n° 1815) résume son appréciation avec complaisance :

« J'ai constaté une situation étonnamment bonne dans les provinces qui se trouvent sous l'autorité allemande. » Les conditions qui règnent dans l'agriculture sont à peu près normales. D'importants progrès ont été réalisés dans la reprise de l'industrie. Il (le pasteur) donne le nombre d'ouvriers qui sont revenus et le trouve proportionnellement considérable... Il termine son rapport par la conclusion suivante : « Je crois qu'en général le nombre des pauvres et des indigents en Belgique est moindre, et qu'on y prend soin d'eux, plus que dans mainte ville d'Amérique. »

La presse allemande tout entière, jusqu'aux journaux locaux, tels que la *Niederrheinische Volkszeitung* du 29 décembre 1915, la *Gelsenkirchener Allgemeine Zeitung* du 30 décembre 1915, etc., reprend cet article, relancé aussi à l'étranger par le Bureau Wolff.

La *Vossische Zeitung* du 31 décembre 1915, n° 667, se basant sur un autre témoignage, est d'avis que la situation en Belgique est moins mauvaise qu'on ne se la représente généralement : « L'industrie et le commerce rentrent dans des voies réglées et normales. »

Le *Deutsche Export* du 4 février 1916, journal technique, ne signale cependant en Belgique qu'une légère amélioration, comme il dit.

En janvier-février 1916, le *Stockholms Dagblad* publie une série

d'articles d'inspiration allemande affirmant que la Belgique n'est pas si nécessiteuse qu'on le croit; il y a du travail, mais les Belges sont des fainéants qui préfèrent vivre de secours; l'auteur fait un vif éloge de l'administration allemande et de ses résultats (1).

Le 26 février 1916, l'*Allgemeine Rundschau* publie le témoignage d'un aumônier allemand à Anvers, nommé L. Hurter, affirmant que l'activité industrielle n'a pas cessé en Belgique.

Le 15 mai 1916, un ex-consul suédois au Congo belge, germanophile avéré, M. Sjögreen, publie dans le *Aftonbladet* de Stockholm un article d'impressions sur la Belgique où il affirme lui aussi qu'il y a du travail en Belgique, mais que les ouvriers belges, par fainéantise, n'en veulent pas (2).

En juillet 1916, trois députés socialistes danois et trois suédois font un « voyage d'études » en Allemagne et en Belgique. Le compte rendu en paraît, sous forme d'interviews et d'articles, dans la presse du Danemark et de la Suède (notamment : *Social Demokraten* de Copenhague, 5 et 8 août 1916; *Söderhomns Kuriren*, 2 août 1916; *Aftonbladet* de Stockholm, 10 août 1916, etc.). Leur description des conditions économiques et sociales de la Belgique est mirifique. Le Bureau Wolff, qui les a suivis pas à pas dans leur voyage, par ses communiqués à la presse neutre, a noté dans ceux-ci leurs impressions ravies (3); puis la presse allemande reprend les relations étendues publiées par la presse scandinave, elle les traduit, les commente, les relance en pays neutres, où ces extraits font florès durant tout le mois d'août et même jusqu'à la fin de septembre

(1) M. G.-H. von Koch, membre de la première Chambre du Riksdag suédois, a répondu à ces articles dans le *Dagens Nyheter* du 16 février 1916 (*Cahiers documentaires* du Havre, livraison 4).

(2) Réponse de M. G.-H. von Koch, dans l'*Aftonbladet* du 28 mai 1916 (*Cahiers documentaires* du Havre, livraison 46).

(3) Télégramme Wolff de Bruxelles, relancé de Berlin le 24 juillet 1916 (*Politiken* de Copenhague, 25 juillet 1914, p. 6; *Social Demokraten*, *ibid.*, 25 juillet 1914, p. 4; *Kölnische Zeitung*, n° 746, du 25 juillet 1916):

« Les hommes politiques socialistes scandinaves ont étudié soigneusement à Bruxelles les œuvres sociales d'assistance du Gouvernement général. Les fabriques établies en vue de réduire le chômage, la distribution, par la Croix-Rouge, de laine aux ouvrières occupées à domicile et les crèches reçurent leur approbation unanime.

« Le gouverneur général baron von Bissing salua les messieurs scandinaves à l'exposition des œuvres sociales d'assistance et il s'entretint avec eux sur les impressions de leur voyage.

« Dimanche ils ont visité Louvain.

« Dans l'après-midi et le soir, les visiteurs scandinaves eurent l'occasion de voir la joyeuse vie populaire à Bruxelles et aux environs. »



1916 (Cf., par exemple, *Welichronik* de Berne, 23 septembre 1916).

Les appréciations des voyageurs, pilotés et documentés par les autorités allemandes en Belgique occupée, furent résumées le 7 août 1916 dans un télégramme de Copenhague, visé par la censure de Berlin, qui fit le tour de la presse allemande. On y lit, entre autres choses (nous traduisons d'après la *Nordd. Allg. Zeitung*, n° 217, du 7 août 1916, en respectant les passages soulignés) :

En Belgique, on fut frappé d'étonnement par l'aspect des *champs cultivés* de même que par le fait que la plupart des établissements industriels étaient en pleine activité. La récolte de cette année en Belgique est, dans sa totalité, *extraordinairement brillante* et déjà à présent *réquisitionnée pour la propre consommation de la Belgique*. Alors qu'au lendemain de l'occupation, il y avait en Belgique de 120.000 à 130.000 sans-travail, il n'y en a plus à présent que de 40.000 à 50.000... Les conditions d'alimentation en Belgique sont dépeintes comme *meilleures qu'à Berlin*. On n'éprouve pas l'impression que la population belge souffre de misère ou soit trop peu alimentée. Naturellement, nous devons penser constamment à la guerre, mais, en hommes d'honneur, nous ne pouvons pas nous abstenir d'attester que les Allemands ont déployé un vrai talent d'organisation pour éliminer autant que possible les conséquences de la guerre.

A son tour, la *Rheinisch Westfälische Zeitung* du 10 août 1916, 3<sup>e</sup> édition, publiait le compte rendu presque lyrique d'une conférence du député danois C.-F. Madsen, de Copenhague, sur son voyage, où l'on lisait entre autres (nous respectons les passages soulignés) :

Qu'il y ait de la misère dans une telle guerre, cela est vrai, mais il y a aussi du chômage et de la misère ailleurs et j'ai gagné la conviction que tout ce qui pouvait être fait pour panser les plaies a été fait. Dans la voie où l'on est entré, je crois que l'on arrivera à ce but. En tout cas, *l'impression d'ensemble donnée par la Belgique* est que, si l'on ne savait pas que l'on est en guerre, on pourrait à peine s'en apercevoir en Belgique, car, par rapport à l'étendue du pays, le nombre des maisons détruites est relativement très petit. Le travail à la campagne se poursuit; la population, à mon avis, vit même mieux qu'en Allemagne.

Même en décembre 1916, après les déportations commencées, la manœuvre de presse se poursuivait encore de-ci de-là par poussées. Nous avons relevé dans la *Kölnische Zeitung*, n° 1232, du 4 décembre 1916, et tous les autres journaux allemands de la même date,

une note du Bureau Wolff intitulée : « Maeterlinck ment de nouveau », et qui contient cette phrase étonnante (*nous soulignons*) :

Maeterlinck ignore que *...la Belgique est, d'entre tous les pays européens, celui dont la situation, au cours de la guerre mondiale, est la meilleure au triple point de vue social, économique et hygiénique.*

Inutile de relever ici les exagérations manifestes des appréciations portées en ces divers articles sur la situation de la Belgique. Il nous suffit d'observer qu'aucun d'eux ne laisse entendre que la Belgique soit irrémédiablement condamnée au chômage et à la ruine *par les circonstances de la guerre*. Tous représentent, au contraire, sa situation comme s'améliorant d'une manière progressive.

L'optimisme allemand, qu'il fût d'ailleurs fondé ou non, n'a donc jamais considéré le blocus anglais comme l'obstacle insurmontable de nature à rendre impossibles non seulement l'activité relative, mais même la « renaissance » économique de la Belgique. « Cette renaissance est chose acquise; on aurait tort de se plaindre; s'il reste du chômage, la faute en est aux seuls Belges, notamment au mauvais vouloir et à la paresse des ouvriers trop assistés. » Telle est la conclusion que la presse allemande n'a cessé de faire valoir jusqu'au jour où il lui a fallu chercher une justification de fortune au décret militaire de déportation des Belges.

### § 3. — Le chômage a-t-il pour causes le mauvais vouloir et la paresse des ouvriers belges ?

#### A — LE « MAUVAIS VOULOIR » DES OUVRIERS BELGES

L'ouvrier belge, pris dans sa généralité, n'a jamais refusé que les travaux qui lui paraissaient être en connexion étroite ou évidente avec les besoins de l'armée allemande d'opération. Les Allemands conviennent que tel est bien le motif universellement donné par les Belges, chaque fois qu'ils rejetèrent des offres de travail faites par l'ennemi. Mais les Allemands disent que ce motif n'était pas fondé ou bien provenait d'un faux point d'honneur patriotique.

Les Allemands ne sont évidemment pas en droit de faire un grief aux Belges de leur refus général de travailler *pour l'armée allemande*. Les Conventions de La Haye, signées par l'Empire allemand, dénie à l'occupant le droit de contraindre les populations des territoires occupés à collaborer aux opérations de ses armées.

En refusant le « travail de guerre » offert par l'occupant ou par son mandataire, le *Deutsches Industrie-Büro*, les Belges usent d'un droit imprescriptible et remplissent en même temps un *devoir* positif, dicté par la loi morale : le droit du citoyen de n'être pas forcé de porter les armes ni d'employer ses forces contre sa patrie ; son devoir de ne rien faire qui lui nuise, en assistant ses ennemis dans leur lutte contre elle.

Il peut évidemment s'élever des doutes, dans la pratique, sur certains cas d'application de cette règle ; mais il n'en va pas autrement de la plupart des devoirs humains ; cela n'empêche pas la morale d'exister ni ses lois d'être obligatoires. Le doute, du reste, n'existe point du moment qu'il s'agit d'une industrie dont les produits sont destinés spécialement ou immédiatement aux besoins de la guerre, tels que la fabrication des armes, du matériel et des munitions de guerre, le trafic des trains militaires, etc. La presse allemande paraît le reconnaître.

Il ne peut guère exister de doute non plus, il nous semble, au sujet de toute fabrication mixte dont les produits, servant surtout, en temps normal, à la consommation civile, sont soumis, en temps de guerre, à une consommation redoublée et exigent une production intensifiée (Exemple : ciment, sacs, fils de fer et de cuivre, etc.). Il faut admettre que, pour ce cas, l'ouvrier du pays occupé a le droit de ne pas se prêter à une intensification de la production dépassant les besoins ordinaires de la consommation intérieure de son pays et de l'armée d'occupation, parce que ce surplus ne peut que servir directement aux opérations militaires de l'ennemi.

D'une manière générale, il ne faut pas aller chercher ailleurs que dans la conduite de l'occupant même, le critérium d'exercice du droit de chômage volontaire des industriels et ouvriers d'un pays occupé. Comme les lois de la guerre n'autorisent, en principe, le belligérant à réquisitionner, dans le pays qu'il occupe, que ce qui est nécessaire au ravitaillement ou à l'entretien de l'armée d'occupation, et ce même en laissant toujours de quoi subsister à la population civile, celle-ci trouve, dans l'étendue et la nature des réquisitions de l'occupant, une base d'appréciation pratique et certaine du travail qui sert ou qui ne sert pas l'ennemi (1). Elle a le droit de se refuser à travailler pour ces réquisitions, sous la seule réserve des

---

(1) Un certain nombre des arrêtés allemands interdisant vente ou décrétant saisie, invoquent comme motif que les produits ou matières visés « servent aux besoins de la guerre ». Exemple : l'arrêté du 26 octobre 1914 cité

besoins de subsistance d'elle-même et de l'armée d'*occupation*, dont la charge incombe au pays occupé. De même, si l'occupant réquisitionne pour lui les produits indispensables à la population, en entamant le nécessaire de celle-ci, le droit de la population d'arrêter le travail devient, en principe, incontestable.

Or, il est de fait qu'en Belgique *rien* n'a échappé aux réquisitions militaires de l'ennemi, ni même à ses saisies administratives (preuves plus loin); la *valeur* des réquisitions militaires seules dépasse plusieurs milliards de francs; elles ont entamé à ce point le *nécessaire* de la Belgique que l'occupant s'est dérobé au devoir qu'il avait d'assurer la sustentation du pays occupé et qu'il fallut pourvoir, d'une part, à l'assistance d'une partie considérable de la population belge à l'aide de secours étrangers et, d'autre part, au *ravitaillement régulier* du pays en vivres par une organisation étrangère, le tout *sans aucune espèce d'intervention financière de l'Allemagne*.

Ne parlons donc pas de la « mauvaise tête » de la population belge, qui use de son droit en refusant de travailler pour des réquisitions allemandes incessamment renouvelées, pas plus qu'on n'eût parlé, sans doute, de « mauvais vouloir » de la part des Danaïdes de la fable, si elles se fussent arrêtées à la longue de remplir leur tonneau sans fond.

Il n'y a pas eu ici « mauvais vouloir », mais seulement observation des prescriptions du patriotisme; il y a eu aussi peut-être quelque lassitude de la part de gens qui se voyaient impuissants à rassasier l'Insatiable.

On ne songe point ici, d'ailleurs, à contester tel ou tel cas particulier contraire à cette observation d'ordre général. On n'essaie pas non plus de nier ou d'atténuer l'attitude réservée et méfiante de l'ouvrier belge vis-à-vis de toute offre de travail *allemand*. Mais, pour apprécier avec équité cet état d'esprit, il faut tenir compte du peu de crédit dont jouissent en Belgique, — et sans doute aussi en beaucoup d'autres pays — depuis le 2 août 1914, toute assurance ou protestation tombée d'une bouche allemande.

De ceci, à qui la faute? La confiance ne s'impose pas; elle se

---

plus loin (§ 4, B.) : « Arrêté relatif au trafic des matières servant aux besoins de la guerre. »

Si les Allemands se jugent en droit de saisir ces matières pour ce motif, les Belges sont fondés *pour le même motif* à en refuser la fabrication au profit de l'ennemi. L'occupant révèle, par ses saisies et réquisitions mêmes, les choses que le patriotisme interdit à la population de produire ou de fabriquer pour lui.



mérite. D'autre part, elle ne s'entretient que par une fidélité scrupuleuse à la parole donnée. La population belge peut-elle être incriminée pour avoir gardé le souvenir du discours du Chancelier allemand au Reichstag, le 4 août 1914? — celui de l'entretien historique sur le « chiffon de papier »? — le souvenir aussi des déceptions que l'autorité d'occupation a fréquemment ménagées à sa bonne foi, surtout dans les réquisitions de main-d'œuvre au cours de l'année 1915 (1)?

La *Frankfurter Zeitung* (30 octobre 1916), citée ci-dessus, allègue que la récolte en Belgique a été jusqu'ici principalement effectuée par les troupes d'occupation, et même avec leurs attelages.

Même si l'affirmation était vraie, on ne voit pas comment l'astreinte au travail, par déportation en Allemagne, des travailleurs agricoles belges, aboutirait à modifier en Belgique la situation dénoncée par le journal allemand.

Mais cette affirmation est erronée : les Belges seuls, et sans aucun concours des troupes d'occupation, ont jusqu'ici cultivé leurs terres et fait leurs récoltes; l'occupant, on le verra, n'a pris souci de ces dernières que pour s'en emparer.

Une note de faits, venue de Belgique et émanant de personnes autorisées, dit à ce propos :

La culture des terres en Belgique a été faite exclusivement jusqu'à présent par les Belges et au moyen de leurs attelages; nulle part et jamais les Allemands n'ont participé à ce travail.

Chacun peut s'en rendre compte en traversant le pays. Au contraire, non seulement la population agricole a continué à vaquer avec la même ardeur qu'avant la guerre à ses occupations habituelles, mais encore la plupart des chômeurs ont employé leurs loisirs forcés à mettre en culture les coins de terre délaissés. C'est ainsi que, dans les environs des villes et des centres industriels, tous les terrains vagues, impropres à l'agriculture, ont été transformés en jardins maraîchers : des milliers d'hectares ont été mis en culture dans le pays par des ouvriers, afin d'augmenter les ressources alimentaires de leur famille.

Peut-être aurons-nous un jour à contempler le triste spectacle de sol-

---

(1) On a pu lire ci-dessus (ch. p. III) divers arrêtés allemands prouvant que l'autorité militaire allemande refuse toute autorité légale aux stipulations de la Convention de La Haye, quand elles font obstacle aux exigences de l'intérêt militaire allemand.

On lira en outre plus loin (chap. XIV, § 2, et XVIII, § 5) le texte des engagements formels pris par l'autorité allemande, en octobre 1914, de s'abstenir de toute astreinte des Belges au travail en Allemagne, et nombre d'autres preuves de la « bonne foi » allemande vis-à-vis des Belges.

faits ennemis labourant les champs de notre pays. Mais quand cette dernière amertume nous sera réservée, ce n'est pas à notre indifférence ou à notre paresse que nous le devrons; si nos terres restent en friche, c'est parce que nos cultivateurs auront été emmenés en Allemagne et que nos chevaux auront été réquisitionnés pour le service de l'armée. L'enlèvement des chevaux a occasionné une situation si grave dans certaines régions que l'autorité allemande a déjà envisagé la réglementation de leur emploi dans les travaux agricoles.

On remarquera que le gouverneur général von Bissing s'est bien gardé, dans son interview au *New-York Times*, de reprendre pour son compte cette accusation de la presse allemande contre les agriculteurs belges. Il ne l'eût pu faire sans se mettre en contradiction avec lui-même. Car, dans son interview avec le correspondant officieux W. Scheuermann (citée ci-dessus, cf. *Die Post*, 19 octobre 1915), il s'était plu à faire un tableau idyllique de l'état des campagnes belges, en opposant, en outre, leur état d'esprit à celui des villes (*nous soulignons*) :

A la campagne, au contraire, et cela doit être toujours proclamé de nouveau (disait-il), règne une parfaite tranquillité du caractère le plus rassurant (*befriedigendsten*). *C'est un plaisir de voir avec quelle assiduité les gens vaquent à leur travail*, avec quelle bonne volonté ils observent les ordonnances des autorités allemandes, etc...

Et cette attestation de l'activité persistante des agriculteurs belges était certainement l'expression de la vérité, puisque le délégué municipal munichois J. Humar, dans la relation citée ci-avant de son voyage en Belgique en mars et avril 1915, notait déjà le même fait, comme une des caractéristiques de l'état économique de la Belgique (*nous soulignons*) :

On sait que, par la politique d'affamement de l'Angleterre, la Belgique fut en proie à de sérieux soucis quant à la question des vivres. La famine et les maladies en eussent été les suites naturelles si l'on n'avait pris des mesures en temps utile.

En conséquence, l'Administration allemande a volontiers collaboré à l'approvisionnement au moyen de vivres de pays neutres... Mais (elle) ne s'en est pas tenue là. Elle a songé à régler la difficile question de l'alimentation pour l'avenir. Cela ne pouvait se faire qu'avec la collaboration de l'agriculture indigène. La fertilité du sol belge l'y aida heureusement, mais aussi en partie une constance louable de la part du paysan belge, qui a su apporter la compréhension nécessaire aux mesures de l'Administration allemande. Tout comme à l'automne [1914]

*on fit en sorte de pouvoir rentrer la récolte, au printemps [1915] on s'employa à ensemençer les champs en temps utile.*

A ces témoignages, nous pourrions en joindre bien d'autres sur l'état des campagnes en 1916 (Voir notamment ci-dessus la description prêtée par les notes Wolff aux députés socialistes scandinaves en juillet 1916).

Ainsi, des témoignages allemands successifs et continus s'accordent à dire que la récolte de 1914, les semailles et la récolte de 1915, les semailles et la récolte de 1916 se firent normalement, et ils notent la constance au travail de l'agriculteur belge. Où donc la presse allemande peut-elle avoir pris le droit de dire, subitement, en octobre-novembre 1916, que les militaires allemands ne pouvaient plus tolérer de devoir faire la récolte belge avec leurs attelages, pour les Belges?...

#### B — LA « PARESSE » DES OUVRIERS BELGES

Et peut-on parler davantage de paresse?

La population ouvrière belge est universellement réputée pour son esprit de labeur. La moyenne de la journée de travail en Belgique est d'une durée plutôt longue. L'ouvrier charbonnier belge passe, à juste titre, croyons-nous, pour l'un des mineurs européens qui fournit le plus rude effort quotidien; les conditions du travail industriel et agricole sont relativement dures dans les Flandres; la prospérité extraordinaire et soutenue de la Belgique, pays essentiellement industriel et le plus dense du monde, ne pourrait s'expliquer, s'il fallait admettre chez l'ouvrier belge un penchant anormal à la paresse. Est-il sensé de croire que cet ouvrier, placé dans les conditions de renchérissement général de la vie que la guerre a engendrées, et ayant une perspective de beaux salaires à gagner, se fût refusé en masse à travailler, perdant l'occasion de tels gains et se condamnant, deux ans durant, à la misère, s'il n'avait pas eu un empêchement de conscience insurmontable?

La même note de faits, de source belge, à laquelle nous avons déjà fait des emprunts, dit :

Il est souverainement injuste de généraliser certains cas particuliers et de représenter des exceptions comme la règle normale. Personne ne nie qu'il n'existe en Belgique, comme dans tous les pays d'ailleurs, certains éléments pour lesquels le travail a plus de répulsion que d'attrait; mais il ne viendra non plus à l'esprit de personne de s'attendre à ce que

la guerre ait amélioré leur mentalité. Habituels à vivre de ressources de hasard, ils ont trouvé dans l'organisation de secours aux chômeurs et aux nécessiteux la certitude du lendemain dont ils n'avaient jamais joui auparavant. On ne s'étonnera pas qu'ils ne désirent pas de changement à un état qui répond complètement à leurs aspirations. Mais qu'on interroge ces centaines de mille ouvriers qui, jusqu'à la guerre, avaient vécu et élevé leur famille dans une aisance suffisante; peut-on croire que c'est par horreur du travail qu'ils se condamnent aux privations et qu'ils se contraignent à l'humiliation de recevoir des secours? Il faudrait bien peu connaître le caractère belge pour pouvoir l'affirmer de bonne foi. Loin de les démoraliser, ces souffrances, qu'ils acceptent volontairement pour obéir à un idéal supérieur de patriotisme et de justice, épurent leurs sentiments et élèvent leur caractère.

Il faut faire remarquer de plus que l'autorité allemande ne s'efforce nullement d'enlever surtout les « chômeurs de profession » pour les mettre au travail; au contraire, elle laisse en général de côté ces « indésirables » et s'attache surtout à choisir, pour ses déportations en Allemagne, les ouvriers de métier les plus qualifiés, n'hésitant même pas à les arracher à leur travail régulier.

Au reste, de deux choses l'une :

Ou bien il y avait du travail « de paix » et honnête offert en Belgique aux chômeurs; ou bien il n'y en avait pas.

S'il y en avait, je comprends qu'on ait à examiner l'hypothèse du « mauvais vouloir » et celle de la « paresse » de la classe ouvrière belge.

S'il n'y en avait pas, il ne peut être question ni de l'une ni de l'autre : le chômeur belge est un chômeur *forcé*, non un chômeur volontaire.

Or, il y avait, à en croire l'interview du général von Bissing, si peu d'occupation économique ordinaire à trouver en Belgique, que ce serait cela même qui, dit-il, l'a acculé à la nécessité d'organiser le travail forcé des Belges *en Allemagne*!...

Faut-il dès lors tirer la conclusion logique immédiate et dire que le général von Bissing a calomnié les ouvriers belges en les taxant d'insubordination et de fainéantise?

Ou bien, allant plus au fond des choses, doit-on aussi mettre en doute sa véracité et dire qu'il y avait du travail à trouver ou à organiser en Belgique et que l'astreinte ou, en tout cas, l'affreuse épreuve de la déportation pouvait être épargnée à la population belge, si SEULEMENT L'AUTORITÉ ALLEMANDE L'AVAIT SINCÈREMENT VOULU?

Ce que vont révéler les documents allemands, ci-après mis au jour,



langten Einarbeitung, Aufsicht, Mitwirkung; zwischen beiden Aufgaben kämpften wir um den Ausbau unserer Abteilung, um Raum, Menschen, Ordnung und Geschäftsgang — und schon trat eine neue Aufgabe gewaltigen Umfangs, heiß ersehnt und hochwillkommen an uns heran.

Unsere siegreichen Heere waren vorgedrungen, Belgien und ein Teil von Frankreich war unterworfen, und auch in Rußland wurde es heller.

. . . . . \*)

. . . . .  
. . . . .

Jetzt war ein gewaltiges Warengeschäft unserer Abteilung angegliedert, die schon damals auf den Umfang eines merkantilen Weltunternehmens angewachsen war; da traten von neuem schwere Gefahren auf. Und um diese Gefahren zu schildern, will ich gleich in das tiefste Fabrikationsproblem greifen und will etwas erzählen — Zahlen werde ich nicht nennen — von der Stickstoffaufgabe, die sich uns bot.

\*) Die Organisation und Bewältigung des ersten Hauptgebietes der Rohstoffversorgung muß späterer Berichterstattung vorbehalten bleiben.

LA CONFÉRENCE DE W. RATHENAU

Fragment d'un compte rendu complet de l'époque (fac-similé B).

## Walter Rathenau über die Organisation der Rohstoffversorgung.

Dr. Walter Rathenau hielt am 20. Dezember 1915 in der Deutschen Gesellschaft in Berlin einen Vortrag über die Organisation der Rohstoffversorgung im Kriege.

Ministerialrat Professor Dr. Arnold Kransy hat im „Neuen Wiener Tagbl.“ v. 2. 2. 1916 ausführlich über diesen beachtenswerten Vortrag berichtet. Wir entnehmen diesem Berichte Folgendes:

Rathenau schildert, wie bereits am 13. August 1914 die Deutsche Kriegesrohstoffabteilung im Kriegsministerium gegründet war zur Bewältigung der vorbildlosen und unehört schwierigen Aufgabe, einem Notstande der Kriegführung und Volkswirtschaft an Rohstoffen vorzubeugen. An die Spitze der Deutschen Kriegesrohstoffabteilung trat Rathenau selbst mit einem militärischen Kollegen. Hervorragende Männer aus allen Gebieten der Technik, der Industrie, des Handels und der Wissenschaft stellten sich ihnen als Berater und Leiter der Teilverbände zur Seite. In wenigen Monaten war die Deutsche Kriegesrohstoffabteilung zur größten konzentrierten Unternehmung der Wirtschaftsgeschichte emporgewachsen, die einen Umsatz von Milliarden Werten in rund 100 Warengruppen bewältigt, eine grundstürzende Neugestaltung des deutschen Wirtschaftslebens durchgeführt hat.

Durch eine Rundreise bei rund 900 Lieferanten des Kriegsministeriums wurden innerhalb 3 Wochen die Deckungsziffer, die Versorgungsdauer und die hauptsächlichsten Lager von Rohstoffen im Inlande in großen Zügen ermittelt.

<sup>1)</sup> Beiträge zur Geschichte der Studentenschaft der k. k. Technischen Hochschule in Wien. Von Dr. Josef Neuwirth. Wien 1916, Gerold & Co.

... durch die Entwicklung der Rohstoffwirtschaft ...

... der öffentlichen und privaten Unternehmungen dar, in denen die unentbehrliche ökonomisch-rechtliche Zwangsbeherrschung und der ausgleichende staatliche Interessenschutz mit kaufmännischer Geschäftsführung und Tatkraft sich erfolgreich vereinigen — gleichweit entfernt von einseitiger, jeden Einfluß des Staates, nicht aber seine Beihilfe ablenkender Selbstgenügsamkeit des Staates, unternehmertums wie von einem Staatssozialismus auf der ganzen Linie.

Die Besetzung Belgiens, des industriell wichtigsten Teiles von Frankreich sowie von Teilen russischen Gebietes brachten der Deutschen Kriegesrohstoffabteilung neue Arbeit. Der Rohstoffbesitz dieser 3 Ländergebiete war der heimischen Kriegswirtschaft nutzbar zu machen, namentlich die in den Zentren des kontinentalen Wollhandels vorgetundenen Vorräte, ebenso wie die beträchtlichen Lager an Kautschuk und Salpeter in der heimischen Fabrikation zu verwerten. Die Schwierigkeiten der Inanspruchnahme nach Kriegesrecht wurden überwunden, ein Netz von Sammelstellen, Lagerplätzen, Verteilungsorganen gelegt, ein Transportschwierigkeiten behoben, neues, Blutz der heimischen Industrie zugeführt, das ihre Lebenskraft vergrößert und verlängert.

Die Erweiterung der inländischen Produktion an Rohstoffen wurde mit Aufwand gewaltiger Kapitalien auf der Grundlage der bahnbrechenden Erfindungen der deutschen Wissenschaft auf den Gebieten der Metallraffination, des Bergbaues, der elektrochemischen, elektrolitischen und elektrothermischen und vieler anderer Industrien in größten Maßstäben unternommen, teils durch unmittelbares Eingreifen der Kriegesrohstoffabteilung, teils durch Vermittlung der Kriegesrohstoffgesellschaften.

Die Beschaffung und Einföhrung von Ersatzstoffen und Surrogaten setzte ebenso auf dem Gebiete der Uniformierung als auf dem des Munitionswesens, der Elektrotechnik, der chemischen Industrie usw. ein. Nur wenige Industriezweige arbeiten heute in Deutschland durchweg mit dem gewohnten Rohmaterial. In manchen Industrien ist man gerade dadurch zum Erkenntnis der Überflüssigkeit des Festhaltens an gewissen Gewohnheiten und Arbeitsarten, vielfach zur Verbilligung der Erzeugung gelangt.

Die Wirkung der Tatkraft der Deutschen Kriegsrohstoffabteilung war eine durchgreifende. Die englische Blockade des Rohstoffes ist wirkungslos geworden, ihre Wirkung hat sich gegen England selbst gewendet, das durch seine notgedrungenen Käufe im Auslande

montre que cette seconde conclusion est vraie comme la première : l'autorité allemande n'accuse les ouvriers belges de « mauvais vouloir » et de « paresse » que pour reporter sur eux la responsabilité qui lui incombe d'avoir supprimé en Belgique le travail économique ordinaire et interdit l'organisation de l'assistance par le travail.

#### § 4. — La vraie cause du chômage : l'épuisement systématique des ressources économiques de la Belgique par l'Allemagne.

Le gouverneur général von Bissing, dans son long entretien avec le correspondant du *New-York Times*, ne fait qu'une allusion extrêmement discrète à l'œuvre législative de l'occupant de la Belgique et uniquement, semble-t-il, pour avoir l'occasion de proclamer sa sollicitude et ses efforts sincères en faveur du relèvement économique du pays.

Les déclarations officieuses et officielles du Gouvernement général sur ce programme et sur ces intentions n'ont pas manqué : le pays a été couvert à peu près d'autant de promesses de « reprise des affaires » qu'il y eut de grandes proclamations allemandes affichées.

La vérité est tout à l'opposé de ces déclarations et promesses.

L'action de l'autorité allemande en Belgique a été principalement, sinon même exclusivement, conduite *dans le dessein réfléchi d'exploiter méthodiquement les ressources du pays au profit de l'Empire allemand et au bénéfice direct de son organisation de guerre.*

#### A — LE PLAN RATHENAU

On possède aujourd'hui quelques renseignements précis sur le vaste programme de mobilisation et d'organisation générale des forces économiques de l'Empire qui fut adopté, dans la première semaine des hostilités, par le ministre de la Guerre de Prusse, le général von Falkenhayn, sur la proposition d'un des magnats de l'industrie allemande.

Le correspondant berlinois du *Chicago Daily News*, M. Raymond Swing, en a fait connaître l'origine et les grandes lignes dans un article intitulé : « *A business man and war: Dr Rathenau's scheme* (Un homme d'affaires et la guerre : le plan du Dr Rathenau) ». Cet article a été rédigé d'après des renseignements rendus publics à la fin de 1915, en Allemagne, et dont le Gouvernement allemand

semble s'être efforcé ensuite de restreindre la diffusion (1). En voici quelques extraits traduits de la reproduction intégrale parue en allemand, dans le journal suisse, les *Basler Nachrichten* n° 7, du 5 janvier 1916 :

Cinq jours après la déclaration de guerre par l'Angleterre, quand le blocus des côtes allemandes était déjà devenu un fait accompli, un homme d'affaires passa par le ministère de la Guerre et remit au général von Falkenhayn, ministre de la Guerre, un plan en vue de la guerre économique à opposer au blocus. Le plan embrassait la réorganisation complète de la gigantesque industrie allemande et la création de la plus grande organisation que la guerre mondiale ait vue. Le plan devait donner la possibilité à l'Allemagne de poursuivre la guerre d'une façon illimitée, malgré l'interruption de presque toutes les importations. Le général von Falkenhayn étudia le plan, manda l'homme d'affaires et lui dit : « Voici quatre salles du ministère de la Guerre pour vous. Vous pouvez avoir de l'aide autant que vous en aurez besoin. Mettez-vous à la besogne ! »

Et sur-le-champ la campagne commença, grâce à laquelle la moitié de la victoire allemande a été gagnée. Le général des Matières économiques, l'homme d'affaires allemand, était le Dr Walther Rathenau, président de l'*Allgemeine Elektrizitäts-Gesellschaft*.

Telle est l'origine du « département des Matières premières au ministère de la Guerre » (*Kriegsrohstoffabteilung im Kriegsministerium*) qui fut chargé, jusqu'à la mobilisation civile de novembre 1916, de contrôler, avec ses trente-six organismes complémentaires (*Kriegsrohstoffgesellschaften*), l'immense production nécessaire pour les besoins de la guerre en Allemagne.

Pour l'ensemble de l'organisation, ici sans intérêt, nous renvoyons à l'article de M. Swing et aux autres sources ci-après citées. Bornons-nous à emprunter à M. Swing les passages de son article où il décrit la façon dont fut conçu, dans ce système, le ravitaillement en matières premières. Il s'exprime comme suit :

La question de l'obtention des matières premières était extraordinairement compliquée. Trois voies pouvaient être suivies ici. Les territoires

---

(1) Il y a lieu de penser que la publicité relative donnée à cette époque au plan Rathenau était imposée au Gouvernement allemand par la nécessité de le défendre et de se défendre lui-même contre des critiques assez vives dont cet organisme nouveau était l'objet. Plus tard, l'effet de l'apologie étant atteint, la censure allemande a restreint la publicité donnée aux explications sur le plan Rathenau (Voir, à ce propos, au fac-similé reproduisant une page du compte rendu de la conférence du Dr Rathenau, la note du bas de cette page).



occupés devaient remettre leurs approvisionnements à l'Empire; quelques matières pouvaient être importées par les rares issues restées encore ouvertes pour l'Allemagne; pour le reste, on devait trouver, en Allemagne même, des sources de production encore inconnues jusqu'ici ou bien des substituts.

On commença aussitôt, dans les territoires occupés, à rassembler les métaux, les produits textiles, chimiques et les autres matières. Des inventaires furent dressés, des entrepôts érigés, un trafic de bateaux créé, la répartition mise en train. Ceci seul déjà nécessitait une gigantesque organisation.

Les renseignements donnés par M. R. Swing ont été confirmés directement par M. Walther Rathenau lui-même, dans une conférence-apologie donnée, le 20 décembre 1915, à la *Deutsche Gesellschaft 1914*, à Berlin, et qui a fait ensuite l'objet d'une publication en brochure, sous le titre : « *Deutschlands Rohstoffversorgung : Vortrag, gehalten in der « Deutschen Gesellschaft 1914 » am 20. Dezember 1915 : Stenogramm H. Geitner, veröffentlicht mit Genehmigung des preussischen Kriegsministeriums* » (6<sup>e</sup>-10<sup>e</sup> mille; Berlin, Fischer Verlag, 1916) (Approvisionnement de l'Allemagne en matières premières; conférence donnée à la « *Deutsche Gesellschaft 1914* », le 20 décembre 1915. Sténogramme de H. Geitner, publié avec le consentement du ministère prussien de la Guerre) ».

Nous avons pensé retrouver dans cette brochure l'exposé complet du plan Rathenau, tel que le correspondant américain R. Swing l'avait rapporté. Mais un espace blanc en remplace la partie la plus intéressante, à la page 32; une note au bas de cette page explique énigmatiquement que « l'organisation et l'administration du premier district principal de l'approvisionnement en matières premières doivent rester réservées pour communication ultérieure ».

Force nous est donc de recourir à une source secondaire; nous avons choisi, de préférence, à cause de la grande publicité qui lui a été donnée en Autriche, le compte rendu détaillé de la conférence de M. W. Rathenau écrit par le conseiller de ministère et professeur, Dr Arnold Krasny, pour la *Neue Wiener Zeitung* (2 février 1916) et dont une analyse et des extraits ont été publiés dans la *Zeitschrift des Oesterreichischen Ingenieur- und Architektenvereines* du 21 avril 1916.

Nous empruntons à ce compte rendu ce qui suit (nous soulignons) :

Rathenau nous dépeint comment, dès le 13 août 1914, fut créée la

« Deutsche Kriegsrohstoffabteilung » (département allemand des Matières premières de guerre) au sein du ministère de la Guerre, en vue de résoudre le problème, sans précédent et d'une difficulté inouïe, d'éviter une crise des matières premières nécessaires à la conduite de la guerre et à l'économie de la nation.

A la tête du département allemand pour les matières premières de guerre, furent placés Rathenau lui-même et un collègue militaire. Des hommes d'élite de tous les domaines de la technique, de l'industrie, du commerce et de la science se rangèrent à leurs côtés comme conseillers et directeurs des organismes de province (*Teilverbände*).

En peu de mois, cette « Deutsche Kriegsrohstoffabteilung » se développa jusqu'à devenir la plus grande entreprise commerciale qui ait existé dans l'histoire économique; elle a passé des transactions valant des milliards, dans ses quelque cent groupes de magasins; elle a fait réussir un organisme absolument nouveau de la vie économique de l'Allemagne.

Par un questionnaire circulaire, envoyé à environ 900 fournisseurs du ministère de la Guerre, on se procura, en un laps de temps de trois semaines, l'indication, dans leurs grandes lignes, des besoins à couvrir, de la durée des approvisionnements et des principaux stocks de matières premières du pays.

Pour faire correspondre l'économie générale des matières premières au but poursuivi, il fallait assurer le « cours forcé » de toutes les matières premières du pays, en empêcher le coulage sous forme d'articles de nécessité secondaire et de luxe, et assurer aux besoins de l'armée la préférence sur tous les autres besoins.

D'un autre côté, il fallait s'assurer par tous les moyens une augmentation des réserves de matières premières, tant par des achats en pays neutre que *par l'accaparement des dépôts trouvés dans les pays ennemis occupés*; d'autre part, il fallait en troisième lieu augmenter simultanément la fabrication nationale par des méthodes nouvelles de production, par des exploitations nouvelles, et enfin rendre possible et faire poursuivre sur la plus grande échelle l'emploi de matières de substitution...

... *L'occupation de la Belgique*, de la partie industriellement la plus importante de la France, ainsi que de parties du territoire russe apportèrent un nouveau sujet de travail à la « Deutsche Kriegsrohstoffabteilung ». *Il fallait utiliser les stocks de matières premières de ces trois territoires pour l'économie nationale de guerre, notamment les réserves trouvées dans les centres du marché continental des laines*; de même les dépôts importants de caoutchouc et de salpêtre devaient être mis en valeur au profit de la fabrication nationale. *La difficulté que l'on éprouve à observer les lois de la guerre dans les réquisitions fut aplanie*; un réseau de centres d'expédition, de dépôts et d'organismes de répartition fut établi; les difficultés de transport furent écartées; un sang nouveau rendant plus grande et plus longue la vitalité fut infusé à l'industrie nationale...

Ce plan officiel d'exploitation systématique des ressources des pays occupés fut exécuté ponctuellement en Belgique, pays non seulement manufacturier, mais riche en stocks de matières premières importées, et lui-même producteur. Pour s'en convaincre, il suffit de rapprocher du programme de W. Rathenau les mesures prises par l'autorité allemande d'occupation dans le domaine de la législation économique.

B — APPLICATION DU PLAN RATHENAU A LA BELGIQUE. LES ORDONNANCES ALLEMANDES EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE DEPUIS LE DÉBUT DE L'OCCUPATION DU PAYS

Le lecteur est prié de considérer que nous laisserons désormais de côté la responsabilité générale de l'Allemagne dans les maux de la guerre que son injuste agression a fait fondre sur la Belgique. Nous laissons aussi, provisoirement, la contribution de guerre et les amendes que ses chefs d'armée et gouverneurs ont fait pleuvoir comme grêle sur les communes belges; de même encore les réquisitions de toute nature (il y en a pour plusieurs milliards, dont *une partie seulement* a été payée, et encore en argent allemand) : ces réquisitions (1) ont été pratiquées par l'autorité *militaire*, et il n'en reste pas de trace dans les documents officiels de l'*Administration civile* allemande.

Nous nous limitons présentement (sections B et C) aux *actes législatifs* de celle-ci, relatés à la *Gesetz- und Verordnungsblatt*.

Dans la collection de ce Moniteur officiel allemand de Bruxelles foisonnent les ordonnances de saisie, taxations, relevés, inventaires, déclarations, autorisations, restrictions, interdictions, etc. Industrie, commerce, agriculture, finances, travail, tout est y passé au crible, vanné, ventilé, enlevé successivement et itérativement, avec une application et une méthode également caractéristiques.

a) *Industrie et commerce en relations intérieures.*

Un relevé que nous avons fait des principaux de ces actes légis-

---

(1) Les réquisitions de l'autorité militaire furent incessantes. Elles durent toujours. Elles n'épargnèrent rien ni personne. On réquisitionna non seulement ce qui était nécessaire, en nature et quantité, à l'entretien des armées de passage et d'occupation, mais des quantités bien supérieures à leurs besoins et une foule de choses étrangères à leur consommation. Voir au chapitre XXI, § 1, le mémoire de la Chambre de Commerce d'Anvers et au chapitre XIV, § 2, la protestation des sénateurs, représentants et notables de la ville et des environs d'Anvers.

latifs du 26 octobre 1914 au 20 octobre 1916 donne le tableau sommaire ci-après :

### PREMIER TABLEAU

Relevés, réquisitions et saisies de marchandises. — Mesures atteignant l'industrie, l'agriculture et le commerce intérieur de la Belgique  
(depuis le début de l'occupation allemande jusqu'au 20 octobre 1916).

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
26 octobre 1914. . .	Le « commissaire du ministère de la Guerre » a le droit de réquisitionner 44 articles (matières premières) énumérés.
15 novembre 1914. . .	Complétant le précédent (18 nouveaux articles).
20 décembre 1914. . .	Complétant le précédent (17 nouveaux articles).
1 <sup>er</sup> novembre 1914. . .	Ordonnant le relevé des stocks de blé, de farine, de légumineux et de pommes de terre.
11 décembre 1914. . .	Ordonnant le relevé de 11 articles que l'autorité militaire aura le droit de réquisitionner (benzine, huiles, caoutchouc, etc...).
25 janvier 1915. . .	Ordonnant le relevé de 18 articles « en vue d'achat éventuel ».
27 février 1915. . .	Ordonnant le relevé des stocks de sucre; les usines doivent fournir des statistiques de leurs matières premières et de leur fabrication. Restrictions au transport du sucre.
26 avril 1915. . . .	Toute la production de charbon revient à une « Centrale » qui décide de son utilisation.
15 mai 1915. . . .	Ordonnant le relevé des stocks d'avoine; relevé des chevaux.
20 mai 1915. . . .	Restrictions à la vente des pommes de terre à Louvain, à Malines et à Turnhout (« Permis » de vendre).
10 juin 1915. . . .	Étend le précédent à d'autres communes (province d'Anvers).
3 juin 1915. . . .	Toute la production des huiles de graissage revient à une « Centrale » qui décide de son utilisation.
14 août 1915. . . .	Étend le précédent à toutes les huiles.
9 décembre 1915. . .	(Deux arrêtés). Étendent les précédents à la graisse de bœuf et de mouton.
11 décembre 1915. . .	Étend les précédents au carbure de calcium.
30 juin 1915. . . .	Saisie du blé destiné à la panification (récolte 1915).
28 août 1915. . . .	Étend les précédents aux stocks de blé des récoltes précédentes et aux stocks de farine.
20 juillet 1915. . . .	Réquisition de l'orge et de l'escourgeon (récolte 1915) par une « Centrale » de l'orge.
10 novembre 1915. . .	Complétant le précédent.



DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
23 juillet 1915. . .	Le « Comité national de secours et d'alimentation » reçoit le droit exclusif d'acheter le blé (saisi par l'arrêté du 30 juin).
29 février 1916. . .	Complétant le précédent.
16 mai 1916. . . .	Complétant les précédents.
27 juillet 1915. . .	Saisie de l'avoine (récolte 1915).
31 octobre 1915. . .	Proroge et modifie le précédent.
6 août 1915. . . .	Saisie du foin (récolte 1915).
10 août 1915. . . .	Saisie du caoutchouc.
30 novembre 1915. .	Complétant le précédent.
17 octobre 1916. . .	Complétant les précédents (extension aux déchets et aux articles finis).
10 août 1915. . . .	Le blé destiné aux semailles et à l'alimentation des producteurs et du bétail ne sera pas saisi.
10 septembre 1915. .	Complétant le précédent ( <i>deux arrêtés</i> ).
13 août 1915. . . .	Saisie des stocks de racines de chicorée.
16 septembre 1915. .	Étend le précédent à la récolte 1915-1916.
23 octobre 1915. . .	Complétant le précédent.
11 octobre 1915. . .	Saisie des os, de la corne et des sabots d'animaux (par la « Centrale » des huiles).
5 décembre 1915. . .	Complétant le précédent.
21 avril 1916. . . .	Étend les précédents aux déchets de cuir.
29 octobre 1915. . .	Saisie des cadavres d'animaux impropres à la consommation. (Le propriétaire est indemnisé pour les peaux. Utilisation par la <i>Kadaververwaltungsanstalt</i> pour les besoins de la « Centrale » des huiles)
8 avril 1916. . . .	Modifie le précédent.
6 novembre 1915. . .	Saisie des oignons.
20 novembre 1915. . .	Toute la production de cuir revient à une « Centrale » soumise aux ordres de l'autorité allemande.
10 octobre 1916. . . .	Modifie le précédent.
5 décembre 1915. . .	Relevé des stocks de pommes de terre supérieurs à 50 kilos.
19 décembre 1915. . .	Restriction au commerce des bœufs et des porcs.
22 février 1916. . . .	Complétant le précédent.
10 mai 1916. . . .	Abroge les précédents.
31 décembre 1915. . .	Saisie des produits en acier laminé (et autres produits pour chemins de fer).
8 janvier 1916. . . .	Saisie des laines.

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
10 janvier 1916. . .	Réquisition du lin et des émouchures.
27 mai 1916 . . . .	Modifie le précédent.
11 janvier 1916. . .	Relevé des stocks de café, de thé et de cacao.
17 janvier 1916. . .	Réquisitions de pommes de terre.
29 février 1916. . .	Saisie des sacs à ciment.
6 mars 1916. . . .	Ordonnant le relevé des machines. Défense de vendre celles-ci sans une autorisation expresse.
13 mars 1916. . . .	Défense d'utiliser des betteraves dans les distilleries.
5 octobre 1916. . .	Complétant le précédent.
15 mars 1916. . . .	Restrictions à la fabrication des savons.
22 mars 1916. . . .	La saisie des arbres est autorisée (La décision est laissée aux gouverneurs militaires et aux commandants de Maubeuge et de Beverloo).
25 mars 1916. . . .	Ordonne le relevé des plantations de pommes de terre.
14 avril 1916. . . .	Ordonne le recensement des terres cultivées.
22 avril 1916. . . .	Saisie du manganèse, du chrome, du wolfram, du nickel, etc.
14 juin 1916. . . .	Défense de vendre les récoltes de céréales sur pied (récolte 1916).
15 juin 1916. . . .	Saisie de l'orge et de l'escourgeon (récolte 1916).
16 juin 1916. . . .	Saisie de la <i>chicorée préparée</i> .
18 juin 1916 . . . .	Défense d'utiliser des fruits dans les distilleries.
19 juin 1916. . . .	Ordonne le relevé des stocks de savon.
5 juillet 1916 . . .	Ordonne l'estimation du rendement en céréales (récolte 1916).
7 juillet 1916 . . .	Ordonne le relevé des machines-outils. Chaque vente doit être <i>déclarée</i> .
8 juillet 1916 . . .	Ordonne le relevé des stocks de cuivre et d'étain; défense de vendre, sauf à la « Centrale ». Les propriétaires sont rendus responsables de la <i>conservation</i> de leurs stocks.
8 juillet 1916 . . .	<i>Deux arrêtés</i> : Le premier abroge tous les arrêtés relatifs à la saisie de la récolte des céréales en 1915 (mais maintient la saisie des stocks antérieurs).

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS. OU ORDONNANCES
	Le deuxième décrète la saisie de la récolte de 1916, ainsi que de la farine, de la paille et du son produits par cette récolte. La saisie sera faite par une « Commission de la récolte ».
8 juillet 1916. . .	Organisation et statuts de la « Commission de la récolte ».
14 juillet 1916 . . .	Saisie de la chicorée.
18 juillet 1916 . . .	Restrictions à l'utilisation industrielle des betteraves.
19 juillet 1916 . . .	Défense de torréfier le blé.
19 juillet 1916 . . .	Défense d'utiliser des machines à effiloche.
19 juillet 1916 . . .	Ordonne le relevé des stocks de tissus, articles de bonneterie, etc. Restrictions à la vente de ces articles.
19 juillet 1916 . . .	Saisie de 75 % des articles dont le relevé est ordonné par l'arrêté précédent.
22 août 1916. . . .	Complétant les précédents.
14 octobre 1916. . .	Complétant les précédents.
21 juillet 1916 . . .	Saisie de l'avoine (récolte 1916) et de la paille de cette avoine.
26 juillet 1916 . . .	Défense de vendre ou de transporter des chevaux pendant le mois d'août 1916.
12 septembre 1916. .	Étendant le précédent aux mois de septembre et d'octobre 1916.
16 août 1916. . . .	Ordonne le relevé du rendement en pommes de terre en 1916.
22 août 1916. . . .	Saisie des bandages de bicyclettes.
14 octobre 1916. . .	Complétant le précédent.
22 août 1916. . . .	Restrictions au commerce des textiles.
16 septembre 1916. .	Ordonnant le relevé des produits sulfureux.
23 septembre 1916. .	Restrictions à la vente des vivres et des fourrages.
25 septembre 1916. .	Ordonne le relevé de certaines machines, dont la vente est interdite, sauf une autorisation expresse.
27 septembre 1916. .	Droit de réquisition des courroies et câbles de transmission.
30 septembre 1916. .	Saisie des aciers rapides.
3 octobre 1916. . .	Restrictions à la vente du benzol.

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
6 octobre 1916. . .	Restrictions à la confection des pâtisseries.
7 octobre 1916. . .	Restrictions à la vente du borax.
17 octobre 1916. . .	Ordonne le relevé des troncs de peupliers non abattus.
20 octobre 1916. . .	Ordonne le relevé des moteurs à explosion.
20 octobre 1916. . .	Défense de vendre des machines à travailler les métaux.

*N. B.* — Dans ce tableau les *séries* distinctes d'arrêtés sont séparées par des tirets. Nous y avons aussi compris les ordonnances relatives à l'agriculture, bien qu'elles ne doivent être commentées que plus loin.

Pour éviter de donner une idée incomplète de la situation économique résultant des actes législatifs de l'occupant, nous avons, exprès, compris aussi dans le tableau des mesures qui peuvent avoir été dictées par la considération de certaines nécessités de guerre réelles, exigeant, dans l'intérêt même du pays, une réglementation d'exception (par exemple celles qui furent inspirées par le souci d'une meilleure répartition des produits alimentaires). De ces mesures justifiées ou justifiables on ne fait pas grief ici au Gouvernement allemand de la Belgique occupée, pour autant, bien entendu, qu'il n'en ait pas été abusé subrepticement, au profit de l'Allemagne, par des organismes ou fonctionnaires non ou insuffisamment contrôlés.

Mais ces mesures sont le petit nombre; elles-mêmes contribuent d'ailleurs déjà, pour leur part, à rendre l'activité industrielle et commerciale plus difficile qu'en temps de paix, et la nécessité même de les prendre devait imposer plus de ménagement dans les autres domaines de la vie économique.

Dans l'ensemble et sous ces réserves, le tableau accuse en deux années la promulgation de *soixante-six ordonnances ou arrêtés* principaux : les uns prescrivant des relevés préliminaires aux saisies, des réquisitions, des saisies, des immobilisations en vue d'achat éventuel; les autres créant des monopoles commerciaux au profit de « Centrales » allemandes d'achat et de vente; d'autres interdisant ou réglementant, d'une manière souvent tracassière, le commerce intérieur; d'autres encore soumettant à des autorisations (toujours payantes), des manifestations diverses de l'activité économique des Belges. Nombre des ces ordonnances furent modifiées (souvent aggravées) par *trente-trois ordonnances complémentaires*



successives, de telle sorte que ce premier tableau comporte, au total, mention de *quatre-vingt-dix-neuf mesures législatives* atteignant, à des titres divers et dans des proportions variables, l'industrie, l'agriculture et le commerce intérieur de la Belgique.

Il est bon qu'à titre d'exemple, on ait sous les yeux le texte de l'une de ces ordonnances. Voici la première citée, remontant à l'administration du maréchal von der Goltz

ARRÊTÉ RELATIF AU TRAFIC DES MATIÈRES  
SERVANT AUX BESOINS DE LA GUERRE

I

Les matières ci-après citées servant aux besoins de la guerre sont soumises aux dispositions de cet arrêté :

Argent, cuivre, laiton, plomb, zinc, nickel, minerais de nickel, aluminium, étain, antimoine, ferromanganate, minerais de manganèse, ferrosilicium, phosphates bruts et superphosphates, nitrates, acide nitrique, pyrites, acide sulfurique, graphite, glycérine, matières à tanner, explosifs, camphre, codéine, morphine, opium, loques, coton, jute, laine, chanvre et les fils et produits manufacturés de ces matières, sacs, peaux, cuir, caoutchouc, gomme brute, gutta-percha, graisses, huiles minérales, benzine, benzol.

II

L'exportation de Belgique des matières énumérées au paragraphe I est soumise jusqu'à nouvel ordre au contrôle du commissaire du ministère de la Guerre en Belgique, 65, rue de la Loi, Bruxelles. Les demandes motivées d'autorisation d'exporter sont à adresser au commissaire. Les matières de quiconque éludera son contrôle seront confisquées.

III

Le commissaire du ministère de la Guerre (II) peut décider que des provisions de matières énumérées au paragraphe I doivent être cédées en propriété à l'Empire allemand ou à des tiers, contre remboursement de la valeur. La valeur des provisions sera fixée définitivement par une commission nommée par le ministère de la Guerre à Berlin.

IV

Cet arrêté entre immédiatement en vigueur.

Bruxelles, le 26 octobre 1914.

*Le Gouverneur général en Belgique,*

Baron VON DER GOLTZ.

Feld-Maréchal.

On remarquera que cet arrêté est édicté au profit du « Commissaire du ministère de la Guerre en Belgique ». C'est le délégué prévu dans l'organisme de M. W. Rathenau qui comportait, ainsi que nous l'avons exposé plus haut, l'institution d'une commission économique auprès de toutes les autorités militaires des territoires occupés. Nous avons ainsi la preuve officielle de l'application à la Belgique du plan Rathenau : l'arrêté a pour but de couvrir de l'autorité législative l'ordre d'enlèvement de produits, donné de Berlin, par le département des Matières premières.

Les ordonnances qui ont suivi sont, *mutatis mutandis*, d'un type analogue.

Il n'est pas sans intérêt de donner aussi une nomenclature des principaux articles industriels visés par l'ensemble de cette législation économique.

#### NOMENCLATURE

##### des principaux produits et matières visés dans les arrêtés et ordonnances ci-dessus.

(Premier tableau.)

26 octobre 1914. . .	Argent, cuivre, laiton, p'omb, zinc, nickel, minerais de nickel, aluminium, étain, antimoine, ferro-manganate, minerais de manganèse, ferrosilicium, phosphates bruts et superphosphates, nitrates, acide nitrique, pyrites, acide sulfurique, graphite, glycérine, matières à tanner, explosifs, camphre, codéine, morphine, opium, loques, coton, jute, lin, chanvre et les fils et produits manufacturés de ces matières, sacs, peaux, cuirs, caoutchouc, gomme brute, gutta-percha, graisses, huiles minérales, benzine et ben ol.
15 novembre 1914. .	Scories Thomas pulvérisées, chaux azotée, goudron, toluol, sulfate d'ammonium, lin, déchets de lin, semence de coton, huile de lin, semence de lin, huile de ricin, semence de ricin, huile de palme, huile de térébenthine, oléines, stéarine, résine, matières pour bandages chirurgicaux ainsi que les matières premières et les produits demi-manufacturés s'y rattachant.
20 décembre 1914. .	Platine, mercure, aciers spéciaux, fer-blanc, acide chlorhydrique, ammoniacque liquide, couleurs à base de goudron, bois exotiques en blocs et en troncs, jonc pelé, jonc à canneler, verges d'osier, balata, fibres vulcanisées, soie, déchets de soie, fils de soie et allumettes.
1 <sup>er</sup> novembre 1914. .	Froment, seigle, orge, avoine, maïs, farine, légumineux, pommes de terre.
11 décembre 1914.	Benzine, benzol, pétrole, esprit de vin, glycérine, huiles et graisses de tout genre, toluol, carbure,

- caoutchouc brut et déchets de caoutchouc ainsi que de pneumatiques d'automobiles.
- 25 janvier 1915. . . Plomb, masse de plomb, graphite, cuivre, sulfate de cuivre, laiton, tombac, aluminium, régule d'antimoine, antimoine brut ou oxyde d'antimoine, minerais d'antimoine et produits intermédiaires, bronze, zinc fin, nickel, mercure, étain, étain laminé.
- 27 février 1915 . . . Stocks en sucre de diverses espèces, en mélasse et en sirop, stocks en semences de betteraves à sucre.
- 26 avril 1915. . . Houilles extraites en Belgique, cokes, briquettes et sous-produits de fours à cokes fabriqués en Belgique.
- 15 mai 1915. . . Avoine, chevaux.
- 3 juin 1915 . . . Huiles de graissage.
- 14 août 1915. . . Toutes les huiles et graisses minérales, animales et végétales, y compris le pétrole, le bitume, l'acide sébacique, l'oléine, la glycérine, la stéarine, la paraffine, la cérésine, la résine.
- 9 décembre 1915. . Graisse brute de bœuf et de mouton.
- 11 décembre 1915. . Stocks de carbure de calcium.
- 10 août 1915 . . . Pneumatiques neufs et usagés (enveloppes et chambres à air) sans distinction entre les pneus en fabrication et ceux qui sont ou non placés aux roues des autos (y compris les pneus de toutes motocyclettes et voiturettes à trois et quatre roues), caoutchouc usagé de tout genre, déchets de caoutchouc résultant de fabrication, caoutchouc brut.
- 17 octobre 1916. . . Caoutchouc usagé et vieux caoutchouc, quelle que soit la quantité, articles finis, de tout genre, en caoutchouc.
- 13 août 1915. . . Stocks de racines de chicorée.
- 16 septembre 1915. . Cossettes de chicorée de la récolte 1915-1916.
- 11 octobre 1915. . Os crus ou cuits, cornes ou pieds d'animaux abattus.
- 21 avril 1916. . . Déchets de cuir de tout genre (brochettes) obtenus dans les tanneries.
- 29 octobre 1915. . . Cadavres d'animaux et parties, peaux, déchets, etc.
- 20 novembre 1915. . Peaux du gros bétail, peaux de veaux, moutons et chèvres et matières tannantes de tout genre, y compris les écorces de chêne et de pin.
- 10 octobre 1916. . . a) Cuirs en poil et cuirs de chevaux, peaux de poulains, de poneys et de veaux; la déclaration est obligatoire même pour une seule pièce;  
 b) Peaux de moutons, de chèvres, de chevrettes, si le stock dépasse 10 pièces par catégorie;  
 c) Peaux de lapins, de lièvres, de chiens et de chats et peaux brutes de gibier quelconque, si le stock dépasse 25 pièces par catégorie;  
 d) Cuirs tannés (produits finis) de toute sorte, si le stock dépasse soit 100 kilos pour chaque sorte de marchandise vendue au poids, soit 30 pièces pour chaque sorte de marchandise vendue au mètre ou à la pièce; en outre, tous les cuirs en tannerie ou en corroyage;  
 e) Écorces et bois servant au tannage, extraits taniques et jus de tannage.

31 décembre 1915. . .	Tous les produits de laminoirs (produits mi-ouvrés de tout genre tels que les lingots, les brames et les blooms, les billettes, les largets, etc.), toutes les tôles de fer et d'acier de plus d'un millimètre d'épaisseur, en outre les rails et tout autre matériel pour chemin de fer de campagne ou à voie étroite.
8 janvier 1916. . .	Toutes les laines (brutes, lavées ou peignées, blouses, déchets de laine, bouts de fils de laine, laines artificielles et mélanges de laines avec d'autres matières), matelas mis ou à mettre en vente.
10 janvier 1916. . .	Lin et émouchures.
11 janvier 1916. . .	Stocks de café, thé, cacao.
29 février 1916. . .	Sacs à ciment.
6 mars 1916. . . .	Tous les électro-moteurs, machines productrices de courant (dynamos, génératrices), commutatrices et moteurs générateurs, transformateurs, appareils de manœuvre, sûretés, disjoncteurs automatiques, appareils de démarrage et de réglage, additeurs-réducteurs, compteurs à électricité, etc.
15 mars 1916. . . .	Savons.
22 mars 1916. . . .	Arbres.
22 avril 1916. . . .	Stocks des produits solides ou liquides rentrant dans une des classes désignées ci-après : Classe 1 : manganèse : métal et alliages de manganèse et de fer (ferromanganèse et spiegeleisen). — 2 : manganèse : minerais et scories. — 3 : wolfram : métal et fer wolframifère (ferrowolfram). — 4 : acier wolframifère d'une teneur d'au moins 1 % de wolfram. — 5 : wolfram : minerais, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 6 : chrome : métal et fer chromé (ferrochrome). — 7 : acier chromé d'une teneur d'au moins 0,5 % de chrome. — 8 : chrome : minerais, sels, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 9 : molybdène : métal et alliages (ferromolybdène). — 10 : molybdène : minerais, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 11 : vanadium : métal et alliages (ferrovandium). — 12 : vanadium : minerais, sels, acides, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 13 : titan : métal et alliages (ferrotitan). — 14 : titan : minerais, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 15 : cobalt : métal et alliages (ferrocobalt). — 16 : cobalt : minerais, sels, scories, sous-produits et produits intermédiaires. — 17 : nickel : métal et alliages.



Classe 18 : nickel : minerais, sels, scories, sous-produits et produits intermédiaires.

— 19 : ferrosilicium, ferrophosphore, silicospiegel, silico aluminium-manganèse.

— 20 : fonte pour acier et spiegeleisen ayant de 3 à 20 % de manganèse.

— 21 : fer hématite.

En ce qui concerne les alliages de fer susmentionnés, la saisie s'étend aussi aux déchets, mitrailles et aux outils finis ou mi-ouvrés.

16 juin 1916 . . . Chicorée préparée.

19 juin 1916 . . . Stocks de savon de toute espèce et tous produits fabriqués avec des graisses et des acides sébaciques et des alcalis.

7 juillet 1916 . . . Machines-outils divisées en 22 classes :

Classe 1 : tous les tours de 125 millimètres de hauteur des pointes et plus.

— 2 : tous les tours-revolvers de 125 millimètres de hauteur des pointes et plus.

— 3 : tous les tours automatiques.

— 4 : toutes les machines à fraiser (universelles, verticales, horizontales et simples à leviers).

— 5 : toutes les machines à tailler et raboter les engrenages droits, les engrenages coniques, les roues à vis sans fin et les roues hélicoïdales.

— 6 : toutes les machines à raboter.

— 7 : toutes les machines à percer d'une capacité de perçage de plus de 5 millimètres (machines à percer sur colonnes, machines à percer verticales et machines à percer radiales).

— 8 : toutes les machines à mortaiser.

— 9 : tous les étaux-limeurs.

— 10 : tous les tours verticaux à façonner et aléser.

— 11 : toutes les machines à aléser et à fraiser horizontales.

— 12 : toutes les machines à tailler, à fraiser ou mortaiser les rainures.

— 13 : toutes les machines à poinçonner, machines à cisailer, machines à couper les fers, machines à couper les poutrelles, commandées à la main, par courroies ou par moteur électrique.

— 14 : toutes les machines à travailler les tôles (machines à border, machines à ondueler, etc.).

— 15 : tous les marteaux-pilons (à courroie, à compression d'air, à vapeur ou à ressorts).

— 16 : toutes les presses, presses excentriques, à vis ou à friction.

Classe 17 : toutes les installations de presses hydrauliques et pneumatiques.

- 18 : toutes les machines à scier les métaux (à scie circulaire, à cadran et à scie à ruban).
- 19 : toutes les machines à meuler, rectifier et affûter.
- 20 : toutes les machines à tronçonner.
- 21 : toutes les machines à tarauder et à fileter.
- 22 : toutes les machines pour la fabrication des vis.

8 juillet 1916 . . . Tous les stocks, à l'état solide ou liquide, désignés dans les classes suivantes et se trouvant à la date du 1<sup>er</sup> août 1916 dans le territoire du Gouvernement général :

A. — *Cuivre et étain*

(minerais, métaux bruts, produits mi-ouvrés, etc.).

Classe 1 : cuivre dans les minerais, sous-produits et produits intermédiaires de l'industrie métallurgique, d'une teneur en métal de 2 % au moins.

- 2 : cuivre dans les produits chimiques (sulfate de cuivre, crasses de cuivre).
- 3 : cuivre non ouvré, cuivre brut (raffiné et non raffiné) de tout genre, y compris le cuivre électrolytique.
- 4 : cuivre mi-ouvré, notamment forgé, laminé, tiré, fondu, pressé, estampé, lancé, coupé, foré, tourné, raboté, fraisé (y compris toutes les pièces et les accessoires qui ne sont pas montés de façon à former des objets et appareils prêts à servir).

Appartiennent à cette classe les tuyaux, les fils et câbles nus. N'en font pas partie les fils de moins de 0<sup>mm</sup> 5 de diamètre, les cordes et tissus fabriqués de tels fils, les tôles et feuilles de moins de 0<sup>mm</sup> 2 d'épaisseur, les vis et écrous pesant moins de 5 grammes par pièce.

- 5 : fils et câble de cuivre, isolés, ayant au moins 0<sup>mm</sup> 5 de diamètre, non compris les fils avec isolation de soie ou de caoutchouc.
- 6 : déchets de cuivre et vieux cuivre de tout genre, y compris les pièces des vieilles machines démontées, des vieux appareils démontés et des parties de ces machines et appareils.
- 7 : cuivre dans les alliages de cuivre et de zinc, notamment le laiton et le tombac, non ouvré, lingots, plaques ou autres

# Gesetz- und Verordnungsblatt

für die okkupierten Gebiete Belgiens.

Wet- en Verordningsblad voor de bezette streken van België.

Bulletin officiel des Lois et Arrêtés pour le territoire belge occupé.

## DROIT.

Il est imposé à la population de Belgique une contribution de guerre s'élevant à 40 millions de francs à payer mensuellement pendant la durée d'une année.

L'acquittement de ces montants est à la charge des neuf provinces, qui en sont tenues comme débiteurs solidaires.

Les deux premières mensualités sont à réaliser au plus tard le 15 janvier 1915, les mensualités suivantes au plus tard le 10 de chaque mois suivant à la caisse de l'armée en campagne du Gouvernement Général Impérial à Bruxelles.

Dans le cas où les provinces devraient recourir à l'émission d'obligations à l'effet de se procurer les fonds nécessaires, la forme et la teneur de ces titres seront déterminées par le Commissaire Général Impérial pour les Banques en Belgique.

Bruxelles, le 10 décembre 1914.

Le Commissaire général en Belgique,  
Rudolf von Bock.

Fac-similé de la publication au *Moniteur officiel* allemand de l'ordonnance du 10 décembre 1914, établissant la contribution de guerre de 40 millions de francs par mois, pour un an. Cette contribution fut rendue *permanente* à la fin de 1915. Elle fut élevée à 50 millions de francs par mois par ordonnance du 20 novembre 1916. Cf. chapitre XXI, § 2.

## BEKANNTMACHUNG

Der Zwangskurs 1 Mark deutscher Währung ist gleich 1 frank 30 centimes belgischer Währung.

Es ist mir zu oren gekommen, dass hiesige Geschäfte fuer 1 Mark nur 1 frank geben. Sollte mir gemeldet werden, dass fernerhin 1 Mark nicht gleich 1 frank 50 centimes gerechnet wird, so werde ich die betreffenden Geschäfte sofort schliessen lassen und die Inhaber zur Verantwortung ziehen.

Gd. Bleyhoffer

Oberstutnant und Kommandant.

St-Trond, 9 September 1914.

## AVIS

Le cours forcé du Mark valable en Allemagne est équivalent à 1 fr. 30 centimes valeur Belge.

Il m'est parvenu que des maisons de commerce ne donnaient que 1 fr. pour 1 Mark.

S'il est porté à ma connaissance que dorénavant un Mark n'est pas compté 1 fr. 50 centimes, je ferai immédiatement fermer ces magasins et en rendrai responsables leurs occupants.

Signé Bleyhoffer

Lieutenant-Colonel et Commandant

St-Trond, le 9 septembre 1914.

## BEKENDMAKING

De dwangkoers van de Duitsehe waarde 1 Mark staat gelijk met 1 fr. 30 centimenen Belgische waarde.

Het is ons ter ooren gekomen dat commerciehuizen van de stad maar 1 fr. geven voor 1 Mark.

Moest ik vernemen dat in het vervolg 1 Mark niet gerekend wordt aan 1 fr. 50 centimenen, zal ik onmiddellijk zulke nagazijnen laten sluiten en de bewoners tot verantwoordwoording dagen.

Gd. Bleyhoffer

Lieutenant-kolonel en kommandant

St-Tronden, den 9 September 1914

Le cours forcé du mark à 1<sup>fr</sup>25 fut imposé à tout le pays par arrêté du 3 octobre 1914. L'Avis ci-dessus l'impose à Saint-Trond à 1<sup>fr</sup>30, sous prétexte que tel est en argent belge l'équivalent du cours forcé en vigueur en Allemagne.

Ces fac-similes se rapportent à la page 158.

gischer Wille mußte umgesetzt werden in wirkliche Tat, bis innerhalb weniger Monate ins Leben gerufen war, was ich auf Schritt und Tritt hier leuchten sehe als ruhmvollen Sieg der deutschen Regsamkeit und des deutschen Wesens.

Durch zwei Wochen war ich Tag für Tag auf den Beinen, um nur im Groben und Großen überschauen zu lernen, was im Bereiche eines einzigen Korps und einer einzigen Armee von der bedachtam gegliederten, ruhig und unversagbar arbeitenden deutschen Etappenmaschiniererie geleistet wird. Was ich hier in begrenztem Umfang gesehen habe, das wiederholt sich in seinem für die Heimat nützlichen Erfolge vielfach über die ganze westliche Front hin.

Alle Arbeit vollzieht sich da nach dem Grundlag: es soll für den Heeresbedarf möglichst wenig aus Deutschland herbeigebracht, möglichst viel aus dem eroberten Feindesland herausgeholt und alles für das Heer Entbehrliche und für die Heimat Bernerzbare nach Deutschland übergeführt werden. Durch drei Monate wurden etwa vier Fünftel der Heeresbedürfnisse aus dem eroberten Land gedeckt. Auch jetzt, wo die auszunutzenden Quellen des von uns okkupierten Landes schon spärlicher fließen, deckt das eroberte Gebiet noch immer zu zwei Dritteln den Bedarf der deutschen Wehrarmee. Dadurch wurden dem Deutschen Reichs nach durchschnittlicher Schätzung seit vier Monaten täglich  $3\frac{1}{2}$  bis 4 Millionen Mark erspart. Dieser Siegesgewinn der Deutschen erhöht sich noch ganz beträchtlich durch den nach völkerrechtlichen Bestimmungen gegen das eroberte Land geführten Wirtschaftskrieg, d. h. durch die Ausnützung der in ungeheuren Mengen von Belgien und Nordfrankreich nach Deutschland übergeführten Staatsgüter an Kriegsbeute, Festungsprovinant, Getreide, Wolle, Metallen, kostbarem Hartholz und anderen Dingen — mit Ausschluß alles unrequitierbaren Privatvermögens, das in notwendigen Fällen wohl zur Nahrung der deutschen Vorräte abgelöst, aber auch nach seinem vollen Werte bezahlt wird. Was Deutschland bei diesem mit kaufmännischer Umsicht geführten Wirtschaftskriege erspart und gewinnt, läßt sich täglich mit weiteren 6—7 Millionen Mark bezeichnen, so daß der Gesamtgewinn, den das Deutsche

Reich hinter seiner westlichen Front seit Kriegsbeginn erzielte, mit etwa 2 Milliarden zu veranschlagen ist — für Deutschland ein gewaltiger Sieg durch Ersparung und Mehrung an wirtschaftlicher Kraft, für den Feind eine brüllende Niederlage durch Ausschöpfung aller finanziellen Hilfsquellen seiner an uns verlorenen Gebietsteile.

Von der Verzweigung und Führung dieses Wirtschaftskrieges werde ich noch zu erzählen haben. Man wird dabei lernen, das Schlagwort von den „unpraktischen Deutschen“ in die Rumpelkammer der Vergangenheit zu werfen. Den erfreulichen Wandel, der sich da zu unseren Gunsten vollzogen hat, charakterisierte mir ein hoher deutscher Offizier in St. Quentin mit den nachdenklich-heiteren Worten: „Es ist merkwürdig, was der Mensch alles lernt! Ich bin doch eigentlich ein Potsdamer Gardeoffizier. Jetzt handle ich mit Holz und Wolle. Sogar erfolgreich!“

Fac-similé de la fin de l'article XII de L. Ganghöfer tel qu'il parut dans les *Münchener Neueste Nachrichten*, numéro du 26 février 1915.

Reproduisant plus tard ce même article dans son ouvrage *Reise zur deutschen Front* (Berlin, Ullstein, 1915), M. Ganghöfer a eu soin de supprimer les derniers alinéas compromettants qui terminent l'article (à partir de la septième ligne, colonne de gauche). (Comparez avec le fac-similé B dans le texte de la page 172.)

Ce fac-simile se rapporte aux pages 172-173.



formes de même genre et mi-ouvré de la manière désignée à la 4<sup>e</sup> classe.

Classe 8 : cuivre dans les alliages de cuivre et d'étain, notamment bronze, non ouvré et mi-ouvré de la manière désignée à la 4<sup>e</sup> classe.

- 9 : cuivre dans les alliages de cuivre et de nickel, notamment argent neuf, alpaca, alfévide non ouvré et mi-ouvré de la manière désignée à la classe 4.
- 10 : cuivre dans les alliages de cuivre avec d'autres métaux non cités ci-dessus, non ouvré et mi-ouvré de la manière désignée à la classe 4.
- 11 : cuivre des classes 7 à 10 se trouvant dans les vieilles machines et déchets de tout genre, y compris le cuivre des vieilles machines démontées, des vieux appareils démontés et des parties de ces machines et appareils.
- 12 : étain dans les minerais, sous-produits et produits intermédiaires de l'industrie métallurgique, d'une teneur en métal d'au moins 2 % du poids total.
- 13 : étain dans les produits chimiques (cendres d'étain, sels d'étain, etc.).
- 14 : étain : Straits, Banka et Penang, étain dit « Lammzin ».
- 15 : étain mi-ouvré de la manière désignée à la 4<sup>e</sup> classe, notamment tuyaux, capsules non finies, tubes, vaisselle.
- 16 : déchets d'étain et vieil étain de toutes sortes.
- 17 : étain dans les alliages d'étain avec d'autres métaux non cités ci-dessus (métal blanc, étain à souder).
- 18 : étain en feuilles.

**B. — Cuivre et étain dans les produits finis servant à l'industrie.**

Classe 19 : lignes aériennes nues, y compris les fils de trolley de chemins de fer et tramways électriques, les connexions de rails, en cuivre, placés à découvert.

- 20 : lignes aériennes et souterraines, se composant de fils de cuivre isolés :
  - a) Lignes aériennes, de plus de 25 millimètres carrés de section par conducteur;
  - b) Lignes souterraines (câbles armés et non armés) de plus de 50 millimètres carrés de section par conducteur.
- 21 : barres collectrices des tableaux de distribution électrique, ainsi que les conducteurs de raccordement y appartenant.
- 22 : boîtes à feu en cuivre.

Classe 23 : tuyaux en cuivre, placés, ayant au moins 10 millimètres de diamètre extérieur.

— 24 : tambours en alliage d'étain des compteurs à gaz.

C. — *Cuivre, bronze, laiton et étain dans les produits finis servant aux entreprises destinées à nourrir ou à loger le public et aux entreprises similaires.*

Classe 25 : Vaisselle, ustensiles de ménage de tout genre (pour cuisines et fournils) en cuivre, bronze ou laiton.

— 26 : chaudières à lessiver, baignoires, réservoirs à eau chaude des fourneaux et des cuisinières, réservoirs à eau, y compris la tuyauterie en cuivre, bronze ou laiton.

— 27 : garniture et plaques d'étain des buffets de cafés, etc., tuyaux en étain, d'au moins 10 millimètres de diamètre extérieur, par exemple tuyaux à bière.

La déclaration doit porter également sur les objets désignés sous A, B et C (en cuivre, bronze, laiton et étain) qui sont recouverts d'une couche d'un autre métal, de vernis, de couleur, etc. Elle ne porte pas sur les objets de fer ou d'un autre métal non visé par le présent arrêté, qui sont recouverts d'une couche (par exemple galvanisés) ou d'une plaque de cuivre, de laiton ou d'étain. Elle ne porte pas non plus sur les objets argentés ou dorés.

N. B. — Un arrêté du 4 novembre 1916 ordonne la saisie des objets visés à cet arrêté (*Gesetz- und Verordnungsblatt*, n° 276, du 13 novembre 1916). Un autre, du 13 décembre 1916, ordonne la saisie de tous les objets de cuivre, étain, etc. se trouvant dans les ménages.

14 juillet 1916 . . . Chicorée.

19 juillet 1916 . . . Machines à effilocheur.

19 juillet 1916 . . . Tissus, bonneterie (articles en tricot, etc.), articles de rubanerie, cordons, sangles, cordonnets, ganses (galons, liserés, soutaches), lacets, paires de bretelles, élastiques.

26 juillet 1916 . . . Chevaux.

22 août 1916. . . . Bandages de bicyclettes.

22 août 1916. . . . Textiles.

16 septembre 1916. . Produits sulfureux.

25 septembre 1916. . Machines diverses :

Classe 1 : les locomobiles sur roues et fixes.

— 2 : toutes les locomotives routières et automobiles, de charge, à vapeur ou à force électrique, entre autres les rouleaux compresseurs à vapeur, les machines motrices pour charrues à vapeur et autres machines motrices similaires.

— 3 : les machines à travailler le bois.

- a) Tous les châssis de scies et les scies à cadre et scies pour débiter des bois en billots ou en grumes, dans lesquelles la lame de scie travaille de la même façon que dans les châssis de scies;
- b) Toutes les grosses scies à ruban pour débiter des bois en grumes, etc.;
- c) Toutes les scies à ruban ordinaires dont les volants ont plus de 600 millimètres de diamètre;
- d) Les scies circulaires de toute sorte, telles que scies circulaires à table, scies à équarrir, scies à pendule, scies circulaires à balancier (dites scies à mortaiser), machines à scier les onglets, etc.;
- e) Toutes les raboteuses telles que : machines à dégauchir, bouveter et moulurer, raboteuses tirant d'épaisseur et ayant plus de 300 millimètres de largeur de lames, etc.;
- f) Les machines verticales ou horizontales à moulurer et à mortaiser (dites touppies) de toute sorte;
- g) Toutes les perceuses horizontales et verticales ordinaires, sur bâti, les machines à percer murales ou sur colonne, etc.;
- h) Toutes les machines à percer et à mortaiser horizontales et verticales;
- i) Toutes les machines pour la fabrication de roues (tours et mortaiseuses pour moyeux, tours à rais, machines à faire les pattes et les broches, etc., machines à cintrer, raboter intérieurement et extérieurement, arrondir, percer et mortaiser les jantes et les manches à marteaux);
- k) Les diverses sortes de tours à tourner le bois, de toute sorte;
- l) Les diverses sortes de machines à affûter les scies circulaires, scies à ruban, lames raboteuses, fraises à bois, etc.

Classe 4 : installations pour l'aspiration et le refoulement de l'eau, des poussières, copeaux, etc. (pompes, ventilateurs, compresseurs), savoir :

- a) Toutes les pompes à main se trouvant dans les fabriques qui chôment, dans les dépôts, ainsi que dans les établissements fabriquant des pompes de ce genre;
- b) Toutes les pompes à piston, à vapeur ou à force motrice;
- c) Toutes les pompes centrifuges et à engrenages, à vapeur ou à force motrice;

d) Tous les compresseurs à basse et à haute tension;

e) Tous les ventilateurs à ailettes et turbocompresseurs à basse et à haute tension.

Classe 5 : tous les stocks de tuyaux non montés à eau, à gaz et à air, en fonte, fer forgé ou tôle.

— 6 : tous les treuils à câble et à chaîne.

— 7 : toutes les grues fixes ou roulantes, simples, à portique et à pont, ainsi que toutes les grues pivotantes sur roues, mues à la main, à la vapeur ou à l'électricité.

— 8 : toutes les grues à benne prenante, sur roues, mues à la vapeur ou à l'électricité.

— 9 : tous les excavateurs, dragues et suceuses mus à la main, à la vapeur ou à l'électricité.

27 septembre 1916. . . Courroies et câbles de transmission.

30 septembre 1916. . . Tous les aciers rapides de toute sorte et de toute dénomination : il faut entendre par aciers rapides les alliages d'acier et de tungstène (wolfram), vanadium ou iridium, tels que les aciers des marques Novo, Capital, New-Capital, Tireless, Mushet, Böhler-Rapid, Becker-Rapid, Torno, Velocity, Goliath, Clifton, Armstrong et autres.

3 octobre 1916. . . Benzol.

7 octobre 1916. . . Borax.

17 octobre 1916. . . Troncs de peupliers non abattus.

20 octobre 1916. . . a) Tous les moteurs à explosion des automobiles, motocyclettes, autocanots, avions, charrués à moteur et locomobiles à moteur, pour autant qu'ils n'aient pas été déclarés par suite de l'arrêté du 26 mai 1915 concernant la circulation des automobiles privées et que le déclarant ne possède pas de quittance constatant que la déclaration a été effectuée;

b) Tous les moteurs fixes à explosion;

c) Toutes les pièces essentielles et tous les accessoires essentiels des moteurs désignés aux lettres *a* et *b*, pour autant que ces pièces et accessoires soient mentionnés sur les bulletins officiels de déclaration.

20 octobre 1916. . . Toutes les machines à travailler les métaux.

### b) Agriculture.

Le tableau et la nomenclature ci-dessus donnent surtout les saisies de nature à exercer une influence directe sur la situation de l'*industrie* et du *commerce*. Ils contiennent aussi des ordonnances concernant l'*agriculture*. Il convient de faire une mention spéciale de celles-ci.

On a vu que les récoltes et produits agricoles de toute nature



ont été l'objet de réquisitions, de saisies et de taxations de prix, très nombreuses. Certaines peuvent avoir été rendues nécessaires en principe, par le besoin d'empêcher les accaparements et la spéculation. Mais force est, en présence des critiques qu'elles ont provoquées en Belgique, de faire des réserves au sujet de leur application.

La quantité de chevaux enlevée à la Belgique est énorme, aussi bien de chevaux employés à la culture que de chevaux de reproduction, de luxe et de trait (1).

En ce moment (mois de novembre 1916), on nous mande de Belgique que l'autorité allemande réquisitionne tous les chevaux de l'agriculture. Dans certaines régions, on en a enlevé 70 %; dans tels villages, il n'en existe plus du tout. Afin d'augmenter la matière à réquisitionner, l'autorité administrative allemande vient d'interdire d'employer à la reproduction les juments de plus de trois ans et demi (octobre 1916).

Les réquisitions de bêtes de trait et, en général, des moyens de traction animale ont été poussées si loin, qu'elles ont déterminé une crise des transports et, par répercussion, une disette de charbon dans les villes, à l'approche de l'hiver 1916.

### c) *Industrie et commerce en relations extérieures.*

Les actes législatifs que vous venons d'énumérer se rapportent surtout à l'activité économique du pays s'exerçant en relations intérieures.

Simultanément, d'autres mesures législatives étaient prises pour entraver, interdire ou réglementer l'exportation, l'importation et le transport des marchandises. Le tableau suivant en fait foi :

#### DEUXIÈME TABLEAU

Mesures concernant l'exportation, l'importation et le transport des marchandises  
(du début de 1915 à fin septembre 1916).

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
16 février 1915 . . .	Défense d'importer des semences de betterave à sucre.
3 avril 1915 . . . .	Abroge le précédent.

---

(1) La Belgique est célèbre surtout par deux races de chevaux de trait : les chevaux *brabançons* et les chevaux *ardennais*, dont l'élevage avait été poussé à un haut degré de perfection. Voir des renseignements sur les dommages causés à l'élevage en Belgique dans le *13<sup>e</sup> Rapport de la Commission belge d'enquête* (Vol. II, p. 7 et suiv. Berger-Levrault, éditeurs, 1915).

DATE DES ARRÊTÉS	OBJET DES ARRÊTÉS OU ORDONNANCES
17 février 1915 . . .	Défense d'exporter des machines à travailler le métal, sauf sur l'ordre de l'autorité allemande.
25 février 1915 . . .	Toute exportation est interdite, sauf avec l'autorisation expresse du « commissaire du ministère de la Guerre ».
1 <sup>er</sup> juin 1915. . . .	Modifiant le précédent. Longue liste d'articles dont l'exportation est interdite sans autorisation.
22 juillet 1915. . .	Complétant la liste du précédent.
18 septembre 1915. .	Étendant les précédents aux semences.
13 octobre 1915. . .	Modifiant les précédents et instituant des restrictions au transport des marchandises en Belgique.
27 novembre 1915. .	Abroge le précédent pour ce qui concerne le bois.
15 avril 1916. . . .	Modifiant les précédents. Toutes les exportations sont soumises de nouveau à autorisation.
5 septembre 1916. .	Restrictions au transport des marchandises en Belgique (modifications à l'arrêté précédent).
13 septembre 1916. .	Modifiant celui du 15 avril 1916.
27 février 1915 . . .	(Voir premier tableau). Restrictions au transport du sucre.
4 septembre 1915. .	Levant les restrictions instituées par le précédent.
24 novembre 1915. .	Complétant le précédent.
1 <sup>er</sup> mars 1915. . . .	Relèvement des droits de douane (tous les droits majorés de 10 %) et d'accise.
22 avril 1915. . . .	Défense d'importer les acides sébaciques et les oléines.
29 mai 1915 . . . .	Défense d'importer des savons et des huiles saponifiées.
11 décembre 1915. .	Restrictions à l'exportation du sucre.
1 <sup>er</sup> mars 1916. . . .	Liste de produits dont l'importation est interdite. Pour les autres, il faut une autorisation expresse.
2 mai 1916 . . . .	Les autorisations d'importer et d'exporter exigées par les arrêtés du 1 <sup>er</sup> mars et du 15 avril 1916 sont soumises à une taxe de 1 % <i>ad valorem</i> .
26 juillet 1916. . .	(Voir premier tableau). Défense de transporter des chevaux pendant le mois d'août 1916.
12 septembre 1916. .	(Voir premier tableau). Proroge le précédent pendant les mois de septembre et d'octobre 1916.

*N. B.* — L'autorité allemande exige, à la sortie des marchandises du territoire belge occupé, outre la taxe 1 % *ad valorem* du 2 mai 1916 : a) une taxe de 30 florins par tonne pour les produits métallurgiques exportés en Hollande ; b) une taxe de 10 % *ad valorem* sur les verres à vitres et autres marchandises destinées au pays d'outre-mer. Enfin, elle exige pour toutes les marchandises exportées le dépôt d'une garantie de 20 %. Aucune de ces dispositions draconiennes ne figure au *Moniteur officiel* allemand de Bruxelles.

## NOMENCLATURE

des principaux produits visés dans les ordonnances ci-dessus

(Deuxième tableau).

*Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> juin 1915 concernant l'EXPORTATION des marchandises se trouvant en Belgique (Ges.- und Verordnungsbl., n° 84) :*

ART. 1. — Les marchandises suivantes ne peuvent être exportées qu'avec l'autorisation du commissaire du ministère de la Guerre près le Gouvernement général de Belgique (Bruxelles, 65, rue de la Loi) (l'autorisation doit être accordée pour chaque exportation) :

Bestiaux, porcs, moutons, chevaux, pigeons;

Vivres et comestibles de tout genre, fourrages, y compris les succédanés des fourrages;

Machines servant à travailler les métaux et moteurs;

Pièces d'équipement de guerre (les automobiles et pièces de rechange, motocyclettes, vélos et pièces de rechange, ballons, aéroplanes et pièces de rechange, matériel de télégraphie et de téléphonie, matériaux de construction et d'exploitation de chemins de fer, récipients d'acier pour gaz liquéfiés, matériaux servant à construire les obstacles, harnais, selles, instruments d'optique, projecteurs, fers à chevaux);

Armes, munitions;

Gomme brute, caoutchouc brut, articles en caoutchouc et en gomme, gommages usagées, gutta-percha, balata et autres produits analogues au caoutchouc;

Métaux (principalement fer, ferraille, acier, aciers spéciaux, argent, platine, aluminium, étain, cuivre, laiton, plomb, zinc, antimoine, nickel, ferromanganate, ferrosilicium, mercure, articles finis et demi-ouvrés en métal, coquilles et débris de coquilles);

Minerais (principalement minerais de fer, hématite, minerais de manganèse, de nickel, pyrite sulfureuse, blende de zinc, calamine, pyrite de cuivre, bauxite, minerais d'antimoine et d'étain), graphite, creusets en graphite, asbeste;

Houille, coke, briquettes et sous-produits des fours à coke;

Colorants (principalement couleurs à l'aniline) et couleurs à base minérale;

Toiles pour pansements et médicaments;

Produits chimiques (principalement nitrates, acide nitrique, acide sulfurique, soufre, acide chlorhydrique, sels de potasse, lessive de potasse, potasse solide à la chaux, glycérine, explosifs, camphre, sulfate d'ammonium, eau ammoniacale, benzol, toluol, goudron);

Allumettes;

Engrais (principalement phosphates bruts et superphosphates, scories Thomas pulvérisées, os pulvérisés, guano, chaux azotée);

Peaux, cuirs, fourrures, pelleteries, matières à tanner de tout genre;

Lin, chanvre, laine, coton, kapok, jute, soie, fils, tissus et déchets de soie, chiffons, sacs;

Huiles et graisses minérales, animales et végétales (principalement benzine, paraffine, stéarine, pétrole, naphte et huile de graissage), résines;

Sucre;

Bois (excepté bois de charbonnages);

Osier, jonc pelé, jonc à cannelier;

Cellulose et papiers (surtout les papiers photographiques), imprimés de tout genre, manuscrits et films.

ART. 2. — L'exportation vers l'Allemagne, le Luxembourg et le territoire français occupé de toutes les marchandises non désignées à l'article 1 est permise, quelle que soit la quantité à exporter.

L'exportation de toutes les marchandises non désignées à l'article 1 vers d'autres pays que ceux mentionnés à l'alinéa précédent, doit être autorisée par le commissaire du ministère de la Guerre s'il s'agit du chargement d'un wagon de chemin de fer, d'un bateau ou de deux voitures ou camions contenant un seul genre de marchandises (donc pas de colis séparés). L'exportation par colis séparés des marchandises non désignées à l'article 1 est donc permise, quel que soit le lieu de destination.

ART. 3. — Le transport des marchandises de tout genre à l'intérieur de la Belgique n'est soumis à l'autorisation du commissaire du ministère de la Guerre, que s'il s'agit de machines à travailler les métaux, de marchandises confisquées, soumises à certaines restrictions par l'autorité ou devant être déclarées.

Voir les arrêtés suivants concernant l'obligation de déclarer :

Benzine, beuzol, etc. : arrêté du 11 décembre 1914 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêts*, n° 23);

Métaux et minerais : arrêté du 25 janvier 1915 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêts*, n° 36);

Sucre et betteraves à sucre : arrêté du 2 mars 1915 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêts*, n° 46).

*Extrait de l'arrêté du 22 juillet 1915, complétant la liste des produits dont l'exportation est interdite (Ges.- und Verordnungsbl., n° 101) :*

Instruments de chirurgie et autres;

Matériel et accessoires de bactériologie;

Produits servant à la culture des bouillons bactériologiques, tels que agar-agar, teinture de tournesol;

Vaccins et sérums immunisés tels que sérums préventifs, curatifs et diagnostiques;

Animaux servant aux essais de laboratoire.



En outre :

Chèvres, ânes, mulets et mules, chiens;

Peaux, cuirs, fourrures, pelleteries et matières tannantes (produits finis et demi-ouvrés).

*Extrait de l'arrêté du 13 octobre 1915, abrogeant les arrêtés du 1<sup>er</sup> juin 1915 et du 22 juillet 1915 (Ges.- und Verordnungsbl., n° 134) :*

ART. 1. — L'EXPORTATION des marchandises ci-après spécifiées ne peut avoir lieu en aucun cas que moyennant autorisation :

Bétail (race bovine), porcs, moutons, chevaux, pigeons, chèvres, ânes, mulets et mules, chiens;

Vivres et comestibles, fourrages et succédanés de fourrage;

Os, cornes et pieds, os broyés et pilés;

Amidon, savon;

Machines à travailler les métaux et moteurs;

Pièces d'équipement de guerre (notamment automobiles et pièces de rechange, motocyclettes, bicyclettes et pièces de rechange, aérostats, aéroplanes et pièces de rechange, matériel de télégraphie et de téléphonie, matériaux de construction et d'exploitation de chemins de fer, récipients d'acier pour gaz liquéfiés, matériaux servant à construire les obstacles, harnais, selles, instruments d'optique, projecteurs, fers à chevaux);

Armes, munitions;

Gomme brute, caoutchouc brut, articles en caoutchouc et en gomme, gommes usagées, gutta-percha, balata et autres produits analogues au caoutchouc;

Métaux (principalement fer, ferraille, acier, aciers spéciaux, or, argent, platine, aluminium, étain, cuivre, laiton, plomb, zinc, antimoine, nickel, ferromanganate, ferrosilicium, mercure, fer-blanc, articles finis et demi-ouvrés en métal, coquilles et débris de coquilles);

Minerais (principalement minerais de fer, hématite, minerais de manganèse, minerais de nickel, pyrite sulfureuse, blende de zinc, calamine, pyrite de cuivre, bauxite, minerais d'antimoine, minerais d'étain), graphite, creusets en graphite, asbeste;

Colorants (principalement couleurs à l'aniline) et couleurs à base minérale;

Produits chimiques (principalement nitrate, acide nitrique, acide sulfurique, soufre, acide chlorhydrique, sels de potasse, lessive de potasse, potasse solide à la chaux, alcool, glycérine, explosifs, camphre, sulfate d'ammoniaque, eau ammoniacale et ses produits de distillation, goudron);

Ciment;

Bandages et médicaments;

Instruments de chirurgie et autres instruments de médecine, appareils bactériologiques, matériel pour bouillons de culture bactériologiques tel que : agar-agar, teinture de tournesol;

Vaccins et sérums immunisés tels que : sérums préventifs, curatifs et diagnostiques;

Animaux servant aux essais de laboratoire;

Allumettes;

Engrais (principalement phosphates bruts, superphosphates, scories Thomas pulvérisées, guano, chaux azotée), peaux, cuirs, fourrures, matières tannantes de tout genre de même que tous les produits finis et demi-ouvrés de ces matières;

Lin, chanvre, laine, coton, kapok, jute, soie, ensuite les fils, tissus et en général, tous les produits fabriqués au moyen de ces matières premières, enfin leurs déchets et toutes espèces de chiffons (à l'exception toutefois des vêtements et du linge usagés);

Poils d'animaux et leurs tissus, feutre;

Huiles et graisses minérales, animales et végétales (principalement benzine, paraffine, stéarine, pétrole, naphte et huile de graissage), résines; Sucre;

Bois, bois de construction, sabots, tonneaux en bois, osiers, jonc pelé, jonc à cannelier;

Cellulose et papier (spécialement papiers photographiques), imprimés de tout genre, manuscrits et films, verres à vitres, plaques photographiques, disques de phonographe.

ART. 2. — L'exportation vers l'Allemagne, le Luxembourg et le territoire français occupé de toutes les marchandises non désignées à l'article 1 est permise, quelle que soit la quantité à exporter. L'exportation vers la Hollande ou en transit par la Hollande de toutes les marchandises non citées à l'article 1 n'est soumise à l'autorisation, que s'il s'agit de chargements de wagons de chemins de fer ou de bateaux ou simultanément de deux ou plusieurs voitures ou camions contenant un seul genre de marchandises (donc pas s'il s'agit de colis séparés).

L'exportation par colis séparés de marchandises non désignées à l'article 1 est donc permise, quel que soit le lieu de destination.

Le transit de marchandises d'Allemagne vers d'autres pays est soumis à l'autorisation du *Reichsamt des Innern* à Berlin.

ART. 4. — Le transport de marchandises à l'intérieur de la Belgique peut avoir lieu en général sans autorisation. Dans les cas suivants une autorisation est cependant nécessaire :

a) Autorisation du général de l'artillerie à pied près le Gouvernement général en Belgique (10, rue de la Loi), pour les transports de *machines à travailler les métaux*;

b) Autorisation du général du corps d'ingénieurs et de pionniers près le Gouvernement général en Belgique (10, rue de la Loi), pour les transports de *bois et de bois de construction*;

c) Autorisation de la Direction des automobiles près le Gouvernement général en Belgique (10, rue de la Loi), pour les transports d'*automobiles*,

de *motocyclettes*, ainsi que leurs *pièces de réserve et de rechange*, de *gomme brute*, de *caoutchouc brut* et de *caoutchouc*, de *pneus en caoutchouc*, de *gomme usagée* et de *déchets de gomme*, ainsi que les transports d'*alcool*, de *benzine*, de *benzol pur* et de *solventnaphte* ;

d) Autorisation du Bureau central des huiles en Belgique (Bruxelles, 54, rue des Colonies), pour les transports d'*huiles* et de *graisses* ;

e) Autorisation du chef de l'Administration près le Gouverneur général en Belgique, division pour le Commerce et l'Industrie (30, avenue de la Renaissance), pour les transports :

De *laine*, de *coton*, de *lin*, de *chanvre*, de *jute*, de *soie*, de leurs *produits finis et demi-ouvrés* et de leurs *déchets*, de *chiffons* ;

Ensuite d'*ammoniaque sous toutes ses formes et combinaisons*, de *chloration de chaux*, de *soufre* et de *matières premières à base de soufre*, d'*acide sulfurique libre et dans toutes ses combinaisons*, de *couleurs d'aniline* et de *goudron de tout genre et tous leurs mélanges*, de *zinc brut et ouvré*, d'*alun et de terre plastique sulfureuse*, de *goudron* et des *produits de sa distillation* ;

Enfin de toutes les marchandises citées plus haut de a) jusqu'à e), qui sont saisies ou *soumises à l'obligation de la déclaration* [Voir arrêtés concernant l'obligation de déclarer la benzine, le benzol, etc., du 11 décembre 1914 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêts*, n° 23), les métaux et minerais, du 25 janvier 1915 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêts*, n° 36)].

*Note de l'auteur.* — Un arrêté du 15 avril 1916 a de nouveau soumis à autorisation toutes les exportations.

*Extrait de l'arrêté du 1<sup>er</sup> mars 1916 interdisant l'IMPORTATION des produits ci-après* (pour les autres, il faut une autorisation expresse) (*Ges.- und Verordnungsbl.*, n° 188) :

#### *Vivres.*

Sel ;

Saccharine.

#### *Matières animales.*

Peaux, fourrures et pelleteries, brutes, apprêtées ou ouvrées ;

Gants et maroquinerie ;

Ivoire brut ;

Plumes d'oiseaux de toute forme.

#### *Matières minérales.*

Pierres, marbre, albâtre, bruts et ouvrés ;

Ciment et plâtre, bruts et ouvrés.

#### *Matières végétales.*

Bois ayant moins de 2 centimètres d'épaisseur et destiné à la fabrication d'objets de luxe.

*Matières diverses.*

Tresses et autres articles pour la fabrication des chapeaux;

Tresses et autres articles en paille, en jonc, en sparte, en genêt, en écorce, en fibre et palme ou en crin.

*Parfumeries.*

Toutes les parfumeries alcooliques ou non, y compris les savons de parfumerie.

*Produits chimiques.*

Acide carbonique liquéfié;

Soude carbonatée;

Soude sulfatée;

Benzol;

Sulfite de soude;

Alcool méthylique.

*Papier.*

Papier à cigarettes;

Papiers peints.

*Métaux précieux.*

Bijouterie (or, platine et argent);

Ouvrages d'orfèvrerie (or, platine et argent).

*Machines, mécaniques, véhicules et outils.*

Machines de construction de tout genre;

Machines et mécaniques, y compris les pièces accessoires, à l'exception des machines à travailler le bois et les métaux ainsi que des machines motrices;

Automobiles;

Motocycles;

Voitures et véhicules de tout genre.

*Instruments et montres.*

Instruments de musique;

Montres;

Boîtes de montre;

Articles d'horlogerie.

*Tissus.*

Tous les tissus de soie, y compris les articles de passementerie et de rubanerie, les tulles, dentelles et blondes;

Les articles de passementerie et de rubanerie, les tulles et dentelles de coton, de lin, de chanvre et de jute;

Dentelles à la main;

Lingerie;

Chapeaux garnis ou non, habillements.



*Divers.*

Allumettes;  
Lampes électriques à incandescence;  
Talons de caoutchouc;  
Mercerie et quincaillerie;  
Meubles;  
Objets d'art;  
Ustensiles et objets de ménage émaillés, en fonte, fer forgé ou acier;  
Explosifs.

Sous réserve de l'application, à ce tableau, de réserves et d'observations analogues à celles que nous avons faites sous le premier, on relève ici, au total, pour la période du début de 1915 au 12 septembre 1916, *onze ordonnances principales*, modifiées (souvent aggravées) par *douze ordonnances complémentaires*, soit au total *vingt-trois ordonnances* atteignant l'activité économique belge s'exerçant en relations extérieures.

Chose digne d'attention, on trouve ici des interdictions d'*importation* de produits ou matières premières nécessaires à la consommation ou à l'industrie belges (par exemple, des semences, des acides sébaciques, des oléines, du savon), mais dont l'Allemagne cherchait, par ces mesures, à se réserver pour elle-même les stocks existant ou pouvant exister en pays neutres.

Un intéressant point de comparaison pour juger de l'ampleur de la politique économique de l'Administration allemande en Belgique occupée, est fourni par le Tableau général du commerce extérieur de la Belgique, dressé au moyen des données de l'Administration des Douanes; ce tableau comporte environ 150 spécifications, généralement plus compréhensives, il est vrai, que les mentions assez détaillées des arrêtés et ordonnances allemands ci-dessus analysés. Les deux nomenclatures (incomplètes) de produits que nous avons extraites de ces actes législatifs comprennent plus de 400 produits (ou classes de produits) distincts.

*d) Finances.*

En matière de *finances*, même politique.

Depuis décembre 1914, les provinces belges sont solidairement frappées, « pour l'entretien de l'armée d'occupation et l'administration du pays », d'une contribution de guerre *permanente et mensuelle* de 40 millions de francs par mois, s'ajoutant aux

amendes (1) et aux impôts ordinaires, maintenus dans l'ensemble et même augmentés sous certains rapports. L'autorité allemande refusant en principe d'en accepter le versement en marks, elle doit être acquittée en francs belges dans une forte proportion. Après avoir rapporté à l'Allemagne près d'un milliard, cette contribution vient d'être accrue de 10 millions par mois et portée ainsi à 50 millions de francs (ordonnances des 20 novembre et 3 décembre 1916, texte au chapitre XXI, § 2.)

Le gouverneur général von Bissing avait pourtant annoncé, au nom de « l'autorité militaire supérieure » par voie de proclamation affichée le 9 janvier 1915, que, moyennant le paiement ponctuel de la contribution de 40 millions de francs par mois imposée aux neuf provinces « pour la durée d'un an, il ne serait plus imposé d'autres contributions au pays, aux provinces ou aux communes que celles constituant des amendes ». (Texte au chapitre XXI, § 2.)

Une autre mesure qui atteint, en ses sources vives, l'économie générale de la nation fut la *saisie des en caisses en billets allemands*, de la Banque Nationale et de la Société Générale de Belgique, le 12 septembre 1916.

Cette mesure eut pour motif, en ont dit les apologistes allemands, le fait que cette accumulation de monnaie allemande était improductive et dépassait les besoins du trafic. La vérité est que l'accumulation avait été provoquée et, on a le droit de le dire, préméditée par l'Administration impériale elle-même. Les causes principales en résident dans les propres mesures de celle-ci :

1<sup>o</sup> Imposition du mark au cours forcé minimum de 1<sup>f</sup> 25; les débiteurs des Belges à l'étranger ont aussitôt mis à profit cette disposition pour s'acquitter de leurs dettes en territoire occupé au moyen de marks acquis à l'étranger au cours avili que les pays neutres connaissent;

2<sup>o</sup> Règlement en marks de la partie payée des réquisitions;

3<sup>o</sup> Refus par l'autorité allemande d'accepter le versement en marks de la contribution de guerre, laquelle doit être versée en francs, pour une forte proportion;

4<sup>o</sup> Interdiction absolue d'exporter des valeurs, fût-ce même pour

---

(1) Les amendes furent, et sont encore souvent, infligées à des communes, pour des infractions individuelles, dont l'autorité allemande leur endossa abusivement la responsabilité, en vertu du principe de la solidarité des habitants du pays occupé vis-à-vis de l'occupant. Elles se chiffrent au total par plus de deux cents millions de francs.

payer les denrées nécessaires au ravitaillement de la population civile;

5<sup>o</sup> Levée du moratoire dans un temps où il y avait impossibilité de faire des placements industriels dans le pays.

Ces diverses mesures eurent pour résultat inévitable de provoquer en Belgique occupée l'inflation des marks et leur engorgement dans les instituts d'émission.

Lorsque l'engorgement eut atteint quelques centaines de millions de marks, l'autorité allemande se mit en devoir de se les approprier, au besoin par extorsion. Elle ouvrit une campagne de sommations, de mises en demeure et d'intimidation (arrestation et déportation de M. Carlier, l'un des directeurs de la Banque Nationale). Elle prétextait que le fait de laisser cet argent dormir au lieu de le placer à intérêt en Allemagne, démontrait l'intention de nuire à l'Empire allemand.

Elle avouait donc implicitement que, dans sa conception, ne pas employer les fonds belges dans l'intérêt de l'Empire, c'était agir contre lui.

Cependant les deux instituts belges d'émission, la Banque Nationale et la Société Générale, ne sont point des institutions d'État, mais des compagnies privées, des sociétés par actions qui avaient pour devoir de garder intact le gage de leurs émissions et de réserver à la Belgique même les moyens financiers que constituent leurs encaisses.

Leur résistance ne fléchit que devant la suprême violence : la notification de la mise en liquidation immédiate en cas de nouveau refus.

Le 12 septembre 1916, une automobile militaire allemande s'arrêtait devant le Palais de la Banque. Des délégués de la Reichsbank se présentèrent. Au seuil des caves fortes se tenaient le gouverneur et un directeur de la Banque. Une dernière fois, ils protestèrent contre la violence qui leur était faite, puis livrèrent les clefs.

Les Allemands s'emparèrent des liasses de billets et emportèrent 430 millions de marks, dont ils laissèrent reçu.

Ainsi : *industrie, commerce, agriculture, finances*, rien n'a échappé aux atteintes, entraves et emprises de l'autorité allemande. Dans chacun de ces départements de la vie économique du pays, l'autorité allemande a agi de la même façon : à l'encontre des nécessités évidentes du relèvement de la Belgique.

Enfin, il y a lieu de tenir compte de ce que la vie économique

belge a eu, en outre, à subir le contre-coup du trouble général, résultant, pour les affaires, de la succession ininterrompue des décrets de saisie et d'immobilisation et des entraves apportées à la circulation intérieure des gens et des choses (généralisation des passeports même en dehors de la « zone d'étapes »; réquisition générale des moyens de traction et transport par fer, terre et eau; enlèvement des rails de lignes vicinales, etc.).

C — CARACTÈRE INTENTIONNEL DES MESURES D'ÉPUISEMENT ÉCONOMIQUE PRISES PAR L'AUTORITÉ ALLEMANDE EN BELGIQUE

Nous touchons ici à un point sensible du débat : l'argument de la sollicitude de l'autorité allemande pour l'intérêt économique du pays que la fortune des armes lui a donné l'occasion d'occuper et, partant, le devoir d'administrer.

Les représentants officiels de l'Empire allemand ont multiplié, sur ce point, les proclamations, protestations et assurances.

Faut-il les en croire sur parole?

Ou serait-il possible qu'ils eussent par là, consciemment et volontairement, induit les Belges et le public des pays neutres en erreur?

Ce que nous avons dit dans les deux premières parties de ce paragraphe pourrait déjà, il nous semble, avoir fait l'opinion du lecteur. Évidemment la politique économique de l'Allemagne en Belgique obéit à une pensée directrice. Quelle est cette pensée? Elle se dégage d'abord des mesures prises, considérées en elles-mêmes. Elle se dégage aussi, et non moins lumineusement, de leur comparaison avec les desseins avoués de l'Allemagne quant à la conduite de la guerre. Il suffit de rapprocher le tableau des mesures prises par l'autorité allemande, spécialement les réquisitions et saisies concernant l'industrie, le commerce, l'agriculture et les finances, des principes exposés au plan Rathenau en vue de l'utilisation des ressources des pays occupés, pour voir apparaître la correspondance parfaite qui relie les unes aux autres : les ordonnances de l'autorité allemande sont celles-là même qu'imposait une exécution méthodique des conceptions de W. Rathenau.

Il y a donc, en premier lieu, au fond de la politique économique de l'Allemagne en Belgique, un plan d'action militaire.

Ce plan d'action militaire se double d'intentions de concurrence industrielle et commerciale. Les publicistes allemands ont dit et répété que l'Allemagne mène une « guerre économique » en même



temps qu'une guerre ordinaire. La Belgique était un concurrent sérieux pour l'Allemagne en divers domaines; l'Allemagne profite de sa situation d'occupant pour s'assurer la suppression ou la domination de ce concurrent; là où sa politique n'est pas guidée par des raisons d'intérêt militaire, elle l'est avant tout par des mobiles de concurrence, et souvent les deux ordres de considérations sont associés et se renforcent mutuellement.

Un fait général domine la discussion : alors que, en Belgique, la stagnation des affaires est presque complète, et que, à peu près seule, l'industrie charbonnière a conservé une activité relative, en Allemagne et aussi en Autriche, les industries concurrentes des industries belges arrêtées sont, au dire des Allemands et au témoignage de certaines statistiques, restées florissantes.

Le fait a frappé les observateurs neutres.

Un journal sérieux de Berne, *Der Bund*, l'organe officieux du Gouvernement fédéral suisse, a publié, dans son n° 540 du 16 novembre 1916, l'article ci-après (*nous soulignons*) :

*La détresse en Belgique.* — Un Suisse nous écrit :

« Afin de remédier au manque bien connu de main-d'œuvre en Allemagne, une quantité de prisonniers ont été astreints à des travaux militaires (fabrication de munitions, construction de machines pour des buts de guerre, construction de routes militaires et de chemins de fer).

« On voulut forcer les ouvriers en Belgique à exécuter des travaux d'arsenal et à construire des locomotives et des wagons pour des transports militaires. A Malines, on les arrêta pour travailler à l'arsenal, et comme la majorité refusait, on enleva les rails des lignes privées (petites lignes) et on employa ceux-ci à des transports militaires derrière le front russe. Dès lors les ouvriers ne pouvaient plus se rendre sur les lieux de leur travail. La circulation à bicyclette d'un lieu à un autre est interdite. Ainsi le nombre des sans-travail s'accrût de jour en jour.

« Toute l'exploitation des houillères se fait pour le compte de l'Empire allemand, quoique les mines soient des propriétés privées. Les entreprises commerciales des Belges sont arrêtées; des peines sont infligées pour les délits les plus minimes, les peines sont alors prononcées pour le paiement de 5.000 à 20.000 francs. *La ruine de grandes entreprises belges est imminente alors que les firmes concurrentes allemandes et autrichiennes sont florissantes.*

« L'importation de marchandises suisses a été interdite par le Gouvernement général, malgré notre traité de commerce avec la Belgique (Voir *Journal officiel pour la Belgique*, n° 188, du 15 mars 1916). Les lettres de commerce sont retenues par la censure.

« Les ouvriers belges, que le correspondant connaît de près, désirent tra-

vailler, mais non à des travaux dirigés contre leurs compatriotes qui sont au front. Je crois que nous autres Suisses nous n'agirions pas autrement en pareil cas. La grande industrie belge offrirait suffisamment d'occasions de travail en son propre pays. *Les déportations en Allemagne profitent manifestement à l'industrie allemande.* »

Cette différence considérable d'activité économique entre la Belgique, pays occupé, et l'Allemagne, puissance occupante et concurrente, est digne d'être notée à l'encontre des protestations de sollicitude administrative faites par l'autorité allemande.

Toutefois, ce ne sont là encore que des présomptions. Seules des preuves positives et indiscutables telles que des déclarations allemandes, officieuses et officielles, peuvent faire la conviction définitive.

Précisément, elles ne manquent pas. Mais il faut distinguer, au point de vue du degré de sincérité, celles qui furent faites à l'intention de l'opinion belge ou étrangère et celles qui furent faites à l'intention de l'opinion allemande. Évidemment, c'est dans les secondes surtout, qui constituent des explications entre Allemands, que l'on trouvera l'intime pensée de l'autorité allemande sur la gestion des intérêts économiques de la Belgique occupée.

Dès son entrée en fonctions comme successeur du maréchal von der Goltz, le général baron von Bissing eut à répondre à certaines interpellations inquiètes de l'opinion allemande, qui semblait avoir pris à la lettre les promesses de relèvement économique faites aux Belges dans les proclamations officielles ci-dessus mentionnées. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* le fit pour lui dans une correspondance de Bruxelles, reproduite par toute la presse allemande (29 décembre 1914).

La voici traduite de la *Freisinnige Zeitung* de cette date :

#### *La Belgique sous l'administration allemande.*

De la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, correspondance de Bruxelles :

« Dans beaucoup de cercles en Allemagne, l'opinion semble être répandue que le sceptre gouvernemental dans les territoires occupés est tenu d'une main trop douce; des voix se sont élevées qui crient : « Devenez « dur », qui soulèvent le reproche que le pays ennemi est traité comme notre propre pays; des voix qui critiquent le fait que le Gouvernement allemand en Belgique se donne de la peine pour la restauration du commerce et de l'industrie, au lieu de décimer économiquement le pays entier et de porter le coup mortel à sa capacité de concurrence. De pareilles critiques témoignent qu'on porte un jugement de moysse pur

les tâches à remplir en Belgique et sur ce qui a été effectué. Même à l'égard de l'ennemi, et avec d'autant plus de raison à l'égard de l'habitant du territoire occupé, la justice doit régner; *une main ferme et un sentiment de justice* doivent se rencontrer pour gouverner un pays dans de telles circonstances. Toute douceur exagérée, toute sentimentalité doit être évitée et est évitée, mais une vraie force doit toujours être juste, au besoin sévère, *mais jamais inutilement dure*. En se guidant sur un tel principe, l'envahisseur *ne poursuit que son plus personnel intérêt*.

« Ou bien doit-il peut-être, par tourment ou par arbitraire, porter au désespoir, sur les derrières de sa propre armée, le peuple déjà fort excité sans cela? Si le Gouvernement allemand en Belg que fait son possible pour remettre en marche le commerce et l'industrie, pour procurer à la classe ouvrière du salaire et du pain, ce n'est pas par désir de rendre des services à la Belgique, mais pour empêcher *que la famine et la maladie, sur les derrières de notre armée*, n'exposent sa sécurité et sa santé. C'est pour ce motif que le Gouvernement a consenti à ce que des vivres fussent envoyés des pays neutres, afin de préserver les approvisionnements indigènes et de prémunir nos propres troupes contre les privations. Il a autorisé l'expédition des approvisionnements nécessaires de charbon. Il ne peut naître de là une concurrence contre la production indigène (allemande), car la Belgique n'est capable de produire que ce qui est nécessaire pour pourvoir aux besoins d'une population qui souffre du froid, et d'une industrie qui se débat pour une existence pénible.

« Avec une intelligence clairvoyante, le Gouvernement s'efforce d'introduire également pour l'avenir des institutions de sollicitude sociale, ce que le Gouvernement belge — probablement par suite d'un accroissement des frais de production — a négligé de faire jusqu'ici. Lorsque, de la sorte, le travail et la productivité sont graduellement augmentés dans le pays, cela constitue, par le fait, un avantage, tant pour le pays lui-même que pour les troupes d'occupation dont les besoins doivent être couverts par les productions du pays.

« Et encore, comment la Belgique devra-t-elle produire de quoi fournir les prestations financières qui lui sont imposées, si on lui coupe le moyen de vivre? C'est le droit du vainqueur et son devoir vis-à-vis de sa propre armée, d'amener le pays occupé à des prestations financières qui, indépendamment d'une indemnité de guerre ultérieure, sont levées sous forme de contributions. Nous exigeons actuellement de la Belgique le paiement de 480 millions à effectuer annuellement par paiements partiels.

« Comme beaucoup d'autres, les notions d'argent aussi se sont quelque peu embrouillées au cours de la guerre, et ce demi-milliard, aux yeux de beaucoup, paraît ridicule. En vérité, il représente la limite de la capacité actuelle de rendement du pays.

« Les pertes subies jusqu'ici en Belgique, par la destruction de valeurs, sont estimées à une somme de plus de 5 milliards. On doit ajouter à ce

chiffre les contributions, et le montant global de celles-ci doit être produit par la Belgique, car, dans ce pays, dont la richesse repose en première ligne sur son industrie, manque la classe de petits rentiers détenant, comme, par exemple, en France, la plus grande partie de la fortune nationale en argent liquide et en valeurs facilement réalisables. Les gens riches ont quitté la Belgique et ont placé leur argent hors du pays. On ne peut donc obtenir de l'argent liquide qu'en minimes proportions.

« Par conséquent, si l'on veut assurer la bonne rentrée de la contribution, on doit alors ouvrir à nouveau les sources d'où l'argent sort, c'est-à-dire que l'on doit s'efforcer de rendre de la vie au commerce et aux rapports entre habitants, de mettre debout l'industrie et l'économie rurale, en un mot, on doit favoriser partout la possibilité de gagner de l'argent.

« Le Gouvernement allemand, qui prend à cœur ces tâches, agit par là dans l'intérêt bien pesé de la patrie et du territoire qui lui est confié. »

Dans cet article du journal officiel, le point de vue des intérêts de la concurrence allemande apparaît à peine, mais la sollicitude pour l'intérêt de la Belgique y est justifiée par l'intérêt égoïste de l'Allemagne. C'est un plaidoyer *pro domo* dont l'argument se réduit à l'adage : « Ne tuons pas la poule aux œufs d'or ! Il serait peu intelligent d'épuiser d'un seul coup la Belgique ; il est préférable de l'exploiter méthodiquement pour lui faire rendre le plus possible. »

L'importance de la préoccupation concurrentielle apparaît plus nettement dans le témoignage d'un personnage important, le Dr von Behr-Pinnow, qui fut appelé, en mai 1915, en Belgique, avec le professeur Langstein, comme délégués du *Kaiserin Victoria Haus* de Charlottenbourg, « pour y donner leur avis sur certaines choses relevant de l'hygiène sociale », et qui put ainsi avec son collègue « se rendre compte du travail réalisé par le gouverneur général von Bissing dans ce domaine ». Ce témoin oculaire autorisé formule en ces termes son jugement sur la lutte entreprise contre le chômage (*nous soulignons*) :

Mais ce sont encore d'autres raisons qui ont fait agir à ce point de vue le Gouverneur général : il s'agissait, dans l'intérêt politique de l'Allemagne même, de ne pas épuiser complètement la Belgique, de ne pas l'exposer à la famine, que nous eussions eue à combattre par de l'argent allemand, ou — ce qui est encore plus onéreux actuellement — par des vivres allemands, mais, au contraire, de faire en sorte que le pays pût exister par ses propres moyens. C'est pour cela qu'on ne s'est pas seulement contenté de permettre l'importation de vivres d'Amérique, mais qu'on a fait habilement des tentatives couronnées de succès, pour diminuer le



chômage par une reprise progressive de l'industrie, qui est la branche la plus importante de l'activité du pays. *Cela s'est fait dans une mesure telle que, bien entendu, l'industrie allemande ne puisse en souffrir.*

Ainsi, l'un des soucis prédominants de la politique de « relèvement économique » de la Belgique, dans l'esprit du gouverneur général von Bissing, c'était celui de ménager l'intérêt de concurrence de l'industrie allemande : on ne devait, en tout cas, permettre à l'industrie belge de se relever que pour autant que le permit l'intérêt allemand concurrent.

Ce principe, dont nous n'avons pas à discuter ici la légitimité ou l'illégitimité au point de vue des « devoirs de l'occupant » et des « droits du vainqueur », fut fréquemment rappelé par la presse allemande à l'autorité allemande de la Belgique occupée. Et celle-ci ne paraît pas avoir le moins du monde négligé de s'en inspirer.

On lit, par exemple, dans une étude toute récente du Dr Goetze, de Berlin, syndic de l'Union des Industriels verriers d'Allemagne, parue dans la *Wirtschaftszeitung der Zentralmächte*, n° 40, du 10 novembre 1916, sous le titre de « L'industrie verrière allemande et la guerre » (*nous soulignons*) :

Les autres branches de l'industrie verrière, l'industrie des glaces, du verre pour carreaux et du verre à vitres traversaient déjà (en Allemagne) une mauvaise période avant la guerre. Le marché du bâtiment ayant été presque entièrement inexistant, il en résulta que le débouché intérieur fut très restreint. Au moment de la déclaration de la guerre, toute perspective d'améliorer leur situation a entièrement fait défaut à ces industries. Cette amélioration s'est seulement produite lorsque l'arrêt de la *vie économique en Belgique, résultant inévitablement de l'occupation du pays*, sort qui fut partagé également par l'industrie verrière, *frappa la puissante concurrence belge*, et que les États neutres, qui, avant la guerre, se fournissaient de verre belge, *furent obligés de se procurer le verre allemand. De la sorte, l'exportation a pu augmenter et a rendu l'existence possible aux usines allemandes.*

Actuellement, pour pouvoir fonctionner normalement, elles doivent exporter la plus grande partie de leur production, car les besoins intérieurs sont insuffisants pour consommer toute la production. Malgré les constructions de bâtiments nouvelles et la reconstruction des habitations dans les territoires allemands qui ont souffert de l'invasion, notre industrie du bâtiment n'absorbe toujours pas même la moitié de la production allemande.

C'est par ces raisons que s'expliquent les efforts de l'industrie allemande du verre à vitres en vue d'éliminer la concurrence belge en Allemagne, et dans les États neutres qu'elle peut atteindre par route ou par eau. L'Ad-

ministration civile impériale de Bruxelles avait favorisé, autant que faire se peut, la remise en marche des usines belges, de sorte que l'industrie verrière belge a déjà atteint aujourd'hui 50 % de la production de paix, et produit plus que l'Allemagne en temps de paix. Il est compréhensible que *le fait de voir l'industrie belge se dresser de nouveau en concurrente sur les marchés neutres ait fait surgir les plus grands soucis parmi l'industrie allemande*. La conséquence fatale en fut que l'industrie allemande fut mise hors de combat par suite de ce que, naturellement, les anciennes relations entre la Belgique et les États neutres avaient repris. Interdire les marchés neutres à l'industrie belge est, par ce fait, devenu une question vitale pour l'industrie allemande, et *il faut convenir que l'Administration civile impériale a entièrement reconnu la nécessité de la solution de cette question dans le sens de l'industrie allemande et qu'elle a pris les mesures que la situation réclamait*. Malgré cela, quelques usines belges sont parvenues, avec l'aide de commerçants allemands, à exporter, par la Hollande, du verre belge dans des territoires fermés et à influencer, de la sorte, défavorablement les conditions du marché. *Il faut qu'une règle soit créée pour éviter cela*. C'est pour ce motif que les usines de l'Allemagne centrale et orientale, qui sont les principales intéressées, ont provoqué la promulgation d'une interdiction d'importation, de transit et d'exportation. L'interdiction d'exportation doit procurer à l'industrie la possibilité de surveillance nécessaire. L'interdiction d'importation et de transit doit exclure d'une façon définitive la possibilité d'envois incontrôlables de verre belge aux pays étrangers neutres (1).

A cette occasion, il faut considérer, d'une façon approfondie, l'attitude de l'industrie autrichienne du verre à vitres. Il est à regretter que celle-ci préfère la concurrence belge et ait, en ce faisant, enlevé à l'industrie alle-

---

(1) Les déclarations de M. Goetze sont confirmées par nos propres renseignements. Grâce aux dispositions bienveillantes du Gouvernement anglais, les maîtres de verreries belges étaient parvenus à remettre à feu neuf bassins sur vingt-sept ou vingt-huit existant en Belgique. Les exportations marchèrent assez bien pendant quelques mois (de décembre 1915 jusque dans ces derniers temps) avec les pays d'outre-mer. Les montants des factures étaient bloqués en Angleterre, moyennant quoi le Gouvernement anglais délivrait aux industriels verriers belges des permis d'embarquement; puis il autorisait le déblocage d'une partie importante de ces fonds — 70 % des factures — qui permettait aux usines de payer les matières premières, les salaires aux ouvriers et les frais généraux d'exploitation.

En août 1916, l'autorité allemande émit la prétention d'interdire toute exportation devant aboutir au blocage d'une partie quelconque du montant des factures. Après des discussions avec les maîtres de verreries belges, elle précisa ses exigences (octobre 1916) en substance comme suit : chargement dans un port hollandais; rentrée en Belgique de la contre-valeur complète des envois, sous caution de 20 % à déposer à la *Aussenhandelsstelle*; taxe d'exportation de 1 ou 5 % au bénéfice de l'Administration belge, et de 10 % au bénéfice de l'occupant. Ces conditions paraissent devoir rendre impossible la continuation du travail dans les verreries belges.

mande du verre l'occasion de faire connaître ses marchandises dans les États balkaniques et surtout en Turquie. L'industrie autrichienne considère les Balkans comme un débouché qui lui est réservé et veut pour cela éloigner de ce débouché la concurrence allemande. Le moyen par lequel elle s'efforce d'arriver à son but — le renforcement de l'industrie belge — à un moment où elle n'est pas à même de pourvoir entièrement aux besoins des marchés balkaniques, peut paraître peu approprié à faire progresser l'idée d'une Europe centrale.

Quoi qu'il en soit, et *en tout cas, on doit exiger que l'Administration civile impériale de Belgique s'attache avec prévoyance à protéger en toute première ligne les intérêts de l'industrie allemande*, et qu'à l'avenir elle n'avantage plus des efforts semblables de la part de l'industrie autrichienne, *par l'autorisation d'exportations du verre belge*.

Il ressort de ces déclarations autorisées l'aveu d'un fait très grave : c'est que l'Administration allemande de la Belgique occupée avait d'abord toléré un relèvement partiel de l'industrie verrière belge, mais que bientôt, sur les sollicitations de l'industrie allemande et dans une intention directe de concurrence, l'Administration a, elle-même, détruit sa propre œuvre par des décrets destinés à rendre l'activité de nouveau impossible à l'industrie belge du verre.

Ce fait porte directement atteinte à la sincérité des protestations de sollicitude désintéressée de l'autorité allemande, pour le relèvement économique de la Belgique.

Quand on le rapproche des dithyrambes de la presse officieuse allemande en l'honneur de l'administration du pays occupé (1), on reste étonné de ce que ceux-ci aient pu être écrits par d'autres plumes que des plumes serviles.

Il n'en alla pas autrement pour l'agriculture que pour l'industrie. Nous n'en voulons pour preuve que les déclarations faites par le gouverneur général von Bissing, dans une assemblée de fonctionnaires allemands, tenue, semble-t-il, à bureaux fermés, à Bruxelles, le 27 février 1915, et dont la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du

(1) Exemple, cet extrait de la série d'articles d'Ulrich Rauscher, publiés sous le titre « La Belgique d'aujourd'hui » dans la *Frankfurter Zeitung*, puis en volume sous le titre *Belgien heute und morgen* (Leipzig, Hirzel, 1915) :

« Si la Belgique n'est pas aujourd'hui un désert, si ses mines, ses fabriques, ses entreprises, fonctionnent dans une certaine mesure, si ses villes sont habitées, si, dans les localités où s'est étendue la destruction, les habitants ont été sauvés de la situation la plus grave, ils le doivent au Gouvernement allemand, contre le gré de leur propre Gouvernement; sans l'actif appui du premier, l'œuvre de secours américaine elle-même eût été impossible » (*Frankfurter Zeitung*, 7 mars 1915, 1<sup>re</sup> feuille du matin, p. 2).



5 mars 1915 (n° 64, p. 3) a donné un compte rendu. Nous en extrayons ce qui suit (*nous soulignons*) :

*Relèvement de la vie économique belge.*

On nous écrit de Bruxelles :

« Le grand intérêt que le gouverneur général baron von Bissing apporte à la vie économique belge a trouvé son expression dans l'assemblée convoquée sur l'initiative du Gouverneur général, dans la grande salle des séances du Sénat, à Bruxelles, le 27 février dernier. Cette assemblée était composée de tous les délégués pour les questions économiques, adjoints aux gouverneurs militaires, et des présidents de l'Administration civile du territoire occupé de la Belgique.

« En ouvrant la séance, le Gouverneur général esquisça à larges traits combien il se préoccupe particulièrement de guérir les blessures causées au pays par la guerre, et de procurer aux paysans les subsistances nécessaires au relèvement de l'agriculture. Le climat et le sol rendent possible, dans une grande partie de la Belgique, une maturité des produits de la terre plus précoce qu'en Allemagne, circonstance qui pourrait aussi être *extrêmement précieuse pour notre pays...*

« Le Gouverneur général insista surtout sur la culture maraîchère intensive de la Belgique; cette culture est appelée à fournir des produits précieux, dès le printemps, non seulement à la Belgique, *mais aussi à l'Allemagne...*

« La question se pose de savoir s'il est possible et si, en particulier, *il paraît souhaitable pour l'agriculture allemande* de transformer en prairies les plaines belges, de façon à permettre la *conservation d'une partie du cheptel allemand...*

« A la fin de la séance, le Gouverneur général émit le souhait de réussir, par le travail commun et zélé des fonctionnaires allemands sous ses ordres en Belgique et par la mise en œuvre de toutes les forces existant dans le pays, à faire donner à l'agriculture belge une production intensive, ainsi qu'il importe pour le *salut*, non seulement de la population belge, mais aussi de la *patrie allemande.* »

Ainsi le gouverneur général von Bissing, tout en affirmant sa sollicitude pour le bien de la Belgique, déclarait son intention de sacrifier l'agriculture belge aux intérêts de l'élevage allemand, en transformant en pâturages les plaines fertiles et si admirablement cultivées du pays occupé. Tout cela, sans doute, sous le prétexte de l'état de « communauté économique entre l'Allemagne et la Belgique » résultant de l'occupation de guerre de la seconde par la première. Qui ne voit que dans cette association forcée et momentanée l'équilibre manque, et que la prétendue « communauté



économique » fonctionne avant tout au profit de l'État le plus fort ?

En dehors de la préoccupation générale de profiter de l'occupation pour avantager le plus possible les intérêts de concurrence de l'industrie allemande, le mobile principal et immédiat de l'Administration allemande, qui reste d'*organiser l'exploitation méthodique du pays au profit de l'organisation de guerre de l'Empire*, apparaît avec clarté dans une foule d'articles de la presse d'Allemagne. Ces articles sont dignes d'être retenus en considération parce qu'ils ont reçu l'approbation de la censure allemande et ont paru, pour la plupart, en premier lieu dans des journaux officiels.

Il serait malaisé, faute de place, et d'ailleurs fastidieux, d'en entreprendre l'analyse ou simplement l'énumération. On nous permettra d'en citer quelques-uns seulement, à titre d'exemples.

Au lendemain de l'invasion de la Belgique, la *Kölnische Volkszeitung*, n° 763, du 28 août 1914, imprimait déjà (*nous soulignons*) :

La Belgique passe à présent sous l'administration allemande; elle est placée sous la garde du landsturm allemand, et elle doit désormais intervenir dans tous les domaines *pour satisfaire aux besoins de notre armée en France*, afin que la patrie allemande en soit soulagée.

Ceci était tout simplement la répétition, à peine modifiée, d'une dépêche du Quartier-maître général, en date du 27 août 1914, que nous avons retrouvée, citée avec cette indication de source, dans un article de l'*Illustrierte Zeitung* du 1<sup>er</sup> septembre 1914. On y lit, en effet, la même phrase, citée en un texte légèrement différent, en tête d'un article du D<sup>r</sup> Christian Eckert, directeur d'études de Cologne, intitulé : « La Belgique comme point d'appui de nos mesures militaires à l'Occident. » Le D<sup>r</sup> Eckert la donne comme « une dépêche du quartier-maître général, datée du 27 août 1914 » :

Ce pays (la Belgique), qui vient d'être placé sous l'administration allemande, doit être mis à contribution pour les besoins de toute espèce de l'armée, en vue de décharger les domaines nationaux.

Dépêche qu'il commente en ces termes (*nous soulignons*) :

Avec la chute de Namur, le 25 août, et l'organisation de l'administration civile le même jour, ce fut non seulement le but stratégique qui était atteint, mais, en même temps, était créée aussi la condition préliminaire *pour l'accomplissement des missions économiques qui, de leur côté, avaient à servir la guerre*. Un territoire européen, favorisé par la

nature et solidement développé, était incorporé à notre économie au moins pour la durée de la guerre et destiné à aider par ses forces à l'exécution de nos travaux.

L'assujettissement d'un pays ennemi offre la possibilité, pour autant que sa prospérité n'est pas atteinte par suite des combats, *de mettre à profit l'ensemble de ses ressources* pour le transport, le ravitaillement et l'armement de l'armée nationale... On pourra s'y efforcer d'autant plus énergiquement que des cruautés comme celles dont les Belges se sont rendus coupables, et des attentats perfides de la population contraignent à des mesures répressives efficaces...

L'auteur s'étend ensuite sur les richesses économiques de la Belgique. Il parle de l'essor formidable du port d'Anvers, des splendides voies de communication que constituent en Belgique les fleuves, les rivières et les canaux, et insiste particulièrement sur l'importance du magnifique réseau des chemins de fer belges. Il fait valoir l'état florissant de l'agriculture. Mais avant tout, remarque-t-il, la Belgique est un État industriel; son industrie prospère repose sur sa richesse minière; à côté de sa puissance métallurgique, il y a d'autres industries importantes : l'industrie textile, l'industrie verrière et les sucreries :

Parmi toutes ces branches d'industrie et à côté des importantes mines de charbon, ce sont surtout les *usines de fer de la Belgique orientale et méridionale qui sont d'une importance décisive en ces temps de guerre*. La forteresse de Liège, enlevée par nous dans un assaut qui manifestait notre mépris de la mort, a autant de valeur comme centre économique que comme point d'appui stratégique.

« L'industrie liégeoise d'armes, poursuit le Dr Eckert, est d'importance mondiale; la « Vieille Montagne » est l'usine du monde qui tient le second rang dans la production du zinc. » Parlant de Cockerill, qu'il dénomme le Krupp belge et dont il vante la production de matériel d'artillerie, il ajoute :

Une des premières tâches de l'Administration allemande a été de remettre ces usines rapidement en action et de les affecter, à côté de nos usines allemandes, *à compléter le matériel de l'armée*.

Par l'occupation solide de la Belgique, nous avons gagné un réseau de communication excellent pour toute l'organisation d'arrière de notre armée, pour l'évacuation des blessés et des prisonniers, *pour le ravitaillement et la production d'armes et de munitions*.

... Les produits du sol pourront être affectés à l'alimentation des troupes. *Les établissements belges procureront l'aide la plus précieuse*

*pour l'habillement et l'armement de nos corps d'armée. Le capital de la Belgique doit payer pour toutes les perfidies de la population.*

Le Dr Eckert déclare en terminant :

*La Belgique vaincue est devenue désormais l'auxiliaire du vainqueur.*

Notons ici que le Dr Eckert a publié ces lignes sous la surveillance de la censure et avant la bataille de la Marne, c'est-à-dire à une époque où, l'Allemagne paraissant victorieuse, ses publicistes n'apportaient pas, dans l'expression de la pensée officielle ou officieuse, la prudence à laquelle on devait revenir quelques mois plus tard.

Remarquons aussi la coïncidence de date entre ces déclarations, qui eurent leur équivalent dans presque tous les organes de la presse allemande, et la proclamation de « joyeuse entrée » du maréchal von der Goltz, nommé gouverneur général (affichée le 2 septembre 1914) :

Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées... *Je vous invite à lui (au Gouvernement général allemand) montrer de la confiance et à lui prêter votre concours...* Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie.

Quatre mois plus tard, la *Vossische Zeitung*, du 8 janvier 1915, définissait ainsi le programme de l'Administration allemande en Belgique occupée (*nous soulignons*) :

Il faut tendre à ce que les sources productrices du pays servent à l'armée allemande et à toutes les industries qui sont à son service.

En février 1915, un autre observateur allemand, d'une autorité exceptionnelle puisqu'il est ami particulier et commensal de l'Empereur allemand, le Dr Ludwig Ganghofer, envoyé spécial du journal officieux bavarois *Münchner Neueste Nachrichten*, décrivait à son tour, avec un luxe de statistiques et une insistance d'affirmation impressionnants, l'épuisement délibéré des ressources de la Belgique au profit des armées allemandes, qui était, lui-même le constate, le mot d'ordre de l'Administration civile allemande de la Belgique occupée (*Münchner Neueste Nachrichten*, numéro du 26 février 1915, article XII d'une série intitulée : « Voyage sur le front allemand » (*nous soulignons*) :

J'avais été pendant deux semaines, jour pour jour, sur pied, pour

n'avoir encore qu'un aperçu général et grossier de ce qu'accomplit, dans le ressort d'un seul corps d'armée, la machinerie prudemment agencée, et travaillant dans le calme, de nos étapes. Ce que j'ai vu ici, dans un domaine limité, *se répète de nombreuses fois*, avec son utile résultat pour la patrie, *sur toute l'étendue du front occidental*.

Tout le travail s'y accomplit en vertu d'un principe : « *Faire venir le*

AVEUX DE L. GANGHOFER SUR L'ÉPUISEMENT SYSTÉMATIQUE DES RESSOURCES DE LA BELGIQUE  
(*fac-similé B*)

Nicht weit von Caudry, in Le Cateau, besuden sich die ebenso musterhaft eingerichteten Genesungsheime für Mannschaften und Offiziere, umgeben von einem lüdenlosen Apparat für gute Ernährung. Da ist alles herbeigeschafft, was dem Erstarben der Gesundheit dienen kann. Und weil frische Eier für Konvaleszenten sehr beödmnlich, aber im geflügelverschlingenden Kriege und dazu noch im Winter äußerst selten sind — es wurde einmal für dreißig Eier ein Automobil in Tausch gegeben und für ein halbes Pfund Butter ein ganzes Veloziped — drum haben die deutschen Ärzte in Le Cateau eine gehegte Hühnerzucht installiert. Ein großer Scheunentraum wurde in ein Warmhaus für tausend Hennen verwandelt, und ein beharrlich glühender, von einem Drahtgitter umzogener Ofen redet dem gackernden Völklein der gefiederten Französinen mit lieblchen Wärmestrahlen zu, recht viele, viele Eier für unsere genesenden Feldgrauen zu legen. Zwanzig gallische Hähne befördern das nützliche Werk. Überraschenderweise vertragen sie sich sehr gut miteinander; sie haben der Friedensarbeit so viel zu verrichten, daß sie der angeborenen Kriegslust völlig vergessen.

220

Hinter diesem heiteren Bildchen steht eine ernste Wahrheit. Wieviel deutsche Hände mußten sich rühren in ruhelosem Fleiß, wieviel kluge Gedanken mußten in deutschen Gehirnen aufglänzen, wieviel Geduld mußte sich in hilfreiche Arbeit verwandeln und wieviel energischer Wille mußte umgesezt werden in wirksame Tat, bis innerhalb weniger Monate ins Leben gerufen war, was ich auf Schritt und Tritt hier leuchten sehe als ruhmvollen Sieg der deutschen Regsamkeit und des deutschen Wesens.

Fac-similé des pages 220 et 221 de l'ouvrage de L. Ganghofer, *Reise zur deutschen Front* (Berlin, Ullstein, 1915), reproduisant la fin, amputée de trois alinéas, de l'article XII de la série d'articles des *Münchener Neueste Nachrichten*. (Cf. le fac-similé A ci-contre, hors texte).

*moins possible d'Allemagne pour les besoins de l'armée ; — tirer le plus possible du pays ennemi conquis ; — et, tout ce qui est superflu pour l'armée mais qui peut être utilisé au pays, le faire passer en Allemagne. »*

En trois mois, le pays conquis a couvert les quatre cinquièmes des besoins de l'armée. Maintenant même, bien que les ressources utilisables du pays occupé par nous commencent à se faire plus rares, le pays conquis couvre encore les deux tiers de ce dont a besoin notre armée de l'Ouest. Par là,



d'après une estimation moyenne, il est économisé pour l'Allemagne de *trois millions et demi à quatre millions de marks par jour*.

Ce bénéfice de la victoire allemande s'accroît encore notablement des profits de la *guerre économique*, menée conformément aux prescriptions du droit des gens *contre le territoire conquis*, c'est-à-dire par l'utilisation des biens de l'État, *transportés en quantités énormes de la Belgique et du nord de la France en Allemagne*, tels que butin de guerre, approvisionnements de forteresse, *céréales, lainages, métaux, bois précieux et autres produits*, à l'exception de toute propriété privée, laquelle n'est pas réquisitionnée, mais pourra être saisie, en cas de nécessité, pour augmenter les approvisionnements allemands, en étant toutefois, en ce cas, payée à son entière valeur. Ce que l'Allemagne économise et gagne par cette *guerre économique, dirigée avec un esprit commercial*, peut s'évaluer *journalièrement à 6 ou 7 nouveaux millions de marks*, de telle façon que le *profit total réalisé par l'Empire allemand en arrière du front occidental, depuis le commencement de la guerre, peut s'évaluer à environ deux milliards*, ce qui est, pour l'Allemagne, une éclatante victoire, représentée par l'épargne et l'accroissement de la force économique, et, pour l'ennemi, une écrasante défaite, correspondant à l'ÉPUISEMENT DE TOUTES LES RES-SOURCES FINANCIÈRES DU TERRITOIRE que nous lui avons enlevé.

J'aurai encore à revenir sur les ramifications et sur la direction de cette *guerre économique*. On apprendra ainsi à mettre au rancart l'expression d'« *Allemands peu pratiques* ». Un officier supérieur allemand, à Saint-Quentin, me caractérisait cet heureux changement accompli à notre avantage, par ces mots mi-sérieux, mi-plaisants : « C'est remarquable tout ce que l'homme apprend. Je suis pourtant, en réalité, un officier de la Garde de Potsdam. A présent, je fais le commerce du bois et de la laine. Et même avec succès ! »

Détail qui caractérise la sincérité de cet aveu, par sa destination réservée à l'usage exclusif du peuple allemand : le Dr Ludwig Ganghofer réimprimant en volume, sous le titre : *Reise zur deutschen Front 1915* (Ullstein & Co, Berlin), ses douze articles des *Münchener Neueste Nachrichten*, y insère (p. 207 à 221) l'article XII du 26 février 1915, mais en ayant soin d'en éliminer, sans avertir le lecteur, toute la dernière partie (trois alinéas, de 67 lignes) ci-dessus traduite.

La coupure est pratiquée juste à l'endroit où commence la *transition* : « J'avais été pendant deux semaines... », conduisant au paragraphe : « Tout travail s'accomplit en vertu d'un principe... » ; la transition est enlevée elle-même de manière que le lecteur du volume ne puisse pas se douter qu'une coupure a été pratiquée et qu'une partie importante de l'article original est dérobée à sa connaissance (Voir les fac-similés).

De plus, l'auteur a changé la date d'origine de l'article : alors que, dans le journal, l'article XII était daté du 14 février 1915, dans le volume, le chapitre XII, qui le reproduit, est daté du 21 février 1915. L'auteur a-t-il peut-être pensé qu'il dépisterait ainsi plus sûrement les lecteurs superficiels sur l'identité de l'article XII du journal et du chapitre XII du volume... ?

Cinq mois après le Dr Ganghofer, un autre Allemand, membre du Reichstag et de la Chambre des Députés de Prusse, Ferdinand Hoff, dans un article du *Vogtländischer Anzeiger*, du 13 juillet 1915, intitulé « Derrière le front par la Belgique », décrit « l'impression d'ensemble et l'administration du pays » et s'exprime, sur ce dernier point, en ces termes (*nous soulignons*) :

En ce qui concerne, au surplus, l'administration, il va de soi que les besoins et les intérêts de notre incomparable armée et de la patrie allemande viennent en première ligne, et que les importantes forces économiques et autres, ainsi que l'outillage (*Einrichtungen*) du pays sont utilisés au profit de l'une et de l'autre...

C'est-à-dire toujours au profit de l'armée allemande et de l'Empire allemand.

Six mois après, même esprit toujours.

Dans la séance du 15 janvier 1916, au Reichstag, certaines critiques de détail ont été dirigées contre l'imposante organisation créée sous l'inspiration de M. W. Rathenau. Traitant de la question de la solde des militaires, le député socialiste Stucklen s'est exprimé en ces termes :

Il existe partout, maintenant, auprès des administrations militaires (des pays occupés), des commissions économiques (*Wirtschaftsausschüsse*) ; pourquoi ne contrôle-t-on pas suivant quelle base les messieurs qui y sont occupés sont payés ?

A cette question, le général von Wandel, faisant fonctions de ministre de la Guerre de Prusse, a répondu par ces mots, qui, dans sa bouche, ont le caractère d'une déclaration officielle :

Si le député Stucklen critique défavorablement l'œuvre accomplie par les commissions économiques, qu'il me soit permis alors de lui objecter que, dans tous les domaines, dans l'organisation de l'agriculture, dans l'industrie, ces commissions réalisent des choses remarquables ; et que si nos hommes ont été si bien soignés, si de grands approvisionnements ont été transportés des territoires occupés à l'intérieur du pays, nous le devons

*pour une très grande partie à l'activité avisée et infatigable des commissions économiques.* Elles ont bien mérité de la patrie.

On ne pouvait affirmer de façon plus nette, d'une part, que les réquisitions et saisies de toute nature faites par l'Allemagne en pays occupé n'étaient pas destinées, et par conséquent, n'ont pas été proportionnées aux besoins de l'armée d'occupation; d'autre part, que la raffe en a été administrativement organisée afin de faire affluer toutes les ressources des territoires occupés en Allemagne et de les y consacrer au réapprovisionnement de guerre de l'Empire (1).

Les paroles du ministre de la Guerre de Prusse apportent ainsi une consécration définitive à notre affirmation que les mesures économiques de l'autorité allemande en Belgique n'ont été qu'une application réfléchie et méthodique des principes établis dès le début de la guerre par W. Rathenau pour servir de règle à l'Administration allemande des pays occupés.

La conclusion s'impose : ce n'est pas la sollicitude pour le relèvement économique du pays qui a inspiré la politique économique de l'autorité allemande en Belgique occupée, ni même la considération des exigences propres de la situation de ce pays en temps de guerre; l'autorité allemande a obéi avant tout à la pensée d'exploiter systématiquement les ressources de la Belgique à l'avantage exclusif de l'Empire allemand, soit pour ses besoins de guerre, soit pour ses intérêts de concurrence, soit pour les deux ensemble.

Elle a pratiqué, en Belgique, à la faveur de l'occupation, la politique bien connue, en matière d'histoire coloniale et militaire, sous le nom de *politique d'épuisement* (*Raubwirtschaft*).

#### D — ÉTENDUE DU DOMMAGE SUBI PAR LA BELGIQUE DU FAIT DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'AUTORITÉ ALLEMANDE

Il serait difficile, on le comprend, de chiffrer exactement les dommages économiques subis par la Belgique par suite de l'application de ce système. L'on possède cependant quelques éléments — encore

---

(1) On lit, du reste, dans la *Neue Freie Presse* du 10 mai 1915, édition du matin, cet aveu explicite, dans un article sur la question du paiement des réquisitions :

« Les stocks de marchandises existant lors de l'occupation d'Anvers et autres villes de Belgique et du nord de la France, furent saisis par les autorités (militaires allemandes) en vue de couvrir les besoins de l'armée d'occupation et de compléter les approvisionnements de guerre. »

fort incomplets — d'information allemande, qui permettent de se faire une idée approximative de l'étendue des enlèvements de richesses, produits et matières de travail, pratiqués en Belgique par l'Allemagne.

a) La *contribution de guerre*, par exemple, est chose certaine : établie d'abord pour un an (Voir le fac-similé de l'arrêté du 10 décembre 1914), elle est devenue, en novembre 1915, une contribution permanente, « jusqu'à nouvel ordre » (*bis auf weiteres*); le versement en est mensuel.

De décembre 1914 à novembre 1916, elle a été de 40 millions de francs par mois ; le 20 novembre 1916, elle a été élevée à 50 millions de francs par mois (Voir aux *Annexes*, chap. XXI-§ 2, le texte de l'ordonnance de cette date) (1).

Elle a donc procuré au Trésor de guerre allemand, de décembre 1914 à novembre 1916, 960 millions, et, en décembre 1916, 50 millions de francs; soit, au total, présentement : 1 milliard 10 millions de francs.

b) Cette contribution générale, à charge des neuf provinces solidairement, avait succédé à un régime de contributions de guerre particulières et d'amendes frappant individuellement des provinces ou des villes, système qui est d'ailleurs encore resté partiellement en vigueur.

Le relevé exact et complet n'en a pu être dressé. Nous nous bornons à rappeler (2) les plus fortes contributions payées, remontant, pour la plupart, à la période antérieure à décembre 1914 :

Bruxelles et Brabant(3) . . . . .	40 millions de francs.	
Anvers. . . . .	50	—
Courtrai. . . . .	10	—
Tournai. . . . .	2	—
Province de Liège . . . . .	50	—
Liège (ville) . . . . .	20	—
Namur . . . . .	32	—
Roulers . . . . .	1,5	—

(1) Les conseils provinciaux furent mis en demeure de voter les crédits nécessaires à cette fin *par voie d'emprunt*. Ils refusèrent tous sauf un. L'autorité allemande annula alors leurs délibérations de refus comme « contraires à l'intérêt général » et investit les autorités allemandes en chaque province du droit de prendre d'office les mesures pour l'emprunt et le versement. Voir au chapitre XXI, § 2 le texte de cette nouvelle ordonnance du 3 décembre 1916.

(2) Cf. J. MASSART, *Comment les Belges résistent à la domination allemande* (Paris, Payot, 1916), passim.

(3) La province du Brabant fut tout d'abord (20 août 1914) frappée d'une contribution de guerre de 450 millions de francs. à payer au plus tard le



## Contrat de Travail

Le soussigné, Monsieur

rue

à

déclare contracter par la présente un engagement de travail avec la Maison :

1° — Il s'engage en qualité de

aux mêmes taux et conditions que les ouvriers allemands de même catégorie, selon  
le travail fourni, à Frs . . . . . en moyenne par jour.

Il assure être spécialiste et expérimenté dans ce genre de travail

2° — Il reconnaît expressément les lois de travail de l'Empire Allemand et le règlement en  
vigueur dans l'usine, tout en reconnaissant l'article 5° du présent contrat.

3° — L'ouvrier sera assuré contre la maladie et les accidents du travail, exactement comme  
les ouvriers allemands.

4° — Il se soumet à l'obligation d'habiter un logement qui lui sera désigné, et il lui sera  
porté en compte, pour le logement et nourriture, par jour environ Frs  
d'après les usages locaux.

5° — Ce contrat a une validité de quatre mois, à partir du premier jour de travail, et il  
ne peut être résilié par aucune des parties pendant cette période.

6° — L'ouvrier déclare être libre de toute infirmité

Fait en double à Charleroi, Boulevard Audent, 101.

Le . . . . . 1916.

L'Ouvrier :

*En franchissant la frontière il est strictement défendu d'emporter des lettres, livres, journaux,  
notes, etc., sauf des documents d'identité.*

*Bij het overtreeden der grens is het streng verboden brieven boeken, dagbladen, aantekeningen, enz. mede te nemen behalve bewijsstukken van identiteit.*

Type de contrat de travail offert par les autorités allemandes avant l'arrêté sur la déportation pour travail forcé du 3 octobre 1916. Les « blancs » sont remplis au crayon d'aniline, par des mentions que le clichage ne rend pas d'une manière visible.

Il s'agit d'un engagement d'un ajusteur du Hainaut, embauché pour la « Gelsenkirchener Bergwerks Ges., Abt. Hochofen, Gelsenkirchen » ; le salaire est fixé à 7<sup>f</sup> 50 en moyenne par jour ; le logement et la nourriture à 1<sup>f</sup> 65 ; le contrat est du 16 août 1916.

L'exemplaire photographié porte : un numéro d'ordre en haut, à gauche, au crayon rouge ; un autre en haut, à droite, au composteur (nous les avons enlevés par discrétion pour l'ouvrier signataire qui s'est enfui), et, au-dessus de l'intitulé « Contrat de travail », un chiffre au crayon d'aniline : « 7 frs ».

Remarquer que la recommandation formulée au bas du document est la seule qui soit dans les deux langues, bien que la région de Charleroi comprenne un assez grand nombre d'ouvriers flamands.

*Ce fac-similé se rapporte aux pages 187-188.*

## Der „Arbeitszwang“ in den besetzten Gebieten.

Die Beratungen des Reichshaushaltsausschusses.

(Fortsetzung aus der Abendausgabe.)

Im weiteren Verlaufe der gestrigen Sitzung des Hauptausschusses des Reichstages erklärte bei den Verhandlungen über die Gefangenenbehandlung ein konservativer Redner, es sei nicht zu verwundern, wenn bei widerspenstiger Haltung der Gefangenen die Wachmannschaften einmal außer Achtung gerieten; deswegen solle gegen diese nicht wegen jeder Kleinigkeit mit Arreststrafen vorgegangen werden. Gegenüber der sozialdemokratischen Entschliebung erklärte General Friedrich die Unterdrückung der Familienangehörigen gefangener Soldaten werde jetzt schon sehr weit gegangen.

Auf die Ausführungen eines sozialdemokratischen Redners legte Staatssekretär Dr. Helfferich dar, daß auf die Ermüdung der in den besetzten Gebieten praktisch liegenden Arbeitskräfte im Interesse dieser Gebiete selbst nicht verzichtet werden könne. Der Staatssekretär verwies auf das englische Munitionsarbeitergesetz, das im „freien England“ für britische Arbeiter selbst einen kaum verdeckten Arbeitszwang geschaffen habe. Die von uns getroffenen, auf dem Boden des Völkerrechts sich bewegenden Maßnahmen seien im Lichte der Kriegsnotwendigkeiten zu beurteilen.

Ministerialdirektor Dr. Lewald verwies auf eine in den besetzten Gebieten erlassene Verordnung, wonach Deutsche, die öffentliche Unterstützung beanspruchten und sich auf öffentliche Kosten ernähren lassen wollten, zur Arbeit zwangsweise herangezogen werden könnten. Diese Verordnung beziehe sich auf die besetzten Gebiete in Belgien, Nordfrankreich sowie im Osten. Der landwirtschaftliche Boden in den besetzten Gebieten müsse bestellt und voll ausgenutzt werden, da wir nicht in der Lage seien, dorthin Lebensmittel auszuführen. Da die Stadtverwaltung Lille freiwillig nicht zu bewegen war, Arbeitskräfte zu stellen, so mußte die militärische Befehlsgewalt eingreifen. Dabei hätten sich Mißgriffe nicht völlig vermeiden lassen, aber unbestreitbar sei, daß wir das Recht zu einer solchen Maßnahme hätten.

General Friedrich gab Auskunft über die Lagerverhältnisse in Ruhleben und teilte mit, daß infolge des Austauschvertrages mit England demnächst 600 internierte Engländer, die über 45 Jahre alt seien, aus Ruhleben weggeschafft werden sollten.

Eine Reihe von Beschwerden wird erhoben und von den Regierungsvertretern aufgeklärt. Die Verhandlungen sind zeitweilig vertraulich.

Fac-similé d'un article du *Berliner Tageblatt* du 13 octobre 1916, édition du matin, donnant le compte rendu d'une séance du Comité central du Reichstag du 11 octobre 1916 où le secrétaire d'Etat Helfferich et le directeur ministériel Dr. Lewald ont fait l'aveu du caractère général de la politique du travail forcé appliquée par l'Allemagne à tous les territoires occupés. Cet article est traduit dans le corps du chapitre XIII.

Ce fac-similé se rapporte aux pages 226-227.

Il serait possible qu'une fraction de la contribution de guerre infligée à Bruxelles et à la province du Brabant dût être confondue avec la contribution de guerre générale mensuelle. Par contre, il y a lieu d'ajouter à ce relevé diverses amendes considérables dont la Ville de Bruxelles (notamment une amende de 5 millions de francs) et d'autres villes furent frappées (plusieurs millions au total).

c) *Destructions générales de ressources ou richesses économiques.* — On a vu ci-dessus que, à la fin de décembre 1914, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, organe officiel de la Chancellerie impériale, les évaluait à plus de 5 milliards (sans dire s'il s'agissait, dans sa pensée, de francs ou de marks; dans la seconde hypothèse, cela représenterait plus de 6 milliards 500 millions de francs).

d) *Subsistance des armées allemandes, tant de l'armée d'occupation que des armées opérant sur le front occidental.* — Nous possédons sur ce point les supputations du Dr L. Ganghofer, citées ci-dessus, et qui se rapportent peut-être, dans la pensée de l'auteur, pour partie aussi aux départements envahis du nord de la France.

L. Ganghofer, écrivant en février 1915, estimait leur valeur de 3 millions et demi à 4 millions de marks (environ 5 millions de francs) *par jour*, depuis le début de la guerre, rien que pour les besoins de l'armée, et de 6 à 7 millions de marks (plus de 8 millions de francs) *par jour*, pour les matières et produits enlevés et transportés en Allemagne, soit, au total, pour six mois d'occupation, environ 2 milliards de marks ou 2 milliards et demi de francs.

On manque encore du moyen de contrôler directement ces évaluations. Elles ne paraissent pas exagérées cependant, si on les rapproche des conclusions d'un statisticien allemand, M. Karl Ballod, qui, dans une remarquable étude : *Die Nahrungsmittelversorgung Deutschlands im ersten und zweiten Kriegsjahre* (Le ravitaillement de l'Allemagne en vivres durant la première et la deuxième année de guerre), parue dans un annuaire économique bien connu, le *Schmoller's Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft im Deutschen Reiche* (Munich et Leipzig, Duncker et Humblot, 40<sup>e</sup> année, 1<sup>er</sup> vol.), donne quelques renseignements fragmentaires sur ce qui fut soutiré à l'agriculture belge (*nous soulignons*) :

(P. 84-85) D'abord il faut considérer que même pendant les quatre pre-

---

1<sup>er</sup> septembre 1914, et la Ville de Bruxelles de 50 millions de francs. La contribution de la Province fut, croyons-nous, abandonnée; celle de la Ville réduite à 40 millions.

miers mois de la guerre, alors que la population civile ne s'imposait pas encore de restriction dans l'usage des vivres, nous avons fait une extraordinaire économie du fait qu'une grande partie, au moins *trois millions de nos soldats, ont vécu en pays ennemi, tout principalement des stocks du pays ennemi, en particulier de son bétail*. Également en blés les besoins des troupes furent en grande partie couverts en pays ennemi — on sait que, pour la population belge nécessiteuse, des céréales américaines (environ 600.000 tonnes de blé) ont été importées.

Il est vrai aussi qu'une partie de la Prusse Orientale a été saccagée, le bétail de ces contrées a lourdement souffert. *Mais le déficit de la Prusse Orientale a été plusieurs fois « sur-compensé » par nos réquisitions de bétail belge, du nord de la France et de la Pologne*. Il est difficile d'évaluer exactement le montant de l'épargne provenue de l'entretien, *au moyen des stocks des pays ennemis*, de plus de trois millions de nos soldats; cependant nous pouvons admettre que, par tête et par jour, il faut compter au moins 400 grammes de viande, 50 grammes de beurre et de graisse, 600 grammes de pain et autant de pommes de terre. Cela ferait pour trois millions, déjà  $365 \times 0,4 \times 3 = 438$  millions de kilos de viande, 55 millions de kilos de graisse, 657 millions de kilos de pain (correspondant à autant de blé) et 657 millions de kilos de pommes de terre. *Cela représente tout de même 12 à 14 % de notre consommation de viande et, il est vrai, seulement 6 % de notre consommation de blé et de pommes de terre, pour autant que ceux-ci servent à l'alimentation de l'homme*. Même si le nombre cité de nos soldats ne pouvait couvrir que la moitié de ses besoins, *les 6 à 7 % de la consommation de viande du temps de paix auraient été procurés en pays ennemi*.

Et cependant, l'économiste qui fait ce calcul sait parfaitement, car il le note lui-même quelques pages plus loin (p. 94), que :

Parmi les territoires occupés, la Belgique et le nord de la France ne peuvent nous (à l'Allemagne) fournir de supplément, la population y important, en temps de paix, plus de la moitié de ses besoins en blé.

L'étude de M. Ballod n'est d'ailleurs qu'une esquisse bien incomplète des résultats obtenus par l'Administration allemande, puisqu'elle ne traite qu'accidentellement de la situation de la Belgique, et qu'elle n'examine même, de la situation économique de l'Allemagne, que le problème partiel du ravitaillement alimentaire durant la seule année 1914-1915.

A ces données, il conviendrait d'ajouter toutes les subsistances enlevées postérieurement à 1914-1915 et les matières et produits enlevés en 1914, 1915 et 1916.



La récapitulation des seuls chiffres cités dans les documents allemands donne :

a) Contribution de guerre générale (jusque fin 1916) . . . . .	1.010 millions de francs.
b) Contributions de guerre particulières et amendes, plus de . . . . .	200 —
c) Destructiions de valeurs à fin décembre 1914 ( <i>Nordd. Allg. Zeitung</i> ), plus de . . . . .	5.000 —
(éventuellement plus de 6 milliards 500 millions).	
d) Subsistances à février 1915, avec l'ord de la France : 2.500, dont moitié au moins pour la Belgique seule ( <i>Ganghofer</i> ). . . . .	1.250 —

En comptant très modérément l'appauvrissement subséquent, on arrive, au minimum, à plus de 8 milliards de francs.

Telles sont, pour la Belgique occupée, les pertes d'ores et déjà reconnues dans des documents allemands.

Lorsque l'on synthétise l'ensemble de ces données allemandes, que l'on tient compte de tout ce qui n'a pas été avoué ou reconnu, faute d'occasion ou d'opportunité politique, que l'on considère enfin que tout cela est la suite d'actes législatifs dûment réfléchis, l'on est amené à se demander comment il a été possible à un pays ainsi traité, de conserver une vitalité économique quelconque, et de ne pas étouffer complètement sous l'étreinte d'une « sollicitude » administrative si empressée.

Non seulement, il apparaît que semblable système d' « administration » devait provoquer directement l'arrêt de l'industrie et le chômage, mais il est évident que, sans les secours venus de l'extérieur et l'admirable esprit d'entr'aide des Belges, la crise industrielle aurait sévi beaucoup plus tôt encore et aurait atteint des proportions bien plus désastreuses que celles dont fait état l'autorité allemande pour incriminer le blocus anglais et la paresse ou le mauvais vouloir des ouvriers belges.

Les faits ne laissent donc aucun doute : l'extension funeste du chômage est positivement l'œuvre *consciente* de l'Administration allemande.

On va voir à l'instant que ce fut aussi, — tout au moins à partir de l'été de 1915, — son œuvre *préméditée*.

## CHAPITRE XI

### LE CHOMAGE IMPOSÉ DE FORCE AUX OUVRIERS BELGES

---

La crise du travail provoquée en Belgique par l'Administration allemande offre ceci de particulier que ce sont les Belges, réduits à chômer malgré eux, qui ont lutté contre le chômage, et que ce sont les Allemands, auteurs et dénonciateurs de la crise, qui ont enrayé leur effort et l'ont empêché de réussir.

#### § 1. — La lutte des Belges contre la misère et le chômage.

##### A — ASSISTANCE DIRECTE

Les grandes souffrances endurées par la Belgique en 1914 et les sacrifices qu'elle a faits pour défendre à la fois son indépendance et la religion des traités, historiquement confondues dans sa cause, lui ont attiré la sympathie et l'admiration universelles; pourtant, la Belgique est, croyons-nous, plus grande encore par l'énergie de sa réaction contre l'infortune des armes et contre toutes les influences déprimantes d'une occupation prolongée.

La pire épreuve de la captivité d'un peuple laborieux est l'immobilisation de sa volonté de travail par la contrainte de l'autorité étrangère. Néanmoins, dans cette épreuve, la Belgique n'a cessé d'être « le pays qui ne veut pas mourir ».

On ne connaîtra bien qu'après la guerre les merveilles accomplies par l'exaltation du patriotisme et du sentiment de l'entraide, parmi les Belges du territoire occupé : riches et pauvres rivalisèrent les uns de générosité, les autres d'abnégation; toutes les œuvres charitables existantes furent maintenues; une multitude de nouvelles surgirent des besoins et misères nouvellement apparus. Maints observateurs neutres ont rendu hommage à ce magnifique

développement de la fraternité entre les Belges, digne en tous points de l'élan de charité qui fit affluer en Belgique les dons volontaires des nations neutres; ils ont noté aussi le remarquable esprit d'ingéniosité, d'ordre et de méthode dont firent preuve les autorités locales belges dans l'organisation des secours et dans le ravitaillement général du pays. L'activité du « Comité national belge de secours et d'alimentation », secondée puissamment par celle de la « Commission de secours pour la Belgique » (*Commission for Relief in Belgium*) (1), a pu étendre ses bienfaits même aux régions envahies du nord de la France.

Notons, pour répondre en passant au reproche d'incurie et d'indifférence fait au Gouvernement belge par la presse allemande, que ce Gouvernement contribue à l'œuvre de la Commission américaine par un subside mensuel régulier de 25 millions de francs; versé depuis octobre 1914, il a déjà dépassé 600 millions de francs et vient d'être notablement augmenté.

De même, il est tout à fait hors de propos, de la part des journaux allemands, d'alléguer, comme justification supplémentaire de l'arrêté du 3 octobre 1916, la nécessité d'arrêter au plus tôt, dans l'intérêt même de la Belgique, le flot montant des dettes que le pays contracte du fait des vivres dont on lui fait l'avance et dont le remboursement onéreux s'imposerait tôt ou tard. Les vivres envoyés en Belgique pour le ravitaillement américain sont payés d'avance, au moyen du subside régulier dont on vient de parler. La Belgique n'a aucune dette vis-à-vis de la Commission américaine. Les comptes de celle-ci sont publiés : il n'y figure aucune créance à charge de l'État belge.

En même temps que fonctionnait ainsi l'assistance directe, les autorités locales belges avaient organisé pour les chômeurs, d'une manière que nous décrirons dans un instant, un enseignement technique spécial et l'assistance par le travail.

Le résultat de ces efforts?

Durant plus de vingt mois (jusqu'en juin 1916 et même encore plus tard), voulant sans doute donner le change à l'opinion étrangère sur les doléances des Belges pressurés par la législation que nous avons décrite, l'autorité allemande, on l'a vu plus haut, fit

(1) La *Commission for Relief in Belgium* (C. R. B.) est gérée par un personnel américain sous la direction de M. H.-G. Hoover et sous les auspices et le contrôle des ministres des États-Unis et d'Espagne et du chargé d'affaires de Hollande à Bruxelles. Le bureau principal en est à Londres; d'autres bureaux importants fonctionnent à New-York, Rotterdam et Bruxelles.

propager en Allemagne et dans la presse neutre des informations empreintes d'un optimisme excessif sur le prétendu relèvement économique de la Belgique occupée. Rien ne serait ici plus facile que d'en tirer argument contre sa thèse actuelle, et de la prendre au piège de ses propres feintes. Mais la réalité doit être préférée aux jeux de la dialectique.

En fait, le sort des petites gens vivant d'assistance dans la Belgique occupée ne fut jamais réjouissant : mais enfin, grâce à l'intervention incessante de la charité privée belge, aux subsides des autorités locales, à la générosité étrangère, à l'intervention de la Commission américaine, elle-même soutenue par le subside mensuel régulier de 25 millions de francs du Gouvernement belge, grâce enfin à la stoïque patience de la classe laborieuse, ce sort restait encore supportable. Personne, que nous sachions, n'est encore mort de faim en Belgique, et si longtemps que dût se prolonger l'épreuve, si pénibles que fussent les privations, on eût « tenu » comme cela, héroïquement, « jusqu'au bout », dans l'attente du jour de la libération.

Comme condition, les Belges, qui n'ont jamais rien voulu solliciter ni recevoir de l'Allemagne, n'attendaient de celle-ci qu'une seule chose : qu'elle les laissât continuer à se tirer d'affaire eux-mêmes avec l'aide des Américains. L'occupant, de son côté, ayant, au regard du droit des gens, le devoir strict d'assurer la subsistance de la population du territoire occupé, et étant déchargé de ce soin par l'initiative américano-belge, ne participant, d'autre part, en quoi que ce soit aux charges financières de l'assistance directe ni de l'assistance par le travail, l'autorité allemande eût dû, semble-t-il, mettre son point d'honneur à ne pas contrarier, dans l'exercice de son pouvoir législatif, l'effort personnel des Belges.

Le général von Bissing le sent si bien qu'il s'attribue, dans son interview du *New-York Times*, l'honneur d'avoir inspiré aux autorités belges l'initiative des travaux publics pour chômeurs (*Notstandsarbeiten*), et qu'il se vante d'avoir lui-même tout fait pour combattre le chômage.

En réalité, les communes et provinces belges ne négligèrent jamais leur devoir à ce sujet et elles n'attendirent pas les admonestations ou remontrances du Gouverneur général allemand pour le pratiquer.



## B — ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL OBLIGATOIRE ET TRAVAUX PUBLICS POUR LES CHÔMEURS

Dès le début de 1915, les autorités locales belges s'étaient préoccupées de combattre le chômage par des mesures d'ordre à la fois économique et social, inspirées par la connaissance exacte des scrupules patriotiques de l'ouvrier belge et par une entente parfaite de ses besoins dans les circonstances spéciales de l'occupation.

Leur action en ce domaine se manifesta par deux espèces d'initiatives : l'institution d'un enseignement professionnel obligatoire pour chômeurs et l'organisation de l'assistance par le travail.

La première initiative était remarquable par sa simplicité et son ingéniosité. Elle visait à entretenir et à perfectionner l'habileté technique de l'ouvrier belge en vue des luttes économiques de l'avenir, en profitant de son chômage involontaire pour lui assurer le moyen de s'instruire davantage dans la pratique de sa profession.

Cette initiative eut Bruxelles pour origine. Le grand industriel et philanthrope, M. Ernest Solvay, inventeur du procédé moderne de fabrication de la soude, ne fut pas étranger à sa conception et il tint à la soutenir de ses deniers (don d'un million de francs). Elle eut aussitôt l'appui de l'autorité communale de Bruxelles et celui du Comité national de secours, qui, tous deux, lui votèrent des subsides.

Le fonctionnement en était conçu comme suit à Bruxelles.

Tous les chômeurs, hommes et femmes, de quatorze à quarante ans, n'avaient plus, désormais, droit au secours de chômage qu'à la condition de suivre assidûment les cours qui leur étaient destinés.

Les chômeurs étaient répartis en diverses catégories selon le sexe, l'âge et la profession. Les moins instruits étaient envoyés dans les écoles élémentaires; ceux qui étaient techniquement les plus développés étaient envoyés dans les écoles professionnelles existantes. Le surplus, qui formait la majorité, était réparti dans des institutions d'enseignement professionnel nouvellement créées.

L'enseignement était donné en français et en flamand. Les cours techniques étaient confiés à des travailleurs déjà formés; les autres cours complémentaires étaient donnés par des avocats et des médecins. Tous les cours relatifs à une industrie étaient donnés dans un même local, ce qui permettait aux professeurs de se mettre en relation et d'établir de commun accord les lignes directrices communes de l'éducation.

Il existait ainsi, au début de juillet 1915, à Bruxelles, 16 écoles de chômeurs; chaque classe comprenait 30 élèves pour le premier cours et 60 pour les deux autres. La direction se composait de seize personnes : 4 échevins, 4 conseillers communaux, 4 représentants du clergé et 4 bourgeois. Il y avait, en outre, un comité exécutif composé de 5 membres et un comité d'inspection auquel appartenaient 2 ingénieurs, 2 femmes, 1 avocat et 1 médecin.

Un projet d'Université du travail devait couronner à Bruxelles l'ensemble de ces cours par un enseignement polytechnique supérieur.

Cette organisation témoigne certes d'une rare énergie de la part d'autorités locales en proie à tous les soucis de l'occupation et privées entre elles d'un lien gouvernemental national. Elle excita dans le premier moment l'admiration des Allemands. Un journal allemand, les *Altonaer Nachrichten*, qui entretenait à Bruxelles un correspondant très actif, reçut de lui en date du 30 octobre une lettre sur les « mesures de prévoyance pour les sans-travail du Grand-Bruxelles » (numéro du 3 novembre 1915), où l'on faisait l'éloge sans réserves de l'activité déployée par les communes belges dans leur lutte contre le chômage :

On se remue partout dans l'agglomération bruxelloise. L'engourdissement qui, dans les premiers temps de l'occupation allemande, s'était emparé de la vie générale, se desserre. Dans tous les domaines on essaie d'adapter les anciennes institutions aux circonstances et de créer de nouvelles institutions pour assurer une situation tolérable à toutes les couches de la population.

Les administrations des communes qui forment l'agglomération bruxelloise, ne veulent pas rester en arrière dans cette heureuse concurrence. Elles ont tout d'abord ordonné des travaux d'utilité publique dans la mesure des moyens à leur disposition, pour offrir de la sorte à un grand nombre de chômeurs l'occasion de gagner de nouveau quelque chose. Elles ont encore dirigé principalement leur attention sur un autre point important. A la suite de l'arrêt de nombreuses industries, les chômeurs sont devenus naturellement très nombreux. C'est ainsi que le danger est né que l'inactivité suscite non seulement des tentations dangereuses aux grandes masses de la population, mais encore leur fasse payer le manque d'emploi, de la perte de leurs connaissances professionnelles. Pour ce motif, les conseils communaux de Bruxelles et des localités appartenant à l'agglomération bruxelloise ont affecté des locaux et recruté du personnel enseignant pour favoriser l'éducation professionnelle et générale des masses. Ces cours de perfectionnement jouissent déjà d'une fréquentation nombreuse et on assure que les résul-

tats obtenus sont extraordinairement satisfaisants. En raison de cela, on espère aussi, malgré les restrictions que le temps de guerre impose, pouvoir remettre bientôt en marche certaines industries actuellement dans le marasme.

Un autre pas en avant dans la voie de l'instruction des ouvriers doit résulter du fait que, à l'exemple de Charleroi, une *université du travail* est fondée à Bruxelles. Les travaux préliminaires nécessaires sont déjà achevés. Le plan d'enseignement est élaboré et le personnel enseignant est recruté. Les matières d'enseignement seront principalement de *nature technique*, et il va sans dire que les industries et professions qui sont représentées dans l'agglomération bruxelloise seront principalement prises en considération. Cette université du travail correspondra à peu près à l'École polytechnique allemande. Elle serait juxtaposée aux cours de perfectionnement pour ouvriers cités ci-dessus. La Ville de Bruxelles a réussi à rassembler 3 millions de francs pour cette institution. La mise à exécution de ce plan doit en tout cas être saluée comme un symptôme hautement réjouissant, en ce qu'elle manifeste la renaissance de l'esprit d'entreprise de la Ville de Bruxelles. Il est à espérer que d'autres communes belges prendront exemple sur Bruxelles.

Une autre organisation efficace, qui s'étend à toute l'agglomération bruxelloise et non, comme l'Université populaire, à la Ville de Bruxelles proprement dite, est l'« Office intercommunal d'aide et de contrôle du travail ». La mission de l'Office du Travail est d'écarter des abus provenant de l'assistance très étendue des chômeurs. Comme il est signalé plus haut, de grandes couches de la population (1) se sont adonnées à l'oisiveté et se contentent, sans chercher du travail, de la nourriture qui leur est assurée par les organisations grandioses de bienfaisance des communes. L'Office du Travail veut maintenant exercer un contrôle soigneux afin d'empêcher que des gens, pour lesquels il existe des occasions de travail, ne subsistent aux frais de la bienfaisance publique.

De cette façon, la possibilité sera donnée à ceux qui sont réellement nécessiteux, d'obtenir plus que ce qu'ils ont obtenu jusqu'ici. Ceux qui sont occupés partiellement à des salaires insuffisants recevront à l'avenir, au lieu de la nourriture, une indemnité proportionnelle aux nécessités constatées.

Pour arriver à ces fins très louables, et évidemment favorisées par l'Administration allemande (2), cet office de travail volontaire s'est

(1) Le correspondant allemand exagère ici le nombre des chômeurs « volontaires ». Les mesures prises ne prouvent pas que « de grandes couches de la population s'étaient adonnées » à l'oisiveté volontaire, mais qu'on voulait prévenir l'apparition du paupérisme, conséquence toujours possible d'une assistance directe, qui serait mal ordonnée. On remarquera, du reste, que l'initiative de ces précautions émanait des autorités belges elles-mêmes.

(2) Le correspondant allemand se trompait dans ses prévisions; on va voir

adressé aux patrons avec la prière de remplir tous les quinze jours un formulaire sur lequel sont indiqués les salaires payés à la main-d'œuvre partiellement occupée.

Sur ces formulaires sont également signalées les occasions possibles de travail pour chômeurs. On établira de la sorte les bases pour le calcul des secours et pour le contrôle des assistés, de même qu'ultérieurement on sera en état d'entretenir des chômeurs. Les bienfaits de ces organisations se montreront surtout en hiver, l'accroissement de la détresse appréhendé durant cette rude saison pouvant être évité par ces moyens.

On voudra bien remarquer que le correspondant allemand qui écrit ces lignes a attendu que l'organisme fût en marche pour le juger. En effet, — et là se décèle la clairvoyante vigilance des autorités locales belges — l'initiative de l'enseignement obligatoire pour les chômeurs remonte au début de l'été de 1915, c'est-à-dire qu'elle est, dans sa conception et dans sa réalisation, antérieure de plusieurs mois aux premiers arrêtés du gouverneur général von Bissing, sur les « sans-travail » (14-15 août 1915). Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, journal hollandais, et le *Vorwärts*, organe officiel du parti socialiste allemand, signalent l'œuvre en activité à Bruxelles, le premier, dans son numéro du 13 juillet 1915 (Avondbl. A), le second, dans son n° 198 (1. Beilage) du 20 juillet 1915.

Il parut d'ailleurs tout de suite qu'elle ne pouvait donner que de très heureux résultats, car, dès ce même mois de juillet 1915, le Comité national, avec l'appui des autorités locales belges, de M. Solvay et de plusieurs autres sommités du monde industriel et financier, entreprit de l'étendre au pays occupé tout entier.

## § 2. — Manœuvres et décrets de l'autorité allemande pour paralyser l'effort belge.

Mais ici, à peine eut-on mis la main à l'œuvre, que l'on se heurta à l'opposition, d'abord sourde, puis déclarée de l'autorité allemande. On la vit, avec surprise, mettre tout en œuvre pour empêcher le projet de réussir. Nous ne sommes pas encore pleinement renseignés sur les épisodes de ce conflit. Mais nous en connaissons la conclusion brutale.

Le 26 janvier 1916, dans un meeting tenu à Rotterdam, l'un des initiateurs de la mesure, M. Camille Huysmans, député et conseiller

---

que l'Administration allemande a, au contraire, refusé à ces efforts belges l'encouragement et la faveur qu'il considérait comme un devoir si « évident » de la part de l'occupant.



communal socialiste de Bruxelles, secrétaire du Bureau exécutif de l'Internationale, pouvait dire à ses auditeurs :

L'instruction professionnelle obligatoire avait été instituée pour tous les chômeurs secourus. Nous avons voulu l'étendre au pays entier. Eh bien ! le Gouvernement allemand a brisé cet effort et l'a empêché d'aboutir. Cela, on ne le sait pas à l'étranger ; il faut pourtant qu'on le sache aussi (1)

Le même fait allait se reproduire presque simultanément, à propos des initiatives des autorités locales belges, en matière d'assistance pour le travail.

Dès la fin de l'année 1914 et le début de 1915, en effet, ces autorités avaient intelligemment décrété l'exécution de travaux d'utilité publique où les sans-travail pussent trouver une occupation et l'occasion d'un salaire régulier. C'est le remède classique à la plaie du chômage en temps de crise économique générale. Le Comité national intervint pour aider financièrement les communes et les provinces dans cette initiative, de manière à soulager les finances locales belges d'une partie de cette charge.

Au début, l'autorité allemande laissa faire, et des journaux allemands saluèrent cette initiative de leurs approbations ; mais, après quelques mois, il apparut qu'en pourvoyant de travail les chômeurs, les communes et provinces belges avaient contrecarré, sans le savoir, un dessein alors encore inavoué de l'autorité allemande.

En effet, celle-ci visait, de son côté, tantôt par menaces, tantôt par hauts salaires, à attirer la main-d'œuvre belge vers le « travail d'utilité de guerre » allemand qu'elle s'efforçait d'organiser en Belgique, pour faire du pays ce que disait un témoin oculaire, Ulrich Rauscher, dans la *Frankfurter Zeitung* du 7 mars 1915 :

... Assurer à l'armée un hinterland calme, des convois qui ne sont pas troublés, une chambre à provisions bien ordonnée : tout cela est aujourd'hui ce à quoi la Belgique doit servir (2).

Or, les ouvriers belges, obligés, par le commandement de leur

---

(1) Voir compte rendu dans *Het Volk*, journal officiel du parti socialiste hollandais, numéro du 27 janvier 1916. — Cf. aussi les protestations des sénateurs et représentants de Belgique et du cardinal Mercier (chap. XVIII, §§ 1 et 5).

(2) U. RAUSCHER, *op. cit.*, p. 6.

conscience, de refuser le concours de leurs bras à ce « travail de guerre » allemand, trouvaient dans les travaux publics des communes (les *Notstandsarbeiten* ou « travaux de temps de crise », comme les appelle le général von Bissing) le moyen de s'occuper lucrativement et honorablement. Les *Notstandsarbeiten* se trouvèrent ainsi entraver les tentatives de racolage des industriels et officiers allemands : c'était un refuge pour le patriotisme des ouvriers belges. D'une manière plus générale, tout palliatif de la misère pour la classe ouvrière belge devenait un obstacle aux desseins de l'autorité allemande, en ce qu'il empêchait que les ouvriers belges ne tombassent complètement à sa merci.

Une fois ce point reconnu, l'autorité allemande envisagea la suppression de toute assistance directe ou indirecte aux chômeurs, par secours, enseignement professionnel ou travaux publics, comme une nécessité de l'intérêt militaire allemand. *Not kennt kein Gebot*.

Mais il y avait des ménagements à garder dans l'exécution. Les secours étaient distribués en partie à l'intervention du Comité national et de la Commission américaine, contrôlés diplomatiquement; et, par une promesse écrite faite au ministre des États-Unis à Bruxelles, M. Brand Whitlock, le 29 juillet 1915, l'autorité allemande s'était engagée à ne pas se servir de l'organisation de secours pour exercer une pression sur les ouvriers secourus en vue de les amener à accepter du travail pour l'ennemi (1).

Il fallait donc procéder par mesures indirectes et graduelles, de manière à atteindre le but par étapes.

Cela se fit en trois temps, après une préparation de l'opinion par la presse, suivant la tactique ordinaire du Gouvernement allemand.

Dès la fin de l'été 1915, ayant constaté l'échec des tentatives faites pour amener, par appât de salaires ou par violences, la masse ouvrière belge au « travail d'utilité de guerre » allemand (Cf. les faits rapportés au chapitre III), l'autorité allemande commence à incriminer « la paresse et le mauvais vouloir du chômeur belge ». La presse allemande reprend et amplifie ces griefs; c'est la préface des deux premiers décrets qui vont être pris.

Ils sont signés les 14 et 15 août 1915 et promulgués dans la *Gesetz- und Verordnungsblatt* du 22 août (n° 108, pages 889 et 901) :

(1) Voir, page 194, le Mémorandum du Foreign Office publié par le *Daily Telegraph* du 8 juillet 1916.

ARRÊTÉ CONCERNANT LES MESURES DESTINÉES  
A ASSURER L'EXÉCUTION DES TRAVAUX D'INTÉRÊT PUBLIC

ART. 1. — Quiconque, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public conforme à sa profession et ordonné par une autorité allemande, sera passible d'une peine d'emprisonnement de police ou d'emprisonnement correctionnel d'un an au plus.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 19 novembre 1914 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêtés*, n° 17, p. 57) est remplacé par la disposition suivante :

« Est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans au plus quiconque, par contrainte, menaces, persuasion ou d'autres moyens, tente d'empêcher d'autres personnes d'entreprendre ou de continuer un travail d'intérêt public conforme à leur profession et ordonné par une autorité allemande »,

ou

« un travail pour compte d'une autorité allemande ou pour compte d'un entrepreneur agissant en vertu d'un mandat d'une autorité allemande ».

ART. 3. — Quiconque, sciemment, par des secours ou d'autres moyens, favorise le refus de travailler, punissable en vertu de l'article 1, sera passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 10.000 marks; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

ART. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

ART. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 1, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

ART. 6. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou autorités militaires allemands.

ART. 7. — Indépendamment des prescriptions précédentes, les autorités compétentes pourront, quand il y aura lieu, imposer des contributions.

ART. 8. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 14 août 1915.

C. C. V. 3297.

*Der Generalgouverneur in Belgien,*  
Freiherr VON BISSING  
Generaloberst.

ARRÊTÉ CONCERNANT LES CHÔMEURS QUI, PAR PARESSE,  
SE SOUSTRAIENT AU TRAVAIL

ART. 1. — Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant aller jusqu'à 1.250 francs.

ART. 2. — Quiconque est secouru par l'Assistance publique ou privée et, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités ou quiconque, en refusant un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à six mois.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Le tribunal peut, en outre, ordonner l'application de la mesure prévue à l'article 14 de la loi du 27 novembre 1891 (*Moniteur belge*, p. 3531 et suivantes).

ART. 3. — Quiconque, sciemment, favorise, par des secours ou d'autres moyens, le refus de travailler punissable en vertu de l'article 2, est passible d'une amende pouvant aller jusqu'à 12.500 francs; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement d'un an au plus.

ART. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

ART. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

ART. 6. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance.

ART. 7. — Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 15 août 1915.

C. C. V. 3298.

*Der Generalgouverneur in Belgien*  
Freiherr VON BISSING,  
Generaloberst.

Les commentaires dont on entoura ces arrêtés dans la presse allemande faisaient ressortir qu'ils étaient uniquement inspirés par le souci d'accomplir un devoir social : l'autorité allemande



voulait avant tout pourvoir au salut économique de la classe ouvrière belge, menacée par le chancre de la fainéantise.

Mais le but apparaît clairement aussi, de vaincre la résistance des ouvriers belges aux offres de travail de guerre allemand et d'empêcher les organisations d'assistance de leur venir en aide en cas de chômage.

Pour cela, non seulement le refus de travail, mais aussi l'assistance donnée à un chômeur volontaire étaient érigés en délits. Toutefois, les tribunaux belges restaient compétents pour juger des infractions; l'on n'osait risquer aucune définition de ce que l'on entendait par l'« insuffisance de motif » rendant délictueux le refus de travail, et l'on avait la coquetterie de déclarer expressément que les motifs de refus tirés du droit des gens auraient force de justification.

Ceci pouvait paraître une gageure, puisque, dans son arrêté du 10 juin 1915, affiché à Gand (Voir ci-dessus, chap. III), le général von Westarp venait de déclarer expressément le contraire.

Ces arrêtés ne modifièrent pas l'attitude des ouvriers belges vis-à-vis des offres de « travail de guerre » allemand : l'autorité allemande ne paraît pas avoir enregistré beaucoup plus d'enrôlements volontaires de Belges dans les usines travaillant pour l'utilité de l'armée allemande, ni d'émigration considérable de main-d'œuvre belge en Allemagne.

Quelques mois passèrent.

En mai 1916, l'autorité allemande se décida à démasquer ses desseins. Dans la *Gesetz- und Verordnungsblatt*, n° 208, du 7 mai 1916, un nouvel arrêté parut, visant directement l'institution des « travaux de temps de crise » pour chômeurs; désormais, *il n'en pourrait plus être entrepris* sans une autorisation préalable de l'autorité administrative allemande. Celle-ci se réservait d'accorder ou de refuser cette autorisation, selon son bon plaisir : aucune base d'appréciation n'était, en effet, fixée, et rien ne pouvait donc garantir les autorités locales belges contre l'arbitraire de l'Administration allemande. L'arrêté est daté du 2 mai 1916.

#### ARRÊTÉ CONCERNANT LES TRAVAUX DESTINÉS AUX CHÔMEURS

ART. 1. — Les travaux qui, indirectement ou directement, ont pour but de procurer du travail rémunéré aux chômeurs (travaux pour chômeurs) doivent au préalable être déclarés au bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle on compte les faire exécuter. Le bourg-

mestre est tenu d'en transmettre la déclaration au commissaire civil (*Zivilkommissar*) du canton. Celui-ci s'adressera au président de l'Administration civile de la province, qui décidera.

L'exécution non autorisée de travaux pour chômeurs est interdite. Les travaux pour chômeurs, dont l'exécution a déjà commencé avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, doivent être déclarés au plus tard le 1<sup>er</sup> juin 1916.

ART. 2. — Quiconque fait exécuter des travaux non autorisés pour chômeurs et quiconque provoque l'exécution de tels travaux sera puni soit d'une peine d'emprisonnement de trois ans au plus et d'une amende pouvant atteindre 20.000 marks, soit d'une de ces deux peines à l'exclusion de l'autre. Est passible des mêmes peines le bourgmestre qui néglige de faire la déclaration requise au commissaire civil ou tolère qu'on commence à exécuter des travaux non autorisés pour chômeurs.

ART. 3. — Les exceptions aux dispositions de l'article 1 seront accordées par le Gouverneur général.

ART. 4. — Les infractions au présent arrêté seront jugées par les tribunaux ou les autorités militaires allemands.

ART. 5. — Le présent arrêté entre en vigueur dès sa publication.

Bruxelles, le 2 mai 1916.

C. C. IV a 3248.

*Der Generalgouverneur in Belgien,*

Freiherr VON BISSING,

*Generaloberst.*

Deux semaines après, les derniers voiles achevaient de tomber : un troisième arrêté paraissait (15 mai 1916), qui, abrogeant celui du 15 août 1915, instituait, carrément cette fois, le principe de l'astreinte au travail en cas de refus dit « injustifié » ; en outre, l'arrêté remplaçait la compétence des tribunaux belges par celle des tribunaux et des commandants militaires allemands, lorsque le refus serait opposé à une offre de travail émanant soit des autorités ou troupes allemandes, soit des autorités ou associations instituées par le Gouverneur général (*Gesetz- und Verordnungsblatt*, n° 213, du 20 mai 1916) :

ARRÊTÉ CONCERNANT LES CHÔMEURS QUI, PAR PARESSE,  
SE SOUSTRAIENT AU TRAVAIL

J'abroge l'arrêté du 15 août 1915, paru sous le même titre (*Bulletin officiel des Lois et Arrêtés* n° 108, p. 889) et arrête ce qui suit :

ART. 1. — Quiconque, sciemment ou par négligence, fait de fausses

# STAD LOKEREN.

De d.d. Burgemeester der Stad Lokeren

Op bevel en met goedkeuring der Duitsche Kommandantur te Lokeren maakt ruchtbaar en bekend :

1. Dat het hoogst wenschelijk is alle inwoners van Lokeren, die voor het oogenblik nog buiten het grondgebied der Stad verblijven, zonder verwijl hunne haardsteden weder te zien betrekken en heel gerust huiswaarts terug te zien keeren. De Duitsche Overheid verlangt niets vuriger dan gansch de bevolking zoo spoedig mogelijk weder aan den gewonen arbeid te zien en alles en allen tot rust te zien komen. Zij verzekert zelfs aan alle ingezetenen, die zich daarnaar willen schikken, allen steun en aanwakkering.

In tegenspraak met de ten onrechte verspreide geruchten, wordt roerl aan alle weerbare mannen de stelligste verzekering gegeven dat er geen kwestie kan zijn hen in te lijven in krijgsdienst bij het Duitsche leger, noch ook hen op welkdanige manier van hunne vrijheid te berooven, op voorwaarde dat allen medewerken tot de goede handhaving der orde, zooals het aan goede burgers past. Alleenlijk diegenen, die nu tot het Belgische leger behooren of behoord hebben, zullen als krijgsgevangenen behandeld worden.

2. Dat er, door de zorgen van den d.d. Burgemeester voorgelegd vrijgeleiden (laissez-passer) kunnen bekomen worden van de Duitsche kommandantur binnen deze stad.

3. Dat er, met het oog vooral op de terugkeer der inwoners uit de Nederland-sche grensgemeenten, vrijgeleiden zullen verstrekt worden aan de personen, die familieleden vandaar willen terughalen.

Vogmaals, in tegenspraak met zekere ongegronde en valsche geruchte, verzekert de Duitsche overheid aan allen den volstrekte en ongehinderden terugkeer in hunne haardsteden.

4. Dat het verkeer bij middel van motor-rijwielen en motor-karren ten strengste verboden is. De overtreders van deze bepaling stellen zich, behalve de inbeslagname, bloot aan het gevaar dat bestaat in het dicht nabijkomen der wachtposten en aan de strenge straffen die zullen toegepast worden. Wat de rijwielen of fietsen betreft, hun kan een vrijgeleide verstrekt worden door de Duitsche overheid, zults in overeenkomst met den wensch van tegemoetkoming hooger uitgedrukt om spoedig handel en nering te zien hernemen en te bevorderen. Zooals hooger reeds bepaald is, zullen die vrijgeleiden te bekomen zijn ten Stadhuize, door bemiddeling van den d.d. Burgemeester.

5. Dat de weerbare mannen van 17 tot 55 jaar hierbij verwittigd worden dat zij het grondgebied der Stad niet BESTENDIG mogen verlaten. In geval van niet-naleving dezer bepaling stellen zij zich bloot om gedaagd te worden voor een krijgsgerecht en hunne familie zal daarvoor verantwoordelijk blijven.

6. Dat de verkoop van alkohol en alle sterke dranken gansch verboden is.

7. Dat het sluiten der herbergen bepaald wordt vastgesteld op 8 uur 's avonds, volgens Belgischen Tijd, en dat het verboden is de woningen te verlaten na dit uur tot 6 uur 's morgens.

8. Dat alle wapenen en schietvoorraad, die nog voorhanden zouden zijn, ten laatste den 28<sup>en</sup> dezer maand Oktober moeten binnengebracht worden ten Stadhuize. Nalatigheid zal streng bestraft worden.

De wapenen zullen later aan hunne eigenaars terug besteld worden.

Ter goede naleving van dit alles, behoudt de militaire overheid zich het recht voor desnoeds huiszoeking te doen.

9. Dat alle eigenaars of houders van reisdieven of van alle diiven, die als reisdieven kunnen dienen, gehouden zijn ten laatste op 28<sup>en</sup> dezer maand Oktober, volledige aangifte te doen hunner diiven, met aanduiding van het nummer en het jaartal der ringen. De aldus aangegeven diiven moeten tot verder order in hun hok opgesloten blijven. Gestorven of Gedode diiven moeten, met opgave van den ring, ten Stadhuize aangeboden worden om van de opgemaakte lijst te worden geschrapt.

Al de niet-geringe of op 28<sup>en</sup> dezer maand niet aangegeven diiven moeten aanstonds geslacht worden.

De overtreders dezer bepalingen zullen bestraft worden met zware geldboete en zelfs met gevangenzitting.

De d.d. Burgemeester der Stad verklaart alle deze schikkingen, onmiddellijk na de aanplakking dezes, uitvoerbaar en verhoopt van al zijne onderhoorigen stipte nakoming in het belang der openbare orde en rustigheid en niet het minst om Hem zijne taak te vergemakkelijken.

Ten Stadhuize van Lokeren, op 24<sup>en</sup> Oktober 1914.

De d.d. Burgemeester der Stad Lokeren.

**L. HERBERT.**

Fac-similé de l'affiche flamande placardée à Lokeren (région nord de la Flandre occidentale), le 24 octobre 1914, par ordre et avec approbation de la « Kommandantur allemande », par le faisant fonctions de bourgmestre de cette ville, pour engager les Belges fugitifs à rentrer dans leurs foyers. Cette affiche est traduite dans le corps du chapitre XIV, § 2.

Ce fac-similé se rapporte aux pages 242-243.

UN EXEMPLE DES ARTIFICES DE LA PROPAGANDE DE PRESSE ALLEMANDE (3 fac-similés)

Une dépêche officieuse de Berlin, 11 décembre (1916), répondant à un radiotélégramme qui résumait l'interview du ministre belge de la Justice, M. H. Carton de Wiart, affirme entre autres choses : « Il est, naturellement, *contraire à la vérité* que les *travailleurs belges* soient contraints au travail dans des *fabriques allemandes pour les besoins de la guerre* (... in deutschen Fabriken für Kriegsbedarf gezwungen werden...).

Tel est le texte original répandu en Allemagne (fac-similé de la *Deutsche Zeitung*, du 13 novembre 1916) :

## Unwahrheiten über die Regelung der belgischen Arbeitsverhältnisse.

Berlin, 11. November. Der Funkspruch Carnarvon gibt am 10. November eine Inhaltsangabe des Berichtes des belgischen Justizministers Carton de Wiart über die Regelung der belgischen Arbeiterverhältnisse. Danach scheint dieser Bericht an Maßlosigkeit des Ausdrucks alles zu übertreffen, was wir bisher in amtlichen Auslassungen unserer Gegner zu lesen gewohnt waren. Es verlohnt sich nicht, auf diese Schimpfereien einzugehen, die offenbar bestimmt sind, den Mangel an ernsthaften Einwendungen gegen die von den deutschen Behörden getroffenen Maßregeln zu verdecken und die belgische Bevölkerung, die bisher im großen und ganzen volles Verständnis für die Erlösung vom Müßiggang an den Tag gelegt hat, zu verheizen und zum Widerstand aufzureizen. Wenn die Heranziehung der belgischen Arbeitslosen zu lohnender Arbeit, die sich bisher ohne Zwischenfälle vollzogen hat, in Zukunft nicht ohne schärfere Zwangsmaßregeln durchführbar sein sollte, so würde die Verantwortung hierfür diejenigen treffen, die die Volksleidenschaften durch solche Maßlosigkeiten aufzupeitschen bemüht sind.

Es ist natürlich nicht wahr, daß die belgischen Arbeiter zur Arbeit in deutschen Fabriken für Kriegsbedarf gezwungen werden, wofür nach dem gleichen Funkspruch die belgische Regierung Beweise in Händen haben will. Dem angekündigten Protest an die Neutralen, sofern diese sich zu seiner Uebermittlung hergeben sollten, wird mit aller Ruhe entgegengesehen.

*Deutsche Zeitung, 13 novembre 1916.*

Mais la note Wolff télégraphiée aux journaux hors d'Allemagne comporte un changement important qui accentue encore l'importance du démenti officieux (Voir le fac-similé ci-après).

*Ce fac-similé et les deux suivants se rapportent aux pages 268-269.*



En effet, cette note dit expressément : « Il est naturellement contraire à la vérité, que les travailleurs belges soient contraints au travail dans des fabriques allemandes (*in deutschen Fabriken*). » Les mots « pour les besoins de la guerre » (*für Kriegsbedarf*) ont disparu. On fait ainsi croire que les Belges ne sont enlevés que pour du travail agricole ou d'autres travaux en plein air.

Tel fut le texte communiqué à la presse autrichienne (Voir fac-similé *Neue Freie Presse*, n° 18762 du 13 novembre 1916) :

in den Versammlungssaal eindringen und die Versammlung sprengen. Ramsay MacDonald und andere Redner entkamen durch eine Seitenthür.

### Aufhebung der belgischen Arbeiter durch die Regierung.

Berlin, 12. November.

Das Wolffsche Bureau meldet:

Ein Funktelegramm von Carnarvon gibt am 10. November die Zusammenfassung eines Berichtes des belgischen Justizministers Carton de Wiart über die Regelung der belgischen Arbeiterverhältnisse. Es verlehnt sich nicht, auf die Schlingenspielen einzugehen, die offenbar dazu bestimmt sind, die belgische Bevölkerung zum Widerstand aufzureizen. Wenn die Veranziehung der belgischen Arbeitslosen zu lohnendes Arbeit, die bisher ohne Zwischeneinfall verlief, zukünftig nicht ohne schärfere Zwangsmaßnahmen durchführbar sein sollte, würde die Verantwortung diejenigen treffen, die die Volksheldenschaften aufzupeitschen suchen. Es ist natürlich unnoth, daß die belgischen Arbeiter zur Arbeit in deutschen Fabriken gezwungen würden.

### Russische Propaganda für die Annäherung an England.

St. Petersburg, 12. November.

Nach den Zeitungsmittheilungen zufolge fand im Petersburger Theaterraum am 11. d. eine große Versammlung der

*Neue Freie Presse*, 13 novembre 1916, n° 18762

(Voir à l'avant-dernière ligne; les mots « in deutschen Fabriken » ne sont pas suivis des mots « für Kriegsbedarf ».)

Ce fac-similé, le précédent et le suivant se rapportent aux pages 268-269.

La note Wolff communiquée à la presse de la Suisse alémanique, des pays scandinaves et de la Hollande ne comporte pas davantage la reproduction des mots « pour les besoins de la guerre ».

Voici, par exemple, le fac-similé de ladite note photographiée dans le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* du 13 novembre 1916, Avondblad C :

moeder van negen kinderen, op de lijsten voor; de heldhaftige bewoners van Rijsel, Tourcoing en Douai, zijn in het bijzonder getroffen.

**Van Duitsche zijde.**

BERLIJN, 12 November. (Wolff.) Een dradeloos telegram uit Carnarvon deelt den inhoud mede van de uitlatingen van den Belgischen minister van justitie, Carton de Wiart, over de regeling van de Belgische arbeidersverhoudingen. Het is de moeite niet waard in te gaan op de schimpende taal, die blijkbaar bestemd is de Belgische bevolking tot verzet te prikkelen. Wanneer het verschaffen van betaalden arbeid aan werkloozen, wat tot dusver rustig verliep, in het vervolg niet zonder scherpere dwangmaatregelen zou kunnen geschieden, dan zou de verantwoordelijkheid hen treffen, die de volkshartstochten trachten op te zweepen. Het is natuurlijk onwaar, dat de Belgische arbeiders tot werken in Duitsche fabrieken gedwongen zouden worden.

BERLIJN, 12 November. (Wolff.) De Franschen zijn opnieuw verontwaardigd over de beschieting van Reims, waarin volgens Duitsche legerberichten een vergeldingsmaatregel voor de beschieting van plaatsen achter het Duitsche front door de Fransche artillerie gezien moet worden. De Franschen worden niet moede een beroep te doen op de beschaafde wereld zoodra er een paar huizen te Reims verwoest en e

*Nieuwe Rotterdamsche Courant*, 13 novembre 1916, Avondblad C.

(Remarquer à l'avant-dernière ligne : « ... tot werken in Duitsche fabrieken... », c'est-à-dire : « ...au travail dans des fabriques allemandes... », sans plus.)

Ce fac-similé et les deux précédents se rapportent aux pages 268-269.

déclarations au sujet de sa situation personnelle lors d'une enquête destinée à établir son indigence, est passible d'une peine d'emprisonnement de six semaines au plus, à moins que les lois en vigueur ne prévoient l'application d'une peine plus forte; en outre, il pourra être condamné à une amende pouvant atteindre 1.000 marks.

ART. 2. — Quiconque est secouru par l'assistance publique ou privée et, sans motif suffisant, refuse d'entreprendre ou de continuer un travail qu'on lui a proposé et qui répond à ses capacités, ou quiconque, en refusant un tel travail, tombe à charge de l'assistance publique ou privée, sera passible d'une peine d'emprisonnement de quatorze jours à un an.

Tout motif concernant le refus de travailler sera valable s'il est admis par le droit des gens.

Au lieu de recourir à des poursuites pénales, les gouverneurs, les commandants militaires qui leur sont assimilés et les chefs d'arrondissement peuvent ordonner que les chômeurs récalcitrants soient conduits de force aux endroits où ils doivent travailler.

ART. 3. — Quiconque, sciemment, favorise par des secours ou d'autres moyens le refus de travailler punissable en vertu de l'article 2, est passible d'une amende pouvant atteindre 10.000 marks; en outre, il pourra être condamné à une peine d'emprisonnement de deux ans au plus.

ART. 4. — Si des communes, associations ou d'autres groupements favorisent le refus de travailler de la manière prévue à l'article 3, les chefs en seront rendus responsables conformément à cet article.

ART. 5. — S'il est prouvé que certaines sommes sont destinées à secourir les personnes désignées à l'article 2, ces sommes seront confisquées au profit de la Croix-Rouge de Belgique.

ART. 6. — Les tribunaux et commandants militaires sont compétents pour juger soit les infractions aux articles 2, 3 et 4 du présent arrêté, soit les infractions à l'article 1, dirigées contre les autorités et troupes allemandes ou contre les autorités ou associations instituées par moi.

Les chambres correctionnelles des tribunaux belges de première instance sont compétentes pour juger les infractions à l'article 1 du présent arrêté qui, en tenant compte de la disposition précédente, ne tombent pas sous la juridiction des tribunaux et commandants militaires.

Bruxelles, le 15 mai 1916.

*Der Generalgouverneur in Belgien,*

Freiherr von BISSING,

*Generaloberst.*

G. G. III, 4840.

Le texte de cet arrêté admettait encore, il est vrai, comme motifs valables de refus les raisons « admises par le droit des gens »; mais quelle garantie pouvait subsister pour les prévenus belges compa-

raissant devant les *tribunaux* ou *commandants militaires allemands*, quand, d'autre part, l'autorité militaire allemande avait manifesté, par des actes nombreux et même par des proclamations, qu'elle n'entendait pas considérer comme légitime le refus de travailler dans l'intérêt exprès de l'armée allemande?

L'objection en fut faite aussitôt au Gouvernement allemand par le Gouvernement anglais, dans un Mémorandum du Foreign Office, publié dans les journaux de Londres du 8 juillet 1916, et dont voici le texte traduit du *Daily Telegraph* de cette date :

**Mémorandum du Foreign Office.**

(*Daily Telegraph*, 8 juillet 1916) :

L'attention du Foreign Office vient d'être attirée sur un décret qui est dit être publié par le gouverneur général de Belgique, le 15 mai dernier, complétant et rendant plus sévères les lois vis-à-vis des ouvriers qui refusent de travailler, ce contre quoi le Gouvernement de Sa Majesté a déjà été obligé de protester.

Le 22 septembre dernier, une protestation a été adressée aux membres de la *Relief Commission* contre les décrets des 14 et 15 août, concernant le travail en Belgique. Il peut être opportun de citer ici une partie de la lettre que Sir E. Grey envoya à ce moment aux membres :

*Vous vous souviendrez que la lettre de Lord Crewe du 7 juin, exposant les conditions qui gouvernent l'activité de la Commission for Relief in Belgium, contenait la remarque suivante :*

*« Si les autorités allemandes désirent se servir de l'organisation de la Commission et du Comité national dans le dessein de contraindre la population ouvrière de la Belgique à être employée contre sa propre volonté et conscience, directement ou indirectement au service ou au bénéfice de l'armée occupante, elles doivent elles-mêmes pourvoir à l'assistance que ces organismes allouent, et tous les accords entre le Gouvernement de Sa Majesté et la Commission doivent cesser. »*

*Dans ma lettre suivante du 17 juillet, je stipulais qu' « il n'y aura d'intervention d'aucune sorte de la part des autorités allemandes, ni dans la vente de ces denrées alimentaires, ni dans leur distribution gratuite, à titre d'assistance, à ceux que la Commission et le Comité national considéreront comme méritant un pareil secours ».*

*En réponse à cela, le baron von der Lancken déclara dans sa lettre à Mr. Whitlock, datée du 29 juillet, « que le Gouverneur général ne se servirait jamais du Comité national dans le dessein de forcer la population belge à travailler au service de l'armée allemande, contrairement aux stipulations de la Convention de La Haye. »*



*Les 14 et 15 août, le gouverneur général de Belgique publia deux décrets, qui furent imprimés dans le Gesetz- und Verordnungsblatt de Bruxelles du 22 août. Ces décrets imposent des punitions sévères aux ouvriers qui refusent de travailler à des « travaux d'intérêt public », ou qui, assistés par une œuvre de bienfaisance publique ou privée, refusent le travail qui leur est offert. Des pénalités similaires sont imposées aux personnes, « communes, associations ou autres groupes », qui, par la distribution de secours ou par d'autres moyens, favorisent un pareil refus de travail. L'application du décret du 14 août est du domaine des tribunaux militaires. Le décret du 15 août impose automatiquement un emprisonnement de quinze jours à six mois à tous ceux qui, ayant refusé du travail, deviennent une charge pour la bienfaisance publique ou privée.*

*Chacun des deux décrets contient une clause exemptant de leur effet deux cas où le refus de travailler est basé sur des considérations admises par le droit international, et je sais parfaitement bien que les autorités allemandes revendiqueront que cette exemption est un accomplissement suffisant de leur promesse citée ci-dessus. Elles revendiqueront sans doute aussi que le mot « faveur » implique un emploi délibéré de secours pour certains objets et ne s'applique pas à l'assistance donnée par les comités de secours du Comité national. Malheureusement, les autorités allemandes ne peuvent pas attendre, en raison de leurs actions connues en pareille matière, qu'on place une foi quelconque en l'interprétation que donneront leurs tribunaux militaires à des phrases aussi vagues. Le rapport récemment publié par la Commission d'Enquête belge (19<sup>e</sup> Rapport, 6 août), sur les méthodes de coercition appliquées par les autorités allemandes aux ouvriers de chemin de fer à Luttre, a révélé la politique allemande en pareille matière, et, sur la foi de bons témoins, il est allégué que, dans le but de donner effet à cette politique, il a été défendu, en de nombreux cas, aux comités de secours, aux cuisines communales de soupe, etc., d'allouer du secours à des classes d'ouvriers que les autorités allemandes voulaient réquisitionner à leur service. Il n'est toutefois pas nécessaire de se baser sur de telles affirmations, puisque, par le décret du 15 août lui-même, le seul fait d'allouer du secours à un ouvrier rend cet ouvrier passible d'emprisonnement du chef d'avoir refusé du travail dans le passé.*

*Il n'est pas nécessaire de récapituler le compte rendu donné par le rapport mentionné ci-dessus, ou d'insister plus longtemps sur les procédés de réduction par la famine, d'emprisonnement, de déportation, de torture auxquels ces ouvriers ont été soumis de propos délibéré. Ceci, il faut le supposer, est le « droit des gens » auquel les décrets allemands font allusion et auquel les comités de secours sont soumis, et telle est l'interprétation qui est faite des « Conventions de La Haye » et de la phrase « le service à l'armée allemande », dans la lettre du baron von der Lancken. Si un ouvrier belge quelconque, connaissant l'extension des besoins de l'armée allemande et la façon dont toute industrie allemande en Allemagne est déjà vouée à la tâche de la pourvoir, refusait de travailler dans des industries directement*

*nécessaires au maintien de cette armée, tout secours lui sera refusé, et la famine et l'emprisonnement l'attendent.*

Depuis la lettre du 22 septembre, des rapports sont parvenus, attestant des tentatives de la part des Allemands pour réquisitionner du travail en vue de leurs besoins militaires. A présent, tous ces récits sont confirmés par la politique avouée du général von Bissing, incorporée dans le nouveau décret du 15 mai. Ce décret abroge le décret du 15 août. Il entraîne des pénalités plus lourdes que le premier décret. Les ouvriers qui refusent de travailler sont passibles d'un emprisonnement de quinze jours à un an; toutes personnes, communes, associations ou autres groupes allouant du secours à ceux qui refusent de travailler, sont passibles d'une amende ne pouvant pas dépasser 10.000 marks et d'un emprisonnement ne pouvant pas dépasser deux ans. L'exécution du décret, à l'exception d'une petite stipulation concernant les fausses déclarations d'indigence, est placée entre les mains des tribunaux militaires allemands. Mais l'attention doit être surtout attirée, dans ce nouveau décret, sur la stipulation suivante :

« Au lieu de recourir à des poursuites pénales, les gouverneurs, les commandants militaires qui leur sont assimilés et les chefs d'arrondissement peuvent ordonner que les chômeurs récalcitrants soient conduits de force aux endroits où ils doivent travailler. »

Il paraît superflu de commenter cette stipulation, mais si un commentaire est nécessaire, le seul qui puisse être fait est de citer les passages suivants tirés du 19<sup>e</sup> Rapport de la Commission belge d'Enquête auxquels Sir E. Grey se référait dans sa lettre du 22 septembre déjà citée.

*(Suivent divers extraits du 19<sup>e</sup> Rapport de la Commission d'Enquête belge; après quoi le Mémoire poursuit) :*

Ceci n'est qu'une faible indication du sort qui attend les ouvriers qui sont « conduits de force sur les lieux où ils sont appelés à travailler ». Il est à présumer qu'il est inutile d'insister auprès des autorités allemandes sur l'inhumanité de leur action, et le Gouvernement de Sa Majesté est, pour cette raison, réduit à baser sa protestation uniquement sur le fait que le décret du 15 mai est encore une nouvelle infraction directe et délibérée des engagements du Gouvernement allemand à l'égard de la *Commission of Relief in Belgium*. Les Allemands ont promis solennellement de s'abstenir de toute ingérence dans l'œuvre du secours et de permettre que celle-ci le distribue librement et sans entrave; cependant, ouvertement, par les décrets qu'ils ont publiés et par les mesures oppressives adoptées en la poursuite de ces décrets dans toutes les parties de la Belgique, non seulement ils n'autorisent pas que la population de la Belgique soit nourrie et sauvée de la réduction par la famine uniquement par les efforts des Alliés et par la charité des États-Unis, mais ils cherchent à assurer que les Belges soient rendus capables, par la subsistance qui leur est ainsi procurée, de travailler pour leurs ennemis et

retarder de la sorte, par leur propre labeur, la restauration de leur liberté et de l'indépendance de leur patrie.

A ce Mémorandum, une note Wolff répondit en ces termes (nous en reproduisons le texte français paru dans *La Belgique*, journal officiel allemand de Bruxelles, du 15 juillet 1916) :

Bruxelles, le 10 juillet.

Le Foreign Office de Londres publie, par l'entremise de l'Agence Reuter, des extraits d'un mémoire dans lequel on prétend que certains décrets du gouverneur général baron von Bissing forcent des ouvriers belges à travailler pour l'armée allemande, contrairement aux stipulations de la Convention de La Haye. Ce mémoire n'est pas publié *in extenso*, mais seulement des passages isolés extraits du texte général; dès lors, il est impossible de s'en occuper en détail et il faut se borner à exposer les choses au point.

Le 14 et le 15 août 1915, le gouverneur général en Belgique a publié deux décrets visant le refus du travail. Le premier avait pour but d'assurer l'exécution des travaux exigés par l'intérêt public. Le second, pris à l'endroit de ceux que le travail rebute, avait pour but d'obliger les ouvriers bien constitués et capables de travailler à accepter du travail, de façon à ne point dépendre des secours publics ou privés.

Dans ces conditions, ce n'est pas purement et simplement une contrainte au travail qui a été décrétée, mais bien la contrainte à un travail conforme à l'activité professionnelle de l'intéressé ou à sa capacité de production, contrainte imposée exclusivement en l'absence d'un motif suffisant pour justifier le refus de travailler. Il a été expressément indiqué que tout motif basé sur le droit des gens devait être tenu pour suffisant.

Les deux décrets susdits comminent également des pénalités contre celui qui favorise sciemment un refus injustifié de travailler. Aux termes de ces décrets, non seulement le refus justifié d'après le principe du droit des gens, mais même le secours apporté aux ouvriers ayant, pour refuser le travail, un motif basé sur le droit des gens, ne sont pas punissables.

Le décret concernant ceux que le travail rebute, a subi une modification le 15 mai 1916. Il a été mis sous la compétence des tribunaux militaires, alors que précédemment il était de la compétence des tribunaux belges; en outre, le renvoi du délinquant dans une maison de travail forcé, considéré dans tous les pays comme une mesure particulièrement sévère, a été remplacé par l'envoi forcé de l'intéressé dans un chantier où l'on n'exige de lui qu'un travail adéquat à sa capacité.

Comme on voit, il ne s'agit donc que de décrets pris dans l'intérêt public, dans le but d'obvier à l'abus, souvent et très vivement regretté même du côté belge, commis par des ouvriers sains et aptes au travail qui faisaient appel à l'assistance publique. Ce sont ces mesures dictées



par des considérations législatives absolument saines et conformes à la situation, que le mémoire anglais dénonce comme une violation criante du droit des gens. Il est bien obligé, à la vérité, de reconnaître que le texte des décrets stipule expressément qu'un refus de travailler, justifié par un motif basé sur le droit des gens, n'est pas punissable. Mais il se met au-dessus de cette objection en prétendant que les tribunaux militaires allemands n'appliquent pas loyalement les clauses conservatoires des décrets et qu'ils tournent le droit.

Ce reproche adressé aux tribunaux militaires allemands doit être repoussé très énergiquement et se condamne d'ailleurs de lui-même. Il se base, en effet, sur le 19<sup>e</sup> Rapport de la Commission d'Enquête belge, auquel il emprunte une série de prétendus faits. Or, ce 19<sup>e</sup> Rapport de la Commission belge — qui, du reste, à raison de ses anciens rapports, est suffisamment connue comme peu digne de foi, non seulement en Allemagne, mais aussi dans les pays neutres — a été publié le 16 août 1915, c'est-à-dire à une époque où les décrets dont il s'agit n'avaient pas encore été publiés. Tout aussi dépourvue de fondement que le reproche fait par le mémoire anglais d'une violation du droit des gens, est l'affirmation que les accords intervenus par échange de lettres entre le baron von der Lancken et le ministre d'une puissance neutre à Bruxelles, au sujet de l'activité libre de toute entrave de la Commission de secours belge, n'auraient pas été respectés du côté allemand.

On appréciera la valeur et la sincérité de cette argumentation allemande en la mettant en rapport avec l'ensemble des faits exposés en cet ouvrage et qui démontrent que pendant que, d'une part, l'autorité allemande érigeait le refus de travail en délit punissable des travaux forcés, d'autre part, simultanément, elle enlevait aux ouvriers belges toute possibilité de travail belge.

Faut-il s'arrêter à l'argument tiré du défaut d'autorité du 19<sup>e</sup> Rapport de la Commission belge d'Enquête, par rapport aux décrets des 14 et 15 août 1915?

Que veut dire, à ce propos, la note Wolff? Que l'autorité militaire allemande aurait, *après* cette date, modifié ses errements antérieurs au sujet de l'application du droit des gens dans les cas de refus de travail? C'est, en effet, ce qu'un lecteur simple et de bonne foi doit comprendre.

Or, voici le texte d'un arrêté, affiché en *octobre 1915* dans tout le « territoire d'étapes », et reproduit par la presse officieuse allemande en Belgique. Le texte ci-dessous en est traduit du texte flamand publié par l'un de ces journaux officieux, aujourd'hui disparu, la *Vlaamsche Post* de Gand (n<sup>o</sup> 241 du mardi 19 octobre 1915, 1<sup>re</sup> page, colonnes 1 et 2) (*nous soulignons*) :



ARRÊTÉ CONCERNANT L'EXÉCUTION DE TRAVAUX NÉCESSAIRES  
DANS L'INTÉRÊT DE L'ADMINISTRATION MILITAIRE ALLEMANDE

En ces derniers temps, les ouvriers ont refusé sans motif, en différents endroits du territoire d'étapes, d'observer les dispositions des commandants militaires allemands relatives à l'exécution de travaux nécessaires, et ils ont de ce fait causé de grands torts à leurs communes et à leurs concitoyens.

Afin d'éviter de tels cas, et en manière d'avertissement général, j'ordonne ce qui suit :

1<sup>o</sup> Celui qui refuse d'effectuer ou de continuer un travail conforme à ses occupations professionnelles, et qui est *de l'intérêt de l'Administration militaire allemande et désiré par les commandants militaires allemands*, est puni d'un emprisonnement maximum d'un an lorsqu'il est capable de l'exécution dudit travail.

Il peut être également envoyé en Allemagne.

Le fait de se référer à toutes les lois belges possibles ou même à des conventions internationales ne peut jamais justifier le refus de travailler. *Seul, le commandant militaire décide de l'acceptabilité des travaux exigés.*

2<sup>o</sup> Celui qui essaie d'inciter un autre au refus pour quoi la peine, article 1, est déterminée, soit par pression, menace, conseil ou autre moyen, sera puni au maximum de cinq ans d'emprisonnement.

3<sup>o</sup> Celui qui favorise la grève punissable, par l'octroi de secours ou de toute autre façon, est puni au maximum d'une amende de 10.000 marks, à quoi il peut être ajouté une peine d'emprisonnement maxima d'un an.

4<sup>o</sup> Indépendamment des peines déterminées aux articles 1 à 3, des contributions forcées, ainsi que d'autres mesures de police, peuvent être décrétées, s'il est nécessaire, contre les communes où le refus de travailler s'est présenté sans motif.

5<sup>o</sup> Ce présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Gand, le 12 octobre 1915.

*Der Etappeninspekteur* VON UNGER,  
*Generalleutnant.*

Et le cas de cet arrêté n'est pas isolé, puisque l'affiche de Ledeborg, reproduite ci-dessus en traduction (Voir chap. IV) et en fac-similé, est datée du 16 décembre 1915.

Désormais, l'autorité allemande s'était donc forgé la double arme qui allait lui permettre, d'une part, de créer autant de chômeurs belges qu'elle voudrait en avoir (Arrêté du 2 mai 1916) et, d'autre part, de réduire à son gré la résistance de ces chômeurs forcés aux offres de « travail d'utilité de guerre » allemand (Arrêté du 15 mai

1916). En même temps, pour mettre la main sur eux, elle avait instauré, par le même arrêté du 15 mai 1916, le régime du travail forcé en Belgique, en attendant d'instituer le travail forcé en Allemagne, par l'arrêté militaire du 3 octobre 1916.

**§ 3. — Comment l'autorité allemande s'y prit pour créer des chômeurs : exemple de la province du Luxembourg.**

L'application du système administratif inauguré par les arrêtés des 2 et 15 mai 1916 commença sans retard.

Nous n'avons pas de renseignements précis sur les poursuites individuelles qui furent instituées sur base du second arrêté (15 mai 1916), pour refus de travail.

Par contre, nous en avons sur la conduite de l'autorité allemande vis-à-vis des autorités locales belges qui avaient organisé des travaux pour chômeurs (application de l'arrêté du 2 mai 1916).

Désormais, presque aucun de ces « travaux pour chômeurs » ne fut plus autorisé; de nombreux travaux adjugés, entrepris et en cours d'exécution, furent arrêtés; bientôt même (septembre 1916), des travaux de nécessité publique ordinaire furent interdits, sous prétexte que c'étaient des « travaux pour chômeurs » ou que les entrepreneurs employaient des ouvriers qui ne faisaient pas autrefois partie de leur personnel. Il suffisait donc désormais, pour être qualifié « chômeur », d'avoir changé de métier ou seulement de chantier, à une époque récente au cours de la guerre.

Les prétextes officiellement donnés de ce refus systématique d'approbation des « travaux pour chômeurs » étaient : leur *improductivité*, et le fait que la dépense en grevait trop onéreusement les finances des provinces et des communes belges.

Ce qui se passa dans la province du Luxembourg est un exemple parfait de la procédure employée.

Cette province, presque exclusivement agricole et forestière, était une de celles qui avaient su parer au chômage par la meilleure organisation des « travaux pour chômeurs ». Avec l'aide du Comité provincial de secours et d'alimentation du Luxembourg (section provinciale du Comité national), qui mit à sa disposition d'importants subsides, l'autorité belge de cette province avait entrepris de réaliser des travaux communaux d'intérêt public d'une incontestable utilité, tels notamment : l'amélioration et la construction de chemins agricoles et forestiers; — la création de chemins communaux; — la construction d'aqueducs et de filets d'eau pavés

pour l'assainissement et l'embellissement des localités; — l'assainissement des terrains fangeux; — le boisement et l'assainissement de terrains incultes, appartenant à des communes; — l'établissement et le renouvellement de distributions d'eau; — la construction de cimetières; — la construction de fosses à fumier et citernes à purin (travaux d'hygiène).

Un Mémorandum, rédigé en Belgique d'après des renseignements indiscutables, rapporte ainsi les faits qui suivirent la décision d'entreprendre ces travaux :

Étant données les conditions particulières dans lesquelles se trouvait la province : grande étendue de territoire, population peu dense et presque exclusivement agricole, nécessité de poursuivre l'exécution de certains travaux indispensables, qui avaient été négligés ou retardés faute de ressources, le programme du Comité put se réaliser avec un plein succès.

Toutes les communes avaient accepté l'appui du Comité, et au moyen des subsides alloués faisaient exécuter des travaux dont les projets avaient été soumis préalablement à l'approbation de la Députation permanente et avaient été, par le fait même, sanctionnés par l'autorité allemande.

Quelques mois après la mise en marche de l'organisation nouvelle, *la classe des travailleurs avait repris son activité normale*; les ouvriers se trouvaient soustraits aux suites funestes de l'oisiveté et pouvaient se procurer, par des moyens conformes à leur dignité, les ressources nécessaires à leur subsistance : à la date du 31 août 1915, les relevés statistiques établissaient que, sur un nombre global d'environ 10.000 ouvriers adultes ou en âge de travailler, *198 seulement restaient à secourir, et ce, pour cause d'accident ou de maladie*.

Pendant l'année 1915 et dès le début de 1916, le pouvoir occupant, forcé de reconnaître les effets bienfaisants de ce régime, ne mit aucune entrave à son application. Mais vers le mois de juin 1916, par suite du désir qu'il manifestait déjà de recruter la main-d'œuvre belge pour l'exécution d'importants travaux d'intérêt militaire, qu'il avait entrepris dans la province (construction de chemins de fer, abatage dans les forêts du bois destiné à la construction des tranchées), son attitude commença à se modifier. En vue, sans doute, de préparer le chômage, il refusa à quelques administrations communales l'approbation de nouveaux projets soumis à la Députation permanente, prétextant que leur utilité était contestable.

Malgré le relâchement de l'activité du travail et le commencement de chômage causé par ces mesures en certains endroits de la province, l'occupant ne put recruter la main-d'œuvre qu'il espérait, et les ouvriers, résistant à l'appât des salaires importants qu'on leur offrait, se refusèrent à participer à ces travaux.

C'est à ce moment que l'autorité allemande prit la décision de provo-

quer complètement le chômage dans les régions où la main-d'œuvre lui était nécessaire. Une communication faite en séance de la Députation permanente par le président de l'Administration civile, annonçait l'intention formelle de l'occupant de s'opposer à toute tentative de secours en faveur des ouvriers redevenus chômeurs, et laissait entrevoir l'application prochaine du système qu'il avait conçu.

COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE L'ADMINISTRATION CIVILE A LA SÉANCE  
DE LA DÉPUTATION PERMANENTE DU MOIS DE SEPTEMBRE 1916

*La suppression des travaux communaux n'entraîne pas la nécessité d'introduire le secours de chômage.*

*De même qu'en temps de paix les ouvriers allaient travailler hors du pays, en France, en Lorraine, dans le grand-duché de Luxembourg, ils peuvent trouver aujourd'hui à un bon salaire du travail correspondant à leurs capacités, dans le Grand-Duché et la Lorraine, les travaux dans les usines belges et françaises étant arrêtés à cause de la guerre et à défaut de matières premières.*

*Il est certainement préférable que les ouvriers soient occupés dans leur métier spécial et restent au courant de leur travail, pour pouvoir contribuer, lors de la fin de la guerre, à la reprise générale du travail dans l'industrie belge, que s'ils continuaient à passer leur temps à des travaux communaux d'une utilité problématique, qui causent des frais extraordinaires aux caisses communales.*

*Je me suis mis en relation avec un bureau qui s'occupe à trouver du travail aux ouvriers industriels, pour m'informer s'il y a moyen de donner de l'occupation à tous les ouvriers dans les usines particulières en Lorraine et dans les provinces avoisinantes.*

*Ce bureau, « Deutsches Industrie-Burö », m'a donné la promesse qu'il est à même de donner à tous les ouvriers en bon état de santé, de dix-huit à cinquante ans, un travail bien salarié selon leurs capacités.*

*Je suis persuadé que le « Deutsches Industrie-Burö » tiendra son engagement; dans le cas contraire, je me chargerais de lui rappeler énergiquement sa promesse et l'obligerais au besoin à donner de l'occupation aux ouvriers valides.*

*Les communes n'auront qu'à s'adresser à l'Administration civile ou aux bureaux de contrôle ou aux commandantures, ces administrations se chargeront de transmettre les indications et feront le nécessaire pour que les engagements des ouvriers se fassent dans le plus bref délai, à un jour à fixer dans les communes.*

*Les contrats du « Deutsches Industrie-Burö » sont faits pour la courte durée de quatre mois, afin que les ouvriers puissent retourner en temps opportun à l'industrie de leur pays.*

*Si, de cette manière, tous les ouvriers de dix-huit à cinquante ans sont occupés à un travail sérieux, je ne mettrai aucun obstacle à ce que les com-*



*munes fassent exécuter des travaux pour occuper les ouvriers en dessous de dix-huit ans et au-dessus de cinquante ans, ainsi que les ouvriers non valides si la nécessité l'exige.*

D'autre part, les commissaires civils adressèrent aux communes, verbalement d'abord, puis par des communications écrites, l'ordre formel d'arrêter les travaux, indiquant sans détours que ces mesures étaient prises dans le but de mettre les ouvriers en demeure de répondre à ces sollicitations. Exemples (1) :

COPIE DE LA LETTRE REÇUE PAR LE BOURGMESTRE DE X.....

No.....

Arlon, le 31 août 1916.

*Tous les travaux publics de voirie, entreprises de drainage, etc., doivent être arrêtés immédiatement et devront chômer aussi longtemps qu'une décision autre de ma part aura expressément été prise.*

(s) MÜLLER.

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischeif  
IN AREL

Arlon, le 11 septembre 1916.

No.....

*Administration communale de X...*

*Par ordre de M. le président de l'Administration civile, en raison de l'arrêté de M. le Gouverneur général du 2 mai 1916 s. 2093, tous les travaux publics de votre commune, notamment :*

a) Amélioration du chemin des .....;

b) Amélioration du chemin n° ...,

*sont interdits.*

*Je vous fais part de ceci et attire votre attention sur ce que les sans-travail peuvent être occupés par l'Administration allemande des Eaux et Forêts, et qu'ils peuvent trouver du travail dans l'industrie et dans la construction des chemins de fer à l'intérieur et en dehors de la province.*

(s) BUHLER.

No.....

Neufchâteau, le 14 octobre 1916.

*Monsieur le Bourgmestre de Y.....*

*Suivant l'arrêté de M. le Gouverneur général du 2 mai 1916, M. le président de l'Administration civile d'Arlon a autorisé les travaux spécifiés*

(1) Dans ces exemples, nous supprimons les numéros des pièces se référant aux répertoires allemands, ainsi que diverses indications concrètes, d'ailleurs sans utilité ici, mais qui pourraient devenir, pour l'Administration allemande, un prétexte à « représailles ». (Note de l'auteur.)

*ci-après, à la condition que seulement des ouvriers ayant moins de dix-neuf ans et plus de quarante-six ans y soient occupés (suit l'énumération des travaux).*

*Je vous fais remarquer que vous serez puni conformément aux prescriptions du paragraphe 2 de l'arrêté mentionné ci-dessus, en cas que vous ne remplissiez pas cette condition.*

(s) SCHWARTZ,

*Commissaire civil.*

DER ZIVILKOMMISSAR

bei dem Kreischeft

IN AREL.

N<sup>o</sup>.....

Arlon, le 25 octobre 1916.

*Administration communale de Z.....*

*Le président civil pour la province de Luxembourg a décidé ce qui suit :*

*Comme la liste des sans-travail de Z..... présente un grand nombre d'ouvriers industriels instruits et expérimentés, le Bureau allemand d'industrie va engager ces ouvriers dans l'industrie. C'est le succès de ces engagements qui décidera si, et jusqu'à quelle date pourront être exécutés certains travaux utiles (nützliche), à Z...*

(s) WOESINGER.

N<sup>o</sup>.....

Neufchâteau, le 28 octobre 1916.

*Monsieur le Bourgmestre de XXX...*

*M. le président de l'Administration civile à Arlon vous fait connaître la décision ci-après :*

*Les travaux suivants projetés par la commune de XXX.... et déjà commencés en partie (suit l'énumération de constructions de chemins divers) sont à considérer comme travaux de chômeurs, suivant l'arrêté de M. le Gouverneur général du 2 mai 1916.*

*J'interdis à la commune d'exécuter ces travaux conformément au même arrêté. Je vous fais remarquer qu'il se présente des occasions à vos ouvriers chômeurs de trouver suffisamment d'autre travail ailleurs, et vous remets ci-annexée une lettre de M. le président de l'Administration civile.*

*Le Commissaire civil,*

(s) SCHWARTZ.

[En annexe : une lettre reproduisant la communication ci-dessus du président de l'Administration civile à la Députation permanente.]

Ces interdictions qui, dans le principe, ne frappaient que certaines régions, n'empêchèrent pas les ouvriers de trouver du travail dans les communes voisines, sur les chantiers qui fonctionnaient encore. Mais

bientôt un avis leur défendait de travailler en dehors du territoire de leur commune. Exemple : cette lettre circulaire envoyée aux bourgmestres :

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischef  
IN NEUFCHÂTEAU

Neufchâteau, den 26<sup>sten</sup> September 1916.

N<sup>o</sup>.....

An den Herrn Bürgermeister YY.....

*Öffentlichen Arbeiten können auch in Zukunft nur dann zur Genehmigung weitergereicht werden, wenn Listen mit den Namen der zu beschäftigenden Arbeiter unter Angabe ihres Berufs und des Lohnsatzes beigelegt sind. Arbeiter aus fremden Gemeinden dürfen nicht zu Notstandsarbeiten herangezogen werden.*

Traduction. — *Je vous fais connaître qu'à l'avenir des travaux publics ne peuvent être soumis à l'agrément de l'Administration supérieure sinon accompagnés de listes portant les noms des ouvriers à y employer, avec indication de leur profession et du montant de leur salaire. Des ouvriers de communes étrangères ne peuvent être employés pour des travaux de temps de crise.*

Ainsi commençait à s'organiser le chômage forcé.

Les mesures s'étendirent bientôt dans de grandes proportions, et les ordres aux administrations communales d'arrêter les travaux se multiplièrent sans dissimulation du but recherché. Exemples :

(Type de circulaire.)

MELDEAMT ARLON

Monsieur le Bourgmestre,

*Vous êtes invité, par la présente, à remettre dans les huit jours, au Meldeamt à Arlon, une liste des sans-travail de votre commune, dressée suivant modèle ci-après. Vous aurez à y consigner d'une façon particulièrement précise ceux exerçant les métiers de menuisier, charpentier, forgeron, serrurier, tourneur, carrier, et autres métiers.*

NOM	PROFESSION	NUMÉRO de la carte de contrôle	SECOURS ou non	PAR QUI ? COMMUNE COMITÉ DE SECOURS
LEDANT.	Menuisier.	G. C. 741	Oui.	Commune et Comité de secours.

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischef  
IN AREL.  
—  
No....

Arlon, le 14 octobre 1916.

*A l'Administration communale de ZZ...*

*Veillez me faire savoir, au plus tard pour le 18 courant, pour quel motif vous ne faites figurer sur votre liste de sans-travail que 18 personnes, alors que réellement il y a à ZZ... de 180 à 200 sans-travail (c'est-à-dire qui n'exercent plus leur profession d'antan).*

*Conformément à la circulaire du président civil ci-annexée, tous les travaux publics sont à arrêter immédiatement.*

*Vous serez probablement autorisé à continuer les travaux de la conduite d'eau, dès que j'aurai la liste complète des sans-travail.*

*Je vous rappelle également la circulaire de M. le président civil, relative aux occupations à procurer éventuellement aux sans-travail de votre commune.*

(s) WOESINGER.

KOMMANDANTUR D'ATHUS

Athus, le 16 octobre 1916.

*A Monsieur le Bourgmestre de ZZ.....*

*1° Par la présente, je vous prie de me transmettre une liste des sans-travail mâles de votre commune; comme sans-travail, il faut comprendre ceux qui sont secourus par quelque œuvre officielle. Parmi ces œuvres, il faut comprendre la « Commission for Relief » (Comité national).*

*2° La liste est à établir suivant modèle ci-joint, en six exemplaires, et jusqu'au 20 octobre 1916.*

*3° Des modifications à cette liste, de quelque nature que ce soit, sont à renseigner à la Commandanture d'ici chaque dimanche et, pour la première fois, le 27 octobre.*

*4° Les listes sont à dresser en format et divisions, comme le formulaire ci-joint et à compléter très lisiblement.*

*5° Les listes fixées aux 2 et 3 sont à remettre chaque dimanche et, pour la première fois, le 27 octobre 1916.*

(s) ROSE,

Commandant.

Liste des sans-travail de la commune de.....

NUMÉRO D'ORDRE	NOM	PRÉNOMS	DATE de naissance	NATIONALITÉ	PROFESSION	OCCUPATION avant la guerre	SECOURS de quelle œuvre?	LE CHOMAGE est-il dû à la maladie ou à l'infirmité
1	2	3	4	5	6	7	8	9



(Type de circulaire.)

*Monsieur le Bourgmestre,*

*Vous recevrez, par la présente, ordre de citer les personnes suivant liste ci-jointe, de se présenter . . . . . chez M. le Bahnmeister, à la gare.*

*Dans le cas que l'un ou l'autre ne devrait pas se présenter au lieu et à la date indiqués, il sera cherché par la patrouille militaire et en outre puni.*

Il s'agissait donc bien d'un système, dont l'application se poursuivait méthodiquement, et sans qu'il fût possible de remédier aux conséquences qu'elle entraînait.

En présence des nombreuses protestations qu'élevèrent, au cours de ces événements, les membres de la Députation permanente et les mandataires communaux, l'autorité occupante avait tenté de se justifier en alléguant le souci qu'elle avait de sauvegarder les finances publiques et en prétextant qu'il s'agissait de travaux dont l'opportunité n'était pas démontrée. L'énumération ci-après et les chiffres des dépenses effectuées établissent cependant que, *grâce à l'intervention du Comité national*, l'exécution de ces travaux si profitables aux intérêts de la province, n'a compromis en aucune façon les finances communales.

Pendant la guerre, en effet, il a été exécuté :

750 kilomètres de chemins vicinaux, établis ou améliorés, desservant 18.000 hectares de forêts et 25.000 hectares de terrains de culture.

625 hectares de terrains fangeux ont été assainis, et les études sont faites pour 275 hectares.

Il a été effectué 1.100 hectares de plantations nouvelles.

Il a été construit 3.000 fosses à fumier et citernes à purin, pour le plus grand profit de l'hygiène publique et du progrès agricole.

Il a été exécuté des aménagements de cimetières;

Des distributions d'eau;

Des améliorations d'étables;

Et toute une série d'entreprises de même intérêt.

Les travaux réalisés à ce jour ont nécessité une dépense de 9.540.000 francs, représentant presque exclusivement des salaires, et dans lesquels les Pouvoirs publics, province, communes et État n'ont eu à intervenir qu'à concurrence de 1.790.000 francs.

Il était bon de placer sous les yeux du lecteur, en même temps que ce Mémoire, quelques-unes des pièces justificatives y annexées. On en trouvera d'autres analogues aux *Annexes* (Voir chap. XVI). Ces documents peignent sur le vif les procédés administratifs successivement mis en œuvre pour enlever, un à un, aux administrations communales tous les moyens de prêter aux chô-

meurs une assistance régulière par des travaux utiles, presque sans charge pour les finances locales.

On remarquera que les interdictions de « travaux pour chômeurs » sont toujours accompagnées d'offres impératives de travail industriel allemand, de telle manière que les communes sont soumises à un véritable système de marchandage et d'intimidation.

#### § 4. — L'autorité allemande, après avoir créé les chômeurs, les déporte en Allemagne.

Le dessein poursuivi par l'autorité allemande éclate à présent avec une telle évidence, qu'il serait superflu d'insister.

Il résulte des documents publiés ci-dessus, que l'argument tiré du caractère improductif des travaux entrepris est sans fondement.

Il en est de même de l'argument tiré des charges que l'assistance directe ou indirecte aux chômeurs imposait aux pouvoirs publics de la Belgique occupée. Chacun sait, en effet, en Belgique occupée, — et il faut qu'on le sache aussi en pays neutres, — que les fonds consacrés au soulagement des ouvriers sans travail par le Comité national de secours, proviennent, pour un chiffre important, de générosités diverses, de la Belgique occupée et du dehors. Les administrations locales belges n'en sont donc grevées que dans une proportion infime. Quant à l'Administration allemande, elle n'est jamais intervenue *pour un seul centime* dans les charges de la bienfaisance publique en Belgique, ni d'une assistance quelconque aux ouvriers privés de travail par son fait. Les sommes dépensées pour secourir les chômeurs atteignaient 10 à 12 millions de francs par mois.

S'il y avait, comme l'autorité allemande le dit, nécessité d'épargner aux budgets locaux belges, déjà onéreusement chargés, le fardeau de nouvelles dépenses « improductives », pourquoi l'autorité allemande maintenait-elle, dans le même temps, ces mêmes budgets grevés de la contribution de guerre *permanente* de 40 millions de francs par mois, contribution établie d'abord pour un an, puis « jusqu'à nouvel avis », donc toujours modifiable et révoicable? Y a-t-il pour eux dépense plus « improductive » que celle-là?

Pourquoi, le 20 novembre 1916, de nouvelles ordonnances ont-elles porté de 40 à 50 millions de francs par mois, cette même contribution que déjà, en décembre 1914, le Gouvernement allemand lui-même, par l'organe de la *Norddeutsche Allgemeine Zei-*

## Echos et Nouvelles

### A propos des transports de chômeurs à Bruxelles

De vives inquiétudes se font jour dans le public bruxellois, qui craint que les mesures prises pour transporter les chômeurs en Allemagne, ne soient étendues à d'autres personnes encore. Ces appréhensions, nous dit-on, ont été provoquées par l'affichage des avis ordonnant de se présenter dans les bureaux compétents, non seulement aux chômeurs, mais à d'autres classes de la population.

On nous dit, à ce sujet, de source officielle, que cette plus grande extension des convocations est devenue nécessaire parce que les autorités belges compétentes ayant refusé de remettre les listes des chômeurs, il a été impossible de se rendre un compte exact de la véritable étendue du chômage. On a ajouté « qu'il va de soi qu'on ne songe pas à envoyer en Allemagne tous les hommes convoqués. On ne retiendra que les sans-travail, qui jusqu'ici ont été à charge de la bienfaisance publique et refusent le travail que l'administration allemande leur offre, lorsqu'ils se rendent aux convocations. Celui qui prouvera nettement qu'il est à un travail régulier pourra évidemment continuer sa besogne.

« Si l'exécution des mesures prises vis-à-vis des sans-travail a déjà amené, hélas, des erreurs, elles doivent être attribuées au fait que les autorités belges compétentes créent des difficultés et refusent de remettre les listes des chômeurs dans une fausse interprétation des véritables intérêts de la population. »

Voilà fidèlement reproduite la déclaration qui nous a été faite.

André Dumont avait prévu

l'existence du bassin houiller du Limbourg.

Un ingénieur de talent, un vétéran, nous écrit

Fac-similé d'un extrait du *Bruxellois*, journal officieux allemand de Bruxelles, des 12-13 novembre 1916, reproduisant une « déclaration officielle » allemande destinée à rassurer la population sur l'exemption de la déportation pour les non-chômeurs.

Ce fac-similé se rapporte aux pages 272-273.

travaux auraient dû être exécutés déjà, à cause de la guerre, ils ont été suspendus.

Opinion neutre.

au sujet du départ des chômeurs.

Zurich, 15 novembre. — La « Zürcher Post » écrit un article au sujet du départ des ouvriers de la Belgique et il estime qu'il ne s'agit pas d'une manifestation cruelle, inopinée du vainqueur à titre de représailles, mais d'une mesure longuement préparée et franchement annoncée; depuis le commencement de l'année courante, la question du chômage et de la répulsion pour le travail a formé une rubrique permanente dans la presse belge; des plaintes au sujet de l'abus de l'assistance surgissent constamment; de nombreux ouvriers, qui, ne trouvant plus de travail en Belgique, auraient refusé des propositions avantageuses en Allemagne, pour se nourrir au moyen de l'argent provenant de l'assistance; cette situation est devenue une véritable plaie pour le pays; la presse de l'Entente fait comprendre quelle étendue a prise le chômage belge.

Le journal continue ainsi : D'après le journal « le XXe Siècle », paraissant au Havre, il y a 150.000 chômeurs dans la seule province de Brabant.

Le journal belge, « le Standaard », a signalé le 9 avril, que 700.000 ouvriers sont non seulement devenus nécessaires et à charge de l'assistance publique par la pénurie du travail, mais qu'ils ont simplement refusé le travail parce qu'ils préféreraient vivre de l'assistance. Cette constatation de la presse belge, qui a flagellé, avant le départ des ouvriers, la détresse des chômeurs belges, ne laisse aucun doute sur la nécessité des mesures allemandes à tous les points de vue.

Après tout cela, il n'existe aucune raison de se méfier des assurances données par les Allemands que ne sont que les ouvriers qui n'acceptent pas volontairement un travail contre bon salaire, qui seront déplacés par la contrainte, en vue de travaux à accomplir. Il s'agit visiblement d'une mesure intelligente devenue nécessaire. Il serait inexplicable que les Allemands cherchent à provoquer des troubles inutiles en Belgique. Cela est d'autant plus inexplicable après que le dantier discours du chancelier a énergiquement démenti les présomptions au sujet de projets d'annexion allemands.

TRIBUNE LIBRE

Fac-similé d'un extrait du *Bruxellois*, journal officieux allemand de Bruxelles, des 16-17 novembre 1916, reproduisant un article de la *Zürcher Post*, qui affirme qu'il n'y a pas lieu de se méfier des assurances données par les Allemands « qu'on ne déportera que des chômeurs ».

Ce fac-similé se rapporte aux pages 272-273.



## Affiches Arrêtés et Avis Allemands

Gouvernement de Bruxelles  
et du Brabant.

Bruxelles, le 12 novembre 1916.

### AVIS

à tous les Bourgmestres du Grand-Bruxelles  
et du Brabant.

Ce n'est pas la population belge qui profitera le moins de l'ordre donné par M. le Gouverneur général de transporter en Allemagne les sans-travail et les chômeurs volontaires qui sont à la charge de l'assistance publique. Les classes laborieuses habituées à l'action depuis des années, trouveront en Allemagne des salaires rémunérateurs qu'elles ne pouvaient trouver en Belgique, à raison principalement du manque de matières premières.

Il est au devoir de toutes les administrations communales belges de prêter leur aide à l'exécution des mesures. Tous les bourgmestres doivent immédiatement remettre au Gouverneur — pour le Grand-Bruxelles à la Commandant — les listes exigées des ouvriers n'ayant pas d'occupation suffisante. Les communes doivent s'attendre de jour en jour, à partir de cette date, à préparer leurs chômeurs au départ.

Dans les communes où les listes ne seront pas fournies en temps voulu, l'administration allemande choisira elle-même les hommes à transporter en Allemagne. Mais elle n'a ni le temps, ni les moyens, de faire une enquête sur la situation de chaque personne. Si donc, au cours de ce choix, il se produit des cas pénibles ou des erreurs, la responsabilité en retombera sur les bourgmestres qui auront refusé d'aider l'Administration allemande. J'insiste sur le fait que les ouvriers, une fois transportés en Allemagne, ne pourront revenir en Belgique que dans des cas exceptionnels d'extrême urgence ou justifiés par des raisons irréversibles.

Je servirai avec la plus extrême rigueur contre les bourgmestres qui ne dresseront pas les listes ou qui les dresseront avec négligence, et cela non pas seulement pour désobéissance aux ordres allemands, mais aussi pour avoir méconnu leur devoir vis-à-vis de la population commise à leurs soins.

Le Gouverneur,  
**HURT,**  
Lieutenant-Général.

Echos et Nouvelles

Fac-similé d'un extrait du *Bruzellois*, journal officieux allemand de Bruxelles, des 17-18 novembre 1916, reproduisant l'Avis du lieutenant-général Hurt aux bourgmestres du Grand-Bruxelles et du Brabant, les avertissant que les autorités allemandes n'ont ni le temps ni les moyens de faire une enquête sur la situation de chaque personne.

Ce fac-similé se rapporte aux pages 272-273.



tung (Voir presse allemande du 29 décembre 1914, citation de la *Freisinnige Zeitung*, ci-dessus, chap. X, § 4 c, C), déclarait être le maximum de ce qu'on pût soutirer d'un pays si épuisé?

Cette augmentation, on le remarquera, est imposée aux provinces, avec obligation de se procurer les fonds de la contribution *par voie d'emprunt* (Voir aux *Annexes*, chap. XXI, le texte de l'ordonnance du 20 novembre 1916) et elle correspond à peu près aux sommes distribuées mensuellement aux chômeurs.

Par ses deux séries d'arrêtés des 14 et 15 août 1915 et des 2 et 15 mai 1916, l'autorité allemande ne cherchait donc qu'une chose : fermer toutes les issues possibles de travail belge à la main-d'œuvre belge; ne lui en laisser d'ouvertes que dans les usines et chantiers allemands, pour du « travail d'utilité de guerre » allemand. Son but direct était de créer le chômage général en Belgique pour avoir ainsi de la main-d'œuvre à enrôler ou à déporter.

Les arrêtés du 2 et du 15 mai 1916 furent en vigueur quatre mois seulement. Cela suffit pour paralyser les derniers efforts de l'organisation belge et rendre artificiellement le problème du chômage insoluble. C'est alors que, le 3 octobre 1916, parut l'arrêté du Grand Quartier général allemand qui, sous prétexte de sollicitude sociale et de devoir gouvernemental, substituait au régime du travail forcé en Belgique celui du travail forcé des Belges en Allemagne.

La tragi-comédie administrative était jouée. Elle avait marché au dénouement en trois actes :

- |                      |  |
|----------------------|--|
| 14-15 août 1915. . . | Érection du chômage et du refus de travail en délit sous contrôle des tribunaux belges.  |
| 2-15 mai 1916. . .   | Astreinte au travail en Belgique sous le contrôle des autorités militaires allemandes. Interdiction virtuelle des travaux publics pour chômeurs. |
| 3 octobre 1916. . .  | Astreinte générale au travail avec faculté de déportation en Allemagne pour y satisfaire (1).  |

(1) Nous n'avons pas cru devoir faire état, dans notre démonstration, d'un arrêté du maréchal von der Goltz du 19 novembre 1914 (*Ges.- und Ver.-Bl.*, n° 17, du 1<sup>er</sup> décembre 1914, qui disait :

« Sera puni d'emprisonnement quiconque aura tenté de retenir par la contrainte, par des menaces, par la persuasion ou par d'autres moyens, de l'exécution d'un travail destiné aux autorités allemandes, des personnes disposées à fournir ce travail ou des entrepreneurs chargés par les autorités allemandes de ce travail. »

et qui donnait « compétence exclusivement aux tribunaux militaires pour connaître des délits commis en cette matière ».

Cet arrêté a été promulgué, sans doute, pour favoriser les tentatives d'embauchage d'ouvriers belges par l'autorité allemande. Mais il est possible qu'à cette date, le plan d'un enrôlement général et forcé de la main-d'œuvre des pays occupés au service de l'organisation économico-militaire de l'Allemagne ne fût pas encore nettement établi, ou du moins décidé, comme il l'était au mois d'août 1915.



## CHAPITRE XII

### LA DÉPORTATION POUR TRAVAIL FORCÉ EN ALLEMAGNE S'IMPOSAIT-ELLE COMME UNE NÉCESSITÉ INÉLUCTABLE ?

---

Laissons à présent de côté les origines du chômage des ouvriers belges et les causes de son aggravation; et supposons un instant, — bien gratuitement, — que la crise du chômage ne pût être résolue que par l'institution de l'astreinte au travail : il resterait encore à savoir où cette astreinte pouvait et devait être mise en application. Est-ce en Allemagne? ou en Belgique?

#### § 1. — La question de droit.

La question, même en droit strict, n'est pas indifférente étant donné que si, comme nous l'avons déjà rappelé, l'armée occupante a le droit de tirer sa subsistance du territoire occupé et que, par tant, les populations de ce territoire peuvent, comme le reconnaissent les Conventions de La Haye, être contraintes au travail, cette astreinte, toutefois, ne peut servir que pour assurer la subsistance de l'armée occupante.

L'article 52 du *Règlement* concernant les lois et coutumes de la guerre adopté par la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye (1907), signée par l'Allemagne, dit :

ART. 52. — Des réquisitions en nature et des services ne peuvent être réclamés des communes et des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation.

Les services réclamés seront de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

Le déplacement en masse des populations des territoires occupés, la dispersion des familles ne sont pas, dans ce règlement, l'objet



d'une interdiction expresse. Mais il n'est pas le moins du monde douteux que l'interdiction résulte de l'esprit de la Convention de La Haye, puisque même le manuel fameux *Kriegsbrauch im Landkriege* (Usages de la guerre continentale), édité en 1902 par le Grand État-major allemand, donc avant le vote du *Règlement* de la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye (1907), le reconnaissait déjà en ces termes (*nous soulignons*) :

Tandis que, dans des temps plus anciens, la dévastation du pays ennemi, la destruction des propriétés et, dans certains cas, l'*exode des habitants emmenés en servitude ou en captivité*, étaient considérés comme des conséquences toutes naturelles de la guerre... la conception actuellement prépondérante a cessé de considérer l'habitant du pays envahi comme un ennemi. Il est considéré *comme un homme pourvu de droits (Rechtssubjekt)* que le caractère exceptionnel de l'état de guerre soumet à de certaines restrictions, charges et mesures de coercition, et est obligé à une obéissance provisoire vis-à-vis d'un pouvoir de fait, mais, pour le surplus, *il peut vivre à l'abri des vexations et comme en temps de paix sous la protection des lois* (Traduction P. Carpentier. Paris, 1904, pages 103 et 104).

Si la déportation de populations civiles paisibles, pour les contraindre à travailler au profit de l'ennemi de leur pays, n'a pas été expressément prévue ni interdite par les Conventions de La Haye, c'est par le même motif que ces conventions ne prévoient ni n'interdisent l'esclavage. Ce sont là des forfaits tels qu'il n'est venu à l'idée de personne qu'un État civilisé pût encore s'en rendre coupable.

Il est intéressant d'observer, à ce sujet, que la déportation de populations civiles a été prévue et interdite par les « Instructions pour les armées en campagne des États-Unis d'Amérique » dès l'année 1863, et voici en quels termes ces instructions s'exprimaient :

21. — Tout citoyen ou natif d'un pays ennemi est un ennemi, par cela seul qu'il est membre de la nation ou de l'État ennemi, et, comme tel, il est sujet à toutes les calamités de la guerre.

22. — Cependant, grâce au progrès de la civilisation dans ces derniers siècles, l'usage a de plus en plus prévalu d'établir une distinction marquée, surtout dans les guerres continentales, entre l'individu appartenant à une nation ennemie et l'ensemble de la nation représentée par ses soldats en armes. C'est un principe qui est de plus en plus généralement reconnu que le citoyen non armé doit être respecté dans sa per-

sonne, ses propriétés et son honneur, autant que les exigences de la guerre le permettent.

23. — Les simples citoyens ne sont plus mis à mort, *réduits en esclavage ou déportés*, et le commandant des troupes ennemies doit éviter d'inquiéter les personnes inoffensives dans leurs relations privées, tant que le permettent les exigences impérieuses d'une guerre conduite avec vigueur.

24. — Tout individu appartenant au pays ennemi devait, dans l'antiquité, et aujourd'hui encore chez les peuples barbares, être privé de sa liberté, ne trouver de protection nulle part, et voir tous ses liens de famille brisés. La protection était alors, et est encore chez les peuples non civilisés, l'exception.

L'État belligérant qui, aujourd'hui, rétablit la déportation se met, en conséquence, au rang des peuples qu'en 1863, les États-Unis qualifiaient de « peuples barbares et non civilisés » ; il ressuscite des pratiques qui, il y a plus d'un demi-siècle, étaient considérées comme appartenant à un passé depuis longtemps aboli.

A plus forte raison encore, le droit des gens interdit-il la déportation en masse pour travail forcé au service de l'ennemi et en vue de ses opérations contre la patrie des déportés (1).

Un des maîtres européens du droit international, le professeur E. Nys, de l'Université de Bruxelles, a donné sur ce point une consultation à M. Lemonnier, échevin faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles. Elle dit :

Bruxelles, 6 novembre 1916,  
39, rue Saint-Jean.

*Monsieur l'Échevin Lemonnier,  
faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles,*

C'est avec raison que votre collègue soutient que, si la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907 ne renferme pas de texte précis relativement au déplacement de la population civile non combattante, il résulte cependant de l'esprit de cette convention que pareille mesure n'est pas légitime.

Semblable mesure est en contradiction complète avec la notion de l'occupation de guerre. Cette notion a remplacé l'ancienne théorie de la conquête, qui faisait du vainqueur le souverain du pays conquis.

Dans les guerres actuelles, la population paisible a des droits; le vainqueur est l'administrateur provisoire; il doit respecter les droits des habitants paisibles.

(1) Cf. l'étude juridique servant d'introduction à la brochure *La Déportation des Belges en Allemagne*, par J. Van den Heuvel, ministre de Belgique près le Saint-Siège (Rome, Desclée, 1916).

Tout cela a été indiqué fort bien, en 1874, à la Conférence de Bruxelles, notamment par le délégué de l'Empire allemand, le général de Voigts-Rhetz. Le projet de convention de 1874 n'a pas été ratifié; mais son texte a servi aux travaux des Conférences de La Haye de 1897 et de 1907; ces deux Conférences s'en sont inspirées et, sur le point qui nous occupe, elles n'ont point varié.

En 1899, à la première Conférence de La Haye, le président de la Commission pour le règlement des lois et coutumes de la guerre sur terre, Frédéric de Martens (3<sup>e</sup> partie, p. 92, de l'édition de 1907), parlant des nécessités de la guerre, prononçait ces paroles :

« C'est notre désir unanime que les armées des nations civilisées soient non seulement pourvues des armes les plus perfectionnées, mais qu'elles soient également pénétrées des notions du droit, de la justice et de l'humanité, obligatoires même sur le territoire envahi et même à l'égard de l'ennemi. »

Ce langage n'est point utopique : il concède suffisamment à la réalité; mais il admet aussi les exigences du cœur et les aspirations de la civilisation moderne.

Tel sera l'avis impartial de tout juriste.

Veuillez agréer, Monsieur le Bourgmestre, l'expression de mes sentiments de haute considération.

(s) E. NYS.

Un journal hollandais important, non suspect de partialité en faveur de l'Entente, a publié sur ce point un avis remarquable de modération et de justesse, qui concorde avec l'opinion du professeur Nys, sur la base des principes développés à la dernière conférence de La Haye en 1907 (éditorial « *Massen-Deportation* », du *Nieuwe Rotterdamsche Courant* du 27 novembre 1916, Avondblad C).

La population civile ne peut non plus être assimilée, au point de vue de l'astreinte au travail, aux prisonniers de guerre, ne fût-ce que pour cette raison fondamentale de fait et de droit que le combattant se soumet, par état et volonté, aux risques de la guerre, tandis que le principe du droit moderne de la guerre est d'y soustraire et d'en exempter le non-combattant paisible. Encore le prisonnier de guerre ne peut-il être contraint à coopérer par son travail aux opérations de guerre de l'ennemi de sa patrie.

## § 2. — La question de fait. — Les arguments allemands.

L'autorité allemande ne semble pas s'être préoccupée de placer le débat sur ce terrain du droit. Elle prétend purement et simplement que, par suite des circonstances, l'astreinte était indispensable

et qu'elle n'avait pas le choix du pays où mettre en application l'astreinte au travail : ce ne pouvait être qu'en Allemagne.

Pourquoi ?

Comme toujours, il y a multiplicité de raisons alléguées. C'est le trait caractéristique de toutes les apologies allemandes : la *Gründlichkeit* y est poussée trop loin. L'Allemagne a pour habitude nationale d'esprit de vouloir trop prouver. Les juges d'instruction connaissent bien cette inclination naturelle des prévenus coupables, à multiplier pour leur défense les justifications contradictoires.

L'autorité allemande dit :

— Il y avait nécessité, pour la sauvegarde de l'ordre public belge et de la sécurité allemande, de ne pas laisser flâner plusieurs centaines de mille fainéants, en Belgique, derrière notre armée.

— Il y avait à craindre une suspension du ravitaillement américain de la Belgique par suite de la malignité de l'Angleterre.

— Il n'y avait, d'ailleurs, ni travail, ni nourriture convenable à trouver en Belgique, tandis qu'en Allemagne, l'un abonde et l'autre est en quantité suffisante.

— Enfin, de toute façon, le travail forcé en Allemagne, tel qu'il a été organisé, ne peut être qu'un grand bienfait social pour la Belgique, dans la situation économique désespérée où la guerre l'a jetée.

Il faudrait pourtant choisir entre ces arguments : si c'est en vue de mieux sauvegarder l'intérêt allemand que l'Allemagne a ordonné les déportations, la thèse de la sollicitude sociale de l'Administration allemande pour la Belgique doit être abandonnée, celle aussi du cas de force majeure ou de la main forcée par l'événement de guerre; s'il n'y avait pas de travail à trouver en Belgique, il faut cesser d'incriminer la fainéantise des Belges.

Il est juste d'ajouter qu'à partir de la fin de novembre 1916, sous la pression des démentis appuyés de faits, la vérité devient plus forte que tous les artifices : l'Allemagne entre dans la voie des aveux catégoriques.

Alors que le 11 novembre 1916, la *Kölnische Volkszeitung*, n° 909, imprimait encore :

Pour discréditer cette mesure, (nos ennemis) semblent n'avoir rien trouvé de mieux que de crier que c'est là une « mesure de guerre », une mesure sans laquelle il serait impossible aux Allemands de poursuivre la guerre...



*Il faut opposer à ces assertions le fait que cette mesure n'a rien de commun avec une mesure de guerre ou un acte militaire.* Elle constitue simplement une mesure de police nationale intelligemment comprise, car on ne peut rester plus longtemps témoin passif du fait que des milliers de travailleurs déchoient par suite d'un chômage volontaire, peuplent les cabarets, se livrent à toutes sortes d'excès et rendent les rues peu sûres. On peut donc défendre ce principe : que *la pensée intime qui a donné naissance à cette décision est une pensée d'humanité intelligente* (1),

la *Kölnische Zeitung*, également officieuse, imprimait le 29 novembre 1916 (n° 1242), et, avec elle, tous les autres journaux allemands importants disaient, à propos de la protestation du Gouvernement fédéral suisse :

Nous ne pouvons pas nous occuper de l'« impression défavorable ». *Notre sécurité militaire en Belgique* et l'intérêt même de la population belge exigeaient la mesure du transfert des ouvriers belges en Allemagne; avant que les raisons qui ont conduit à la mesure ne soient écartées, elle ne pourra pas être abrogée, peu importe l'« impression » que la circonstance produit. *Notre sécurité militaire passe en premier lieu.*

Quoi qu'il en soit, examinons l'un après l'autre les arguments nouveaux de cette apologie, comme si chacun était seul.

#### 1. *Le danger du chômage pour l'ordre et la sécurité publics.*

C'est là une allégation gratuite. L'autorité allemande n'a pu l'étayer d'aucune preuve, ni seulement d'une présomption.

Aucune émeute n'a eu lieu en Belgique depuis l'occupation du pays.

Aucune agitation ne fermentait en Belgique parmi les chômeurs.

La population belge, tout en imposant à l'occupant lui-même par l'irréductibilité de son patriotisme, s'est montrée jusqu'ici extraordinairement docile aux recommandations de calme et de dignité dans l'épreuve, que n'ont cessé de lui prodiguer toutes les autorités civiles et religieuses du pays.

Les observateurs neutres et même allemands, qui ont visité la Belgique, sont unanimes à caractériser ainsi son attitude : le Belge ressent une aversion irréconciliable pour l'Allemand, mais il supporte le joug de l'occupant en silence, il souffre son malheur avec dignité et il attend avec confiance la libération du pays, de la victoire des Alliés qu'il persiste à considérer comme certaine et même prochaine.

(1) Voir note Wolff correspondante dans la presse suisse, par exemple : *Basler Nachrichten*, 12 novembre 1916.

Rappelons que l'autorité allemande a, depuis très longtemps, enlevé aux habitants de la Belgique occupée toutes les armes privées (même de collections, d'ornement, de panoplies, etc.) qu'ils pouvaient avoir gardées.

Toute la population mâle en âge de service militaire est astreinte à comparution périodique devant des bureaux de contrôle (*Meldementen*).

Toutes les libertés constitutionnelles, d'opinion, de presse, de réunion, d'association, sont suspendues. La circulation intérieure est soumise à un régime compliqué de passeports; les cartes d'identité sont exigées pour les moindres démarches; le pays fourmille d'espions.

La frontière belgo-hollandaise est gardée par de nombreux postes; elle est fermée par des fils de fer électrocutateurs constituant, en maints endroits, une barrière double, qui trace autour du pays comme un chemin de ronde, surveillé la nuit par des sentinelles et parcouru par des patrouilles à cheval.

La nation est littéralement tenue en cage et dans l'impossibilité de se rebeller (1).

## 2. Crainte d'une suspension, par l'Angleterre, du ravitaillement américain.

Nouvelle allégation gratuite.

L'Allemagne serait incapable d'apporter la preuve que la Commission américaine partage la crainte qu'elle affecte, à moins que l'Allemagne n'enfreigne ses propres engagements vis-à-vis de la Commission et du Comité national.

Un tel argument devrait-il paraître dans le plaidoyer allemand quand on sait, d'autre part, que les sous-marins allemands coulent, à l'occasion, même les bateaux du service de ravitaillement américain?

Nous devons rappeler, à ce propos, cet incident de la séance du 7 novembre 1916, de la Chambre des Communes (*Times*, 8 novembre 1916) :

Lord R. Cecil a informé Sir Kinloch Cooke (U., Devonport) qu'il était exact qu'un vapeur grec transportant des denrées alimentaires desti-

---

(1) La propagande allemande en est réduite, pour apporter un faux semblant de justification à cet argument du souci de l'ordre et de la sécurité, à invoquer, comme preuve du péril à écarter par le moyen des déportations, quelques tentatives d'évasion faites, par des Belges en nombre, *postérieurement* à l'arrêt du 3 octobre 1916, et tout juste dans le dessein d'échapper à son application. Cf. *Neue Zürcher Nachrichten* du 22 janvier 1917, *Morgenblatt* : dans cet article on ne parle d'ailleurs que des « jeunes Belges », en âge de servir, alors qu'on déporte les Belges jusqu'à cinquante-cinq ans et même au delà.

nées à la Belgique pour le compte de la Commission américaine pour le ravitaillement des Belges, avait été torpillé récemment dans les eaux britanniques par un sous-marin, après que les papiers de bord eussent été montrés au commandant allemand et qu'il lui eût été déclaré que le chargement était pour les Belges.

Depuis le début de l'activité de la Commission, douze navires de ravitaillement ont été perdus, parmi lesquels deux, peut-être trois, ont été torpillés et les autres coulés par des mines.

Du reste, y aurait-il, par hasard, plus de vivres et de possibilités de ravitaillement en Allemagne qu'en Belgique? L'afflux en Allemagne de tant de nouvelles bouches à nourrir ne doit-il pas, au contraire, aggraver la disette qui y règne?

3. *Impossibilité de trouver en Belgique du travail et une nourriture suffisante.*

Il a déjà été répondu en partie à cette allégation et elle a été démontrée contraire à la vérité.

Il y avait du travail à trouver en Belgique ou bien il pouvait y en avoir, *pourvu que l'Allemagne y consentît.*

La Belgique était un pays très riche, possédant, avec une main-d'œuvre nombreuse et active, des stocks abondants de matières premières et de produits, d'ailleurs producteur lui-même et non pas seulement manufacturier. Le simple bon sens indique que si l'Administration occupante avait secondé ces forces naturelles au lieu de les épuiser systématiquement, la vie économique pouvait encore s'y poursuivre avec une activité relative appréciable et, en toute hypothèse, *au moins autant qu'en Allemagne.*

L'autorité allemande ne voulut pas de cette « égalité » économique parce qu'elle eût été à l'encontre des vœux de l'industrie allemande, qui tenait à ce que l'on profitât de l'occupation pour écraser, dans l'industrie belge, une concurrente.

L'épuisement industriel de la Belgique, dit un mémorandum venu du pays occupé, n'a pas été poursuivi seulement par la saisie des stocks existant au début de la guerre et par les obstacles mis au réapprovisionnement en matières premières malgré la bonne volonté de l'Angleterre; il l'a encore été par la destruction systématique des établissements industriels eux-mêmes.

Même les usines en activité se sont vu enlever leurs machines-outils et autres qui ont été transportées en Allemagne, et les autorisations demandées pour remplacer le matériel saisi ont été refusées. Ainsi, un grand nombre d'établissements ont été réduits sinon au chômage, tout au

moins à une production des plus limitées. Fait incroyable, s'il n'était attesté par des témoins dignes de foi, les délégués des autorités allemandes pour la désignation des machines à enlever, étaient choisis parmi les concurrents allemands des usines en question, et, non contents d'enlever ce qui pourrait leur être utile, ils ont, en plus d'un endroit, profité de leur mission pour démolir dans ces usines des installations fixes coûteuses, telles que des fours, etc. Le fait s'est produit notamment dans les « Ateliers de Constructions électriques » de Charleroi et dans les usines de Maubeuge (1).

Il était possible tout au moins d'entretenir les capacités techniques des ouvriers belges et de les soustraire aux effets de l'oisiveté, en activant l'enseignement professionnel et en organisant des travaux d'utilité publique.

L'autorité allemande empêcha le plan d'enseignement professionnel de réussir; elle entrava, puis interdit tous travaux d'utilité publique, précisément en donnant pour motif qu'ils *fournissaient de l'occupation aux chômeurs*.

La possibilité d'occuper les bras des ouvriers en Belgique ne manquait donc pas, puisqu'il fallut un décret allemand pour la supprimer.

D'ailleurs, s'il n'y avait pas eu possibilité matérielle d'occuper les ouvriers belges, comment expliquer les innombrables promesses de collaboration, invitations au travail réparateur et assurances de relèvement données officiellement aux Belges à toute époque?

Proclamation du feld-maréchal baron von der Goltz, 2 septembre 1914, à son entrée en fonction comme gouverneur général :

Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées.

Télégramme Wolff dans la *Kölnische Volkszeitung*, 10 septembre 1914, n° 799 :

W. T. B. Berlin, 9 septembre 1914. La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* publie une description détaillée de la situation en Belgique par le Dr Helfferich, directeur de la « Deutsche Bank ». Helfferich dit entre autres :

« Ce sera l'une des tâches les plus importantes du gouverneur général en Belgique de ressusciter la vie économique, l'agriculture, l'industrie et le commerce. »

Affiche du Gouvernement général apposée à Bruxelles le 16 décembre 1914 :

---

(1) Dans un cas au moins, un des industriels allemands délégué a surpris des secrets de fabrication (dans une fabrique de soie artificielle). (*Note de l'auteur.*)



Berlin, 15 décembre. Au correspondant du *Hamburger Korrespondent*, le nouveau gouverneur général en Belgique, général von Bissing, a fait les déclarations suivantes :

« ... J'espère aussi pouvoir, la main dans la main avec l'Administration civile, faire beaucoup pour la situation économique. Lorsque l'Empereur me nomma gouverneur général, il me chargea, avec une insistance particulière, de tout faire pour aider les faibles en Belgique et pour les encourager. »

Dans une lettre ouverte au peuple belge (18 juillet 1915), le gouverneur général von Bissing fait appel aux Belges pour qu'ils coopèrent « au bien-être public avec l'occupant ».

Dans ses interviews nombreuses de 1915 et de 1916, le même Gouverneur général ne cesse de parler de la situation d'ensemble, économique et sociale de la Belgique sous son administration, avec un encourageant optimisme. Voir, entre autres, son interview avec Bela Landauer (*Nieuwe Rotterdamsche Courant*, du 7 novembre 1915, O. B); son interview avec W. Scheuermann, citée ci-dessus, chapitre X, § 3, A (*Die Post*, 19 octobre 1915; *Neue Badische Landeszeitung*, même date; *Berner Tagblatt*, 23 et 25 octobre 1915; *Nieuwe Rotterdamsche Courant*, 28 octobre 1915, A. B); son interview avec R. Swing, du *Chicago Daily News* (*Kölner Tageblatt*, 6 juin 1916); une interview rapportée par la *Vossische Zeitung*, n° 448, du 1<sup>er</sup> septembre 1916, etc.; voir aussi la conférence du fils du Gouverneur général, le professeur Fried.-Wilh. von Bissing, à Munich, le 4 novembre 1915 (*Neue Münchner Nachrichten*, n° 568, du 6 novembre 1915), notant la reprise de l'activité économique en Belgique sous l'administration de son père, etc.

S'il n'y avait pas eu possibilité pour les Belges de s'employer au travail en Belgique d'une façon honorable, par quelle raison inavouable faudrait-il expliquer les efforts incessants de l'Administration allemande pour ramener en Belgique occupée les Belges réfugiés à l'étranger (Voir les documents officiels allemands reproduits au chapitre XIV), l'institution d'une taxe du décuple des contributions à charge des Belges absents (janvier 1915), et la campagne de presse longue et insistante des journaux officiels allemands, faisant valoir les avantages de l'existence indépendante du travailleur en Belgique sur l'état de dépendance du Belge vivant d'allocations hors de sa patrie (Voir même chapitre)?

Et enfin, il y a un contraste qui éclaire le débat plus encore peut-être que les démonstrations directes.

Vous dites, Monsieur le Gouverneur général, que l'Allemagne a en

abondance du travail rémunéré à offrir, tandis que la Belgique n'en a pas. Acceptons un instant cela pour fait. Mais vous dites aussi que « le blocus anglais et la guerre ont contraint les territoires occupés à une communauté économique intime avec l'Allemagne ». Alors je demande : Où est la raison de cette différence d'économie entre les deux pays également bloqués ?

Vous dites encore que l'Allemagne a de la nourriture, tandis que la Belgique n'en a pas. Si c'est vrai, je demande : D'où provient cette inégalité singulière ? Où sont passés les produits de l'élevage et les récoltes de l'agriculture belge ? N'était-ce donc qu'un leurre, ces innombrables articles de la presse allemande où l'on a célébré jusques hier, comme une preuve de la magnanimité du vainqueur, le fait que la Belgique occupée se pouvait alimenter mieux que l'Allemagne (1) ?

En tout cas, je demande comment s'accorde votre alléchante description de l'alimentation de l'ouvrier allemand, avec la lettre du 27 septembre 1916 du maréchal von Hindenburg au chancelier von Bethmann-Hollweg (*Nordd. Allg. Ztg*, 17 nov. 1916, 1<sup>re</sup> édit.), que vous ne pouviez ignorer au moment où vous donniez à Berlin votre interview au correspondant du *New-York Times*, puisque le Chancelier l'avait lui-même communiquée, en l'appuyant de son autorité, aux Gouvernements confédérés de l'Empire et aux chefs des associations agricoles. Cette lettre disait — et vous remarquerez qu'il s'y agit plus particulièrement de la région rhénane, en laquelle surtout vous comptez mettre au travail les ouvriers déportés de Belgique — (*nous soulignons*) :

---

(1) En octobre 1916 encore, un journaliste suédois, M. Gustave Sjösteen, habitant Berlin depuis plusieurs années et qui prend ses informations à des sources officieuses allemandes, contestait, dans une longue correspondance au *Göteborgs Handelstidning* (n° 250 du 16 septembre 1916), les données du livre du sénateur suédois G. H. von Koch « *Det hungrande Belgien* » (*La Belgique affamée*) ; d'après lui le livre de M. G. H. von Koch aurait dû plutôt être intitulé : « *Det mättade Belgien* » (*La Belgique rassasiée*, ou même plus littéralement « *repue* »), et il s'appuyait pour le prouver sur toutes sortes de renseignements allemands. M. G. H. von Koch ayant répliqué dans le *Nya Dagligt Allehanda* (26 octobre 1916), M. G. Sjösteen revient à la charge dans le *Göteborgs Handelstidning* du 13 novembre 1916 et prétend (en résumé) que « les Belges ne souffrent pas de la faim ; que le Comité national fournit le nécessaire aux indigents ; que la pénurie et la cherté des vivres sont d'ailleurs des phénomènes qui s'observent partout, parmi les neutres aussi bien que parmi les belligérants. » Donc, dirons-nous, il y a disette en Allemagne comme en Belgique, sauf qu'en Allemagne il n'y a pas le « Comité national de secours ». Alors que fera gagner la déportation aux ouvriers belges?...

Votre Excellence sait la mission gigantesque qui échoit à notre industrie de guerre pour une issue victorieuse de la guerre. La solution de la question ouvrière est, dans ce cas, décisive, et non seulement pour ce qui est du nombre des ouvriers, mais surtout pour ce qui est de la productivité individuelle *qui doit être assurée par une nourriture suffisante*. L'Office de l'alimentation de guerre a bien voulu porter son attention spéciale sur l'alimentation des ouvriers dans l'industrie de guerre. Toutefois, attendu que l'Office de l'alimentation de guerre ne peut exercer qu'une influence légère sur l'application des mesures, il est nécessaire d'avoir recours à la coopération unanime et dévouée des autorités des centrales régionales, et des autorités administratives et communales qui leur sont subordonnées.

Il me semble que, parmi ces autorités, on ne discerne pas partout suffisamment qu'il s'agit de l'existence ou de la non-existence de notre peuple.

*Il est impossible que nos ouvriers restent à la longue productifs si on ne réussit pas à leur distribuer, équitablement, une quantité de graisse suffisante.* Tant du bassin houiller de la Ruhr que du Siegerland et que d'autres bassins industriels on m'informe que l'on n'est pas encore parvenu à obtenir une distribution de graisse suffisante quelque peu équitable. Dans le Siegerland [environs de Cologne], il paraît que, depuis deux mois, on ne dispose que d'une quantité de graisse tout à fait dérisoire.

Il semble que dans les régions purement agricoles de l'Allemagne et dans les cercles des dirigeants de notre agriculture on ne soit pas suffisamment informé de cet état de choses... (1).

---

(1) Une correspondance du Dr Johs. Lindbaek au *Berlingske Tidende* de Copenhague (9 novembre 1916) sur la situation générale des régions rhénanes et westphaliennes confirme que, « en octobre 1916, la situation alimentaire y est beaucoup plus précaire qu'en septembre 1915 ».

De son côté, le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (4 décembre 1916, édition du soir) publie l'information ci-après :

« Dans la dernière réunion de l'Association des communes de la Westphalie on a émis l'avis que les directeurs de l'alimentation n'étaient généralement pas au courant de la situation exacte dans les communes rhénanes, et particulièrement celles des districts industriels, et l'on a exprimé l'espoir qu'aux prochaines réunions du Conseil central à Berlin, des représentants de ces communes feraient connaître la situation réelle. On a ensuite examiné les moyens pour obtenir une distribution plus efficace et comme bons moyens on a cité entre autres : de supprimer l'adjonction de pommes de terre au pain, puisque la récolte de grains était suffisante et que la qualité du pain n'y perdrait pas; de tâcher de faire cultiver plus de terrains en pommes de terre, et surtout d'avoir de bonnes pommes de terre à repiquer et des engrais suffisants; de diminuer les commissions aux commissionnaires en bétail, ces commissions faisant monter le prix de la viande, etc.; de confisquer immédiatement la récolte d'orge et de haricots, afin qu'on n'emploie pas ceux-ci pour nourrir le bétail. »

Ce qui n'empêche pas la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (n° 356 du 24 dé-



Vous dites aussi que l'Allemagne a des matières premières pour son industrie tandis que la Belgique n'en a pas. Je retiens l'aveu et derechef je demande : Par quoi s'explique cette nouvelle différence entre les deux pays ?

L'Allemagne tirerait-elle par hasard ces matières premières de certains pays neutres : Hollande, Scandinavie ou Suisse ? Mais pourquoi pas alors la Belgique aussi ?

Ou bien, le travail qu'offre l'Allemagne en si grande abondance ne serait-il pas simplement du travail de munitions et de matériel de guerre, ou encore du travail délaissé par des travailleurs allemands enlevés maintenant à l'établi et à la charrue par la guerre, c'est-à-dire tout juste les deux hypothèses que vous prétendez exclues ?

Et enfin, s'il est vrai, comme vous le dites, que c'est pour leur procurer en Allemagne du travail industriel régulier et autorisé par le droit des gens que les ouvriers belges sont déportés, comment expliquerez-vous la déportation de milliers d'entre eux *dans les territoires français occupés par les troupes allemandes* (1), immédiatement derrière leur front, en pleine zone d'opérations (départements de la Somme, de l'Aisne, des Ardennes), régions où toute industrie est arrêtée depuis longtemps et dont l'autorité militaire allemande a évacué en grande partie la population indigène ? Là où ne subsiste plus et ne pourrait plus subsister aucune activité économique, que peuvent aller faire ces équipes nombreuses de travailleurs belges, rassemblés au hasard, toutes conditions mêlées et tous métiers confondus, sinon du « travail de guerre » allemand pour des nécessités militaires d'action ou de défense ?

4. *La déportation avec travail forcé en Allemagne serait un bienfait social pour l'ouvrier belge.*

cembre 1916, 2<sup>e</sup> édition) de publier onze prétendues « lettres d'ouvriers belges » travaillant dans la susdite région, qui décrivent leur situation alimentaire comme excellente au point de vue de la facilité, de l'abondance, de la variété et du bon marché relatif du ravitaillement (Voir sur ces lettres, probablement apocryphes ou non spontanées, une indication plus détaillée au chapitre XIV et le fac-similé).

(1) L'aveu officiel de l'envoi des déportés belges ailleurs qu'en Allemagne, dans les territoires français occupés, est fait dans une note de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 8 décembre 1916, relancée en tous pays par un télégramme du Bureau Wolff (Voir la presse suisse du 9 décembre 1916, par exemple celle de Genève) : « Ni en Allemagne, ni dans les territoires français occupés, lit-on dans cette note, les ouvriers belges sans travail ne sont employés à des travaux interdits par le droit des gens. »



Le Gouverneur général reconnaît, dans son interview, que ce bienfait sera un bienfait imposé par la contrainte; il s'y glorifie de la résolution, tout allemande, de faire le bonheur des Belges *même malgré eux, et fallût-il, pour y parvenir, employer la force.*

C'est une conception et un fait.

Malheureusement, les Belges ont une conception tout opposée. C'est là aussi un fait, non moins irréductible.

Par exemple, qui accordera jamais les Belges avec le Gouverneur général sur l'assimilation puérile établie par lui, entre le système de la déportation et le phénomène de l'émigration saisonnière de quelques milliers d'ouvriers belges passant chaque année quelques semaines en France pour y faire la moisson? Cette émigration, toute volontaire, n'intéressait qu'un nombre limité de journaliers agricoles, s'absentant, à la bonne saison, pour un travail librement accepté, à accomplir sous le patronage d'œuvres sociales de protection, et rapportant des salaires contractuels qui permettaient à la plupart de réaliser des économies et d'élever ainsi la condition de leurs familles. Il n'y aurait là, paraît-il, à entendre le Gouverneur général, aucune différence avec une émigration imposée de force, en mauvaise saison, à l'ensemble de la population ouvrière (et spécialement aux ouvriers d'industrie nullement migrants) pour les tenir au travail chez l'ennemi, pendant un temps illimité, sous un régime analogue à celui des prisonniers de guerre et sans salaire librement débattu!...

Peut-être hésitera-t-on, après cela, à décider qui doit être plaint ici : ou les Belges de posséder un gouverneur si parfaitement instruit des conditions de leur félicité, ou le Gouverneur d'avoir reçu à administrer des gens si malaisés à en convaincre.

Il en résulte que, de toutes façons, les Belges ne trouveront pas le « bonheur » dans la déportation.

Y trouveront-ils au moins le bien-être?

Ce bien-être consisterait, d'après le Gouverneur général, dans trois choses : le *travail*, une meilleure *alimentation*, un meilleur *salaire*.

Le *travail* et l'entretien de la dextérité professionnelle : les ouvriers belges pouvaient avoir cet avantage en Belgique; l'autorité allemande les en a privés par ses décrets.

On vient de voir ce qu'il faut penser de l'*alimentation* de l'ouvrier en Allemagne : ce n'est pas en se chargeant de 100.000 ou 200.000 bouches de plus à nourrir qu'on y améliorera la situation.

Quant aux *salaires*, seuls les Belges qui consentiront à signer un

contrat de travail dit « volontaire » en toucheront de convenables. Mais quelle est la raison de ces hauts salaires nominaux, sinon la cherté extraordinaire des subsistances ? Combien de Belges, d'ailleurs, signeront les contrats ? Pour les autres, pas de bien-être, puisque ce sera le régime de la cantine commune, avec 30 pfennigs par jour pour l'entretien et les menues dépenses. « Ils l'auront voulu ! » dira-t-on. Mais la question n'est point là, puisque la gageure qu'on tient est de leur procurer du bien-être *malgré eux* et que, dans ce cas, il n'y a que famine et bas salaire.

Même conséquence pour le territoire occupé. Une note de faits, venue de la Belgique occupée, contient ces observations judicieuses :

L'application des mesures prises, loin de soulager les charges de la bienfaisance, aura comme conséquence de les accroître. En enlevant les chômeurs à leurs familles on prive celles-ci des avantages qu'ils pouvaient leur procurer, soit par la culture d'un peu de terrain, soit par l'élevage d'animaux domestiques, soit par des travaux variés exécutés occasionnellement pour compte de tiers et rémunérés. Par le fait que de nombreux ouvriers ont été retirés de leur travail pour être envoyés en Allemagne, le nombre de familles sans ressources est augmenté dans de fortes proportions. Il n'y a pas lieu de tenir compte dans une trop large mesure des envois d'argent d'Allemagne en Belgique : les ouvriers déportés par force, et qui refusent de signer le contrat de travail imposé par les Allemands, ont un salaire de 30 pfennigs par jour et, quant aux autres, étant donnée la cherté des vivres en Allemagne, la somme qu'ils peuvent distraire de leur gain pour leur famille ne dépasse pas 20 à 25 marks par mois.

On peut résumer en quelques lignes toute la démonstration qui vient d'être faite en ce chapitre :

L'examen des faits impose la conviction que l'autorité allemande a décrété le travail forcé des Belges en Allemagne, sans nécessité autre que celle de son avantage militaire et économique.

L'autorité allemande a agi sans franchise ni loyauté :

Par sa politique dite de *relèvement économique*, elle a fait systématiquement de la Belgique un désert industriel, et des ouvriers belges des *chômeurs forcés*, à la fois dans l'intérêt de l'approvisionnement de guerre de l'Empire et de l'industrie allemande concurrente ;

Par sa politique dite de *relèvement social*, elle fait systématiquement de la Belgique un désert d'hommes, et, des chômeurs belges, des *forçats*, déportés et enchaînés, en Allemagne même ou en territoire français occupé, au service de l'organisation de guerre de l'Empire.

---

## Zivilarbeiterpostkarte



Fac-similé de la carte postale spéciale créée par l'autorité allemande pour l'usage des travailleurs civils déportés. Voir ci-contre (chapitre XXI, § 3, D) le texte de l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1940, du général von Unger, sur le service postal des travailleurs civils de nationalité non allemande déportés *dans la zone d'étapes du front Ouest*, au service des intérêts militaires allemands ; et, aussi le commentaire imprimé au revers de cette page.

*Ce fac-similé se rapporte à la page 114.*

## LES TRAVAILLEURS CIVILS BELGES DÉPORTÉS, TRAITÉS EN PRISONNIERS DE GUERRE

Le règlement édicté par l'arrêté du 1<sup>er</sup> décembre 1916 du général von Unger démontre lumineusement que les travailleurs civils belges sont soumis à des restrictions de liberté analogues au régime des prisonniers de guerre :

- Autorisation de correspondre limitée à une carte postale par semaine ;
- Obligation d'employer, pour cette correspondance, des cartes d'un modèle nouveau, destinées à faciliter les opérations d'un contrôle spécial (Voir le fac-similé ci-contre) ;
- Interdiction d'indiquer sur l'adresse le lieu du travail ;
- Précautions spéciales pour le contrôle des colis postaux, etc.

Le préambule de l'arrêté révèle que des travailleurs civils déportés sont assujettis au travail « dans la région des étapes occidentales », c'est-à-dire dans la zone de guerre dépendant du front allemand de Flandre et de France. Ce détail, joint à l'interdiction de mentionner le lieu du travail, prouve irrécusamment que les travailleurs civils belges sont assujettis à des travaux d'intérêt militaire.

On trouvera aussi une mention de la carte postale spéciale, obligatoire pour travailleurs civils, dans la *Deutsche Tageszeitung*, numéro du 21 décembre 1916, édition du matin.



## CHAPITRE XIII

### L'ACHÈVEMENT DU PLAN ALLEMAND : INCORPORATION DES RES- SOURCES TOTALES DE LA BELGIQUE, EN HOMMES ET EN BIENS, DANS L'ORGANISATION DE GUERRE DE L'EMPIRE ALLEMAND

---

L'ouvrier belge à qui sa conscience interdit de contracter un engagement dit *volontaire* dans les conditions que nous avons décrites, est mis au travail en Allemagne ou en France de vive force et pour le salaire de 30 pfennigs par jour. C'est ce que le Gouverneur général appelle « une bénédiction pour la Belgique ».

Les journaux allemands dénieient de leur côté — on a vu avec quelle énergie — qu'il y ait une corrélation entre l'arrêté du 3 octobre 1916 et l'organisation de guerre de l'Empire.

Il faudrait donc croire que la mesure prise ne l'a été que dans une pensée exclusivement humanitaire, pour la satisfaction élevée de faire du bien aux Belges, en dépit de leur ingratitude trop certaine, et pour l'honneur d'avoir servi, avec un parfait désintéressement, le haut idéal de la culture allemande?...

Trêve de mots! Les faits seuls doivent compter.

Il est un premier fait : c'est que l'arrêté du 3 octobre 1916 émane du Grand Quartier général allemand : il a donc essentiellement le caractère d'une mesure d'*intérêt militaire* (1).

Ce n'est, en Belgique occupée, un mystère pour personne que, au début, le gouverneur général von Bissing se montrait personnellement hostile à l'extension de la mesure au territoire soumis à son administration civile et l'on croit être certain que son voyage à Berlin, lors de l'interview donnée au correspondant du *New-York*

---

(1) Le comte zu Reventlow dit dans la *Deutsche Tageszeitung*, n° 434, du 1<sup>er</sup> décembre 1916, édition du soir : « L'emploi des chômeurs belges a eu lieu sous les auspices du commandement supérieur militaire. Cela constitue une mesure irréprochable au point de vue du droit des gens et qui, d'autre part, est prise dans l'intérêt des sans-travail comme dans l'intérêt militaire et patriotique de notre cause allemande. »

*Times*, avait eu pour but de faire une suprême démarche en vue de détourner l'autorité gouvernementale allemande de la faute qu'elle allait commettre. Cette démarche n'ayant pas réussi, il ne restait plus au Gouverneur général qu'à se rallier à l'« avis du plus fort ». Il le fit dans l'interview avec tout le zèle du néophyte.

Il est un second fait d'évidence : c'est que la déportation et l'astreinte de la population civile belge au travail en Allemagne auront pour résultat de libérer, pour le service de l'armée allemande, un nombre égal d'Allemands mobilisables.

Il importe peu ici de savoir si les Belges déportés seront ou non affectés à la fabrication des munitions et du matériel de guerre. En quelque chantier allemand qu'ils soient versés, ce qu'un travailleur belge sera contraint d'y faire, un travailleur allemand devait l'y accomplir, qui en sera désormais exonéré, devenant, par conséquent, disponible pour d'autres tâches non circonscrites par la Convention de La Haye. Comme le dit le cardinal Mercier, tout Belge déporté vaut un soldat de plus aux armées allemandes.

Que ce résultat ait été *voulu* comme tel, comment le nier, puisqu'il est la suite inévitable de la mesure prise et qu'il tourne au profit de celui qui la prend ?

Qu'il ait été *intentionnellement recherché*, qu'il soit donc le but catégorique de la mesure, comment en douter puisqu'il est le but officiel sur lequel l'Allemagne a orienté, précisément à ce même instant, toutes les activités de sa propre vie économique dans laquelle elle introduit de force le travailleur belge déporté ?

Là est le point capital de toute l'affaire.

Le régime d'esclavage industriel en Allemagne, institué par l'arrêté du 3 octobre 1916, n'est pas un régime d'exception appliqué isolément à la Belgique.

C'est la traduction en un décret « belge », d'une mesure d'ordre général arrêtée *pour tous les territoires occupés par les armées allemandes*, aussi bien au front oriental qu'au front occidental et peut-être dans les Balkans.

Le 13 octobre 1916, c'est-à-dire le jour même où la *Gazette de Cologne* se faisait écrire de Bruxelles la correspondance rapportée au chapitre II, annonçant l'application de l'arrêté du Grand Quartier général, le *Berliner Tageblatt* (édition du matin) publiait, sous le titre général : « La *contrainte* au travail dans les régions occupées », le compte rendu d'une réunion du Comité central des délégués des partis au Reichstag, tenue la veille; on y lisait entre autres choses (*passages soulignés par le journal même*) :

Sur les demandes de renseignements d'un orateur social-démocrate, le secrétaire d'État Helfferich déclare qu'on ne pouvait renoncer à la levée de la main-d'œuvre se trouvant sans emploi dans les régions occupées, et ce dans l'intérêt même de ces régions. Le secrétaire d'État renvoie à la loi anglaise sur le travail des munitions qui, dans la « libre Angleterre », a créé pour les travailleurs anglais eux-mêmes une contrainte de travail à peine déguisée.

Il ajouta que les mesures prises par nous, s'appliquant sur le terrain du droit des gens, doivent être jugées à la lumière des nécessités de la guerre.

Le directeur ministériel Dr Lewald renvoie à une ordonnance promulguée dans les régions occupées, d'après laquelle les personnes qui sollicitaient l'assistance publique et qui voulaient se faire entretenir aux dépens des deniers publics, pouvaient être emmenées de force au travail (1). *Cette ordonnance s'applique aux régions occupées en Belgique, dans le nord de la France, de même que dans l'Est.* Les terres agricoles des régions occupées doivent être cultivées et entièrement exploitées, *parce que nous ne sommes pas en situation d'en tirer des moyens de subsistance.* L'Administration urbaine de Lille n'ayant pu être amenée à fournir la main-d'œuvre, le commandement militaire a dû intervenir. Des méprises n'ont pas pu être évitées, mais incontestablement nous avons le droit de recourir à une telle mesure.

En effet, des arrêtés semblables à ceux qui avaient été promulgués en Belgique avaient été promulgués simultanément en Pologne par le gouverneur général von Beseler.

En outre, la déclaration du Dr Lewald révèle, d'une manière explicite, que toutes ces mesures, identiques de part et d'autre, sont la réalisation d'un plan général d'exploitation à outrance de toutes les régions occupées, dans l'intérêt de l'Empire.

Quelques semaines après, en novembre 1916, le Gouvernement impérial, abattant tout son jeu devant la nation allemande, lui faisait part de ce qu'elle-même, tout entière, devait se soumettre à une obligation analogue en vue de porter au maximum l'effort de guerre de l'Empire. La loi décrétant la mobilisation civile pour le « service auxiliaire patriotique », déposée au Reichstag, n'était rien d'autre que l'institution du travail obligatoire pour les civils allemands de dix-huit à soixante ans au profit de l'organisation de guerre de l'Empire.

---

(1) C'est l'arrêté du 3 octobre 1916 reproduit au chapitre I, préparé par les arrêtés des 2 et 15 mai 1916 reproduits au chapitre XI, § 2. (*Note de l'auteur*).

Une note Wolff du 14 novembre le déclare en ces termes, après avoir annoncé la création, à côté du nouvel Office de la guerre, sous la direction du major-général Gröner, de deux états-majors, l'un technique, l'autre militaire (*nous soulignons*) :

Nous apprenons, en outre, que l'on projette l'utilisation *pour les services auxiliaires et la production du matériel de guerre*, de toutes les énergies de travail indispensables, soit volontairement, soit, si cela apparaît nécessaire en ce qui regarde les hommes, avec introduction de l'obligation du travail.

De son côté, le journal officiel de la Chancellerie impériale, la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, du même jour, publiait ce communiqué (*nous soulignons*) :

Les efforts que font nos ennemis pour renverser, par l'emploi de tout le matériel de leur industrie de guerre, la muraille de nos troupes héroïques, imposent l'obligation de répondre à ces attaques par des moyens adéquats. De là résulte la nécessité de développer *notre industrie de guerre pour laquelle les ouvriers ne doivent pas être seuls à être enrôlés. Pour faire tête à l'ennemi et maintenir intactes ces forces auxiliaires*, il sera peut-être nécessaire d'introduire une certaine obligation du travail. Étant donné le profond sentiment du devoir dont les classes ouvrières allemandes ont fourni la preuve durant la guerre, il est à penser que des forces suffisantes s'offriront spontanément, rendant ainsi superflues les mesures de coercition. Il n'est naturellement pas question d'une diminution des salaires. On peut ajouter que toutes les questions importantes seront amplement discutées avec les représentants des classes ouvrières. L'obligation du travail des femmes n'est pas prévue. Sur la forme de l'obligation du travail pour les hommes, il n'est pas possible encore de donner des détails précis parce que les autorités compétentes poursuivent l'étude de la question.

A partir de cette date, les déclarations de la presse officieuse, destinées à former l'opinion et à préparer le vote du projet, se multiplient :

*Kölnische Zeitung*, 15 novembre 1916, n° 1164 (*souligné par nous*) :  
« ... Oui, on peut dire que la nécessité du *nouveau genre de service obligatoire* s'affirme de plus en plus après chaque nouveau mois de guerre et exigera une affectation plus étendue des forces non encore utilisées jusqu'ici. »

*Kölnische Zeitung*, 16 novembre 1916, n° 1166 (*souligné par nous*) :  
« ... La *fabrication des munitions et tout ce qui s'y rattache* a pris, à l'heure actuelle, afin de faire face aux efforts désespérés de l'ennemi et pour le



dépasser même, un tel développement, qu'on dut enlever au service armé un nombre de combattants dépassant la proportion ordinaire, sans qu'une compensation fût fournie. De même, *l'organisation du ravitaillement alimentaire* se subdivisant de plus en plus, exige une *armée croissante d'effectifs auxiliaires*. Une dure nécessité commanda ainsi de transformer ce qui était déjà un droit moral incontestable en un droit positif, et de *mettre à la disposition de l'État également la population civile*. En temps de paix, ce serait une révolution énorme, injustifiable; en temps de nécessité, le peuple trouve naturel et juste que non seulement celui qui est apte à porter les armes, mais aussi tout citoyen quelconque, serve la communauté, et qu'on l'y force, s'il refuse. »

*Kölnische Volkszeitung*, 16 novembre 1916, n° 923, article intitulé : « La Mobilisation civile » (*souligné par nous*) :

« ... L'intérêt de la patrie et, en même temps, celui de tous les particuliers, exige que le peuple allemand mette l'ensemble de la main-d'œuvre au service de la communauté... Par la notion de *service auxiliaire patriotique*, il faut entendre toute activité qui, soit directement, soit indirectement, s'exerce dans l'intérêt de la conduite de la guerre. A cette catégorie appartient, cela va sans dire, également le ravitaillement de la population en toutes choses nécessaires à la vie et en tous autres objets dont l'homme a besoin. Le but de toute la mesure est de libérer le plus de militaires possible pour les remplacer par les effectifs réunis au moyen des nouvelles mesures. D'autre part, grâce à l'augmentation de la main-d'œuvre, on amènera un accroissement de la production de toutes les affaires travaillant directement ou indirectement pour les besoins de l'armée, et aussi de l'économie rurale. »

La *Vossische Zeitung* du même jour, n° 588, fait valoir que « la mobilisation de toutes les forces utiles pour le travail de guerre est, comme le service militaire, un ordre impératif de la nécessité ».

*Vossische Zeitung*, 19 novembre 1916, n° 594, article de Georg Münch : « Le Travail obligatoire » (*souligné par nous*) :

« ... La notion d'industrie est d'ailleurs plus difficile à déterminer aujourd'hui que jamais. Non seulement la fabrication de canons, de fusils et de projectiles sert à cette industrie, mais aussi toute l'armée des producteurs de fer et de charbon, de même que l'industrie de l'électricité, l'industrie chimique, l'industrie du vêtement et beaucoup d'autres choses... Oui, en vérité, l'on doit dire que le dernier laboureur qui cultive la terre avec sa charrue collabore, lui aussi, à la conduite efficace de la lutte technique même que nous menons contre un monde ennemi. »

Le même jour, la presse allemande reproduit un communiqué

du Bureau de guerre de la presse (*Kriegspresseamt*) assimilant entièrement le service auxiliaire général pour la patrie au service militaire général et ajoutant que, par son but direct comme par son but médiat, la mesure répond à une utilité de guerre :

Le service auxiliaire patriotique aura comme but direct *d'élever le rendement de notre industrie de guerre* et d'améliorer le ravitaillement de la population en vivres et autres produits de pressante nécessité. Le but médiat du service auxiliaire de guerre sera de libérer pour le service d'armée au front ou dans les étapes les individus jusque-là indispensables dans le service civil de guerre (*die bisher im Kriegszivildienst Unentbehrlichen für den Heeresdienst an der Front oder in der Etappe freizumachen*).

Ajoutons encore ces citations :

*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 20 novembre 1916, n° 926, discours du lieutenant-général Gröner, chef du ministère de la Guerre (*souligné par nous*) :

« Les buts de la loi sont tout d'abord de procurer de la main-d'œuvre pour l'industrie de guerre, ensuite de libérer pour le service armé des combattants qui jusqu'ici étaient indispensables dans des organismes de l'intérieur, enfin de fournir au nouveau ministère de la Guerre une base politique solide pour son activité. »

*Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, 22 novembre 1916, n° 324, article officieux : « L'unité d'action » (*souligné par nous*) :

« ... Ce qui s'impose en tout premier lieu pour la conduite efficace de la guerre, c'est l'unité de l'action, même sur le front de l'intérieur. La guerre n'est pas seulement une lutte des armements, c'est également une lutte économique. La production du matériel de guerre et le ravitaillement de la population sont tout aussi importants pour mener la guerre à une bonne fin que les opérations de guerre elles-mêmes ; en toutes ces choses, nous avons besoin de la plus intime collaboration de tous les intéressés. La plus importante mission des chefs est de produire cette collaboration et de la maintenir debout. Leur action commune sera encore une fois établie dans la question du service auxiliaire national. »

Le texte du projet et les déclarations officielles données en commentaire sont venus confirmer de la manière la plus claire cette interprétation générale de la mobilisation civile.

Le projet, qui fut finalement adopté par le Reichstag le 2 décembre 1916, stipule, en effet, que tout citoyen allemand, âgé de dix-sept à soixante ans, pour autant qu'il n'ait pas déjà été mobilisé dans les troupes armées, est tenu de remplir un service auxiliaire national pendant la guerre.

D'après l'exposé des motifs rapporté par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 23 novembre 1916, n° 325 :

*Sont considérées comme faisant partie du service auxiliaire national toutes les personnes employées dans des administrations, dans des institutions administratives, dans l'industrie de guerre, dans l'agriculture, dans des services de santé et dans les organisations de guerre de toute espèce ainsi que dans d'autres professions et affaires, directement ou indirectement exploitées pour la conduite de la guerre, pour autant que le nombre de ces personnes ne dépasse pas les besoins.*

La corrélation de ces dispositions avec la mesure prise simultanément en Belgique, pour la mise des Belges au travail forcé en Allemagne, est évidente. Elle s'est accusée davantage encore dans les commentaires et discussions auxquels donna lieu le projet.

Le secrétaire d'État pour l'Intérieur, le vice-chancelier Helfferich, dans la séance du Comité central du Reichstag du 23 novembre 1916, définit (*Nordd. Allgemeine Zeitung*, 24 nov. 1916, n° 326) le but de la loi : rendre disponible de la main-d'œuvre pour l'activité économique indispensable à la conduite de la guerre, et ce, sans enlever des combattants à l'armée (*nous soulignons*) :

... On n'ignore pas, dit-il, que, de plus en plus, la guerre est devenue une guerre de munitions et une guerre d'artillerie, dans laquelle l'influence des moyens auxiliaires matériels de la machine surgit d'une façon toujours plus forte et plus décisive. Les quantités accrues de matériel de guerre qui devaient être produites, exigeaient, avant toutes autres choses, la main-d'œuvre nécessaire pour sa production; le maintien et l'extension du ravitaillement de la population aussi, de même que le ravitaillement de la population en objets de première nécessité, sont essentiellement une question de main-d'œuvre.

Pour la conduite de la guerre et le ravitaillement de la population, comme pour les départements les plus nécessaires à la vie de notre activité économique pendant la guerre, la main-d'œuvre devait en toute hypothèse être rendue disponible en nombre suffisant; le but et l'intention de la loi sont de s'assurer cette main-d'œuvre.

... Le nombre des personnes aptes à travailler qui sont sans occupation quelconque est, toute proportion gardée, minime aujourd'hui; le centre de gravité de l'application de la loi ne sera donc pas situé dans l'affectation de ceux qui sont inoccupés, mais dans l'affectation de la main-d'œuvre utilisée jusqu'ici pour certaines activités, à des activités en corrélation avec la conduite de la guerre et le ravitaillement de la population.

Le lendemain (séance du 24 novembre) le projet est officiellement développé par le secrétaire d'État pour l'Intérieur devant le

Comité central du Reichstag, et M. Helfferich (d'après la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 25 novembre 1916, n° 327) affirme l'extension illimitée du projet :

... On doit considérer comme entrant en ligne de compte pour le service auxiliaire patriotique (national) toute activité qui, directement ou indirectement, est d'importance pour la conduite de la guerre et pour le ravitaillement de la population. Cette définition ouvre cependant un large champ à l'interprétation.

Dans une autre partie de son discours, que le journal officieux allemand se borne prudemment à résumer, le secrétaire d'État montre les liens étroits qui, dans sa pensée même, rattachent la déportation des civils belges à la mobilisation civile en Allemagne.

Le secrétaire d'État parla ensuite des mesures qui pourront être prises, et qui ont été prises, pour affecter également au travail en Allemagne la population des territoires occupés, dans les limites tracées par le droit des gens et par certaines considérations purement matérielles.

Enfin, les derniers voiles se levèrent dans la discussion publique au Reichstag le 2 décembre 1916. Nous empruntons au compte rendu (officiel) de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 3 décembre 1916, n° 335, les passages ci-après qui démontrent à quel point le Reichstag, à son tour, considérait comme des *mesures connexes* l'arrêté du 3 octobre 1916, promulgué en Belgique occupée, et le projet de loi sur la mobilisation civile allemande.

*Extrait du discours du député Haase (socialiste minoritaire) :*

« ... Des milliers d'ouvriers dans les territoires occupés ont été soumis au travail forcé : nous invitons instamment le Gouvernement à rendre à ces ouvriers la liberté, spécialement en Belgique. Vraiment nous n'avons aucune sympathie dans les pays neutres; même le Pape a élevé une protestation contre ce procédé, de même que plusieurs États neutres. Le bon sens lui-même commande de renoncer à ce procédé qui, de plus, est en opposition avec les Conventions de La Haye, que nous avons reconnues... »

Si les deux mesures eussent été sans rapport logique, il va de soi que le Reichstag eût opposé simplement la question préalable à la proposition de M. Haase; le Reichstag n'eût pas consenti à laisser mêler à la discussion d'un projet allemand, d'ordre purement intérieur, une discussion de politique internationale. Le Reichstag n'en fit rien : preuve que, tout en ne partageant pas l'opinion du député



Haase, il avait pleinement le sentiment que son discours rentrait dans l'objet de la discussion.

Le député Behrens, socialiste majoritaire, répondit directement à l'adjuration de son collègue socialiste : sans contester aucunement le rapport logique existant entre les deux mesures, il se borna à affirmer la légitimité de la déportation des civils belges.

Après lui, le secrétaire d'État Helfferich intervint pour soutenir le même point de vue :

*Extrait du discours de M. Helfferich :*

« ... Je remercie l'honorable préopinant (Behrens); il m'a débarrassé d'une grande partie de ma responsabilité. Qu'il me soit permis d'ajouter encore quelques-mots. Le député Haase s'est occupé de l'affectation des ouvriers belges au travail. Il a prétendu que cette affectation pèche contre le droit des gens et il a déduit de là les conclusions habituelles. J'affirme que l'affectation au travail des chômeurs belges s'effectue foncièrement dans les limites du droit des gens. Ils ne sont affectés à aucun travail auquel il ne soit permis de les affecter selon le droit des gens. Nous nous plaçons ainsi, formellement et matériellement, sur le terrain du droit des gens; nous faisons usage de notre bon droit. De plus, en affectant les sans-travail belges au travail, nous remplissons un devoir à l'égard de nos propres troupes. (*Vive adhésion.*) Ces troupes ont intérêt à ce que l'ordre et la sécurité règnent là-bas; il n'y a pas de plus grand ennemi de l'ordre que la paresse. Il est intolérable qu'il y ait là-bas une population désœuvrée et agitée. L'affectation au travail s'est effectuée dans une forme telle, qu'elle profite également à la population belge elle-même. Il est de notre intérêt, et il est également de l'intérêt des ouvriers belges, généralement braves et zélés, qu'il ne séjourne pas là des gens qui ont trouvé le moyen de rester les bras croisés, d'un bout de l'année à l'autre. La population ne peut pas perdre l'espoir dans l'avenir de son propre pays. Nous n'avons pas l'habitude de faire les affaires de l'Angleterre.

Un autre député socialiste de la minorité, Dittmann, insista alors, disant qu'il ne pouvait se ranger à l'avis du secrétaire d'État, sur le point de droit soulevé; il était question ici, d'après lui, non seulement de droit des gens, mais d'engagement contractuel. Il s'exprima comme suit :

*Discours du député Dittmann (socialiste minoritaire) :*

En opposition avec le secrétaire d'État, je tiens à rapporter que, lorsque, jadis, les ouvriers belges qui s'étaient réfugiés en Hollande retournèrent en Belgique, le gouverneur général von Bissing assura

que ces ouvriers belges ne seraient en aucune circonstance transférés en Allemagne. Cette déclaration rassurante n'a pas été respectée.

La *Frankfurter Zeitung* nous a annoncé, de Washington, que la question des déportations soulevait les plus grandes inquiétudes aux États-Unis. Cela démontre quelles difficultés une telle mesure prépare actuellement au Gouvernement allemand et combien cela porte préjudice au rapprochement de la paix.

M. Helfferich répondit, toujours sans opposer la question préalable :

*Le secrétaire d'État de l'Intérieur :*

Je regrette extrêmement cette discussion. Elle contribuera à affaiblir une partie des bons effets que la loi apporte à nos soldats du front. Comme le préopinant a reproché au gouverneur général von Bissing d'avoir violé la parole donnée, je démens cette affirmation. A quelle source le préopinant se documente-t-il donc ? Dans des journaux ennemis et des journaux neutres qui, actuellement, en partie, plaident la cause de nos ennemis. Lorsque le député Dittmann débite ces choses à la tribune, il soigne, qu'il le veuille ou non, les intérêts de nos ennemis.

Ainsi, dans la campagne de presse, ouverte pour faire comprendre aux Allemands le but de la mobilisation civile, comme dans les déclarations des autorités officielles elles-mêmes au moment de la discussion du projet, on a insisté à l'envi, et *unanimentement*, sur son caractère de contribution patriotique allemande des civils à l'effort de guerre de l'Empire et sur l'impossibilité, pour les armées allemandes, de continuer leurs opérations avec succès sans cette *coopération étroite, et sans réserves, de l'élément civil avec les soldats*.

Or, c'est précisément *pour être versés et incorporés eux-mêmes, ensemble avec les civils allemands et comme travailleurs forcés complémentaires, dans cette vaste ORGANISATION DE GUERRE* de la puissance économique de l'Empire, que les Belges sont déportés en Allemagne.

Le voulût-on, il serait désormais impossible que leur travail forcé, en Allemagne, encadré et mis à sa place dans l'activité d'ensemble de l'Empire, tout entier militarisé contre ses ennemis, ne fût pas lui-même, suivant l'expression du secrétaire d'État Helfferich, « une activité économique en corrélation avec la conduite de la guerre ».

La conclusion saute aux yeux : l'arrêté du 3 octobre 1916 appliqué en Belgique n'est pas une mesure de politique sociale et humanitaire ; c'est une mesure de guerre.

C'est une coercition instituée directement dans l'intérêt militaire de l'occupant, pour associer, bon gré mal gré, les populations non combattantes et sans défense des pays occupés à l'œuvre de guerre de l'Empire allemand contre leur patrie.

Elle marque le second stade de réalisation du plan allemand tendant à l'incorporation totale des ressources des pays occupés, tant en hommes qu'en biens, dans l'organisme militaire de l'Allemagne.

Le premier stade avait été l'exécution du plan Rathenau comportant l'épuisement méthodique des richesses économiques des territoires occupés.

Le second comporte l'exhaustion méthodique de leur main-d'œuvre pour la verser dans le réservoir de la main-d'œuvre allemande simultanément mobilisée.

Le plan paraît devoir se parachever par la rafle suprême de tous les vivres restants et leur confusion dans le magasin général du ravitaillement de l'Empire.

On a pu lire, en effet, au début de novembre 1916, dans plusieurs journaux allemands officiels, cette note significative (*nous soulignons*) :

*Plans économiques pour les territoires envahis.*

Le Reichstag a reçu un rapport étendu concernant les motions présentées au Comité d'économie domestique au sujet de la question de l'alimentation, et des explications y données par les représentants des Gouvernements alliés. Les déclarations suivantes méritent d'être relevées d'un discours du président de l'Office de l'Alimentation, von Batoeki :

« Les plans économiques en sont au point que nous préparons un inventaire de tout ce que nous avons. Cet inventaire se rapporte aux territoires occupés. Une discussion décisive là-dessus aura lieu le 7 novembre, à laquelle participeront des représentants des territoires envahis, de même que nous érigeons un plan uniforme pour l'économie intérieure des territoires occupés afin de savoir clairement comment nous aurons à organiser notre économie entière. Nous ne pouvons pas oublier que les territoires occupés ne sont pas beaucoup moins étendus que l'Allemagne, que les espaces de terrains cultivés y sont très grands et que peut-être nous devons songer à incorporer techniquement leur économie dans la nôtre. » (Traduit de la *Kölnische Volkszeitung*, 9 novembre 1916, n° 903.)

## CHAPITRE XIV

### LA QUESTION DE BONNE FOI

---

Lüge, Verleumdung, Heuchelei sind der deutschen Volkpsyche so fremd, so zuwider, dass uns ein auf solcher Grundlage aufgebauter Erfolg verächtlich erscheint.

« Le mensonge, la calomnie, l'hypocrisie sont si étrangers, si opposés au caractère national allemand qu'un succès remporté par de tels moyens est, à nos yeux, une indignité. »

(Dr DURINGER, président du Tribunal national supérieur à Carlsruhe. *Der rote Tag*, n° 275 du 22 novembre 1916, p. 2, col. 1.)

Nous nous abstenons délibérément d'ouvrir, sur les faits maintenant établis, aucune discussion de droit des gens.

A la conscience de chacun de décider du jugement à prononcer sur la légitimité de l'arrêté du 3 octobre 1916 au regard du droit des gens ou des lois de l'humanité.

Au reste, à quoi bon un débat là-dessus et comment le conduire ? Il est bien à craindre que, sur aucune question relevant de ces deux domaines de la conscience publique, il ne soit plus possible aujourd'hui, pour un Européen d'Occident, de soutenir une discussion quelconque avec un Allemand. La raison en est simple. *Discuter* suppose qu'on est au moins d'accord sur les principes fondamentaux de la matière débattue. Entre l'Allemagne et le reste du monde, il n'y a évidemment pas, ici, communauté de principes ni sur les règles de la guerre ni sur les préceptes de la politique, puisque l'Allemagne prétend qu'elle agit ici selon son droit et selon le Droit, tandis que, de fait, son acte a soulevé l'horreur universelle, et même la réprobation officielle de la plupart des Gouvernements neutres : Espagne, Hollande, Vatican, Suisse, États-Unis.

Mais, à défaut d'une discussion de droit et de morale, et après



l'examen de la véracité des explications allemandes, il reste encore une question de bonne foi contractuelle à vider.

Quelle que soit leur propre opinion sur l'étendue de leur droit d'occupants, les Allemands avaient-ils gardé les mains libres pour ordonner la déportation des civils belges?

Sont-ils fondés à faire, comme ils le font, un reproche aux autorités locales belges d'avoir refusé de leur communiquer des listes de chômeurs à déporter, et à rejeter, par suite, sur ces autorités, la responsabilité des prétendues « méprises » d'exécution, par lesquelles ils essaient d'excuser et de pallier l'extension subreptice de l'arrêté du 3 octobre 1916 à toute la population mâle de la Belgique indistinctement?

Ceci est le dernier objet possible d'un débat entre hommes civilisés en discorde sur tout le reste. Sans bonne foi réciproque, sans respect de la parole donnée, il n'est pas de société possible, les groupes humains se dissolvent et retombent aux mœurs d'entre-égorgement d'une horde de loups en maraude.

Considérons donc, une dernière fois, à ce point de vue ultime, les faits et les documents allemands.

### § 1. — Une première série d'engagements allemands.

Les autorités locales belges ont certes le droit imprescriptible de ne pas s'associer à une violence injuste faite à leurs administrés.

Elles le tiennent non seulement des conventions internationales, mais de ces lois suprêmes, que l'on a précisément appelées « non écrites » parce que l'humanité a toujours pu se dispenser de les transcrire sur ses tables de bronze ou sur le parchemin de ses chancelleries, la Providence elle-même les ayant faites éternelles et gravées au plus profond de la conscience des humains.

Mais, indépendamment de ce droit international et naturel, les autorités locales belges pouvaient aussi invoquer les obligations positives, spontanément contractées par l'autorité allemande, depuis l'occupation, envers la population de la Belgique.

Il est de fait, *en premier lieu*, que, lors de la constitution de la *Commission américaine for Relief in Belgium* et du Comité national belge qu'elle venait assister, l'appréhension se fit jour en Belgique de voir l'autorité allemande se servir de l'intermédiaire de ces associations et des renseignements statistiques qu'elles devraient nécessairement rassembler sur la population belge, pour organiser l'enrôlement de celle-ci ou pour exercer sur elle une pression contraire

à ses sentiments patriotiques. En présence de cette méfiance et en vue de la dissiper, l'autorité allemande, qui avait intérêt à ce que la Commission américaine la déchargeât du devoir de ravitailler la population belge, prit l'engagement de ne jamais se servir, pour ses besoins administratifs ou ses desseins politiques, des listes d'assistance qui seraient établies. Elle prit cet engagement dans une lettre du baron von der Lancken, chef du département politique du Gouvernement général allemand, datée du 29 juillet 1915, à M. Brand Whitlock, ministre des États-Unis à Bruxelles, et l'un des protecteurs de la *Commission for Relief in Belgium* (Cf. Mémoire anglais du 8 juillet 1916, chap. XI, § 2).

Que fait-elle d'autre cependant que violer cet engagement, lorsqu'elle réclame des autorités locales belges la production de listes de chômeurs, pour faire de ceux-ci des proscrits et des forçats au service de l'organisation de guerre de l'ennemi, et qu'elle prétend contrôler sévèrement les déclarations de non-assistance des personnes convoquées pour la déportation ?

Il est de fait, *en second lieu*, que l'Administration allemande avait spontanément attesté à la population belge son intention de ne jamais attenter à ses sentiments patriotiques.

Le 2 septembre 1914, en entrant en fonctions, le feld-maréchal baron von der Goltz avait fait afficher dans toute la Belgique la proclamation, déjà citée, disant :

... Les citoyens belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées.

Citoyens belges,

Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis des ordres du Gouverneur général. Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'État et des communes qui sont restés à leurs postes. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie.

Le 16 décembre 1914, son successeur, le gouverneur général baron von Bissing avait fait afficher de même, dans les placards de « Nouvelles publiées par le Gouvernement allemand », l'attestation ci-après, déjà mentionnée :

Berlin, 15 décembre. — Au correspondant du *Hamburger Korrespon-*

dent, le nouveau gouverneur général en Belgique, général baron von Bissing, a fait les déclarations suivantes : « Je veux maintenir l'ordre et la tranquillité dans ce pays, qui est devenu la base des opérations de nos troupes. Il faut que notre armée sache que l'ordre règne derrière elle, afin qu'elle puisse toujours librement diriger son regard uniquement en avant. J'espère aussi pouvoir, la main dans la main avec l'Administration civile, faire beaucoup pour la situation économique. Lorsque l'Empereur me nomma gouverneur général, il me chargea, avec une insistance particulière, de tout faire pour aider les faibles en Belgique et pour les encourager. »

*Le Gouvernement général en Belgique.*

Le 18 juillet 1915, le même Gouverneur général dans sa « Lettre au peuple belge », affichée partout en Belgique, protestait derechef de la pureté de ses intentions, disant entre autres :

Quelle que soit la destinée que l'avenir réserve à la Belgique, celle-ci est placée à présent sous l'administration allemande, sous mon administration, en vertu du droit des gens. Tout Belge qui obéit à cette administration ou seconde ses efforts ne sert pas le pouvoir occupant, mais sa propre patrie. Tout Belge qui résiste à l'administration établie de fait ne nuit pas à l'Empire allemand, mais à son pays, à la Belgique même, et une telle manière d'agir n'est ni patriotique ni courageuse. Jamais celui qui, sans réserve, coopérera au bien-être public, avec le pouvoir occupant, ne pourra, équitablement, être accusé de soumission à l'étranger ni de trahison envers sa patrie.

Je ne demande à personne de renoncer à ses idéals ou de désavouer hypocritement ses convictions.

Bruxelles, le 18 juillet 1915.

(Cité d'après *Le Bruxellois*, journal officieux de l'autorité allemande, 26 juillet 1915.)

Et les organes de la propagande allemande, agences et journaux, donnèrent à cette réitération de programme, une publicité universelle.

Exemple : *Berliner Tageblatt*, 28 juillet 1915, n° 381 :

*Lettre ouverte du Gouverneur général aux Belges.*

Bruxelles, le 27 juillet 1915.

Le gouverneur général von Bissing vient d'adresser à la population belge et aux fonctionnaires qui sont restés dans le pays une lettre ouverte qui a pour but de débrouiller et de supprimer les erreurs quant aux droits et obligations du Gouvernement allemand dans le territoire occupé. Le Gouverneur général se réfère aux paragraphes 42 et 43

de la Convention de La Haye qui confient à la force occupante d'un pays conquis, pendant la guerre, le règlement des questions publiques. D'une façon paternelle, le Gouverneur général fait comprendre aux fonctionnaires le fait qu'il a été installé par le chef de l'Empire d'Allemagne comme représentant de cette force occupante, et qu'il ne veut pas remplir ses attributions au bénéfice exclusif de l'Allemagne, mais avant tout au bénéfice de la population belge. Il exige, de ce chef, de tout citoyen et des fonctionnaires en particulier, qu'ils lui facilitent, dans la mesure du possible, l'exécution de ses droits et de ses obligations légales, et demande qu'ils fassent simplement une politique pratique actuelle. En confirmant expressément qu'il ne demande d'aucun Belge l'abdication de ses idéals ni de ses convictions politiques et religieuses, il avertit d'un ton sévère qu'il punira tous les citoyens et tous les fonctionnaires, sans distinction de rang, qui se soustrairont aux naturelles exigences de l'heure.

Il est de fait, *en troisième lieu*, qu'au lendemain de la chute d'Anvers, dont le siège et le bombardement avaient provoqué l'exode en Hollande de plusieurs centaines de mille habitants de la ville, de la province d'Anvers et des deux Flandres, l'autorité allemande, effrayée du désert qui s'était fait devant les troupes victorieuses et voulant décider les réfugiés à repeupler leurs foyers, avait pris et fait prendre en son nom l'engagement formel de ne jamais emmener en Allemagne les jeunes gens qui rentreraient pour les y incorporer dans l'armée, non plus que pour les y employer à un travail forcé.

## § 2. — Les « engagements d'Anvers » et la campagne de presse pour rappeler les réfugiés.

Le général von Huene — le même gouverneur dont le nom est au bas des Avis de levées de déportation affichés en novembre 1916, à Anvers (Voir chap. IV) — avait fait au cardinal Mercier une déclaration verbale, confirmée par une déclaration écrite, qui fut lue, sur l'ordre de ce dernier, comme il l'atteste lui-même, le 18 octobre 1914, dans toutes les églises paroissiales de la province (Voir aux *Annexes*, chap. XVIII, § 4) :

Les jeunes gens n'ont pas à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés.

D'autre part, la Commission intercommunale d'Anvers et des environs avait fait afficher en Hollande, quelques jours auparavant, à l'intention des réfugiés belges, une proclamation en flamand,



contresignée par les représentants de l'autorité allemande, y compris le général von Huene, dont voici la traduction :

## VILLE D'ANVERS

CABINET DU BOURGMESTRE

Je soussigné, Président de la Commission intercommunale pour Anvers et ses faubourgs, déclare, par la présente, que les personnes et les propriétés sont à l'abri à Anvers, que les fugitifs peuvent rentrer tranquillement.

Tous les citoyens domiciliés à Anvers, Borgerhout et Berchem, qui ont des moyens d'existence réguliers, sont autorisés par l'autorité allemande à entrer dans la position fortifiée.

Aucune formalité n'est exigée.

Les gardes civiques (1) et les jeunes gens peuvent rentrer aussi tranquillement que les autres personnes; les soldats doivent se constituer prisonniers, sinon ils seront traités comme espions.

L'ordre et la sécurité publics doivent naturellement être maintenus avec le plus grand soin, et tous mouvements hostiles vis-à-vis de l'armée d'occupation doivent être évités, mais pour toutes les personnes respectueuses de l'ordre il n'y a aucun motif pour rester absentes.

Les boulangers, les bouchers et les débitants de denrées et produits alimentaires, etc., doivent être rentrés dans les douze jours, sous peine de voir prendre des mesures administratives pour ce qui concerne leur commerce.

Tous les renseignements reçus me permettent de faire ces mêmes déclarations pour tous les habitants domiciliés en deçà de la ligne des forts extérieurs d'Anvers.

*Le Président de la Commission intercommunale,*  
(s) Louis FRANCK, député.

Fait à l'Hôtel de Ville d'Anvers, le 13 octobre 1914.

Par ceci il est déclaré expressément :

- 1° Que les gardes civiques non armés ne seront pas inquiétés;
- 2° Qu'il n'est pas question que les jeunes gens belges soient transférés en Allemagne ou incorporés de force dans l'armée;
- 3° Que les militaires belges, même s'ils sont habillés en civil, sont considérés comme prisonniers de guerre à condition qu'aussitôt rentrés

(1) On aura remarqué que, dans les Avis de convocation d'Anvers (chap. IV) les gardes civiques furent les premiers convoqués et sont considérés comme « déportables » sauf preuve contraire de leur part. (Note de l'auteur.)

ils se déclarent; s'ils ne se<sup>7</sup> déclarent pas immédiatement, alors les militaires seront soumis aux lois de la guerre.

*Le Gouverneur d'Anvers,*  
(s) Freiherr VON HUENE,  
*Général de l'infanterie.*

*Le Président de la Commission intercommunale d'Anvers,*  
(s) Louis FRANCK.

*Le Collège des bourgmestres et échevins :*  
(s) Hubert MELIS, (s) A. COOLS,  
*Faisant fonctions de secrétaire communal.* *Échevin.*

De même, sur l'ordre de l'autorité allemande, les bourgmestres de nombreuses communes du nord de la Flandre orientale se virent contraints de faire des placards dont voici une formule pour Lokeren (*nous traduisons et soulignons ; cf. le fac-similé flamand*) :

#### VILLE DE LOKEREN

LE FAISANT FONCTIONS DE BOURGMESTRE DE LA VILLE DE LOKEREN, SUR ORDRE ET AVEC L'APPROBATION DE LA KOMMANDANTUR ALLEMANDE A LOKEREN, FAIT PUBLIER ET CONNAÎTRE :

1<sup>o</sup> Qu'il est hautement souhaitable de voir réintégrer sans retard leurs foyers et revenir en pleine tranquillité à la maison tous les habitants de Lokeren qui, pour l'instant, séjournent encore hors du territoire de la ville. L'autorité allemande n'a pas de plus vif désir que de voir la population reprendre le plus tôt possible ses occupations ordinaires et voir revenir au calme toutes choses et tout le monde. Elle assure elle-même, à tous les habitants qui se conformeront à ce désir, tout appui et encouragement.

*Contrairement à des bruits répandus à tort, elle donne tout spécialement à tous les hommes valides l'assurance la plus formelle qu'il ne peut être question de les incorporer dans l'armée allemande, ni de leur ravir leur liberté de quelque manière que ce soit, à condition que tous collaborent au bon maintien de l'ordre, comme il convient à tout bon citoyen de le faire. Uniquement ceux qui appartiennent maintenant ou qui ont appartenu à l'armée belge seront traités comme prisonniers de guerre.*

2<sup>o</sup>... (Sans intérêt ici : on peut obtenir des laissez-passer.)

3<sup>o</sup> Qu'en vue spécialement du retour des habitants réfugiés dans les communes hollandaises de la frontière, des laissez-passer seront délivrés aux personnes qui désirent aller y rechercher les membres de leurs familles.

*Encore une fois, contrairement à certains bruits non fondés et faux, l'autorité allemande garantit à tous le retour effectif et sans obstacles dans leurs foyers.*

4<sup>o</sup>... (Sans intérêt ici : défense de circuler à vélo ou motocyclette.)

5<sup>o</sup> Que tous les hommes valides de dix-sept à trente-cinq ans sont avertis par le présent avis, qu'ils ne peuvent pas quitter *définitivement* le territoire. Dans le cas où cette prescription ne serait pas observée, ils s'exposent à être cités devant un conseil de guerre et leur famille sera tenue pour responsable.

(Les derniers paragraphes sans intérêt : 6<sup>o</sup> défense de débiter de l'alcool; 7<sup>o</sup> fermeture des cafés à 8 heures du soir, défense de sortir avant 6 heures du matin; 8<sup>o</sup> rentrée des armes à la maison communale; 9<sup>o</sup> inventaire des pigeons.)

*Le faisant fonctions de bourgmestre de la ville déclare toutes ces dispositions exécutoires immédiatement après l'affichage du présent et attend de tous ses administrés qu'ils s'y conforment dans l'intérêt de l'ordre et de la tranquillité publics et non moins en vue de lui faciliter sa tâche.*

*A l'Hôtel de Ville de Lokeren, le 24 octobre 1914.*

*Le (faisant fonctions) de Bourgmestre de la ville de Lokeren,*

L. (1) HERBERT.

Concurremment, l'autorité allemande communiquait les mêmes assurances formelles directement au Gouvernement hollandais, et obtenait par là de lui qu'il fit exercer une « douce pression » sur les réfugiés par les autorités hollandaises des villes où avait débordé cette multitude immense de malheureux, et où la charité privée et l'assistance publique s'efforçaient de leur procurer abri et nourriture.

Les preuves de cette intervention directe des autorités allemandes d'occupation et du Gouvernement allemand auprès du Gouvernement et des autorités hollandais sont particulièrement nombreuses et convaincantes. On se limitera ici aux principales.

Nous lisons dans *Het Volk* d'Amsterdam, du 22 novembre 1916 :

Le *Middelburgsche Courant* rappelle que, le 16 octobre 1914, le *Nederl. Korrespond. Bureau*, de La Haye, publiait la communication officielle suivante :

« Les pourparlers de notre Gouvernement avec l'autorité supérieure allemande ont eu pour résultat que tous les réfugiés peuvent rentrer, non seulement à Anvers et environs, mais dans toute la Belgique. Cependant les militaires seront faits prisonniers de guerre. »

Après cela suivait une communication informant que des mesures seraient prises par notre Gouvernement pour rendre possible le retour (des réfugiés).

---

(1) Une initiale manque, lacérée dans l'original que nous avons pu photographier. Cf. le fac-similé.

Au cours d'une réunion de réfugiés tenue à Roosendaal le dimanche 17 octobre, le conseiller communal anversoï Dr Franck, qui était venu là-bas en automobile, dit entre autres :

« Pour les jeunes gens n'appartenant pas à l'armée et pour les gardes civiques, il n'y a pas plus de raison de crainte que pour les autres civils. Il existe à ce sujet des déclarations formelles et écrites, qui ont été faites non seulement à l'Administration communale, mais également au Gouvernement des Pays-Bas. »

Le 17 octobre 1914, M. J.-A. Van den Bergh, consul général des Pays-Bas à Anvers, faisait parvenir aux réfugiés belges de la Hollande l'Avis officiel ci-après traduit (*nous soulignons*) :

Le consul général des Pays-Bas à Anvers fait savoir par la présente que, selon lui, la situation à Anvers est complètement tranquille et que l'ordre y règne. Personne n'y est inquiété. Afin que la vie reprenne son cours ordinaire, il est nécessaire, dans l'intérêt de la population belge, que les réfugiés rentrent à Anvers pour y reprendre leurs occupations ordinaires.

*A la suite de son entretien avec le gouverneur impérial d'Anvers en fonctions, le consul général précité est en état d'ajouter à ce qui est mentionné ci-dessus, que l'autorité dont il est question lui a fait les déclarations les plus rassurantes, à savoir, que Son Excellence s'en tiendra exclusivement à la Convention de La Haye, de sorte que les intérêts des deux partis sont assurés par des clauses, fixées par traité, d'après lesquelles la propriété privée, la liberté individuelle et l'honneur des femmes et des jeunes filles sont entièrement garantis.*

Ensuite que, *d'après l'assurance formelle des autorités allemandes, les jeunes gens respectueux de l'ordre, n'appartenant pas à l'armée, et les gardes civiques peuvent rentrer.*

*Les autorités en question ne songent pas le moins du monde à faire prisonniers, à réquisitionner ou à déporter en Allemagne les personnes sus-visées.*

*Les autorités allemandes souhaitent sincèrement que la population d'Anvers et environs leur accorde sa confiance, afin que, dans l'intérêt des citoyens, elle se remette au travail et respecte l'ordre et la sécurité publics.*

Anvers, 17 octobre 1914.

*Le Consul général précité,*  
(s) J.-A. VAN DEN BERGH.

Le même jour, 17 octobre 1914, le bourgmestre de Rotterdam, M. Zimmerman, ordonnait d'afficher un Avis officiel, destiné de même à rassurer les réfugiés et à faire exercer sur eux, par ses conci-



toyens individuellement, la « douce pression » sollicitée, en vue de les amener à réintégrer leurs foyers.

#### LE BOURGMESTRE DE ROTTERDAM AUX RÉFUGIÉS BELGES

Le bourgmestre de Rotterdam informe que les pourparlers échangés entre le Gouvernement des Pays-Bas et l'autorité supérieure allemande au sujet du retour au pays des réfugiés belges, ont abouti à un bon résultat. Non seulement les habitants d'Anvers et environs, mais ceux de toute la Belgique sont autorisés à rentrer dans leurs foyers. L'autorisation ne s'étend pas aux militaires; ceux-ci, à leur retour, seront considérés comme prisonniers de guerre.

Le bourgmestre engage les réfugiés à retourner dans leur pays, qui a intérêt à ce que la vie reprenne son cours ordinaire.

Le bourgmestre espère que tous les citoyens de Rotterdam qui hébergent des réfugiés collaboreront avec lui dans cet esprit. Il invite les citoyens à déclarer à l'un des bureaux ou postes de police si les réfugiés hébergés par eux sont prêts à rentrer.

Des trains circulent à nouveau entre Roosendaal et Anvers, et cette dernière ville dispose largement de vivres.

Rotterdam, 17 octobre 1914.

*Le Bourgmestre précité,*  
(s) ZIMMERMAN.

Une autre affiche officielle modèle, apposée en Hollande le 21 octobre 1914, éditée par la « Drukkerij van C. J. Van Doorne », à Delft, sous le titre : « Communication aux réfugiés belges » (*Mededeeling aan de Belgische vluchtelingen*), faisait état « des engagements écrits, pris par les Allemands non seulement envers eux, mais encore envers le Gouvernement néerlandais ». Voici le texte traduit :

Il résulte, à ce sujet, *de déclarations expresses et écrites, faites non seulement à l'Administration communale, mais aussi au Gouvernement néerlandais, que...*, etc.

Le 2 novembre 1914, une nouvelle affiche officielle, plus explicite encore que les précédentes, concernant l'intervention directe de l'autorité allemande auprès du Gouvernement hollandais, disait (traduction de l'exemplaire placardé à Hoorn; le même texte fut affiché le même jour à Rotterdam, sous le titre « Proclamation », et avec la signature du bourgmestre) :

#### AVIS

Le bourgmestre de Hoorn fait connaître aux réfugiés belges résidant à cet endroit, que l'autorité allemande a communiqué à la Légation

néerlandaise qu'il est dans ses intentions de faire rentrer les Belges réfugiés, afin que, dans la Belgique occupée, des situations normales (*sic*) viennent de nouveau à régner, et a fourni à la Légation une communication dont le texte traduit est le suivant :

« Parmi les Belges réfugiés en Hollande, on a répandu le bruit qu'une fois rentrés en Belgique, les autorités allemandes leur défendent le retour en Hollande pour venir prendre leur famille. Le Gouverneur général souhaite que ce bruit, entièrement faux, qui entrave le rétablissement d'une situation régulière, soit démenti et que les réfugiés se convainquent que la recherche de leur famille est autorisée. »

Hoorn, le 2 novembre 1914.

*Le Bourgmestre susnommé,*  
A.-A. DE JONGH.

Les réfugiés, ébranlés par des assurances renouvelées de tant de côtés, et voyant, du reste, que les autorités allemandes respectaient leur engagement, reprirent petit à petit confiance : ils rentrèrent en grand nombre (fin octobre, novembre et décembre 1914) à Anvers et dans les villes et villages des provinces qu'ils avaient abandonnés.

Un certain nombre pourtant persistèrent dans leur méfiance et jugèrent préférable la sécurité de l'exil, avec toutes ses épreuves, à l'imprudence de remettre leur sort à la bonne foi allemande.

De son côté, l'autorité allemande, sans se lasser, ne cessa depuis lors de renouveler ses démarches pour les faire rentrer en Belgique : elle agit en ce sens, à la fois par voie de décrets et d'Avis directs, et par appels de presse.

Le 16 janvier 1915, le gouverneur général von Bissing promulgua (*Ges.- und Ver.-Bl.*, n° 33) un arrêté établissant une taxe spéciale à charge des Belges absents et qui ne rentreraient pas au pays avant un délai fixé au 1<sup>er</sup> mars 1915 : cette taxe était du décuple des contributions directes ; pour la recouvrer, on menaçait les récalcitrants de la vente aux enchères de leurs biens meubles et immeubles. D'autre part, on annonça que les maisons vides des absents seraient employées pour loger la troupe et pour d'autres nécessités militaires. Nous ignorons dans quelle mesure cette taxe fut recouvrée ; mais nous savons qu'elle fut, au moins en partie, mise en recouvrement sur la base de mesures d'exécution édictées le 13 mars 1915 (*Ges.- und. Ver.-Bl.*, n° 50) : il y eut des poursuites entamées ; on paraît avoir renoncé, après quelques mois, à l'appliquer ; mais plusieurs immeubles de Belges notables absents furent affectés au logement de soldats et officiers, bien que, pour certains d'entre eux, l'absence fût justifiée par l'exercice

de fonctions régulières au service du Gouvernement belge. En tout cas, la «taxe des absents» fit rentrer nombre de Belges dans le territoire occupé.

M. Joseph Humar, délégué municipal de Munich, dont nous avons déjà cité à plusieurs reprises la relation de voyage et dont les renseignements, pris sur place en Belgique, datent de mars-avril 1915, dit de son côté (*Münchner Neueste Nachrichten*, n° 278, du 3 juin 1915, Vorabendblatt) :

L'Administration allemande fait évidemment tout pour faciliter aux réfugiés le retour dans la patrie et le leur rendre possible. La majorité des réfugiés belges n'a pas encore fait usage de cette bonne volonté de la part de l'Administration allemande. Il faut attribuer cela exclusivement aux idées fausses que la presse ennemie a éveillées en eux, et par la faute desquelles ils sont tombés dans le malheur. Ces gens craignent manifestement — pour autant qu'ils soient aptes au service militaire — qu'on ne les oblige à s'incorporer dans l'armée allemande. Il n'y a évidemment pas un mot de vrai en cela. L'Administration allemande l'a déclaré en termes exprès à diverses reprises.

Le Gouvernement belge, qui avait les meilleures raisons pour ne pas se fier à ces assurances et dont l'événement actuel ne devait que trop justifier la prudence, jugea de son devoir, en mai 1915, de prévenir les sujets belges réfugiés à l'étranger du danger que pouvait courir leur liberté si, sur les menaces, sollicitations et invites de l'autorité allemande, ils rentraient au pays occupé.

Aussitôt que l'autorité allemande l'apprit, elle fit paraître dans la presse des pays neutres, Hollande et Suisse, où il y avait des réfugiés belges, la note officielle Wolff ci-après, que nous traduisons du journal hollandais *Het Vaderland*, du 1<sup>er</sup> juin 1915 :

#### *Les réfugiés belges.*

Bruxelles, 31 mai (W. B.). — Le Gouvernement belge au Havre a donné pour instructions à ses représentants à l'étranger de ne plus délivrer de passeports aux Belges pour la Hollande ou la Suisse, ce afin de rendre impossible leur retour en Belgique. En même temps, il signale, d'une manière qui n'est pas douteuse, les dangers qui menacent les hommes qui sont considérés par les Allemands comme étant en état de porter les armes.

Le Gouverneur général fait connaître, par rapport à ceci, qu'aucun Belge qui obéit aux ordonnances des Allemands n'a rien à craindre pour sa liberté personnelle. L'obligation, pour ceux qui ont précédemment

fait partie de l'armée belge, de venir se faire inscrire, a uniquement pour but d'exercer un contrôle. Il ne peut être question de l'incorporation des Belges dans l'armée allemande, parce que l'armée allemande est une armée nationale, dans laquelle il n'y a pas de place pour les étrangers.

Cette note ne fut pas la seule de l'espèce.

Dix mois après la prise d'Anvers, l'autorité allemande faisait encore publier en Hollande des communiqués officiels apaisants et tentateurs. Le 29 juillet 1915, au lendemain de l'affichage de la lettre ouverte du général von Bissing au peuple belge, la *Kölnische Zeitung* publiait l'information que voici :

*Télégramme de la frontière hollandaise.* — La Légation allemande à La Haye fait publier la communication suivante :

« On trouve continuellement dans la presse l'écho de bruits d'après lesquels les Allemands traiteraient indifféremment comme prisonniers de guerre tous les Belges qui viendraient à rentrer de l'étranger dans leurs foyers. La situation réelle, c'est que tous les individus, même jeunes, qui ont atteint l'âge de milice et paraissent « bons pour le service », peuvent rentrer sans être inquiétés et se trouvent simplement sous la surveillance des bureaux de population. Mais ceux qui appartenaient à l'armée belge depuis le début de la guerre, se sont enfuis en Hollande sous un déguisement civil, la plupart après la chute d'Anvers, doivent être traités comme prisonniers de guerre s'ils rentrent à Anvers. Cette ordonnance n'est pas en vigueur pour le retour des anciens soldats belges qui ont été renvoyés de l'armée comme impropres au service. Ces jeunes gens peuvent, en tout temps, rentrer en Belgique et y restent en liberté sous surveillance, à condition que, de l'avis d'un médecin militaire allemand, ils soient considérés comme définitivement impropres au service. »

Non seulement au cours de toute l'année 1915, mais même encore en 1916, la presse allemande et la presse officieuse de l'autorité allemande en Belgique n'ont cessé de publier des informations, lettres et articles de toute espèce destinés à provoquer et encourager le retour des réfugiés belges de la France, de la Suisse, de l'Angleterre et de la Hollande, dans la Belgique occupée. Nous avons cité ci-dessus (chap. X, § 2) de nombreux extraits de la campagne d'optimisme officiel qui se développa dans la presse allemande depuis le début de l'occupation jusqu'à la veille même des déportations. Ainsi que nous l'avons rappelé, on y faisait miroiter « les avantages de la rentrée au foyer sur les misères de la condition de réfugié » ; on y vantait le caractère paternel de l'administration alle-



mande en Belgique, et même les facilités plus grandes de vivre sous son joug que « sous la tyrannie et le désordre de l'administration belge du temps de paix »; en tout cas, la supériorité d'une vie indépendante au pays natal, sur la vie d'exil en dépendance des allocations de l'assistance publique étrangère, etc. Les collections des journaux allemands et des organes officiels des pays occupés tels que *La Gazette des Ardennes*, *La Belgique*, *Le Bruxellois*, etc., témoignent qu'il s'agit là d'une véritable campagne inspirée et encouragée par le Gouvernement général de la Belgique occupée.

Les événements d'aujourd'hui démontrent que l'autorité allemande n'a rappelé ainsi, traîtreusement, les réfugiés qui se fièrent à ses promesses, que pour avoir ensuite sous la main, le jour venu, un plus grand nombre de travailleurs à enrôler ou déporter, sous prétexte de fainéantise, de chômage et de misère.

Une si flagrante violation de la parole donnée a causé en Hollande, pays où la conscience publique est particulièrement ombrageuse sur les questions de loyauté, un scandale énorme.

Un député socialiste à la seconde Chambre, M. Duijs, posa au ministre des Affaires étrangères les questions ci-après (texte de *Het Volk*, 20 novembre 1916) :

1<sup>o</sup> Le Gouvernement est-il informé de ce que, depuis quelque temps, les autorités allemandes autorisent la déportation par la violence de milliers d'habitants du territoire occupé de la Belgique?

2<sup>o</sup> Est-il exact qu'au sujet du retour au pays de réfugiés belges, dont des milliers sont actuellement déportés en Allemagne, des pourparlers eurent lieu, à cette époque, entre le Gouvernement néerlandais et les autorités allemandes, comme il ressort d'une publication datée du 17 octobre 1914 de M. Zimmerman, bourgmestre de Rotterdam [suivait le texte de la proclamation traduite ci-dessus]?

3<sup>o</sup> Est-il exact que, lors de ces pourparlers, le Gouvernement allemand se soit engagé, vis-à-vis du Gouvernement des Pays-Bas entre autres, à ne pas déporter les réfugiés rentrant au pays, comme il paraît résulter d'une publication officielle en date du 17 octobre 1914, de M. J.-A. Van den Bergh, consul général des Pays-Bas à Anvers [suivait le texte traduit ci-dessus]?

4<sup>o</sup> Si les faits mentionnés sont exacts, le Gouvernement estime-t-il que les autorités allemandes ont commis par là un manquement à leur parole vis-à-vis de notre Gouvernement des Pays-Bas, et, si oui, quelles démarches le Gouvernement se propose-t-il de faire ou a-t-il déjà faites pour faire respecter la parole qui lui fut donnée un jour par les autorités allemandes?

A ces questions, le jonckheer Loudon, ministre des Affaires étrangères, fit, le 4 décembre 1916, la réponse suivante :

L'affaire s'est passée comme suit : Quand, en octobre 1914, l'autorité allemande dans la partie de la Belgique occupée en vint à la conclusion que, pour le rétablissement de la vie normale quotidienne dans le territoire occupé, il était désirable que les centaines de milliers de Belges réfugiés à l'étranger retournassent dans leurs foyers, le Collège des bourgmestres et échevins de la ville d'Anvers répandit, le 13 octobre 1914, une proclamation dans laquelle était reprise une déclaration du gouverneur allemand d'Anvers, général baron von Huene, et du président de la Commission intercommunale d'Anvers, Louis Franck, affirmant qu'il n'était pas question de déporter des jeunes gens belges en Allemagne ou de les forcer à un service à l'armée.

En même temps, l'autorité fit appel à la coopération du consul des Pays-Bas à Anvers, afin de faire connaître les bonnes intentions de l'Administration allemande aux réfugiés belges résidant dans les Pays-Bas en vue de décider ceux-ci au retour dans leur patrie.

De concert avec le gouverneur baron von Huene prénommé et M. Franck, un avis fut rédigé à ce sujet par le consul général en date du 17 octobre 1914, et dont le texte était conforme à celui cité par le député Duijs.

Le 20 octobre 1914, le consul général fit part officiellement au baron von Huene que cet avis était répandu en Hollande avec l'autorisation du Gouvernement des Pays-Bas. Par l'intervention du ministre de l'Intérieur, qui, à son tour, fit appel aux procureurs de la Reine et aux bourgmestres de différentes communes, l'avis du consul général à Anvers fut porté à la connaissance des réfugiés belges.

En réponse à la quatrième question (Quelles sont les démarches faites ou que le Gouvernement se propose de faire relativement à ces déportations?), le ministre soussigné peut déclarer :

Que, sur base des faits mentionnés ci-dessus, il a adressé au Gouvernement allemand une protestation écrite, affirmant que le Gouvernement des Pays-Bas estime que la déportation de la population d'une région occupée vers le pays de la puissance occupante est contraire aux stipulations et à l'esprit du droit des gens, suivant les termes par lesquels celui-ci a été exprimé dans la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye, de 1907; que cependant, fidèle à la ligne de conduite suivie par lui depuis le commencement de la guerre, il se serait abstenu de démarches particulières à propos de cette affaire, n'étant que les faits susmentionnés eussent fait peser une responsabilité absolue sur le Gouvernement des Pays-Bas vis-à-vis de ceux qui, parmi les Belges actuellement déportés, réfugiés en territoire hollandais, seraient retournés ensuite en Belgique, confiants dans les garanties de non-déportation en Allemagne, qui leur avaient été

données expressément par la plus haute autorité allemande à Anvers, en collaboration avec le Gouvernement des Pays-Bas.

Sur cette base, le Gouvernement des Pays-Bas a finalement exprimé l'attente où il était que ceux d'entre les Belges déportés en Allemagne, qui se trouveraient dans le cas susdit, fussent renvoyés dans leurs foyers.

Il résulte de là que la Hollande tient l'Allemagne pour engagée et regarde la déportation de réfugiés belges revenus de Hollande en Belgique comme une violation de la parole donnée; le Gouvernement hollandais ne veut pas rester impassible devant l'injure faite, par cet acte de mauvaise foi, au droit d'asile; il se considère comme tenu de protester, au nom de la foi des traités et des devoirs de l'hospitalité sincère qu'il avait accordée aux réfugiés belges.

A cette déclaration officielle hollandaise, les journaux allemands officiels ont répondu que les engagements pris en 1914 dataient de deux ans déjà et se rapportaient à une situation toute différente de celle d'aujourd'hui; ensuite, que le but de la déportation exclue en 1914 par les promesses de l'autorité allemande, n'était pas le même que celui de la déportation effectuée en 1916. Les journaux hollandais sans exception se sont élevés (novembre et décembre 1916) avec une extrême vigueur et une indignation à peine contenue, contre ce qu'ils n'ont pas craint d'appeler « la mauvaise foi » de ces explications.

On va voir, en effet, qu'elles ne sont pas seulement en contradiction avec les faits et documents de 1914, mais qu'elles ne concordent pas entre elles, ni même avec l'explication officielle à laquelle s'attacha finalement le Gouvernement allemand, dans sa réponse du 29 décembre 1916 au Gouvernement hollandais.

### § 3. — Explications contradictoires.

Les Belges, dans l'excès de la violence qui leur était faite, ont eu le courage civique de dénoncer à l'autorité allemande ses propres contradictions et de la rappeler au respect de ses engagements.

Le cardinal Mercier, en tête, le fit dans une lettre au gouverneur général von Bissing, datée du 19 octobre 1916 (Voir chap. XVII § 5).

Il y rappelait que le gouverneur d'Anvers, le général von Huen lui avait donné verbalement, puis par écrit, la garantie, rapportée ci-dessus, que « les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour

y être employés à des travaux forcés » ; que cette déclaration écrite et signée avait été lue en chaire, par le clergé, le 18 octobre 1914, sur l'ordre exprès du cardinal ; que le maréchal von der Goltz, gouverneur général, avait ensuite, à sa demande, en présence de témoins, ratifié, après due réflexion, *pour la généralité du pays et sans limite de temps*, les garanties données par le général von Huene. Le cardinal insistait sur le caractère pénible de « la responsabilité qu'il aurait à porter vis-à-vis des familles, si la confiance qu'elles avaient accordée à l'autorité allemande, par son entremise et sur ses instances, était lamentablement déçue ».

A cette lettre si noble, le gouverneur général von Bissing se borna à faire une réponse pleine de casuistique équivalant à une fin de non-recevoir (Voir au chapitre XVIII, § 5, la correspondance échangée et les répliques éloquentes du cardinal des 10 et 29 novembre 1916).

Cependant le scandale résultant de la violation des garanties données par le général von Huene était tel, que le Gouverneur général jugea devoir appeler celui-ci à s'expliquer.

Cette explication qu'a révélée tardivement un journal catholique germanophile de Zurich, les *Neue Zürcher Nachrichten* (numéro du 1<sup>er</sup> décembre 1916), est elle-même un monument de la *fides teutonica*. Voici la traduction des passages publiés par le journal zurichois (1) :

Lors de mon entrée en fonctions, feu le gouverneur général von der Goltz m'apprit que toute la population anversoise, à quelques milliers d'habitants près, avait fui en Hollande. [Il me dit qu']une vraie panique régnait parmi ces réfugiés ; [qu']ils avaient pour ainsi dire perdu la raison et s'attendaient, à leur retour à Anvers, aux plus grandes infamies de la part des Allemands ; [qu']il fallait donc tranquilliser les fugitifs et les persuader de réintégrer leurs foyers ; [que] les fugitifs croyaient que tout homme valide serait incorporé de force dans l'armée allemande, et que les invalides seraient affectés à du travail forcé en Allemagne ; [qu']il fallait faire comprendre aux gens que personne ne songeait à cela ; [que] celui qui se conduirait paisiblement en Belgique, qui s'adonnerait tranquillement à son occupation sans faire preuve d'animosité, qui ne nuirait pas aux intérêts allemands et qui serait obéissant envers l'autorité allemande, ne serait inquiété en aucune façon.

J'ai fait des communications en ce sens au Dr Franck qui, en sa

---

(1) Un texte analogue a été répandu par la *Korrespondenz Norden*, daté de « Berlin, 29 novembre » : voir presse hollandaise du 30 novembre 1916, notamment *Algemeen Handelsblad* (édition du matin, 1<sup>re</sup> feuille).



qualité de président de la Commission intercommunale, était, à cette époque, à la tête de la population, et au cardinal Mercier qui séjournait occasionnellement à Anvers. Là-dessus, ce dernier s'adressa, par écrit, au clergé belge qui avait fui en Hollande. Le Dr Franck se rendit en Hollande, avec mon autorisation, pour convaincre personnellement les fugitifs. Ceux-ci commencèrent à rentrer, en partie engagés à agir de la sorte par cette influence. Ils arrivèrent en grandes masses, poussés à cela par la faim et le manque de logement, et parce qu'ils avaient appris que l'ordre complet régnait à Anvers.

D'après ce que j'apprends aujourd'hui, l'excitation et l'opposition puisent un argument contre la déportation forcée des chômeurs, dans cette communication, faite il y a plus de deux ans, en des circonstances tout autres, dans l'intérêt des nécessiteux et des fugitifs affamés, et non dans un intérêt militaire pour nous.

Le fait que les administrations en Belgique ne procurent pas de travail à des ouvriers privés de gagne-pain par suite d'un chômage de deux ans, comme elles furent engagées par moi à le faire, par exemple par le grand achèvement du projet de port élaboré dès avant la guerre, par l'exécution du projet, antérieur à la guerre, de démolition des fortifications déclassées de la ville, etc., travaux au moyen desquels beaucoup de milliers de gens auraient gagné leur pain pour une longue période, ce fait est simplement la faute de ces administrations belges.

A tout moment, l'intention des meneurs belges se dessine comme si elle était cousue de fil rouge : « Le peuple doit être nécessiteux ; le contentement et la résignation à la situation créée en Belgique ne doivent pas pénétrer en lui. » Cette intention s'est révélée en toutes circonstances.

Il ne doit pas être passé non plus sous silence que les gens qui voulaient travailler trouvaient aussi du travail chez nous. L'*Industrie-Büro* a déjà procuré de l'occupation à 9.000 chômeurs.

La sélection et le transfert des chômeurs se poursuivent dans un ordre et un calme parfaits. Il ne s'est produit aucune opposition.

Les ouvriers qui sont au travail ici (à Anvers) approuvent la déportation des chômeurs permanents qu'ils appellent d'une façon caractéristique, « les chancres de la population ». Les surveillants belges du port et des quais de l'Escaut qualifient les mesures de : « la meilleure mesure prise jusqu'ici par les Allemands ». Les classes aisées de la Belgique approuvent entièrement la déportation. Il n'y a que les gens qui veulent s'assurer leur position pour l'avenir qui parlent d'une mesure de violence, contraire au droit des gens.

Ce qui a été dit et démontré ci-dessus permet au lecteur d'apprécier le degré de sincérité et de loyauté de cette explication : on est prié de la rapprocher notamment du texte de la proclamation affichée à Anvers le 13 octobre 1914 contresignée « von Huene ».

L'explication ne scandalisa pas moins la presse hollandaise que le fait même des ordonnances de déportation du même général.

Tous les journaux hollandais importants exprimèrent unanimement l'avis que l'interprétation avancée aujourd'hui par le général von Huene était contraire aux faits.

Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* (30 novembre 1916, édition du soir) établit que les Belges ne commencèrent à rentrer qu'après avoir constaté un commencement d'exécution des promesses allemandes, à savoir que les hommes ne seraient ni conduits en Allemagne ni employés à des travaux militaires :

Lorsque nous lisons dans l'interview, dit le journal hollandais, que : « Franck (échevin de la ville d'Anvers) partit pour la Hollande avec ma permission, pour y exercer une influence personnelle, et les réfugiés commencèrent de rentrer en partie comme conséquence de cette influence. La grande masse suivit plus tard, peut-être bien par suite du manque de logement et de la misère et parce qu'elle entendait dire qu'à Anvers régnait un ordre parfait » ; — nous avons le droit d'affirmer que les faits y sont renversés.

Les réfugiés qui « commencèrent de rentrer après la visite de M. Franck » l'ont peut-être fait parce qu'ils manquaient de logement ici en Hollande. Mais la grande masse rentra parce que, grâce à l'influence exercée par M. Franck et aussi à l'expérience des premiers partants, on en vint à croire que les Allemands avaient bien l'intention de tenir leurs promesses.

De ce qui précède, il ressort qu'il est impossible de représenter ces promesses comme n'étant applicables qu'à une situation d'il y a deux ans. Ce n'est que beaucoup plus tard que les promesses faites reçurent tout d'abord leur exécution, et servirent de base à ce qui est arrivé là-bas depuis lors jusqu'au présent jour.

Et c'est pour ce motif-là que les Allemands — juste à présent que le temps est, réellement et pour la première fois, venu de respecter leurs promesses — ne peuvent pas les éluder.

A son tour le *Nieuwe Courant* (1<sup>er</sup> décembre 1916, 2<sup>e</sup> édition du soir) proteste avec énergie :

... Le gouverneur d'Anvers n'a pas tenu sa promesse, et sa déclaration, d'après laquelle ses promesses ne s'appliquaient qu'à la situation d'il y a deux ans, n'est pas en rapport avec les faits.

C'est en ayant pleine confiance en ses promesses que les gens sont rentrés... On ne peut pas, d'un geste de la main, effacer cette promesse.

Le *Tijd* d'Amsterdam (n° 21186 du 30 novembre 1916) dit de même :

Ces explications ne parviennent pas à annihiler le fait que les autorités allemandes ont manqué à la parole qu'elles donnèrent, voici deux ans passés, et sur la foi de laquelle des milliers (de Belges) sont retournés, qui maintenant et malgré la promesse formelle faite à ce moment-là, sont déportés en Allemagne.

Et s'il est exact que certains groupes de Belges ne peuvent pas travailler parce qu'on les en (empêche), comme on le prétend du côté belge, — avec des faits à l'appui — dans ce cas, l'attitude des Allemands est doublement condamnable.

Pour nous, nous ne voulons retenir de l'explication de casuiste du général von Huene que deux points.

C'est d'abord que la promesse de tenir sauve la liberté individuelle des réfugiés qui rentreraient, aurait été faite en 1914, par le général, uniquement en considération d'un intérêt social et humanitaire, et sous la restriction mentale que le prétexte de l'intérêt militaire lui permettrait toujours d'y manquer quand il lui plairait.

Si le général dit vrai, nous tenons ici un aveu officiel de plus du fait que la mesure actuelle des déportations est dictée à l'Allemagne par un intérêt militaire.

Mais le général dit-il vrai, quant à l'intention qui a dicté les promesses de 1914? On doit se le demander, car la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, organe officiel de la Chancellerie impériale, dit tout juste le contraire en opposant les explications dudit général von Huene comme réponse aux reproches de la presse hollandaise. Elle écrit en effet (numéro du 3 décembre 1916, 2<sup>e</sup> édition) :

... Mais aujourd'hui, les ouvriers belges sans travail depuis deux ans vivent de l'assistance publique; si on les emploie dans les usines allemandes, cela n'a évidemment rien à voir avec l'arrestation et la déportation de toute la population mâle, telle qu'elle était envisagée en 1914. *La mesure n'a rien de commun, comme celle redoutée en 1914, avec la conduite de la guerre; elle est fondée [maintenant] sur des raisons d'ordre social.*

Ainsi, tandis que le général von Huene déclare n'avoir fait, en 1914, de promesse de respect de la liberté individuelle qu'au point de vue de l'intérêt social, et sans s'engager alors au point de vue militaire, le journal officiel de la Chancellerie, commentant cette même promesse, dit au contraire qu'elle fut faite exclusivement en considération de la conduite de la guerre, donc en s'engageant seulement au point de vue de l'intérêt militaire, et nullement au point de vue de l'intérêt social.

Tandis que le général s'estime dégagé, parce que, à son avis,

l'intérêt militaire de l'Allemagne reprend *maintenant* le pas sur les considérations sociales, le journal officiel allemand estime le général non tenu, parce que, à son avis, l'intérêt militaire allemand n'a rien à voir *maintenant* à l'affaire, et que la question est toute d'intérêt social.

La simple et franche vérité ne connaît pas de telles contradictions.

Un deuxième point que nous retenons des explications du gouverneur militaire d'Anvers, et qui tendrait à faire penser qu'il est peu au courant de la thèse officielle de l'Administration civile, c'est son affirmation que le chômage aurait pu être enrayé — et, par suite, logiquement, que les déportations pouvaient sans doute être évitées, — si les administrations communales belges avaient institué des travaux publics pour chômeurs (1).

Cet aveu est d'une candeur qui désarme.

Il y avait donc, d'après le général, utilité et possibilité que des « travaux pour chômeurs » fussent organisés par les autorités locales belges !

Il est bien regrettable que le général n'ait pas eu le bon esprit de faire valoir cette observation fort juste auprès du Gouverneur général lorsque celui-ci signa, puis appliqua le décret précité du 2 mai 1916, ordonnant la suppression d'office des travaux pour chômeurs » organisés par les communes, sous prétexte qu'ils étaient nuisibles aux finances communales. Ou bien peut-être le général ignore-t-il que les communes de son ressort, telles qu'Anvers, n'eussent pu organiser les travaux dont il parle, sans violer ce décret allemand de son collègue de l'Administration civile ?

En tout cas, il y a ici l'aveu officiel qu'il restait possible de procurer du travail, en Belgique même, aux chômeurs belges et que, par conséquent, il est faux de dire que l'autorité allemande a été acculée au système des déportations par un cas de force majeure.

---

(1) D'après des renseignements particuliers que, toutefois, nous n'avons pu entièrement contrôler, il semble que le refus de l'Administration communale d'Anvers de faire exécuter les travaux du port ait été dicté par des raisons spéciales. Le Gouverneur paraît avoir proposé de continuer les travaux du port non pas d'après le projet adopté avant la guerre, après plus de quinze ans de discussion, mais d'après un projet rejeté d'un ingénieur allemand. De même, la démolition des remparts d'Anvers et l'affectation des terrains devaient, dans son intention, s'exécuter d'après des plans allemands. En d'autres termes, l'Administration communale d'Anvers aurait dû exécuter les travaux comme si elle agissait pour compte du Gouvernement allemand et en vue d'une annexion d'Anvers à l'Empire.



Au demeurant, les restrictions mentales où le général von Huene croit trouver un refuge pour l'honneur de sa parole d'officier, sont impuissantes à le sauver. Car, si nous le comprenons bien, il semble ne se considérer comme tenu que par l'engagement de ne pas traiter en prisonniers de guerre les jeunes gens paisibles qui rentreraient, la garantie de ne pas leur imposer de travail forcé en Allemagne étant sujette à caducité suivant les circonstances.

Mais précisément, il y a lieu de remarquer que, par la déportation et la mise au travail forcé en Allemagne, l'autorité allemande ne fait rien d'autre qu'infliger aux civils belges le régime réservé aux prisonniers de guerre. La presse allemande elle-même a pris soin de faire valoir cette assimilation en affectant de dire que la contrainte au travail appliquée aux civils belges déportés n'était pas autre que celle que la France et l'Angleterre appliquent, d'après elle, aux soldats allemands prisonniers de guerre (Voir notamment la *Kölnische Volkszeitung*, n° 909 du 11 novembre 1916). La même assimilation est évoquée par le gouverneur général von Bissing en personne dans sa réponse au cardinal Mercier (chap. XVIII, § 5, C), lorsqu'il applique aux déportés l'appellation équivoque d'hommes aptes au service « militaire »; par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, dans l'article déjà cité du 3 décembre 1916 (2<sup>e</sup> édit.), et par la presse germanophile des pays neutres (1). La correspondance des déportés est soumise à un régime de restriction et de surveillance analogue à celui des prisonniers de guerre (Cf. le fac-similé de carte postale de travailleurs civils, p. 414).

Quant à l'approbation alléguée, que donnerait la population d'Anvers à l'arrêté du 3 octobre et aux mesures d'exécution qui l'ont suivi, on en jugera par la pièce ci-après, émanant de témoins autorisés, résidant sur place, mandataires responsables des citoyens anversois, attestant, à la face de l'autorité allemande, des faits dont un peuple entier est spectateur et dont la vérité ne peut faire doute, puisque les nations neutres qui ont encore en Belgique leurs

---

(1) Exemple : les journaux suédois le *Nya Dagligt Allehanda* (11 novembre 1916) et l'*Aftonbladet* de Stockholm (12 novembre 1916) publient un article d'inspiration allemande développant cette idée : « L'Allemagne a le droit de considérer comme prisonniers de guerre tous les Belges aptes au service militaire. » Ce journal oublie que c'est déjà une question de savoir si l'Allemagne pouvait avoir ce droit eu égard à la législation militaire belge, mais qu'à coup sûr, si elle l'avait, elle ne l'a plus depuis l'engagement positif pris par le général von Huene et le maréchal von der Goltz, et incontesté même par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (numéro du 3 décembre 1916) de « ne pas traiter comme prisonniers de guerre les réfugiés belges qui rentreraient ».

représentants diplomatiques, en ont fait l'objet d'une protestation officielle à Berlin, en dépit des dénégations de l'Allemagne.

Anvers, le 16 octobre 1916.

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général en Belgique, Bruxelles.*

EXCELLENCE,

En vertu d'une ordonnance du gouverneur militaire d'Anvers, rendue d'après les instructions du Gouvernement général en Belgique et datée du 2 novembre 1916, nos concitoyens sans travail se trouvant sur les listes du *Meldeamt* sont appelés en ce moment à se présenter à la gare du Sud. De là, ils seront transportés, de force s'il le faut, en Allemagne, pour y être contraints de se livrer aux travaux qui leur seront assignés.

Les mêmes mesures sont prises dans le reste du pays.

Sans jugement, sans avoir commis de délit, des milliers de citoyens libres sont ainsi déportés contre leur volonté en terre ennemie, loin de leurs foyers, loin de leurs femmes et de leurs enfants, pour y subir le traitement le plus dur pour un homme libre : la contrainte au travail.

Députés, sénateurs, notables d'Anvers et son agglomération, nous croirions manquer à tous nos devoirs si de pareils faits pouvaient se passer sous nos yeux, sans que nous usions du droit que nous avons de nous adresser en toutes circonstances au pouvoir exécutif pour faire valoir nos griefs, nos réserves ou nos protestations.

De quel droit le travail forcé, avec déportation, est-il introduit dans notre malheureux pays?

Telle est la question à laquelle nous cherchons en vain une réponse.

Le droit des gens condamne une pareille mesure.

Il n'est pas un auteur moderne qui la justifie. Les textes de la Convention de La Haye, limitant les réquisitions au profit de l'armée d'occupation, y sont directement contraires.

Le droit constitutionnel de tous les pays européens, y compris celui de l'Allemagne, ne leur est pas moins opposé. Le plus illustre de vos souverains, Frédéric II, a honoré comme un dogme la liberté individuelle et le droit de tout citoyen de disposer de ses facultés et de son travail comme il l'entend. L'occupant doit respecter ces principes essentiels, qui, depuis des siècles, sont devenus le patrimoine commun de l'humanité.

On ne saurait contester que les forces ouvrières belges déportées en vertu des mesures dont il s'agit, dégagent à due proportion des ouvriers allemands, en les rendant libres d'aller combattre les frères et les fils des ouvriers dont on s'empare par la force. C'est là une coopération évidente à la guerre contre notre pays, ce que l'article 52 de la Convention de La Haye défend en propres termes.

Ce n'est pas tout.

Au lendemain de l'occupation d'Anvers, des centaines, des milliers de nos concitoyens avaient quitté leur pays et s'étaient réfugiés en Hollande, dans la région située le long de la frontière.

Les déclarations les plus rassurantes leur ont été faites par les autorités allemandes.

Le 9 octobre, le général von Beseler, commandant en chef l'armée assiégeante, soumettait aux négociateurs envoyés à Contich une déclaration portant : « Les gardes civiques désarmés ne seront pas considérés comme prisonniers de guerre. »

Sous la même date, le lieutenant-général von Schultz, appelé au commandement de la position fortifiée d'Anvers, faisait proclamer ce qui suit :

« Le soussigné, commandant de la position fortifiée d'Anvers, déclare que rien ne s'oppose au retour des habitants dans leurs foyers.

« *Aucun d'eux ne sera molesté.*

« *Les membres de la garde civique, s'ils sont désarmés, peuvent rentrer en toute sécurité.* »

Le 16 octobre 1914, le cardinal Mercier faisait communiquer à la population une déclaration signée par le général von Huene, gouverneur militaire d'Anvers, dans laquelle celui-ci disait *in terminis*, en vue de la publication :

« Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. »

Peu de temps après, l'éminent prélat de Belgique demanda au baron von der Goltz, gouverneur général en Belgique, de ratifier pour la généralité du pays, sans limite de temps, les garanties que le général von Huene lui avait données pour la province d'Anvers.

*Il obtint satisfaction.*

Enfin, le 18 octobre 1914, l'autorité militaire d'Anvers a remis, sous sa signature, aux délégués du général Van Terwisga, commandant de l'armée hollandaise de campagne, une déclaration confirmant non seulement que les jeunes gens et les gardes civiques désarmés pouvaient rentrer en Belgique et « ne seraient pas inquiétés », mais ajoutant, en outre, que « le bruit selon lequel les jeunes gens belges seraient conduits en Allemagne... est dénué de tout fondement ».

C'est sur la foi de ces déclarations solennelles et publiques que de nombreux citoyens, non seulement d'Anvers, mais de toutes les parties du pays, ont franchi à nouveau la frontière et sont revenus dans leurs foyers.

Or, ces hommes, qui sont rentrés en Belgique après des engagements aussi formels, seront demain envoyés en Allemagne pour y être astreints à ce travail forcé qu'on a promis de ne pas leur appliquer.

Dans ces conditions, nous croyons être en droit de demander que la mesure prise soit rapportée.

Nous ajoutons que le traité de Contich (1) stipule formellement que les gardes civiques ne seront pas traités comme prisonniers de guerre; il ne peut donc s'agir de les transporter en Allemagne pour un traitement encore plus rigoureux.

Le préambule de l'ordonnance dont nous nous occupons semble faire grief à nos ouvriers de leur inaction, invoque le souci de l'ordre public et s'inquiète des charges croissantes de la charité publique.

Nous nous permettons de faire remarquer à Votre Excellence que, lors des invasions des armées allemandes, il y avait dans ce pays de considérables approvisionnements en matières premières, dont la transformation eût occupé pendant longtemps d'innombrables ouvriers.

Ces stocks ont été enlevés et transportés en Allemagne.

Il y avait des usines complètement outillées qui auraient pu travailler pour l'exportation vers les pays neutres. Les machines-outils et bien d'autres ont été enlevées, en grand nombre, et ont été envoyées en Allemagne.

Certes, il est arrivé que nos ouvriers aient refusé du travail offert par l'occupant, parce que ce travail tendait à l'assister dans ses occupations militaires; à des gros salaires gagnés à ce prix, ils ont préféré les privations. Mais quel est le patriote et quel est l'homme de cœur qui n'admirerait pas ces pauvres gens pour cette dignité et pour ce courage?

Aucun reproche d'inaction ne peut donc être fait à nos classes ouvrières qui, pour l'amour du travail, ne le cèdent à personne.

L'ordonnance invoque en outre le souci du bon ordre et se préoccupe de ne pas laisser de nombreux chômeurs à charge de la bienfaisance publique.

L'ordre n'a pas été troublé.

Quant à l'assistance sociale, il est vrai que des millions ont été dépensés en secours aux chômeurs depuis le début de la guerre en Belgique. Mais pour cet immense effort de solidarité rien n'a été demandé au Gouvernement allemand, ni même au Trésor belge administré sous votre surveillance et alimenté par nos contribuables.

Le souci d'un argent qui ne vient pas d'elle ne doit pas inquiéter l'Allemagne, et Votre Excellence n'ignore pas que non la bienfaisance publique, mais le Comité national assure le budget de cette œuvre si nécessaire, et le fera dans l'avenir comme il l'a fait dans le passé.

---

(1) Les signataires appellent de ce nom l'arrangement conclu le 9 octobre 1914, quelques heures avant l'entrée des troupes allemandes dans Anvers, entre le général von Beseler, commandant l'armée assiégeante, et certains représentants de la population civile, pour régler, autant que possible, les questions urgentes soulevées par le premier contact entre assiégeants et assiégés. On sait, par ailleurs, qu'il n'y eut pas de capitulation proprement dite de la place forte : la résistance de celle-ci cessa de fait à la suite de la retraite volontaire des troupes belges qui réussirent à échapper à l'étreinte du vainqueur pour aller s'établir sur l'Yser.



Aucun des motifs invoqués à l'appui de la politique nouvelle ne nous apparaît comme fondé.

Dans l'histoire de la guerre, on chercherait en vain, depuis deux siècles, un précédent.

Et dans les guerres de la Révolution ou de l'Empire, ni dans celles qui ont ensuite désolé l'Europe, personne n'a porté atteinte au principe sacré de la liberté individuelle des populations paisibles et inoffensives.

Où s'arrêterait-on dans cette voie si la raison d'État pouvait justifier un pareil traitement? Même dans les colonies, le travail forcé a disparu à notre époque.

En conséquence, nous prions Votre Excellence de prendre en considération l'exposé que nous venons de lui soumettre et de renvoyer dans leurs foyers ceux de nos concitoyens qui ont été déportés en Allemagne à la suite de l'ordonnance du 2 novembre 1916.

*(Suivaient les signatures des sénateurs, des représentants et de nombreux notables d'Anvers et des environs.)*

Mais surtout, comment concilier l'interprétation des promesses du général von Huene émanant de lui-même et l'interprétation de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, avec celle qu'adopta finalement le Gouvernement allemand dans sa réponse officielle du 29 décembre 1916 au Gouvernement néerlandais, reçue au moment de donner le bon à tirer de cet ouvrage, et disant (résumé télégraphique des agences de presse d'Amsterdam, 12 janvier 1917, d'après la séance de la seconde Chambre hollandaise) :

En ce qui concerne les assurances données en octobre 1914 par von Huene, gouverneur d'Anvers, au député belge Franck et aux autorités néerlandaises relativement aux Belges réfugiés en Hollande, *ces assurances ne concernaient que les habitants d'Anvers, de Borgerhout et de Berchem* (deux faubourgs d'Anvers *intra muros*), où les ouvriers touchaient des salaires fixes. Elles ne concernaient pas les habitants des autres villes, ni en général les chômeurs. Le Gouvernement allemand estime donc que les assurances de M. von Huene ne sont pas en contradiction avec les mesures récentes.

Le Gouvernement allemand, tenant cependant compte de toute possibilité d'un malentendu des autorités néerlandaises ou des Belges réfugiés aux Pays-Bas, se déclare prêt à rapatrier ceux de ces réfugiés rentrés à la suite de ces assurances, à la condition que la Hollande veuille bien recevoir ceux qui ne peuvent trouver aucun travail en Belgique (1).

---

(1) Le ministre des Affaires étrangères de Hollande a fait savoir au Gouvernement allemand qu'il acceptait cette dernière condition.

Inutile de prolonger le commentaire : il se voit assez que l'autorité allemande adopte indifféremment n'importe quelle interprétation pourvu qu'elle serve son intérêt du moment. La restriction, qu'elle allègue, de l'immunité de 1914 à trois communes seulement, est contredite par les trois dernières lignes de l'avis de M. Franck du 13 octobre 1914; elle ne figure pas dans la déclaration conjointe du général von Huene; il n'en est pas trace dans l'interprétation personnelle et *pro domo* de ce dernier; elle est contredite formellement par les affiches apposées en 1914 en Belgique et en Hollande, entre autres par l'affiche de Lokeren (trauite ci-dessus et reproduite en fac-similé).

#### § 4. — La sincérité du gouverneur général von Bissing.

Le gouverneur général von Bissing lui-même n'échappe pas au reproche d'être ou bien peu sincère, ou bien singulièrement oublieux de ses promesses, ou bien mal informé de ce qui se passe dans son gouvernement. Lui aussi avait promis, comme le général von Huene, que la liberté individuelle des citoyens belges qui se soumettraient au contrôle militaire serait respectée.

Des Avis affichés à Bruxelles, évidemment avec son assentiment, par le gouverneur du Brabant, le général von Kraewel, les 19 février et 17 mars 1915 (1), attestaient solennellement que « le Gouvernement allemand ne projetait ni d'incorporer des sujets belges dans l'armée allemande, *ni de les emmener en Allemagne comme prisonniers pendant la durée de la guerre* ».

Le 22 octobre 1915, le gouverneur général von Bissing en personne éprouve le besoin de faire savoir par affiches ce qui suit :

Je répète que le contrôle [militaire] n'a d'autre but que de permettre de constater la présence des personnes inscrites et de les empêcher de quitter le pays.

On n'a donc nullement l'intention de les incorporer dans l'armée allemande *ni de les interner comme prisonniers de guerre*.

Qu'est-ce d'autre pourtant que « traiter les civils belges comme

---

(1) On en trouvera le texte dans la protestation du Collège échevinal de Bruxelles du 17 novembre 1916, insérée aux *Annexes* (chap. XVIII, § 3).

prisonniers de guerre », que de les déporter en Allemagne pour les astreindre au travail pour l'ennemi (1)?

En juin 1916, lorsque l'attitude de l'autorité allemande devenait déjà équivoque et commençait à faire naître des craintes, l'échevin faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles, M. Lemonnier, avait jugé nécessaire d'obtenir des renseignements précis sur les intentions du Gouverneur allemand, et il les avait obtenus, ainsi qu'en fait foi la lettre ci-après, datée du 24 juin 1916 (nous en retraquons un extrait d'après le *Telegraaf* du 28 novembre 1916, édition du matin) :

*Lettre de M. Maurice Lemonnier, faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles, aux élèves de l'École d'ouvriers métallurgistes.*

L'autorité allemande nous ayant demandé la liste des élèves qui suivent les cours pour métallurgistes sans travail, nous lui avons répondu qu'il nous serait agréable, dans le cas où les élèves nous permettraient de communiquer leurs noms, de pouvoir en même temps leur donner l'assurance que cette liste ne pourrait pas contribuer à leur nuire sous aucun rapport, et surtout ne limiterait pas leur liberté de citoyen et d'ouvrier professionnel. A cette question, nous avons reçu du Gouverneur allemand la réponse suivante :

*« Au Bourgmestre de la Ville de Bruxelles.*

*« Je ne demande pas ces renseignements pour nuire aux ouvriers de l'industrie métallurgique, ni pour mettre en danger leur liberté individuelle.*

*« En conséquence, je vous prie de m'envoyer d'urgence la liste demandée. »*

C'est sous ces conditions que nous vous demandons de nous faire savoir si les élèves consentent à laisser mentionner leurs noms sur cette liste.

En considération de l'assurance formelle de l'autorité allemande, nous ne voyons aucun inconvénient à dresser cet état. C'est pourquoi nous mentionnerons vos noms sur la liste, à moins que, dans les cinq jours, par conséquent au plus tard le 29 juin, vous ne nous avisiez du contraire.

Je vous prie d'envoyer la réponse au secrétaire communal à l'Hôtel de Ville de Bruxelles.

*Le Bourgmestre faisant fonctions,*  
(s) MAURICE LEMONNIER.

---

(1) Le *Règlement* de la guerre (IV<sup>e</sup> Convention de La Haye) dit :

« ART. 50. — L'État peut employer comme travailleurs les prisonniers de guerre. »

Mais il ajoute aussitôt :

« Leurs travaux ne seront pas excessifs et n'auront aucun rapport avec les opérations de la guerre. »

Trois mois après, le Gouverneur général laissait protester cette promesse officielle écrite.

Il y a pis encore, si possible.

On a vu que, dans son interview avec le correspondant du *New-York Times*, le gouverneur général von Bissing insiste sur l'humanité avec laquelle les autorités allemandes exécutent l'arrêté du 3 octobre et sur les dispositions pleines de prévenance et de sollicitude prises pour éviter les « méprises » sur la condition sociale des déportables et aussi pour adoucir le sort des déportés, auxquels on va jusqu'à permettre d'emmener leurs familles ou de revenir en congé en Belgique pour se réconforter au foyer familial.

Or, le même jour où l'interview était publiée à New-York, le lieutenant-général Hurt, gouverneur de Bruxelles et de la province du Brabant, faisait parvenir à tous les bourgmestres des communes de son ressort un Avis daté de Bruxelles, 12 novembre 1916, disant (Texte repris du *Bruxellois* du 17-18 novembre 1916; nous soulignons) :

Ce n'est pas la population belge qui profitera le moins de l'ordre donné par le Gouverneur général de transporter en Allemagne les sans-travail et les chômeurs volontaires qui sont à la charge de l'assistance publique. Les classes laborieuses réduites à l'inaction depuis des années trouveront en Allemagne des salaires rémunérateurs qu'elles ne peuvent trouver en Belgique, à raison principalement du manque de matières premières.

Il est du devoir de toutes les administrations communales belges de prêter leur aide à l'exécution des mesures. Tous les bourgmestres doivent immédiatement remettre au Kreischef — pour le Grand-Bruxelles, à la Kommandantur — les listes exigées des ouvriers n'ayant pas d'occupation suffisante. Les communes doivent s'attendre de jour en jour, à partir de cette date, à préparer leurs chômeurs au départ.

Dans les communes où les listes ne seront pas fournies en temps voulu, l'Administration allemande choisira elle-même les hommes à transporter en Allemagne. Mais elle n'a ni le temps ni les moyens de faire une enquête sur la situation de chaque personne. Si donc, au cours de ce choix, il se produit des cas pénibles ou des erreurs, la responsabilité en retombera sur les bourgmestres qui auront refusé d'aider l'Administration allemande. J'insiste sur le fait que les ouvriers, une fois transportés en Allemagne, ne pourront revenir en Belgique que dans des cas exceptionnels d'extrême urgence ou justifiés par des raisons irrécusables.

Je sévirai avec la plus extrême rigueur contre les bourgmestres qui ne dresseront pas les listes ou qui les dresseront avec négligence, et cela non seulement pour désobéissance aux ordres allemands, mais aussi pour avoir méconnu leur devoir vis-à-vis de la population commise à leurs soins.



Ainsi donc, c'est l'*Administration allemande qui choisit elle-même les déportés* ; pas d'enquête, pas de juridiction d'examen, pas de recours ; l'*Administration allemande n'en a pas le temps ni les moyens* ; elle n'a le temps et les moyens que d'effectuer l'enlèvement par masse, au petit bonheur.

Quels aveux!...

« Le bourgmestre assiste aux opérations de recrutement », disait le gouverneur général von Bissing dans son interview.

« On ne tient aucun compte de ses observations », réplique, après expérience faite, le cardinal Mercier (lettre du 29 novembre 1916, voir chap. XVIII, § 4) ; et tous les signataires des protestations officielles belges remises à ce même Gouverneur général et aux représentants à Bruxelles des Gouvernements neutres, confirment le démenti du cardinal que le Gouverneur général n'ose relever dans ses répliques.

Le cardinal fait aussi valoir (*ibid.*) que l'autorité allemande, si elle voulait sincèrement s'éclairer avant les enlèvements, pourrait consulter les membres du clergé, particulièrement renseignés sur la condition sociale de leurs paroissiens, surtout de la classe pauvre : l'autorité allemande s'en garde bien.

Et que dire du fait qu'elle ne tient compte ni des certificats d'emploi les plus incontestables, ni des certificats des commissions de ravitaillement, ni même des cartes d'identité des membres de sections locales de la *Commission for Relief in Belgium* (Exemples : déportations d'Arlon et de Libramont relatées au chapitre XXI, § 3) ?

L'autorité allemande expédie, sans plus, la population en Allemagne, par troupeaux de tant et de tant de têtes. Elle affirme que là, on procède à un triage. Mais c'est pour répartir les déportés au travail selon leurs aptitudes et selon ses besoins ; ce n'est pas un triage destiné à réparer les « méprises » que l'on affecte de déplorer, tout en ne faisant rien pour les éviter.

Sous la pression de la nécessité, l'autorité allemande a renvoyé en Belgique quelques hommes malades ou débiles : le déchet inutilisable!...

Sous la pression diplomatique des États-Unis et de l'Espagne, l'autorité allemande a renvoyé aussi dans leurs foyers quelques centaines d'hommes valides *sur plus de cent mille* : renvoi décidé pour la montre et d'ailleurs opéré sans contrôle ni garantie et qui est lui-même, dans ces conditions, un nouvel acte d'arbitraire, une nouvelle iniquité envers ceux qu'on retient !

Comment l'« humanité » de l'autorité allemande se manifeste

au cours des opérations d'enlèvement, en particulier dans la province même du Brabant dont Bruxelles, siège du Gouvernement général, est le chef-lieu ? On l'a pu voir en lisant la relation des enlèvements du canton de Wavre et celle de l'enlèvement de Nivelles, toutes deux écrites par des témoins oculaires.

Et quant au sort réservé aux malheureux déportés aux camps et aux chantiers où on les met en esclavage, quelles horreurs ne recouvre pas la protestation « humanitaire » du Gouverneur général !

Si l'on n'avait rien appris directement sur ce que souffrent les Belges déportés en Allemagne, on pourrait déjà, avec assez de certitude, conjecturer ce qui les attend dans les usines allemandes où ils seront employés. Sait-on, à l'étranger, que l'idée est agitée d'ores et déjà en Allemagne, d'employer dans les usines, concurremment avec la main-d'œuvre d'ouvriers honorables, la main-d'œuvre aussi de prisonniers allemands de droit commun ? L'outrage de cette promiscuité honteuse paraît menacer réellement les civils belges déportés à destination des usines allemandes, lorsqu'on lit des articles comme celui-ci dans le plus important organe de l'Allemagne (*Frankfurter Zeitung*, n° 333 du 1<sup>er</sup> décembre 1916, 1<sup>re</sup> feuille du matin, p. 3) :

*Des prisonniers de droit commun employés dans l'industrie.*

Une requête ayant été faite au ministère de la Justice de Saxe par une entreprise industrielle, demandant qu'on lui permit de prendre de la main-d'œuvre qualifiée parmi les prisonniers de droit commun, le ministère s'est montré favorable à la prise en considération de ce vœu en octroyant en certains cas des suspensions temporaires de détention ou du moins des sursis de peine. A cette occasion, le ministère de l'Intérieur de Saxe s'est décidé à inviter la Chambre de Commerce à lui faire connaître si un octroi de main-d'œuvre à prélever dans les maisons pénitenciaires de Saxe était désiré. Il résulte d'une demande adressée à la plupart des firmes de l'*Oberlausitz* de Saxe, que plusieurs, parmi elles, sont opposées à l'utilisation de prisonniers, parce qu'une pareille mesure porterait atteinte à la dignité des ouvriers et constituerait également un danger pour les nombreux ouvriers adolescents (*jugendlich*). Par contre, de très nombreuses firmes ont accueilli avec plaisir, pour des raisons pratiques, la perspective de l'octroi de prisonniers. La Chambre de Commerce de Zittau a donné connaissance au ministère de l'Intérieur de l'attitude des firmes et lui a remis en même temps une liste des firmes qui sont disposées en principe à l'utilisation de prisonniers. Il est indiqué en plus sur cette liste quelles catégories de professions sont prises en considération et de combien de prisonniers on a besoin.

Mais il n'est pas nécessaire de recourir à des conjectures; on est entré en possession de renseignements sûrs par quelques malheureux qui ont été renvoyés en différentes parties du pays, malades ou même presque moribonds, dans le courant de décembre 1916. Nous résumons ci-après ces renseignements :

Ces pauvres gens sont revenus de Soltau. On les y a entassés un matin dans un wagon à bestiaux au nombre de 70. Le wagon a été attaché à un train de marchandises. On les descendit au fur et à mesure que le train passait dans la région d'où ils avaient été enlevés. Certains ont mis trois jours et trois nuits pour arriver à destination (un express met six heures de Soltau à Bruxelles). Pour tous soins pendant ce transfert, ils reçurent du pain et de l'eau de temps à autre. Ils sont arrivés chez eux amaigris, hâves, tousant, la plupart atteints sans doute de tuberculose. Leur aspect a fait pleurer les gens et leurs familles et connaissances.

Leurs récits séparés, faits sur le ton de la résignation, propre aux martyrs, concordent en tous points.

Comme nourriture, on donnait au camp civil de Soltau : le matin, à 6 heures, un bol de décoction de glands de chênes sans rien d'autre; à midi, un demi-litre de soupe comprenant beaucoup d'eau, un peu de navets, de carottes, de crevettes et du camphre, sans pain ni pommes de terre; à 3 heures, 250 grammes de pain noir mauvais, souvent moisi; le soir, un demi-litre de soupe comme à midi, contenant quelquefois du son ou du gritz de maïs.

A ce régime, les plus forts s'étiolaient et les gens à tempérament faible ne tardent pas à tomber gravement malades et à succomber. Il en meurt tous les jours. Deux sont devenus fous dès la première semaine.

La faim tourmente à ce point ces malheureux, que, le soir, ils ramassent les pelures des pommes de terre destinées uniquement au personnel allemand, des navets et des carottes, pelures qu'ils se partagent alors et mangent crues pour tromper leur faim.

Un ouvrier qui essaya de s'enfuir, las de tant de misères, fut tué avec sauvagerie : on l'abattit d'un coup de fusil et on l'acheva à la baïonnette.

Malgré tant de supplices, les ouvriers refusent de travailler. D'autre part, on leur fait les promesses les plus séduisantes : bonne nourriture, salaires considérables. La grande majorité préfère endurer la mort par la faim.

Les procédés les plus variés sont employés pour obtenir des

ouvriers leur consentement au travail. Un jour, on a pris 40 artisans et on les a emmenés; huit jours plus tard, ils sont revenus. Ils ont raconté à leurs camarades qu'ils avaient été transportés dans le grand-duché de Bade; qu'ils y avaient été mis à un régime alimentaire abondant et excellent pendant une couple de jours; qu'ensuite on leur avait déclaré que, s'ils acceptaient de travailler, ils recevraient tous les jours autant; devant leur refus, ils ont été ramenés à Soltau, restant trente-cinq heures dans un wagon à bestiaux, sans nourriture et sans pouvoir descendre pour satisfaire leurs besoins naturels.

Un autre jour, apparaît dans le camp des civils un homme vêtu en sergent du 8<sup>e</sup> de ligne belge. En excellent français et en flamand, il les harangue, leur disant qu'« ils sont bien naïfs de supporter tant de souffrances; que personne ne leur en saura gré; que les bourgeois en Belgique continuent à vivre grassement; que le Gouvernement belge au Havre se f... pas mal d'eux; qu'il ne fera rien pour intervenir en leur faveur, attendu que tout le monde sait qu'ils ne feraient rien en opposition avec leurs sentiments patriotiques en exerçant des travaux paisibles en Allemagne; etc... »

Plus tard, des civils apprirent que cet individu était un recruteur allemand déguisé en soldat belge.

Il y a, à Soltau, 11.000 déportés, qui refusent de travailler.

D'autre part, on sait dès à présent, d'une manière positive, que la condition des Belges déportés au front allemand dans le nord de la France est aussi affreuse.

Du reste, l'affiche du 20 octobre 1916 apposée à Antoing (près de Tournai, province du Hainaut) (Voir chap. IV), pour convoquer les hommes au travail soit « volontaire », soit forcé, affirme que « la population ne sera, en aucun cas, soumise à des travaux exposés au feu continu »; il est donc certain que les malheureux déportés sont contraints de travailler à portée du feu de l'artillerie alliée (Voir aussi aux *Annexes*, chap. XXI, § 3, C).

### § 5. — Versatilité et artifices de la presse allemande.

En est-ce fini des preuves de la « bonne foi » allemande?

Hélas! non, pas encore.

Le lecteur serait imparfaitement renseigné si, en regard de ces actes et de ces déclarations, nous ne placions, une fois encore,



quelques extraits de la presse allemande officieuse qui laissent, eux aussi, bien peu de place à l'hypothèse de la sincérité.

Rappelons le point d'où l'on est parti : « Le chômage est une plaie sociale; économiquement et humanitairement il est du devoir de l'Administration allemande d'y porter remède en organisant l'obligation du travail dans les limites du droit des gens. » Comment la presse allemande officieuse interprétait-elle ces limites, dans l'intervalle de temps qui s'est écoulé *après* les arrêtés des 2 et 15 mai 1916 et *avant* l'arrêté du 3 octobre 1916, lorsqu'elle avait à défendre les premiers, qui organisaient le travail forcé *en Belgique*, contre le Mémorandum anglais du 8 juillet 1916, sans connaître encore le dernier qui allait instituer le travail forcé *en Allemagne* ?

La *Frankfurter Zeitung* (n° 212 du 2 août 1916, 1. Morgenbl.) va nous le révéler :

Ils (les deux arrêtés de mai 1916) visent uniquement les travailleurs qui refusent une occupation conforme à leurs aptitudes et se fient à l'assistance directe. Ils seront en ce cas astreints *exclusivement* (1) à des travaux destinés à l'intérêt du pays (Belgique). Remplacer l'assistance par le travail est un des premiers principes de toute prévoyance sociale.

La presse germanophile, en enregistrant cette déclaration, l'a commentée en ces termes (*Berner Intelligenzblatt*, 4 août 1916) :

Si réellement les travailleurs belges ne sont astreints qu'à des travaux destinés à l'intérêt du pays — la culture du sol et même la construction de routes s'y rattachent — alors personne ne peut rien objecter aux ordonnances de travail même du point de vue du droit des gens.

La base de la justification allemande des arrêtés du 2 et du 15 mai 1916, au point de vue du droit des gens, était donc alors que les travaux forcés des chômeurs astreints au travail s'exécuteraient *exclusivement en Belgique et dans l'intérêt de la Belgique*.

Deux mois après, l'autorité allemande décrète le travail forcé *en Allemagne*. Aussitôt, changement à vue de la presse allemande : le travail forcé *en Allemagne* est subitement devenu conforme en tous points au droit des gens; il suffit pour cela qu'il ne s'agisse pas de travail destiné aux opérations de guerre des armées allemandes. Ce thème nouveau est exploité dans de nombreux articles et dép ches Wolff que la presse germanophile accueille et commente

---

(1) Souligné par le journal.

avec la même faveur qu'elle avait fait, peu auparavant, des articles et dépêches Wolff, affirmant la légitimité du travail forcé *exclusivement en Belgique et pour l'intérêt de la Belgique*.

Les Belges, en territoire occupé, ont pu à leur tour constater ce même changement à vue dans les mêmes journaux officiels et à la même place où ils avaient lu, en août et septembre 1916, les apologies du genre de celle du *Berner Intelligenzblatt*.

Non moins significative est l'attitude de la presse officielle allemande au sujet de la protestation des Gouvernements neutres.

La protestation des Gouvernements neutres paraît avoir quelque peu gêné l'Allemagne officielle. La presse allemande a accueilli avec roideur les remontrances, pourtant très polies, de la Suisse (1); elle a tenté impertinemment de diminuer l'importance de celles des États-Unis, en détournant le sens de la démarche faite spontanément à Berlin par le Gouvernement de la République fédérale. Alors qu'un télégramme de Washington (15 novembre 1916) aux agences de l'*Associated Press* en Europe disait :

Département d'État a ordonné au chargé affaires États-Unis à Berlin Grew de discuter question déportation des Belges personnellement avec Bethmann-Hollweg. Grew a reçu mission informer Chancelier que telles déportations ne peuvent qu'avoir un effet plus désastreux sur opinion des neutres, particulièrement États-Unis qui ont toujours eu à cœur bien-être population civile belge. Cette décision département État est résultat long rapport envoyé par Grew, lequel déclarait avoir déjà discuté officiellement situation avec Zimmermann, qui avait admis que mesures définitives avaient été adoptées pour obliger les Belges et donnait comme raison qu'un si grand nombre Belges refusaient travailler que fardeau imposé de ce fait à charité publique était devenu intolérable. Déportations belges sont envisagées ici non seulement comme violation conventions internationales, mais aussi, jusqu'à un certain degré, comme violation assurances fournies par Allemagne à M. Gérard, juin dernier, concernant déportations françaises Lille, Roubaix, Tourcoing, déportations qu'on craignait même voir appliquer aux Belges. Allemands avaient alors affirmé qu'aucune nouvelle déporta-

---

(1) *Münchener Neueste Nachrichten*, 30 novembre 1916 : « La communication amicale de la Suisse ne changera certainement rien à la mesure même de la déportation des chômeurs hors de Belgique, car cette mesure est nécessaire au maintien de l'ordre et de la sécurité militaire de la Belgique. »

Toute la presse allemande a publié à ce propos une note disant que l'Allemagne n'avait pas à s'inquiéter de l'« impression défavorable » causée par les déportations belges et dont parlait la note suisse, et que, nonobstant cette « impression défavorable », l'Allemagne ne se laisserait pas détourner de sa route.

tion n'aurait lieu, voici comment la propagande allemande essaya de parer le coup ;

*Kölnische Zeitung*, 18 novembre 1916, n° 1174 (nous soulignons) :

« La presse ennemie répand la nouvelle que le chargé d'affaires américain aurait protesté auprès du Gouvernement allemand contre la déportation des chômeurs de Belgique vers l'Allemagne. Nous apprenons que la nouvelle, sous cette forme, est tout à fait inexacte. Il est exact que le chargé d'affaires américain a prié simplement qu'on lui donnât des éclaircissements sur le véritable état de choses et il a justifié cette demande en disant que le Gouvernement américain voulait être armé pour prendre position, si besoin était, contre un exposé anglais de l'affaire. Cette nécessité pouvait se présenter dans le cas où le Gouvernement anglais prendrait texte de cette action des Allemands pour mettre des entraves aux secours américains en Belgique. Naturellement les documents nécessaires ont été mis à la disposition du chargé d'affaires. »

Cette note fut reproduite par toute la presse allemande et répandue dans le monde entier.

On appréciera la sincérité de cette explication officieuse allemande en la rapprochant du texte de la protestation américaine officielle câblée à Berlin quelques jours après, le 29 novembre 1916, et rendue publique aux États-Unis, le 8 décembre 1916, par le département d'État de Washington (texte communiqué par les agences de presse) :

C'est avec la plus grande douleur et le regret le plus vif que le Gouvernement des États-Unis a appris la politique adoptée par le Gouvernement allemand de déporter de Belgique une partie de la population civile à l'effet de la contraindre à travailler en Allemagne.

Il est obligé de protester amicalement, mais solennellement, contre cette mesure qui est contraire à tous les précédents et aux principes humanitaires, de pratique internationale, qui ont été acceptés et suivis depuis longtemps, par les nations civilisées, pour le traitement des non-combattants.

En outre, le Gouvernement des États-Unis est convaincu que l'effet de cette politique, si elle est poursuivie, sera fatal à l'œuvre d'assistance aux Belges, projetée dans un esprit humanitaire et mise à exécution avec succès, ce qui serait déploré généralement, et ce qui, à ce qu'on assure, embarrasserait sérieusement le Gouvernement allemand.

Les témoignages de la versatilité intéressée et incessante de l'autorité allemande abondent dans la presse officieuse des « kommandaturen » de la Belgique occupée.

Ouvrons, par exemple, la collection du *Bruxellois* de novembre 1916.

Les 12-13 novembre, nous y lisons une « déclaration officielle », destinée à rassurer l'opinion publique, émise de l'extension immédiate prise par les déportations : « Il va de soi que l'on ne prend que les chômeurs invétérés; les travailleurs qui peuvent sérieusement prouver leur activité ne sont pas inquiétés. » On déplore les erreurs et les méprises : « S'il s'en produit, hélas ! d'inévitables, c'est la faute des administrations belges... », etc.

Les 16-17 novembre, le journal reproduit une dépêche de Zurich, rapportant à Bruxelles un article inspiré de Bruxelles au journal germanophile la *Zürcher Post* (numéro du 15 novembre 1916) et insistant sur la confiance due à ce propos à l'autorité allemande :

Après tout cela, il n'existe aucune raison de se méfier des assurances données par les Allemands, que ce ne sont que les ouvriers qui n'acceptent pas volontiers un travail contre bon salaire, qui seront déplacés par la contrainte, en vue de travaux à accomplir.

Or, voilà que, le lendemain (numéro des 17-18 novembre), le même journal toujours, publie à la même place, dans sa page 2, l'Avis du lieutenant-général Hurt aux bourgmestres du Brabant, cité ci-dessus et qui contient la phrase typique : « L'Administration allemande choisira elle-même les hommes à transporter en Allemagne... Elle n'a ni le temps ni les moyens de faire une enquête sur la situation de chaque personne. » Cet Avis, qu'on veuille bien le remarquer, a été signé et envoyé aux bourgmestres *le même jour*, 12 novembre, où l'organe officieux du lieutenant-général Hurt imprimait la « déclaration officielle » ci-dessus, destinée à rassurer la population sur le sérieux avec lequel on procéderait au choix des déportés.

De qui pouvait venir cette « déclaration officielle », sinon du gouverneur même du Brabant qui signait, au même instant, un « Avis », aussi officiel, mais tout contraire ?

Les trois fac-similés ci-contre permettront au lecteur de bonne foi de mesurer de ses yeux la confiance que peut encore mériter une autorité qui use de tels procédés pour tromper le public.

Dira-t-on peut-être que ce sont là procédés de « la petite presse » ?

La grande presse allemande elle-même ne croit pas en dessous de sa dignité de recourir à des subterfuges qui, pour être différents et même plus puérils, n'en sont pas moins blâmables.

L'organe officiel de la Chancellerie impériale, la *Norddeutsche*



*Allgemeine Zeitung* (n° 356, du 24 décembre 1916, 2<sup>e</sup> édition), sous prétexte de représenter quelle est l'exacte opinion des travailleurs belges déportés en Allemagne, a publié onze prétendues lettres émanant d'ouvriers belges émigrés, toutes datées de l'époque 17-27 novembre 1916.

Les auteurs de ces lettres, qui ne sont naturellement pas désignés, se répandent en témoignages de satisfaction sur les soins dont ils sont l'objet, sur les égards que l'on a eus pour eux dans le voyage, surtout sur la nourriture. Le journal allemand note lui-même, dans une introduction, qu'ils décrivent l'Allemagne comme « un vrai pays de cocagne » (*ein wahres Schlaraffenland*).

C'est ainsi qu'ils racontent qu'ils ont à manger les mets les plus variés : des œufs, quatre tartines par jour avec du beurre, de la graisse, du poisson, du lard, des saucisses, du café au sucre, des pommes de terre autant qu'ils en veulent, des légumes, des tranches de viande, des harengs saurs, des rollmops (anchois ou harengs conservés au vinaigre), du potage, du bouillon, des côtelettes de porc, de la bière, des épinards, du veau, du beefsteak, du jambon, etc.

L'un d'eux dit que, pour 45 pfennigs, les ouvriers ont « au restaurant » : soupe, pommes de terre et légumes « en si grande quantité que l'on doit en laisser dans l'assiette ».

Cette énumération mirobolante, qui fait ressembler le séjour des ouvriers belges en Allemagne, et la situation en général de l'ouvrier dans ce pays, à un paradis de Mahomet, suffirait déjà, à elle seule, à indiquer le degré de véracité ou de spontanéité de ces témoignages. Le lecteur de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* aura dû se demander s'il avait la berlue et, pour peu qu'il ait de mémoire, si l'on se moquait de lui. Car il connaît sans doute, autant que personne en Allemagne, et par une expérience personnelle fort dure et par les déclarations publiques du dictateur des vivres, M. von Batocki, à quelles difficultés insolubles se heurte, depuis trois mois surtout, le ravitaillement de la population allemande, en particulier de la classe ouvrière : « Pourrait-il donc être vrai qu'on traitât ainsi des émigrés belges ennemis, alors que d'honnêtes travailleurs allemands ont toutes les peines du monde à se sustenter?... »

N'est-ce pas, d'ailleurs, la même *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* qui a publié un mois auparavant (numéro du 17 novembre 1916, 1<sup>re</sup> édit.), — donc juste à l'époque où les onze « lettres d'ouvriers belges » auraient été écrites, — la lettre historique du maréchal von Hindenburg (adressée au Chancelier impérial et envoyée par celui-ci aux Gouvernements fédéraux, puis publiée), décrivant

comme suit la situation alimentaire de l'ouvrier allemand, précisément dans la région visée par les auteurs de ces prétendues lettres :

Tant du bassin houiller de la Ruhr que du Siegerland et que d'autres bassins industriels, on m'informe que l'on n'est pas encore parvenu à obtenir une distribution de graisse suffisante quelque peu équitable. Dans le Siegerland, il paraît que, depuis des mois, on ne dispose que d'une quantité de graisse tout à fait dérisoire.

Le contenu des lettres porte donc déjà à penser qu'elles ne sont pas des témoignages vrais, ou des témoignages sincères et spontanés.

Il y a même lieu de douter de l'authenticité des lettres, quand on en soumet à la critique le texte français original, publié par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, avec la traduction allemande (Voir le fac-similé).

On constate avec surprise que ce texte est rempli de termes et de tours de phrases très différents de la manière de s'exprimer des Belges de langue française, surtout dans les classes peu instruites, et qui sont, par contre, la translation littérale d'idiotismes allemands.

On relève, par exemple, ceci :

« Nous avons ici le temps de voir le beau Dusseldorf » (allemand : *das schöne Düsseldorf*) (Lettre 1<sup>re</sup>, dernière ligne).

« Nous avons aussi une cuisinerie en émail » (allemand : *ein Emaille-Kochgeschirr*) (Lettre 11<sup>e</sup>, ligne 15<sup>e</sup>).

« Robert et moi, couchons dans une chambres péciale. *Je tiens le gouvernement du tout...* » (allemand : *Ich habe die Leitung*) (Lettre 7<sup>e</sup>, ligne 16<sup>e</sup>).

D'autre part, les lettres sont agrémentées de fautes d'orthographe évidemment artificielles, car elles sont autres que celles que commettent en Belgique les personnes peu instruites et, en même temps, les mêmes lettres, émanant soi-disant d'ouvriers peu lettrés, renferment des expressions de style relevé ou scientifique, tout à fait invraisemblables sous leur plume. Par exemple :

« Ne vous faites pas *allution* sur mon sort... Je suis déjà tout *accoutumer* » (Lettre 5<sup>e</sup>, ligne 21<sup>e</sup>).

Un ouvrier belge aurait dit : « Je suis déjà tout *habitué* » ; les gens du peuple n'emploient pas le mot *allusion* ni *illusion*.

« Je me plai très bien en Allemagne, bonnes gens aimables et prêtes à vous rendre service quand ils peuvent *vous le faire* » (Lettre 4<sup>e</sup>, ligne 25<sup>e</sup>). Ceci ne se dit pas dans le peuple, en Belgique ; c'est un idiotisme français mal employé.

« On a du chauffage central partout où l'on se rend, cantine, *stall de repos*... Il y a de l'ouvrage, mais en *compensation*, il y a argent et nourriture excellente » (*Lettre 8<sup>e</sup>, lignes 15<sup>e</sup> et 37<sup>e</sup>*). Les gens du peuple n'emploient pas le terme scientifique « compensation », ni l'expression « *stall de repos* ».

« Nous avons *u* (!) également des saurets fumée, des rollmops, des pladeis fumés, ah ! ah ! ah !, et une sauce *excise* » (!!) (*Lettre 9<sup>e</sup>, ligne 12<sup>e</sup>*).

« J'ai fait la connaissance d'un traceur de Waudrez auquel je travaille avec lui » (*Lettre 10<sup>e</sup>, ligne 6<sup>e</sup>*).

Cet emploi vicieux du relatif est contraire aux habitudes du langage populaire; l'auteur de cette lettre, qui fait de si grossières fautes, dit plus loin, en langage de puriste :

« Nous avons deux tartines de pain très *nourrissant* » (*ligne 21<sup>e</sup>*).

Il y a aussi un ouvrier belge qui parle de « *fauteil* et de *divan* » comme un homme au courant du vocabulaire du grand monde (*Lettre 11<sup>e</sup>, ligne 16<sup>e</sup>*).

Enfin, voici le bouquet : dans une lettre d'un ouvrier qui serait de Bruxelles, le texte original français dit : « Notre arrivée c'est bien passer, nous habitons dans une superbe maison où il y a un grand concert, mais pas comme *dans la Hoogstrate* un concert dans le genre des environs de la place de Broukère » (*Lettre 11<sup>e</sup>, ligne 5<sup>e</sup>*).

Le fabricant de cette pièce ne sait pas, sans doute, qu'aucun homme du peuple bruxellois se servant de la langue française ne dit jamais la *Hoogstrate* pour désigner « la rue Haute » bien connue; même les Bruxellois qui se servent de la langue flamande désignent fréquemment cette rue par sa dénomination française.

Tels sont les grossiers artifices, indignes de gens sérieux, mais peu surprenants de la part de gens non sincères, auxquels le Gouvernement allemand a recours, dans le dessein d'égarer l'opinion publique en Allemagne et en pays neutres, sur la situation réelle des déportés belges.

## § 6 — Le conflit entre le droit du pays occupé et l'arbitraire du pouvoir occupant.

Le tableau des procédés de l'Administration allemande et la peinture de l'esprit de duplicité qui l'anime ne seraient pas complets si l'on n'y ajoutait une dernière touche, qui les parachève.

Tandis qu'au cardinal Mercier, le général von Bissing répond

par de la casuistique, l'autorité allemande, aux prises avec la fierté des édilités et des autorités sociales belges, emploie un autre langage.

Les industriels du canton de Vilvorde (ville située à 2 lieues au nord de Bruxelles) avaient adressé au lieutenant-général Hurt, gouverneur de Bruxelles et du Brabant, une protestation contre la déportation de leurs ouvriers. Le journal officieux allemand *Le Bruxellois* (n° 805, édit. A du 22-23 décembre 1916), sans publier d'ailleurs le texte de la protestation, rapporte, dans la « note communiquée » ci-après, la réponse qui leur fut faite.

### *Le départ des chômeurs.*

Réponse à une pétition des industriels du canton de Vilvorde au Gouverneur général.

Les industriels du canton de Vilverde ont adressé le 4 novembre 1916 une lettre de protestation aux autorités allemandes.

Le gouverneur général de Bruxelles et du Brabant, Son Excellence Hurt, a répondu ce qui suit à cette pétition :

« Le fait que les industriels de Vilvorde interviennent actuellement pour la dignité et le droit de leurs ouvriers comme hommes libres, fait une impression plutôt singulière, si on tient compte du traitement que l'industrie belge faisait subir avant la guerre à ses ouvriers. Une autorité allemande doit refuser d'accueillir à ce point de vue des observations du côté belge.

« Si on assigne actuellement, aux ouvriers belges chômant depuis des années, un travail rémunérateur en Allemagne, et qu'on leur offre l'occasion de nourrir eux-mêmes leur famille, tout critique impartial et tout ouvrier intelligent et honorable l'accueillera avec joie. L'Administration allemande ne peut, dans les temps difficiles actuels, accorder aux ouvriers capables de travailler, la liberté de fainéants; elle considère qu'il est du devoir de chacun qui peut travailler à mettre la main à l'œuvre pour remédier à la misère de l'époque actuelle.

« La comparaison que vous faites dans votre lettre entre un travail semblable et les travaux forcés de criminels est une altération des faits et une inconvenance punissable.

« Comme la plupart des autorités communales refusent leur collaboration, il est inévitable que quelques erreurs et quelque rigueur ne se commettent dans le choix des chômeurs à déporter.

« Les chefs de district ont reçu l'instruction d'examiner, autant que possible, les cas isolés et d'y porter remède. Si les signataires de votre pétition voulaient assister les autorités allemandes par des indications fidèles à la vérité, cela profiterait plus aux ouvriers qu'une protestation qui, reflétant fidèlement la campagne de calomnie de nos ennemis,



manque, dans le déluge général de ses phrases vides, de toute compréhension de la situation réelle des ouvriers et de la Belgique conquise, et des droits et devoirs du pouvoir occupant. »

L'état d'esprit que révèle cette réponse sera comparé par le lecteur à l'impression de condescendance et de sollicitude que cherchait à faire naître le gouverneur général von Bissing, dans son interview au *New-York Times*.

Un autre exemple bien significatif en est offert dans deux documents officiels provenant d'une autre partie du pays : à une résolution, pleine de grandeur et de dignité, du Conseil communal de Tournai, l'autorité allemande fit — lucrativement pour elle — l'honneur de répondre en infligeant à la ville une amende de 200.000 marks

Résolution et réponse peignent d'une manière si vivante le caractère respectif des figures morales opposées, qui se dressent en pied dans tous les actes et documents que nous avons mis sous les yeux du lecteur; en même temps, elles accusent en traits si frappants le tragique conflit entre le droit du pays occupé et le despotisme du pouvoir occupant, que l'on ne saurait, en vérité, présenter de meilleur résumé de tout le débat que le texte même de ces deux pièces historiques :

*Résolution du Conseil communal de Tournai du 20 octobre 1916.*

Vu la réquisition de l'autorité allemande en date du 20 octobre 1916 (réquisition d'une liste de 300 ouvriers à dresser par l'Administration communale);

Vu...;

Le Conseil communal décide de persévérer dans son attitude négative; il croit devoir ajouter, en outre, ce qui suit :

La Ville de Tournai est prête à se soumettre sans résistance à toutes les exigences que les lois et les usages de guerre autorisent, et sa sincérité ne peut être mise en doute, car depuis plus de deux ans qu'elle subit l'occupation, qu'elle loge et coudoie les troupes allemandes, elle a témoigné d'un calme parfait et s'est interdit tout acte d'hostilité, montrant qu'elle n'est animée d'aucun esprit d'inutile bravade.

Mais elle ne saurait fournir des armes contre ses propres enfants, sachant que le droit naturel et le droit des gens qui en est l'expression le lui interdisent.

Dans sa déclaration du 2 septembre 1914, M. le gouverneur général de Belgique déclarait : « Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques. » La Ville de Tournai reste confiante dans cette

déclaration, qu'elle doit considérer comme le sentiment de S. M. l'Empereur d'Allemagne, au nom duquel parlait M. le Gouverneur général.

En s'inspirant ainsi de l'honneur et du patriotisme, elle est fidèle à un devoir fondamental dont un officier supérieur allemand comprendra la noblesse.

Elle est confiante que sa loyauté et la clarté de cette attitude éviteront tout malentendu entre elle et l'armée allemande.

Copie de cette délibération sera adressée à l'autorité allemande.

*Réponse de l'autorité allemande.*

Tournai, le 23 octobre 1916.

N<sup>o</sup> 17404  
Mob. Et. K. S. des I. B. I. K.  
A la Ville de Tournai.  
Contribution - Puniton.  
Votre lettre du 20 octobre 1916.  
N<sup>o</sup> 7456

Il y a une arrogance sans exemple et une parfaite méconnaissance de la situation créée par l'état de guerre quand la Ville se permet, par décision du Conseil communal, de s'opposer aux ordres de l'autorité militaire du pays occupé.

L'état de choses simple et clair est plutôt celui-ci :

« L'autorité militaire ordonne et la Ville obéit. » Autrement, elle doit supporter les lourdes conséquences, comme je l'ai dit dans mes explications antérieures.

Monsieur le commandant de l'armée a infligé à la Ville, à cause de son refus jusque maintenant de présenter les listes ordonnées, une contribution-punition de 200.000 marks qui doit être payée à partir d'aujourd'hui dans les six jours, et de plus, ajoute que, jusqu'au moment où les listes ordonnées seront entre ses mains, pour chaque jour suivant — en premier lieu jusqu'au 31 décembre 1916, — une somme de 20.000 marks devra être payée par la Ville.

(s) HOPFFER,

*General-major et Etape-Commandant.*

## CHAPITRE XV

### CONCLUSION

---

La moralité à tirer du dossier de pièces allemandes qui vient d'être exposé a été récemment énoncée — sans qu'il s'en doutât — par un homme qui porte un nom illustre dans la science du droit pénal allemand.

Le professeur von Liszt, rentrant d'un congrès de juristes militaires allemands, tenu à Bruxelles, en octobre 1916, a publié ses impressions dans la *Frankfurter Zeitung*, n° 300, du 29 octobre 1916 (première feuille du matin), en un article dithyrambique intitulé : « *Comment l'Allemagne travaille pendant la guerre à parfaire le droit international.* »

Nous faisons volontiers nôtres — mais peut-être en un sens qui nous est personnel — ces lignes où le savant professeur résume son jugement de témoin oculaire et de juriste sur l'ensemble de l'œuvre accomplie par l'Administration allemande en Belgique :

« Comblér les lacunes du droit dans la législation nationale suivant l'esprit des lois de la guerre continentale, sauvegarder par tout les intérêts de l'Empire et, avec cela, non seulement ménager dans la mesure du possible les intérêts du peuple belge, mais encore les favoriser par tous les moyens dont une bonne administration dispose : voilà le problème infiniment difficile dont notre autorité militaire en Belgique est appelée à fournir la solution. CELUI QUI L'A VUE A L'ŒUVRE SAIT QU'ELLE S'EFFORCE DE FAIRE SON DEVOIR AVEC LA SCRUPULEUSE CONSCIENCE DE L'ALLEMAND. »

*Diese Lücken im Recht in der nationalen Gesetzgebung auszufüllen aus dem Geist der Landkriegsordnung heraus, die militärischen Interessen des Deutschen Reichs überall zu wahren, dabei aber die Interessen des belgischen Volkes nicht nur möglichst zu schonen, sondern mit allen Mitteln einer guten Verwaltung zu fördern : das ist die unendlich schwierige Aufgabe, die unsere militärische Gewalt in Belgien zu lösen berufen ist. Wer sie an der Arbeit gesehen hat, weiss dass sie mit deutscher Gewissenhaftigkeit ihre Pflicht zu tun sich bemüht.*





QUATRIÈME PARTIE

ANNEXES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES



## CHAPITRE XVI

### MESURES DE L'ADMINISTRATION ALLEMANDE POUR CONTRARIER LES EFFORTS DE LA PROVINCE DU LUXEMBOURG EN VUE D'ENRAYER LE CHOMAGE

---

#### QUELQUES PIÈCES JUSTIFICATIVES COMPLÉMENTAIRES A L'APPUI DU MÉMORANDUM REPRODUIT AU CHAPITRE XI, § 3

##### Pièce 1.

*Modèle des refus d'autorisation de « travaux pour chômeurs » sur base  
des arrêtés des 2 et 15 mai 1916.*

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischeß  
in.....  
—

MONSIEUR LE BOURGMESTRE,

Ne voyant point de possibilité pour l'approbation par l'autorité supérieure, je vous retourne ci-inclus votre délibération de la séance du...

*Commissaire civil.*

##### Pièce 2.

COMMISSAIRE CIVIL  
près le Kreischeß  
NEUFCHATEAU  
—

Neufchâteau, le 16 octobre 1916.

MONSIEUR LE BOURGMESTRE, à Z...

Suite à la demande que vous m'avez faite vous-même à la réunion de..., je vous répons ce qui suit :

Vous ne pouvez pas commencer les travaux de chemin de ...

[Propositions approuvées et travaux *adjugés*, dont le commissaire civil possédait le dossier complet pour approbation d'adjudication] avant qu'une décision de M. le président de l'Administration civile d'Arlon ne soit parvenue.

*Commissaire civil.*

## Pièce 3.

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischef  
IN NEUFCHATEAU

T.G.B. Nr.....

Neufchâteau, le 10 septembre 1916.

MONSIEUR LE BOURGMESTRE,

A votre gouverne que suivant l'arrêté de M. le Gouverneur général du 2 mai 1916, M. le président de l'Administration civile d'Arlon défend à votre commune de faire exécuter les travaux de l'ouverture du chemin agricole au lieu dit : « . . . . . ».

Je profite de l'occasion à vous rappeler que chez l'Administration allemande forestière de vos environs manque un grand nombre d'ouvriers, où les chômeurs de votre commune trouvent suffisamment du travail.

*Signature illisible.*

An den Herrn Bürgermeister,  
in X...

## Pièce 4.

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischef  
IN NEUFCHATEAU

Neufchâteau, den 12<sup>ten</sup> September 1916.

MONSIEUR LE BOURGMESTRE,

En vertu de l'arrêté de M. le Gouverneur général en date du 2 mai de cette année, M. le président de l'Administration civile d'Arlon n'autorise pas à exécuter les travaux suivants :

1<sup>o</sup> Construction du chemin n<sup>o</sup> .....

2<sup>o</sup> Exécution de la *distribution d'eau*.

Je vous fais remarquer que les ouvriers peuvent trouver du travail par M. l'officier forestier chez les travaux dans les bois aux voisinages de X.... où il manque encore un grand nombre d'ouvriers.

(s) A...

A M. le Bourgmestre de Y...

## Pièce 5.

COMMISSAIRE CIVIL  
près le Kreischef  
A ARLON

Arlon, le... octobre 1916.  
(Traduction.)

A la Société anonyme de .....

Par décision de M. le président de l'Administration civile, en date du ... octobre 1916, n<sup>o</sup> ....., il a été déclaré que le nouvel établissement,



par vous projeté, d'une installation électrique est à considérer comme travail de secours dans le sens de l'arrêté du Gouverneur général du 2 mai 1916.

L'autorisation que vous avez demandée pour ce travail vous est accordée, sous la condition qu'il ne sera employé à cette fin pas plus de 15 ouvriers, et seulement des ouvriers qui appartiennent depuis longtemps aux cadres de votre établissement.

(s) BÜHLER.

Pièce 6.

DER ZIVILKOMMISSAR  
bei dem Kreischef  
IN NEUFCHATEAU  
Tgb. Nr. ....

Neufchâteau, den ... Oktober 1916.

MONSIEUR LE BOURGMESTRE DE X....

Les travaux de la construction du nouveau chemin qui donne sur la route ..... sont à considérer comme des *travaux de chômeurs* suivant l'arrêté du 2 mai 1916 de M. le Gouverneur général; je porte à votre connaissance que M. le président de l'Administration civile défend de continuer ces travaux; en conséquence, ils sont à arrêter immédiatement.

Je vous ai fait connaître dernièrement qu'il se présente des occasions à vos ouvriers chômeurs de trouver suffisamment d'autre travail ailleurs.

Les plans et devis sont à adresser de suite à mon bureau. Ce dossier doit être en ma possession au plus tard le ... courant, ce dont veuillez prendre bonne note.

(s) SCHWARTZ,  
*Commissaire civil.*

*\* Annexe de la pièce précédente.*

MONSIEUR LE BOURGMESTRE, à X...

Le président de l'Administration civile à Arlon a décidé :

« Le nouveau chemin que la commune de X... va construire le long de la . . . a pour objet un travail de chômeurs suivant l'arrêté du 2 mai 1916 du Gouverneur général.

« *Je refuse l'approbation de ce travail de chômeurs.* »

*Le Président de l'Administration  
civile à Arlon,*

(s) STRAHL.

## CHAPITRE XVII

### LE BLOCUS ANGLAIS ET LE MANQUE DE MATIÈRES PREMIÈRES EN BELGIQUE

---

A — LETTRE DE S. EXC. SIR EDWARD GREY  
A S. EXC. M. PAUL HYMANS, MINISTRE DE BELGIQUE A LONDRES  
(19 FÉVRIER 1916)

(Traduction d'après le Times du 21 février 1916.)

MON CHER MINISTRE,

Au cours de ces derniers mois, vous m'avez, à de fréquentes reprises, signalé les conditions où se trouve l'industrie dans certaines parties de la Belgique occupée par l'ennemi et la nécessité qu'il y a d'importer des matières premières si l'on veut sauver ces industries de la ruine et prévenir un chômage et une détresse universels. Je vous envoie ci-inclus un Mémorandum qui montre les choses sous leur vrai jour.

Je dois ajouter que la question dont il s'agit est entièrement distincte de celle des importations de vivres en Belgique par la *Commission d'aide* américaine, à l'égard de laquelle l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté demeure celle qui a été indiquée au Parlement récemment. A savoir : que le Gouvernement de Sa Majesté facilitera l'œuvre de la *Commission* aussi longtemps qu'il sera soumis à un contrôle neutre, complètement indépendant du contrôle allemand et conformément aux conditions posées à différentes reprises par le Gouvernement de Sa Majesté.

Voici le texte du Mémorandum, daté du Foreign Office, le 7 février 1916 :

Il est venu à notre connaissance que les Belges seraient fortement sous l'impression que la détresse de l'industrie belge doit être uniquement attribuée à l'action des Gouvernements alliés qui empêchent les importations et il a été souvent soutenu que cette action ne cause pas de gêne sensible à l'Allemagne, tandis qu'elle cause à la population de notre alliée les plus pénibles pertes.

Comme on le sait déjà, il n'a pas été possible au Gouvernement de Sa Majesté d'accepter, dans les circonstances actuelles, que l'industrie belge soit pourvue de ce qui lui était nécessaire parce qu'il en résultait pour l'ennemi un bénéfice considérable, sans compter que cela était de nature à retarder la restauration de l'indépendance de la Belgique. Mais, d'autre part, le Gouvernement de Sa Majesté a parfaitement compris la nécessité de venir en aide à la population belge; c'est pourquoi il a appuyé la *Commission d'aide en Belgique* et a permis à la Belgique des exportations commerciales sous certaines conditions. C'est aussi pour cela qu'il a décidé, il y a quelques mois, de faire connaître son intention d'examiner les propositions faites en vue de l'importation en Belgique des matières premières nécessaires, sous le contrôle d'une agence et avec la garantie de la *Commission d'aide*.

Les engagements demandés à l'Allemagne, en vue de l'exécution de ce plan, étaient simples. Ils consistaient à permettre la libre exportation des matières premières et l'exportation d'objets manufacturés avec lesdites matières premières, par le canal de la *Commission d'aide*; les Allemands devaient, en outre, respecter tous les stocks de matières premières similaires et les objets manufacturés dont il restait encore des stocks dans le pays, s'engager à ne pas mettre l'embargo dessus et à ne pas les réquisitionner. Toute manufacture ainsi alimentée par la *Commission* devait jouir des mêmes privilèges et immunités que les magasins de la *Commission d'aide*. On estimait que les importations effectuées suivant ce système suffiraient à réduire le chômage ou tout au moins à apporter à la population un certain allègement à la détresse qui résulte de sa malheureuse situation.

Ce projet fut soumis, il y a quatre mois, aux autorités allemandes de Bruxelles, par la *Commission d'aide*. Des enquêtes ont, depuis lors, été faites, mais sans résultat, pour savoir où en étaient les négociations. Jusqu'ici, on n'a reçu de l'Allemagne aucune réponse.

On n'a jamais eu d'illusions au sujet de la politique des Allemands à ce sujet, mais, aujourd'hui, elle est devenue évidente. Tandis qu'ils déclarent, à toute occasion, au peuple belge que la ruine de l'industrie belge est due uniquement à la politique des Alliés, tandis qu'ils se déclarent prêts à donner aux manufacturiers belges toutes garanties qu'ils ne réquisitionneront pas les matières premières importées pour leurs usines, ils sont, en réalité, décidés à n'accorder aucun arrangement en vue de venir au secours de l'industrie belge, tant qu'ils n'auront pas dépouillé le pays de la dernière parcelle de matières premières ou de produits manufacturés qui puisse leur servir, et jusqu'à ce qu'ils aient amené une telle ruine générale que la main-d'œuvre belge se voit obligée d'émigrer en Allemagne ou de chercher à s'employer dans des manufactures établies en Belgique, mais uniquement contrôlées par des Allemands, et ne travaillant que pour eux. Quand ils auront atteint ce but, autant que le leur permettront toutefois la fermeté et le patriotisme des manufactures et

des ouvriers belges, alors ils se déclareront prêts à prendre des arrangements en vue de réapprovisionner le pays dont ils auront auparavant drainé toutes les ressources, mais, jusque-là, ils poursuivront leur politique jusqu'au bout.

Quelques exemples suffiront à démontrer ces faits qui sont notoires. En un mois, du 26 octobre au 26 novembre seulement, par une seule route, on a exporté, de Belgique en Allemagne, 74.000 tonnes de charbon, 6.400 tonnes de phosphate, 100 tonnes de plomb, 1.350 tonnes de minerai, 340 tonnes de boiserie pour les mines, 1.200 tonnes de guano et 1.600 tonnes de briquettes. Le mois précédent, par la même route, avaient eu lieu d'importantes exportations des mêmes articles : 840 tonnes de pyrites; 1.600 caisses d'extrait tannique; 350 tonnes de sous-produits du plomb, des quantités d'acier, de plomb, de caoutchouc et de copal. On sait que la moitié de la production des tissages belges a été réquisitionnée. Récemment le commandant en chef de la IV<sup>e</sup> armée en Belgique a publié l'ordre enjoignant, sous peine de lourdes pénalités, de déclarer tous les stocks de coton et interdisant à l'avenir le manufacturage du coton brut.

En réalité, rien ne peut mieux éclairer la politique poursuivie par les Allemands que la garantie donnée à un éminent homme d'affaires belge, au sujet de certains métaux, tels que l'acier et le cuivre, indispensables à l'alimentation d'une des principales industries belges, *à la condition qu'il fournisse la preuve que ce métal avait été importé*. Ce qui revient à dire que tout le stock belge d'articles fabriqués avec des métaux aurait été saisi.

Les matières les plus essentielles, telles que l'huile et les métaux, sont contrôlées par des organisations allemandes, dans l'intérêt allemand, et on ne peut se les procurer que si on se soumet aux volontés de l'ennemi.

Telle est la situation actuelle. Le Gouvernement de Sa Majesté avait fait une tentative en vue de venir en aide aux industries belges, en permettant l'importation de matières premières, malgré l'opinion qu'il avait que ces importations, quoique sous le contrôle de neutres, seraient d'un grand service à l'ennemi.

Le silence des autorités allemandes fait présumer qu'elles n'ont pas donné leur acquiescement à la proposition de la *Commission d'aide*.

Leur tactique qui consiste à appauvrir le pays et à obliger la main-d'œuvre à travailler pour leur compte est clairement révélée, et le Gouvernement de Sa Majesté doit décliner toute responsabilité envers le peuple belge pour des maux que l'ennemi seul a causés et qu'il a, en outre, refusé d'aider à soulager.

#### B — NOTE DU BUREAU WOLFF (22 FÉVRIER 1916)

La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* du 22 février 1916 (n° 522, deuxième édition) et tous les grands journaux allemands reprodui-



sent le Mémorandum de Sir Edward Grey au Ministre de Belgique, et en ajoutent le commentaire suivant, émanant du Bureau Wolff :

De source autorisée on nous communique ce qui suit à propos de ce Mémorandum :

« Nous sommes convaincus que l'Administration allemande ne restera pas sans répondre au Mémorandum anglais. Pour autant qu'il nous est connu, il a été fait, de la part des Anglais, des propositions au sujet de l'approvisionnement de l'industrie belge en matières premières. Ces propositions n'ont pas été rejetées par l'Administration allemande. Elles sont encore soumises à l'examen. Un examen attentif est d'autant plus nécessaire que les Anglais posent quelques conditions habillées fort innocemment mais où l'œil allemand reconnaît aisément le pied fourchu. Ainsi, par exemple, d'après les vues de l'Angleterre, le prix d'achat des marchandises à exporter de Belgique doit être déposé en Angleterre. Il est fort singulier que l'exportation de charbons belges vers l'Allemagne soit désignée comme preuve du présumé pillage de la Belgique par les Barbares. Il est connu qu'il existe un échange entre l'Allemagne et la Belgique dans les diverses sortes de charbons et que c'est l'Allemagne qui, en ce moment, fournit plus de charbons à la Belgique qu'elle n'en reçoit de là. Il est connu que l'Administration allemande favorise de toutes ses forces l'exportation des charbons belges vers les pays neutres tels que la Hollande, la Suède, etc., afin de procurer des salaires aux ouvriers belges.

« Ce Mémorandum n'est qu'un exemple de plus de l'art qu'ont les Anglais d'altérer les faits. »

C — NOTE OFFICIEUSE ALLEMANDE (9 MARS 1916) EN RÉPONSE  
AU MÉMORANDUM DU FOREIGN OFFICE

La presse allemande du 9 mars 1916 publie sous le titre : « *Sollicitude anglaise envers la Belgique* », l'article traduit ci-après :

*Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (n° 68 du 9 mars 1916, 2<sup>e</sup> édition) :

« Il y a quelque temps, Sir Edward Grey remit au ministre de Belgique à Londres, Paul Hymans, une note du ministère des Affaires étrangères de Londres se rapportant à l'importation en Belgique de matières premières, destinées à relever l'industrie belge, naturellement sous la forme d'un réquisitoire contre l'Allemagne. D'après ce Mémorandum, ce sont — évidemment — les Allemands qui sont la cause de la ruine de l'industrie belge, tandis que l'Angleterre a, en dépit de toutes les graves considérations, immédiatement autorisé « sous des conditions déterminées » l'importation de matières premières en Belgique et l'exportation de marchandises de Belgique.

« De prime abord, celui qui a l'habitude de l'art déployé dans les mé-

moires anglais aura été surpris de constater que la note du *Foreign Office* ne contient pas ces conditions. Nous sommes en état de reproduire *textuellement* les conditions anglaises qui sont datées de « Londres, le « 17 août 1915 » :

« Le Gouvernement anglais est disposé à consentir à l'exportation de marchandises de provenance belge vers des pays neutres et alliés à condition que les intéressés apportent la preuve que leurs marchandises sont de provenance belge et déposent, au préalable, dans une banque du Royaume-Uni le montant devant résulter de cette transaction. Pour cette raison, toutes les demandes pour des permis d'exportation doivent être accompagnées :

« A. D'un *certificat de provenance* établi par l'Administration communale ou provinciale de la localité belge dans laquelle l'usine est située;

« B. D'un *certificat de la banque* dans laquelle l'argent a été déposé en compte bloqué; en outre, la banque devra assumer la garantie qu'on ne pourra toucher à cette somme avant la fin de l'occupation allemande à moins d'autorisation de la part du Gouvernement anglais.

« Au cas où le paiement de la marchandise se serait effectué avant le 31 juillet 1915, la preuve devra en être fournie avec documents à l'appui.

« Le Gouvernement anglais n'accordera *aucun permis* général d'exportation à une usine ou à un article déterminés. Tout permis d'exportation devra être demandé *pour chaque cas séparément*.

« Sont exigés, en outre, encore : le nom et l'adresse de l'expéditeur, du réceptionnaire, de la firme d'expédition hollandaise, du port d'embarquement ainsi qu'une déclaration détaillée du contenu, des marques et de la valeur de l'envoi.

« Pour quiconque ne connaît qu'approximativement les règles de la vie économique, il est évident que, par suite de ces conditions, l'importation de matières premières et l'exportation de marchandises accordées avec tant d'empressement étaient rendues impossibles. Déjà le dépôt du montant devant résulter de la transaction dans une *banque anglaise* doit amener la ruine rapide et inévitable de l'industrie belge.

« Au lieu d'un échange de produits, il n'y aurait qu'une exportation qui se ferait *sans qu'une contre-valeur*, soit sous forme d'argent ou de marchandises, ne rentre dans le pays. Les industriels ne seraient ni en état de payer leurs ouvriers, d'entretenir leurs usines, d'acheter des matières premières ou de disposer d'une façon commerciale quelconque de leurs capitaux. Ils ne pourraient qu'*améliorer* pendant un certain temps le *bilan commercial de l'Angleterre* pour se déclarer, dans la suite, en faillite. Mais également les autres déclarations exigées de l'industrie belge par l'Angleterre ne sont, ni plus ni moins, que l'*espionnage commercial* organisé. A l'aide de ces données, l'Angleterre aurait les *relations commerciales* belges complètement en mains et, fidèle à son mot d'ordre donné au début de la guerre, elle s'en serait certainement servie.

« Donc ici encore une condition inacceptable qui prouve que, même chez des Alliés, l'amitié n'existe plus lorsqu'il s'agit de questions d'intérêt.

« Malgré tout, l'*Administration allemande en Belgique* n'a pas cessé de s'efforcer, en accord complet avec les directions centrales de l'Empire, de venir en aide à l'*industrie belge* autant que faire se peut.

« Avant tout, elle a déjà déclaré, au mois d'août de l'année 1915, aux intéressés que des matières premières importées ainsi que des marchandises destinées à l'exportation ne seraient *pas réquisitionnées*, tout en laissant aux intéressés le soin d'écarter les conditions impossibles posées par l'Angleterre. Depuis lors, les négociations se poursuivirent péniblement et, petit à petit l'Angleterre put être amenée à *n'étrangler* l'industrie belge que *lentement* au lieu de le faire en une seule fois. En premier lieu, elle accorda le versement d'une somme à concurrence des salaires ouvriers, ensuite à concurrence du prix de revient. Au commencement, elle ne voulait laisser entrer dans le pays que 45 % du prix de vente, ensuite 50 %. Dans les derniers temps, son offre a même monté jusqu'à 80 % pour des marchandises indispensables à l'Angleterre. L'Administration allemande maintient, toutefois, fermement les conditions qu'elle doit poser non pas dans son intérêt, mais dans celui de l'industrie belge, à savoir : *paiement intégral sans données favorisant l'espionnage commercial!*

« Elle attend donc l'acceptation de ces conditions posées depuis longtemps. Elle l'attend d'autant plus qu'elle paie, de son côté, au comptant toutes les réquisitions que la guerre économique de l'Angleterre a rendues nécessaires et fait, de cette façon, tout ce qui est dans son pouvoir pour enrayer l'appauvrissement. Elle ne peut *donner que de l'argent*; les matières premières doivent passer le blocus anglais. Par contre, aussi longtemps que l'Angleterre cite comme exemple de notre « politique de spoliation » l'*exportation de charbon*, encouragée par nous autant que possible, au lieu de reconnaître que nous procurons de cette façon à 100.000 ouvriers employés dans les charbonnages de leur pays le pain quotidien, aussi longtemps que la haine embrouille à ce point les idées, on ne peut donner aux Belges ainsi qu'à leur industrie pas grand espoir sur leurs frères d'alliance anglais. »

D — NOTE DE L'AUTEUR AU SUJET DE LA PROPOSITION D'ARRANGEMENT SOUMISE A L'AUTORITÉ ALLEMANDE AVEC L'AGRÈMENT DU GOUVERNEMENT ANGLAIS EN AOÛT-SEPTEMBRE 1915

Le Gouvernement anglais n'a évidemment pas laissé sans réplique la note officieuse allemande du 9 mars 1916, répondant au Mémorandum du Foreign Office des 7-21 février 1916; toutefois, cette réplique n'a pas encore été livrée à la publicité. En attendant, il n'est pas sans intérêt d'ajouter aux pièces principales de la polémique, publiées jusqu'ici et



qui sont reproduites ci-dessus, quelques renseignements de détail qui se trouvent dans le domaine public en Belgique occupée, et auxquels font allusion plusieurs des protestations publiques d'autorités belges citées dans le corps de l'ouvrage et ci-après, chapitre XVIII.

Il importe, comme nous l'avons dit, de ne pas confondre les propositions d'arrangement *contractuel* faites en août et septembre 1915, par le Comité industriel belge et la *Commission for Relief in Belgium*, pour l'introduction en Belgique de matières premières et l'exportation de produits manufacturés, avec les conditions *de fait* auxquelles le Gouvernement anglais avait subordonné antérieurement certaines exportations commerciales belges en l'absence d'une réglementation bilatérale.

Ces conditions ou formalités auxquelles se soumettaient les industriels belges étaient en substance les suivantes :

1° L'exportation de marchandises belges se faisait de Hollande vers les pays neutres et alliés ;

2° Une requête devait être adressée au Gouvernement britannique, indiquant les expéditeurs, destinataires, expéditeurs hollandais, nombre, contenu, couleur et marque des colis, port d'embarquement ;

3° Un certificat attestant l'origine belge de la marchandise devait être produit, émanant de l'Administration communale ou provinciale de la localité où se trouvait l'usine productrice ou d'où provenaient les marchandises ;

4° Quant au paiement, s'il avait eu lieu avant le 31 juillet 1915 en Belgique, la preuve en devait être faite par le serment de la banque neutre ou alliée ayant servi d'intermédiaire.

S'il n'y avait pas eu paiement en Belgique à ladite date, pouvoir devait être donné à une banque anglaise de recevoir le prix, qui resterait bloqué chez elle pendant la durée de l'occupation de la Belgique. Toutefois, le Gouvernement britannique accordait, dans certains cas, une autorisation spéciale de retirer ce dépôt et de le transférer en Belgique dans la mesure nécessaire pour le paiement des salaires des ouvriers des usines intéressées.

On remarquera que la plupart de ces conditions *de fait* sont celles qui sont écrites ou résumées dans la note officieuse allemande du 9 mars 1916, mais qu'elles y sont faussement représentées comme constituant les clauses de l'arrangement *contractuel* proposé, en août-septembre 1915, par le Comité industriel belge et la *Commission for Relief in Belgium*.

Les conditions de la proposition d'arrangement étaient, en substance, les suivantes :

Un « Comité industriel », comprenant des représentants des diverses industries belges, des membres hollandais et des représentants de la *Commission for Relief in Belgium*, serait organisé à Bruxelles, sous le patronage des ministres des États-Unis, d'Espagne et des Pays-Bas à Bruxelles, La Haye et Londres, et serait l'intermédiaire collectivement responsable et garant des usines belges remises en activité pour l'impor-



tation des matières et l'exportation des produits, selon les conditions imposées.

On choisirait pour les remettre en activité les usines occupant le plus d'ouvriers, afin de soulager le maximum possible de misère.

Toute la production de chaque usine patronnée par le Comité devrait être exportée.

Toute la matière première employée devrait venir d'outre-mer ou être d'origine belge.

Le Gouvernement allemand s'engagerait à ne pas réquisitionner ou acheter la matière première, les marchandises manufacturées, les sous-produits, l'outillage et les machines de ces usines. Les autorités allemandes s'abstiendraient d'obliger ces usines à travailler d'une façon quelconque pour elles, ni à intervenir en rien auprès de leur personnel.

Ces usines seraient placées sous la protection de la *Commission for Relief in Belgium*, de la même façon que les dépôts de vivres de celle-ci en Belgique et le transport de toutes les marchandises importées de Hollande ou exportées vers ce pays se ferait sous le drapeau de la *Commission for Relief in Belgium*.

Tous les comptes concernant les exportations et les importations du Comité industriel seraient concentrés à l'agence de Rotterdam, dûment contrôlée par un expert comptable.

Des statistiques seraient adressées à l'effet de déterminer les matières premières qui sortiraient de Belgique, sous forme de produits manufacturés.

Un bilan mensuel établirait les dépenses relatives aux importations et les sommes reçues pour les exportations; les excédents des recettes sur les dépenses seraient remis à la *Commission for Relief*. Celle-ci aurait le droit, à l'aide des recettes qu'elle réaliserait en Belgique par la vente des vivres, de faire en Belgique des paiements, pour venir en aide aux indigents, pour une somme égale à celle que lui procurerait le surplus des exportations sur les importations à un taux de change à fixer d'accord avec le Comité industriel. Toutes les sommes non dépensées de cette façon seraient déposées et bloquées jusqu'à la conclusion de la paix, dans une banque neutre à choisir par la *Commission for Relief*. Celle-ci remettrait au Comité industriel des certificats de dépôt pouvant servir de gage à des emprunts locaux en Belgique destinés à payer les salaires.

Les premières dix mille livres sterling déposées à la banque neutre choisie seraient gardées par la *Commission for Relief*, comme gage de la bonne foi du Comité industriel pour la bonne exécution, par toutes les usines, des conditions imposées. En cas de violation d'une de ces conditions, la somme serait confisquée; le Comité industriel aurait à son tour le droit de la réclamer à l'usine en faute.

Les Gouvernements intéressés publieraient une liste des matières premières et des produits manufacturés dont le Comité industriel pourrait

s'occuper et ils approuveraient les noms des firmes patronnées par le Comité industriel.

En résumé, les engagements à prendre par l'autorité allemande en vertu de l'arrangement auraient été les suivants :

1<sup>o</sup> Autorisation aux usines belges patronnées par le Comité industriel d'exporter leurs produits non considérés comme contrebande de guerre, et d'importer, pour les besoins de leur fabrication, toutes les matières premières nécessaires;

2<sup>o</sup> Engagement du Gouvernement allemand de laisser à l'abri de réquisition, d'achat ou d'immixtion quelconques les matières premières, les produits finis, les sous-produits, le matériel et l'outillage, les propriétés et le personnel desdites usines; engagement aussi de n'obliger aucune de ces usines à exécuter aucun travail quelconque pour le compte des autorités civiles et militaires allemandes;

3<sup>o</sup> Octroi au Comité industriel et à ses usines de toutes facilités pour la correspondance avec l'étranger, les transports, les voyages, les exemptions de taxes.

L'intervention de la *Commission for Relief in Belgium* et du Comité industriel, tous deux contrôlés par les ministres des puissances neutres, aurait constitué, pour le Gouvernement britannique, une première *garantie réelle* de l'observation des engagements sollicités, par les auteurs du projet, du Gouvernement allemand.

Une seconde était que les fonds de la balance seraient restés bloqués dans une banque neutre avec affectation d'un gage de 2.500.000 francs, mais des emprunts faits en Belgique, sous la couverture de ce dépôt, eussent procuré tout de suite les valeurs nécessaires pour les besoins des usines.

On ne voit point comment eussent pu résulter, de cette combinaison, l'espionnage commercial au profit de l'Angleterre et la faillite des industriels belges.

Telle est la proposition que l'autorité allemande laissa volontairement sans réponse durant plus de cinq mois, comme elle l'avoue elle-même dans sa note officielle du 9 mars 1916.

La note ci-après, émanant d'une personne de la Belgique occupée, que sa situation met à même de connaître les faits dont elle parle, confirme la conclusion que nous avons déduite au chapitre X, § 2 et dans la présente note :

Les Alliés n'ont jamais refusé de fournir à la Belgique les matières premières nécessaires à ses fabriques et usines. Ils ont seulement demandé, pour ne pas jouer un rôle de dupe, que l'Allemagne leur donnât la garantie que les matières premières, introduites pour remplacer celles qui avaient été saisies, ne seraient pas confisquées à leur tour.

Dans la seconde moitié de l'année 1915, un groupe d'industriels belges a offert à l'autorité allemande des moyens pratiques de réaliser les desiderata des Alliés : le ravitaillement industriel se serait fait comme le ravitaillement alimentaire, sous la direction du Comité national et le protectorat des mêmes représentants des trois puissances garantes. L'argent provenant de l'exportation des fabricats aurait servi à l'achat de nouvelles matières premières. La combinaison échoua. Le Gouvernement impérial, à Berlin, refusa de souscrire à un engagement d'ensemble, se réservant de prendre des décisions dans chaque cas particulier. Il dut céder, d'une part, à la pression des industriels allemands qui escomptent la ruine complète de l'industrie belge et, d'autre part, à celle des autorités militaires qui, dès lors, méditaient de conserver en Belgique des contingents d'hommes momentanément inoccupés pour s'en servir quand elles en auraient besoin.

---

## CHAPITRE XVIII

### LES PROTESTATIONS D'AUTORITÉS BELGES DANS LA BELGIQUE OCCUPÉE (1)

#### § 1. — Protestations des ministres d'État, sénateurs et représentants de Belgique, présents à Bruxelles.

A — LETTRE D'ENVOI AUX MINISTRES ET REPRÉSENTANTS  
DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A BRUXELLES (9 NOVEMBRE 1916)

*A Messieurs les Ministres et Représentants des Puissances étrangères  
à Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Les soussignés, sénateurs et députés de Belgique, présents à Bruxelles, ont l'honneur de communiquer à Votre Excellence le texte de la protestation qu'ils ont cru de leur devoir d'adresser à S. Exc. M. le gouverneur général en Belgique.

Votre Excellence n'ignore rien de la mesure qui a motivé cette protestation et qui provoquera, à n'en pas douter, celle des autorités publiques encore debout dans le pays. Elle n'aura pas manqué de signaler déjà à son Gouvernement l'attentat dont la population civile belge non combattante est actuellement l'objet.

A maintes reprises, au cours des temps modernes, les puissances civilisées sont intervenues en faveur des peuples opprimés; maintes fois, elles ont couvert de leur protection des populations persécutées, chassées de leurs foyers : encore ces populations n'étaient-elles pas emmenées en esclavage ! Il appartenait à la guerre effroyable dont nous avons été les premières victimes d'offrir au monde un pareil spectacle !

---

(1) Le texte de la protestation des représentants, sénateurs et notables d'Anvers et environs est reproduit au chapitre XIV; des corps judiciaires au chapitre VI; de l'Appel des ouvriers belges aux ouvriers du monde civilisé, au chapitre IX; des syndicats et associations ouvrières belges, au chapitre XVIII-§ 6; des corps scientifiques au chapitre XVIII-§ 7. Celui de la protestation des chefs d'industrie ne nous est pas encore parvenu (Cf. *Politiken*, 20 janvier 1917).



Persuadés que la Belgique n'aura pas en vain fait appel à l'assistance de votre Gouvernement pour la protéger contre l'édit impitoyable qui viole à la fois le droit des gens, la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye et toutes les lois de l'humanité, nous prions Votre Excellence d'agréer l'hommage de notre haute considération.

(Mêmes signatures que ci-après.)

A bis — LETTRE AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING  
(9 NOVEMBRE 1916)

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général en Belgique, Bruxelles.*

Bruxelles, le 9 novembre 1916.

EXCELLENCE,

Il semblait qu'aucune douleur ne pût être ajoutée à celles dont nous sommes accablés depuis l'occupation de notre patrie. Nos libertés abolies, notre industrie et notre commerce anéantis, nos matières premières et nos instruments de travail exportés, la fortune publique ruinée, le dénûment succédant à l'aisance des familles naguère les plus prospères, les privations, les anxiétés et les deuils, on avait tout enduré, sans autre révolte que la protestation muette des âmes et sans que nulle part l'ordre public eût été troublé. Un immense mouvement de solidarité avait rapproché toutes les classes sociales; on souffrait en commun et la communauté des souffrances allégeait le poids des misères individuelles.

Mais voici qu'une violence nouvelle vient fondre sur nos familles et les déchire. Des centaines, des milliers de citoyens paisibles, de tout âge, de toute condition, toute une population civile est brusquement, brutalement arrachée à ses foyers et déportée en Allemagne. Où, en quel point de l'Empire? Nul ne le sait. Quelle y sera son existence, à quel travail y sera-t-elle condamnée? Mystère. De ce fait, des centaines, des milliers de femmes, d'enfants, de vieillards sont abandonnés, dépourvus de leur soutien, livrés aux angoisses d'une séparation dont nul ne prévoit le terme, et le spectacle de leur détresse est tel que, pour ne pas avoir à l'affronter, les recruteurs refusent à ces épouses éplorées, à ces parents désespérés la consolation d'un dernier adieu.

Est-il besoin d'insister sur ces scènes dont la région de l'étape est le théâtre depuis plusieurs semaines et qui se déroulent depuis quelques jours dans le territoire du Gouvernement général, où le fléau menace de s'étendre de commune en commune jusqu'à ce que ses victimes se comptent par centaines de mille? Les avis scellés aux murs et reproduits dans les journaux en disent assez long; c'est partout la même procé-

dure, aussi sommaire que lugubre : des arrestations en masse, des hommes classés arbitrairement parmi les sans-travail, parqués, triés, expédiés vers l'inconnu. Pour ne parler que des affiches d'hier placardées à Nivelles, Virginal, Ittre, Haut-Ittre, Lillois, Baulers, Monstreux, Bornival, Thines, Braine-l'Alleud, Ophain, Wauthier-Braine, Waterloo, Plance-noit, elles convoquent indistinctement, en leur recommandant de se munir d'un petit bagage à main, « toutes les personnes du sexe mâle âgées de plus de dix-sept ans, à l'exception seulement des ecclésiastiques, médecins, avocats et instituteurs ». On ne limite plus la levée aux chômeurs : c'est qu'en effet le prétexte d'occuper nos chômeurs à l'étranger ne trompe plus personne. Le plus sûr moyen de les occuper dans le pays n'aurait-il pas été de leur laisser leurs outils, leurs machines, leurs ateliers, leurs approvisionnements, leurs facilités de communication, leur liberté de travail ? Des philanthropes avaient imaginé d'utiliser les bras disponibles à des travaux d'intérêt public : leur initiative fut enrayée et finalement brisée. D'autres s'étaient ingéniés à organiser à l'intention des chômeurs un vaste système d'enseignement technique destiné à relever leur valeur professionnelle, mais le plan ne fut pas agréé, pas plus que celui de créer partout des bureaux de renseignements et de placement.

On préfère leur procurer de l'ouvrage en Allemagne où les représentants de l'« Industrie-Bureau » leur promettent « un bon salaire » s'ils consentent à s'y faire embaucher « volontairement », et où les attendent, en cas de refus, des salaires de famine. Sur quelle dépression physique et morale ne compte-t-on pas pour leur forcer la main ?

Sans doute il a été affirmé que les entreprises auxquelles on offre de les employer seraient étrangères à la guerre. Mais de toutes parts des voix ont répondu : En prenant la place d'un ouvrier allemand, l'ouvrier belge permet à l'Allemagne d'augmenter la force numérique de ses armées. Le travail le plus odieux est celui dont l'effet se tourne contre la patrie ; servir l'Allemagne, c'est se battre contre notre pays. Y contraindre nos ouvriers n'est autre chose qu'un coup de force, contraire au droit des gens, visé par Votre Excellence dans son arrêté du 15 août 1915, et contraire aussi à l'esprit, sinon au texte de la IV<sup>e</sup> Convention de La Haye de 1907.

« Une mesure telle que le déplacement de la population civile non combattante, — écrit M. le professeur de Droit international Ernest Nys, dans sa lettre de ce jour, ci-annexée, à M. le bourgmestre de Bruxelles (1), — est en contradiction complète avec la notion de l'occupation de guerre ; celle-ci a remplacé l'ancienne théorie de la conquête qui faisait du vainqueur le souverain du pays conquis ; le vainqueur a le devoir de respecter les droits des habitants paisibles. »

---

(1) Voir le texte de cette lettre au chapitre XII, § 1.

C'est au nom de ces droits sacrés, ouvertement violés, que les sénateurs et députés soussignés, présents à Bruxelles, mandataires de la nation belge, adressent à Votre Excellence la solennelle protestation des familles sans nombre atteintes par l'édit cruel qui secoue en ce moment le pays d'un frisson d'indignation et qui ne saurait manquer de soulever la réprobation de tout le monde civilisé.

Ils adjurent Votre Excellence d'user vis-à-vis des autorités militaires des hautes prérogatives que lui confère sa charge pour ne pas laisser se consommer un attentat sans précédent dans l'histoire des guerres modernes,

Et la prie d'agréer l'assurance de leur considération la plus distinguée.

### LISTE DES SIGNATAIRES

#### *Ministres d'État :*

Baron DE FAVEREAU, président du Sénat;  
Comte WOESTE, représentant d'Alost;  
Jules VANDENPEEREBOOM, sénateur provincial de la Flandre occidentale;  
Joseph DEVOLDER, sénateur pour Arlon—Marche—Bastogne.

#### *Sénateurs :*

BRAUN (Alexandre), sénateur pour Bruxelles;  
BRUNARD (Édouard), sénateur pour Nivelles;  
DE BECKER-REMY, sénateur pour Louvain;  
DE BLIECK, sénateur pour Alost;  
DE RO (Georges), sénateur pour Bruxelles;  
DUBOST (Édouard), sénateur pour Nivelles;  
DUMONT DE CHASSART, sénateur pour Bruxelles;  
DUPRET (Georges), sénateur pour Bruxelles;  
HALLET (Max), sénateur pour Bruxelles;  
HANREZ (Prosper), sénateur pour Bruxelles;  
Baron E. DE KERCHOVE D'EXAERDE, sénateur pour Alost;  
LEKEU (Jules), sénateur provincial du Hainaut;  
MESENS (Edmond), sénateur pour Bruxelles;  
Baron DE MEVIUS, sénateur pour Namur—Dinant—Philippeville;  
Baron Alfred ORBAN DE XIVRY, sénateur pour Arlon—Marche—Bastogne;  
POELAERT (Albert), sénateur pour Bruxelles;  
Vicomte SIMONIS, sénateur pour Verviers, ancien président du Sénat;  
SPEYER (Herbert), sénateur pour Arlon—Marche—Bastogne;  
VINCK (Émile), sénateur provincial du Brabant.

*Membres de la Chambre des Représentants :*

LEVIE (Michel), ancien ministre, représentant de Charleroi;  
 BERTRAND (Louis), représentant de Bruxelles;  
 BOËL (Pol), représentant de Soignies;  
 BUISSET (Émile), représentant de Charleroi;  
 BUYL, représentant d'Ostende—Furnes—Dixmude;  
 COCQ (Fernand), représentant de Bruxelles;  
 DE BUE (Xavier), représentant de Bruxelles;  
 DELPORTE (Antoine), représentant de Bruxelles;  
 BARON DRION, représentant de Charleroi;  
 ELBERS (François), représentant de Bruxelles;  
 HANSSENS (Eugène), représentant de Bruxelles;  
 Baron Albert d'HUART, représentant de Dinant—Philippeville;  
 JANSON (Paul-Émile), représentant de Tournai—Ath;  
 JOUREZ (Léon), représentant de Nivelles;  
 LAMBORELLE, représentant de Malines;  
 LEMONNIER (Maurice), représentant de Bruxelles;  
 Comte DE LIMBURG STIRUM, représentant d'Arlon—Marche—Bastogne;  
 POLET (Hyacinthe), représentant de Liège;  
 PONCELET (Jules), représentant de Neufchâteau—Virton;  
 RENS, représentant d'Alost;  
 TIBBAUT (Émile), représentant de Termonde;  
 WAUTERS, représentant de Huy—Waremmes;  
 WAUWERMANS (Paul), représentant de Bruxelles.

*Au nom de la Députation permanente du Brabant :*

JANSSEN (Charles).

B. — TRADUCTION DE LA LETTRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (16 NOVEMBRE 1916), EN RÉPONSE A LA PROTESTATION DES MINISTRES D'ÉTAT, SÉNATEURS ET DÉPUTÉS BELGES DU 9 NOVEMBRE 1916 CONTRE LES DÉPORTATIONS.

*A Monsieur le Ministre d'État de Favereau, Président du Sénat,  
Bruxelles.*

GOUVERNEMENT GÉNÉRAL  
EN BELGIQUE

Section I c. n° 8750

Bruxelles, le 16 novembre 1916.

EXCELLENCE,

En réponse à votre lettre du 9 novembre 1916, par laquelle vous me priiez de renoncer au transport des chômeurs en Allemagne, je vous fais part qu'il ne peut pas être donné suite à votre demande.



Depuis le début de la guerre, une grande partie des ouvriers belges ont abandonné le travail. La raison en est, d'une part, l'arrêt de nombreuses entreprises industrielles par suite du manque de matières premières occasionné par l'isolement créé par l'ennemi, d'autre part, le refus du travail.

La longue durée de cette situation commence à entraîner des conséquences fâcheuses, et comme administrateur du territoire occupé j'ai pour devoir, conformément au principe du droit des gens, de prendre les mesures adéquates.

Des Belges clairvoyants, déjà au printemps 1915, sont venus vers moi et ont attiré mon attention sur les dangers du chômage et du dégoût du travail. Ils ont démontré que les secours, de quelque côté qu'ils viennent, constituent en fin de compte une charge pour l'économie politique belge et qu'ils entraînent également les ouvriers à l'oisiveté. Il en résulte que les ouvriers s'amoindrissent physiquement et moralement, qu'en particulier les ouvriers instruits perdent leurs talents et leur savoir-faire et qu'ils seront aussi devenus inutilisables lorsque le temps de paix sera venu pour l'industrie belge.

C'est guidées par ces motifs, qu'ont été prises, avec la collaboration du ministère belge compétent, en août 1915, mes ordonnances contre l'oisiveté, qui furent complétées par l'ordonnance du 15 mai 1916.

Ces arrêtés ne prévoient le travail forcé que lorsqu'un sans-travail, à qui un salaire confortable a été offert en rapport avec ses capacités de travail, refuse de travailler sans raisons suffisantes et, par là, tombe à la charge de la bienfaisance publique. Sera reconnu expressément comme motif de refus légitime celui qui se base sur le droit des gens. Ainsi aucun travailleur ne peut être forcé à participer à des entreprises de guerre. Les ordonnances reposent sur des considérations saines et conformes au droit qui, sans aucun doute, subordonnent la liberté de l'industrie aux intérêts de la collectivité.

Il s'agit, après que les situations existantes déjà en 1915 nous ont mené depuis ce temps-là à une calamité publique, de donner simplement une interprétation plus efficace à cette ordonnance.

Dans ce but, les listes nominatives des chômeurs doivent être données par le bourgmestre. Aux chômeurs qui sont inscrits sur ces listes, on offre, dans des réunions de présentation, du travail moyennant un bon salaire et il est vrai, comme dans le domaine du Gouvernement général il n'y a qu'une quantité restreinte de chômeurs qui puisse être utilisée, que ce travail doit être accompli en Allemagne.

Les chômeurs qui n'acceptent pas le travail qui leur est offert dans ces réunions de présentation, sont conduits de force en Allemagne. Ils reçoivent aussi néanmoins un salaire, mais moindre que celui de ceux qui se sont laissés enrôler comme travailleurs libres.

J'espère que l'on ne devra faire application de ces mesures que dans des cas exceptionnels. Une grande partie du simple peuple a, dans son

intelligence saine, justement compris cette affaire et c'est par dizaines de milliers que des ouvriers belges se sont rendus déjà en Allemagne, où, placés sur le même pied que les ouvriers allemands, ils ont mérité des salaires plus élevés que ceux qu'ils avaient jamais connus en Belgique et où, contrairement à leurs compagnons demeurés en Belgique dans la misère, eux et leurs familles ont efficacement repris le dessus.

Vous devrez avouer, après ces détails que, grâce au transport des chômeurs belges en Allemagne, les intérêts économiques de la Belgique sont entièrement sauvegardés.

Lorsque vous instruisez de cette manière les sans-travail, vous leur rendez un meilleur service que quand vous les amenez à refuser de travailler et quand vous obligez par là les autorités allemandes à prendre des mesures sévères.

S'il faut user de dureté lors de l'enlèvement et aussi si des travailleurs occupés sont enlevés, la faute en incombe aux bourgmestres qui se sont refusés à remettre les listes des chômeurs, ou dont les listes étaient incomplètes.

*Le Gouverneur général,*  
(s) Baron von BISSING,  
*Generaloberst.*

— LETTRE DES MINISTRES D'ÉTAT, SÉNATEURS ET REPRÉSENTANTS DE BELGIQUE AUX MINISTRES ET REPRÉSENTANTS DES PUISSANCES ÉTRANGÈRES A BRUXELLES (29 NOVEMBRE 1916).

EXCELLENCE,

Sénateurs et députés de Belgique, présents à Bruxelles, nous avons l'honneur de communiquer à Votre Excellence la réponse de M. le Gouverneur général en Belgique à la protestation que nous avons cru devoir lui adresser, et dont une copie se trouvait jointe à notre lettre du 9 novembre dernier.

Les considérations d'équité et de justice, l'appel à la raison et au droit, pas plus que les supplications de la population entière, n'ont rencontré aucun accueil auprès du Gouvernement impérial. Votre Excellence voudra s'en convaincre par la lecture de cette réponse, dont nous lui remettons une traduction.

Et la situation s'aggrave, et les mesures cruelles qui soulèvent l'indignation de chacun des Belges sont successivement étendues à tout le territoire!

Nous manquerions à nos devoirs si nous ne relevions les allégations et si nous ne repoussions les considérations dont prétend s'étayer le refus qui nous est opposé.

Nous avons l'honneur de communiquer à Votre Excellence une copie de la réplique que nous avons signée sous cette date.

Notre nouvel appel sera-t-il entendu?

Nous n'osons l'espérer.

Dans notre anxiété, nous nous tournons avec confiance vers le Gouvernement de Votre Excellence et vers ceux des autres États neutres.

Nous les supplions d'élever la voix en notre faveur et d'exercer une pression assez énergique pour mettre enfin un terme à la situation la plus lamentable.

Les nations pacifiques ne peuvent rester impassibles en présence de la flagrante violation des principes les plus sacrés du droit naturel, de la loi positive, du droit des gens et des conventions internationales.

L'honneur de l'humanité exige que l'impartiale histoire n'ait point à enregistrer une coupable indifférence pour les plus révoltantes injustices.

Si notre malheureux sort ne les déterminait pas à agir, leur propre intérêt les inciterait à prendre la défense de nos droits imprescriptibles. Ne sont-ils pas le patrimoine commun des nations civilisées, et les peuples n'ont-ils pas tous un égal et primordial intérêt à en poursuivre le respect?

Nous prions Votre Excellence d'être notre ardent interprète auprès de votre Gouvernement, et si elle daigne lui faire parvenir ainsi l'écho de nos justes plaintes, nous avons une entière confiance qu'uni aux autres Gouvernements neutres, par une commune et solennelle protestation et par des arguments appropriés à la gravité de la situation, il amènera l'Allemagne à rapporter la plus inique, la plus barbare des mesures dont nous souffrons.

Nous saisissons cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de notre très haute considération.

Le 29 novembre 1916.

*(Signatures comme ci-après.)*

C bis — RÉPLIQUE DES MINISTRES D'ÉTAT, SÉNATEURS ET DÉPUTÉS BELGES AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING, EN DATE DE BRUXELLES 28 NOVEMBRE 1916.

Bruxelles, le 28 novembre 1916.

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général en Belgique, Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Nous venons de recevoir, par M. le baron de Favereau, président du Sénat, signataire avec nous des présentes, communication de votre réponse du 16 novembre à la lettre que les membres du Parlement belge présents à Bruxelles le 9 novembre dernier ont eu l'honneur de vous adresser.

Sans prendre le temps de consulter tous nos collègues dont la plupart sont retenus en province, sûrs d'ailleurs d'être les interprètes de leurs pensées et de leurs sentiments, nous ne voulons pas différer de faire entendre nos protestations redoublées au sujet du traitement infligé à des milliers de nos compatriotes condamnés, sans autre forme de procès, à la déportation et aux travaux forcés. On aurait pu s'attendre à ce que, sous le coup de la réprobation universelle, à la voix des plaintes et des objurgations montant de toutes parts, les autorités allemandes eussent suspendu ces arrestations en masse; mais chaque jour nous apporte le récit d'expéditions nouvelles qui portent à leur paroxysme la douleur, les alarmes et l'indignation publiques.

De ces exécutions, de la brutalité avec laquelle elles sont menées, des scènes de désespoir qui les accompagnent et que nous avons rapportées, aucun détail n'est contesté. Nous en prenons acte.

Mais vous nous engagez, Monsieur le Gouverneur général, à calmer plutôt les sans-travail, à les tranquilliser, à leur représenter que si ces mesures sont prises, c'est dans une vue d'utilité publique, pour leur bonheur, pour porter remède à un état chronique d'inactivité qui les rouille et les démoralise, et pour les tirer de la détresse dans laquelle les a plongés le blocus des Alliés.

Amère dérision!

Que vaudraient, auprès de nos populations ouvrières instruites par deux années d'expérience, d'aussi lamentables représentations? Quel accueil réserveraient-elles à d'aussi piteuses excuses? Et ne nous reprocheraient-elles pas d'ajouter la raillerie à leurs tourments?

Reprenons toutefois ces raisons majeures, puisqu'elles sont propagées par une presse complaisante et qu'elles sont de nature à égarer, à l'étranger, l'opinion des neutres.

Votre Excellence attribue le chômage d'une notable partie des ouvriers belges, d'une part, à l'isolement créé par l'« ennemi », d'autre part, à la mauvaise volonté des travailleurs.

L'isolement! S'il n'avait dépendu que de nos alliés, dont les ardentes et généreuses sympathies nous ont constamment soutenus parmi des épreuves inouïes, la Belgique se fût assez vite relevée de ses ruines et de la stagnation de ses affaires. Votre Excellence n'ignore pas que l'Angleterre se prêtait au ravitaillement industriel du pays sur les mêmes bases que le ravitaillement alimentaire, c'est-à-dire sous le contrôle diplomatique, garantie trop naturelle pour être refusée. Elle le fut pourtant; le Gouvernement impérial refusa de souscrire à un engagement d'ensemble, se réservant de prendre des décisions dans chaque cas particulier. La combinaison projetée dut être abandonnée, sans doute sous la pression des industriels allemands escomptant la ruine complète de la concurrence belge.

Mauvaise volonté! S'il n'avait dépendu que de nos ouvriers et de leurs patrons, la question du chômage eût été réglée entre eux, sans



difficultés insurmontables, grâce aux concessions des uns et des autres et à leur esprit de solidarité. Aucun patron, aucun ouvrier (est-il besoin de vanter leur amour du métier?) n'aurait interrompu son travail coutumier si le pouvoir occupant ne lui en avait rendu successivement et systématiquement la pratique impossible.

Il faut avoir le courage de le proclamer, — et veuillez, Monsieur le Gouverneur général, ne pas vous en offenser, — s'il y a des chômeurs en Belgique, la responsabilité n'en remonte ni à eux ni aux Anglais, mais aux autorités allemandes qui ont tout mis en œuvre pour qu'il y en ait; et non seulement elles ont rendu le chômage inévitable, mais elles l'ont entretenu délibérément en s'opposant à la reprise du travail là où les administrations privées ou publiques y pourvoaient. Certes, une pareille articulation est grave, mais elle est pleinement démontrée, même par des actes officiels.

Il suffit, en effet, de feuilleter le *Bulletin des Arrêtés* publiés depuis le 11 décembre 1914 pour constater que toute une partie de l'industrie nationale a été méthodiquement dépouillée de tous ses stocks et de tous ses moyens de production, épuisée, paralysée et tarie jusque dans ses sources par la saisie des outillages, l'enlèvement des machines, les réquisitions des matières premières, métaux, tissus, produits fabriqués, la réglementation outrancière des trafics, l'institution des « Centrales », la désorganisation des transports, aujourd'hui généralement arrêtés, la saisie du matériel roulant de nos chemins de fer vicinaux, la suppression de certaines voies et l'enlèvement des rails, la réquisition effrénée des attelages et même des plus rares types de reproducteurs indigènes, nonobstant les promesses les plus formelles, demeurées lettre morte.

A côté des ateliers, des usines, des manufactures, des fermes et des centres d'élevage ainsi mis à sac, certaines industries avaient survécu, épargnées comme par miracle, alimentées par d'importantes commandes de la clientèle belge. C'étaient des verreries, des laminoirs et forges, des faïenceries, des ateliers de construction, d'autres encore. Beaucoup furent mises sous séquestre, c'est-à-dire décapitées en pleine activité, leur personnel ouvrier allant grossir les rangs des sans-travail dont la condition émeut si profondément Votre Excellence.

Cependant les Pouvoirs publics ne se décourageaient pas et ne discontinuaient pas de s'employer pour leur procurer quand même de l'ouvrage. A ne citer spécialement que le Luxembourg, nous sommes en mesure d'attester les prodiges d'ingéniosité et de dévouement accomplis par ses administrations locales, aidées des plus admirables initiatives des particuliers, pour utiliser les bras disponibles à des travaux de voirie, d'aménagement, de plantations, d'hygiène, se traduisant pour les communes en un enrichissement du domaine public et pour les journaliers en plusieurs millions de salaires prélevés aux trois quarts sur des dotations privées. Le programme de ces travaux allait s'élargissant, garantissant le pain quotidien à tous ceux qui y collaboraient, lorsque, brus-

quement, leur continuation et leur achèvement furent interdits par ordre supérieur. Ces défenses reposent aux archives communales : copie en a été annexée à la protestation des chefs de l'industrie belge. En sorte que les mandataires de cette province ont pu écrire que ce sont les mesures prises par l'Administration allemande qui ont acculé les travailleurs au chômage qu'elle leur reproche !

Nous aurions mauvaise grâce de pousser plus loin cette démonstration, à savoir que s'il y a des chômeurs, la responsabilité du chômage ne retombe ni sur eux, ni sur les puissances alliées, ni même sur les événements qui bouleversent en ce moment le monde. Hélas ! Ce n'est pas la première fois qu'au cours des calamités que la guerre a déchainées sur notre infortuné pays, on aura accusé ceux qui en sont les victimes innocentes d'en être les auteurs responsables !

Poursuivons. Votre Excellence nous rappelle, dans sa réponse, qu'au mois d'août 1915, des arrêtés ont été pris de commun accord avec des fonctionnaires belges, en vue de conjurer les suites néfastes du désœuvrement des ouvriers assistés par la bienfaisance publique. Ces arrêtés s'inspiraient, dites-vous, d'une pensée de prévoyance. Mais aucune de leurs dispositions pouvait-elle laisser soupçonner que ces ordonnances confèreraient à une autorité quelconque le droit de contraindre les récalcitrants à un travail hors du royaume, et bien moins encore contre leur patrie ? En plaçant ceux-ci sous l'égide du droit des gens, elles leur garantissaient catégoriquement le contraire.

Or, que voyons-nous ?

Au lieu des sanctions comminées, en vue desquelles Votre Excellence s'est concertée avec des fonctionnaires belges, nous assistons, depuis des semaines, à un déploiement de rigueurs forcenées, sans exemple dans les codes d'aucune nation civilisée, et qui atteignent pêle-mêle des citoyens de tout âge et de toute classe, et, de préférence, non pas les sans-travail, mais ceux dont l'habileté professionnelle est le mieux à même de vous prêter main-forte dans la lutte à outrance pour laquelle l'Allemagne, de l'aveu des chefs les plus autorisés de ses partis politiques, entend mobiliser, au même titre que ses militaires, ses civils et ceux des territoires occupés. Et c'est ce que Votre Excellence appelle « une sanction tout simplement plus efficace de ses ordonnances ». *Nur eine wirksamere Durchführung jener Verordnung !*

Ah ! Monsieur le Gouverneur général, quelle ironie et combien la franchise de votre Chancelier impérial, proclamant que nécessité fait loi, l'emportait sur cet atroce euphémisme !

Quelle ironie de rejeter encore une fois sur les chômeurs la responsabilité du sort qui les attend ! N'ont-ils pas, déclarez-vous, le choix entre le travail forcé et un engagement volontaire, copieusement rémunéré !

Quelle ironie, enfin, de vous en prendre aux administrations communales ! En vérité, pourquoi ne livrent-elles pas des listes de chômeurs, destinées à devenir des listes de proscription ? Pourquoi pas ?

Excellence,

Vous daigniez nous promettre, dans la proclamation par laquelle s'ouvrait votre administration, que vous vous étiez tracé pour programme de restaurer, dans le pays occupé, un régime de paix et de prospérité économiques; maintes fois, au sein même du Reichstag, des applaudissements ont salué le succès de votre mission.

A contempler ce qui reste en Belgique de tout ce qu'un peuple libre y avait édifié, au prix du labeur de plus d'un demi-siècle, l'histoire dira ce que fut cette restauration.

Mais l'histoire dira aussi que le démantèlement et le dépeuplement de nos provinces occupées, au profit de l'Allemagne combattante, n'auront pas été consommés sans que, plus haut que de vaines échappatoires, retentissent à travers le monde les cris de révolte des déportés, les imprécations de leurs familles et la protestation de la conscience publique.

Veillez agréer, Monsieur le Gouverneur général, l'assurance de notre haute considération.

## LISTE DES SIGNATAIRES

### *Ministres d'État.*

Baron DE FAVEREAU, président du Sénat.

Vicomte DE LANTSHEERE, ancien président de la Chambre.

DEVOLDER (J.), sénateur pour Arlon—Marche—Bastogne.

VANDENPEEREBOOM (J.), sénateur provincial de la Flandre occidentale.

Comte WOESTE (Ch.), représentant d'Alost.

### *Sénateurs.*

BRUNARD (Hubert), pour Nivelles.

BRAUN (Alexandre), pour Bruxelles.

DE BECKER-REMY, pour Louvain.

DE BLIECK, pour Malines.

Baron DE MÉVIUS, pour Namur—Dinant—Philippeville.

DE RO (Georges), pour Bruxelles.

Vicomte DE JONGHE D'ARDOYE, pour Roulers—Thielt.

DU BOST (Édouard), pour Bruxelles.

Baron D'HUART (A.), pour Namur—Dinant—Philippeville.

DUPRET (Georges), pour Bruxelles.

Baron E. DE KERCHOVE D'EXAERDE, pour Alost.

HALLET (Max), pour Bruxelles.

HANREZ (Prosper), pour Bruxelles.

KEESEN (abbé), sénateur provincial du Limbourg.

LEKEU (Jules), sénateur provincial du Hainaut.

MESSENS (Edmond), pour Bruxelles.

POELAERT (Albert), pour Bruxelles.

SPEYER (H.), pour Arlon—Marche—Bastogne.

VINCK (E.), sénateur provincial du Brabant.

*Au nom de la Députation permanente du Brabant,*

JANSSEN (Charles).

*Membres de la Chambre des Représentants.*

LEVIE (M.), ancien ministre, député pour Charleroi.

BERTRAND (L.), pour Bruxelles.

BUISSSET (Émile), pour Charleroi.

BUYL (A.), pour Ostende—Furnes—Dixmude.

COCQ (F.), pour Bruxelles.

DE BUE (Xavier), pour Bruxelles.

Vicomte DE JONGHE D'ARDOYE, pour Bruxelles.

DELPORTE (Antoine), pour Bruxelles.

Baron D'HUART (A.), pour Dinant—Philippeville et le Luxembourg.

DU BUS DE WARNAFFE, pour Arlon—Marche—Bastogne.

ELBERS, pour Bruxelles.

HANSSSENS (Eugène), pour Bruxelles.

HARMIGNIE, pour Mons.

JANSON (P.-E.), pour Tournai.

Marquis IMPÉRIALI, pour Huy—Waremme.

JOUREZ (Léon), pour Nivelles.

LEMONNIER (Maurice), pour Bruxelles.

LAMBORELLE (Dr), pour Malines.

RENS, pour Alost.

TIBBAUT (E.), pour Termonde.

WAUTERS, pour Huy—Waremme.

WAUWERMANS, pour Bruxelles.

§ 2. — Protestation des sénateurs et représentants  
de l'arrondissement de Mons.

A — LETTRE AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING  
(2 NOVEMBRE 1916)

Mons, le 2 novembre 1916.

*A Son Excellence, le Général von Bissing, Gouverneur général de Belgique,  
Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Députés et sénateurs de l'arrondissement de Mons, nous avons pour  
devoir de protester énergiquement contre les levées d'hommes valides



auxquelles l'autorité militaire procède en ce moment dans notre région, et de porter à votre connaissance la juste réprobation qu'elles soulèvent.

Les faits se passent de la manière suivante :

Des placard ordonnent aux citoyens âgés de dix-sept ans et plus de se rendre tel jour, à telle heure, en un lieu désigné, sous menace, en cas de désobéissance, des peines les plus sévères, ou bien, disent certaines affiches, sous peine, pour le contrevenant, d'être déclaré chômeur.

Les hommes rassemblés sont parqués en plusieurs groupes.

Un premier triage élimine plusieurs catégories : prêtres, médecins professeurs, vieillards, infirmes, etc.

Après quo la sélection s'opère.

Tous ceux que les recruteurs choisissent sont mis à part et dirigés, sous bonne escorte, vers la gare où un train les attend. Les autres sont renvoyés dans leurs foyers.

Nous ne savons suivant quelle règle le choix se fait : on enrôle des chômeurs, mais aussi beaucoup d'autres personnes qui n'ont jamais chômé et appartenant aux professions les plus diverses : bouchers, boulangers, patrons tailleurs, ouvriers brasseurs, électriciens, cultivateurs ; on prend aussi de tout jeunes gens élèves d'athénées, d'universités et autres écoles supérieures, et, d'autre part, des chefs de famille d'un certain âge, ayant charge de nombreux enfants.

Les procédés de recrutement sont divers : parfois l'officier recruteur se base sur les listes de population, parfois il exige la production de la carte d'identité. Il lui arrive aussi de s'efforcer d'obtenir le consentement des personnes convoquées. Quelques engagements ont été souscrits, sur lesquels il est stipulé que la durée est fixée à quatre mois, le salaire à 5 marks, le logement choisi par l'autorité allemande et que le voyage sera gratuit à l'aller le lieu de destination reste indéterminé. Le plus souvent, les signatures sont données sous l'empire de la crainte ou sous l'effet de la promesse de quelques jours de répit avant le départ.

Les hommes enrôlés par contrainte partent sans que leur famille sache vers quel pays ni pour combien de temps. Au début, ils se présentaient sans vivres, sans linge ni vêtements de rechange, ne sachant pas le sort qui les attendait.

C'est un spectacle douloureux que celui de la séparation inopinée et brutale des membres d'une famille, sans communication, sans adieu !

Le chagrin, l'anxiété et l'indignation ont envahi bien des foyers. Cette déportation est la pire des peines. Elle révolte le sentiment le plus fier et le plus profond de notre race, l'amour de la liberté, de la liberté du travail surtout et l'attachement au sol natal.

L'autorité militaire a déclaré, à plusieurs reprises, que si elle procédait à pareil enrôlement, c'est parce que les bourgmestres ont refusé de désigner eux-mêmes les chômeurs de leurs communes.

Faut-il défendre les bourgmestres de ce reproche ?

Nous l'affirmons fermement : il n'est pas justifié. Tous les bourgmestres

ont fait afficher l'ordre de l'autorité qui requiert les chômeurs de se faire inscrire sur les registres tenus par l'Administration communale. En se conformant à cette injonction, les bourgmestres ont fait tout ce qu'ils devaient; ils ne pouvaient rien faire de plus, les lois de notre pays ne leur permettant pas, en effet, de s'introduire chez les particuliers et de se livrer à des recherches sur leur état social : le Belge est maître chez lui et ne doit compte à personne de ses conditions d'existence.

Le bourgmestre qui se serait permis de dresser lui-même la liste des chômeurs et l'aurait livrée à l'autorité militaire, se serait attiré la malédiction publique. En agissant ainsi, il se serait associé au coup de force qui va contraindre un grand nombre de nos concitoyens à se rendre en Allemagne pour effectuer le travail le plus rebutant et le plus odieux, celui dont l'effet se tourne contre la patrie.

Sans doute, on a dit que les travailleurs ne seraient embauchés que pour les entreprises étrangères à la guerre; mais que vaut pareille explication?

En prenant la place d'un ouvrier allemand, l'ouvrier belge permet de remplir un vide dans l'armée allemande.

Travailler pour l'Allemagne, c'est se battre contre la patrie.

Aussi l'instinct public ne s'y est pas trompé : il a résisté aux appels les plus pressants et aux promesses les plus alléchantes affichées sur nos murs. Très rares sont ceux que l'appât de gros salaires a attirés en Allemagne.

La presse a taxé notre population ouvrière de fainéantise : c'est la calomnie.

Les Belges ne sont pas des paresseux, mais ils aiment leur pays et ils ont conscience des devoirs sacrés que la guerre leur impose. Nul homme d'honneur ne peut les blâmer de leur résistance.

Nous avons tenu, Excellence, à vous exposer ces faits afin que vous puissiez employer votre haute autorité à mettre un terme à une violation flagrante du droit des gens.

Quant à nous, nous eussions manqué à nos devoirs de mandataires publics si nous n'avions fait entendre la voix de notre conscience dans un moment aussi grave et aussi douloureux.

Agréez, Excellence, l'expression de notre considération la plus distinguée.

(Ont signé :)

*Sénateurs :*

MOSSELMAN, ROLAND, vicomte VILAIN XIII, DEMERBE.

*Représentants :*

Alph. HARMIGNIE, MASSON, BASTIEN, MAROILLE, BRENEZ, SERVAIS.

B — RÉPONSE DU GÉNÉRAL VON BISSING A LA PROTESTATION  
DES SÉNATEURS ET REPRÉSENTANTS DE MONS (9 NOVEMBRE 1916)

Bruxelles, le 9 novembre 1916.

AUX DÉPUTÉS DE MONS,

En réponse à votre lettre du 2 novembre 1916, dans laquelle vous nous priez de renoncer à la déportation des chômeurs vers l'Allemagne, j'ai l'honneur de vous faire connaître que votre demande ne pourra être prise en considération.

Depuis le début de la guerre, une grande partie de la population belge chôme. Les raisons qui créent cette situation sont, d'une part, l'inactivité de beaucoup d'établissements industriels provoquée par la pénurie de matières premières résultant du blocus ennemi, d'autre part, la mauvaise volonté mise à travailler.

La longue durée de cette situation commence à faire apparaître de fâcheux résultats, et, en qualité de gouverneur du pays occupé, S. Exc. le Gouverneur général de Belgique, se basant sur le droit des gens, a pour devoir de prendre les mesures nécessaires pour parer à cet état de choses.

Des Belges éclairés se sont déjà adressés au printemps 1915 à S. Exc. le gouverneur général et ont démontré les dangers du chômage et de l'aversion du travail.

Ils ont montré que les secours, quelle que soit leur provenance, finissent par peser sur la population et entraînent en même temps les ouvriers dans l'oisiveté.

Mais cela aurait pour conséquence que les ouvriers s'affaibliraient physiquement et moralement et que, en particulier, les ouvriers instruits perdraient leurs aptitudes et leur dextérité et qu'ils deviendraient inutilisables pour l'industrie belge lorsque la paix future serait rétablie.

Pour ces raisons, les arrêtés pris contre le chômage ont été mis en vigueur en août 1915 avec l'aide du ministre belge compétent et complétés plus tard par l'arrêté du 15 mai 1916.

Ces arrêtés ne prévoient la contrainte au travail que si le chômeur refuse sans motifs suffisants, pour un salaire proportionnel qui lui est offert, un travail conforme à ses aptitudes et tombe par là à charge de la bienfaisance publique.

Toute infraction contraire au droit des gens est formellement reconnue comme motif de refus fondé. Donc aucun ouvrier ne pourra être contraint à prendre part à des *travaux de guerre*. Ces arrêtés reposent sur des considérations saines, conformes à la loi, et qu'ordonnent, sans doute possible, l'intérêt de la masse et la liberté de chacun. Il ne s'agit plus ici que de l'application, après que les situations qui s'étaient présentées avaient conduit à une calamité publique.

A cet effet, les listes nominatives des chômeurs devront nous être adressées par les bourgmestres. Lors des réunions, il est offert du travail, contre un bon salaire, aux chômeurs mentionnés sur la liste, et ce travail doit être effectué en Allemagne, vu que, dans le territoire du Gouvernement général seul, un nombre limité de chômeurs pourront être employés.

Les chômeurs qui, lors de ces réunions, refusent le travail offert seront dirigés de force en Allemagne.

Ils obtiennent aussi un salaire, mais plus petit que celui qu'ils auraient eu s'ils s'étaient engagés comme travailleurs libres. Le Gouverneur général espère qu'il ne devra faire usage de ces mesures que dans des cas exceptionnels.

Une grande partie du peuple a, avec sa compréhension saine des choses, jugé la situation d'une manière exacte, et c'est par dizaines de mille que les ouvriers belges ont pris librement le chemin de l'Allemagne où, mis sur le même pied que les ouvriers allemands, ils gagnent des salaires plus élevés que ceux qu'ils ont jamais connus en Belgique et où, au lieu de tomber dans la misère comme leurs compagnons restés au pays, ils élèvent leurs familles à un rang plus élevé.

D'après ceci, vous devez accorder que par les déportations des chômeurs belges en Allemagne, l'intérêt du peuple belge reste entièrement sauf. Si vous vous adressez dans ce sens aux chômeurs, vous leur rendrez un meilleur service qu'en les entraînant dans la voie du refus de travailler, et contraindre par là les autorités allemandes à des mesures sévères.

Si, lors de la déportation, il y a de la sévérité et qu'il y a des ouvriers actifs qui sont enlevés, la faute incombe aux bourgmestres qui se sont refusés à donner les listes ou bien dont les listes étaient incomplètes.

*Pour le Gouverneur général*  
(Signature).

C — RÉPLIQUE DES SÉNATEURS ET REPRÉSENTANTS DE MONS  
AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (27 NOVEMBRE 1916)

Mons, le 27 novembre 1916.

*A Son Excellence, le Général von Bissing,*  
*Gouverneur général en Belgique.*

EXCELLENCE,

Nous avons pris connaissance de la réponse en date du 9 novembre, que Votre Excellence a bien voulu faire à notre lettre du 2 novembre, laquelle nous est parvenue par l'entremise du Comité provincial de secours et d'alimentation de Mons, à qui elle a été adressée.

Témoins de l'enrôlement dans notre région, nous avons la conviction



que l'exécution des arrêtés relatifs au chômage a eu lieu en violation flagrante des considérations que vous nous exposez. Nous ne pouvons que répéter que le mobile de cette opération n'a pas été de procurer du travail aux chômeurs ni de décharger la bienfaisance publique de l'entretien de gens sans emploi.

Permettez-nous de vous signaler quelques faits à titre d'exemple :

A *Quaregnon*, sur 1.000 ouvriers appelés au contrôle, 304 ont été déportés. Parmi ceux-ci, il y a 227 non chômeurs (parmi lesquels 4 cultivateurs, 5 patrons boulangers, 6 ouvriers boulangers, un patron boucher, 1 ingénieur brasseur, directeur d'une grande brasserie, un gros négociant, le fils d'un maître de forges, un patron imprimeur).

Il est à noter que le nombre des hommes appelés au contrôle est relativement peu élevé eu égard à la population totale, mais il ne faut pas perdre de vue que nous sommes au centre du bassin houiller et que tous les ouvriers mineurs ont été exemptés.

L'observation s'applique à toutes les autres communes.

A *Dour*, sur 137 déportés, l'on compte 117 travailleurs dont 9 cultivateurs, 4 étudiants et nombre de petits patrons travaillant chez eux.

A *Wasmes*, sur 186 déportés, 130 non chômeurs.

A *Frameries*, sur 200 déportés, 187 non chômeurs.

A *Hornu*, sur 140 déportés, 87 non chômeurs.

A *Pâturages*, sur 139 déportés, 134 non chômeurs.

A *Ghlin*, sur 155 déportés, 109 non chômeurs.

A *Havré*, le bourgmestre a déclaré aux officiers recruteurs que tous les hommes convoqués à l'enrôlement étaient occupés (il avait procédé à une enquête et demandait à faire la preuve). On ne tint pas compte de ses observations et, sur 450 hommes appelés au contrôle, 46 furent déportés, tous occupés.

Des proportions équivalentes se retrouvent dans toutes les communes.

Est-ce un effet du hasard? Non, la plupart du temps, le choix des ouvriers qui ont du travail en Belgique a été voulu délibérément. Les recruteurs paraissent avoir une prédilection marquée pour les ouvriers les plus exercés de certaines industries : contremaitres, ouvriers d'ateliers et de laminoirs, verriers, cordonniers, ajusteurs, électriciens, cultivateurs.

C'est ainsi qu'aux Forges et Laminoirs de Baume à Haine-Saint-Pierre, sur 400 ouvriers qui ont passé au contrôle, 52 ont été déportés.

Aux usines Gilson, à La Croyère, 50 ouvriers ont été déportés sur 225 appelés au contrôle.

A la Société La Brugeoise et Nicaise et Delcuve, 56 sur 389.

A la Société anonyme des Laminoirs de La Croyère, 51 sur 73.

Aux usines Boulonneries et Fonderie de La Louvière, 25 sur 131.

Aux ateliers de Bouvy, à La Croyère, 25 sur 145.

A la Compagnie centrale de Construction, à Haine-Saint-Pierre, 37 ouvriers et employés travaillant ont été déportés, soit 10 % du personnel occupé.

Aux ateliers Spiltoir, Happez et Meck, à Haine-Saint-Paul, 14 ouvriers ont été déportés, ce qui représente 70% du personnel occupé, soumis au contrôle et 40% de tout le personnel.

Aux Hauts Fourneaux et Fonderies de La Louvière, la déportation du personnel a atteint 70%, ce qui met l'usine dans l'impossibilité de continuer sa fabrication.

Aux usines Boël, à La Louvière, on a enlevé 249 hommes dont un chef de bureau, 10 employés, 21 contremaitres et 217 ouvriers.

Tous les employés et ouvriers de ces usines qu'on a déportés étaient au travail au moment du contrôle.

A la verrerie de Jemappes, seul établissement de l'espèce dans notre arrondissement, l'application du système est d'un effet saisissant.

Cette usine fut remise en marche le 4 décembre 1915; elle a travaillé sans interruption et d'une allure ascendante jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 1916. Elle dut chômer jusqu'au 10 novembre pour réparer certains fours, avec le projet d'élargir son activité. On lui a enlevé plus de la moitié de son personnel d'élite. A titre de précision, nous citons des chiffres :

- 40% des souffleurs;
- 60% des premiers gamins de souffleurs;
- 30% des deuxièmes gamins de souffleurs;
- 40% du personnel des repasseurs;
- 35% des étendeurs;
- 100% des ouvriers électriciens;
- 100% des ouvriers ajusteurs, etc...

Quelle perturbation pour cette industrie!

Ce que nous venons de dire de la marche ascendante des verreries de Jemappes s'applique à la plupart des industries dont nous venons de parler.

Nous mettons à part les charbonnages, dont l'activité est considérée avec faveur; nous voulons surtout parler des ateliers de construction, des laminoirs, des faïenceries, des fabriques de chaussures, des usines de produits céramiques, etc... Aucune de ces industries, grande ou petite, n'a été atteinte par le blocus ou du moins n'a éprouvé d'empêchement majeur de ce chef. Le temps d'arrêt qu'elles ont eu parfois à subir avait pour cause l'interruption des transports, l'insuffisance de combustibles ou de minerais (faute de moyens de transport) et surtout les rigueurs d'arrêts qui ont frappé de saisie une partie de l'outillage ou qui limitent la durée du travail à un nombre d'heures fort restreint (les fabriques de chaussures).

Les industriels n'ont pas manqué d'exposer aux officiers recruteurs combien il importait, pour la bonne marche de leur exploitation, de laisser leur personnel intact. Leurs observations n'ont pas été écoutées ou guère.

Chose caractéristique et qui révèle la volonté arrêtée de choisir dans des professions ou des catégories déterminées, il est arrivé à l'autorité militaire de faire grouper à part les ouvriers d'usines en pleine activité et

d'effectuer leur choix sous les yeux du chef de l'établissement et nonobstant ses protestations; il en fut ainsi pour les ouvriers des laminoirs de Jemappes, pour ceux des ateliers de constructions de Nimy et des ateliers de Bouvy à La Louvière.

Quels griefs peut-on faire à ces braves gens qu'on arrache à leur famille, qu'on soustrait au travail national, pour les contraindre de travailler au profit de l'Allemagne?

Quelles infractions ont-ils commises?

La déportation est une peine cruelle et imméritée pour eux, et pour nous, Belges, un mal national.

A toutes les réquisitions de matières, d'outillages, de chevaux, qui ont déjà fait de si grands ravages, fallait-il que vint s'ajouter la plus abominable de toutes : celle de l'homme?

Par le développement de la civilisation, par l'adoption de lois de guerre codifiées dans les conventions internationales, il semblerait que jamais plus un peuple vaincu ne pût être soumis à pareille torture et que la liberté individuelle des habitants paisibles dût désormais être respectée. Tous, chômeurs comme travailleurs, devaient être laissés dans leurs foyers.

Et vit-on jamais population plus calme, plus stoïque dans la souffrance? Fut-elle jamais l'occasion d'une charge ou d'un souci pour le Gouvernement impérial?

Vous vous efforcez de rassurer notre patriotisme, Excellence, en nous déclarant que les Belges déportés ne prendront point part à des buts de guerre... Mais ne travaillent-ils donc pas à des buts de guerre tous ceux qui coopèrent d'une manière quelconque aux entreprises des peuples belligérants? Le cultivateur qui fournit la graisse à l'armée, le tailleur qui façonne des vêtements, le corroyeur, le cordonnier, le bûcheron, le terrassier ne participent-ils pas aux objectifs de guerre? Quiconque met le pied sur le sol de l'Allemagne pour travailler devient un auxiliaire de l'armée allemande, quelque ouvrage qu'il fasse.

C'est si vrai que le Gouvernement impérial veut établir le service civil obligatoire; tous les civils seront par le fait militarisés.

Et avant même que les autorités allemandes aient mis en vigueur cette nouvelle législation de guerre, elles l'appliquent à la Belgique occupée. Elles l'imposent aux Belges contre leur propre pays, nonobstant les assurances solennelles qui avaient écarté de leurs soucis cette odieuse perspective.

Jamais, Excellence, jamais le droit des gens n'a reconnu aux vainqueurs pareil pouvoir, jamais il ne consacrera pareille iniquité.

Ne nous demandez pas de dire à nos populations que c'est dans leur intérêt qu'on les expédie en Allemagne : le faisant, nous trahirions notre patrie.

Agréez, Excellence, l'expression de notre considération distinguée.

*Les Députés et Sénateurs de l'arrondissement de Mons*

*(Signatures).*

§ 3. — Protestation des sénateurs, représentants, députés permanents et conseillers provinciaux de la province de Namur au gouverneur général von Bissing (27 novembre 1916).

Namur. le 27 novembre 1916.

*A Son Excellence le Gouverneur général, à Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Une émotion sans précédent a traversé le pays, à la nouvelle de la résolution du Gouvernement général relative à la déportation des ouvriers; une grande douleur s'est emparée de toutes les âmes en assistant aux mesures d'exécution; la plus cruelle anxiété règne dans toutes les familles.

Investis de la confiance des habitants de la province de Namur, nous sentons le devoir, au moment où nos concitoyens sont déjà sur le chemin de l'exil, d'unir nos voix aux voix éloquentes et énergiques qui ont protesté contre la violation des imprescriptibles prérogatives inhérentes à la personne humaine, affirmées par les législations positives de toutes les nations civilisées, reconnues comme sacrées par le droit international. « La liberté individuelle est garantie », proclame la Constitution belge; elle trace à tout pouvoir, sur notre sol, les limites de son action. Dans les tourments où s'épuisent les nations devraient briller d'un pur éclat les principes essentiels sans lesquels la civilisation n'est qu'un leurre : respect de la personne humaine, respect du sentiment patriotique, respect des conventions. Que reste-t-il de ces principes, si on arrache le citoyen à son pays, à sa famille, à ses affaires; si on l'oblige à un travail utile à l'ennemi et que réprouve sa conscience, si on transgresse les solennels engagements pris dans les congrès de la paix ratifiés par les parlements? Les nations, comme les individus, n'ont-elles pas un honneur à garder?

On avait dit solennellement que le souci sincère du pouvoir occupant était de provoquer, de favoriser la reprise de la vie nationale dans le domaine social et dans le domaine économique, et on signalait à la hâte, avec fierté, les progrès accomplis et les fruits obtenus! Que ces paroles, que ces promesses paraissent vaines aujourd'hui! Que voyons-nous, en effet? Hier, on défendait aux communes d'entreprendre des travaux publics et on les sommait de refuser toute assistance par le travail aux ouvriers nécessaires, aujourd'hui on enlève à l'industrie et à l'agriculture la main-d'œuvre et, cruelle ironie, on exile, pour travailler au profit de l'ennemi, ceux-là qui pouvaient travailler dans leur patrie à la restauration des cités détruites.

Tout au moins, en faveur de cette population qui a tant souffert et qui, en de nombreuses communes de notre province, vit de privations au milieu des ruines, pouvait-on espérer quelque compassion! Tout au



moins aurait-on dû réfléchir au sort lamentable de ces familles auxquelles on enlève le père, les enfants en âge de travail ! Que de ruines matérielles et que de tortures morales aux foyers où resteront, sans protection et sans défense, des vieillards, des malades, des femmes et des enfants ! L'esprit reste épouvanté à la pensée de cette entreprise qui, contrairement à tout droit, provoque la dislocation des familles avec toutes ses conséquences morales, matérielles et sociales.

Excellence, d'un peuple indépendant et fier, sous le régime de l'occupation, on ne peut obtenir la résignation, qui assure l'ordre public et la soumission à l'autorité, qu'en respectant scrupuleusement ses sentiments patriotiques.

Toute mesure arbitraire qui blesse ces sentiments, tout acte injuste et inhumain n'engendrent que ressentiment et que haine.

Aussi dur que soit notre langage, il n'est que la protestation sincère d'hommes publics accomplissant, quoi qu'il arrive, loyalement leur devoir.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de nos sentiments de considération très distinguée.

*Les Sénateurs, Représentants, Députés permanents, Conseillers provinciaux de la province de Namur :*

COUSOT (Georges), sénateur, Dinant;  
DE MÉVIUS (baron), sénateur, Suarlée;  
D'HUART (baron Alfred), sénateur, Bruxelles;  
DE PIERPONT (Albéric), sénateur, Namèche;  
HIGGUET (Gabriel), sénateur, Saint-Servais;  
BOLOGNE (Joseph), représentant, Liège;  
D'HUART (baron Albert), représentant, Sovet;  
HONINCKX (Georges), représentant, Namur;  
COPPÉE, député permanent, Fosses;  
DE GAIFFIER D'HESTROY (baron), représentant, Namur;  
DEVAUX (Dr), représentant, Senzeilles;  
ÉVERARD (Georges), représentant, Rochefort;  
CARTUYVELS DE COLLAERT (baron), conseiller provincial, La Plante;  
DE JAIFFE, conseiller provincial, Mazy;  
DE JONGHE (vicomte), conseiller provincial, Anthée;  
DE LHONEUX (Léon), conseiller provincial, Namur;  
DE LIEDEKERKE (comte H.), conseiller provincial, Évelette;  
DE MONTPELLIER (baron Adrien), conseiller provincial, Vedrin;  
DE PIERPONT (Édouard), conseiller provincial, Rivière.  
DE THYSEBAERT (baron Ferdinand), conseiller provincial, Jambes;  
DEVOLDER (Armand), conseiller provincial, Bonneville;  
DOUCET DE TILLIER (Henri), conseiller provincial, Tillier;  
ÉVRAUD, conseiller provincial, Namèche;  
HAMOIR (Jules), conseiller provincial, Namur;

HENRY (Georges), vice-président du Conseil provincial, Anhée;  
 HIGGUET (Firmin), conseiller provincial, Saint-Servais;  
 PETIT, conseiller provincial, Upigny;  
 PROCÈS (Arthur), conseiller provincial, Namur;  
 RONVAUX (Édouard), conseiller provincial, Namur;  
 WASSEIGE (Max), conseiller provincial, Namur.

#### § 4. — Protestations du Collège échevinal de Bruxelles.

##### A — LETTRE AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (17 NOVEMBRE 1916.)

VILLE DE BRUXELLES

N<sup>o</sup> 16. 7838.

Bruxelles, le 17 novembre 1916.

EXCELLENCE,

Un avis de M. le gouverneur allemand, lieutenant-général Hurt, aux bourgmestres du Grand-Bruxelles et du Brabant, publié aujourd'hui, annonce que l'autorité allemande a décidé la déportation en Allemagne des ouvriers chômeurs.

Cet avis cause une profonde émotion parmi nos concitoyens.

Le sentiment public considère cette déportation comme l'établissement en Belgique d'un régime d'esclavage.

Vous comprendrez sans peine à quel point semblable mesure, qui plonge dans la douleur tant de familles, porte atteinte à cet amour de la liberté individuelle, à ce profond sentiment de dignité qui font, depuis des siècles, l'orgueil et la grandeur morale du peuple belge tout entier.

Notre population s'est toujours distinguée par le culte de la justice et du droit.

En matière politique, comme en matière internationale, elle a toujours compté que le droit demeurerait sa sauvegarde.

L'article 43 de la Convention de La Haye porte que l'occupant respectera, sauf empêchement absolu, les lois en vigueur dans le pays occupé.

Parmi les lois en vigueur en Belgique, il n'en est point de plus précieuse et de plus sacrée que celle qui garantit à tout citoyen belge sa liberté personnelle, se manifestant, notamment, dans le domaine du travail.

Rien ne nous paraît justifier, en ce moment, une atteinte à cette loi.

Le pouvoir occupant fait observer que l'inaction à laquelle sont réduits un grand nombre de travailleurs est regrettable.

Qui le sait mieux que nous?

Qui le sait mieux que notre vaillante population ouvrière, laquelle, de tout temps, s'est honorée par l'ardeur et l'opiniâtreté de son labeur?

Nos ouvriers ne demandent qu'à se livrer à leurs occupations accoutumées.

Sont-ils responsables du chômage qui leur est imposé?

Est-ce leur faute si les matières premières, si les machines ont été réquisitionnées, s'il n'y a presque plus de chevaux, si les transports sont entravés, si 800.000 mètres de rails des chemins de fer vicinaux ont été enlevés?

Invoquera-t-on des charges de la bienfaisance publique?

Elles sont lourdes, évidemment, mais elles ne grèvent en rien le pouvoir occupant, qui n'a pas dû intervenir pour soulager la misère générale.

C'est le Comité national de secours et d'alimentation et l'initiative privée qui aident nos chômeurs involontaires et qui sont décidés à poursuivre leur œuvre de solidarité.

Puisque la population belge ne s'attend pas à être secourue par l'occupant, n'est-il pas légitime de la laisser libre d'apprécier dans quelles conditions il lui est permis et possible de se livrer au travail?

On ne peut qu'éprouver le plus profond respect pour un refus de travail qu'inspirent uniquement un noble patriotisme et spécialement la volonté de ne pas fournir directement ou indirectement une aide à l'ennemi.

Il est certain que le travail que l'on veut imposer à nos compatriotes a pour but exclusif de fortifier l'Allemagne économiquement et même militairement. Cette circonstance fait apparaître plus nettement encore le caractère d'esclavage et de servitude que présente la mesure dont sont menacés nos concitoyens.

Notre population n'a pas cessé de supporter avec calme, avec résignation, avec dignité, les cruelles épreuves de la guerre actuelle.

Cette disposition d'esprit ne pouvait qu'être affirmée par les déclarations de l'autorité allemande au début même des hostilités.

M. le gouverneur général, baron von der Goltz, disait dans sa proclamation du 2 septembre 1914 :

« Les citoyens belges désirant vaquer paisiblement à leurs occupations n'ont rien à craindre de la part des troupes ou des autorités allemandes. Autant que faire se pourra, le commerce devra être repris, les usines devront recommencer à travailler, les moissons être rentrées.

« Citoyens belges,

« Je ne demande à personne de renier ses sentiments patriotiques, mais j'attends de vous tous une soumission raisonnable et une obéissance absolue vis-à-vis du Gouvernement général.

« Je vous invite à lui montrer de la confiance et à lui prêter votre concours. J'adresse cette invitation spécialement aux fonctionnaires de l'État, des communes, qui sont restés à leur

poste. Plus vous donnerez suite à cet appel, plus vous servirez votre patrie. »

Dans toutes les églises du pays, sur l'invitation du cardinal Mercier, il a été annoncé au mois d'octobre 1914 que M. le gouverneur d'Anvers, général Huene, avait autorisé le cardinal Mercier à faire, en son nom, et à communiquer à la population, la déclaration suivante, avec l'approbation du gouverneur général, baron von der Goltz :

« Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. »

Est-il besoin de rappeler encore le texte des Avis suivants, placardés sur les murs de Bruxelles ?

« Quiconque ayant fait partie de la garde civique, rentre de l'étranger à Bruxelles et agglomération, ne sera pas traité comme prisonnier de guerre, *mais pourra y résider en toute liberté* s'il souscrit à l'obligation de ne plus prendre les armes contre l'Allemagne pendant cette guerre ni d'entreprendre aucun acte hostile à la cause allemande.

« Bruxelles, le 19 février 1915.

« *Le Gouverneur,*  
« (s) VON KRAEWEL,  
« *Général major.* »

« En vertu de l'ordre du Gouvernement général en Belgique, des 13 et 19 février 1915, il est ordonné par la présente que tous les *sujets mâles de nationalité belge*, nés de 1892 à 1897 inclus et domiciliés à : Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, Etterbeek, Forest, Ixelles, Jette-Saint-Pierre, Koekelberg, Laeken, Molenbeek-Saint-Jean, Schaerbeek, Saint-Josse-ten-Noode, Saint-Gilles, Uccle, Watermael, Boitsfort et Woluwe-Saint-Lambert, soient mis sous le contrôle par le bureau de déclaration *Deutsches Meldeamt Gross-Brüssel*, rue du Méridien, 10, et auquel les communes nommées ci-haut ont communiqué tous les noms des sujets mâles nés de 1892 à 1897...

« *Il est expressément entendu que le Gouvernement allemand ne projette ni d'incorporer des sujets belges dans l'armée allemande ni de les emmener en Allemagne comme prisonniers pendant la durée de la guerre.*

« Bruxelles, le 17 mars 1915.

« *Le Gouverneur,*  
« (s) VON KRAEWEL,  
« *Général major.* »



« A partir du 1<sup>er</sup> novembre prochain, le contrôle exercé jusqu'à présent sur les Belges nés de 1892 à 1897 sera applicable également à tous les hommes belges nés de 1885 à 1898 (y compris ces deux années).

« Les soldats (pas les officiers) de l'ancienne garde civique non active seront libérés du contrôle s'ils sont âgés de trente ans accomplis.

« *Je répète que le contrôle n'a d'autre but que de permettre de constater la présence des personnes inscrites et de les empêcher de quitter le pays.*

« *On n'a donc nullement l'intention de les incorporer dans l'armée allemande, ni de les interner comme prisonniers de guerre.*

« Bruxelles, le 22 octobre 1915.

« *Le Gouverneur général en Belgique,*

« (s) Freiherr von BISSING,

« *Generaloberst.* »

Enfin le règlement concernant les citoyens belges soumis au contrôle nés de 1885 à 1898 (*Vorschriften für Meldepflichtige männliche Belgier, Geburtsjahr 1885-1898*) dont un exemplaire a été remis par l'autorité allemande à tous les citoyens belges au moment de leur inscription au contrôle allemand (*Meldeamt*) et qui forme pour eux contrat, porte :

« Il est bien entendu que le Gouvernement allemand n'a nullement l'intention d'incorporer des Belges dans l'armée allemande, ni de les interner en Allemagne pendant la durée de la guerre (§ 6, p. 13).

« Le présent règlement est applicable aux Belges soumis au contrôle et habitant les communes suivantes : Bruxelles, Anderlecht, Auderghem, etc. (comme ci-dessus, § 10). »

Peut-on concevoir engagement plus précis, plus net : « Ils ne seront ni incorporés dans l'armée allemande, *ni internés en Allemagne pendant la durée de la guerre* ? »

Ces engagements formels ont déterminé un grand nombre de nos concitoyens, qui s'étaient réfugiés à l'étranger, à rentrer dans leur patrie.

Nous ne pouvions supposer que des promesses aussi solennelles pourraient être méconnues.

Nous devons croire que le pouvoir occupant maintiendrait les principes du droit international et respecterait les sentiments d'honneur et de patriotisme du peuple belge.

Quelles que soient les nécessités de la guerre, il nous semble impossible que l'autorité occupante puisse persévérer dans la voie où elle est

entrée et accomplir ainsi un acte qui doit soulever l'émotion du monde civilisé tout entier.

Nous vous prions d'agréer, Excellence, l'assurance de notre parfaite considération.

*Le Collège,*

(s) Maurice LEMONNIER,

Louis STEENS,

Émile JACQMAIN,

Max HALLET,

Jean PLADET.

Par le Collège :

*Le Secrétaire,*

(s) Maurice VAUTHIER.

*A Son Excellence le Baron von Bissing,  
Gouverneur général en Belgique, Bruxelles.*

B — DÉCLARATION DU COLONEL COMTE VON SODEN, COMMANDANT DE LA PLACE DE BRUXELLES, AUX BOURGMESTRES DE L'AGGLOMÉRATION BRUXELLOISE (14 NOVEMBRE 1916).

MESSIEURS,

Je vous ai convoqués afin de m'entretenir avec vous de l'établissement des listes des sans-travail.

La concordance de vos réponses à mon invitation du 20 octobre permet de conclure qu'une entente s'est réalisée entre vous à ce sujet. Je voudrais vous recommander de faire preuve à l'avenir de la plus grande prudence dans vos résolutions à l'égard des prescriptions de l'autorité allemande et de ne pas me mettre dans l'obligation de proposer des mesures de contrainte à raison d'une résistance à mes ordres.

Vous connaissez, tous, les motifs qui ont déterminé l'Administration allemande à prendre des mesures contre le grand nombre des sans-travail en Belgique. Je n'ai pas besoin de développer pour vous les graves dangers d'un chômage persistant pour l'économie et pour la santé populaire du pays. La menace de voir la population se désaccoutumer du travail, de même que la conséquence d'une nourriture insuffisante exigent la plus sérieuse attention. Tous vous connaissez les dangers qu'implique, pour la tranquillité et l'ordre public, la présence d'une grande armée de chômeurs qui vagabondent, notamment dans les circonstances actuelles. Les mesures prises jusqu'à présent pour écarter le chômage n'ont pas obtenu le résultat désiré. A Bruxelles seulement se trouvent encore au moins 70.000 chômeurs. Après que toutes les tentatives d'un caractère plus doux ont échoué, il est nécessaire de procéder par la contrainte en vue d'amener les chômeurs à un travail dont la possibilité n'existe qu'en Allemagne. Il n'entre pas dans nos intentions d'atteindre la population pacifique et laborieuse. C'est pourquoi nous nous sommes tout d'abord adressés aux administrations communales

afin d'obtenir la liste des sans-travail qui sont soutenus par l'assistance publique. Vous avez cru devoir décliner cette exigence. Je n'admets point les motifs que vous avez produits. J'ai au contraire mission de réitérer l'invitation d'avoir à livrer les listes réclamées. Je vous remettrai ensuite un ordre du gouverneur relatif à cet objet. Je fais observer qu'un nouveau refus ne retardera pas d'un jour l'enlèvement; que, tout au contraire, on commencera à procéder en tout cas à l'enlèvement, le jour qui a été déterminé pour Bruxelles. Si, contre mon attente, les listes ne parvenaient pas, tous les moyens de contrainte seront mis en œuvre. A cette occasion, il est inévitable qu'à Bruxelles ainsi que dans d'autres lieux, des méprises soient commises, que des dommages d'ordre économique et personnel soient infligés à des particuliers, et que des existences soient détruites. La responsabilité de ces méprises retombera exclusivement sur les administrations communales belges. Je suis disposé à exécuter cet enlèvement, considéré comme nécessaire, en ayant égard, autant que possible, à des circonstances personnelles, mais je ne puis le faire que si, de leur côté, les administrations communales, grâce à une juste appréciation de la situation, font le nécessaire, c'est-à-dire établissent les listes des chômeurs qui sont à charge de l'Assistance publique. Si, dans des cas particuliers, vous estimiez qu'il y a lieu de soustraire les chômeurs assistés à l'enlèvement, eu égard à des circonstances de famille, vous pouvez le signaler sur les listes et j'acquiescerai à vos propositions dans la mesure où cela est possible. Je reconnais la difficulté qu'il y a à dresser en peu de temps une liste complète de chômeurs et c'est pourquoi je consens à ce que jusqu'à jeudi soir 16 novembre 1916, on ne remette que des listes partielles contenant approximativement un tiers du nombre total des chômeurs, listes qui me seront journellement complétées par des suppléments.

Néanmoins, pour le lundi 20 novembre 1916, les listes complètes doivent avoir été remises. L'enlèvement des chômeurs bruxellois est irrévocablement décidé. Il vous appartient, à l'occasion de la mise en œuvre de cette mesure, de représenter, dans la mesure de vos forces, les intérêts des membres de la commune. Si vous faites de la manière indiquée par moi, vous agirez dans l'intérêt de votre commune. Si vous persistez dans votre point de vue négatif, vous devez vous attendre à ce qu'un dommage soit causé aux intérêts de vos concitoyens, de même qu'aux plus rigoureuses mesures de contrainte de la part de l'Administration allemande.

(s) Gr. VON SODEN.

**C — RÉPONSE DU COLLÈGE ÉCHEVINAL DE BRUXELLES AU COLONEL VON SODEN (16 NOVEMBRE 1916) AU NOM DES BOURGMESTRES DE L'AGGLOMÉRATION BRUXELLOISE.**

U. 7531

16 novembre 1916.

MONSIEUR LE COMMANDANT,

A la suite de l'audience du 14 novembre 1916, les bourgmestres de l'agglomération bruxelloise nous ont donné mandat de vous faire connaître, en leur nom aussi bien qu'au nôtre, que nous estimons ne pouvoir déférer à l'invitation qui nous a été faite de dresser les listes des ouvriers chômeurs que nous aurions à remettre à l'autorité allemande.

Nous ne pouvons que nous en rapporter aux diverses raisons qui ont déjà été produites à l'appui de cette décision. Avant tout, nous pensons que nous ne pourrions, sans méconnaître à la fois la voix de notre conscience et nos devoirs envers notre patrie, livrer à l'autorité allemande les noms de concitoyens qui vont être arrachés à leurs familles pour être soumis en Allemagne à un travail forcé.

En nous exprimant ainsi, nous avons la conviction d'être les interprètes des sentiments unanimes de la population tout entière.

Agréez, Monsieur le Commandant, l'assurance de notre parfait considération.

L: Collège

(Signatures).

Par le Collège :

*Le Secrétaire,*

(s) VAUTHIER.

*Monsieur le Commandant de la Place de Bruxelles.*

**§ 5. — Protestations du cardinal Mercier, archevêque de Malines (1).**

**A — LETTRE DU CARDINAL MERCIER AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (19 OCTOBRE 1916)**

ARCHEVÊCHÉ  
de  
MALINES

Malines, le 19 octobre 1916.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL

Au lendemain de la capitulation d'Anvers, la population affolée se demandait ce qu'il adviendrait des Belges en âge de porter les armes ou qui arriveraient à cet âge avant la fin de l'occupation. Les supplications des pères et mères de famille me déterminèrent à interroger M. le gouverneur d'Anvers, le baron von Huene, qui eut l'obligeance de me rassurer

(1) Le « Cri d'alarme de l'Épiscopat belge » est reproduit au chapitre VIII.



et de m'autoriser à rassurer les parents angoissés. Le bruit s'était répandu à Anvers, cependant, qu'à Liège, à Namur, à Charleroi, des jeunes gens avaient été saisis et emmenés de force en Allemagne. Je priai donc M. le gouverneur von Huene de vouloir me confirmer par écrit la garantie, qu'il m'avait déjà donnée verbalement, que rien de pareil ne s'effectuerait à Anvers. Il me répondit tout de suite que les bruits relatifs aux déportations étaient sans fondement et, sans hésiter, me remit par écrit, entre autres déclarations, la suivante : « Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. »

Cette déclaration écrite et signée fut communiquée publiquement au clergé et aux fidèles de la province d'Anvers, ainsi que Votre Excellence pourra s'en assurer par le document ci-inclus, en date du 16 octobre 1914, qui fut lu dans toutes les églises.

Dès l'arrivée de votre prédécesseur, feu le baron von der Goltz, à Bruxelles, j'eus l'honneur de me présenter chez lui et lui demandai de vouloir ratifier pour la généralité du pays, sans limite de temps, les garanties que le général von Huene m'avait données pour la province d'Anvers. M. le Gouverneur général retint dans ses mains ma requête, afin de l'examiner à loisir. Le lendemain, il voulut bien venir en personne à Malines m'apporter son approbation et me confirmer, en présence de deux aides de camp et de mon secrétaire particulier, la promesse que la liberté des citoyens belges serait respectée.

Douter de l'autorité de pareils engagements, c'eût été faire injure aux personnalités qui les avaient souscrits, et je m'employai donc à raffermir, par tous les moyens de persuasion en mon pouvoir, les inquiétudes persistantes des familles intéressées.

Or, voici que votre Gouvernement arrache à leurs foyers des ouvriers réduits, malgré eux, au chômage, les sépare violemment de leurs femmes et de leurs enfants et les déporte en pays ennemi. Nombreux sont les ouvriers qui ont déjà subi ce malheureux sort; plus nombreux ceux que menacent les mêmes violences.

Au nom de la liberté de domicile et de la liberté de travail des citoyens belges; au nom de l'inviolabilité des familles; au nom des intérêts moraux que compromettrait gravement le régime de la déportation; au nom de la parole donnée par le gouverneur de la province d'Anvers et par le Gouverneur général, représentant immédiat de la plus haute autorité de l'Empire allemand, je prie respectueusement Votre Excellence de vouloir retirer les mesures de travail forcé et de déportation intimées aux ouvriers belges et de vouloir réintégrer dans leurs foyers ceux qui déjà ont été déportés.

Votre Excellence appréciera combien me serait pénible le poids de la responsabilité que j'aurais à porter vis-à-vis des familles, si la confiance qu'elles vous ont accordée par mon entremise et sur mes instances était lamentablement déçue.

Je m'obstine à croire qu'il n'en sera pas ainsi.

Agrérez, Monsieur le Gouverneur général, l'assurance de ma très haute considération.

(s) D. J. Cardinal MERCIER, archevêque de Malines.

*Son Excellence M. le baron von Bissing, Gouverneur général, Bruxelles.*

A bis -- ANNEXE A LA LETTRE PRÉCÉDENTE : LETTRE DU CARDINAL MERCIER (16 OCTOBRE 1914) AU CLERGÉ DE LA PROVINCE D'ANVERS.

ARCHEVÊCHÉ  
de  
MALINES

Malines, le 16 octobre 1914.

CHERS CONFRÈRES ET DÉVOUÉS COLLABORATEURS.

Le clergé de la province d'Anvers est, en partie, dispersé, et je n'ai pas de moyen sûr d'entrer en communication directe avec vous tous. Je prie donc ceux d'entre vous qui recevront ces lignes de vouloir les transmettre aux confrères avec lesquels ils sont en relation.

Il est urgent que MM. les curés et vicaires rentrent dans leur paroisse, s'ils l'ont quittée. Les voies sont libres, d'ailleurs, et la sécurité publique est partout garantie. Le retour du clergé raffermira les courages; à mesure que les foyers se repeupleront, les honnêtes gens feront la chasse aux malfaiteurs, se remettront au travail, et la vie normale reprendra sensiblement son cours.

M. le gouverneur d'Anvers, Freiherr von Hoiningen, général Huene, m'a autorisé à vous faire en son nom et à communiquer, par votre obligeante entremise, à nos populations, les trois déclarations suivantes :

1<sup>o</sup> Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés;

2<sup>o</sup> Si des infractions individuelles au règlement de police sont commises, l'autorité en recherchera les auteurs responsables et les punira, sans faire retomber la responsabilité sur l'ensemble de la population;

3<sup>o</sup> Les autorités allemandes et belges ne négligeront rien pour assurer des vivres aux populations.

Même dans les paroisses où l'église et le presbytère sont dévastés, j'invite instamment le pasteur à rejoindre son troupeau, à organiser le culte dans un local provisoire, soit dans une salle de patronage, soit dans une grange ou dans une maison particulière, et à demander pour lui-même un gîte chez un de ses fidèles paroissiens.

Le premier soin du curé, après sa réintégration au milieu des siens, sera de former UN COMITÉ DE SECOURS qu'il dirigera et qui sera composé des personnes influentes et généreuses de la paroisse.

Ce comité aura pour mission de procurer un abri, fût-il provisoire, aux

familles en détresse; de les aider à trouver des moyens immédiats de subsistance; de les exhorter à reprendre les travaux des champs, les semailles, les métiers, de rouvrir, au plus tôt, aux enfants, les écoles et les catéchismes; et, en général, de donner à tous le réconfort moral et la confiance religieuse dont tant d'âmes ont besoin aux heures douloureuses que nous traversons.

Les paroisses sur lesquelles le malheur s'est moins lourdement abattu ont un devoir strict de charité à remplir envers les populations les plus éprouvées. Elles aussi auront donc leur comité de secours, elles enverront leurs aumônes à l'archevêché (1), qui en fera la distribution selon les besoins du diocèse.

Les Pouvoirs publics interviendront, assurément, pour la reconstitution définitive des maisons détruites par la guerre, mais l'initiative privée de la charité doit pourvoir d'urgence aux frais de premier établissement et de premiers travaux de culture; c'est à cette initiative généreuse que notre vaillant et dévoué clergé doit faire appel.

Les personnes qui ont de la fortune doivent considérer comme une obligation rigoureuse de charité de venir en aide aux malheureux et de nous mettre en mesure d'exercer auprès d'eux notre ministère.

Jusqu'à nouvel ordre, nous accordons, le vendredi et les jours de jeûne, la dispense du maigre.

Recevez, je vous prie, chers confrères et dévoués collaborateurs, les assurances de mon religieux dévouement.

D. J. Cardinal MERCIER,  
*Archevêque de Malines*

B — LETTRE DU CARDINAL MERCIER  
AU BARON VON DER LANCKEN (19 OCTOBRE 1916)

Malines, le 19 octobre 1916.

MONSIEUR LE BARON,

J'ai l'honneur d'envoyer à S. Exc. M. le baron von Bissing une lettre dont je joins ici une copie.

(1) A partir du 20 de ce mois, s'il plait à Dieu, l'administration de l'archevêché sera réinstallée à Malines.

Cette lettre sera lue en chaire le premier dimanche après sa réception.

*Omnibus sacerdotibus ad confessiones audiendas approbata potestatem facimus absolventi ab omnibus peccatis et censuris etiam nobis vel Summo Pontifici specialiter reservatis, exceptis dumtaxat casu absolutionis complicitis et casu falsæ denuntiationis confessarii.*

*Concedimus singulis Reverendis admodum Dominis Decanis facultatem :*

- a) *Dispensandi, justa posita causa, super tribus proclamationibus antenuptialibus;*
- b) *Restituendi jus petendi debitum conjugale in cessu amissum;*
- c) *Commutandi vota etiam reservata, item dispensandi super illis, justa de causa, sine in foro interno sive in foro externo (exceptis voto perpetuæ castitatis et voto ingrediendi religionem).*

M. le Gouverneur général a exprimé tant de fois, même publiquement, sa volonté de réserver une large part de sa sollicitude aux intérêts du pays occupé; vous-même, Monsieur le Baron, avez si souvent affirmé le désir des autorités allemandes de ne pas perpétuer, sous le régime d'occupation, l'état de guerre des premiers jours, que je ne puis croire à la mise à exécution des mesures dont votre Gouvernement menace les ouvriers réduits, bien malgré eux, au chômage.

J'espère que vous userez de toute votre influence auprès des autorités supérieures afin de prévenir un pareil attentat.

Et ne nous parlez pas, je vous prie, du besoin de protéger l'ordre extérieur ou d'alléger les charges de la bienfaisance publique. Épargnez-nous cette amère ironie. Vous savez bien que l'ordre n'est pas menacé et que toutes les influences morales et civiles vous prêteraient spontanément main-forte s'il était en danger. Les chômeurs ne sont pas à la charge de la bienfaisance officielle; ce n'est pas de vos finances que leur vient le secours.

Jugez s'il n'y va pas de l'intérêt de l'Allemagne autant que du nôtre, de respecter les engagements souscrits par deux hautes personnalités de votre Empire.

J'ai confiance que mes efforts auprès de M. le Gouverneur général et auprès de vous ne seront ni mal interprétés ni méconnus, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Baron, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

(s) D. J. Cardinal MERCIER,  
*Archevêque de Malines.*

*A Monsieur le Baron von der Lancken,  
Chef du département politique près le Gouverneur général,  
Bruxelles.*

*(A suivre.)*

C — RÉPONSE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING  
AU CARDINAL MERCIER (26 OCTOBRE 1916)

Bruxelles, le 26 octobre 1916.

MONSIEUR LE CARDINAL,

Dans son honorée lettre du 19 octobre, Votre Éminence m'a adressé la demande que les chômeurs belges ne soient pas transportés en Allemagne. Tout en appréciant à sa juste valeur le point de vue sur lequel Votre Éminence se place, je crois devoir vous répondre que vous n'avez pas envisagé tous les aspects du problème, plein de difficultés, du chômage en Belgique. Ce sont surtout les circonstances tout à fait anormales amenées par deux années de guerre dont Votre Éminence ne tient pas compte dans



toute leur portée. Les mesures prises, dont vous désirez le retrait, ne sont que l'expression d'une nécessité impérieuse, conséquence inévitable de la guerre. Vous en trouverez plus loin l'exposé.

Votre Éminence commence par rappeler les déclarations faites par mon prédécesseur et le gouverneur militaire d'Anvers, au mois d'octobre 1914. Ces déclarations se rapportaient à des faits liés encore directement aux opérations militaires. Elles concernaient les Belges aptes au service militaire qui, suivant les coutumes de guerre généralement admises, auraient pu être emmenés comme prisonniers civils en Allemagne. A cette époque, l'Angleterre et la France enlevèrent sur les bateaux neutres naviguant en haute mer tous les Allemands âgés de dix-sept à cinquante ans, pour les interner dans des camps de concentration. L'Allemagne n'a pas appliqué la même mesure à la Belgique. Les déclarations faites à Votre Éminence pour pouvoir rassurer la population ont été strictement suivies. En tout cas, ces déclarations étaient une preuve des bonnes intentions avec lesquelles le Gouvernement général allemand prenait en main l'administration du territoire occupé. Par suite de l'émigration clandestine en masse de jeunes gens voulant joindre l'armée belge, les autorités allemandes auraient été bien justifiées d'imiter l'exemple de l'Angleterre et de la France. Elles ne l'ont pas fait.

L'emploi des chômeurs belges en Allemagne, inauguré seulement après deux années de guerre, diffère essentiellement de la mise en captivité des hommes aptes au service militaire. La mesure n'est donc plus en rapport avec la conduite de la guerre proprement dite, mais est motivée par des causes sociales et économiques.

L'isolement économique de l'Allemagne, poursuivi par l'Angleterre sans merci et avec la dernière rigueur, s'est étendu et a pesé de plus en plus sur la Belgique. L'industrie et le commerce belges dépendant largement de l'importation de matières premières et de l'exportation d'objets fabriqués furent frappés dans leurs bases vitales. La conséquence inévitable était le manque de travail dans les masses de la population. Le système de subventions allouées aux chômeurs sur une grande échelle pouvait paraître acceptable sous condition d'une courte durée de la guerre. La longue durée comportait une exploitation abusive de ces allocations et produisait un état de choses intenable au point de vue social. Des Belges clairvoyants se sont, déjà au printemps 1915, adressés à moi, pour en démontrer les périls. Ils ont insisté sur le fait que, quiconque fournisse les moyens à présent, les allocations retomberont en fin de compte à la charge des forces vives de la Belgique. Ils ont exposé, en outre, que les allocations induisent les ouvriers à s'adonner et à s'habituer à la paresse. La suite inévitable du chômage de longue durée serait la décadence morale et physique des ouvriers. Particulièrement, les ouvriers qualifiés perdraient les aptitudes techniques de leur métier et deviendraient, au temps de paix à venir, inutilisables pour l'industrie. C'est sur ces instances et en collaboration avec le ministère belge compétent, que mes ordonnances du mois

d'août 1915 contre le chômage volontaire ont été élaborées. Elles furent complétées par l'ordonnance du 15 mai 1916. Ces ordonnances ne prévoient la contrainte que dans le cas où un ouvrier refuse, sans motif valable, d'accepter un travail approprié à ses aptitudes et offert à un salaire convenable, et tombe ainsi à la charge de la charité publique. Tout refus motivé par le droit des gens est formellement reconnu valable. Par conséquent, aucun ouvrier ne peut être contraint à participer à des entreprises de guerre. Votre Éminence voudra reconnaître que ces ordonnances sont fondées sur de saines considérations de législation qui, il est vrai, mettent les intérêts généraux au-dessus de la liberté individuelle. Les plaies sociales constatées en 1915 s'étant avec le temps développées en calamité publique, il s'agit à présent d'appliquer efficacement les ordonnances en question.

Dans sa lettre, Votre Éminence invoque le haut idéal des vertus familiales. Il m'est permis de répondre que je place cet idéal, comme Votre Éminence, très haut, mais pour cette raison même, je dois dire aussi que les classes ouvrières courent le plus grand danger de perdre complètement tout idéal, si l'état actuel, qui ne peut qu'empirer, perdure. Car la paresse est le pire ennemi de la famille. Certainement, l'homme qui travaille au loin pour les siens — ce qui d'ailleurs se faisait de tous les temps, parmi les ouvriers belges — contribue mieux au bien-être de sa famille que le chômeur restant chez lui. Les ouvriers acceptant du travail en Allemagne peuvent d'ailleurs rester en relations avec leurs familles. Ils obtiennent dans des intervalles réguliers des congés pour revenir au pays. Ils peuvent emmener leur famille en Allemagne, où ils trouveront aussi des prêtres connaissant leur langue.

Dans son simple et bon sens, le peuple a, pour une bonne partie, bien compris ces vérités et par dizaines de milliers des ouvriers belges sont allés de leur plein gré en Allemagne. Placés au même rang que les ouvriers allemands, ils gagnent des salaires élevés qu'ils n'ont jamais connus en Belgique. Au lieu de tomber dans la misère comme leurs camarades restés chez eux, ils se relèvent aussi bien eux-mêmes que leurs familles. D'autres, en grand nombre, aimeraient suivre cet exemple. Ils n'osent pas, parce que des influences exercées sur eux systématiquement les font hésiter. S'ils ne se libèrent pas à temps, ils doivent subir les contraintes de la loi. La responsabilité pour des rigueurs qui ne pourraient pas être évitées retomberait sur ceux qui les ont empêchés de travailler.

Pour juger enfin de la situation dans l'ensemble, je prie Votre Excellence de vouloir donner son attention aux explications suivantes qui sont l'essence même du problème :

L'isolement pratiqué par l'Angleterre a contraint les territoires occupés à entrer dans une communauté d'intérêts économiques avec l'Allemagne. Presque le seul pays avec lequel la Belgique peut entretenir des échanges commerciaux, c'est l'Allemagne. Bien que ce soit contraire à l'usage entre pays ennemis, l'Allemagne n'a pas défendu d'effectuer des paiements en

Belgique et, par conséquent, il y a toujours de l'argent allemand qui rentre dans le pays. Les salaires des ouvriers travaillant en Allemagne augmenteront encore le flux. D'ailleurs, l'occupation en général apporte continuellement de l'argent en Belgique et cela en l'ajoutant aux contributions de guerre qui, comme il est établi et reconnu, sont dépensées entièrement dans le pays. La communauté d'intérêts résultant des faits impose par la logique des choses, aux deux parties, la nécessité d'échanger et d'équilibrer les éléments de la vie économique. Des centaines de milliers étant sans travail en Belgique, tandis que, en Allemagne, on manque de bras, il devient un devoir, aussi bien au point de vue social qu'économique, d'employer les chômeurs belges en un travail productif en Allemagne, nécessité par la communauté d'intérêts. S'il y a des objections à faire contre cet état de choses, il faut s'adresser à l'Angleterre qui, par sa politique d'isolement, a créé cette contrainte.

Votre Éminence voudra bien voir dans ce qui précède que le problème est très complexe. J'en éprouverais une satisfaction si, après mes explications, vous vouliez l'examiner au point de vue social et économique.

Agréé, Monsieur le Cardinal, l'expression de ma très haute considération.

(s) Fhr. von BISSING,  
*Generaloberst.*

*A Son Éminence le Cardinal Mercier,  
Archevêque de Malines, Malines.*

D — RÉPLIQUE DU CARDINAL MERCIER  
AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (10 NOVEMBRE 1916)

ARCHEVÊCHÉ  
de  
MALINES

Malines, le 10 novembre 1916.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

Je me retiens d'exprimer à Votre Excellence les sentiments que m'a fait éprouver sa lettre (1. 10051), en réponse à celle que j'avais eu l'honneur de lui adresser, le 19 octobre, au sujet de la déportation des « chômeurs ».

Je me suis rappelé mélancoliquement la parole que Votre Excellence, martelant ses syllabes, prononça devant moi, à son arrivée à Bruxelles : « J'espère que nos relations seront loyales... J'ai reçu la mission de panser les plaies de la Belgique. »

Ma lettre du 19 octobre rappelait à Votre Excellence l'engagement pris par le baron von Huene, gouverneur militaire d'Anvers, et ratifié, quelques jours plus tard, par le baron von der Goltz, votre prédécesseur au gouvernement général à Bruxelles. L'engagement était explicite, absolu, sans limite de durée : « Les jeunes gens n'ont point à craindre



d'être emmenés en Allemagne, soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux forcés. »

Cet engagement est violé, tous les jours, des milliers de fois, depuis quinze jours.

Le baron von Huene et feu le baron von der Goltz n'ont pas dit conditionnellement, ainsi que le voudrait faire entendre votre dépêche du 26 octobre : « Si l'occupation ne dure pas plus de deux ans, les hommes aptes au service militaire ne seront pas mis en captivité. » Ils ont dit catégoriquement : « Les jeunes gens, et à plus forte raison les hommes arrivés à l'âge mûr, ne seront, à aucun moment de la durée de l'occupation, ni emprisonnés ni employés à des travaux forcés. »

Pour se justifier, Votre Excellence invoque « la conduite de l'Angleterre et de la France qui ont, dit-elle, enlevé sur les bateaux neutres tous les Allemands de dix-sept à cinquante ans, pour les interner dans des camps de concentration. »

Si l'Angleterre et la France avaient commis une injustice, c'est sur les Anglais et sur les Français qu'il faudrait vous venger et non sur un peuple inoffensif et désarmé.

Mais y a-t-il eu injustice? Nous sommes mal informés de ce qui se passe au delà des murs de notre prison, mais je suis fort tenté de croire que les Allemands saisis et internés appartenaient à la réserve de l'armée impériale; ils étaient donc des militaires que l'Angleterre et la France avaient le droit d'envoyer dans des camps de concentration. La Belgique, elle, n'avait inauguré chez elle, que depuis le mois d'août 1913, le service personnel général.

Les Belges, de dix-sept à cinquante ans, résidant en Belgique occupée sont donc des civils, des non-combattants. C'est jouer sur les mots que de les assimiler aux réservistes allemands, en leur appliquant l'appellation équivoque : « hommes aptes au service militaire ».

Les arrêtés, les affiches, les commentaires de la presse, qui devaient préparer l'opinion publique aux mesures mises, en ce moment, à exécution, invoquaient surtout deux considérations. Les chômeurs, affirmait-on, sont un danger pour la sécurité publique; ils sont une charge pour la bienfaisance officielle.

Il n'est pas vrai, disait déjà ma lettre du 19 octobre, que nos ouvriers aient troublé, ou simplement menacé, nulle part, l'ordre extérieur. Cinq millions de Belges, des centaines d'Américains sont les témoins émerveillés de la dignité et de la patience impeccable de notre classe ouvrière.

Il n'est pas vrai que les ouvriers privés de travail soient à la charge ni du pouvoir occupant ni de la bienfaisance à laquelle préside son administration. Le Comité national, auquel l'occupant n'a aucune part active, est le seul pourvoyeur de la subsistance des victimes du chômage forcé.

Ces deux réponses sont restées sans réplique.

La lettre du 26 octobre essaie d'un autre procédé de justification :



elle allègue que la mesure qui frappe les chômeurs est motivée par des causes sociales « et économiques ».

C'est parce qu'il a à cœur, plus chaudement et plus intelligemment que nous, l'intérêt de la nation belge, que le Gouvernement allemand sauve l'ouvrier de la paresse, l'empêche de perdre ses aptitudes techniques. Le travail forcé est la contre-valeur des avantages économiques que nous procurent nos échanges commerciaux avec l'Empire.

Au surplus, si le Belge a à se plaindre de cet état de choses, qu'il adresse ses griefs à l'Angleterre : elle est la grande coupable ; « c'est elle qui, par sa politique d'isolement, a créé cette contrainte ».

A cette plaidoirie qui est, dans l'original, embarrassée, compliquée, il suffira d'opposer quelques déclarations franches et brèves :

Chaque ouvrier belge libérera un ouvrier allemand, qui fera un soldat de plus pour l'armée allemande. Voilà, dans toute sa simplicité, le fait qui domine la situation. L'auteur de la lettre sent lui-même ce fait brûlant, car il écrit : « La mesure n'est pas non plus en rapport avec la conduite de la guerre *proprement dite*. » Elle est donc en rapport avec la guerre « *improprement dite* » ; qu'est-ce à dire, sinon que l'ouvrier belge ne prend pas les armes, mais dégage les mains de l'ouvrier allemand qui les prendra ? L'ouvrier belge est contraint de coopérer, d'une façon indirecte mais évidente, à la guerre contre son pays. Ceci est en contradiction manifeste avec l'esprit de la Convention de La Haye.

Autre déclaration : le chômage n'est le fait ni de l'ouvrier belge ni de l'Angleterre, il est l'effet du régime d'occupation allemande.

L'occupant s'est emparé d'approvisionnements considérables de matières premières destinées à notre industrie nationale ; il a saisi et expédié en Allemagne les machines, les outils, les métaux de nos usines et de nos ateliers. La possibilité du travail national ainsi supprimée, il restait à l'ouvrier une alternative : travailler pour l'Empire allemand, soit ici, soit en Allemagne, ou chômer. Quelques dizaines de milliers d'ouvriers, sous la pression de la peur ou de la faim, acceptèrent, à regret pour la plupart, du travail à l'étranger ; mais quatre cent mille ouvriers ou ouvrières préférèrent se résigner au chômage, avec ses privations, que de desservir les intérêts de la patrie ; ils vivaient dans la pauvreté, à l'aide du maigre secours que leur allouait le *Comité national de secours et d'alimentation* contrôlé par les ministres protecteurs d'Espagne, d'Amérique, de Hollande. Calmes, dignes, ils supportaient sans murmure leur sort pénible. Nulle part, il n'y eut ni révolte ni apparence de révolte. Patrons et ouvriers attendaient avec endurance la fin de notre longue épreuve.

Cependant, les administrations communales et l'initiative privée essayaient d'atténuer les inconvénients indéniables du chômage. Mais le pouvoir occupant paralysa leurs efforts. Le Comité national tenta d'organiser un enseignement professionnel à l'usage des chômeurs. Cet enseignement pratique, respectueux de la dignité de nos travailleurs, devait leur entretenir la main, affiner leurs capacités de travail, pré-

parer le relèvement du pays. Qui s'opposa à cette noble initiative, dont nos grands industriels avaient élaboré le plan? Qui? le pouvoir occupant.

Cependant les communes s'évertuèrent à faire exécuter par leurs chômeurs des travaux d'utilité publique; le Gouverneur général subordonna ces entreprises à une autorisation qu'en règle générale il refusait. Les cas ne sont pas rares, m'assure-t-on, où le Gouvernement général autorisa des travaux de ce genre à la condition expresse qu'ils ne fussent point confiés à des chômeurs (1).

On voulait donc le chômage. On recrutait l'armée des chômeurs.

Et l'on ose après cela lancer à nos ouvriers l'injure : paresseux!

Non, l'ouvrier belge n'est pas un paresseux. Il a le culte du travail. Dans les nobles luttes de la vie économique il a fait ses preuves. Quand il a dédaigné le travail à gros salaire que lui offrait l'occupant, c'est par dignité patriotique. Nous, pasteur de notre peuple, qui suivons de plus près que jamais ses douleurs et ses angoisses, nous savons ce qu'il lui en a coûté parfois de préférer l'indépendance dans la privation au bien-être dans la sujétion. Ne lui jetez pas la pierre. Il a droit à votre respect.

La lettre du 29 octobre dit que la première responsable du chômage de nos ouvriers, c'est l'Angleterre, parce qu'elle ne laisse pas entrer les matières premières en Belgique.

L'Angleterre laisse entrer généreusement en Belgique les moyens de ravitaillement, sous le contrôle des États neutres, de l'Espagne, des États-Unis, de la Hollande. Elle laisserait pénétrer assurément, sous le même contrôle, les matières nécessaires à l'industrie, si l'Allemagne voulait s'engager à nous les laisser et à ne point mettre la main sur les produits fabriqués de notre travail industriel.

Mais l'Allemagne, par divers procédés, notamment par l'organisation de ses « Centrales » sur lesquelles ni les Belges ni nos ministres protecteurs ne peuvent exercer aucun contrôle efficace, absorbe une part considérable des produits de l'agriculture et de l'industrie du pays. Il en résulte un renchérissement inquiétant de la vie, cause de privations pénibles pour ceux qui n'ont pas ou qui n'ont plus d'économies. La « communauté d'intérêts », dont la lettre vante pour nous l'avantage, n'est pas l'équilibre normal des échanges commerciaux, mais la prédominance du fort sur le faible.

Cet état d'infériorité économique auquel nous sommes réduits, ne nous le représentez donc pas, je vous prie, comme un privilège qui justifierait le travail forcé au profit de notre ennemi et la déportation de légions d'innocents en terre d'exil!

L'esclavage, et la peine la plus forte du Code pénal après la peine de mort, la déportation! La Belgique, qui ne vous fit jamais aucun mal, avait-elle mérité de vous ce traitement qui crie vengeance au ciel?

---

(1) Voir, entre autres, chapitre XVI, pièce 5. (*Note de l'auteur.*)

Monsieur le Gouverneur général, en commençant ma lettre, je rappelais la noble parole de Votre Excellence : « Je suis venu en Belgique, avec la mission de panser les plaies de votre pays. »

Si Votre Excellence pouvait, comme nos prêtres, pénétrer dans les foyers ouvriers, entendre les lamentations des épouses et des mères que ses ordonnances jettent dans le deuil et dans l'épouvante, elle se rendrait mieux compte que la plaie du peuple belge est béante.

Il y a deux ans, entend-on répéter, c'était la mort, le pillage, l'incendie, mais c'était la guerre! Aujourd'hui, ce n'est plus la guerre; c'est le calcul froid, l'écrasement voulu, l'emprise de la force sur le droit, l'abaissement de la personnalité humaine, un défi à l'humanité.

Il dépend de vous, Excellence, de faire taire ces cris de la conscience révoltée. Puisse le bon Dieu, que nous invoquons de toute l'ardeur de notre âme pour notre peuple opprimé, vous inspirer la pitié du bon Samaritain!

Agréez, Monsieur le Gouverneur général, l'hommage de ma très haute considération.

(s) D. J. Cardinal MERCIER,  
*Archevêque de Malines.*

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général, Bruxelles.*

E — LETTRE DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING AU CARDINAL MERCIER, DU 23 NOVEMBRE 1916 (TEXTE ALLEMAND ET TRADUCTION FRANÇAISE LITTÉRALE).

DER GENERAL-GOUVERNEUR  
IN BELGIEN  
P. A. I. 11254

*Brüssel, den 23. November 1916.*

*Hochzuverehrender Herr Kardinal!*

*Euerer Eminenz bestätige ich den Empfang des geehrten Schreibens vom 10. d. M. und der handschriftlichen Zeilen vom 15. d. M. über der verspätete Zustellung. Ich habe darauf Folgendes zu erwidern :*

*Eure Eminenz sind am 19. Oktober d. J. an mich herangetreten, um zu erreichen dass von der Verwendung belgischer Arbeitsloser in Deutschland Abstand genommen werde. In meiner Antwort vom 28. Oktober d. J. habe ich, unter gebührender Würdigung des von Ihnen eingenommenen Standpunktes, die Gründe und Erwägungen dargelegt, welche die besetzende Macht bei ihren Entschliessungen in der Arbeiterfrage bestimmt haben. Diese Entschliessungen waren nicht der Ausfluss der Willkür oder ungenügender Beurteilung der schwierigen Probleme, sondern das Ergebnis reiflicher Ueberlegung der in Betracht kommenden Umstände und der als unabwendbar erkannten Notwendigkeit. Im ganzen sehe ich mich also veranlasst, Eure Eminenz nochmals auf meine Darlegungen vom 28. Oktober*



zu verweisen. Was sie gegen dieselben ins Feld führen, beruht entweder auf missverständlicher Ausdeutung meiner Darlegungen oder entspringt Auffassungen, die ich Ihrem Wesen nach nicht gutheissen kann. Denn die umfangreiche Arbeitslosigkeit in Belgien ist ein schwerer sozialer Misstand, und die Beschäftigung der Arbeitslosen in Deutschland bedeutet für sie eine soziale Wohltat. Wenn ich Euerer Eminenz bei meiner Ankunft in Belgien sagte, ich wolle die dem belgischen Volke durch den Krieg geschlagenen Wunden lindern, so widersprachen dem die ergangenen Massnahmen nicht. Auch muss ich es als eine Verkennung der Tatsachen ansehen, wenn Euere Eminenz mein vielfach erfolgreichen Bestrebungen nach Wiederbelebung der belgischen Volkswirtschaft mit dem Bemerken abtun möchte, es sei im Gegenteil eine künstliche Arbeitslosigkeit geschaffen worden. Wegen der Zulassung von Rohstoffen in Belgien und Ausfuhr von Erzeugnissen hat England unannehmbare Bedingungen gestellt. Ueber diese Fragen haben im Laufe der Zeit mit den zuständigen neutralen und belgischen Stellen eingehende Verhandlungen stattgefunden, auf die näher einzugehen hier zu weit führen würde. Ich wiederhole nur, dass die bedauernswerten Zustände letzten Endes eine Folge der englischen Absperrungspolitik sind, wie die Beschlagnahme von Rohstoffen bereits ein erzwungenes Ergebnis dieser Politik war. Auch muss ich durchaus daran festhalten, dass die Okkupation in wirtschaftlicher Hinsicht dem Lande alle Vorteile wahrt, die unter den von England geschaffenen Zwangsverhältnissen gesichert werden können.

In der Ausführung der mit Bezug auf die Arbeitslosen getroffenen Anordnungen sind meiner Verwaltung eine Reihe von Schwierigkeiten erwachsen, welche auch für die Bevölkerung Unannehmlichkeiten bringen. Das alles hätte vermieden werden können, wenn die Gemeindebehörden durch ein geeignetes Verhalten ermöglicht hätten, die Durchführung einfacher und zweckmässiger zu gestalten. Unter den gegenwärtigen Verhältnissen muss aber zu einen umständlicheren Verfahren gegriffen werden, in das zunächst ein weiter Kreis von Personen einbezogen wird. Aber es sind Vorkehrungen getroffen, um Irrtümer möglichst einzuschränken. Bestimmte Klassen von Berufen sind im Voraus von der Gestellungspflicht ausgeschlossen und begründete Einzelreklamationen werden entweder sofort berücksichtigt oder zur Berücksichtigung weiter geleitet.

Euere Eminenz wollen aus Vorstehenden ersehen, dass es unmöglich ist, Ihren Wünschen auf Einstellung der beschlossenen Massnahmen nach zukommen, dass aber auch, trotz der entstandenen Schwierigkeiten, das geschieht, was bei der Durchführung im Interesse aller geschehen kann.

Genehmigen Euere Eminenz den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

(Gez.) Fhr. VON BISSING,  
Generaloberst.

Seiner Eminenz Herrn Kardinal Mercier,  
Erzbischof von Mecheln,  
Mecheln.



## TRADUCTION LITTÉRALE DU TEXTE ALLEMAND

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL  
DE BELGIQUE  
P. A. I. 11254

Bruxelles, le 23 novembre 1916.

TRÈS VÉNÉRÉ MONSIEUR LE CARDINAL,

J'ai l'honneur de faire savoir à Votre Éminence que j'ai bien reçu l'honorée lettre du 10 de ce mois ainsi que la lettre autographe du 15 de ce mois, concernant le retard dans l'envoi. J'ai à répondre ce qui suit :

Le 19 octobre de cette année, Votre Éminence m'a adressé une requête en vue d'obtenir que l'on cesse d'employer les chômeurs belges en Allemagne. Dans ma réponse du 28 octobre de cette année, tout en appréciant à sa juste valeur le point de vue auquel vous vous placez, j'ai exposé les raisons et les considérations qui ont engagé le pouvoir occupant à prendre les mesures concernant la question des ouvriers. Ces mesures n'étaient pas la conséquence de l'arbitraire ou d'une étude insuffisante du problème difficile, mais le résultat d'un mûr examen des circonstances qu'il convient de considérer et de la nécessité qu'il faut reconnaître inévitable. Dans l'ensemble, je me vois donc obligé de renvoyer à nouveau Votre Éminence à mes déclarations du 28 octobre. Ce que vous répondez à ces considérations, ou repose sur une explication erronée de mes déclarations, ou résulte de conceptions que je ne puis approuver quant à leur essence. Car le chômage qui a pris une extension considérable en Belgique est une grande plaie sociale, tandis qu'il est un bienfait social pour les ouvriers belges de les mettre au travail en Allemagne. Il est vrai que, à mon arrivée en Belgique, j'ai dit à Votre Éminence que je voulais panser les plaies que la guerre avait causées au peuple belge; mais les mesures prises ne sont pas en contradiction avec ces paroles. Je dois dire également que Votre Éminence méconnaît les faits, quand elle veut écarter mes efforts, souvent couronnés de succès, pour rétablir la vie économique en Belgique, par la remarque que l'on a créé au contraire un chômage artificiel. L'Angleterre a mis des conditions inacceptables à l'importation en Belgique des matières premières et à l'exportation des produits fabriqués. Ces questions ont été, au cours de la guerre, le sujet de négociations sérieuses avec des personnes compétentes tant de nationalité belge que de pays neutres; mais il nous mènerait trop loin de les exposer ici. Je répète seulement que les situations lamentables sont, en dernière analyse, une suite de la politique d'isolement de l'Angleterre, comme auparavant les réquisitions des matières premières furent une conséquence inévitable de cette même politique. Je dois aussi maintenir absolument que, au point de vue économique, le pouvoir occupant garantit au pays tous les avantages qui, vu la contrainte créée par l'Angleterre, peuvent lui être assurés.

L'exécution des mesures prises au sujet des chômeurs a causé à mon

Administration quantité de difficultés, qui occasionnent également des désagréments à la population. Tout cela eût pu être évité, si les administrations communales avaient permis, par une intervention appropriée, de rendre l'exécution plus simple et mieux adaptée à la fin proposée. Dans les circonstances actuelles, on a dû étendre les mesures à un cercle plus grand, de façon à y englober d'abord un nombre plus considérable de personnes. Mais des précautions ont été prises pour restreindre autant que possible les erreurs. Des catégories déterminées de professions sont exclues de l'obligation de se présenter et des plaintes individuelles sont ou bien examinées immédiatement, ou bien remises pour un examen ultérieur.

Des considérations qui précèdent, Votre Éminence voudra bien conclure qu'il est impossible de faire suite à sa demande de retirer les mesures prises; que néanmoins, dans l'application de ces mesures, on a fait, malgré les difficultés qui se sont présentées, tout ce qu'il était possible de faire dans l'intérêt commun.

Veuillez agréer, Éminence, l'expression de ma très haute considération.

(s) Fhr. von BISSING,  
*Generaloberst.*

*A Son Éminence Monsieur le Cardinal Mercier,  
Archevêque de Malines,  
Malines.*

F — RÉPONSE DU CARDINAL MERCIER AU GOUVERNEUR  
GÉNÉRAL VON BISSING (29 NOVEMBRE 1916)

ARCHEVÊCHÉ  
de  
MALINES

Malines, le 29 novembre 1916.

MONSIEUR LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL,

La lettre (1, 11254) que Votre Excellence me fait l'honneur de m'adresser, sous la date du 23 novembre, est pour moi une déception. En plusieurs milieux, que j'avais lieu de croire exactement renseignés, il se disait que Votre Excellence s'était fait un devoir de protester devant les plus hautes autorités de l'Empire, contre les mesures qu'Elle est contrainte d'appliquer à la Belgique. J'escomptais donc, pour le moins, un délai dans l'application de ces mesures, en attendant qu'elles fussent soumises à un examen nouveau, et un adoucissement aux procédés qui les mettent à exécution.

Or, voici que, sans répondre un mot à aucun des arguments par lesquels j'établissais, dans mes lettres du 19 octobre et du 10 novembre, le caractère antijuridique et antisocial de la condamnation de la classe ouvrière belge aux travaux forcés et à la déportation, Votre Excellence se borne à reprendre, dans sa dépêche du 23 novembre, le texte même

de sa lettre du 26 octobre. Ses deux lettres du 23 novembre et du 26 octobre sont, en effet, identiques dans le fond et presque dans la forme.

D'autre part, le recrutement des prétendus chômeurs se fait, la plupart du temps, sans aucun égard aux observations des autorités locales. Plusieurs rapports que j'ai en mains attestent que le clergé est brutalement écarté, les bourgmestres et conseillers communaux réduits au silence; les recruteurs se trouvent donc en face d'inconnus parmi lesquels ils font arbitrairement leur choix.

Les exemples de ce que j'avance abondent; en voici deux très récents parmi une quantité d'autres que je tiens à la disposition de Votre Excellence. Le 21 novembre, le recrutement se fit dans la commune de Kersbeek-Miscom. Sur les 1.323 habitants que compte la commune, les recruteurs en enlevèrent 94, en bloc, sans distinction de condition sociale ou de profession, fils de fermiers soutiens de parents âgés et infirmes, pères de famille laissant femme et enfants dans la misère, tous nécessaires à leur famille comme le pain de chaque jour. Deux familles se voient ravir chacune quatre fils à la fois. Sur les 94 déportés, il y avait deux chômeurs.

Dans la région d'Aerschot, le recrutement se fit le 23 novembre : à Rillaer, à Gelrode, à Rotselaer, des jeunes gens soutiens d'une mère veuve; des fermiers à la tête d'une nombreuse famille, l'un d'entre eux, qui a passé les cinquante ans, a dix enfants, cultivant des terres, possédant plusieurs bêtes à cornes, n'ayant jamais touché un sou de la charité publique, furent emmenés, de force, en dépit de toutes les protestations. Dans la petite commune de Rillaer on a pris jusque vingt-cinq jeunes garçons de dix-sept ans.

Votre Excellence eût voulu que les administrations communales se fissent les complices de ces recrutements odieux. De par leur situation légale et en conscience, elles ne le pouvaient pas. Mais elles pouvaient éclairer les recruteurs et ont qualité pour cela. Les prêtres, qui connaissent mieux que personne le petit peuple, seraient pour les recruteurs des auxiliaires précieux. Pourquoi refuse-t-on leur concours?

A la fin de sa lettre, Votre Excellence rappelle que les hommes appartenant aux professions libérales ne sont pas inquiétés. Si l'on n'emmenait que des chômeurs, je comprendrais cette exception. Mais si l'on continue d'enrôler indistinctement les hommes valides, l'exception est injustifiée.

Il serait inique de faire peser sur la classe ouvrière seule la déportation. La classe bourgeoise doit avoir sa part dans le sacrifice, si cruel soit-il et tout juste parce qu'il est cruel, que l'occupant impose à la nation. Nombreux sont les membres de mon clergé qui m'ont prié de réclamer pour eux une place à l'avant-garde des persécutés. J'enregistre leur offre et vous la soumets avec fierté.

Je veux croire encore que les autorités de l'Empire n'ont pas dit leur dernier mot. Elles penseront A NOS DOULEURS IMMÉRITÉES, A LA RÉPRO-

BATION DU MONDE CIVILISÉ, AU JUGEMENT DE L'HISTOIRE ET AU CHATIMENT DE DIEU.

Agréez, Excellence, l'hommage de ma très haute considération.

D. J. Cardinal MERCIER,  
*Archevêque de Malines.*

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général, Bruxelles.*

G — ALLOCUTION DU CARDINAL MERCIER A LA COLLÉGIALE  
DE SAINTE-GUDULE, A BRUXELLES (26 NOVEMBRE 1916)

Le 26 novembre 1916, le cardinal prononça à l'église Sainte-Gudule, à Bruxelles, l'allocution suivante, à l'occasion de la messe prescrite en l'honneur de Notre-Dame-Auxiliatrice, à l'intention des déportés et de leurs familles :

MES FRÈRES,

Je vous demande avec instance le recueillement dans le lieu saint pendant et après l'office.

*Discipuli mei et cognoscetis veritatem et veritas  
liberavit vos.*

Mes disciples doivent prendre connaissance de la vérité, car dans la vérité est la liberté.

(Évang. S. Jean, VIII, 32-33.)

MES BIEN CHÈRES FRÈRES,

Les quatre ou cinq dernières semaines que je viens de passer sont peut-être les plus douloureuses de ma vie, les plus angoissantes de ma carrière épiscopale. Les pères et les mères de famille qui se pressent ici autour de cette chaire me comprendront.

L'épiscopat est une paternité spirituelle, saint Paul l'appelle une maternité : « Quand vos âmes sont en péril, écrivait-il aux Galates, elles me donnent les douleurs de l'enfantement (1). » Or, j'ai vu, par centaines, de mes ouailles en péril et dans les larmes. Durant trois jours, dimanche, lundi et mardi derniers, matin et soir, j'ai parcouru les régions d'où les premiers ouvriers et artisans de mon diocèse furent emmenés, de force, en terre d'exil. A Wavre, à Court-Saint-Étienne, à Nivelles, à Tubize, à Braine-l'Alleud, je pénétrai en plus de cent foyers à moitié vides. Le mari était absent, les enfants étaient orphelins, les sœurs étaient assises, l'œil mort, les bras inertes, à côté de leur ma-

(1) Gal., IV, 9.



chine à coudre; un morne silence régnait dans les chaumières. On eût dit qu'il y avait un cadavre dans la maison.

Mais, à peine avions-nous adressé à la mère une parole de sympathie que les sanglots faisaient explosion, et les lamentations, et les accents de colère, avec des sursauts de fierté magnifiques.

Le souvenir de ces scènes navrantes ne me quitte plus.

Je voudrais courir à Anvers, à Tirlemont, à Aerschot, à Diest, partout où elles se renouvellent, où il y a des douleurs à soulager, des larmes à sécher, des cœurs à apaiser.

Mais, je ne le puis : mes forces et mes loisirs trahissent ma bonne volonté.

Alors, mes bien chers Frères, j'ai pensé que je viendrais vers vous au centre de mon diocèse et de notre pays. Vous vous ferez les propagateurs de ma pensée, les interprètes de mes sentiments.

Fidèle à la salutation qui est familière aux évêques : *Pax vobis*, « Que la paix soit avec vous », je vous apporte une parole de paix.

Mais il n'y a de paix possible que dans l'ordre, et l'ordre repose sur la justice et sur la charité.

Nous voulons l'ordre, et c'est pour ce motif que nous vous avons demandé, dès le premier jour, de ne pas opposer de résistance active au pouvoir d'occupation et de subir, sans révolte, les règlements qui ne violent ni notre conscience chrétienne ni notre dignité patriotique. Mais le pouvoir occupant, aussi, doit vouloir l'ordre, c'est-à-dire le respect de nos droits et de ses engagements.

L'homme, en pays civilisé, a droit à la liberté de son travail. Il a droit à son foyer. Il a le droit de réserver ses services à sa patrie.

Les règlements qui violent ces droits ne lient point la conscience.

Je vous dis cela, mes Frères, sans haine ni esprit de représailles. Je serais indigne de cet anneau épiscopal que l'Église m'a mis au doigt, de cette croix qu'elle a posée sur ma poitrine, si, obéissant à une passion humaine, j'hésitais à proclamer que le droit violenté reste le droit. Que l'injustice appuyée sur la force n'en est pas moins l'injustice.

L'ordre réclame la justice; il exige aussi la charité.

La charité, c'est l'union. Et l'union est pour l'homme, sa loi, dans le triple domaine de la vie où la nature et la foi le font naître et grandir, la famille, la patrie, la société chrétienne.

L'homme se doit à sa patrie; les classes sociales doivent s'entr'aider dans la solidarité nationale.

Le chrétien appartient à son diocèse; il ne se rattache à l'Église catholique, sa mère, que par l'intermédiaire de son évêque.

Et c'est pour cela, mes Frères, que vos évêques ont, à l'heure présente, le cœur brisé. Ils ont vu des milliers de leurs fils arrachés à leur sollicitude pastorale, emmenés vers l'inconnu, brebis errantes sans pasteur, en proie au péril de l'isolement, de la colère impuissante, peut-être du désespoir.

Ils se sont ressouvenus d'un grand événement historique. Lorsque le pape Pie VII était en captivité en Savone, il mit sa confiance en sa Mère du ciel, que, depuis la victoire de Lépante, l'Europe appelait « le Secours des Chrétiens ». Au lendemain de sa libération, le saint pontife eut à cœur d'affirmer par l'institution d'une fête annuelle en l'honneur de Notre-Dame-Auxiliatrice sa piété personnelle et la reconnaissance de la chrétienté.

Nous aussi, nous demandons humblement, par la médiation de la très sainte Vierge Marie, au maître souverain « qui règne dans les cieux et de qui relèvent tous les empires » de nous ramener bientôt nos ouvriers captifs, de garder nos foyers encore intacts en attendant le jour où nous pourrons, dans la paix de la victoire, nous serrer tous autour de l'autel triomphal de Marie libératrice.

Courage, mes Frères, soyez respectueux des enseignements du Christ, soyez fidèles à la patrie belge.

Je vous donne à tous, du fond du cœur, ma paternelle bénédiction.

D. J. Cardinal MERCIER,  
*Archevêque de Malines.*

## H — LETTRE DU CARDINAL MERCIER AU CLERGÉ DU DIOCÈSE DE MALINES AU SUJET DES DÉPORTATIONS

Malines, le 19 décembre 1916

MESSIEURS LES CURÉS ET BIEN CHERS COOPÉRATEURS,

En dépit des protestations adressées à l'Allemagne par le Souverain Pontife et par plusieurs États neutres, les déportations de notre population civile ne cessent pas.

Il est de notre devoir d'atténuer, le plus que nous le pouvons, un mal que nous sommes impuissants à empêcher.

### *A l'annonce de la déportation.*

1° Dès que les convocations seront affichées dans votre commune, veuillez avertir les personnes qui ne relèvent pas de l'assistance publique, qu'elles ont à se munir de leur feuille de contributions de l'exercice en cours et à y joindre une attestation de l'autorité communale; les malades, les débilés solliciteront de leur médecin un certificat de mauvaise santé; les ouvriers non chômeurs demanderont à leur patron une déclaration de service, qui sera contresignée par le bourgmestre.

2° D'accord avec les personnes influentes de votre paroisse, prenez spécialement à cœur les intérêts de ceux de vos paroissiens qui, d'après les instructions des autorités allemandes elles-mêmes, ne peuvent pas être déportés. Puis, concertez-vous avec les autorités communales, avec le Comité de secours et d'alimentation, avec vos paroissiens aisés

et vos paroissiennes dévouées, à l'effet d'assurer aux indigents dont le départ est probable les vêtements et les secours nécessaires.

*A la veille du départ.*

La veille ou l'avant-veille du départ, invitez les partants à se confesser. Mettez-vous, à plusieurs, à leur disposition. Célébrez, à leur intention, une messe à laquelle vous aurez soin d'appeler leurs enfants, petits-enfants et adultes, afin qu'une communion faite par eux en union avec leur famille entière soit pour eux un réconfort, et un souvenir qu'ils emportent dans leur exil. Une instruction de circonstance les exhortera à demeurer fidèles à leur foi, à leurs pratiques morales et religieuses, pendant la durée de leur absence. Au foyer on priera pour eux.

Remettez aux partants un souvenir : un chapelet, un scapulaire, un évangile.

*Au lendemain du départ.*

1<sup>o</sup> Faites appel à une élite de paroissiens et de paroissiennes charitables; mettez-vous en relation avec les conférences de Saint-Vincent-de-Paul, l'Association des Dames de la Miséricorde, le Tiers-Ordre de Saint-François, les congrégations, les confréries, les œuvres multiples affiliées à la Fédération diocésaine des femmes catholiques, dont M. l'abbé Halflants est le directeur, et formez avec leur concours, sous la direction du curé ou de son délégué, *un comité d'assistance morale* qui se charge de visiter les familles éprouvées, de les consoler, de les conseiller, de les aider. Aidez-les moralement; aidez-les, s'il y a lieu, matériellement. La paroisse chrétienne forme une famille. Lorsque dans une famille un membre souffre, chacun y souffre; quand elle est dans l'aisance, chacun y trouve sa part. Il faudrait, de même, qu'il n'y eût dans la paroisse un seul foyer délaissé, inconnu, oublié; il le faudrait en temps normal; il le faut absolument en ces jours de détresse. Ceux qui ont des loisirs doivent se mettre au service de ceux qui n'en n'ont pas. Le surplus des uns doit suppléer à l'indigence des autres. L'entr'aide ainsi comprise et pratiquée n'est que l'accomplissement de la loi chrétienne. « Aidez-vous mutuellement à porter vos fardeaux, dit l'apôtre Saint Paul, il le faut pour accomplir la loi du Christ. *Alter alterius onera portate et sic adimplebitis legem Christi* (1). »

MM. les Curés qui, pour s'acquitter de leur ministère de charité, ont besoin d'un secours, peuvent venir ou envoyer quelqu'un me le demander. Je leur saurais gré de vouloir préciser, approximativement, la part d'intervention qu'ils escomptent.

2<sup>o</sup> Nous ne pouvons rien négliger pour obtenir le rapatriement de ceux qui, d'après les déclarations du Gouvernement allemand, auraient dû

---

(1) Gal. VI, 2.

échapper à la déportation. Un service de réclamations est organisé, dans ce but, en notre curie épiscopale.

MM. les Curés sont priés de remplir, en triple exemplaire, le formulaire ci-joint (1). Des copies supplémentaires seront envoyées à ceux qui en feront la demande. Les formulaires remplis seront centralisés au doyenné et remis, le plus rapidement possible, par les soins de MM. les Doyens, à l'Archevêché.

Vous voudrez bien, Messieurs les Doyens, communiquer les instructions ci-dessus à vos confrères du doyenné.

Vous leur rappellerez, à cette occasion, notre invitation, en date du 11 août 1914, à célébrer, chaque semaine, une messe pour nos soldats tombés au champ d'honneur. La charité nous commande de prier et de faire prier pour eux.

Ce sera le moment aussi de réveiller la piété et l'esprit de pénitence et de sacrifice de vos paroissiens, à l'intention de tous ceux qui sont dans la détresse ou dans le chagrin : pour nos soldats, pour les blessés, pour les absents, réfugiés d'hier ou exilés d'aujourd'hui ; à l'intention de notre Roi et de son Gouvernement ; à l'intention de Notre Saint-Père le Pape et, je prends la confiance de l'ajouter, comme je le fais lorsque je termine une cérémonie d'ordination sacerdotale : « N'oubliez pas d'invoquer aussi pour moi le Dieu tout-puissant. *Et omnipotentem Deum etiam pro me orate.* »

Agréez, Messieurs les Curés et bien chers coopérateurs, l'assurance de mon affectueux dévouement en N. S. J.-C.

P.-S. — Vous accueillerez avec gratitude la lettre ci-jointe, que le cardinal secrétaire d'État nous fait l'honneur de nous adresser de la part de Sa Sainteté, et vous voudrez bien en donner lecture à vos fidèles. La lettre est écrite en italien. En voici la traduction :

SECRÉTARIAT D'ÉTAT  
DE SA SAINTÉTÉ  
N° 23026

Vatican, 29 novembre 1916.

ÉMINENCE RÉVÉRENDISSIME,

Le Saint-Père a reçu la lettre de Votre Éminence en date du 12 courant, et les documents qui y étaient joints concernant la déportation de Belges en Allemagne.

L'Auguste Pontife, dans le cœur paternel de qui toutes les douleurs du bien-aimé peuple belge retentissent profondément, m'a donné l'ordre de faire savoir à Votre Éminence que, s'intéressant vivement à vos populations si durement éprouvées, Il s'est déjà entremis auprès du Gouvernement impérial allemand en leur faveur, et qu'Il fera tout ce qui est en son pouvoir afin qu'un terme soit mis aux déportations et que ceux qui ont déjà été transportés loin de leur patrie rentrent bientôt au sein de leurs familles affligées.

(1) Nous n'avons pu nous procurer ce formulaire. (Note de l'informateur.)



Sa Sainteté a aussi voulu me confier l'agréable mission de transmettre à Votre Éminence et aux fidèles de son diocèse une bénédiction toute particulière.

En même temps, je suis heureux de pouvoir renouveler à Votre Éminence les sentiments de profonde vénération avec lesquels je lui baise humblement les mains.

*De Votre Éminence*  
*l'humble et dévoué serviteur,*  
(s) P. Cardinal GASPARRI.

### § 6. — Protestations des syndicats ouvriers belges au gouverneur général von Bissing.

L'Appel des ouvriers belges à la classe ouvrière de tous les pays fait allusion à une protestation des syndicats ouvriers belges, adressée — en vain — au gouverneur général von Bissing.

Le texte français de cette correspondance n'est pas encore parvenu au Gouvernement belge. Mais le journal *Het Volk* d'Amsterdam, organe officiel du parti socialiste hollandais, en a publié une traduction néerlandaise (numéro du 9 décembre 1916, 3<sup>e</sup> feuille) sous le titre : « Le calvaire des ouvriers belges. » Cette correspondance fut communiquée, comme les autres protestations belges, aux ministres des puissances étrangères à Bruxelles.

On en trouvera le texte ci-après, *retraduit du néerlandais* et sous la réserve des disparités littérales que cette translation nouvelle rend inévitables.

#### A — PROTESTATION DES SYNDICATS SOCIALISTES ET INDÉPENDANTS

##### 1<sup>o</sup> Lettre au gouverneur général von Bissing (30 octobre 1916).

Bruxelles, le 30 octobre 1916.

EXCELLENCE,

Les mesures que votre Administration prépare pour forcer les chômeurs à travailler au profit du pays de l'envahisseur, la déportation déjà commencée de nos camarades de la région des étapes, soulèvent une profonde émotion parmi toute la classe ouvrière de Belgique.

Les secrétaires et les représentants des grands syndicats socialistes et indépendants estiment qu'ils manqueraient à leur devoir s'ils ne portaient pas à votre connaissance les sentiments douloureux qui agitent les ouvriers et l'écho de leur plainte émue.

Ils ont vu enlever les machines de leurs usines, réquisitionner les

matières premières les plus diverses, s'amonceler les obstacles pour la reprise d'un travail régulier, disparaître les unes après les autres les libertés publiques dont ils étaient fiers.

Depuis plus de deux années la classe ouvrière, plus que toute autre, gravit le plus pénible calvaire, souffrant la misère et parfois la faim, alors que là-bas, au loin, ses fils combattent et meurent sans qu'elle puisse leur crier la reconnaissance dont ses cœurs débordent.

Elle a subi tout dans le calme le plus parfait et avec la dignité la plus imposante, réprimant toutes ses souffrances, ses plaintes, ses douleurs pénibles, sacrifiant tout à son idéal de liberté et d'indépendance. Mais voilà que les mesures annoncées vont lui faire ressentir la plus grande douleur humaine : des prolétaires, pauvres, parce qu'ils chôment contre leur gré, des citoyens d'un État libre vont être condamnés en masse au travail forcé, sans avoir enfreint aucun arrêté ni aucun règlement.

Au nom des familles d'ouvriers où règne à l'heure présente la plus grande inquiétude et où seront encore versées tant de larmes de mères, de fiancées et de petits enfants, nous venons demander à Votre Excellence de vouloir empêcher l'accomplissement de ces actes vexatoires, contraires au droit des gens, contraires à tout ce qui constitue la dignité et la grandeur de la personnalité humaine.

En vous priant de vouloir excuser notre émotion, nous vous offrons, Excellence, l'assurance de nos salutations respectueuses.

*(Suivent les signatures des membres du Comité national de la Commission syndicale.)*

*2<sup>e</sup> Réponse du gouverneur général von Bissing (3 novembre 1916).*

Bruxelles, le 3 novembre 1916.

*A la Commission syndicale, Bruxelles.*

En réponse à votre lettre du 30 octobre 1916, par laquelle vous me priez de renoncer au transport des chômeurs en Allemagne, je vous fais part qu'il ne peut être donné suite à votre demande.

Depuis le début de la guerre une grande partie des ouvriers belges ont abandonné le travail. La raison en est, d'une part, l'arrêt de nombreuses entreprises industrielles, par suite du manque de matières premières occasionné par l'isolement créé par l'ennemi, d'autre part, le refus de travail.

La longue durée de cette situation commence à entraîner des conséquences fâcheuses et, comme administrateur du territoire occupé, j'ai pour devoir, conformément au principe du droit des gens, de prendre les mesures adéquates.

Des Belges clairvoyants, déjà au printemps 1915, sont venus vers moi et ont attiré mon attention sur les dangers du chômage et du dégoût du travail. Ils ont démontré que les secours, de quelque côté qu'ils

viennent, constituent en fin de compte une charge pour l'économie politique belge et qu'ils entraînent également les ouvriers à l'oisiveté. Il en résulte que les ouvriers s'amoindrissent physiquement et moralement, qu'en particulier les ouvriers instruits perdent leurs talents et leur savoir-faire et qu'ils seront aussi devenus inutilisables lorsque le temps de paix sera venu pour l'industrie belge.

C'est guidées par ces motifs, qu'ont été prises, avec la collaboration du ministère belge compétent, en août 1915, mes ordonnances contre l'oisiveté, qui furent complétées par l'ordonnance du 15 mai 1916.

Ces arrêtés ne prévoient le travail forcé que lorsqu'un sans-travail, à qui un salaire confortable a été offert en rapport avec ses capacités de travail, refuse de travailler sans raisons suffisantes et, par là, tombe à la charge de la bienfaisance publique. Sera reconnu expressément comme motif de refus légitime celui qui se base sur le droit des gens. Ainsi aucun travailleur ne peut être forcé à participer à des entreprises de guerre. Les ordonnances reposent sur des considérations saines et conformes au droit qui, sans aucun doute, subordonnent la liberté de l'individu aux intérêts de la collectivité.

Il s'agit, après que les situations existant déjà en 1915 nous ont menés depuis ce temps-là à une calamité publique, de donner simplement une interprétation plus efficace à cette ordonnance.

Dans ce but, les listes nominatives des chômeurs doivent être données par le bourgmestre. Aux chômeurs qui sont inscrits sur ces listes, on offre, dans des réunions de présentation, du travail moyennant un bon salaire, et il est vrai, comme dans le domaine du Gouvernement général il n'y a qu'une quantité restreinte de chômeurs qui puisse être utilisée, que ce travail doit être accompli en Allemagne.

Les chômeurs qui n'acceptent pas le travail qui leur est offert dans ces réunions de présentation sont conduits de force en Allemagne. Ils reçoivent aussi néanmoins un salaire, mais moindre que celui de ceux qui se sont laissés enrôler comme travailleurs libres.

J'espère que l'on ne devra faire application de ces mesures que dans des cas exceptionnels. Une grande partie du simple peuple a, dans son intelligence saine, justement compris cette affaire, et c'est par dizaines de milliers que des ouvriers belges se sont rendus déjà en Allemagne, où, placés sur le même pied que les ouvriers allemands, ils ont mérité des salaires plus élevés que ceux qu'ils avaient jamais connus en Belgique et où, contrairement à leurs compagnons demeurés en Belgique dans la misère, eux et leurs familles ont efficacement repris le dessus.

Vous devrez avouer, après ces détails, que, grâce au transport des chômeurs belges en Allemagne, les intérêts économiques de la Belgique sont entièrement sauvegardés.

Lorsque vous instruisez de cette manière les sans-travail, vous leur rendez un meilleur service que quand vous les amenez à refuser de tra-

vailler et quand vous obligez par là les autorités allemandes à prendre des mesures sévères.

S'il faut user de dureté lors de l'enlèvement et aussi si des travailleurs occupés sont enlevés, la faute en incombe aux bourgmestres qui se sont refusés à remettre les listes des chômeurs, ou dont les listes étaient incomplètes.

*Le Gouverneur général,  
(s) Baron von BISSING,  
Generaloberst.*

*3<sup>o</sup> Réplique des syndicats socialistes et indépendants  
au Gouverneur général (14 novembre 1916).*

Bruxelles, le 14 novembre 1916.

*A Son Excellence Monsieur le Baron von Bissing,  
Gouverneur général de Belgique.*

EXCELLENCE,

Les secrétaires et les représentants des syndicats socialistes et indépendants ont pris connaissance, avec une déception pénible, de la réponse que vous avez bien voulu donner à leur invitation du 30 octobre, concernant la déportation d'ouvriers en Allemagne, et c'est au nom de la classe ouvrière unie et consciente que nous risquons un dernier effort, pour empêcher l'attentat sans précédent fait à sa liberté, à ses sentiments et à sa dignité.

Vous nous dites que de nombreuses usines sont arrêtées « par suite du manque de matières premières provenant du blocus de l'ennemi ».

Permettez-nous, Excellence, de vous rappeler que les Alliés ont clairement fait connaître leur intention de permettre l'importation en Belgique des matières premières nécessaires à notre industrie, à la condition toute naturelle que l'on ne ferait plus d'autres réquisitions que celles qui sont conformes à l'article 52 des Conventions de La Haye, c'est-à-dire nécessaires « pour les besoins de l'armée d'occupation », et qu'une commission internationale, la C. R. B. (Commission du ravitaillement belge), aurait le droit de contrôler la destination des produits fabriqués.

Au lieu de consentir à un pareil accord, nous avons vu enlever systématiquement par le pouvoir occupant : les machines-outils, les tours, foreuses et raboteuses, machines motrices et les matières premières : métaux, cuirs, laines, cotons, huiles; nous avons vu réquisitionner les produits fabriqués, limiter la production et augmenter sans cesse les difficultés pour le trafic commercial. Quand les communes et les comités ont voulu occuper les chômeurs à des travaux d'utilité publique, toutes sortes d'obstacles leur ont été opposés, et finalement, en bien des cas, leur initiative a été entravée et brisée. En un mot, au fur et à mesure que les



plus infatigables efforts étaient faits pour occuper le plus de bras possible, on créa sans cesse de nouveaux chômeurs.

Vous nous dites également que le chômage provient du mauvais vouloir. Tout le passé de notre classe ouvrière se dresse avec la plus grande énergie contre cette inculpation. Où est, dans le monde entier, la classe ouvrière qui a fait d'un si petit pays, une si grande puissance commerciale et industrielle? Et nous qui, depuis vingt-cinq ans, avons été les témoins enthousiastes des efforts admirables accomplis par nos compagnons de travail, en vue de leur amélioration morale et matérielle, nous affirmons avec insistance que ce n'est pas dans leurs rangs que l'on trouvera des êtres assez bas pour préférer l'aumône d'un secours à peine suffisant pour se nourrir, à un salaire honnêtement gagné par un travail libre et fécond.

La vérité est que les ouvriers belges, d'accord avec le même article de la Convention de La Haye, lequel ne prévoit des réquisitions de main-d'œuvre que « pour les besoins de l'armée d'occupation » et dans le cas « où elles n'entraînent pas l'obligation de participer aux opérations de guerre contre leur patrie », ont décliné opiniâtrement les offres les plus séduisantes parce qu'ils ne voulaient pas travailler aux tranchées, ni à la restauration des forts, ni dans les usines qui produisent du matériel destiné à l'armée. Ceci était leur droit et c'était leur devoir. Leur attitude mérite le respect et non pas la plus humiliante des peines.

Vous invoquez vos arrêtés du 15 août 1915 et du 15 mai 1916, qui prévoient des peines à l'égard des ouvriers assistés qui refuseraient un travail « correspondant à leurs capacités », qui leur serait offert contre « un salaire convenable ». Ceux qui savent avec quel soin et avec quelle exactitude méticuleuse les conditions que doivent remplir les ouvriers pour avoir droit à des subsides sont rédigées et contrôlées, seront peut-être d'avis que ces menaces étaient pour le moins inutiles. Mais, comme vous dites, ces ordonnances mêmes stipulent dans leur article 2 que « toute raison motivant le refus de travailler sera admissible si elle est acceptée par le droit des gens ».

Pour ces cas de refus, l'autorité se réservait de transférer les récalcitrants devant les tribunaux belges et plus tard devant des conseils de guerre. Il est, par conséquent, certain que les chômeurs ont le droit de refuser le travail pour l'un ou l'autre motif approuvé par le droit des gens. Et on a beau dire qu'il ne s'agit pas ici de contraindre l'ouvrier à participer à des entreprises de guerre, il n'est, hélas! que trop clair que chaque Belge déporté en Allemagne va y prendre la place d'un homme, qui, demain, ira renforcer les rangs de l'armée ennemie. Nous voudrions par conséquent savoir, Excellence, si ces tribunaux fonctionnent.

Vous appréhendez que le chômage persistant ne diminue matériellement et moralement la valeur des ouvriers. Nous qui les connaissons, nous avons plus de confiance en eux; nous les avons vus souffrir avec

une fermeté qui ne caractérise que les âmes fières et élevées. N'est-ce pas de leur milieu qu'est partie la belle idée d'organiser, dans tout le pays, un réseau étendu d'œuvres d'enseignement pour les chômeurs, afin de développer leurs connaissances techniques et pour relever le niveau de leurs capacités professionnelles? Le Comité national ne fut, hélas! pas autorisé à lancer cette grandiose entreprise. Pense-t-on que ce sera par un travail forcé, exécuté la mort au cœur, à la manière des esclaves, que nos frères conserveront leur énergie matérielle et morale?

Vous appréhendez également que « les secours, d'où qu'ils viennent, ne pèsent en fin de compte sur l'économie nationale belge ». Nous avons de la peine à croire que des Belges aient eu, comme vous nous le communiquez, le triste courage de reprocher d'une telle façon l'âpre morceau de pain et le peu de soupe dont beaucoup de familles d'ouvriers vivent depuis des mois. Au reste, que représente la douzaine de millions de francs que reçoivent chaque mois cinq à six cent mille chômeurs en comparaison des destructions innombrables de biens et de vies humaines qu'ont coûtées et que coûtent encore à notre pays les horreurs de la guerre, une guerre dont il n'est pas le moins du monde responsable? Avec la foi la plus inébranlable dans notre destinée future, nous, les premiers intéressés, savons qu'à cet égard la Flandre et la Wallonie se dresseront glorieusement devant l'histoire.

Excellence,

Notre cœur et notre raison se refusent donc à croire que ce soit pour le bien de notre classe, et en vue d'épargner un désastre de plus à notre pays, que des milliers d'ouvriers ont été enlevés brusquement à leurs familles et sont déportés en Allemagne. L'opinion publique ne s'est pas trompée, et, comme un écho des plaintes douloureuses des victimes, retentissent les protestations indignées de la population unanime, exprimées par ses mandataires, par ses magistrats communaux, par ses assemblées législatives, qui sont l'incarnation la plus élevée du droit dans notre pays.

En outre, la façon arbitraire et brutale avec laquelle on procède dans l'exécution de ces tristes mesures a fait disparaître tout doute au sujet du but visé : il s'agit avant tout de procurer de la main-d'œuvre à l'Allemagne, à son propre profit et pour la réussite de ses armes.

Alors qu'à Anvers on ne choisit que parmi les jeunes gens soumis au contrôle, âgés de dix-sept à trente et un ans, dans le Borinage on a appelé tous les hommes de dix-sept à cinquante ans, dans le Brabant wallon tous les hommes de plus de dix-sept ans sans faire de distinction entre chômeurs et non-chômeurs. On a pris des gens de toutes professions et de toutes conditions; des boulangers, par exemple, qui n'ont jamais cessé de travailler dans nos coopératives du Borinage, des mécaniciens qui ont toujours travaillé, des agriculteurs, des commerçants... A Lessines, le 6 de ce mois, 2.400 personnes ont été déportées, tous les ouvriers

jusqu'à l'âge de cinquante ans ! On cite divers cas de vieillards qui sont exilés de force avec cinq ou six de leurs fils !

Des scènes déchirantes ont lieu partout ; les malheureux, rassemblés sur les places publiques, font l'objet d'une rapide sélection ; ils ont été invités à se munir d'un léger bagage ; ils sont ensuite conduits à la gare et chargés dans des wagons à bestiaux ; ils ne peuvent pas dire un dernier adieu à leur famille et n'ont pas le moindre temps pour mettre de l'ordre dans leurs affaires, pas même dans les plus urgentes ; ils ne savent pas où ils vont, ni pour quel travail, ni pour combien de temps. Déportés à l'approche de l'hiver, après deux années de privations n'ayant plus de ressources, ils n'ont pas le moyen de se pourvoir de vêtements chauds ni des chaussures indispensables. Quelles privations auront-ils à subir ? Comment vivront-ils là-bas ? Comment en reviendront-ils ? Mystère et anxiété qui font sans cesse verser des larmes aux mères et aux petits enfants. L'oppression et l'angoisse règnent dans les familles.

Excellence, ne restez pas insensible à ces souffrances et à ces larmes ! Ne laissez pas souiller notre passé de liberté et d'indépendance ! Ne laissez pas violer les droits de l'homme en ce qu'ils ont de plus sacré ! Ne laissez pas fouler aux pieds la dignité de l'ouvrier que notre classe a travaillé à conquérir pendant tant de siècles !

C'est au droit et à l'humanité que nous faisons appel, solennellement, avec le vif espoir d'être écoutés, car, nous en sommes profondément convaincus, par notre voix, c'est la grande voix de la classe ouvrière du monde entier qui, en ce moment tragique, clame sa douleur et ses protestations.

Agréez, Excellence, l'assurance de notre plus profond respect.

*(Suivent les signatures des membres du Comité national de la Commission syndicale.)*

B — PROTESTATION DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES SYNDICATS CHRÉTIENS DE BELGIQUE AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (15 NOVEMBRE 1916).

*A Son Excellence le Général von Bissing, Gouverneur général de la Belgique occupée, à Bruxelles.*

EXCELLENCE,

Les mesures de rigueur prises par les autorités allemandes contre les chômeurs involontaires de Belgique ont profondément ému la classe ouvrière catholique organisée.

Nos représentants politiques vous ont exposé leurs protestations et leurs espoirs. L'épiscopat a défendu nos intérêts et nos droits. La plus haute autorité juridique du pays a condamné la légitimité des arrêtés.

Rien jusqu'ici n'a pu fléchir Votre Excellence. Rien n'a pu la déter-

miner à retirer les édits décrétés contre les chômeurs. Rien n'a pu l'amener à en suspendre l'exécution, ni en Flandre ni en Wallonie.

Tous les jours, les Allemands enlèvent des milliers d'ouvriers, *chômeurs ou non*, sans jugement, pour les déporter à l'étranger et pour les y contraindre aux travaux forcés.

Cinq cent mille de nos ouvriers sont menacés du même sort. Dans ces conditions, il nous est impossible de nous taire davantage. Nous devons à notre conscience de faire connaître à Votre Excellence nos observations sur les motifs justificatifs des édits, les raisons fondamentales pour lesquelles les ouvriers chrétiens de Belgique vous en demandent le retrait et enfin l'exposé de nos desiderata.

On nous dit, Excellence, que vous rejetez la responsabilité du chômage sur le manque de matières premières et sur l'horreur du travail des chômeurs belges.

Si les matières premières n'existent plus, n'est-ce pas surtout parce qu'elles ont été réquisitionnées sous des formes diverses par les Allemands, de même que les machines, les huiles, etc. ?

Si l'Angleterre ne veut pas laisser importer des matières premières nouvelles, n'est-ce pas à raison de ces réquisitions allemandes ? N'est-ce pas aussi parce que l'Allemagne refusa le contrôle diplomatique des ministres protecteurs ?

A ces questions, nous n'avons trouvé aucune réponse dans les déclarations de Votre Excellence à la presse allemande, dont nous venons de prendre connaissance.

Quoi qu'il en soit, dans aucun cas, *la classe ouvrière belge ne peut être rendue responsable de ce chômage forcé*, que les arrêtés allemands punissent, comme un crime, des deux peines immédiatement inférieures à la peine capitale, à savoir : la déportation et les travaux forcés.

Quant au second motif allégué par Votre Excellence, l'horreur du travail des chômeurs, nous avons le devoir de vous faire observer qu'il repose sur une erreur manifeste. Il n'est pas vrai que nos ouvriers belges soient des paresseux et aient horreur du travail.

Comment donc, s'ils l'étaient, auraient-ils fait de la petite Belgique une grande puissance industrielle ?

Il n'est pas vrai que l'immense masse de nos chômeurs industriels aient refusé un travail rémunérateur qui leur était offert sur le sol belge et dans des conditions qui sauvegardent leur dignité et leur patriotisme. Les renseignements contraires qui ont été fournis à Votre Excellence, pour l'amener à cette opinion erronée, ne correspondent pas avec la vérité. Toutes nos organisations syndicales, à quelque parti qu'elles appartiennent, sont unanimes sur ce point.

Et qui peut mieux en juger que nous, syndicalistes chrétiens, socialistes ou indépendants, qui groupons trois cent mille travailleurs qualifiés ?



S'il y a des exceptions, elles sont rares, très rares. Pourquoi punir du fait de ces quelques exceptions plus de cinq cent mille chômeurs involontaires innocents? L'article 50 de la Convention de La Haye ne défend-il pas les peines collectives?

En vérité, nos ouvriers, chômeurs ou non, n'ont refusé le travail que lorsqu'il était contraire au droit des gens : tels, le creusement des tranchées ennemies, les travaux à des routes stratégiques pour l'ennemi, la collaboration à l'exploitation des chemins de fer dirigés par l'Administration ennemie *militarisée*, le travail dans les usines qui fabriquent des produits destinés aux armées et aux opérations militaires ennemies. L'article 52 de la Convention de La Haye ne leur donne-t-il pas ce droit et le patriotisme ne leur en fait-il pas un devoir?

La presse allemande et les communiqués allemands nous disent ensuite que les arrêtés sur les chômeurs sont nés de trois circonstances déterminantes : du danger que le chômage faisait courir à l'ordre public, de la charge financière qu'il imposerait à l'économie politique du pays et spécialement à la bienfaisance publique, et enfin du désir de sauver le chômeur de la dépréciation physique et morale qui le ronge à la longue.

*Le danger* : mais où donc l'ordre public fut-il troublé par le chômage? Pendant les vingt-sept mois d'occupation allemande, la classe ouvrière belge offre le spectacle d'un calme, d'une maîtrise de soi et d'une endurance extraordinaires, qui contribuera pour sa part à la grandeur morale de la Belgique martyre.

« Le chômage, dit-on, pèse lourdement à la fin sur l'économie politique belge. » C'est évident, il pèse sur cette pauvre économie belge comme tant d'autres choses, mais bien moins que la formidable contribution de guerre de 40 millions qu'il faut payer chaque mois, bien moins que les réquisitions sans cesse renouvelées qui dépassent 4 milliards, bien moins que les ventes forcées de tous nos produits et fabricats par le système des Centrales ou autrement, etc.

Le chômage est une charge dont jamais les Belges ne se sont plaints aux autorités allemandes; la charité a fait des miracles en Belgique depuis deux ans. Elle en fera encore.

On affirme dans les journaux allemands que le chômage surcharge les budgets publics.

Votre Excellence sait qu'il n'en est rien. L'entretien de nos chômeurs involontaires n'est pas supporté par le budget de l'État belge, dont Votre Excellence a le contrôle en vertu de la Convention de La Haye.

En vain dit-on dans la presse allemande que le chômage écrase la bienfaisance publique belge, qui est cependant le patrimoine de nos pauvres. Ce qu'il faut craindre, c'est qu'à cause des mesures que vous prenez contre les chômeurs, des centaines de milliers de femmes et d'enfants n'aillent tomber maintenant à la charge des budgets publics, par la

raison bien simple que ce n'est pas avec leurs 30 pfennigs de « salaire » qu'ils se soutiendront eux-mêmes et leur famille.

Le fardeau du chômage est supporté par une œuvre spéciale exclusivement belge, qui ne s'est jamais plainte à Votre Excellence du poids qui s'impose à son dévouement et à sa philanthropie. Jamais aucun Belge ne peut avoir suggéré comme remède le travail forcé, car celui-ci répugne à nos mœurs, à nos lois, à notre mentalité, à notre dignité.

Le chômage prolongé, dit-on encore, conduit à la dépréciation physique et morale du travailleur. C'est encore une vérité d'ordre général que personne ne contestera. Mais la question est de savoir si pour remédier à cette nuisance sociale, il n'y a que la déportation en Allemagne ou le travail forcé au profit de l'ennemi : trois châtiments terribles ! Les Belges qui aident leurs concitoyens à subir l'épreuve qui nous tourmente depuis plus de deux ans avaient songé à d'autres remèdes, conformes à nos traditions et à l'humanité. Ils avaient demandé aux Allemands de ne pas enlever les matières premières qui encombraient nos usines en 1914. En vain. Ils avaient demandé aux Allemands de ne pas enlever les machines et les accessoires. En vain. Ils avaient demandé d'organiser un vaste système d'éducation professionnelle qui devait perfectionner notre main-d'œuvre pour le jour de la renaissance nationale, lorsque la paix luiirait. En vain. Ils avaient demandé d'utiliser les bras disponibles à de grands travaux d'intérêt public. En vain. Et, pour comble, il y a quelques mois, au début de mai, un arrêté allemand vint mettre les entraves les plus sévères aux communes, aux associations, aux œuvres et aux particuliers qui chercheraient à donner du travail aux chômeurs !

La classe ouvrière chrétienne de Belgique a la conviction, Excellence, qu'on a tout fait pour empêcher les Belges de remédier à la crise du chômage ; on a entravé toutes leurs initiatives ; on les a mis dans l'impossibilité d'en produire de nouvelles. Dans ces conditions, est-il juste de frapper la classe ouvrière de Belgique des peines réservées aux crimes les plus graves, sous prétexte que ce soient là les seuls remèdes qui restent pour guérir le chômage, ce mal social qu'on a empêché les Belges de guérir ?

Faut-il faire remarquer que la solution proposée par les Allemands à cette troisième nuisance du chômage ne peut se trouver dans l'emploi forcé en Allemagne aux mines et aux carrières, à la construction des routes et aux travaux semblables, qui sont les seuls que les communiqués allemands nous ont rapportés être ceux qu'on réservait là-bas à nos chômeurs involontaires, ouvriers qualifiés ou non ?

Dans l'entrevue qu'elle donna au correspondant berlinois du *New-York Times*, Votre Excellence rappelle que le droit de refuser le travail basé sur le droit des gens est et reste reconnu aux chômeurs. Déjà, les arrêtés du 15 août 1915 et du 15 mai 1916 le disaient dans leur article 2. Mais c'est en vain que dans les rafles des ouvriers, chômeurs ou non, qui,

ont eu lieu dans les Étapas, comme dans le Gouvernement général, les ouvriers réquisitionnés, contrairement à l'article 52 de la Convention de La Haye, ont demandé d'être traduits devant un tribunal pour y être entendus et jugés. Ces opérations d'enlèvement se font avec une telle rapidité et un tel manque d'égard pour les personnes et pour leurs droits, qu'il n'y a pas de place pour la procédure que suppose une décision de justice. A raison de la déclaration nouvelle de Votre Excellence, les ouvriers chrétiens de Belgique vous demandent expressément de donner des ordres afin de faire respecter par les recruteurs vos propres arrêtés, de façon que les chômeurs sachent devant quel tribunal ils peuvent faire valoir leur droit et comment s'y défendre. Nous espérons que la procédure des tribunaux correctionnels belges, de qui relevaient les chômeurs, avant le 15 mai 1916, et ce d'après l'arrêté allemand du 15 août 1915, est applicable aux tribunaux allemands. Cette procédure est la garantie extérieure de la justice.

Votre Excellence commente, dans son interview, l'alternative devant laquelle les mesures allemandes placent les chômeurs involontaires : *ou bien ils signeront volontairement un contrat de travail pour l'Allemagne, ou bien ils seront amenés là-bas de force sans contrat de travail.* Dans l'un comme dans l'autre cas, Excellence, c'est l'exil et la déportation, c'est le travail pour l'ennemi et dans l'intérêt de l'Allemagne. Dans l'un comme dans l'autre cas, un ouvrier allemand peut être envoyé au front contre nos fils, nos frères et nos pères. Travailler dans ces conditions, n'est-ce pas combattre contre la Belgique, contre la patrie?

Votre Excellence parle, dans la première hypothèse, d'un contrat de travail *volontaire*, comme si la liberté du choix existait pour le malheureux chômeur. Or, cette liberté n'existe pas. On lui dit : « Signez, ou vous n'aurez qu'un salaire de 30 misérables pfennigs; signez, ou vous serez réduit aux travaux les plus rebutants; signez, ou vous serez puni d'amende ou de prison; signez, ou vous serez placé dans un bataillon d'ouvriers civils en pénitence avec nourriture réduite; signez, ou la commune dont vous faites partie sera frappée d'amende, ou punie autrement, etc. » La formule de contrainte varie de canton à canton, mais toujours, c'est au fond la même chose : « Ou la signature, ou les châtiments. » La liberté n'existe en aucun cas; *toujours* la contrainte viole la volonté; *jamais* il n'y a de contrat libre.

Et ce sont des signatures obtenues par de semblables moyens que la presse allemande ose qualifier de *volontaires*?

Nous ne pouvons y voir que des actes de force qui n'ont rien à voir avec la volonté libre des malheureuses victimes.

En somme, dans le cas de signature du soi-disant contrat volontaire comme dans le cas de non-signature, il n'y a et il ne peut y avoir qu'un enlèvement du chômeur par la violence, une condamnation pure et simple aux travaux forcés, une déportation en Allemagne, et là-bas l'es-



clavage au milieu d'une population hostile, parlant une langue étrangère, possédant d'autres mœurs et usant d'autres modes de travail.

La plus haute autorité juridique de notre pays, la Cour de cassation de Belgique, n'a-t-elle pas fait savoir à Votre Excellence que *cette mesure nous reporte au temps où le vainqueur emmenait en servitude les populations vaincues et les réduisait en esclavage ?*

Le *Nieuwe Rotterdamsche Courant* du 13 novembre 1916 (Ochtendblad B) publiait une dépêche de l'agence Wolff de Berlin, affirmant solennellement qu'il est contraire à la vérité de prétendre que les ouvriers belges seraient contraints de travailler dans des fabriques allemandes (*Het is natuurlijk onwaar dat de Belgische arbeiders tot werken in duitse fabrieken gedwongen zouden worden*). Comment concilier cette déclaration officielle du Gouvernement de Berlin avec les déclarations mêmes de Votre Excellence et avec les affiches allemandes qui inondent nos communes ?

La *Kölnische Zeitung* du 13 novembre (Abend-Ausgabe) et du 14 novembre (Erste Morgen-Ausgabe) nous fait connaître le plan allemand de la mobilisation des forces ouvrières de l'Empire. C'est, en somme, la militarisation des ouvriers et même des ouvrières allemands.

Dans cette militarisation vont être précipités des centaines de milliers d'ouvriers belges.

N'est-ce pas en faire des soldats allemands ?

Contre cette idée s'insurgent toutes les forces intimes de notre âme de patriote.

*Dorénavant donc, pour un Belge, travailler en Allemagne signifiera non seulement travailler au profit exclusif de l'ennemi, mais devenir soldat même de l'armée ennemie.*

Voici, Excellence, ce que la classe ouvrière belge pense au moment où nous vous écrivons ces respectueuses observations; et Dieu sait les nouvelles informations que nous apportera demain, car, tous les jours, l'horreur de notre situation devient plus noire et plus profonde.

Mais veuillez donc comprendre, Excellence, qu'en persécutant ainsi les classes ouvrières de cette malheureuse Belgique, dont tout le crime fut de défendre sa neutralité, comme le roi de Prusse lui-même lui en avait fait un devoir; veuillez donc comprendre que vous allez creuser entre l'Allemagne et la Belgique un abîme de haine sans fond, que rien ne pourra combler dans l'avenir pendant des générations et des générations. Les petits-enfants de nos enfants répéteront sans fin les souffrances endurées par leurs parents pendant ces jours terribles. Entre votre nation et la nôtre, ce sera une haine inextinguible. Ce sera la continuation de la guerre après la paix. O l'horrible vision ! Car ces femmes auxquelles vous arrachez de force leurs époux, ces enfants auxquels vous arrachez de force leur père, ces parents auxquels vous arrachez de force leurs



enfants, tout homme de cœur peut s'imaginer leurs souffrances; nous qui les voyons de près, nous que la même douleur attend demain, nous les sentons. C'est affreux. Et dans quel état reviendront ces pères, ces époux, ces enfants? Nous savons que là-bas la nourriture est très mesurée aux indigènes. Que sera-t-elle pour les esclaves étrangers? Nous savons, depuis la lettre du maréchal von Hindenburg au Chancelier de l'Empire (*Kölnische Zeitung* du 15 novembre 1916, Morgen-Augsbade), que l'alimentation des travailleurs industriels est insuffisante même pour les ouvriers allemands. Qu'en sera-t-il de nos malheureux compatriotes condamnés aux travaux les plus durs? Nous qui voyons revenir d'Allemagne nos prisonniers civils, pâles, amaigris, ayant souvent perdu le tiers de leur poids, anémiés, malades, nous nous demandons avec angoisse dans quel état lamentable nous reviendront nos frères déportés. Les prisonniers cependant ne doivent pas travailler, eux; nos ouvriers exilés devront peiner aux travaux les plus pénibles. Nous voyons, dans un prochain avenir, l'anémie générale de nos ouvriers belges exportés en Allemagne, l'affaiblissement progressif de leurs forces productives, et le jour où la paix viendra, l'impossibilité de reprendre avec quelque chance de succès la reconstruction de l'économie domestique de leurs foyers dévastés, et, partant, de l'économie politique du pays.

Dans ses déclarations à la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, Votre Excellence soutient que « l'évacuation des ouvriers belges n'est un dur sacrifice ni pour le pays ni pour la population ».

Au nom des cent trente mille syndiqués de notre Confédération générale de travailleurs chrétiens, nous devons à la vérité de déclarer, nous, que Votre Excellence se trompe et ne connaît pas les sentiments de la population ouvrière belge.

Pour les motifs que nous venons d'exposer, *aucun sacrifice ne nous paraît plus dur*. Et précisément la seconde partie de cette supplique vous le fera comprendre à l'évidence.

## II

Même si tous les motifs d'ordre économique et social produits par Votre Excellence pour justifier les mesures contre les chômeurs involontaires belges étaient parfaitement justes, même s'ils acquéraient par impossible une force cent fois supérieure, alors encore, Excellence, la classe ouvrière de Belgique ne pourrait cesser de protester contre elles et de demander leur retrait, parce que des *raisons d'ordre supérieur* lui en font un devoir impérieux.

Ces mesures, en effet, sont contraires au droit, à la parole donnée, à la civilisation, au patriotisme et à la dignité de la classe ouvrière.

Est-il étonnant qu'elles nous paraissent contraires au droit, lorsque la

Cour de cassation de Belgique les condamne solennellement *comme contraires « au droit naturel, au droit positif et au droit des gens »*?

Cette décision de la Cour de cassation nous frappe d'autant plus, non seulement parce qu'elle succède à l'arrêté du 15 mai 1916, mais parce que tous les conseillers l'ont rendue cette fois, dans la plénitude de leur individualité, en rejetant courageusement tous les voiles de l'anonymat.

Est-il étonnant que ces mesures nous paraissent contraires à la parole donnée, lorsque nous lisons, dans la circulaire publique du cardinal Mercier du 16 octobre 1914, cette déclaration officielle des autorités militaires allemandes : « Les jeunes gens n'ont point à craindre d'être *emmenés en Allemagne soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux* »?

Cette déclaration du général de Huene fut confirmée par votre prédécesseur, Excellence, par le maréchal von der Goltz. Vos arrêtés sur les chômeurs du 15 août 1915 et du 15 mai 1916 ne parlaient pas de travaux forcés en Allemagne. *Pourquoi votre Administration outrepassa-t-elle le texte de vos arrêtés en violant du même coup la parole donnée par le maréchal von der Goltz ?*

Si des Belges, par centaines de mille, sont rentrés de Hollande et d'Angleterre, c'est qu'ils ont ajouté foi à cette parole du gouverneur général de Belgique de 1914.

Si d'autres Belges, dont nous sommes, sont restés, c'est pour le même motif.

Nous avons cru à la parole du premier gouverneur général de la Belgique occupée, à la parole d'un maréchal de l'Empire allemand, à la parole d'un soldat. Tous les ouvriers présents en Belgique y ont cru; tous les chômeurs involontaires y ont cru.

Va-t-on les punir, va-t-on nous punir des peines immédiatement inférieures à la peine capitale pour y avoir ajouté foi?

Le premier gouverneur général de Belgique avait dit, pour que les Belges rentrent chez eux ou y restent : « Je vous promets que jamais vos jeunes hommes ne seront emmenés en Allemagne pour y être employés aux travaux forcés, ni, *a fortiori*, pour y être enrôlés dans l'armée. »

Or voici que Votre Excellence applique des mesures qui aboutissent à la déportation en Allemagne de milliers, peut-être de centaines de milliers de ces jeunes gens pour y être employés aux travaux forcés et pour y être enrôlés comme soldats à l'arrière.

Excellence, avant d'aller plus loin, veuillez réfléchir encore aux conséquences néfastes qu'aura un pareil acte pour le renom de l'Empire dont vous êtes le représentant parmi nous.

La Belgique, pays de l'honneur, ne saurait avoir qu'une opinion. Ne craignez-vous pas que l'univers entier ne partage l'opinion de la Belgique?

Quant à nous, les travailleurs, chômeurs ou non, ne devrions-nous pas

nous considérer comme les victimes innocentes d'une ruse sans précédent dans les annales de la guerre moderne, à l'égard des non-combatants, dont tout le crime aurait été d'ajouter foi à la parole donnée par le premier représentant de l'Empereur allemand parmi nous?

Est-il étonnant que les mesures appliquées en ce moment contre les chômeurs doivent être considérées par nous comme contraires à la civilisation? Ces travaux forcés infligés à un peuple libre, ces déportations en pays ennemi, cet emploi dans l'intérêt de l'ennemi, au profit exclusif de l'ennemi, *sans contrôle aucun*, ni de la part de nos nationaux, ni de la part des neutres, sans aucune garantie de traitement et de nourriture, sans un salaire qui mérite ce nom, qu'est-ce autre chose que l'esclavage antique dans toute son horreur? Et encore, l'esclave antique pouvait avoir sa famille, et l'intérêt du maître était de lui conserver toute sa valeur. La Cour de cassation de Belgique elle-même n'hésite pas à déclarer : « Cette mesure nous reporte au temps où le vainqueur emmenait en servitude les populations vaincues et les réduisait en esclavage. » Cette mesure, Excellence, nous apparaît donc avant tout comme un recul de la civilisation vers la barbarie. C'est le troisième motif d'ordre supérieur pour lequel la classe ouvrière chrétienne de Belgique vous demande de retirer ces mesures contre les chômeurs involontaires.

Voici le quatrième. Ces mesures, nous devons les considérer comme contraires à notre patriotisme, que le maréchal von der Goltz avait solennellement promis de respecter. Nos représentants politiques, ceux de Mons et d'Anvers, ceux de Bruxelles et d'ailleurs, vous ont prouvé que travailler pour l'Allemagne c'est se battre contre la Belgique. Combien cette vérité apparaît lumineuse depuis que le plan de mobilisation des forces ouvrières allemandes a été porté à notre connaissance!

Chaque ouvrier belge, chômeur ou non, qui travaillera en Allemagne pour l'Allemagne, sera un soldat de l'arrière de l'armée allemande. Vous comprendrez, Excellence, que, dans ces conditions, notre patriotisme s'oppose de façon absolue à donner un assentiment quelconque aux mesures que vous appliquez contre les chômeurs. Si l'on vous demandait, Excellence, si un ouvrier allemand de la région de l'Allemagne occupée, un Alsacien par exemple, peut consentir à travailler ainsi pour la France, que répondriez-vous? Nous pensons que votre patriotisme allemand vous dicterait une réponse négative. Nous pensons ainsi. Et c'est parce que nous pensons ainsi et que nous croyons que vous avez à cet égard la même opinion, que nous vous demandons de retirer vos terribles arrêtés contre nos chômeurs involontaires, ces arrêtés qui violent au fond de notre conscience les sentiments les plus sacrés d'amour envers notre chère patrie.

Enfin les mesures dont nous demandons le retrait sont contraires à la dignité de la classe ouvrière.

C'est de l'esclavage et du servage qu'est sortie la classe ouvrière actuelle, Excellence, elle ne peut ni ne veut y rentrer.

La classe ouvrière chrétienne de Belgique, dépositaire pour sa part de l'honneur de la condition du travailleur libre, conquise après tant de siècles, ne peut consentir à la laisser choir à nouveau vers l'esclavage. Tous les travailleurs libres du monde le lui reprocheraient à juste titre.

Cette dignité de la condition ouvrière est un bien commun à tous.

C'est notre honneur, Excellence, c'est notre drapeau.

Le jour où la classe ouvrière du peuple belge aura été déportée par la force en Allemagne pour y être réduite aux travaux forcés, à l'esclavage le plus terrible au profit de l'ennemi, dans l'intérêt exclusif de l'ennemi, au point d'être en réalité un soldat de l'Empire allemand, ce jour-là, Excellence, une tache indélébile couvrira la condition des travailleurs libres; à raison de la solidarité internationale des ouvriers, chacun de nos frères de tous les pays, neutres et belligérants, sentira qu'une partie de sa richesse morale est atteinte, qu'une partie de son honneur d'ouvrier libre est compromise, qu'il est moins libre, puisque là-bas, en Allemagne, une notable partie de la classe ouvrière d'un pays civilisé est réduite en servitude.

Quant à nous, Excellence, qui avons conscience de cette dignité autant que quiconque parmi nos frères, nous devons vous déclarer en toute franchise que jamais nous ne voulons rentrer en esclavage, que jamais nous ne voulons rentrer en servitude. A nos yeux, c'est une condition pire que la mort.

Des journaux allemands ont souvent répété, Excellence, — et vous-même l'avez dit en plusieurs interviews, — que vous preniez intérêt aux questions ouvrières. C'est pourquoi nous espérons que vous comprendrez le sentiment que nous avons de notre dignité. Et, si vous le comprenez, il nous semble qu'il vous sera impossible de ne pas faire suspendre l'application des mesures contre les chômeurs involontaires.

### CONCLUSION

Contre le droit, la parole donnée, la civilisation, le patriotisme et la dignité humaine, il n'y a pas de *nécessité* qui tienne, surtout lorsque cette soi-disant nécessité n'est proclamée telle que par le vainqueur, à son profit et dans son intérêt.

Tel est l'enseignement de la grande loi morale et religieuse à laquelle obéissent les ouvriers chrétiens de Belgique.

C'est de ces hauteurs morales qu'ils prient Votre Excellence d'écouter enfin l'appel suprême de la classe ouvrière de Belgique.

Nous espérons encore en votre justice et en votre humanité.

### III

C'est dans cet espoir, Excellence, que nous vous prions de bien vouloir



donner une suite favorable aux cinq desiderata suivants de la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique :

1<sup>o</sup> En ordre principal, plaise à Votre Excellence de suspendre l'application des arrêtés sur le chômage et notamment leur extension abusive, consistant à déporter les chômeurs involontaires à l'étranger, en Allemagne;

2<sup>o</sup> Plaise à Votre Excellence de retirer son arrêté du 2 mai 1916 entravant le libre essor de l'initiative des communes, des associations et des particuliers qui voudraient donner du travail aux chômeurs;

3<sup>o</sup> Plaise à Votre Excellence d'ordonner le retour d'Allemagne des travailleurs non chômeurs qui ont été enlevés contre la lettre et l'esprit de vos propres édits, ainsi que des chômeurs qui auraient refusé de travailler pour motif basé sur le droit des gens;

4<sup>o</sup> En ordre subsidiaire, si la parole du maréchal von der Goltz n'est pas tenue, de laisser pendant vingt-quatre heures aux chômeurs la faculté d'opter entre leur séjour en Belgique ou le séjour dans un pays neutre : car la foi qu'ils ont eue en la parole de votre prédécesseur, Excellence, ne peut être la cause du châtement dont vos arrêtés les menacent;

5<sup>o</sup> Plaise enfin à Votre Excellence de faire observer la disposition de vos arrêtés concernant les tribunaux à l'égard des chômeurs qui refusent de travailler en Allemagne pour des motifs basés sur le droit des gens.

Veuillez Votre Excellence recevoir l'expression des sentiments respectueux qui lui sont dus.

Bruxelles, le 15 novembre 1916.

*Au nom de la Confédération générale des Syndicats chrétiens de Belgique,*

(s) Abbé Joseph CARDIJN,

*Directeur des œuvres sociales  
de l'arrondissement de Bruxelles.*

Rue du Boulet, n<sup>o</sup> 20, Bruxelles.

# § 7. — Protestation des corps scientifiques belges au gouverneur général von Bissing (29 novembre 1916).

Le 29 novembre 1916.

EXCELLENCE,

Les soussignés, obéissant à un impérieux devoir, s'unissent dans un sentiment profond de solidarité pour faire part à Votre Excellence de l'émotion poignante que provoquent, dans les milieux scientifiques belges, les mesures prises contre une partie de la population : des citoyens paisibles, enlevés à leurs familles, sont déportés en Allemagne pour y être employés, indirectement tout au moins, contre leur patrie.

Le projet de loi, actuellement soumis au Reichstag par le Gouvernement impérial, décrète le travail forcé de tous les Allemands du sexe

masculin âgés de dix-sept à soixante ans. Dans l'exposé des motifs de cette loi sur le « service auxiliaire patriotique », il est affirmé que, « pour assurer la victoire, il est indispensable de mettre la force du peuple tout entier au service de la patrie ». Il est donc incontestable que la population civile belge, soumise en Allemagne au régime du travail forcé, est contrainte à participer au « service auxiliaire patriotique ».

Les mesures appliquées à l'heure présente dans la Belgique occupée sont donc, au sentiment des soussignés, non seulement contraires aux principes du droit public belge, mais encore aux règles que le droit des gens a consacrées par l'entente des nations.

En désagrégeant les familles qu'elles livrent à toutes les misères, elles se heurtent aux exigences les plus formelles de la morale. En assimilant d'honnêtes citoyens à des malfaiteurs condamnés à la déportation et aux travaux forcés, elles sont inconciliables avec le respect de la dignité humaine, si noblement proclamé par Kant, lorsqu'il formulait cette maxime : « Traite toujours la personne d'autrui comme une fin et ne t'en sers jamais comme d'un moyen. »

Les soussignés soumettent ces considérations à Votre Excellence. Ils conservent le ferme espoir qu'elle voudra user de sa haute autorité pour amener l'abandon du système dont l'application se poursuit en Belgique.

Ils la prient d'agréer les assurances de leur haute considération.

*A Son Excellence le Baron von Bissing, Gouverneur général en Belgique.*

### SIGNATAIRES DE LA PROTESTATION

#### ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE

LAMEERE (J.), membre de l'Académie royale de Belgique;

GOSSART (Ern.), membre de l'Académie royale de Belgique;

DE BORCHGRAVE (baron), membre de l'Académie royale de Belgique;

PRINS (Ad.), membre de l'Académie royale de Belgique;

LECLERCQ (Jules), membre de l'Académie royale de Belgique;

MICHEL (Charles), membre correspondant de l'Institut de France (Académie des Inscriptions et Belles-Lettres);

HENRIJEAN (Dr), membre correspondant de l'Académie de Médecine;

FRÉDÉRICQ (Léon), membre de l'Académie (Sciences);

NUEL (Dr), membre de l'Académie de Médecine;

LE PAIGE (C.), membre de l'Académie royale de Belgique;

JULIN (Charles), membre de l'Académie royale de Belgique (classe de Sciences);

GILKINET (Alfred), membre de l'Académie royale des Sciences de Belgique;

DESCAMPS (baron), membre de l'Académie royale de Belgique;

VAUTHIER (Maurice), membre de l'Académie royale de Belgique;

DE GREEF (Guillaume), membre de l'Académie royale de Belgique;

BRANTS (Victor), membre de l'Académie royale de Belgique;

STROOBANT (P.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 LONCHAY (H.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 DELEHAYE (Hippolyte), membre correspondant de l'Académie royale de Belgique;

LAGAË (Jules), membre correspondant de l'Académie royale de Belgique;

VINÇOTTE (Thomas), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 FRÉDÉRIC (Léon), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 DE LALAING (Jacques), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 LENAIN (Louis), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 BRUNFAUT (Jules), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 ROMBAUX (Eg.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 DE GROOT (G.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 KHNOPFF (Fernand), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 JANLET (Em.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 HERMANS (C.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 DU BOIS (Léon), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 RUTOT (A.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 BORDET (J.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 DEMOULIN (A.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 BAYET (professeur Dr), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 BORDET (professeur Dr), de l'Académie de Médecine et de l'Académie des Sciences de Belgique;

GENGOU (professeur Dr), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 HEGER (Dr Paul), membre et ancien président de l'Académie royale de Médecine de Belgique;

DEGIVE (professeur A.), membre et ancien président de l'Académie royale de Médecine de Belgique;

DE SMET (professeur Édouard), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 GALLEMAERTS (professeur), membre titulaire de l'Académie de Médecine de Belgique;

GORIS (Dr C.), membre titulaire de l'Académie royale de Médecine de Belgique;

STIENON (professeur Dr L.), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 GLIBERT (Dr), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 DEMOOR (professeur Dr), de l'Académie de Médecine de Belgique;  
 MALVOZ (V.), de l'Académie royale de Médecine;  
 GRAVIS (A.), membre de l'Académie (Sciences);  
 MAHAÏM (F.), membre de l'Académie (Sciences morales et politiques);  
 HUBERT (Eugène), membre de l'Académie (classe des Lettres).

#### UNIVERSITÉ DE LIÈGE

WALTZING (J.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
 HALKIN (Léon), professeur à l'Université de Liège;

- DE SENARCLENS (A.), professeur à l'Université de Liège;  
ORBAN (C.), professeur à l'Université de Liège;  
DOUTREPONT (A.), professeur à l'Université de Liège;  
DE KONINCK (L.-L.), professeur émérite à l'Université de Liège;  
JANSSENS (Ed.), professeur à l'Université de Liège;  
BECO (L.), membre correspondant de l'Académie de Médecine;  
MANSION (J.), membre de l'Académie royale;  
BOURGEOIS (Ed.), professeur à l'Université de Liège;  
HANQUET (Karl), professeur à l'Université de Liège;  
LONAY (H.), professeur à l'Université de Liège;  
VAN VEERDEGHEM (F.), professeur à l'Université de Liège;  
LEGRAND (L.), professeur à l'Université de Liège;  
CLOSSON (Jules), professeur à l'Université de Liège;  
HOGGE (A.), professeur à l'Université de Liège;  
DAMAS (D.), professeur à l'Université de Liège;  
SCHOofs (F.), professeur à l'Université de Liège;  
PROST (Eug.), professeur à l'Université de Liège;  
FAIRON (Jos.), professeur à l'Université de Liège;  
DENOËL, professeur à l'Université de Liège;  
DELMER (A.), chargé de cours à l'Université de Liège;  
BRASSINE (Joseph), bibliothécaire de l'Université de Liège;  
SCHIFFERS (Fernand), professeur à l'Université de Liège;  
FIRKET (Dr), membre de l'Académie royale de Médecine;  
NEUBERG, membre de la classe des Sciences de l'Académie royale de Belgique;  
DERUYTS (J.), membre de l'Académie royale de Belgique;  
MALVEZ, membre de l'Académie royale de Médecine de Belgique;  
PUTZEIJS, membre titulaire de l'Académie royale de Médecine de Belgique;  
JORISSEN (A.), membre titulaire de l'Académie royale de Belgique (classe des Sciences);  
LOHEST (Max), membre de l'Académie royale de Belgique (classe des Sciences);  
FRANCOTTE (Dr Xavier), membre de l'Académie de Médecine;  
CORIN (C.), membre de l'Académie de Médecine;  
FRANCOTTE (Henri), membre de l'Académie royale de Belgique;  
DEHALU (M.), professeur à l'Université de Liège;  
GALOPIN (G.), membre du Conseil de Législation;  
VAN DER SMISSEN (E.), professeur à l'Université de Liège;  
CAPART (Jean), professeur à l'Université de Liège;  
DE CRAENE (G.), professeur à l'Université de Liège;  
LAURENT (M.), professeur à l'Université de Liège;  
FIERENS-GEVAERT, professeur à l'Université de Liège.



UNIVERSITÉ DE LOUVAIN

- LADOUZE (P.), recteur de l'Université de Louvain;  
 VAN CAUWENBERGH, vice-recteur de l'Université de Louvain;  
 VAN BIERVLIET (J.), secrétaire de l'Université de Louvain, professeur à la Faculté de Droit;  
 SENCIE (J.), professeur à l'Université de Louvain;  
 CAUCHIE (A.), membre de la Commission d'Histoire;  
 GRÉGOIRE (V.), professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Louvain;  
 DEFOURNY (M.), professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Louvain;  
 DE CLERCQ (Aug.), professeur à l'École coloniale de l'Université de Louvain;  
 DUMONT (André), professeur à l'Université de Louvain;  
 SALÉE (A.), professeur à la Faculté des Sciences de l'Université de Louvain;  
 FRATEUR (Théoph.), professeur à l'Université de Louvain;  
 SCHOCKAERT (Dr R.), professeur à l'Université de Louvain;  
 MALDAGUE (Dr L.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DE DORLODOT (Dr Henry), professeur à l'Université de Louvain;  
 IDE (Dr M.), membre de l'Académie, professeur à l'Université de Louvain;  
 BAYOT (A.), professeur à l'Université de Louvain;  
 VAN HOVE (A.), professeur à l'Université de Louvain;  
 JANSSENS (A.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DE BECKER (Jules), professeur à l'Université de Louvain, recteur du Collège américain;  
 DEBAISIEUX (Dr), professeur à l'Université de Louvain, membre de l'Académie;  
 NERINCKX (A.), professeur de l'Université de Louvain, secrétaire de l'Institut de Droit international;  
 BLAS (C.), professeur émérite de l'Université de Louvain, membre de l'Académie de Médecine;  
 VAN BUGGENHOUT (J.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DAUBRESSE (P.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DE JONGHE (E.), professeur à l'École coloniale de l'Université de Louvain;  
 SCHARPÉ (L.), professeur de langues germaniques à l'Université de Louvain;  
 SIBENALER (N.), professeur à l'Université de Louvain;  
 NYS (D.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DEBAISIEUX (Paul), professeur à l'Université de Louvain;  
 BRUYLANTS (C.), professeur à l'Université de Louvain, président de l'Académie royale de Médecine de Belgique;

- FORGET (J.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DANDOIS (Dr), membre de l'Académie de Médecine, professeur à l'Université de Louvain;  
 LEMAIRE (Dr Albert), professeur à l'Université de Louvain;  
 BRANTS (V.), membre de l'Académie royale de Belgique, professeur à l'Université de Louvain;  
 PASQUIER (E.), professeur à l'Université de Louvain, président du Conseil scientifique de l'Observatoire de Belgique;  
 MEUNIER (Alp.), professeur à l'Université de Louvain;  
 BALTHASAR (Nicolas), professeur à l'Université de Louvain;  
 BITTREMNIEUX (Joseph), professeur à l'Université de Louvain;  
 BRUYNOGHE (Dr R.), professeur à l'Université de Louvain;  
 MARCHAL (L.), professeur à l'Université de Louvain;  
 LECOUTERE (C.), professeur à l'Université de Louvain;  
 BRUYLANTS (P.), professeur à l'Université de Louvain;  
 BECKER (L.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DE MUYNCK (R.), professeur à l'Université de Louvain;  
 LEBON (J.), professeur à l'Université de Louvain;  
 VLIEBERGH (E.), professeur à l'Université de Louvain;  
 SCHICKS (A.), professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Louvain;  
 BRAET (Ernest), professeur à l'Université de Louvain;  
 LEMAIRE (R.), professeur à l'Université de Louvain, membre correspondant de la Commission royale des Monuments;  
 THIÉRY (A.), professeur à l'Université de Louvain;  
 HARMIGNIE (Pierre), chargé de cours à l'Université de Louvain;  
 MICHOTTE (P.), professeur à l'Université de Louvain;  
 REMY (Edm.), professeur à l'Université de Louvain;  
 COLINET (Ph.), professeur à l'Université de Louvain;  
 JANSSEN (Alb.-E.), professeur à l'Université de Louvain;  
 DE SPOELBERGH (vicomte Olivier), professeur à l'Université de Louvain;  
 TERLINDEN (Ch.), professeur à l'Université de Louvain, membre de la Commission royale d'Histoire, membre du Conseil héraldique.

#### UNIVERSITÉ DE BRUXELLES

- SOLVAY (E.), membre du Conseil d'administration de l'Université de Bruxelles;  
 LEPREUX (O.), membre du Conseil d'administration de l'Université de Bruxelles;  
 LECLÈRE (L.), professeur à l'Université de Bruxelles, recteur;  
 MAINGIE (Ch.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
 MINEUR (Ad.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
 DE VESTEL (Franz), professeur à l'Université de Bruxelles;

MARQC (René), chargé de cours à l'Université de Bruxelles;  
CHARLIER (G.), chargé de cours à l'Université de Bruxelles;  
FRANÇOIS (Eug.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
JACOBSEN (Jules), professeur à l'Université de Bruxelles;  
SPEHL (E.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
HOUZÉ (E.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VAN ENGELÉN (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DE REUL (Paul), professeur à l'Université de Bruxelles;  
PIÉRARD (Em.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DE DONDER (T.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
SMETS (Georges), professeur à l'Université de Bruxelles;  
BEHAEGHEL (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VAN DER EYCKEN (Paul), professeur à l'Université de Bruxelles;  
WUYTS (H.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
BOISACQ (E.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DE LEENER (Georges), professeur à l'Université de Bruxelles;  
GRÉGOIRE (H.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VANDERRYDT (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VAN DRUNEN (J.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
KUGENER (D.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VAN DER REST (E.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
FOETTINGER (C.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VAN DER ELST (F.), chargé de cours à l'Université de Bruxelles;  
DUPREEL (Eugène), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DE KEYSER (Ch.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
BRAND (E.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DE MOOR (D.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
SLOSSE (D<sup>r</sup> Auguste), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VANDERVELDE, professeur à l'Université de Bruxelles;  
HEGENSCHEIDT (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
LEY (D<sup>r</sup> Aug.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
WODON (Louis), professeur à l'Université de Bruxelles;  
ANCIAUX (Maurice), professeur à l'Université de Bruxelles;  
DUFLOU (G.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
PERGAMENI (Ch.), chargé de cours à l'Université de Bruxelles;  
VERHOOGEN (R.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
COCQ (D<sup>r</sup> V.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
THILLY (H.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
VERMEYLEN (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
QUERTON (D<sup>r</sup>), professeur à l'Université de Bruxelles;  
HERLANT (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
HUBERTI (A.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
ROLIN (H.), professeur à l'Université de Bruxelles;  
ERRERA (Paul), professeur à l'Université de Bruxelles.

---

## CHAPITRE XIX

### PROTESTATIONS OFFICIELLES DU GOUVERNEMENT BELGE

---

A — TÉLÉGRAMME DES MINISTRES BELGES AU ROI ALBERT  
(15 NOVEMBRE 1916)

*A Sa Majesté le Roi des Belges.*

La Panne.

SIRE,

C'est pour la troisième fois, au cours du long et opiniâtre duel engagé entre les soldats, défenseurs du droit, et les armées germaniques, instrument de conquête et d'oppression, que les membres du Gouvernement belge viennent offrir à Votre Majesté, à l'occasion de Sa fête patronale, l'hommage de leur fidèle et respectueux dévouement. Organes autorisés d'une nation condamnée à un silence de mort, ils proclament son admiration la plus émue pour son noble Roi, qui, depuis plus de deux ans, attend d'un cœur inébranlable sur la dune flamande que se lève enfin l'aube de la délivrance.

L'heure présente est particulièrement angoissante pour notre malheureuse patrie. L'occupation étrangère, à mesure que la guerre se prolonge, devient de jour en jour plus odieuse et plus cruelle. Après les impôts écrasants, les condamnations arbitraires, les exécutions capitales, voici que l'autorité militaire allemande procède à des rafles immenses de citoyens valides, les traque sans pitié dans les villes et dans les campagnes et les déporte au loin, comme un bétail humain, pour les livrer à un travail forcé. Barbare façon de prouver à la race flamande combien était faux le souci de protéger sa vitalité et ses droits, affiché avec une insolente hypocrisie par le Gouverneur civil ! L'attentat consommé aujourd'hui contre la liberté des citoyens belges a vite démenti les promesses mensongères de l'ennemi.

Le Gouvernement souffre douloureusement, comme le Roi lui-même, de chacune des nouvelles blessures infligées à notre pays. Mais malgré le dur martyre héroïquement supporté par le peuple belge, le Gouver-



nement, certain, comme le Roi, de la victoire vengeresse, confiant, comme lui, dans l'avenir indestructible de la Belgique, voit clairement briller dans la nuit sombre où nous sommes, les destinées glorieuses de la patrie.

(s) DE BROQUEVILLE.  
 CARTON DE WIART.  
 BEYENS.  
 BERRYER.  
 POULLET.  
 VAN DE VYVERE.  
 HELLEPUTTE.  
 HUBERT.  
 RENKIN.  
 SEGERS.  
 GOBLET D'ALVIELLA.  
 HYMANS.  
 VANDERVELDE.

B — RÉPONSE DU ROI ALBERT AU TÉLÉGRAMME  
 DES MINISTRES BELGES A L'OCCASION DE SA FÊTE PATRONALE

Je remercie le Gouvernement des sentiments patriotiques exprimés dans son télégramme.

Je partage son indignation au sujet du sort de plus en plus rigoureux fait par l'occupant à nos populations qui, après tant de maux patiemment supportés, se voient maintenant soumises aux formes du plus dur esclavage : le travail forcé et la déportation. Nous ne devons pas manquer de formuler une véhémence protestation auprès des États neutres afin de les amener à user de toute leur influence pour faire cesser, au nom des lois de l'humanité, des abus aussi intolérables. Je puise dans la résistance de nos populations dans la vaillance de l'armée, dans l'appui que le Gouvernement apporte à la dynastie, une foi profonde et inébranlable dans les destinées de la Belgique.

ALBERT.

C — NOTE DU GOUVERNEMENT BELGE AUX PUISSANCES NEUTRES, SUR  
 LE TRAVAIL FORCÉ ET LA DÉPORTATION AUXQUELS L'AUTORITÉ  
 ALLEMANDE SOUMET LA POPULATION BELGE (13 NOVEMBRE 1916).

Le Gouvernement belge a déjà, à plusieurs reprises, dénoncé aux puissances neutres les violations du droit des gens et des principes d'hu-

manité, dont les autorités allemandes en Belgique s'étaient rendues coupables.

Les dernières informations parvenues de la Belgique occupée confirment des faits nouveaux, auxquels le Gouvernement du Roi se refusait à croire. Ils révolteront la conscience publique dans tous les pays où le culte du droit est en honneur.

Un arrêté, daté du Grand Quartier général allemand du 3 octobre dernier, a soumis au travail forcé tous les Belges capables de travailler, qui, par suite du manque d'ouvrage ou pour tout autre motif, seraient tombés à la charge de l'assistance d'autrui. Les individus auxquels cette disposition s'applique peuvent être obligés de travailler hors de leur résidence, c'est-à-dire déportés en Allemagne dans un état de quasi-esclavage.

La grande difficulté des communications avec la partie occupée de la Belgique a empêché le Gouvernement du Roi de recevoir tous les renseignements qu'il était anxieux d'obtenir sur la façon dont est appliqué cet arrêté du 3 octobre.

Il sait cependant, de source certaine, que l'on procède à la déportation en masse de la population valide. Riches ou pauvres, s'ils sont inoccupés ou sans travail, sont pris inexorablement. Le 24 octobre dernier, plus de 15.000 hommes avaient déjà été enlevés dans les Flandres seulement. Des trains entiers remplis de ces malheureux ont été vus, se dirigeant vers l'Allemagne. D'autres ont été expédiés vers les départements français envahis. Les hommes, entassés dans des wagons découverts, étaient exposés à toutes les intempéries dans l'état le plus misérable. Leur moral, malgré le froid et les privations, ne se laissait point abattre, et c'est en entonnant des chants patriotiques qu'ils subissaient cette nouvelle forme d'oppression.

Des rafles ont eu lieu à Courtrai, Alost, Termonde, Bruges, Gand, Mons et dans de nombreuses communes rurales et industrielles. Les hommes étaient rassemblés, examinés comme du bétail, et les valides expédiés vers des destinations inconnues.

A Bruges, le bourgmestre, un vieillard octogénaire, qui, depuis le commencement de l'occupation, donnait l'exemple du plus noble patriotisme, a été révoqué pour avoir refusé d'aider l'Administration militaire allemande dans sa révoltante besogne ; la ville fut condamnée à 100.000 marks d'amende par jour de retard dans l'enrôlement des victimes.

Jusqu'à la date du 24 octobre la déportation s'était exercée surtout dans la région des étapes. Dans le reste du pays le Gouvernement civil a sans doute hésité à prendre une mesure qui viole non seulement l'esprit et le texte de la Convention de La Haye, mais aussi la promesse solennelle, faite à la population par voie d'affiche le 25 juillet 1915, qu'aucune prestation contraire à ses sentiments patriotiques ne serait exigée d'elle.

Cependant, le Gouvernement du Roi, ayant appris que le recensement des chômeurs s'exerce maintenant sur tout le territoire occupé, a lieu

de craindre que les horreurs de la déportation ne s'étendent bientôt à toutes les provinces.

La *Gazette de Cologne*, dans un article dont les journaux paraissant en Belgique ont reçu ordre de publier la traduction, essaie de justifier la mesure inique prise à l'égard des Belges; elle expose complaisamment les dangers de l'oisiveté où se trouvent beaucoup d'ouvriers et rejette la responsabilité du chômage sur l'Angleterre, qui empêche l'importation des matières premières en Belgique. L'organe du Gouvernement allemand prétend légitimer aussi le travail forcé, en assurant que les Belges ne seront employés qu'aux carrières, fours à chaux et autres industries similaires n'ayant pas de rapport avec la guerre.

Ce dernier argument n'a aucune valeur, car on sait le rôle important que jouent, pour la consolidation des tranchées et des fortifications actuelles, le béton et les autres produits des fours à chaux et des carrières.

A la prétention de l'Allemagne de répudier toute responsabilité dans l'état lamentable de la classe ouvrière belge, nous répondons que le travail ne manquerait pas à cette dernière, si l'envahisseur, d'ailleurs responsable de cette situation par le fait de son agression même, n'avait pas désorganisé l'industrie, enlevé des matières premières, les huiles et les métaux qu'elle emploie, réquisitionné une foule de machines et d'outils, en attendant qu'il rafle peut-être les courroies de transmission, dont il a exigé la déclaration en détail. L'occupant s'est même juré de consommer la ruine de l'industrie métallurgique et verrière belge au profit de la concurrence allemande, par des droits prohibitifs sur les produits exportés en Hollande, seul marché qui leur reste encore ouvert.

L'ouvrier belge s'est toujours distingué par son activité laborieuse. Si, depuis deux ans, il a chômé trop souvent, c'est qu'il n'avait d'autre travail en perspective que celui offert par l'ennemi. Son patriotisme lui interdisait de l'accepter, parce qu'il aurait aidé ainsi, indirectement, à la guerre contre sa patrie.

L'envahisseur, au moyen du système barbare des déportations en masse, poursuit un double but :

D'abord, terroriser la population en portant le désespoir dans les familles, et forcer ainsi les travailleurs à prêter leur concours à l'occupation allemande.

Cette manœuvre est encore facilitée par l'annonce que tous ceux qui recevront des secours pour leur subsistance seront soumis au travail forcé. L'ouvrier qui, par dévouement à sa patrie, refuserait de servir l'ennemi saura qu'il s'expose à l'exil et à un véritable esclavage.

La déportation est donc un moyen coercitif pour contraindre l'ouvrier à accepter contre sa conscience les offres de travail qu'il repoussait.

Le second but de l'autorité allemande est de remplacer par des Belges les ouvriers allemands qui, devenus ainsi disponibles, iront sur le front combler les vides de ses armées; car il lui faut des hommes à tout prix. S'il en était autrement, si elle ne se proposait que de combattre l'oisiveté

de nos ouvriers, pourquoi n'employait-elle pas leurs bras sur place dans des travaux d'utilité publique, à proximité de leurs familles et de leurs demeures? Non seulement elle ne l'a pas fait, mais il résulte d'informations de source sûre qu'elle a plusieurs fois déporté des travailleurs ou même réduit à dessein au chômage des ouvriers qui n'avaient jamais cessé de travailler, et cela afin d'avoir un prétexte pour s'approprier leur travail.

D'après les journaux allemands eux-mêmes, on leur offre l'appât d'un salaire assez élevé, s'ils consentent à se transformer en ouvriers volontaires, et dans ce cas, toute espèce d'ouvrage peut leur être imposée. On veut donc amener ces malheureux, par l'espoir d'une amélioration de leur sort, à exécuter des travaux pouvant aider directement à la guerre. Le déporté belge a le choix entre la famine et la trahison.

Le Gouvernement du Roi dénonce à toutes les nations civilisées ces procédés indignes qui font litière des lois d'humanité aussi bien que des règles conventionnelles de la guerre dans leurs dispositions relatives au pouvoir de l'occupant.

Il proteste avec la dernière énergie contre l'application d'un système que les vaines explications de l'ennemi n'empêcheront pas de désigner et de flétrir comme la traite des blancs, une honte qui achève de déshonorer l'occupation allemande si soucieuse, à ce qu'elle prétend, de veiller en Flandre sur les droits légitimes de la population!

#### C bis — RENSEIGNEMENTS OFFICIELS SUR LA SITUATION FAITE PAR L'OCCUPANT A L'INDUSTRIE EN BELGIQUE

*(Annexe de la pièce précédente.)*

Pour justifier leurs mesures arbitraires et contraires au droit international, les Allemands invoquent la nécessité de soustraire le peuple à l'oisiveté et osent même soutenir que le régime du travail forcé est conforme aux intérêts économiques du pays.

En réalité, si le nombre des chômeurs a été grand, c'est parce que les exactions et les réquisitions des autorités allemandes ont réduit la plupart des usines au chômage. Non seulement l'envahisseur s'est emparé des matières premières, mais, en nombre d'endroits, il a saisi les machines et les a expédiées en Allemagne.

Ainsi, par exemple, le célèbre établissement métallurgique Cockerill, près de Liège, a dû livrer une partie de son matériel. Environ trois cents de ses machines ont été marquées pour la réquisition. Aux ateliers Boël de La Louvière, les machines et les outils ont été enlevés. Les établissements métallurgiques suivants, dont la plupart comptent parmi les plus importants du pays, ont été mis sous séquestre après que de grandes réquisitions de machines y avaient été effectuées :

La Division des fours Martin et Laminoirs de Renory (près d'Ougrée) de la Société des Aciéries d'Angleur;



Les Forges et Tôleries de Jupille;  
La Société de Saint-Léonard (outils);  
La Société La Meuse;  
La Société d'Électricité du pays de Liège, à Sclessin;  
Les Laminiers Dumonceau, à Méry près de Tilff;  
La Soierie Orban à Liège;  
La Soierie Colette, à Sclessin;  
La Société des Ateliers du Thiriau;  
La Société de Baume et Marpent;  
La Société des Forges et Fonderies de Haine-Saint-Pierre (Établissements Goldschmidt);  
La Société L'Énergie;  
La Société Franco-Belge, à La Croyère;  
La Société La Biesme, à Bouffloulx;  
La Société du Hainaut, à Couillet;  
Les Tréfileries de Dampremy;  
La Société L'Outil, à Manage.

Dans la région de Charleroi, les Allemands démontent les machines qu'ils ne peuvent pas utiliser et les vendent au poids du fer.

Partout ils inventorient les articles pouvant servir à l'industrie, même les courroies de transmission, évidemment en vue de nouvelles réquisitions.

Dans le Limbourg, le Charbonnage André Dumont, qui occupait plusieurs centaines d'ouvriers au fonçage des puits en vue d'une prochaine mise en exploitation, a été placé sous séquestre. L'autorité allemande arrêta aussitôt après les travaux, réduisant au chômage toute une population ouvrière qui devint disponible pour la déportation.

La Société des Chemins de fer vicinaux avait l'intention de construire, depuis l'occupation, plusieurs lignes nouvelles et aurait fourni ainsi du travail à bien du monde, mais l'ennemi, en réquisitionnant le stock de rails et de traverses, l'a empêchée de donner suite à son projet.

D'autre part, l'industrie du ciment, jadis si florissante chez nous, chôme parce que l'occupant a enlevé le plâtre, nécessaire à la fabrication, ainsi que les sacs et barils indispensables au transport.

D'autres industries ont été empêchées d'exporter en Hollande ou soumises à des droits d'exportation si élevés que le marché néerlandais leur a été fermé en fait.

Mais l'ennemi ne s'est pas borné à enlever aux ouvriers leur travail en réduisant au chômage les fabriques où ils trouvent leur gagne-pain.

Il les a souvent arrachés aux occupations qu'ils avaient trouvées ailleurs, afin d'avoir un prétexte pour les mettre sur les listes de déportation.

Ainsi, dans la province du Luxembourg, les municipalités avaient entrepris, l'été dernier, d'accord avec l'institution du « Secours-travail » des travaux communaux qui fournirent de l'ouvrage à tous les ouvriers de la région où il n'y avait plus un chômeur en août.

Mais en septembre, l'autorité allemande donna l'ordre de suspendre ces entreprises, faites pourtant avec l'approbation régulière des pouvoirs compétents.

Les ouvriers ayant trouvé alors de l'ouvrage dans certaines industries privées subsistant encore, l'ennemi prit de nouvelles mesures : il leur interdit de s'employer en dehors de la commune de leur résidence. C'était leur donner le coup de grâce, car dans le Luxembourg, les ouvriers doivent souvent faire de longs trajets pour se rendre à pied d'œuvre.

Cette façon de procéder est un démenti complet à la *Kölnische Volkszeitung*, qui essaie de justifier les déportations en disant qu'« il ne faut pas laisser les populations belges dégénérer dans l'oisiveté ».

Si tel est le motif de ces traitements barbares, pourquoi arracher à leur travail ceux qui ont trouvé à s'employer, pourquoi les expédier en esclavage en Allemagne quand il y a en Belgique des travaux publics nécessaires que les municipalités belges voudraient achever ?

La presse allemande a été jusqu'à prétendre que la population restant inactive, la récolte avait dû être faite, en beaucoup d'endroits, par les troupes d'occupation.

Il s'agit là d'une nouvelle calomnie. La population agricole, si laborieuse en Belgique, y a fait seule la moisson.

Les troupes allemandes ne s'en sont occupées que pour s'en emparer.

De même que l'autorité allemande veut ruiner l'industrie belge en lui enlevant ses machines et ses approvisionnements, elle menace aussi l'agriculture en lui prenant ses chevaux qui ont déjà été réquisitionnés dans certaines régions dans la proportion de 70 %.

La tactique allemande a été d'abord de provoquer le chômage de nos ouvriers afin d'avoir un prétexte pour se procurer des hommes. Mais, à présent, elle se passe même de ce prétexte. Tout Belge valide est menacé d'être expédié en Allemagne pour y prendre, dans une fabrique ou sur un chantier, la place d'un homme qui ira combler un vide au front.

Que restera-t-il de la Belgique pressurée, vidée de cette manière par un ennemi qui semble s'appliquer à y tarir toutes les sources de richesse et à y détruire le produit de siècles de labeur ?

1) — TÉLÉGRAMME ENVOYÉ LE 23 NOVEMBRE 1916 PAR LE BARON BEYENS, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, AUX MINISTRES DE BELGIQUE AUPRÈS DU SAINT-SIÈGE ET AUPRÈS DU ROI D'ESPAGNE AU SUJET DES DÉPORTATIONS DE CITOYENS BELGES.

La situation en Belgique devient de jour en jour plus affreuse. Les rafles de Belges valides s'étendent maintenant à tout le pays. Si on ne les fait pas encore travailler en Allemagne dans les usines de guerre, on en envoie dans la France occupée construire des réseaux de tranchées et un chemin de fer stratégique : Lille-Aulnoye-Givet. Les Allemands se vantent de

déporter bientôt 350.000 hommes. Les réquisitions de matériel se poursuivent dans nos usines, avec le dessein avoué d'empêcher après la paix une reprise de travail, de supprimer un concurrent et de ruiner le pays. Les machines qui peuvent servir sont emportées, les autres vendues au poids du fer.

Le Gouverneur général prétend, dans des déclarations faites au reporter du *New-York Times*, que ces déportations en masse s'effectuent sans incidents; que des Belges même sont partis joyeusement. En réalité, ils subissent à la fois le supplice des tortures morales et celui des souffrances physiques, tout l'opprobre de l'esclavage. Le Gouvernement allemand essaie de s'excuser par la nécessité de combattre le chômage, alors qu'il l'a lui-même organisé en défendant aux communes d'employer les chômeurs sans son autorisation, en empêchant, comme dans le Luxembourg, de les utiliser à des travaux publics, en interdisant la mise en exploitation des charbonnages du Limbourg.

La Belgique est livrée aux violences de l'autorité militaire. L'autorité civile approuve et laisse faire. Insistez vivement pour que le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité invite le Gouvernement allemand à réfléchir aux conséquences des crimes de lèse-humanité qui se commettent en son nom. L'Allemagne, avant d'être forcée à abandonner notre pays, veut le laisser à l'état de cadavre; mais en s'acharnant ainsi à le torturer, elle se met au ban des nations et, au lieu d'impulser la paix à ses adversaires par la terreur, elle ne fait que soulever contre elle le monde civilisé.

(s) BEYENS.

---

## CHAPITRE XX

### PROTESTATIONS BELGES DIVERSES

---

A — DÉCLARATION DE M. H. CARTON DE WIART, MINISTRE  
DE LA JUSTICE DE BELGIQUE, A L'*Écho de Paris* (9 NOVEMBRE 1916)

L'*Écho de Paris* a publié (numéro du 9 novembre 1916), la déclaration ci-après de M. H. Carton de Wiart, ministre de la Justice de Belgique, sur les enlèvements, déportations et mises au travail forcé de nombreux civils belges par l'autorité allemande :

« Il n'est que trop exact, a déclaré M. Carton de Wiart, que l'autorité allemande procède en Belgique, dans toute la zone des étapes, à de véritables rafles d'hommes qui reproduisent, en les aggravant encore, les crimes commis, il y a quelques mois, sous prétexte de travaux agricoles, dans les départements français envahis. Vers la mi-octobre un arrêté signé, pour le quartier-maître général, « von Sauberzweig », fut affiché dans nos communes des Flandres et du Hainaut. Cet arrêté stipule que toutes les personnes valides et qui recourent, elles ou leurs familles, à « l'assistance d'autrui », peuvent être contraintes de force au travail, même en dehors de leur domicile. L'arrêté ajoute que le refus de se soumettre à cette obligation sera puni d'un emprisonnement de trois ans au maximum et d'une amende de 10.000 marks ou d'une de ces peines seulement.

« Pour comprendre tout ce qu'il y a d'abominable dans une telle contrainte, il importe de se rappeler que, par suite du départ de tant de Belges que le devoir militaire retient depuis plus de deux ans loin de leurs foyers et par suite du chômage presque complet de notre industrie, un tiers de notre population est assisté par les comités de ravitaillement. Ceux-ci, grâce au concours du Gouvernement belge et des Alliés et à l'intervention des États-Unis et de l'Espagne, assument une charge énorme qui incomberait *stricto jure* au pouvoir occupant.

« Aussitôt cet avis placardé, nos concitoyens visés par l'arrêté furent convoqués par masses, à Courtrai, à Gand, à Bruges, à Termonde, à Alost, ailleurs encore, dans des casernes, des entrepôts ou des usines vides. Ceux qui ne se rendirent pas volontairement à la convocation furent



appréhendés à leur logis et conduits de force au rendez-vous. Pour la seule ville de Gand, ils étaient au nombre d'environ 3.000, comprenant non seulement des ouvriers, chômeurs ou non, mais quantité d'employés et petits patrons. On les examina, on les tâta comme on eût fait dans un marché d'esclaves. Les moins robustes furent écartés. Quant aux autres, on exigea d'eux qu'ils signassent un imprimé en langue allemande, par lequel ils s'engageaient à travailler sous les ordres de l'autorité allemande. Les moyens de pression habituelle furent employés : incarcération, menaces, privation de liberté et de nourriture, brutalités variées. Ils refusèrent. Malgré leur refus, ils furent enlevés et déportés pour des destinations inconnues. Chacun d'eux fut autorisé à se munir d'un petit trousseau et d'une écuelle. L'avis officiel qui les en informait ajoute textuellement : — admirable ironie ! — « *On peut se munir d'argent !* »

« Des trains entiers ont ainsi traversé la Belgique dans la direction de l'Est. Et l'on entendit, le long des voies ferrées, ces braves gens qu'on arrachait ainsi, sous la contrainte des baïonnettes allemandes, à leurs foyers, à leur famille et à leur pays, chanter en chœur, et sans se lasser, la *Brabançonne* et le *Vlaamsche Leeuw* (le *Lion de Flandre*), dont les premiers vers — je les traduis du flamand — sont, à eux seuls, bien caractéristiques : « Ils ne l'auront pas, notre fier lion de Flandre ! »

#### *Un admirable « chiffon de papier ».*

« Tenez, nous dit M. Carton de Wiart, voici entre plusieurs documents du même genre un billet griffonné au crayon et signé par un de ces ouvriers. Il a été jeté par lui au passage du train dans un village du Brabant. Et dans sa simplicité et sa concision, ce « chiffon de papier » est d'une beauté morale qui domine, à mon avis, tout l'orgueil de la *Kultur* allemande :

« *Voor de Duitschers werken, nooit, of nog veel min onze naam op papier zetten. Leve Albert, Koning der Belgen !* »

« C'est-à-dire : « Travailler pour les Allemands, jamais ! et moins encore leur signer quoi que ce soit ! Vive Albert, roi des Belges ! »

« Ah ! les braves gens ! Nous pouvons être fiers d'eux, et aussi de nos magistrats communaux, dont le monde connaîtra un jour tout l'héroïsme et le patriotisme ! »

#### *Un beau type de bourgmestre.*

« Pour n'en citer qu'un exemple, voici ce qui s'est passé à Bruges :

« Le bourgmestre de cette ville, le comte Amédée Visart de Bocarmé, est plus qu'octogénaire. Depuis 1868, il représente sa belle cité au Parlement belge. Quand l'invasion atteignit Bruges, à la mi-octobre 1914, ce « maître de la cité », qu'entoure la juste vénération de tous, eut une réponse qui le peint tout entier. Il attendait l'ennemi à son poste, digne et prêt à tout. Les officiers allemands l'interpellèrent brutalement en lui

braquant le *browning* sous le nez, en guise d'argument. « Pardon, fit alors le comte Visart, qui a les façons charmantes d'un seigneur de l'ancien régime. Pardon, Messieurs! Vous êtes les plus forts. Vous « pouvez, si vous le voulez, me faire fusiller. Mais étant donnés mon âge « et ma situation, j'exige que tout cela se fasse avec politesse. »

« Cet homme d'esprit et de cœur, qui avait ainsi si bien marqué, dès le premier jour de l'occupation, le contraste qui distingue un homme civilisé d'un individu qui croit l'être, se refusa, quand on les lui réclama il y a quelques semaines, à livrer les listes de ses concitoyens assistés par la bienfaisance publique. Ce refus lui valut d'être mis aux arrêts, avec ses échevins. De plus, la ville de Bruges fut condamnée à 100.000 marks d'amende par jour de retard. Un *oberleutnant* du nom de Rogge, qui est, paraît-il, dans la vie civile, bourgmestre de Schwerin, fut nommé en remplacement du comte Visart. Ce personnage s'empara aussitôt des listes et, par ses soins, des centaines d'ouvriers brugeois furent arrêtés. On les entassa dans des wagons et des fourgons, tandis que les femmes et les enfants massés à proximité des trains étaient brutalement dispersés par les patrouilles. Conduits d'abord à quelque distance de Bruges et contraints à construire de nouvelles tranchées, les pauvres gens qui se refusaient à un tel travail furent privés de toute nourriture, et beaucoup d'entre eux eurent l'héroïsme de tenir bon, malgré ce supplice, pendant deux et même pendant trois jours!

« Des milliers de nos compatriotes ont déjà été ainsi arrachés à leurs foyers. Où sont-ils? Quand reviendront-ils? »

### *Duplicité flagrante.*

« Ce nouveau crime viole aussi effrontément les principes de la liberté individuelle et du Code civil que les règles du droit des gens.

« L'article 23 du règlement de La Haye de 1907 interdit expressément à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à participer aux opérations de guerre dirigées contre leur pays. Parmi les travaux auxquels certains de nos compatriotes ont été contraints, nous savons qu'il en est, notamment à Anvers, à Bruges, à Menin, qui concernent directement les opérations militaires : fortifications, routes, tranchées. Mais à supposer même que les travaux auxquels ils sont contraints en Allemagne aient l'apparence de travaux industriels, n'est-il pas évident que, dans la guerre d'aujourd'hui où, suivant le mot de Lloyd George, « toute mine est une tranchée, toute usine est un rempart », la contrainte imposée à nos populations viole la règle consentie en 1907 par tous les États civilisés?

« Songera-t-on à appliquer cette contrainte à la zone du Gouvernement civil comme à la zone des étapes? Le Chancelier allemand, qui déclarait le 4 août 1914 que son Gouvernement s'empresserait de réparer l'injustice commise par lui en violant la neutralité belge, et le gouverneur

von Bissing, qui proclamait le 18 juillet 1915 sa volonté d'administrer les territoires occupés en conformité des conventions de La Haye, « sans demander à personne de renoncer à ses idéals et en respectant toute conviction religieuse, politique ou patriotique », donneront-ils une preuve aussi flagrante de duplicité ? »

### *Leur vrai but.*

« Le but d'une telle infamie ne peut d'ailleurs tromper personne. Dans une déclaration faite au Reichstag, M. Helfferich a essayé d'insinuer que si on déportait ces pauvres gens, c'était pour leur bien et afin de ne pas les exposer à la rouille de l'oisiveté ! Et la presse allemande de reprendre en chœur une aussi impudente explication.

« En réalité, ces crimes s'inspirent du même souci que le « bluff » imaginé pour enrôler de force des Polonais dans l'armée allemande. C'est le souci que cause à l'Allemagne le déficit croissant de ses effectifs. L'État-major allemand cherche à y suppléer en remplaçant par une main-d'œuvre belge, dont on connaît la valeur technique, mais à laquelle on ne reconnaît d'autre droit que celui d'obéir, des ouvriers allemands qui peuvent être ainsi envoyés au front. Cet odieux et suprême expédient prouve d'autant plus les progrès de leur usure, qu'il dément grossièrement leur tactique politique. Comment concilier de tels actes avec l'hypocrite prétention qu'annonçait solennellement le Chancelier allemand dans son discours du 5 avril 1916 quand il disait : « L'Allemagne n'abandonnera pas à la latinisation le peuple flamand si longtemps asservi » ? Se figure-t-il « germaniser » celles-ci par la violence ? S'il l'ignorait avant la guerre, — encore que l'histoire de notre passé national eût dû le lui apprendre — il doit savoir aujourd'hui qu'autant l'âme allemande est servile devant la force, autant l'âme belge demeure indomptable. Tout effort qu'on tente pour la plier développe en elle le ressort de la résistance et de la réaction. Voici qu'au moment où ils se flattaient d'exercer je ne sais quelles manœuvres de séduction sur les Belges de langue flamande, nos ennemis ont trouvé le moyen d'exaspérer encore la rage et la haine dans les esprits et dans les cœurs flamands. Cette contradiction démontre à elle seule leur désarroi moral et politique. »

### *Et les neutres ?*

« Quant aux neutres, peut-être les Allemands se flattent-ils d'avoir lassé leur indignation ou découragé leur mépris au point que tout leur soit désormais permis. Mais ici encore ils se leurrent. Il s'agit cette fois d'un crime qui ne peut pas même chercher une excuse dans l'aveuglement et la passion qui accompagnent les opérations militaires proprement dites. Et je me refuse à croire, pour ma part, que, même dans les pays les plus neutres, les honnêtes gens demeurent indifférents devant le renouvellement et l'aggravation en plein vingtième siècle des méthodes que

pratiquaient jadis les pirates barbaresques et les traitants d'Afrique. Une telle neutralité, pour reprendre l'expression de Roosevelt, dégoûterait Ponce-Pilate lui-même. L'humanité n'a pas cessé à ce point d'être humaine. Malgré tout, nous avons confiance en elle. »

B — DÉCLARATION DU BARON BEYENS, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE BELGIQUE, A L'ASSOCIATED PRESS (9 NOVEMBRE 1916)

Le baron Beyens, ministre des Affaires étrangères de Belgique a fait le 9 novembre 1916. la déclaration ci-après à l'*Associated Press* :

« Le Gouvernement allemand fait procéder dans un grand nombre de communes de la Belgique occupée, Alost, Gand, Bruges, Courtrai, Mons, pour ne citer que les premières qui ont été victimes de la mesure des autorités militaires allemandes, à des rafles d'hommes valides en état de porter les armes, riches ou pauvres, quelle que soit leur condition sociale, s'ils sont inoccupés ou sans travail. Les bossus, boiteux ou manchots sont seuls exceptés. Ces hommes, arrachés par milliers à leurs familles (15.000 rien que pour les Flandres), sont envoyés Dieu sait où. On en a vu remplissant des trains entiers qui se dirigeaient vers l'est et vers le sud. Ils sont employés vraisemblablement en Allemagne et dans le nord de la France à des travaux de diverse nature.

« L'autorité allemande cherche à justifier ces déportations en prétendant que l'occupant doit prendre, d'après la Convention de La Haye, tous les règlements nécessaires pour rétablir l'ordre public et la vie publique. Elle affirme que les chômeurs ne doivent pas tomber à la charge de l'assistance publique et que les travaux auxquels ils sont occupés n'ont pas trait à la guerre. Les vrais coupables de l'état d'inactivité et de déperissement de l'industrie belge seraient, d'après elle, les ouvriers eux-mêmes, qui préfèrent vivre de la charité plutôt que de leur travail, et aussi l'Angleterre qui a interdit l'importation des matières premières en Belgique.

« Est-il besoin de répondre que le travail ne ferait pas défaut en Belgique, si les Allemands n'avaient pas raflé dans les usines les matières premières, le cuivre, les huiles, comme ils rafleront peut-être demain les courroies de transmission, que dès à présent on est obligé de déclarer en détail; s'ils n'avaient pas réquisitionné un grand nombre de machines, de pièces de machines et de machines-outils; si, enfin, ils n'avaient pas frappé de droits de sortie prohibitifs les produits métallurgiques exportés en Hollande, pour écarter de ce marché, le seul qui restât ouvert aux Belges, un concurrent gênant pour l'industrie allemande?

« Est-il besoin d'ajouter que les industries citées par les journaux allemands comme n'ayant aucun rapport avec la guerre, telles que les carrières et les fabriques de chaux, fournissent à l'armée allemande les



matériaux nécessaires au béton dont elle fortifie et consolide ses tranchées?

« Si l'on voulait utiliser les bras de nos ouvriers pour la réfection et l'entretien des routes, fallait-il pour cela les déporter comme des troupeaux au lieu de les employer à proximité de leurs demeures et de leurs familles?

« La vérité est que l'Allemagne, par ces rafles de Belges, entend libérer un nombre équivalent d'ouvriers allemands pour les enrégimenter et combler les vides de ses armées.

« Le Gouvernement belge dénonce aux nations civilisées, parmi lesquelles le peuple américain s'est signalé par son amour du droit et de la justice, son horreur de l'oppression et son empressement pour secourir les nombreuses victimes de la guerre, ces violations du droit des gens et des règlements conventionnels de La Haye.

« Il proteste de toute son énergie contre la traite des blancs organisée en Belgique au mépris des principes d'humanité et des conventions internationales. »

C — LETTRE ADRESSÉE PAR M. VANDERVELDE, PRÉSIDENT DU BUREAU SOCIALISTE INTERNATIONAL, AUX MEMBRES DE CE BUREAU AU SUJET DE LA DÉPORTATION DES OUVRIERS BELGES EN ALLEMAGNE (23 NOVEMBRE 1916).

Le Havre, le 23 novembre 1916.

Chers amis,

Je n'ai pas à vous apprendre ce qui se passe actuellement en Belgique.

Nous pouvions croire qu'après avoir subi l'invasion, avec ses violences, l'occupation, avec ses misères, notre peuple avait souffert tout ce qu'un peuple peut souffrir. Le pire l'attendait encore. Désespérant de garder le gage dont il s'est emparé, au mépris de sa foi et de sa parole, le Gouvernement allemand semble résolu désormais à traiter les Belges comme on traitait les vaincus, aux temps d'Assur et de Babylone.

Tous les jours, au Havre, nous recevons des messages qui nous font saigner le cœur : les déportations s'étendent et s'aggravent; dans les Flandres, à Charleroi, à Mons et déjà dans la plus grande partie du pays, on prend des hommes de tout âge, de toutes conditions, mais surtout des jeunes gens et des ouvriers; on les rafle, on les parque, on les dénombre comme du bétail; on les emmène captifs dans d'autres provinces, dans le nord de la France, en Allemagne, sans même faire savoir à leurs proches où on les conduit; on les contraint, sous peine d'emprisonnement, à faire des fortifications, à construire des chemins de fer stratégiques, à fournir aux Allemands les matériaux nécessaires au béton de leurs tranchées,

ou bien à remplacer, dans d'autres travaux, la main-d'œuvre que l'on dirige vers le front ou vers les usines de guerre.

A la date du 17 novembre, le ministre de Belgique à La Haye télégraphiait que plus de 30.000 Belges étaient déjà déportés. Une affiche, apposée à Bruxelles, annonçait que la déportation des hommes habitant la capitale commencerait le 18 novembre. Les Allemands ont déclaré qu'ils enlèveraient en Belgique 350.000 hommes.

De tels actes sont contraires au droit des gens. Ils violent des promesses solennelles. Ils constituent le plus odieux, le plus injustifiable des attentats contre la liberté et la dignité humaines.

L'article 23 du règlement de La Haye (1907) interdit expressément à un belligérant de forcer les nationaux de la partie adverse à participer aux opérations de guerre contre leur pays.

Au mois d'octobre 1914, le gouverneur militaire d'Anvers, baron von Huene, autorisait le cardinal archevêque de Malines à déclarer aux populations qui craignaient de rentrer en Belgique : « Les jeunes gens n'ont pas à craindre d'être envoyés en Allemagne soit pour y être enrôlés dans l'armée, soit pour y être employés à des travaux, de force. » De même le maréchal von der Goltz et, après lui, le gouverneur général von Bissing, avaient pris des engagements identiques et, cependant, aujourd'hui, malgré les protestations indignées qui s'élèvent de toutes parts, l'autorité militaire allemande organise la réquisition, la conscription civile des Belges contre leur patrie et au bénéfice de l'ennemi.

Devant ce crime, il n'est pas une puissance neutre qui ait cru pouvoir garder le silence. Le Pape a protesté. La Hollande, l'Espagne, les États-Unis ont protesté. Si l'Internationale ne protestait pas à son tour, nos ennemis auraient raison de dire qu'elle est morte !

De telles violations des lois de la guerre, en effet, sont pires, s'il est possible, que la guerre elle-même.

On peut, si évidents que nous paraissent les faits, discuter et différer sur les causes ou sur les buts du conflit qui ensanglante le monde.

Mais, à moins de renoncer à ce qui est l'âme même de notre doctrine, à moins de renier pour jamais tout ce qui fait la grandeur et la force de notre révolte permanente contre l'injustice, il n'est pas possible que, même de l'autre côté des tranchées, les socialistes ne soient pas avec nous pour dénoncer, pour flétrir cette chose abominable : l'obligation imposée à tout un peuple, à tout un prolétariat de travailler contre lui-même, pour ses maîtres et ses bourreaux !

Je sais que pour donner à leurs agissements une ombre de justification, ou un semblant d'excuse, les auteurs des décrets sur le travail forcé soutiennent qu'ils agissent dans l'intérêt de leurs victimes, pour les soustraire à la paresse ou au chômage, pour soulager d'autant l'assistance publique et privée.

Mensonge et hypocrisie !

Tous les déportés ne sont pas des sans-travail et d'autre part, s'il y a

actuellement 600.000 chômeurs en Belgique, si la moitié de la population doit recourir à l'assistance d'autrui, c'est [parce que les Allemands, après avoir envahi notre pays, l'ont ravagé, dévasté, pressuré, c'est parce qu'ils l'ont accablé de réquisitions, de confiscations et d'amendes; parce qu'ils ont emporté et emportent chez eux les machines et les matières premières; parce qu'ils interdisent aux municipalités d'employer leurs habitants à des travaux publics; c'est parce que l'immense majorité des ouvriers — et ce sera leur éternel honneur — préfèrent tout endurer, la misère, la disette, la prison, plutôt que de tisser le linceul de leur patrie.

C'est en leur nom que je vous écris; au nom de ces compagnons que vous connaissez, que vous avez appris à aimer quand ils vous rassemblaient fraternellement dans leurs maisons du Peuple; au nom de cette classe ouvrière que vous avez si souvent aidée, dans de moindres épreuves.

Il s'agit aujourd'hui de sauver le prolétariat belge de la plus effroyable entreprise d'asservissement qui ait jamais été tentée contre lui, et, pour cela, je fais appel, j'ai le droit de faire appel à tous les membres de l'Internationale, aux neutres, aux belligérants, à ceux qui combattent avec nous et même à ceux qui combattent contre nous.

Après tout, malgré tout, ce sont des socialistes.

Puissent-ils ne pas s'exposer à ce qu'on leur dise quelque jour : « Un frère saignant, couvert de plaies, implorait ton secours. Tu ne l'as pas sauvé. Donc tu l'as tué ! »

Je joins, chers amis, à cette lettre, quelques documents destinés, si votre information n'est pas complète, à éclairer votre religion, et je suis fraternellement vôtre.

Émile VANDERVELDE,

*Délégué du Parti ouvrier belge  
au Bureau socialiste international.*

## CHAPITRE XXI

### PIÈCES DIVERSES

---

#### § 1. — Réquisitions de marchandises et de travail par l'autorité allemande en 1914, 1915 et 1916. Quelques exemples.

##### A — LES RÉQUISITIONS ALLEMANDES A ANVERS

Un rapport de la Chambre de Commerce d'Anvers (18 mars 1915).

(Note du Bureau Documentaire belge, n° 100 du 8 mai 1915.)

M. E. Castelein, faisant fonctions de président de la Chambre de Commerce d'Anvers, s'est livré à une enquête aux fins d'établir de façon précise, autant que possible, l'importance des réquisitions faites par l'autorité allemande sur la place d'Anvers et leurs répercussions économiques.

Le résultat de ces investigations fait l'objet d'un long rapport daté d'Anvers, le 18 mars 1915, et adressé à « Messieurs les Président et Membres de la Commission intercommunale » en cette ville.

Les nombreux faits relevés dans ce rapport sont analysés sommairement dans la présente note.

Afin de rendre plus aisément saisissables les multiples données permettant d'apprécier l'énormité des réquisitions dont le commerce anversois a été frappé, il a paru utile de les présenter résumées sous forme de tableau :

Tableau de quelques-unes des réquisitions effectuées par ordre de l'autorité allemande sur la place d'Anvers.

Désignation des produits	Valeur totale en francs des réquisitions effectuées	Fixation du prix	Paiement
Céréales . . . . .	18.000.000	prix fixé	effectué
Graines de lin de La Plata et des Indes.	2.450.000	fixé à 25 % de perte	effectué
Tourteaux . . . . .	5.000.000 (total du stock)	prix satisfaisant	quelques paiements partiels effectués
Nitrates . . . . .	4.000.000 (total du stock)	non fixé	non effectué
Huiles végétales et animales. . . . .	6.000.000 (total du stock)	non fixé	quelques paiements partiels effectués



Désignation des produits	Valeur totale en francs des réquisitions effectuées	Fixation du prix	Paiement
Pétrole et huiles minérales. . . . .	3.000.000	en grande partie non fixé	en grande partie non effectué
Laines. . . . .	6.000.000	non fixé	non effectué
Cotons. . . . .	1.300.000	non fixé	non effectué
Caoutchouc. . . . .	10 000 000	non fixé	non effectué
Cuirs exotiques. . . . .	20.000 000	non fixé	non effectué
Crins. . . . .	1.150.000	non fixé	non effectué
Ivoires (marchandise de luxe) . . . . .	785.000	non fixé	non effectué
Bois. . . . .	500.000	en grande partie non fixé	en grande partie non effectué
Cacao. . . . .	2.000.000	non fixé	non effectué
Cafés. . . . .	275.000	non fixé	non effectué
Riz. . . . .	2.000.000	fixé	non effectué
Vins. . . . .	1.100.000	en partie fixé	en partie effectué

Total : 85 millions de francs, dont 20 millions ont été payés. Des 65 millions de francs *restant à payer*, 60 millions représentent des marchandises pour lesquelles *aucun prix n'a été fixé*.

En résumé, pour un total de réquisitions effectuées sur la seule place d'Anvers et représentant une somme de 85 millions de francs, 80 % *n'ont pas été payées* ; des 65 millions de francs auxquels ces 80 % correspondent, il en est plus de 92 % *qui ont été effectuées sans que le prix en ait même été fixé*.

A côté de ce fait global, il convient de tenir compte des considérations complémentaires suivantes :

1<sup>o</sup> La presque totalité des marchandises réquisitionnées sur la place d'Anvers ont été expédiées en Allemagne ;

2<sup>o</sup> Les chiffres relevés dans le tableau ci-dessus ne concernent que la catégorie relativement restreinte des marchandises brutes. Il y aurait lieu de tenir compte en outre :

a) Des réquisitions effectuées dans tous les genres d'industries, spécialement dans les industries alimentaires, chimiques et métallurgiques, sous forme de matières premières, d'outillages et de produits fabriqués ;

b) Des réquisitions effectuées dans les maisons maritimes et d'expéditions, qui atteignent les nombreuses marchandises déposées pour le compte de ces maisons ou sous leur sauvegarde dans les hangars, magasins et entrepôts ; elles comprennent les marchandises les plus diverses, depuis les caisses d'allumettes, machines à écrire et jouets d'enfants jusqu'aux automobiles, masses métalliques, lots de coton, de laine et de jute, produits coloniaux et exotiques. Les matériaux et les marchandises appartenant à cette double catégorie ont également été, en grande partie, enlevés et expédiés en Allemagne. Leur diversité et l'étendue des branches auxquelles ils se rapportent en ont rendu tout relevé et toute évaluation impossibles ;

3° La presque totalité des produits qui n'ont pas été l'objet d'une réquisition effective ont été « bloqués »; étroitement contrôlés par l'Administration allemande, ils ne peuvent faire l'objet d'aucune transaction; leurs détenteurs ont reçu l'interdiction absolue d'en disposer sous une forme quelconque, soit de les réaliser, soit d'en donner livraison, même s'ils ont fait l'objet d'une vente antérieure. Tel est le cas, notamment, pour les cafés, dont le tableau ne relève que pour 275.000 francs de réquisitions, tandis que l'intégralité du stock restant, représentant une valeur de 60 millions de francs environ, a été « bloquée ».

\*  
\* \*

Les réquisitions effectuées à Anvers par l'autorité allemande, telles qu'elles ressortent du rapport de la Chambre de Commerce, violent directement, d'une part des prescriptions formelles du droit des gens, d'autre part des engagements officiels du pouvoir occupant.

L'article 52 du règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre, annexé à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907, est ainsi conçu :

« Des réquisitions en nature et des services ne pourront être réclamés des communes et des habitants que pour les besoins de l'armée d'occupation. Ils seront en rapport avec les ressources du pays et de telle nature qu'ils n'impliquent pas pour les populations l'obligation de prendre part aux opérations de la guerre contre leur patrie.

« Ces réquisitions et ces services ne seront réclamés qu'avec l'autorisation du commandant dans la localité occupée.

« Les prestations en nature seront, autant que possible, payées au comptant; sinon, elles seront constatées par des reçus et le paiement des sommes sera effectué le plus tôt possible. »

Contrairement à ces dispositions, la plupart des réquisitions effectuées à Anvers n'étaient pas destinées *aux besoins de l'armée d'occupation*; le plus grand nombre fut expédié en Allemagne : une part importante d'entre elles comprenait des marchandises et des matériaux non appropriés aux usages de la guerre et dont rien ne pouvait justifier la saisie. Tels sont, par exemple, les marchandises de luxe, comme l'ivoire, les machines à écrire et les jouets d'enfant.

Ces réquisitions, contraires au droit des gens, ne violent pas moins les engagements formels pris par l'autorité allemande quant à leur règlement.

Un avis du baron von Bissing, gouverneur général de la Belgique occupée, affiché à la date du 9 janvier 1915 dans le pays entier, déclarait notamment :

« A la condition que les contributions imposées aux neuf provinces, pour la durée d'un an, suivant un ordre du 10 décembre 1914, et s'éle-

vant au total de 40 millions de francs, soient payées ponctuellement. . . . .

« 3° L'indemnité pour les marchandises réquisitionnées ou à réquisitionner en bloc sera réglée LE PLUS TÔT POSSIBLE, AU COMPTANT, en effets de premier ordre ou en avoirs dans les banques allemandes. »

La Belgique a payé correctement et ponctuellement quatre mensualités de la contribution de guerre, soit 160 millions de francs (à la date du 18 mars 1915).

L'autorité allemande, loin d'exécuter l'engagement pris d'un RÈGLEMENT LE PLUS TÔT POSSIBLE, AU COMPTANT, s'est abstenue de tout paiement, et même de tout accord au sujet du prix de cession, pour des quantités énormes de marchandises enlevées de force, depuis trois, quatre, cinq mois.

La promesse faite officiellement par M. von Lumm, commissaire général impérial auprès des banques de Belgique, devant les représentants des banques et des principales maisons de commerce, réunis à Anvers, le 13 janvier 1915, promesse de régler *immédiatement* toutes les réquisitions régulières et non contestées, n'a pas été tenue davantage. Le ministère de la Guerre de Berlin se bornait à faire savoir, à la date du 10 mars 1915, que :

« La question de savoir quand et de quelle manière sera réglé le paiement des marchandises réquisitionnées en territoire ennemi occupé par l'Administration de l'armée, EST ENCORE A L'EXAMEN. »

Si les réquisitions effectuées en Belgique témoignent du mépris de l'autorité allemande pour les prescriptions du droit des gens et pour ses propres engagements solennels, ellés démontrent, avec non moins d'évidence, en dépit de toutes ses déclarations contraires, la façon systématique dont elle épuise toutes les ressources du pays et dont elle le pousse à la ruine complète. Loin de favoriser la reprise des activités commerciales et industrielles, d'aider à combattre la disette, elle fait le vide dans les magasins et les entrepôts, elle arrête toutes transactions pour un nombre important de marchandises, elle provoque la stagnation de l'industrie dont elle réquisitionne en bloc les usines et les chantiers, démontant les outillages et les enlevant, en même temps que les matières premières et les produits fabriqués.

Le rapport précis de la Chambre de Commerce d'Anvers apporte ainsi une confirmation documentaire détaillée des descriptions de l'état matériel de la Belgique, contenues dans le rapport de la fondation Rockefeller, publié le 14 février 1915 à New-York (Voir note du B. D. B. n° 60) et dans l'éditorial paru dans le journal allemand *Vorwärts*, du 6 avril 1915 (Voir note du B. D. B. n° 98).

[Voir aussi, sur le même sujet, la note n° 99 et les références indiquées au bas du n° 98 (1).]

A bis — RIPOSTE ALLEMANDE AU RAPPORT DE M. CASTELEIN

D. R. Bruxelles, le 24 septembre 1915.

Le commissaire général impérial des Banques en Belgique vient de me remettre un rapport en date du 31 août, adressé par le président de la Chambre de Commerce d'Anvers aux membres de la Députation permanente de la province d'Anvers, ainsi qu'un rapport adressé le 18 mars, aux président et membres de la Commission intercommunale d'Anvers. Le second rapport est un rappel du premier. Il ressort de ces deux documents que les faits sont tronqués de façon grossière afin de provoquer une vive émotion, en particulier parmi les personnes qui sont appelées à représenter vis-à-vis de l'Administration allemande les intérêts des provinces occupées de la Belgique et, en outre, avec l'objectif de discréditer les autorités civiles et militaires et de contre-carrer celles-ci dans l'accomplissement de leurs devoirs. D'après mon enquête, les intendances, la Commission des dommages-intérêts à Berlin et la Caisse d'avances à Bruxelles ont déjà payé 40 millions pour les marchandises réquisitionnées en masse. Dans cette somme ne sont pas compris les paiements au comptant d'autres marchandises, paiements qui, notamment à Gand, depuis le 15 janvier 1915, se montent à 6 millions de marks tous les mois, rien que pour les vivres et les fourrages destinés à la IV<sup>e</sup> armée.

Si les sommes accordées par la Commission des dommages-intérêts et par la Caisse d'avances pour les réquisitions en masse en Belgique n'ont comporté jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre que 20 millions de marks, c'est parce que les déclarations transmises à ces administrations n'ont pas été en rapport avec la valeur de ces marchandises. Étant donné, d'autre part, que le dédommagement accordé dépend nécessairement de la créance introduite, l'erreur est manifeste d'adresser des reproches à l'Administration allemande pour le fait que les dédommagements fixés ne sont pas en rapport avec la valeur déclarée et de prétendre que la promesse de l'Administration allemande n'a pas été tenue. Ceci fait supposer que les groupes qui jusqu'à présent n'ont pas demandé de dommages-intérêts l'ont fait afin de donner l'occasion au président de la Chambre de Commerce d'adresser des reproches à l'Administration allemande. Ceci dans le but de faire impression sur les non-initiés et d'ébranler la confiance de la population belge dans l'Administration allemande. Pour mettre fin à ces agissements le président de la Com-

---

(1) Les notes du B. D. B. sont reproduites dans les *Cahiers Documentaires* du Havre.



mission impériale des dommages-intérêts, selon mes instructions, enverra sous peu une commission spéciale à Anvers, qui sera chargée d'accepter, dans les locaux de la Chambre de Commerce, les demandes de dédommagement pour les marchandises réquisitionnées en masse sur le territoire de la place fortifiée. Elle sera chargée, en outre, de résoudre toutes les demandes qui seront introduites.

J'ordonne également à tous les sujets belges dont les marchandises ont été réquisitionnées jusqu'au 30 septembre 1915 dans la place fortifiée et qui y ont leur domicile, de formuler leurs demandes soit à la Caisse d'avances de Bruxelles, soit à la Commission des dommages-intérêts de Bruxelles, soit à la Commission des dommages-intérêts de Berlin avant le 15 novembre de cette année, verbalement ou par écrit. Que ces personnes comprennent bien une fois pour toutes qu'en cas d'oubli des intéressés l'enquête sur la déclaration fournie sera prorogée jusqu'après la conclusion de la paix. Le règlement sera prévu dans le contrat de paix.

Au surplus j'ordonne que toute la correspondance de la Chambre de Commerce, y compris les imprimés, soient placés sous le contrôle de l'Administration allemande. Ce contrôle sera exercé par la Commission générale impériale des Banques en Belgique qui vous fera parvenir des instructions plus détaillées pour ce qui concerne l'exercice de ce contrôle.

Je décide également que le commissaire général des banques en Belgique sera averti trois jours d'avance des réunions de la Chambre de Commerce et que l'ordre du jour sera soumis à son approbation. Il aura le droit d'envoyer un délégué à ces réunions, lequel aura pleins pouvoirs pour défendre toute discussion de questions non inscrites à l'ordre du jour ou qui, par l'échange d'idées qu'elles pourraient soulever, seraient de nature à nuire aux intérêts allemands. Il aura au besoin le droit de lever la séance.

(s) Freiherr von BISSING.

OBSERVATIONS DE L'AUTEUR. — Nous n'avons pas à entrer ici dans la discussion des raisons très spéciales invoquées par le Gouverneur général pour excuser le retard du paiement des réquisitions allemandes en Belgique, que l'Administration avait promis de payer comptant. Deux choses résultent du document comme hors de conteste : 1<sup>o</sup> au 1<sup>er</sup> septembre 1915, soit après un an d'occupation, l'Administration allemande n'avait encore payé qu'une très faible quotité de la valeur des réquisitions d'ensemble opérées en Belgique; 2<sup>o</sup> le Gouverneur général ne conteste aucun des chiffres et faits du rapport de M. Castelein, quant à l'étendue et à la nature des réquisitions faites sur la place d'Anvers.

B — SERVICES EXERCÉS PAR LES AUTORITÉS ALLEMANDES CONTRE  
LES OUVRIERS BELGES DE SWEVEGHEM EN 1915

*Récit d'une des victimes.*

L'institution légale du travail forcé et de la déportation en Belgique a été précédée, durant plus d'une année, d'actes de contrainte, suivis de déportations, également arbitraires, exercés sur des ouvriers belges pour les obliger à travailler pour l'armée allemande.

Ce fut le cas à Sweveghem (Flandre occidentale), surtout au cours du mois de juin 1915.

Une des victimes, un ouvrier de Sweveghem, a fait en 1916 le récit (en langue flamande) de ces violences, qui peignent sur le vif les procédés maintenant généralisés en Belgique et étendus à toutes les catégories d'ouvriers.

Nous extrayons de ce récit, déposé aux archives de la Commission d'enquête belge et qui confirme, avec des précisions nouvelles, le 18<sup>e</sup> Rapport de cette Commission (Édit. Berger-Levrault, vol. II, p. 78), les passages ci-après (résumés en certaines parties) :

....., le 24 novembre 1916.

« Ma lettre est le bref exposé de la contrainte dont les Allemands ont usé dans la commune de Sweveghem-lez-Courtrai (Flandre occidentale), pour obliger les ouvriers de la tréfilerie Bekaert à reprendre le travail et à fabriquer pour l'armée allemande du fil de fer barbelé qu'on expédiait dans ce temps au front d'Ypres. Je n'exposerai que les faits dont j'ai été témoin. Voici les faits :

« Dans la commune de Sweveghem se trouve une fabrique qui produit du fil de fer, du treillis, du fil de fer barbelé et plusieurs autres articles. Dès que les Allemands eurent occupé la commune de Sweveghem, ils saisirent la maison et la fabrique de M. Bekaert, qui était absent, obligèrent les ouvriers à travailler, en les menaçant des peines sévères s'ils ne travaillaient pas avec zèle et s'ils ne se présentaient pas journellement. Quelques ouvriers se cachèrent; d'autres, apeurés, se présentèrent, de même que quatre ou cinq ivrognes invétérés qui furent très bien reçus par les Allemands...

« Le travail fut donc commencé avec une quinzaine d'ouvriers, et plusieurs mois passèrent ainsi pendant lesquels on employa encore la contrainte pour embaucher d'autres ouvriers. Le bourgmestre de Sweveghem dut payer les salaires des ouvriers avec les fonds de la commune; au commencement il refusa, mais des officiers allemands l'obligèrent, sous la menace du revolver, à déclarer qu'il paierait.

« Au commencement de juin 1915 tous les ouvriers, environ une trentaine, abandonnèrent le travail et se cachèrent de tous côtés; quand

on les chercha, on n'en trouva aucun; les Allemands envoyèrent alors en prison le bourgmestre Théophile Toye, le sénateur Raymond Vandevenne, et le secrétaire communal Jules Claes, qui avaient refusé de forcer les ouvriers à travailler; le bourgmestre fut remis en liberté le lendemain et le secrétaire après quatre à cinq jours.

« Il fut ensuite affiché et proclamé dans la commune que tous les hommes de seize à trente-cinq ans avaient à se présenter le 11 juin 1915, à 9 heures du matin, munis de leur passeport, pour se faire contrôler. A la date indiquée, une grande partie de la population se trouva devant la maison communale et fut entourée par des soldats qui occupèrent également les rues. Tous les ouvriers qui, avant la guerre, avaient travaillé dans la fabrique Bekaert, furent désignés par un contremaître et enfermés dans la cour de la maison communale, où on leur demanda de signer ce qui suit : que journellement ils se présenteraient à la fabrique Bekaert à 6 heures du matin; qu'ils travailleraient quand il y aurait du travail; qu'il leur serait payé un bon salaire et en plus une allocation à ceux qui avaient beaucoup d'enfants.

« On fit l'impossible pour obtenir des signatures, mais à 6 heures du soir on n'en avait recueilli que treize; c'étaient presque tous des jeunes gens d'environ seize ans qui furent ensuite remis en liberté.

« Les quatre-vingt-six autres, qui avaient refusé obstinément, furent enfermés dans l'école; vers 7 heures du soir le commandant de Courtrai vint nous rendre visite, et il obligea le bourgmestre à nous conseiller de reprendre le travail, et à nous dire qu'aussitôt le travail repris, les mesures de rigueur, qui étaient infligées à la commune, seraient rapportées...

« Voyant qu'il n'y avait rien à faire, un contremaître allemand désigna alors trente hommes qui furent enfermés dans l'école, où ils passèrent la nuit sur la paille et sous bonne garde; les cinquante-six autres furent transférés à la prison de Courtrai, et mis en cellule. Le samedi 12 juin 1915, à 6 heures du matin, les trente hommes furent conduits de l'école à la fabrique, pendant que plusieurs centaines de soldats occupèrent les rues et les abords de la fabrique; je me trouvai parmi ces trente; un contremaître allemand nous engagea à reprendre chacun son ancienne besogne, mais personne ne bougea; après avoir crié beaucoup et nous avoir insultés, et voyant qu'on ne déciderait personne à travailler, on fit empoigner chacun de nous par deux gendarmes, qui nous conduisirent devant l'établi en nous disant de travailler, mais tous restèrent immobiles; on nous demanda alors pourquoi nous ne voulions pas travailler, personne ne répondit; on nous mit alors dans les mains des marteaux et autres outils, mais personne ne les garda, et tout ce qu'on nous offrit tomba aussitôt par terre.

« On donna alors aux soldats l'ordre de nous frapper : l'un donna des coups de pied, l'autre nous frappa les pieds à coups de crosse, d'autres nous cognèrent avec leur fusil, et cela dura environ une heure jusqu'à

ce que, épuisés de coups et de peur, nous nous résignâmes à prendre un outil quelconque.

« Un certain Amédée Bossuyt fut roué de coups au point qu'il ne put plus se relever; les soldats le relevèrent et lui dirent de prendre un fagot; refus; nouveaux coups et nouvelles chutes; après que cela se fut répété quatre ou cinq fois, on lui lia les mains derrière le dos et on le conduisit en prison; mais, après trois jours, il fut remis en liberté, parce que sa mère et sa sœur étant malades, on avait absolument besoin de lui à la maison.

« Tous ceux qui ne s'étaient pas présentés au contrôle furent sortis de chez eux par force; beaucoup s'étaient cachés, mais quand les soldats ne trouvaient pas la personne qu'ils cherchaient, ils prirent le père, la femme ou un autre membre de la famille, et conduisirent ces innocents à la prison de Courtrai, où ils auraient à rester jusqu'à ce que l'intéressé viendrait se présenter au travail; parmi ces prisonniers se trouvaient des femmes qui avaient des enfants de deux à trois mois, et qui les avaient pris avec elles; mais les enfants furent enlevés et confiés à quelque voisine qui fut obligée d'en prendre soin...

« Le 18 juin, à 6 heures du soir, on nous présenta un passeport nous autorisant à rentrer librement chez nous, mais nous obligeant à reprendre notre travail journellement; tous étaient très contents de pouvoir rentrer et acceptèrent le passeport avec l'idée de ne pas travailler. Moi, je refusai de l'accepter; après avoir subi beaucoup de menaces, je fus conduit à la prison de Courtrai, où on m'enleva tout ce que je possédais : argent, montre et même mon mouchoir.

« Le 19 juin, je subis un interrogatoire; on voulut surtout savoir si je n'avais pas conseillé à un camarade de ne pas travailler, et pourquoi je refusais de travailler. Voici ce que je répondis et signai : je ne me suis jamais préoccupé si les autres ouvriers travaillaient ou non; je refuse de travailler pour les motifs suivants : parce que ce n'est pas ma besogne qu'on m'impose; parce que, comme civil, ma liberté est garantie par les lois et les conventions belges et allemandes, et que je ne veux pas être contraint; parce que j'ai un frère qui est soldat, et que je ne veux pas fabriquer du matériel de guerre qui servirait contre lui et contre mes compatriotes.

« On me demanda alors si je préférerais être déporté en Allemagne, plutôt que de travailler; je répondis que je ne travaillerais pas.

« Le 21 juin, je fus transféré, en même temps que le sénateur Raymond Vandevenne, au camp de Sennelager, où nous arrivâmes le 23; les trois premiers jours, je dus coucher sur des planches; après trois semaines, M. Vandevenne fut transféré à un camp d'officiers, et six mois après il fut rentré chez lui, complètement libre.

« Mes parents firent une requête pour obtenir ma liberté; on me demanda ce que je ferais si on me renvoyait chez moi; je répondis que je travaillerais à la maison, chez mes parents. Quelques jours après, le



15 mars 1916, mon père fut appelé à la Kommandantur à Courtrai et informé que j'avais refusé de rentrer à la maison; c'est seulement quelques semaines après que je fus mandé au bureau, où on me déclara que ma demande de mise en liberté avait été refusée, et que je restais prisonnier. »

(Suivent les détails sur la maladie du prisonnier qui seule a mis fin à sa détention...)

Le témoin termine en disant :

« Je puis vous assurer que vous pouvez considérer cet exposé comme véridique, et qu'aucun détail n'a été exagéré. »

(Signature.)

#### C — LE TRAITEMENT INFLIGÉ PAR L'AUTORITÉ ALLEMANDE AUX OUVRIERS DES CHEMINS DE FER BELGES

L'autorité allemande traita, depuis le début de l'occupation, avec une rigueur particulière, les ouvriers des chemins de fer belges.

On sait que tout le personnel des chemins de fer belges refusa à l'unanimité et avec constance de prêter son concours à l'occupant pour la remise en activité de l'exploitation et de l'entretien des lignes ferrées et du matériel.

Aucune promesse ni aucune contrainte ne furent épargnées pour les faire fléchir dans la résolution que leur dictait la conscience de leur devoir envers la patrie. On trouvera dans les XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> Rapports de la Commission belge d'enquête (Édit. Berger-Levrault, vol. II, pp. 75 et 84) des renseignements précis sur les actes d'intimidation, vexations, privations de toute espèce, y compris de liberté et de nourriture, représailles contre leurs familles, dont ils furent l'objet de la part des autorités allemandes. Ils tinrent bon : maintenant encore les chemins de fer en Belgique ne fonctionnent qu'avec un personnel allemand; le nombre des Belges employés à la réfection du matériel est infime; un nombre relativement plus grand d'ouvriers a pu être contraint de travailler à l'entretien des voies.

Les sévices contre les récalcitrants continuent toujours.

Deux exemples, entre beaucoup d'autres.

Des renseignements reçus de la Belgique occupée en décembre 1916 disent :

A Tournai, les ouvriers des chemins de fer belges ont refusé de travailler aux locomotives allemandes. A la suite de leur refus de travailler pour l'ennemi, ils ont été emprisonnés à Tournai pendant quatre mois d'abord,

puis, en raison de leur refus persistant, ils ont été condamnés à un emprisonnement d'un an.

Voilà de longs mois qu'ils sont enfermés à la prison de Tournai et ils ne cèdent pas. A Tournai, on les admire et on les plaint, parce qu'ils meurent à moitié de faim dans leur prison.

D'autres agents des chemins de fer belges, de Tournai et des environs, ont été déportés en Allemagne.

Les Allemands font la chasse aux agents du chemin de fer, dont ils connaissent les noms par les états de paiement.

Huit mécaniciens des chemins de fer de l'État, habitant Bruxelles, ont été sommés de conduire des trains allemands. Ils ont refusé. Une détention de trois semaines à la Kommandantur, avec accompagnement alternatif de promesses et de menaces, n'a pu venir à bout de leur résistance. Pour les en punir, l'autorité allemande vient de supprimer tout secours à leurs femmes et à leurs enfants, en interdisant à la Banque d'avances et de prêts de leur verser encore l'allocation que ces familles en recevaient. Quant aux mécaniciens, ils ont été expédiés en Allemagne.

Ce conflit entre l'autorité allemande et les « cheminots » belges est l'un de ceux où s'accusent le plus nettement, avec la détermination irréductible du patriotisme belge, l'arbitraire et le manque de sincérité de l'occupant.

L'autorité allemande prétend que l'entretien des locomotives et du matériel des trains, et, d'une manière générale, la circulation sur voies ferrées se font dans l'intérêt principal ou même exclusif des Belges, tandis que les « cheminots » belges ont la conviction que l'activité des chemins de fer sert surtout aux opérations militaires. Qui a tort et qui a raison? Des déclarations et documents allemands permettent de trancher la question.

Au cours de poursuites répressives intentées contre des ouvriers de chemin de fer de Tournai, le directeur allemand des chemins de fer de Lille a reconnu que le matériel des trains était utilisé au transport des troupes et des munitions; ces ouvriers n'en ont pas moins été condamnés.

Il va de soi, d'ailleurs, que les autorités militaires allemandes ne se privent pas de l'avantage d'utiliser, pour leurs besoins de guerre, les lignes ferrées et le matériel de traction et de transport dont elles ont pu s'emparer en Belgique : c'est le droit du vainqueur. Ce qu'il y a d'étonnant, c'est de voir l'autorité allemande refuser de reconnaître ce fait comme justifiant, au point de vue du droit des gens, l'abstention des ouvriers belges employés à l'entretien de ces voies et matériel. Il est si peu contestable que tous les travaux

qui touchent aux chemins de fer sont faits dans l'intérêt des troupes allemandes, que le personnel allemand qui conduit les trains en Belgique, est militarisé et que, d'après les règlements allemands mis en vigueur, les chemins de fer ne peuvent être utilisés pour les transports des Belges que pendant les périodes où ils ne sont pas employés pour les transports de l'armée.

Il en fut ainsi dès les premiers mois de l'occupation.

Dans la relation de son voyage en Belgique en mars-avril 1915, citée plusieurs fois au cours de cet ouvrage, le délégué municipal munichois, Joseph Humar — pour ne citer qu'un témoin allemand entre beaucoup d'autres — décrit comme suit (*Münchner Neueste Nachrichten*, n° 276 du 2 juin 1915, Vorabendblatt) l'organisation du service des chemins de fer (*nous soulignons*) :

Tous les trains servent en premier lieu au transport des soldats et des marchandises militaires. Mais la plus grande partie des voies, exception faite pour les contrées à proximité du front, sont mises à la disposition du trafic des voyageurs. *Cependant les civils et les marchandises ne sont admis — même si le prix des places ou le prix de transport est payé — qu'à la condition qu'il y ait encore de la place en dehors des besoins militaires.* Pour des raisons de prudence, militaires et civils voyagent séparément. *En outre, l'Administration allemande se réserve de supprimer le trafic pour un ou plusieurs jours à sa convenance.* On n'accorde pas de dédommagement en ce cas; cependant le prix de transport déboursé est restitué sur demande.

Encore une fois, ce régime n'a rien d'étonnant de la part de l'occupant en temps de guerre; mais s'il est tel, le refus d'y coopérer de la part des « cheminots » belges est moins étonnant encore (1).

Rappelons ce principe de bon sens qui gouverne la matière : l'exercice que l'occupant fait et prétend avoir le droit de faire, de sa supériorité de force, pour la réquisition militaire des biens et ressources du pays occupé, est la mesure même du droit corrélativement imparti à la population civile de ce pays, de refuser à l'occupant son concours dans l'utilisation, l'entretien ou le renouvellement des objets ainsi réquisitionnés pour des besoins de guerre. 84

---

(1) Il n'en va pas autrement des voies fluviales. En novembre et décembre 1916, l'Administration allemande a placardé des affiches demandant des ouvriers pour travailler aux canaux belges; ces travaux ont pour objet de rendre certains canaux belges accessibles aux bateaux du Rhin et de faciliter ainsi l'approvisionnement du front allemand de l'Ouest. On ne peut faire grief aux Belges de ne point se rendre à de pareilles invitations.

§ 2. — La contribution de guerre de 40, puis de 50 millions de francs par mois.

La contribution de guerre de 40 millions de francs par mois fut établie en Belgique occupée par un ordre du 10 décembre 1914 (Voir fac-similé); la durée en était fixée à un an. Pour éviter de plus grands maux, les neuf provinces se virent forcées de voter les crédits exigés.

Par ordre du 8/10 novembre 1915, cette contribution fut rendue permanente; contraintes et forcées, les neuf provinces votèrent encore les crédits exigés.

Par ordre du 20 novembre 1916, elle fut portée à 50 millions de francs par mois. Huit provinces sur neuf refusèrent, cette fois, d'y coopérer (les termes de la décision de la Flandre occidentale, qui aurait été forcée de céder encore, ne nous sont pas connus). Les délibérations de ces huit provinces furent annulées par ordre du 3 décembre 1916, et l'emprunt forcé leur fut imposé d'office.

Ci-après nous donnons le texte des ordres du 20 novembre 1916 et du 3 décembre 1916.

A — ORDRE IMPOSANT UNE CONTRIBUTION DE GUERRE.

(*Gesetz- und Verordnungsblatt*, n° 279 du 21 novembre 1916.)

Par abrogation de l'ordre du 8/10 novembre 1915 (*Bulletin officiel des Lois et Arrêtés* pour le territoire belge occupé, n° 139 du 11 novembre 1915; *Bulletin officiel des Arrêtés* pour le rayon des étapes de la IV<sup>e</sup> armée, n° 12 du 13 novembre 1915) et conformément à l'article 49 de la Convention de La Haye, concernant la réglementation des lois et usages de la guerre sur terre, il est imposé à la population belge, jusqu'à nouvel ordre, une contribution de guerre de cinquante millions de francs par mois, payable comme quote-part aux frais d'entretien de l'armée et aux frais d'administration du territoire occupé.

Les neuf provinces de la Belgique se procureront les fonds nécessaires par voie d'emprunt. La forme et la teneur des obligations à émettre par les provinces seront déterminées par le commissaire général impérial des banques en Belgique.

La première mensualité devra se payer le 10 décembre 1916 au plus tard, les mensualités suivantes, au plus tard le 10 de chaque mois, à la Caisse de l'armée de campagne (*Feldkriegskasse*) du Gouvernement général impérial à Bruxelles. Le commissaire général impérial des banques en Belgique est autorisé à fixer les sommes à concurrence desquelles les



mensualités seront versées en marks ou en francs à la Caisse de l'armée de campagne.

Bruxelles et A. H. Q. des IV<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> armées, le 20 novembre 1916.

C. C. 11 b 2625.

*Der Generalgouverneur in Belgien,  
Freiherr VON BISSING,  
Generaloberst.*

*Der Oberbefehlshaber der IV. Armee,  
Herzog Albrecht VON WÜRTTEMBERG,  
Generaloberst.*

*Der Oberbefehlshaber der VI. Armee,  
Freiherr VON FALKENHAUSEN,  
Generaloberst.*

B — ARRÊTÉ CONCERNANT L'EXÉCUTION DE L'ORDRE DU 20 NOVEMBRE 1916 IMPOSANT UNE CONTRIBUTION DE GUERRE

(*Gesetz- und Verordnungsblatt*, n° 284 du 4 décembre 1916.)

Dans leur session extraordinaire du 2 décembre 1916, les Conseils provinciaux des provinces d'Anvers, de Brabant, de Limbourg, de Liège et de Namur ayant refusé de coopérer au règlement de la contribution de guerre imposée à la population belge par ordre du 20 novembre 1916, et le Conseil provincial de la province de Luxembourg n'y ayant consenti que conditionnellement, les résolutions en question desdits Conseils sont annulées, conformément à l'article 89 de la loi provinciale du 30 avril 1836, parce qu'elles sont contraires à l'intérêt général.

En même temps, les gouverneurs militaires des provinces de Brabant, Limbourg, Liège, Luxembourg et Namur, ainsi que, pour la province d'Anvers, le gouverneur militaire de la province et le gouverneur de la place forte, sont autorisés, de concert avec les présidents compétents des administrations civiles (*Präsidenten der Zivilverwaltungen*), à prendre pour chacune de leurs provinces les mesures désignées ci-après, qui seront obligatoires dans chacune desdites provinces :

1<sup>o</sup> Conclure solidairement avec les autres provinces les contrats nécessaires en vue d'assurer pendant six mois le paiement de la contribution de guerre, imposée à la population belge et payable à partir du 10 décembre 1916, et, le cas échéant, contracter dans ce but un emprunt ;

2<sup>o</sup> Conclure les arrangements nécessaires en vue d'assurer le paiement des intérêts et le remboursement de cet emprunt, ainsi que la couverture des obligations provinciales échéant le 15 janvier 1917 et le paiement des intérêts de l'emprunt de contribution de guerre contracté en décembre 1915 ;

3<sup>o</sup> Faire une démarche auprès de l'Administration allemande afin que les sommes nécessaires au paiement des intérêts et à l'amortisse-

ment de ces emprunts puissent être prélevées sur le budget belge à titre de subsides communs;

4<sup>o</sup> Conclure solidairement avec les autres provinces un emprunt pour couvrir les frais d'intérêts et d'amortissement, s'il n'était pas donné une suite favorable à la démarche mentionnée au chiffre 3;

5<sup>o</sup> Signer les documents nécessaires.

Bruxelles, le 3 décembre 1916.

*Der Generalgouverneur in Belgien,*  
Freiherr VON BISSING,  
Generaloberst.

C. C. 11 b 2798.

*(Arrêtés semblables pour la Flandre orientale et le Hainaut.)*

On voudra bien rapprocher de ces ordonnances l'Avis (affiché ci-après, où le gouverneur général von Bissing, *au nom de l'autorité militaire supérieure*, avait publiquement et officiellement annoncé, dès le 9 janvier 1915, qu'il ne serait plus imposé d'autres contributions au pays, aux provinces ou aux communes, moyennant le paiement ponctuel de la contribution de 40 millions de francs par mois, imposée aux neuf provinces pour la durée d'un an :

## AVIS

### *Contributions. Réquisitions.*

A la condition que les contributions imposées aux neuf provinces pour la durée d'un an, suivant ordre du 10 décembre 1914 publié au *Bulletin des Lois et Arrêtés* pour le territoire belge occupé (n<sup>o</sup> 27 du 4 janvier 1915) et s'élevant au total à 40 millions de francs par mois, soient payées ponctuellement, les stipulations suivantes ont été arrêtées par l'autorité militaire supérieure pour ce qui a trait au territoire belge d'opérations et d'étapes placé sous sa juridiction, et par moi pour le territoire belge occupé placé sous ma juridiction :

1<sup>o</sup> Il ne sera plus imposé d'autres contributions au pays, aux provinces ou aux communes que celles constituant des amendes et que rendraient nécessaires des agissements répréhensibles contre l'armée allemande ou l'Administration allemande. Les termes des contributions imposées antérieurement et qui devaient être réglés après le 15 décembre 1914 sont abandonnés;

2<sup>o</sup> Toutes les réquisitions pour l'armée d'occupation seront réglées au comptant à dater du jour du règlement de la première mensualité, c'est-à-dire à dater du 15 janvier 1915. Il ne sera pas accordé de rétribution pour le logement sans entretien. Toute convention contraire conclue antérieurement reste valable;

3<sup>o</sup> Pour les troupes d'étapes et pour les armées combattant en Belgique, les réquisitions, c'est-à-dire les prestations obligatoires pour les soins et l'entretien, seront payées le plus tôt possible, et, tout au moins partiellement, au comptant. Le paiement du solde aura lieu sur production des bons de réquisition dûment vérifiés et aussitôt après règlement de la plus prochaine mensualité de la contribution;

4<sup>o</sup> L'indemnité pour les marchandises réquisitionnées ou à réquisitionner, en bloc, sera réglée le plus tôt possible au comptant, en effets de commerce de premier ordre ou en avoirs dans les banques allemandes.

Bruxelles, le 9 janvier 1915.

*Le Gouverneur général en Belgique,*  
Baron VON BISSING,  
*Colonel général.*

Le paiement prévu à l'article 1 comme condition d'une exemption *définitive* de toute contribution de guerre nouvelle eut lieu ponctuellement.

Néanmoins, un an après, le 10 novembre 1915, la contribution de 40 millions de francs par mois était déclarée permanente et elle était portée le 20 novembre 1916 à 50 millions de francs.

La promesse officielle de l'autorité militaire supérieure du 9 janvier 1915 n'était qu'un « chiffon de papier » à ajouter à tant d'autres.

### § 3. — Renseignements complémentaires sur les déportations et sur le sort des déportés belges en Allemagne et en France occupée.

#### A — DÉPORTATION DE MEMBRES DU COMITÉ NATIONAL DE SECOURS ET D'ALIMENTATION DANS LA PROVINCE DU LUXEMBOURG

##### 1<sup>o</sup> A Arlon : 43 membres déportés au 30 novembre 1916.

Les déportations d'Arlon (province du Luxembourg) constituent une des preuves éclatantes de l'inexactitude des allégations allemandes, d'après lesquelles seuls les chômeurs seraient expédiés en Allemagne :

Mardi, 28 novembre 1916, à 2 heures de l'après-midi, des affiches rouges convoquaient pour le jeudi matin, 30 novembre, 8 heures, dans l'établissement des Pères jésuites d'Arlon, tous les hommes de la ville, âgés de dix-sept à cinquante-cinq ans indistinctement.

A la suite de leur comparution, 400 personnes ont été enlevées à Arlon et, parmi ces 400 personnes, il n'y a pas un chômeur proprement dit. La grande majorité (plus de la moitié) est composée d'employés, de

filis de bourgeois, de filis de commerçants, etc., âgés de dix-huit à trente ans; le reste, de travailleurs de toute espèce. Outre ces 400 personnes, une catégorie d'ouvriers du chemin de fer ont été pris et seront soumis à un régime spécial, notamment octroi d'un délai d'attente de cinq jours avant le départ.

Parmi les 400 personnes citées plus haut figurent 43 employés des comités régionaux de secours et d'alimentation, soit la plus grande partie du personnel, c'est-à-dire que les Allemands, non seulement enlèvent des personnes qui se suffisaient à elles-mêmes et assuraient l'entretien de leur famille, mais ils ont déporté à Arlon des personnes qui s'employaient à donner la subsistance aux autres.

Parmi les employés en question il y a : M. P. Grignard, directeur des bureaux du Comité régional, âgé de quarante ans; M. E. Knops, secrétaire général du Comité local d'alimentation, âgé de trente-huit ans; M. Dehaut, gérant du Comité local d'alimentation et presque tous ses employés; la plupart des employés des bureaux d'alimentation de la Société coopérative.

Ci-après, on trouvera la liste des agents des comités régionaux et locaux de secours et d'alimentation d'Arlon, qui ont été déportés en Allemagne.

Au cours des opérations de recrutement, les autorités allemandes ont manifesté le plus profond mépris pour les certificats ou cartes signées du représentant américain de la *Commission for Relief*.

Les hommes désignés pour la déportation ont été embarqués presque immédiatement et sont partis le soir même, à destination de Halle (royaume de Saxe).

Liste des employés des comités de secours et d'alimentation  
déportés en Allemagne, le 30 novembre 1916.

1<sup>o</sup> COMITÉ RÉGIONAL :

Grignard (Paul), directeur des bureaux, âgé de quarante ans.

Kruchten (Pierre), dactylographe-messenger, âgé de dix-neuf ans environ.

2<sup>o</sup> COMITÉ LOCAL :

No de la carte d'identité	No de la carte délivrée par le Comité provincial		Age	Profession antérieure	Profession actuelle
579	61	<i>Knops</i> (Eugène) . .	38	Commis	Secrétaire-trésorier, membre du Comité.
4279	65	<i>Hubert</i> (J.-P.) . . .	52	Employé	Employé.
1766	69	<i>Muller</i> (F.) . . . .	30	»	»
874	64	<i>Dauphin</i> (Ar.) . . .	38	»	»
1070	66	<i>Hubert</i> (André) . .	21	»	Messenger.
840	82	<i>Hubert</i> (Victor) . .	37	Ouvrier	Homme de peine.
6208	84	<i>Jungers</i> (Mat.) . .	20	»	»
454	75	<i>Michaux</i> (Ed.) . .	25	»	»
799	62	* <i>Bleuzé</i> (A.) . . .		Employé	Employé.
4417	83	* <i>Lespagnard</i> (Omer).	32	»	Désinfecteur.



\*MM. *Bleuzé et Lespagnard* étaient en possession d'une carte jaune dont ci-après modèle :

*Zu Personalausweis n° 799.*

*Meldekarte n°*

*Inhaber dieser Bescheinigung Bleuzé Achille, geboren am 14. April 1872 Anseghem, wohnhaft in Arlon, ist im Besitz Ordnungsmässiger Ausweispapiers, die zwecks Anwerbung für den Militär-Eisenbahnbetrieb hinterlegt sind. Es wird gebeten diese Bescheinigung als vorläufigen Ausweis bis zum 5. Dezember 1916 gelten zu lassen.*

(Dienststempel.)

*Name : (Illisible.)*

*Dienstbescheinigung : Oberbahnhofvorsteher*

3° GÉRANCE LOCALE DE L'ALIMENTATION A ARLON :

*Dehaut, gérant.*

*Christophe, comptable.*

*Boudart, caissier.*

*Brunée, employé.*

*Heer, dépositaire.*

*Lambert, concierge.*

*Fasbender, magasinier.*

*Sibenaler, boulanger.*

4° GÉRANCE RÉGIONALE DE L'ALIMENTATION A ARLON :

*Meyer, comptable.*

*Vanginderdeuren, vérificateur.*

*Doucet, vérificateur.*

*Herman, magasinier.*

*Modave, magasinier.*

*Desmet, concierge.*

*Nicolay, agent réceptionnaire.*

*Collet, magasinier.*

*Christophe, répartiteur.*

5° GÉRANCE DE BONNERT : *Leclercq, gérant.*

6° GÉRANCE DE TOERNICH : *Schuster, gérant.*

7° GÉRANCE DE HEINSCH : *François, gérant.*

8° GÉRANCE DE CHATILLON : *Démarteau, gérant.*

9° MOULIN WAGNER :

*Munster (Pierre), cinquante-trois ans, manœuvre.*

*Schmit (J.-Pierre), quarante-deux ans, chauffeur.*

*Guischer (Nicolas), trente-quatre ans, voiturier.*

*Alberty (Eugène), trente-quatre ans, menuisier.*

*Holtgen (Étienne), vingt-neuf ans, manœuvre.*

*Hausmann (Albert), dix-huit ans, employé.*

10° COMPTOIRS D'ARLON :

*Schokert (Eugène), caissier.*

*River (Léon), commis.*

*Lefebvre (Louis), magasinier.*

*Huet (Joseph), magasinier.*

*Maas (Arthur), magasinier.*

2° A Libramont : 21 membres déportés au 7 décembre 1916.

A Libramont (village situé au centre de la province du Luxembourg, sur la ligne ferrée de Bruxelles à Arlon), les déportations ont eu lieu le 7 décembre 1916. L'autorité allemande a fait enlever, dans cette localité, 21 employés du Comité national, quoique munis de leur certificat de membres de la Commission du ravitaillement, patronnée par la *Commission for Relief in Belgium*.

B — DÉPORTATION DU 23 NOVEMBRE 1916, A NAMÈCHE, D'HOMMES DE VEZIN, NAMÈCHE, THON-SAMSON, BONNEVILLE, STRUD-HALTINNES, ANDENNE, ETC.

Relation d'un témoin oculaire (Namèche et les autres villages cités sont situés au nord-est de Namur) :

La veille, 22 novembre, furent placardées des affiches intitulées « Ordonnance », signées du gouverneur de Namur, prescrivant la présence à Namèche, le lendemain à 8 heures, de tous « les individus du sexe masculin âgés de dix-sept à cinquante-cinq ans ».

« Les absents s'exposent aux peines les plus sévères et seront considérés comme sans-travail.

« On devra se munir d'un paquet. »

Les hommes appelés arrivèrent à Namèche groupés par commune : une grande pancarte en bois au sommet d'un bâton signalait le nom de la commune. Des cordons de barrage, constitués par des soldats armés, interdisaient l'accès des chemins aboutissant au local du rendez-vous : les femmes y étaient contraintes à la séparation.

Une espèce de cortège morne et silencieux suivait le chemin encaissé, longeant la ligne de chemin de fer ; on arrivait à l'entrée des halls d'une usine de fonderie nouvellement construite et encore vide. A cet endroit, un officier retirait de la foule les hommes lui paraissant indésirables d'après leur aspect : notamment ceux qui avaient cheveux gris ou poils gris. Il leur disait simplement : « A gauche. » Ils se trouvaient arrêtés devant un barrage de contrôle gardé militairement : une table y était posée. Le contrôleur prenait note du numéro de la carte d'identité et appliquait sur celle-ci un cachet : *Meldeamt-Namur*, au verso supérieur. Cette formalité accomplie, l'homme redevenait libre. Le reste du cortège s'engouffrait dans les halls : là, il défilait devant une commission d'officiers qui examinait seulement les cartes d'identité et décidait rapidement : « A droite. A gauche. »

« A gauche », c'était la liberté. On passait devant un contrôle barré où s'accomplissait la même formalité que celle déjà décrite. Une différence pourtant : le cachet était généralement appliqué au verso moyen de la carte au lieu du verso supérieur. « A droite », c'était la sortie sur le quai d'embarquement du chemin de fer ; devant le barrage se trouvaient quelques soldats armés qui poussaient les partants.

A cet endroit, je fus appréhendé brutalement par ces soldats et bourré de coups de poing. Un officier placé à gauche des partants en retenait encore quelques-uns.

Je fus hélé par cet officier, qui me fit montrer ma carte d'identité et me demanda :

— Vous êtes . . . . (qualité impliquant le non-chômage)?

— Oui, Monsieur.

— . . . . . (1) ?

A ma réponse, il m'enjoignit de sortir par la gauche. Je pus obtenir.... d'entrer dans l'enceinte où étaient parqués les déportés. Je constatai que, tant dans ma commune que dans les communes voisines, on n'avait tenu aucun compte de l'état des chômeurs fourni pourtant à l'autorité militaire. Tous les hommes les plus jeunes, les plus vigoureux ou dont le métier était le plus recherché, tels que machinistes, mécaniciens, ajusteurs, avaient été choisis. J'y retrouvai, entre autres, un jardinier en chef, un entrepreneur maçon, un maréchal ferrant : tous trois occupés et gagnant de forts salaires ; j'y remarquai plusieurs étudiants. Les déportés de ma commune, se conformant à un règlement du bourgmestre, avaient laissé leurs paquets sur des chariots qui les avaient transportés : l'autorité militaire refusait de les leur laisser délivrer.

Comme j'essayais d'enfreindre ce refus, je fus, à deux reprises, jeté hors de l'enceinte et brutalisé par des soldats arrivés la veille pour le service d'ordre.

Un train militaire avec mitrailleuses stationna devant le quai jusqu'au moment du chargement des déportés. Un sous-officier interprète, à qui je fis cette réflexion : « Vous les traitez comme du bétail humain », me répondit avec un sourire tranquille : « Mais oui, c'est du bétail humain. » Enfin, X... put obtenir du capitaine de la gare de Namèche l'entrée des chariots au quai des marchandises et nous pûmes délivrer leurs paquets aux déportés.

Les cordons de troupes maintinrent à distance la foule des femmes qui voulaient faire des signes d'adieu. Un père, dont les cinq fils étaient partants, fut écarté à coups de crosse de fusil par un soldat. Au moment du départ seulement, les femmes parvinrent à forcer les digues militaires et à s'approcher des barrières de la gare pour les adieux.

Le témoin signale aussi que :

... Des malades furent examinés *coram populo* dans un stand ouvert : à leur grande confusion !

Enfin, les déportés furent à jeun pour le départ qui s'effectua seulement à 5 heures de l'après-midi, pour un grand nombre dans des wagons à bestiaux.

---

(1) Questions supprimées par l'auteur pour ne pas découvrir l'identité du témoin.

C — LE SORT DES BELGES DÉPORTÉS DANS LE NORD  
DE LA FRANCE ET EN ALLEMAGNE

1. — *Sur le front allemand en Flandre et en France.*

L'autorité allemande affirme que les Belges déportés pour travail forcé sont affectés exclusivement à des travaux sans rapport avec les nécessités de la guerre et les besoins de l'armée allemande d'opérations.

Cette assertion est inexacte et non sincère.

L'avis apposé à Antoing (environs de Tournai) par ordre du major commandant d'étape (N° 1691 du 20 octobre 1916) (Voir le texte complet au chapitre IV) disait :

*« On ne forcera jamais la population (mise au travail) à faire des travaux exposés au feu continu. »*

Cette assurance équivalait à l'aveu qu'on l'emploiera à des travaux proches du front de combat et pouvant être bombardés par l'artillerie ou les avions.

En effet, l'événement est venu confirmer les appréhensions inspirées par l'avis d'Antoing.

Vers la mi-décembre 1916, une information sûre a été reçue au siège du Gouvernement belge au Havre, disant :

Des ouvriers flamands, enlevés par les Allemands à la fin du mois d'octobre et dans la première semaine de novembre, pour être dirigés vers la France, sous prétexte d'y effectuer des travaux agricoles, viennent d'être ramenés à Gand et à Alost, blessés par des shrapnells français. D'après les déclarations de ces malheureux, ils reviennent de la région de Soissons, où on les forçait, à coups de crosse et de bâton, à travailler dans les tranchées.

D'autres informations ont été reçues, de sources diverses, sur le sort des Belges déportés immédiatement à l'arrière du front allemand en Flandre occidentale et en France, particulièrement dans l'Aisne et dans la Somme.

Ces informations n'ont pu, on le comprend, être toutes contrôlées; mais, dans leur ensemble, elles paraissent être dignes de foi. Les témoins de qui certaines d'entre elles émanent ayant encore des membres de leurs familles en territoire occupé, leurs noms ne peuvent encore être livrés à la publicité.

Il résulte d'un rapport des autorités militaires belges du front que, le



25 novembre 1916, deux soldats russes, prisonniers des Allemands, réussirent à gagner les lignes anglaises près d'Ypres. Ces deux prisonniers avaient été employés à construire les réseaux de fils de fer barbelés d'une troisième position de défense près de Becelaere (Flandre occidentale). Cette position est organisée par des civils belges, qui sont contraints, déclarent ces Russes, à creuser les tranchées et les abris comme à préparer les emplacements de mitrailleuses et de batteries. Les travailleurs civils belges ont un gardien allemand par groupe de dix hommes. On est très mal nourri et, parmi les prisonniers russes, la moitié sont mourants. Il est à noter que la position allemande en construction près de Becelaere est à 4 kilomètres seulement des lignes britanniques, donc sous le bombardement journalier de l'artillerie alliée.

Deux convois assez importants de rapatriés venant du nord de la France, qu'ils avaient quittée deux jours auparavant, ont traversé Berne les 5 et 6 décembre 1916.

Les déclarations suivantes ont été faites par eux, à la presque unanimité et sans contradiction :

Quatre mille civils belges se trouvent actuellement à Laon. Les trois premiers jours de leur arrivée, ils n'ont reçu aucune nourriture. Le quatrième jour, ils ont reçu une ration composée d'un mélange de blé et de betteraves crues. Actuellement, ils sont fort mal nourris et d'une façon insuffisante. Il est complètement interdit à la population française de leur fournir la moindre nourriture. Une infraction à cet ordre est punie, soit par la prison, soit par des coups de crosse.

A Parisis, Septvaux et les environs, toute la population française a été évacuée et a été entièrement remplacée par des Belges qui avaient refusé de travailler aux tranchées allemandes.

Le premier jour, on les a privés de nourriture, puis après on leur a donné également du blé et des betteraves crues. Ils ne reçoivent jamais de pain. Tous ces civils belges sont âgés de seize à trente-cinq ans.

A Marleffe se trouvent dans les mêmes conditions 800 Belges, Flamands des environs de Gand, chargés des travaux pour la construction des voies de chemin de fer.

Plusieurs ayant refusé de travailler aux voies ferrées, on les a chargés. Il y a eu quatre ou cinq morts. Ces malheureux tombent de misère et il est défendu de leur rien donner.

En tout, il y aurait, dans la région de Laon, environ 20.000 Belges, originaires presque tous de la Flandre orientale. La population française jette du pain dans les haies pour qu'ils le trouvent et puissent se nourrir. Les regarder travailler est puni de 30 marks d'amende; leur parler entraîne la prison. Ceux qui dépérissent sont achevés à coups de crosse et de botte.

## Renseignements ultérieurs :

A Cilly (département de l'Aisne) se trouvent environ 500 Belges déportés des environs de Gand.

A leur arrivée, comme ils refusaient tout travail, on les a privés de nourriture et forcés de dormir dans la boue. Il était formellement défendu aux habitants de leur venir en aide. Les malheureux sont dans le dénuement le plus complet. Il paraît qu'ils reçoivent 2 marks par semaine.

Les Allemands ont promis de les nourrir convenablement, de leur donner des chaussures et 4 marks par jour, s'ils signent un engagement de travail. Tous ont refusé de signer le contrat. Le travail auquel on les emploie est la construction de quais d'embarquement pour les troupes, le long d'une voie de chemin de fer conduisant à Marles (Aisne).

— A X..., paroisse des environs de Laon, les Allemands ont menacé de fusiller des déportés belges qui refusaient de faire des travaux contraires au droit des gens. A cet endroit, les déportés reçoivent comme nourriture, le matin, du café noir et 125 grammes de pain; à midi, une soupe faite avec des betteraves, un peu de riz et très rarement quelques petits morceaux de viande; le repas du soir est composé de café noir et du reste des 125 grammes de pain du matin.

Soumis à ce régime, les malheureux déportés sont anémiés et mourants de faim.

— A Coucy (Aisne) se trouvent environ 5.000 Belges, dont beaucoup de Flamands; ils ont tous refusé de travailler aux travaux militaires. On les a complètement déshabillés et laissés sans vêtements et sans nourriture pendant trois jours. Ils se sont révoltés; on a fusillé au moins un Belge et un Russe. Certains ont été déportés en Allemagne. Ceux qui ont été fusillés ont été enterrés par leurs compatriotes. Il est interdit à la population française de parler aux Belges.

Les déportés sont enfermés dans des cours entourées de réseaux de fils de fer barbelés. On donne des coups de pied et des coups de crosse aux gens du pays qui veulent leur donner à manger.

— A leur arrivée à Laon (Aisne), les déportés belges ont refusé énergiquement tout travail. Les Allemands les ont laissés quarante-huit heures sans un morceau de pain et sans une goutte d'eau; beaucoup de ces malheureux sont tombés d'inanition; finalement, à force de brutalités, les Allemands ont réussi à les contraindre à se mettre au travail.

Ils leur font construire, aux environs de Laon, centre de chemins de fer important, de nombreuses voies d'évitement, pour remplacer celles qui seraient atteintes par les obus.

Ce travail s'accompagne de sévices cruels, tels que des coups de crosse. Lorsque des Français compatissants de la contrée veulent porter à manger à ces pauvres gens, ils sont également l'objet de sévices graves ou sont condamnés à huit ou quinze jours de prison ou même davantage.

Les Belges déportés dans cette région sont âgés de seize à quarante ans; les plus vieux surtout succombent rapidement à ce régime.

— D'après plusieurs relations, certains déportés seraient littéralement morts d'inanition.

Un fait acquis est que la nourriture donnée est tout à fait insuffisante et mauvaise. Toutes les relations affirment qu'on sert une soupe de betteraves bouillies; plusieurs disent que les betteraves ne sont pas lavées au préalable et ajoutent que, lorsque les trains de troupes allemandes passent par Laon, on fait vider aux soldats, dans un bac, le fond des gamelles qui contiennent encore un peu de riz, et les déportés belges doivent manger cela.

Les malheureux sont tellement tirillés par la faim qu'on les voit se précipiter sur des détritrus de légumes se trouvant dans les poubelles.

Une femme qui avait mis un seau d'eau à leur portée sur le chemin qu'ils suivent pour se rendre au travail a été condamnée à quinze jours de prison.

D'après plusieurs relations, on emploie aussi les déportés à creuser des tranchées en arrière du front.

— Les Belges amenés par les Allemands sont astreints à des travaux de construction de lignes de chemin de fer; on les entoure de fils de fer barbelés, afin que les populations ne puissent les ravitailler. Ils sont obligés, sous la garde de sentinelles et pour ainsi dire sans nourriture, de fournir un travail tel que beaucoup tombent d'épuisement à bout de forces. La population française a une telle pitié pour ces pauvres gens que, bien que n'ayant pas grand'chose à manger elle-même, elle voudrait bien leur donner une partie de son nécessaire; mais la garde autour d'eux est si rigoureuse qu'il ne peut en être question.

Des ouvriers de Gand qui, après avoir été déportés sur le front allemand en France, ont dû être ramenés chez eux complètement épuisés et malades, ont fait devant des autorités belges la déclaration ci-après, d'une authenticité incontestable :

Le 20 décembre 1916.

Nous soussignés, ouvriers réquisitionnés de Gand, qui sommes rentrés, attestons par les présentes la véracité des déclarations suivantes, que nous avons faites à la « Commission de secours et d'assistance aux réquisitionnés et à leur famille » aux fins d'améliorer le sort malheureux de ceux qui ne sont pas revenus :

*Notre vie à la « Gantoise », à Gand.* — Nous étions placés par numéro, et devions nous coucher, d'aucuns dans des « bridges », d'autres par terre ou sur des copeaux.

Beaucoup de paquets furent envoyés par des membres de la famille. Des bouteilles de bière furent achetées. Le Comité distribua des effets et des couvertures.

Les médecins firent une visite rapide dans les salles. Tous devaient se présenter. Ceux-là seuls qui faisaient valoir une réclamation étaient examinés, devaient se déshabiller en présence des autres ouvriers de tout âge et de toutes conditions.

Le manger consistait en : le matin, du café avec un quart de pain ; le midi, de la soupe au riz ou aux choux ; le soir, café avec une boîte de plata pour dix-sept, même pour trente-cinq personnes, et parfois aussi pour quarante-trois personnes.

Jeudi 26 octobre : *départ*. — Vers 10 heures du soir, placés par rangées de quatre, le paquet au dos, nous fûmes conduits, entre une double rangée de soldats, à la station du Rabot.

*Le voyage*. — Vers minuit et demi, chargés sur wagons, environ quarante personnes par wagon, nous partîmes par chemin de fer. Arrivés vers 7<sup>h</sup> 15 du matin à Mons, où chacun reçut une écuelle de riz et viande. Départ vers 8<sup>h</sup> 15 ; nous passons par Avennes, Hirson, Verviers et Marles où restèrent quelques détachements ; d'autres allèrent jusqu'à Dercy-Mortier.

*Arrivée*. — Vers 4<sup>h</sup> 30 du soir on dut marcher à Marles pendant une heure, par une route boueuse et obscure, de telle manière que nous devions nous tenir pour ne pas trébucher ou tomber dans les fossés. De cette façon, nous arrivâmes à une grande ferme où, au nombre de 650 hommes, nous fûmes cantonnés dans des granges et des écuries. Plusieurs durent se coucher sur la paille répandue sur un sol d'argile. Seulement le troisième jour, nous obtînmes des planches pour nous reposer. Une heure après l'arrivée, on nous servit du café. La moitié des hommes, déjà complètement exténués par le long voyage (seize heures et demie) et par la marche d'une heure, s'étaient couchés habillés et n'eurent pas la force de songer à manger.

*Séjour*. — Néanmoins on fut réveillé au son du clairon le matin tôt, à 5 heures. Les hommes refusèrent de sortir sans feu ni lumière. L'appel fut remis jusqu'à 7 heures. Rangés dans la cour de la ferme, chacun eut à se munir de sa gamelle pour aller au travail. La moitié des hommes dut partir ; l'autre moitié put rester à la ferme. Après avoir marché pendant une heure, on nous donna des pelles, bèches ou pioches et nous fûmes menés jusqu'à un chantier près du chemin de fer. Dans le lointain nous vîmes des soldats du génie allemand. A cette vue, nous refusâmes de continuer notre chemin, faisant remarquer au sous-officier qu'à Gand on nous avait certifié que nous serions bien soignés sous le rapport de la nourriture et du logement, que nous travaillerions en Belgique et que d'ailleurs nous n'aurions rien à voir dans la guerre. Nous refusâmes donc le travail. Les sous-officiers répondirent qu'ils ne pouvaient rien y faire. Nous dûmes rendre les outils pour retourner bien vite à la ferme. Ensuite le samedi et le dimanche nous eûmes repos.

Lundi 26 octobre : à 5 heures, appel et à 6<sup>h</sup> 30 à l'ouvrage, cette fois tous ensemble. Les outils furent apportés au travail par une vingtaine



de soldats du génie. Tous nous déclarâmes ne pas vouloir travailler pour les raisons que nous étions mal soignés, que nous nous trouvions en France et non en Belgique, et que le travail avait un but militaire.

Notre commandant, assez affable, nous conseilla de travailler, sinon qu'il pourrait en résulter des conséquences fâcheuses. Alors le commandant alla prévenir le chef du génie qui s'avança à cheval, accompagné d'un autre officier. L'officier nous donna l'ordre de travailler. Nouveau refus général. Là-dessus, les deux cavaliers foncèrent sur nous, frappèrent quelques-uns de leur cravache et nous refoulèrent ainsi jusque dans une prairie située à proximité. Des soldats ont battu également quelques-uns des nôtres. Les ouvriers continuèrent à refuser, disant qu'on ne tenait pas les promesses faites à Gand. Le chef du génie fit avancer quelques-uns d'entre nous pour s'entretenir avec eux; une dizaine sortirent des rangs et rappelèrent à notre commandant ses paroles à la « Gantoise » : « que nous aurions bonne nourriture et couchage et que nous ne travaillerions pas en dehors de la Belgique ». Les délégués et les travailleurs persistèrent dans leur refus. A ce moment, le chef du génie ordonna à une vingtaine de soldats de charger leurs armes, d'épauler et de viser la foule. Pris de peur, quelques-uns fléchirent, et, une heure après, tout le monde était à l'ouvrage, cédant à une telle menace et une telle pression.

Le travail lui-même se fit dans les conditions les plus fâcheuses : par la pluie et le vent, avec des vêtements trempés qu'il était impossible de sécher la nuit dans notre grange et qu'on devait revêtir le lendemain à l'état mouillé.

Insuffisamment nourri, chacun ressentit la terrible angoisse de la faim; il se fit que les travailleurs mangèrent crus des choux, des choux verts et des pommes de terre, et même un hérisson pris la nuit et préparé sur le poêle de la ferme. Les faibles furent vite épuisés, et les malades s'affaiblèrent. Les plus solides parmi nous n'auraient pu supporter cela durant un mois, sans en éprouver des suites pendant leur vie.

La visite d'officiers de tout grade eut lieu à différentes reprises. Chaque fois, ils firent de nouvelles promesses : le logement serait amélioré, la nourriture augmentée. Néanmoins, tout resta comme par le passé.

Les chefs d'équipe furent chargés de porter à notre connaissance que nous pouvions écrire toutes les semaines pour demander de la nourriture, que, chaque semaine aussi, un paquet de 1 kilo pourrait être envoyé. Cependant, le samedi, tout était de nouveau changé : on pouvait écrire une fois par semaine (le samedi), nous avions le droit de recevoir un paquet de 5 kilos par mois.

L'officier déclara qu'il nous était permis de demander à notre famille du manger (graisse, lard, etc.) et reconnaissait ainsi que nous avions trop peu.

*Engagements au travail volontaire.* Dimanche, 8 heures. — Paiement de la solde à la ferme. D'abord l'officier fit une allocution : il venait,

disait-il, de recevoir des ordres de Sa Majesté Impériale pour demander aux gens de signer volontairement l'engagement de travailler pour elle, moyennant un salaire de 4 marks pour les ouvriers et de 6 marks pour les hommes de métier. 1,80 mark serait à payer pour le logement, ce qui nous assurait ainsi 750 grammes de pain, 250 grammes de viande, avec bon potage, café et couchage; l'Administration allemande aurait procuré des vêtements suffisants à ceux qui n'en possédaient pas. Après les heures de travail, chacun était libre d'aller où il voulait et ne se trouvait plus sous la surveillance des soldats. L'engagement était de six mois. Tous refusèrent. Après le paiement de la solde, 2<sup>e</sup> 25, l'officier fit annoncer que l'engagement de six mois était réduit à trois mois et qu'on pouvait retourner, au préalable, à la maison pendant quatre jours, pour se pourvoir du nécessaire. Nouveau refus général. Peu après, vint l'avis de défense d'écrire ou de recevoir des paquets ou lettres.

*Vêtements.* — Nos vêtements à tous étaient insuffisants.

L'officier nous fit inscrire pour des effets et des couvertures. Jamais rien n'arriva. Une fois il vint des sabots qui furent vendus à ceux qui travaillaient déjà depuis quinze jours en mauvais sabots ou en bas.

*Inspection médicale.* — A Gand, elle avait été superficielle, et ceux-là qui étaient infirmes ou atteints de maladies spéciales furent seuls exemptés. Le dimanche ici, à Marles et Dercy-Mortier, eut lieu une grande visite. Les malades furent envoyés au lazaret. Deux personnes atteintes de maladies vénériennes furent expédiées, sans plus ample examen, au lazaret, où elles furent placées au milieu des autres malades, sans autres soins et y restèrent jusqu'au moment où on les mit ensemble dans une écurie, pour attendre l'instant du départ. Aucun soin, aucune nourriture spéciale ne fut prescrite pour les malades; on se borna à distribuer des pilules contre la toux pendant les trois à quatre semaines de l'internement. Rassemblement des malades et des mineurs de toutes les compagnies des environs, à Montigny, dans une écurie de 30 mètres de longueur, où aboutissait une fosse à purin, sans feu, et de la paille comme couchage. Un sous-officier enleva à chacun son numéro et son bandeau et promit de nous laisser partir le lendemain matin tôt vers 5 heures.

Il faisait très froid, nous revêtîmes ceux qui étaient gravement malades de nos couvertures, et, pendant la nuit, nous faisons le tour de notre logis afin de nous réchauffer. Le matin, à 5 heures, quand le garde vint, nous nous enquîmes du train. Il ne savait rien et répondit qu'on servirait le café. Ce dernier se fit attendre jusque 8<sup>h</sup> 30. A 11<sup>h</sup> 30, soupe à l'orge perlé et ensuite café avec un quart de pain pour toute la journée.

Le dimanche 19 novembre, De Crocq Jos. devint si gravement indisposé que les autres malades le portèrent dans . . . . ., où la dame parvint à le rétablir en lui plaçant des couvertures sur le ventre et des pierres chaudes aux pieds.

Puis nous le reportâmes à l'écurie, le couvrîmes de nos vêtements;

à notre sens, c'est à ces précautions qu'il doit d'avoir échappé à une mort certaine.

A cette heure, des poêles furent apportés, nous dûmes les placer nous-mêmes.

Lundi 20 novembre : à 9<sup>h</sup> 30 café, à 2<sup>h</sup> 45 riz et bouillon, un quart de pain et un petit morceau de fromage de Herve. Après, on nous laissa sans manger pendant vingt-quatre heures. Nous cuisîmes du froment que nous cherchions nous-mêmes; rien d'autre n'était à trouver.

*Visite du médecin et du commandant de Marles.* — Nous nous plaignîmes de notre mauvais logement et de notre famine. On nous promit plus de feu, ainsi que notre renvoi chez nous dans le plus bref délai possible. Quelques pilules furent encore distribuées, et ainsi se passa une semaine, dans l'attente de notre départ.

Le 21 novembre, les malades qui en avaient la force durent aller chercher eux-mêmes leur manger dans un village, à une petite heure de là. Un quart de pain, un sixième de fromage de Herve et, à 1 heure, soupe au riz. Ils apportèrent à Montigny la soupe et le pain destinés aux malades gravement atteints et aux faibles qui n'avaient pas été en état d'aller si loin pour prendre leur manger. Il se fit de la sorte qu'ils restèrent vingt-cinq heures sans nourriture.

Pendant ces huit jours il nous fut impossible d'acheter quoi que ce soit, aussi à n'importe quel prix. Nous cuisions, pendant des soirées entières, du froment que nous avions reçu de . . . . . , afin de pouvoir apaiser notre faim de cette manière. 250 kilos de froment environ furent consommés par les 80 malades, mais tous, après peu de temps, furent pris de maux d'estomac.

Nous, malades, nous nous vîmes obligés de traîner la cuisine de campagne, de Montigny vers un village voisin.

Le vendredi 24 novembre, le garde vint nous dire que le lendemain tôt nous pourrions retourner à la maison.

Nous tâchâmes de trouver de quoi manger. Le garde apporta du chocolat : 3 marks le paquet de 12 morceaux, il était très mauvais.

La dame de . . . . . , laquelle était animée de bons sentiments à notre égard, prépara un bon potage aux pois. Une brave sentimentelle autorisa une vieille femme à nous vendre 1 kilo de riz à raison de 2<sup>f</sup> 50. Nous le mîmes à cuire avec de la confiture, et l'ayant laissé s'épaissir, il devint un bon mets pour quatre d'entre nous.

D'autres firent bouillir du blé pour l'emporter en voyage. Le plus grand nombre resta éveillé toute la nuit, surtout les jeunes gens de seize ans; transportés de joie ils jouèrent aux cartes.

*Retour.* Samedi 25 novembre. — A 4 heures on nous prévint du départ. Nous reçûmes un quart de pain avec un petit morceau de fromage de Herve et nous partîmes à pied à 5<sup>h</sup> 30 vers Marles où nous arrivâmes vers 6 heures, après avoir été examinés et non sans être transis de froid.

Nous passâmes par Laon, Guise, Le Cateau (où nous attendîmes de

4<sup>h</sup> 15 à 11 heures du soir), Aulnois, Valenciennes (2<sup>h</sup> 15), Lille (5<sup>h</sup> 30), Roubaix (6<sup>h</sup> 45 matin), Courtrai, Deynze, et arrivâmes à Gand-Saint-Pierre à 9<sup>h</sup> 30, sans avoir obtenu ni à manger ni à boire durant ce long voyage de retour.

Telle est l'existence des malheureux compagnons de travail de la ville de Gand qui sont restés en arrière et qui nous ont adressé les paroles les plus pressantes, pour faire tout ce qu'il était possible afin d'arriver à adoucir et à améliorer leur sort malheureux.

Nous ne voulons pas rompre nos promesses sacrées et nous avons le sentiment de remplir à juste titre notre devoir, Messieurs les Membres de la Commission locale, en vous mettant au courant du sort de vos compatriotes, nos compagnons de travail, dans le but de les voir traiter comme des ouvriers contraints et réquisitionnés, mais non comme des esclaves tyrannisés.

Cette déclaration porte la signature de vingt ouvriers de Gand. Elle a fait l'objet d'une protestation motivée des autorités belges qui la reçurent, auprès de l'autorité allemande. D'après des renseignements particuliers, celle-ci aurait fait répondre que le sort des déportés était bon et qu'il était superflu de leur envoyer autre chose que des douceurs, du tabac, etc.

## 2. — *En Allemagne.*

On n'a pas encore pu vérifier tous les renseignements reçus concernant le sort des déportés belges en Allemagne.

Les présomptions recueillies permettent cependant d'ajouter foi à ces informations. On a lu au chapitre XIV la relation des souffrances atroces et froidement étudiées infligées dans les camps allemands aux déportés qui refusent de travailler pour l'ennemi. Nous n'y revenons pas. Cette relation doit être considérée comme certaine.

On a signalé (chap. IV) la présence au camp de Soltau de plusieurs milliers de déportés belges, dans un état de grande détresse physique. Cette information a été confirmée de plusieurs côtés. En dernier lieu (fin décembre 1916), on a appris que leur nombre dépassait 10.000 hommes de toutes les conditions, « ouvriers et messieurs en redingote ». Ils arrivent à ce camp hâves et défaits; on les garde plusieurs jours, leur présentant, de temps à autre, un engagement au travail à signer; sur leur refus, qui est presque général, on les dirige vers des travaux malsains, ou bien on essaie de les réduire à la longue, en leur donnant une nourriture insuffisante.



L'information ci-après, reçue vers la fin de décembre 1916, est aussi regardée au Havre comme exacte :

Il y a des déportés du Borinage à Munster (probablement au camp de prisonniers de cette ville). Il y a parmi eux des gens de quarante-cinq à cinquante ans. Ils refusent de travailler pour l'ennemi.

On leur fait subir de véritables tortures. Ils ont faim. On les laisse souvent douze heures sans manger. Trois fois par jour, ils doivent faire des exercices. On use de tous les moyens pour les déprimer. Après les exercices, on rassemble les hommes, et ceux qui sont enfin disposés à signer doivent lever la main. Il est probable qu'ils ne pourront pas résister, par suite de la faim et des mauvais traitements qu'on leur inflige.

D — SERVICE POSTAL DES TRAVAILLEURS DE NATIONALITÉ NON ALLEMANDE AU SERVICE DES INTÉRÊTS ALLEMANDS DANS LA RÉGION D'ÉTAPE OCCIDENTALE (Extrait du *Bulletin officiel des Arrêts pour le rayon des étapes de la IV<sup>e</sup> armée*, n° 58, du 15 décembre 1916).

Pour les travailleurs de nationalité non allemande qui, dans la région d'étape occidentale, hors de leur lieu de résidence, sont occupés par les autorités allemandes ou par des entrepreneurs allemands, de même pour les ouvriers occupés par les maisons qui travaillent sous le contrôle et pour les intérêts allemands, il est établi un service de cartes postales, de colis postaux et de mandats-poste et ce aux conditions suivantes :

a) *Service des cartes postales.*

1. Chaque travailleur est autorisé d'écrire à sa famille une carte postale par semaine et d'en recevoir une de leur part. Doivent être employées à cette correspondance des cartes postales de 10 centimes.

2. On peut se procurer ces cartes postales aux *Postvermittlungsstellen* ; elles sont débitées, en outre, contre paiement de leur valeur nominale, par les autorités qui exercent la surveillance ou occupent ces ouvriers.

3. Les cartes postales doivent être remises aux *Postvermittlungsstellen* ou aux autorités ci-devant nommées, qui se chargent de leur expédition.

4. Les cartes doivent être écrites en langue allemande, flamande ou française ; l'écriture doit être grande et bien lisible. Sont défendus les renseignements militaires ou politiques ainsi que les communications nuisibles aux intérêts allemands.

5. L'adresse doit être écrite bien lisiblement et mentionner exactement le nom du destinataire, du bataillon ou de l'entreprise. Les cartes d'une écriture peu lisible ne sont pas expédiées.

## EXEMPLE :

## ZIVILARBEITERPOSTKARTE :

Exp. :	M.
<i>E. Inghels</i>	<i>R. Inghels.</i>
Courtrai	Gand.
<i>Kouter 6.</i>	<i>Wirtschaftsausschuss.</i>

## ZIVILARBEITERPOSTKARTE :

Exp. :	M.
<i>Vandervelde.</i>	<i>L. Vandervelde.</i>
Gand	Z. A. B. 4.
r. Van Hulthem, 48.	(sans indication du lieu de travail).

b) *Service des colis postaux.*

La famille des susdits ouvriers est autorisée d'envoyer au travailleur une fois par mois un colis d'un poids maximum de 5 kilos et ce aux conditions suivantes :

a) Les colis ne peuvent renfermer de l'argent ni des matières facilement putrescibles, inflammables ou fragiles;

b) Chaque colis doit renfermer une liste détaillée du contenu; elle mentionnera en outre l'adresse de l'ouvrier et celle de l'expéditeur;

c) Il faut joindre à chaque colis un bulletin d'expédition, destiné au service de l'intérieur du pays (couleur jaune) qu'on peut se procurer aux *Postvermittlungsstellen*.

1. Le colis et le bulletin d'expédition doivent porter :

a) L'adresse exacte de l'ouvrier;

b) L'adresse de l'expéditeur;

c) La mention écrite par l'expéditeur en langue allemande, flamande ou française :

## « ZIVILARBEITERSENDUNG

« *A part la liste du contenu, le colis ne renferme aucune correspondance.* »

2. Les colis doivent être déposés non fermés aux commandantures de place (d'étape); ils y sont contrôlés et fermés en présence de l'expéditeur.

3. L'expédition a lieu en franchise de port. En cas de perte ou de détérioration d'un envoi, aucune indemnité ne sera allouée.

c) *Service des mandats-poste.*

1. Chaque travailleur a le droit d'envoyer de l'argent à sa famille. Il peut le faire par mandat-poste, deux fois par mois. Le montant minimum est de 5 francs. Le versement du montant s'opère au moment où le mandat-poste est déposé. Les formulaires de mandat sont délivrés gratuitement par les autorités qui occupent ou surveillent les ouvriers.

2. Les mandats-poste doivent porter l'adresse exacte de l'expéditeur et celle du destinataire. Toute communication y est interdite.

3. Le paiement se fait dans le territoire belge en monnaie belge.

E. H. O., le 1<sup>er</sup> décembre 1916.

VON UNGER,  
*General der Kavallerie.*

#### § 4. — Reproches divers faits au Gouvernement belge et au Gouvernement anglais.

##### A — LA SOLLICITUDE DU GOUVERNEMENT BELGE POUR LE RAVITAILLEMENT DE LA POPULATION BELGE DU TERRITOIRE OCCUPÉ

(Extrait de la note n° 176 du Bureau Documentaire belge, 18 juillet 1916.  
*Cahiers documentaires*, livraison 50.)

Le Gouvernement belge, en ce qui le concerne, n'a pas eu de souci plus pressant et plus constant que de veiller, d'accord avec les Gouvernements anglais et français et avec l'aide de la Commission américaine, à l'entretien alimentaire régulier de la population belge. On se tromperait étrangement en croyant qu'il s'est reposé pour cela sur les élans, si généreux soient-ils, de la charité publique. Jamais il ne s'est déchargé sur elle de son devoir gouvernemental.

La révélation vient d'en être faite officiellement par le Gouvernement anglais. Dans la séance du 10 juillet 1916 de la Chambre des Communes, Lord R. Cecil, répondant à une question de M. Pringle concernant l'entretien alimentaire de la population belge par le *Belgian Relief Committee*, a donné les renseignements ci-après (*Times*, 11 juillet 1916) :

« Lord R. CECIL. — Si l'honorable membre n'y voit pas d'objection, je ne donnerai que les chiffres complets au 31 octobre 1915 et relatifs à la première année d'activité de la Commission. La Commission estime que, pendant cette période, elle importa en Belgique pour £ 12.674.848 de vivres. Voici les chiffres des contributions privées :

« *En nature* : Empire britannique : 397.317 liv. 11 s. 11 d.; États-Unis : 1.325.490 liv. 16 s.; sources diverses : 56.439 liv. 10 s. 6 d. — *En argent* : Empire britannique : 1.499.534 liv. 11 s. 5 d.; États-Unis : 71.288 liv. 15 s. 7 d. — *Autres contributions* (et en y comprenant les souscriptions du *Belgian Relief Fund*, d'Italie, d'Espagne, de Hollande et de l'Argentine) : 119.720 liv. 8 s. 10 d. Les contributions venant du Gouvernement belge, lesquelles, à partir d'avril 1915 inclus, peuvent être considérées comme prélevées sur les emprunts sans intérêt consentis par les Gouvernements alliés — la participation de la Grande-Bretagne dans ces contributions étant d'environ £ 500.000 par mois — s'élèvent à 10.860.300 liv. 15 s. 8 d. On pourrait évidemment obtenir de la Com-

mission des comptes à ce jour ; mais ces chiffres-ci constituent des indications suffisantes d'un régime qui, en fait, n'a pas été changé jusqu'à ce jour. »

Ainsi donc, sur un total d'importations de plus de £ 12.500.000 au 31 octobre 1915, la part prise à sa charge, au moyen d'emprunt, par le Gouvernement belge, s'est élevée à plus de £ 10.500.000, soit à plus de 84 %.

Nous pouvons ajouter cet autre renseignement précis que la contribution du Gouvernement belge aux frais d'entretien de la population belge est absolument régulière et périodique : elle s'élève à 25 millions par mois (1) ou 300 millions de francs par an depuis le fonctionnement de la Commission. Ces chiffres prouvent éloquemment, en même temps, l'assistance cordiale du Gouvernement anglais, prêteur sans intérêt, et le fait que jamais le Gouvernement belge n'a perdu le contrôle des nécessités publiques de l'État et n'a jamais « abandonné » la population du territoire national occupé.

#### B — LA SITUATION DES OUVRIERS BELGES RÉFUGIÉS EN ANGLETERRE.

(Note n° 187 du Bureau Documentaire belge, 22 décembre 1916.  
*Cahiers documentaires*, livraison 53.)

Dans le but évident d'atténuer l'impression désastreuse produite par la déportation en Allemagne des ouvriers belges, la *Kölnische Zeitung* a publié (n° 1224 du 2 décembre 1916) une correspondance de Zurich reproduisant, d'après le *Volksrecht*, journal socialiste zurichois, de sensationnelles révélations d'un Suisse récemment rentré d'Angleterre.

D'après le récit de ce Suisse, que le *Volksrecht* publie sous le titre : « Le peuple belge asservi à l'Angleterre », les ouvriers belges réfugiés en Angleterre seraient soumis à un régime voisin de l'esclavage. Le Gouvernement britannique aurait fait transporter systématiquement les réfugiés belges de Hollande et de France en Angleterre, où ils seraient traités comme le sont les hommes de couleur dans les plantations de Ceylan et des Indes. Répartis bon gré mal gré dans les usines de munitions, ils y recevraient des salaires inférieurs à ceux des ouvriers anglais ; ils seraient, de plus, soumis à une surveillance étroite et sévère, la moindre de leurs fautes étant réprimée avec une extrême rigueur. Les ouvriers belges ne pourraient échapper à ce régime odieux qu'en s'engageant dans l'armée, ce que beaucoup d'entre eux se seraient décidés à faire, préférant la souffrance et la mort à l'esclavage.

La *Kölnische Zeitung* considère ces déclarations comme d'autant plus

---

(1) Depuis lors, ce subside mensuel a été sensiblement augmenté.



intéressantes qu'elles émanent d'un neutre et que le journal qui les publie « n'est pas du tout germanophile ».

Le Bureau Documentaire belge a pris à Londres des renseignements précis sur la situation des ouvriers belges en Grande-Bretagne. Ses informations démentent entièrement les affirmations reproduites par la *Kölnische Zeitung*, et elles rétablissent les faits comme suit :

## I — LE TRAVAIL BELGE

Aucun Belge n'est contraint au travail en Angleterre. L'ouvrier sans travail y a recours, tout comme l'ouvrier anglais, à l'intermédiaire des divers *Labour Exchanges*. Auprès de certains de ces *Labour Exchanges* et notamment à Aldwych, à Earls Court et à Birmingham, siègent des délégués de l'Office belge du Travail qui, sur place, donnent à leurs compatriotes toutes les indications utiles, veillent à leur placement et les assistent de leurs conseils.

*Garantie contre l'exploitation de la main-d'œuvre belge.* — Le « Board of Trade » a pris soin, pour empêcher l'exploitation de la main-d'œuvre belge, de subordonner l'emploi de celle-ci à une *autorisation* qui n'est accordée qu'après enquête faite chez le futur employeur, pour s'assurer si celui-ci présente les garanties désirables au point de vue de la moralité, et s'il s'engage à payer les salaires stipulés par les tarifs anglais (*Standard Time Rates of Wages*).

*Liberté de travail.* — En ce qui concerne la liberté de déplacement de l'ouvrier d'une usine à une autre, les Belges sont soumis aux mêmes règlements que les ouvriers anglais. Ces règlements ont pour but de veiller à l'intérêt général des Alliés en empêchant toute perte dans la production, et, accessoirement, le sabotage.

Lorsqu'un ouvrier quitte son patron sans motifs sérieux, le certificat de décharge (*leaving certificate*) le rendant libre peut lui être refusé par le patron. Cependant, l'ouvrier a toujours la faculté de porter son cas devant le Tribunal des munitions compétent. Celui-ci décide s'il y a lieu ou non de donner suite à la demande présentée. Si le patron est en tort, un *leaving certificate* est octroyé d'office à l'ouvrier; si la requête est rejetée, il doit attendre six semaines avant de pouvoir contracter un nouvel engagement. En général, les ouvriers belges qui désirent changer d'usine, soit dans le but d'améliorer leur situation, soit pour travailler dans leur spécialité, obtiennent toujours leur *leaving certificate*. Les patrons anglais se montrent conciliants à cet égard.

*Les salaires.* — La rémunération payée aux travailleurs belges est la même que celle prévue par les tarifs anglais (*Standard Time Rates of Wages*).

Quelques chiffres suffiront à prouver que les ouvriers belges ne touchent pas des salaires de famine :

*Ajusteurs, fraiseurs, etc.* : 10 d. 1/2 à l'heure;

*Tourneurs* : jusqu'à 1 s. 2 d. à l'heure;

*Régleurs de machines* : de 1 s. à 1 s. 4 d. à l'heure;

*Mouleurs* : 1 s. 2 d. à l'heure.

La moyenne de la durée du travail est de cinquante-quatre heures par semaine. Les heures supplémentaires sont payées avec une augmentation de 25 % pour les trois premières heures, de 50 % la nuit et de 100 % pour le travail de dimanche.

Les manœuvres à 7 d. et à 8 d. par heure gagnent généralement 2 liv. 10 s. à 3 liv. st. par semaine, en tenant compte des heures supplémentaires.

Les ouvriers qualifiés peuvent gagner jusqu'à 5 liv. st. par semaine.

D'après des renseignements particuliers reçus par le Bureau Documentaire belge, la « Birtley National Shell Factory » paie aux ouvriers belges des salaires fixés par un accord entre le Gouvernement belge et le Gouvernement britannique. Aucune différence n'est faite entre les sujets britanniques et les sujets belges au point de vue des heures de travail.

Dans les entreprises privées, il n'est fait aucune différence entre les Belges et les Anglais; tous sont payés d'après les cours locaux officiels des salaires pour le métier qu'ils exercent.

*Usines belges.* — De nombreuses usines sont dirigées par des Belges et utilisent un personnel exclusivement belge, notamment : les firmes « National Projectile Factory » (à Birtley), « Pelabon », « Kryn et Lahy », etc. Les grandes usines anglaises, telles Vickers, possèdent des départements dirigés par des Belges et où ne travaillent que des ouvriers belges.

*Camps de réfugiés.* — Il n'existe pas de camps de concentration pour les réfugiés belges, mais il y a à Earl's Court et à Edmonton des asiles où sont hospitalisés les familles sans abri, les vieillards et les ouvriers que leur condition physique et morale rend inaptes au travail; les chômeurs et leurs familles peuvent y séjourner gratuitement.

Tous y trouvent le logement et la nourriture, et sont l'objet d'une attention particulièrement amicale et bienveillante. Des comités composés de personnes charitables s'occupent avec sollicitude des réfugiés qui y sont installés. Il y a des écoles dirigées par des instituteurs belges; à Earl's Court, deux Belges notables participent à l'inspection, sous la direction de la Légation de Belgique à Londres.

Dans ces derniers temps, des ouvriers et des ateliers ont été organisés à Earl's Court pour assurer l'exécution de certains travaux rémunérés.

De plus, les travaux d'entretien des asiles sont effectués par les réfugiés, qui touchent de ce chef une légère rétribution (8 à 10 shillings par semaine). Étant donnée l'hospitalité dont jouissent les réfugiés, cela constitue plutôt une gratification.

*Engagements militaires.* — Non seulement aucun Belge n'est forcé de partir comme volontaire dans l'armée belge ni dans l'armée anglaise, mais, bien au contraire, les patrons anglais demandent et obtiennent des sursis pour les ouvriers qualifiés qui travaillent sous leurs ordres.

D'une manière générale, on peut affirmer que le régime du travail des ouvriers belges en Angleterre est le même que celui qui s'applique à leurs collègues anglais. Ils jouissent des mêmes prérogatives et avantages et ils sont soumis aux mêmes obligations.

## II — L'OFFICE BELGE DU TRAVAIL

L'institution de l'Office belge du Travail, *sous les auspices du Gouvernement anglais* et de la Légation de Belgique, constituée, à elle seule, un démenti à l'article du *Volksrecht*.

*Action du Gouvernement belge.* — Le Gouvernement belge, en vue de venir en aide à la population ouvrière belge réfugiée en Angleterre, décida, d'accord avec le Gouvernement anglais, de créer l'Office belge du Travail à Londres, bureau auxiliaire du ministère belge de l'Industrie et du Travail.

Cet organisme a pour mission principale de veiller jusqu'à la fin de la guerre aux intérêts des travailleurs belges, réfugiés en Angleterre et placés dans l'industrie, dans l'agriculture et dans le commerce.

Pour répondre à sa mission, l'Office fut divisé en plusieurs services, dont les principaux sont :

1<sup>o</sup> Le *Service d'enquête*, qui intervient en faveur des ouvriers, lorsque leurs réclamations sont étrangères au droit. Il est chargé de faire des enquêtes pour éclairer les autres services de l'Office du Travail. Grâce à son intervention, de nombreux conflits entre patrons et ouvriers furent évités, de même qu'une foule de contestations de toute nature furent résolues à l'amiable. Ce service est dirigé par un ingénieur inspecteur du Travail au ministère de l'Industrie et du Travail. Plusieurs ingénieurs et un avocat en font partie.

2<sup>o</sup> Le *Service de placement*, qui s'occupe du placement des ouvriers et des intellectuels, et de toutes les questions qui s'y rapportent, notamment du placement et de la migration de la main-d'œuvre belge dans les pays alliés.

Ce service se trouve en relations continues avec la Bourse du Travail établie au Havre et avec l'Office du Travail belge à Paris. Dans ces conditions, il est à même d'aider considérablement les Belges résidant en Angleterre qui recherchent un emploi en France, et vice versa.

Grâce à l'appui du Gouvernement anglais, de la Légation de Belgique et des autorités consulaires belges, l'Office du Travail est arrivé à simplifier beaucoup les formalités requises pour pouvoir quitter l'Angleterre vers les pays alliés. L'Office se trouve en rapports étroits et excellents avec le « Board of Trade » et le « Ministry of Munitions ».

Les délégués du Service du placement — comme il a été dit plus haut — se trouvent à la disposition des ouvriers belges dans plusieurs *Labour Exchanges*. Ils servent d'intermédiaires entre les ouvriers belges, les *Labour Exchanges* et les patrons anglais. Ils transmettent à l'Office du

Travail, à Londres, toutes les réclamations et les demandes présentées par les ouvriers.

Le service est dirigé par un spécialiste en la matière, le directeur (avant la guerre) de la Bourse du Travail à Anvers.

Le nombre des placements effectués à l'intervention directe du bureau de placement s'élève à 950 environ.

*Le Service d'assistance judiciaire.* — Ce service traite toutes les affaires requérant l'intervention d'un homme de loi. Il donne son avis sur les questions de droit aux autres services, ainsi qu'aux ouvriers et aux patrons qui réclament ses bons offices. *Il défend gratuitement les ouvriers en justice* et est spécialement chargé de faire obtenir réparation aux victimes des accidents du travail. Il se charge de plaider la cause des ouvriers belges devant les tribunaux des munitions.

Ce service est intervenu jusqu'ici dans 440 affaires. De plus, il prête aussi son concours pour résoudre un nombre considérable d'arbitrages, conciliations, conflits de travail collectifs, etc.

Il est composé de plusieurs avocats éprouvés à la barre, et il est dirigé par un ancien bâtonnier du Barreau de Charleroi.

A ce service est rattachée aussi l'*inspection des logements ouvriers*.

Enfin, le Service de la prévoyance s'applique à résoudre les problèmes de l'épargne et de la mutualité. Une caisse d'épargne fonctionne régulièrement et prospère sous le contrôle et la garantie de l'État belge.

L'Office du Travail prit en outre l'initiative de la création d'une société d'assurance contre la maladie : « L'Union belge », qui, sous les auspices des plus hautes autorités belges, fut reconnue par le Gouvernement anglais. Cette société permet aux ouvriers belges, astreints en Angleterre à l'assurance obligatoire contre la maladie, de jouir de tous les avantages que les sociétés anglaises réservent à leurs adhérents nationaux. La « National Health Insurance Commission », dont l'Union belge relève, lui prête son puissant appui et s'est très aimablement offerte à faciliter aux fondateurs la solution des différentes questions que soulevait sa création.

### III — COMITÉ OFFICIEL BELGE

L'État belge n'abandonne pas au hasard le soin de décider du sort de ses sujets. Un comité officiel belge, composé de notabilités désignées par le Gouvernement belge, s'occupe à Londres des intérêts généraux des réfugiés. Il comprend une *sous-commission du travail* qui se consacre spécialement à l'examen des questions touchant les *ouvriers*, et qui se compose de personnalités appartenant à tous les partis, notamment deux chefs socialistes bien connus, MM. de Brouckère et Eckelers. Le Comité officiel est en relations étroites avec le Comité des réfugiés de guerre (*War Refugees Committee*), organisé par le Gouvernement britannique, et à l'administration duquel participent plusieurs Belges.



Ce Comité anglais distribue aux réfugiés une allocation à l'aide des crédits mis à sa disposition par le Gouvernement britannique. Celui-ci, en outre, institué récemment un commissaire général des Affaires belges et il a confié ces fonctions délicates à un membre distingué du Parlement, M. Pero, qui se tient en contact avec les autorités belges de Londres.

\* \* \*

Enfin, à côté de ces organismes officiels chargés de veiller au bien-être et au travail des réfugiés belges, il faut citer d'innombrables œuvres dues à l'initiative individuelle de Belges et d'Anglais influents.

Elles se consacrent à l'assistance des soldats réformés, des enfants, des malades; elles s'occupent d'instruire et de distraire les réfugiés, d'alléger par tous les moyens la souffrance morale de l'exil; elles étendent leur action jusqu'au front belge, où elles pourvoient au confort des soldats.

Ces œuvres sont répandues à travers tout le Royaume-Uni et possèdent des moyens d'action dans tous les centres de réfugiés.

D'autre part, le cardinal Mercier est représenté à Londres par son évêque auxiliaire, M<sup>sr</sup> de Wachter, qui a nommé plus de deux cents aumôniers chargés d'administrer à travers tout le pays de véritables paroisses belges.

Le correspondant du journal socialiste de Zurich, dont la presse allemande reproduit les affirmations avec tant d'empressement, au lieu de se complaire à répéter des fables qu'aucun Belge, en Grande-Bretagne, ne lirait sans hausser les épaules, aurait mieux fait de se renseigner aux sources de l'activité belge en Angleterre et auprès des milliers d'ouvriers qui, grâce à leurs hauts salaires, économisent déjà un petit pécule destiné à les aider au relèvement des ruines accumulées en Belgique par les Allemands.

#### **§ 5. — La politique économique et sociale de l'autorité allemande dans les territoires russes occupés : comparaison avec la Belgique occupée.**

L'autorité allemande a appliqué en Pologne et en Lithuanie la même politique qu'en Belgique, et à la même date, pour exploiter le pays à outrance et pour s'y procurer de la main-d'œuvre.

Ainsi la région industrielle de Lodz fut soumise, dès le début de l'occupation, aux mêmes enlèvements de machines et matériel industriel qu'en Belgique; la valeur des matières premières réquisitionnées à Lodz seule dépasse 1 milliard 250 millions de francs d'après le Comité polonais d'information de Londres. Les industriels polonais et les autorités municipales s'efforcèrent, comme les Belges,

de parer au chômage qui s'ensuivit, mais les autorités allemandes firent supprimer des journaux locaux toute mention de projets de travaux publics et toute annonce de demande de main-d'œuvre émanant des manufactures qui pouvaient encore travailler un peu. En même temps, de nombreux bureaux de travail analogues aux sections du *Deutsches Industrie-Büro* fonctionnant en Belgique, s'ouvrirent en Pologne, pour l'embauchage « volontaire » de la main-d'œuvre polonaise, acculée à la misère.

A la différence de ce qui se passa en Belgique, où la population avait plus de ressources pour résister à cette alternative, l'autorité allemande réussit à provoquer, par ce moyen, un courant d'émigration ouvrière important vers l'Allemagne : d'après le *Kurier Poznanski* du 9 avril 1916, vers cette date, environ 180.000 ouvriers polonais avaient été ainsi embauchés.

Ce régime d'embauchage volontaire ne paraît pas, néanmoins, avoir donné un rendement suffisant pour les besoins de l'industrie allemande. En tout cas, comme en Belgique, et toujours simultanément, il fut suivi du régime du travail forcé.

La *Vossische Zeitung* du 7 novembre 1916, n° 572, a publié les renseignements que voici sous le titre : « Travail forcé dans les districts du Haut-Est » (c'est-à-dire la partie septentrionale des territoires russes occupés) :

Aux fins de limiter les charges de l'assistance publique et de remédier à la détresse générale, des personnes en état de travailler peuvent être astreintes de force au travail (également hors du lieu de leur résidence) dans le territoire placé sous la juridiction du commandant supérieur de l'Est, pour autant que, à la suite du jeu, de l'ivresse, de la paresse, du chômage ou de la répugnance au travail, elles reçoivent ou réclament du secours étranger pour leur entretien ou pour l'entretien de ceux qu'elles sont obligées de nourrir. En cas d'accidents, de danger public, ou pour remédier à une détresse générale, chaque habitant de la contrée est obligé d'apporter son aide selon ses forces (également hors du lieu de sa résidence). En cas de refus, il peut y être forcé. Les récalcitrants sont punis d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans et d'une amende pouvant atteindre 10.000 marks, ou de l'une de ces peines, pour autant que, d'après les lois en vigueur, il n'y a pas lieu d'appliquer des peines plus sévères. En outre, pour le district du Haut-Est, les réglementations publiées jusqu'ici sur l'affectation au travail de la population, continuent à exister sans restriction.

Le *Kurier Poznanski* du 11 novembre 1916 a fait connaître une ordonnance, publiée à Vilna le 6 novembre 1916, astreignant

au travail les hommes de dix-sept à soixante ans. Ce renseignement a été confirmé au Reichstag, dans la séance du 29 novembre 1916 par le député socialiste (de la minorité) Vogtherr, l'un des trois députés socialistes avec MM. Haase et Dittmann (nous négligeons l'intervention timide du socialiste majoritaire Bauer), qui protestèrent au Parlement allemand contre les déportations.

M. Vogtherr donna le texte de cet arrêté de Vilna au cours de son discours; mais, chose curieuse, le compte rendu de la *Nord-deutsche Allgemeine Zeitung* (30 novembre 1916) n'en contient pas trace, tandis que le compte rendu du *Vorwärts* (même date) le relate d'une manière claire; voici le passage :

Pour les territoires occupés de Pologne, il a été publié, à Vilna, un édit par lequel il est ordonné aux ouvriers mâles de dix-sept à soixante ans — c'est donc un avant-goût de la loi actuelle [la loi sur la mobilisation civile en Allemagne] — de se présenter en vue de l'examen de leur aptitude au travail. « Des gens riches qui ont perdu l'habitude du travail », — tels sont les termes de l'édit, — « sont dispensés de se présenter en vue de l'examen de leur aptitude au travail, ainsi que du travail lui-même, pour une durée de six mois, au cas où ils versent la somme de 600 marks au commandant de place allemand, jour auquel ils ont à se présenter. »

Le *Social Demokraten* de Copenhague (numéro du 15 décembre 1916, p. 1) donne, de son côté, l'analyse ci-après de cet arrêté :

Tous les habitants mâles fixés dans le district de Vilna et âgés de dix-sept à soixante ans sont invités à se présenter..... en vue de faire examiner leur aptitude au travail. Sont exceptés : les ecclésiastiques et les religieux, les fonctionnaires religieux israélites, les élèves des séminaires talmudiques, les élèves des séminaires ecclésiastiques catholiques, les instituteurs, les médecins, les dentistes, les vétérinaires, les médecins auxiliaires et les pharmaciens.

Les habitants riches non habitués au travail physique sont également dispensés de l'examen de leur aptitude au travail, comme aussi du travail lui-même pendant une période de six mois, à condition que, au jour où ils doivent se présenter, ils aient versé une somme de 600 marks.

Les sommes versées seront affectées à l'achat de vêtements chauds pour ceux qui seront appelés au travail, comme aussi à l'assistance de leurs familles nécessiteuses.

Le décret fixe, contre ceux qui ne se présenteront pas, un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, ou une amende de 10.000 marks, ou ces deux peines réunies.

De son côté, *Le Temps* du 22 novembre 1916, p. 3, dans un article intitulé : « Ce que l'Allemagne cherche en Pologne », dit :

Le mois dernier (octobre 1916), le gouverneur général de Varsovie a publié un arrêté ordonnant, sous peine d'emprisonnement, d'accepter le travail offert par l'entremise des autorités. Les personnes et institutions qui accordaient des secours aux ouvriers récalcitrants étaient également passibles de fortes amendes et même d'emprisonnement. Voici le texte de cet arrêté :

« 1<sup>o</sup> Toute personne qui refusera d'accepter ou de continuer un travail offert par les autorités et conforme à ses aptitudes, alors même qu'elle obtient des subsides publics ou privés, ou bien qui, par suite d'abandon du travail, aura besoin de ces subsides, sera punie d'un emprisonnement de quatorze jours à trois mois. A cette punition pourra être substitué l'envoi forcé au travail.

« 2<sup>o</sup> Toute personne qui, dans l'interrogatoire ayant pour but d'établir ses conditions ouvrières ou son besoin de secours, consciemment ou inconsidérément, fera de fausses déclarations, sera punie d'un emprisonnement de quatorze jours à trois mois, ou d'une amende de 1.000 marks maximum.

« 3<sup>o</sup> Quiconque, en accordant des secours, ou par tout autre moyen, contribue au coupable refus de travail spécifié à l'article 1, sera passible d'une amende de 5.000 marks, et pourra en même temps être condamné à un emprisonnement de trois mois. Si le secours est donné par une institution ou une association, les chefs de ces organisations seront passibles des peines ci-dessus.

« 4<sup>o</sup> Le présent arrêté acquiert dès ce jour force de loi : le chef de l'Administration donnera des instructions pour sa mise à exécution. »

Le rapprochement de ces arrêtés et des arrêtés pris en Belgique en août 1915, en mai 1916 et le 3 octobre 1916, fait apercevoir l'identité et la simultanéité des mesures prises de part et d'autre

La politique de l'Allemagne dans les pays occupés de l'Est et de l'Ouest est uniforme; elle est le résultat d'un plan d'ensemble; elle est préméditée et dictée par l'intérêt militaire et économique allemand.

---



## TABLE DES FAC-SIMILÉS

---

	Pages
Extrait de la <i>Kölnische Zeitung</i> , 13 octobre 1916, édition du soir . . . . .	6
Avis trilingue du lieutenant-général comte von WESTARP du 10 juin 1915, affiché à Gand (partie centrale) . . . . .	14
Avis du commandant d'étapes von W.ck au bourgmestre de Ledeberg du 16 décembre 1915, affiché le 17 décembre 1915 (hors texte).	
Spécimen (texte flamand) d'une convocation pour les déportés des environs de Gand (1 <sup>er</sup> décembre 1916) (hors texte).	
Spécimen (texte flamand) d'une convocation pour les déportés de la ville de Gand (28 novembre 1916), avec traduction (hors texte).	
Dépêche WOLFF de Bruxelles (1 <sup>er</sup> novembre 1916) sur l'extension de la déportation en dehors de la zone des étapes. . . . .	34
La conférence de W. RATHENAU du 20 décembre 1915 :	
Fac-similé A : la sténographie censurée (hors texte).	
Fac-similé B : fragment du compte rendu non censuré du D <sup>r</sup> A. KRASNY (hors texte).	
Ordonnance du 10 décembre 1914 établissant la contribution de guerre de 40 millions de francs par mois pour un an (hors texte).	
Le cours forcé du mark : Avis affiché à Saint-Trond le 6 septembre 1914 (hors texte).	
Aveux de L. GANGHOFER sur les dommages infligés à la Belgique :	
1 <sup>o</sup> Pages 220-221 de l'ouvrage de L. GANGHOFER : <i>Reise zur deutschen Front</i> . . . . .	172
2 <sup>o</sup> Fragment final de l'article de L. GANGHOFER paru dans les <i>Münchner Neueste Nachrichten</i> du 26 février 1915 (hors texte).	
Spécimen d'un contrat de travail conclu en août 1916, sous le régime des arrêtés de mai 1916, précédant l'arrêté sur la déportation (hors texte).	
Article du <i>Berliner Tageblatt</i> du 13 octobre 1916, édition du matin (hors texte).	
Affiche (flamande) de Lokeren, du 24 octobre 1914 (hors texte).	
Exemple des artifices de la propagande allemande :	
1 <sup>o</sup> Fac-similé de la <i>Deutsche Zeitung</i> , 13 novembre 1916 (hors texte).	
2 <sup>o</sup> Fac-similé de la <i>Neue Freie Presse</i> , 13 novembre 1916 (hors texte).	
3 <sup>o</sup> Fac-similé du <i>Nieuwe Rotterdamsche Courant</i> , 13 novembre 1916 (hors texte).	
Extraits de :	
1 <sup>o</sup> <i>Le Bruzellois</i> , 12-13 novembre 1916 (hors texte).	
2 <sup>o</sup> <i>Le Bruzellois</i> , 16-17 novembre 1916 (hors texte).	
3 <sup>o</sup> <i>Le Bruzellois</i> , 17-18 novembre 1916 (hors texte).	
Supplément de la <i>Norddeutsche Allgemeine Zeitung</i> du 24 décembre 1916, n <sup>o</sup> 356 (hors texte).	
Carte postale des travailleurs civils belges déportés (hors texte).	



# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION . . . . .	Pages v
Observation sur la source des documents cités. . . . .	xvi

## PREMIÈRE PARTIE

### LES FAITS

#### CHAPITRE I

Arrêté du Grand Quartier général allemand du 3 octobre 1916 établissant le régime du travail forcé avec déportation . . . . .	3
---	---

#### CHAPITRE II

Préparation de l'opinion publique. La campagne de presse en Belgique et à l'étranger . . . . .	5
Article de la <i>Kölnische Zeitung</i> du 13 octobre 1916, 5. — Campagne de la presse pseudo-belge et allemande, 7. — Analyse et extraits de trois articles-types du <i>Bruxellois</i> (octobre 1916), 8.	

#### CHAPITRE III

Quelques-unes des raisons de la méfiance des ouvriers belges vis-à-vis des propositions allemandes d'embauchage . . . . .	14
Violences faites en 1915 à des ouvriers belges pour les forcer à travailler pour l'armée allemande, 14. — Ordonnance du général von Westarp du 10 juin 1915, 15. — Ordre du commandant Schmidt à <i>Menin</i> (juillet 1915), 16. — Déclaration du commandant Schranck à <i>Halluin</i> (30 juin 1915), 16. — Avis du commandant von Wick à <i>Ledeberg</i> (16 décembre 1915), 17. — Incidents de <i>Luttre</i> , de <i>Malines</i> , de <i>Sweveghem</i> , 17. — Engagements « volontaires » et déportations partielles de travailleurs belges en 1915, 18.	

#### CHAPITRE IV

Exécution de l'arrêté du 3 octobre 1916 dans la Belgique occupée. . .	19
Campagne de la presse et des agences allemandes pour dissimuler l'émotion provoquée en Belgique, 19. — Procédure d'exécution suivie en général par les autorités allemandes, 21. — Exposé détaillé de l'application de l'arrêté du 3 octobre 1916 dans les diverses régions de la Belgique occupée : dans la zone des étapes en général; à <i>Bruges</i> ; à <i>Gand</i> ; à <i>Alost</i> ; à <i>Termonde</i> ; à <i>Courtrai</i> , etc.; à <i>Ninove</i> et environs; à <i>Lokeren</i> ; dans la région de <i>Tournai</i> (Avis affiché à <i>Antoing</i> ); dans la région de <i>Mons</i> ; à <i>Nivelles</i> (Relation d'un témoin oculaire et nomenclature de déportés non chômeurs); à <i>Wavre</i> (Récit d'un témoin oculaire); dans le sud de la province de <i>Namur</i> ; à <i>Anvers</i> et environs, 23. — Valeur probante des relations belges, 56. — Renseignements complémentaires, 57. — Engagements « volontaires » de travail arrachés par intimidation, 58.	

## CHAPITRE V

**Extension de l'arrêté du 8 octobre 1916 à l'ensemble de la population mâle valide . . . . . 60**

Extension territoriale de l'arrêté, 60. — Conditions de sexe, d'âge, de chômage et d'indigence, 60. — L'imprécision des règles à suivre livre la population belge à l'arbitraire des autorités militaires allemandes, 61. — Aveux d'un journal pseudo-belge sur les abus commis dans l'exécution, 63. — Les « méprises » sont-elles involontaires ? 64.

## CHAPITRE VI

**Attitude de la population belge au cours de l'exécution de l'arrêté allemand . . . . . 66**

L'émotion populaire en Belgique, 66. — Attitude des autorités belges, 66. — Protestation des corps judiciaires (texte), 67. — Attitude courageuse et patriotique de la population, 68. — Fraternité des Belges, 69. — Témoignages de correspondants hollandais et lettres de déportés; une scène vue à la gare de Malines, 70. — Témoignages allemand et hongrois, 73.

## DEUXIÈME PARTIE

## LES EXPLICATIONS DES PARTIES EN PRÉSENCE

## CHAPITRE VII

**Les explications allemandes officieuses. Déclarations de la presse allemande . . . . . 77**

Manœuvres de stratégie journalistique de la presse allemande, 77. — Une série-type d'articles analogues et simultanés (*Kölnische Zeitung* du 28 octobre 1916, *Berliner Lokal-Anzeiger* du 27 octobre 1916, *Frankfurter Zeitung* du 28 octobre 1916, *Kölnische Volkszeitung* du 28 octobre 1916), 77. — Un plaidoyer caractéristique de la *Kölnische Volkszeitung* du 5 novembre 1916, 82. — Prétendues révélations d'un Suisse sur la servitude des ouvriers belges en Angleterre, 83.

## CHAPITRE VIII

**L'explication allemande officielle. Déclaration du général von Blissing . . . . . 85**

## CHAPITRE IX

**L'opinion des Belges de la Belgique occupée. . . . . 93**

A. — *Cri d'alarme de l'Épiscopat belge (7 novembre 1916)* . . . . . 93

B. — *Appel des ouvriers belges aux ouvriers de tous les pays du monde civilisé* . . . . . 98

## TROISIÈME PARTIE

## LA CONTRE-ÉPREUVE DES DOCUMENTS ALLEMANDS

## CHAPITRE X

**Le chômage en Belgique et ses causes générales . . . . . 107**

§ 1. — **ÉTENDUE DU CHÔMAGE.** . . . . . 107

Statistiques de journaux allemands. Leur valeur, 107.



	Pages
§ 2. — ORIGINE DU CHÔMAGE. L'ARRÊT DE L'INDUSTRIE BELGE EST-IL DÙ AU BLOCUS ANGLAIS? . . . . .	109
Responsabilité générale de l'Allemagne résultant de son agression, 109. — L'influence du blocus anglais, 110. — Position exacte de la question : l'Allemagne offrit-elle des <i>garanties</i> d'observation de ses engagements? 110. — Le régime de fait de certaines exportations belges et la proposition d'arrangement contractuel de la <i>Commission for Relief in Belgium</i> , 111. — Le Mé-morandum anglais du 7-21 février 1916, 112. — Les réponses officielles allemandes du 22 février et du 8 mars 1916 argumentent à côté du point en litige, 113. — L'arrangement proposé était raisonnable et surtout prati-cable, 114. — Série de témoignages allemands de 1915 et 1916 montrant qu'à cette époque le blocus anglais n'était pas, dans la thèse allemande, un « obstacle insurmontable » pour le relèvement économique du pays, 115.	
§ 3. — LE CHÔMAGE A-T-IL POUR CAUSES LE MAUVAIS VOULOIR ET LA PARESSE DES OUVRIERS BELGES? . . . . .	122
A. — <i>Le « mauvais vouloir » des ouvriers belges</i> . . . . .	122
Droit des ouvriers belges de refuser le « travail de guerre » allemand, 122. — Règle pratique pour la distinction des travaux acceptables et inacceptables, 123. — Les Allemands ont-ils dû faire la moisson à la place des Belges? 125. — Témoignages allemands pour chacune des années de l'occupation, 126.	
B. — <i>La « paresse » des ouvriers belges</i> . . . . .	127
L'ouvrier belge est l'artisan de la prospérité de la Belgique, 127. — Un di-lemme, 128.	
§ 4. — LA VRAIE CAUSE DU CHÔMAGE : L'ÉPUISEMENT SYSTÉMATIQUE DES RES-SOURCES ÉCONOMIQUES DE LA BELGIQUE PAR L'ALLEMAGNE. . . . .	129
A. — <i>Le plan Rathenau</i> . . . . .	129
Renseignements allemands détaillés sur la conception et la réalisation du plan, 130.	
B. — <i>Application du plan Rathenau à la Belgique. Les ordonnances allemandes en matière économique depuis le début de l'occupation du pays</i> . . . . .	133
a) <i>Industrie et commerce en relations intérieures</i> . . . . .	133
Tableau des relevés, réquisitions et saisies de marchandises, et des mesures di-verses atteignant l'industrie, l'agriculture et le commerce intérieurs de la Belgique, dressé d'après le <i>Moniteur officiel</i> allemand (de 1914 au 20 octobre 1916), 134. — Un exemple : texte de l'arrêté du 26 octobre 1914, 139. — Nomenclature des principaux articles visés aux arrêtés et ordonnances du tableau précité, 140.	
b) <i>Agriculture</i> . . . . .	148
Aperçu général, 148. — Réquisitions de chevaux, 149.	
c) <i>Industrie et commerce en relations extérieures</i> . . . . .	149
Tableau des mesures législatives allemandes concernant l'exportation, l'importa-tion et le transport des marchandises du début de 1915 à fin septembre 1916, 149. — Nomenclature des principaux produits visés dans ces ordon-nances, 151.	
d) <i>Finances</i> . . . . .	157
Aperçu de la politique financière de l'autorité allemande, 157. — L'extorsion des encaisses (430 millions de marks) de la Banque nationale et de la So-ciété générale de Belgique, 159.	
C. — <i>Caractère intentionnel des mesures d'épuisement économique prises par l'au-torité allemande en Belgique</i> . . . . .	160
La préoccupation de ménager l'intérêt de concurrence de l'industrie alle-mande, 160. — Réflexions d'observateurs neutres, 161. — Aveux de la <i>Norddeutsche Allgemeine Zeitung</i> en 1914 et du Dr von Behr-Pinnow en 1915, 162. — Déclaration explicite du Dr Goetze du 10 novembre 1916 : l'industrie verrière belge étouffée par l'autorité allemande sur injonction des industriels verriers allemands, 165. — Aveu du gouverneur général von Bissing en ce qui concerne l'agriculture belge (27 février 1915), 167. — La dépêche du quartier-maître général allemand du 27 août 1914, 169. — Aveu	

- de la *Vossische Zeitung* (8 janvier 1915), 171. — Aveu du Dr L. Ganghöfer (février 1915), 174. — Aveu du député F. Hoff (13 juillet 1915), 174. — Déclaration officielle du ministre de la Guerre prussien au Reichstag (15 janvier 1916), 174. — Conclusion, 175.
- D. — *Étendue du dommage subi par la Belgique du fait de la politique économique de l'autorité allemande* . . . . . 175
- Essai de calcul basé sur des données fournies par les documents allemands, 176. — Contribution de guerre, amendes, subsistance des armées allemandes d'occupation et d'opération, 176. — Statistique de K. Ballod, 177. — L'appauvrissement total *avoué* du pays dépasse 8 milliards de francs, 179.

## CHAPITRE XI

- Le chômage imposé de force aux ouvriers belges . . . . . 180
- § 1. — LA LUTTE DES BELGES CONTRE LA MISÈRE ET LE CHÔMAGE . . . . . 180
- A. — *Assistance directe*. . . . . 180
- Réaction contre l'infortune, du « pays qui ne veut pas mourir », 180. — L'œuvre du Comité national de secours et d'alimentation et de la *Commission américaine for Relief in Belgium*, 181. — Les subsides du Gouvernement belge, 181. — Condition alimentaire de la population, 182.
- B. — *Enseignement professionnel obligatoire et travaux publics pour les chômeurs*. . 183
- Organisation, dans l'été de 1915, de l'enseignement professionnel comme condition de l'assistance directe, 183. — Éloges des *Altonaer Nachrichten* (3 novembre 1915), 184.
- § 2. — MANŒUVRES ET DÉCRETS DE L'AUTORITÉ ALLEMANDE POUR PARALYSER L'EFFORT BELGE. . . . . 186
- L'autorité allemande fait échouer le projet de généralisation de l'enseignement professionnel obligatoire, 186. — Série de décrets allemands pour interdire les travaux publics pour chômeurs : arrêtés des 14 et 15 août 1915, arrêtés des 2 et 15 mai 1916, 187. — Mémoire anglais du 8 juillet 1916, 194. — Note Wolff de réponse (16 juillet 1916), 197. — Comment l'autorité allemande respectait, dans l'application des arrêtés, le droit des gens : arrêté du général von Unger du 12 octobre 1915, 198.
- § 3. — COMMENT L'AUTORITÉ ALLEMANDE S'Y PRIT POUR CRÉER DES CHÔMEURS : EXEMPLE DE LA PROVINCE DU LUXEMBOURG. . . . . 200
- Valeur des prétextes invoqués pour interdire les travaux publics pour chômeurs, 200. — Mémoire belge inédit sur la province du Luxembourg et pièces justificatives, 201.
- § 4. — L'AUTORITÉ ALLEMANDE, APRÈS AVOIR CRÉÉ LES CHÔMEURS, LES DÉPORTE EN ALLEMAGNE. . . . . 208
- Valeur de l'argument tiré des charges de l'assistance aux chômeurs, 208. — Les trois actes de la tragi-comédie administrative, 209.

## CHAPITRE XII

- La déportation pour travail forcé en Allemagne s'imposait-elle comme une nécessité inéluctable? . . . . . 210
- § 1. — LA QUESTION DE DROIT. . . . . 210
- Le « Règlement de la guerre » (Convention de La Haye de 1907) et la déportation, 210. — Opinion relevée dans le *Kriegsbrauch im Landkriege*, 211. — Les Instructions américaines pour les armées en campagne (1863), 211. — Avis du professeur E. Nys (6 novembre 1916), 212. — L'assimilation erronée au travail des prisonniers de guerre, 213.
- § 2. — LA QUESTION DE FAIT : LES ARGUMENTS ALLEMANDS . . . . . 213
- Multiplicité et contradiction des justifications allemandes, 214.
1. *Le danger du chômage pour l'ordre et la sécurité publics*. . . . . 215

	Pages
2. <i>La crainte d'une suspension, par l'Angleterre, du ravitaillement américain.</i>	216
3. <i>L'impossibilité de trouver en Belgique travail et nourriture suffisants. . .</i>	217
La prétendue communauté économique entre l'Allemagne et la Belgique, 127. — Le contraste réel entre les deux pays, 219. — Les vraies conditions actuelles de l'alimentation en Allemagne, 220. — Lettre du maréchal von Hindenburg au Chancelier impérial (27 septembre 1916), 221. — S'il n'y a du travail qu'en Allemagne, pourquoi déporter des milliers de Belges en territoire français occupé ? 222.	
4. <i>La déportation avec travail forcé en Allemagne serait un bienfait social pour l'ouvrier belge. . . . .</i>	222
La prétention allemande de faire de force le « bonheur des Belges », 223. — La fausse assimilation à l'émigration saisonnière de quelques travailleurs belges, 223. — L'illusion du profit des salaires, 223. — La Belgique transformée en un désert industriel et un désert de travailleurs, 224.	

## CHAPITRE XIII

**L'achèvement du plan allemand : incorporation des ressources totales de la Belgique, en hommes et en biens, dans l'organisation de guerre de l'Empire allemand. . . . .** 225

L'arrêté du 3 octobre 1916 est la mesure d'exécution d'un plan militaire général s'appliquant à tous les territoires occupés par les armées allemandes, 225. — Preuves tirées de la presse allemande et de déclarations officielles (Dr Helfferich, Dr Lewald), 226. — Corrélation de l'arrêté du 3 octobre 1916 avec la loi instituant la mobilisation civile en Allemagne. Caractère essentiellement militaire de cette loi : déclarations de la presse officieuse et des autorités impériales, 227. — Discussion du 2 décembre 1916 au Reichstag : discours de MM. Haase, Dittmann et Helfferich, 232. — Un plan pour la rafle suprême de tous les vivres restants, 235.

## CHAPITRE XIV

**La question de bonne foi. . . . .** 236

**§ 1. — UNE PREMIÈRE SÉRIE D'ENGAGEMENTS ALLEMANDS. . . . .** 237

Engagement pris concernant les listes des personnes secourues par la *Commission for Relief* et par le Comité national, 237. — Promesses des autorités allemandes de respecter le patriotisme des Belges : proclamations du maréchal von der Goltz (2 septembre 1914); du gouverneur général von Bissing (16 décembre 1914 et 18 juillet 1915), 238.

**§ 2. — LES « ENGAGEMENTS D'ANVERS » ET LA CAMPAGNE DE PRESSE POUR RAPPELER LES RÉFUGIÉS. . . . .** 240

Promesse du général von Huene au cardinal Mercier (16 octobre 1914), 240. — Proclamation anversoise du 13 octobre 1914 contresignée par le même général, 241. — Affiche de Lokeren (24 octobre 1914), 242. — Intervention de l'autorité allemande auprès du Gouvernement hollandais pour faire rentrer les réfugiés belges, 243. — Avis du consul général hollandais à Anvers (17 octobre 1914), 244. — Affiche du bourgmestre de Rotterdam (17 octobre 1914), 245. — Deux autres affiches hollandaises (21 octobre et 24 novembre 1914), 245. — Autres efforts de l'Administration allemande : nombreuses déclarations rassurantes, 246. — Taxe sur les absents, 246. — Témoignage de J. Humar, 247. — Note Wolff du 31 mai 1915 : assurances officielles du Gouverneur général, 247. — Avis de la légation allemande à La Haye (29 juillet 1915), 248. — Campagne des journaux pseudo-belges et allemands, 249. — Scandale, en Hollande, à la suite de la violation de ces promesses par l'autorité allemande, 249. — Question du député Duijs, 249. — Réponse du ministre Loudon, 250.

	Pages
§ 3. — EXPLICATIONS CONTRADICTOIRES. . . . .	251
Discussion entre le cardinal Mercier et le gouverneur général von Bissing, 251. — Explication du général von Huene, 252. — Réponse des journaux hollandais, 254. — Contradiction du général allemand avec le gouverneur général von Bissing et la presse allemande, 255. — Réponse des sénateurs, députés et notables d'Anvers (16 octobre 1916), 257. — Réponse de l'Empire allemand au Gouvernement hollandais, 261.	
§ 4. — LA SINCÉRITÉ DU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING. . . . .	262
Avis du général von Kraewel des 19 février et 17 mars 1915, du général von Bissing du 22 octobre 1915, 262. — Assurances données à M. Lemonnier, faisant fonctions de bourgmestre de Bruxelles (juin 1916), 263. — Contradiction du général Hurt et du gouverneur général von Bissing : Avis Hurt du 12 novembre 1916, 264. — La vérité sur les procédés d'enlèvement des citoyens belges et leur traitement en Allemagne et sur le front, 265. — Promiscuité probable avec des criminels de droit commun dans les usines, 266. — Ce qui se passe au camp de Soltan, 267. — Affiche d'Antoing, 268.	
§ 5. — VERSATILITÉ ET ARTIFICES DE LA PRESSE ALLEMANDE . . . . .	268
Exemples tirés de journaux allemands et pseudo-belges, 269. — La <i>Frankfurter Zeitung</i> et le droit des gens, 269. — La <i>Kölnische Zeitung</i> et la démarche des États-Unis, 271. — Trois notes officieuses du <i>Bruzellois</i> du 12 au 18 novembre 1916, 272. — Une série de lettres, probablement apocryphes, de déportés belges, dans la <i>Norddeutsche Allgemeine Zeitung</i> , 2. 2.	
§ 6. — LE CONFLIT ENTRE LE DROIT DU PAYS OCCUPÉ ET L'ARBITRAIRE DU POUVOIR OCCUPANT. . . . .	275
Réponse du général Hurt aux industriels de Vilvorde, 276. — Résolution du Conseil communal de Tournai et réponse de l'autorité militaire allemande, 277.	

## CHAPITRE XV

Conclusion. . . . .	279
Citation du professeur von Liszt, 279.	

## QUATRIÈME PARTIE

## ANNEXES ET PIÈCES JUSTIFICATIVES

## CHAPITRE XVI

Mesures de l'Administration allemande pour contrarier les efforts de la province du Luxembourg en vue d'enrayer le chômage . . . . .	283
Quelques pièces justificatives complémentaires à l'appui du Mémoire reproduit au chapitre XI, 283.	

## CHAPITRE XVII

Le blocus anglais et le manque de matières premières en Belgique. . . . .	286
A. — Lettre de S. Exc. Sir Edward Grey à S. Exc. M. P. Hymans, ministre de Belgique à Londres (19 février 1916) . . . . .	286
Mémoire du Foreign Office (7-21 février 1916) . . . . .	286
B. — Note de l'agence Wolff (presse allemande du 22 février 1916). . . . .	288
C. — Note de la <i>Norddeutsche Allgemeine Zeitung</i> du 9 mars 1916. . . . .	289



D. — Note de l'auteur au sujet de la proposition d'arrangement soumise à l'au tori é allemande avec l'agrément du Gouvernement anglais en août-septembre 1915 . . . . .	291
---	-----

## CHAPITRE XVIII

Les protestations d'autorités belges dans la Belgique occupée. . . .	296
§ 1. — PROTESTATIONS DES MINISTRES D'ÉTAT, REPRÉSENTANTS ET SÉNATEURS DE BELGIQUE PRÉSENTS A BRUXELLES . . . . .	296
A. — Lettre des ministres d'État, sénateurs et représentants de Belgique aux ministres et représentants des puissances étrangères à Bruxelles (9 novembre 1916). . . . .	296
A bis. — Lettre des mêmes au gouverneur général von Bissing (9 novembre 1916). . . . .	297
B. — Traduction de la réponse du gouverneur général von Bissing (16 novembre 1916). . . . .	300
C. — Lettre des ministres d'État, sénateurs et représentants de Belgique aux ministres et représentants des puissances étrangères à Bruxelles (29 novembre 1916). . . . .	302
C bis. — Réplique des ministres d'État, sénateurs et représentants au gouverneur général von Bissing, Bruxelles, 28 novembre 1916. . . . .	303
§ 2. — PROTESTATIONS DES SÉNATEURS ET REPRÉSENTANTS DE L'ARRONDISSEMENT DE MONS . . . . .	308
A. — Lettre au gouverneur général von Bissing (2 novembre 1916) . . . . .	308
B. — Réponse du gouverneur général von Bissing (9 novembre 1916) . . . . .	311
C. — Réponse des mêmes au même (27 novembre 1916). . . . .	312
§ 3. — PROTESTATION DES SÉNATEURS, REPRÉSENTANTS, DÉPUTÉS PERMANENTS ET CONSEILLERS PROVINCIAUX DE LA PROVINCE DE NAMUR AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (27 novembre 1916) . . . . .	316
§ 4. — PROTESTATIONS DU COLLÈGE ÉCHEVINAL DE BRUXELLES . . . . .	318
A. — Lettre du Collège échevinal de Bruxelles au gouverneur général von Bissing (17 novembre 1916). . . . .	318
B. — Déclaration du colonel von Soden aux bourgmestres de l'agglomération bruxelloise (14 novembre 1916). . . . .	322
C. — Réponse du Collège échevinal de Bruxelles au nom des bourgmestres de l'agglomération bruxelloise (16 novembre 1916). . . . .	324
§ 5. — PROTESTATIONS DU CARDINAL MERCIER, ARCHEVÊQUE DE MALINES . . . .	324
A. — Lettre au gouverneur général von Bissing (19 octobre 1916). . . . .	324
A bis. — Pièce justificative annexée à ladite lettre : Lettre du cardinal-archevêque au clergé de la province d'Anvers (16 octobre 1914). . . . .	326
B. — Lettre du cardinal Mercier au baron von der Lancken, chef du département politique près le Gouverneur général (19 octobre 1916). . . . .	327
C. — Réponse du gouverneur général von Bissing au cardinal Mercier (26 octobre 1916) . . . . .	328
D. — Réplique du cardinal Mercier au même (10 novembre 1916). . . . .	331
E. — Lettre du gouverneur général von Bissing au cardinal Mercier (23 novembre 1916) : texte allemand et traduction française littérale. . . . .	335
F. — Réponse du cardinal Mercier au gouverneur général von Bissing (29 novembre 1916). . . . .	338
G. — Allocution du cardinal Mercier prononcée en la Collégiale de Sainte-Gudule à Bruxelles, le dimanche 26 novembre 1916. . . . .	340
H. — Lettre du cardinal Mercier au clergé de l'archidiocèse de Malines (1 <sup>er</sup> décembre 1916). . . . .	342
§ 6. — PROTESTATIONS DES SYNDICATS OUVRIERS BELGES AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING . . . . .	345
A. — Protestation des syndicats socialistes et indépendants : 1 <sup>o</sup> Lettre de la Commission syndicale (30 octobre 1916). . . . .	345

	Pages
2° Réponse du gouverneur général von Bissing (3 novembre 1916) . . . . .	346
3° Réplique de la Commission syndicale (14 novembre 1916). . . . .	348
B. — Protestation de la Confédération générale des Syndicats chrétiens de Belgique (15 novembre 1916). . . . .	351
§ 7. — PROTESTATION DES CORPS SCIENTIFIQUES DE BELGIQUE AU GOUVERNEUR GÉNÉRAL VON BISSING (29 novembre 1916) . . . . .	361

## CHAPITRE XIX

<b>Protestations officielles du Gouvernement belge . . . . .</b>	<b>368</b>
A. — Télégramme des ministres belges au roi Albert (15 novembre 1916). . . . .	368
B. — Réponse du roi Albert aux ministres (15 novembre 1916). . . . .	369
C. — Note du Gouvernement belge aux puissances neutres (13 novembre 1916)	369
C bis. — Annexe à la pièce précédente : Renseignements officiels sur la situation faite par l'occupant à l'industrie en Belgique. . . . .	372
D. — Télégramme envoyé le 23 novembre 1916 par le baron Beyens, ministre des Affaires étrangères de Belgique, aux ministres du Roi auprès du Saint-Siège et auprès du roi d'Espagne au sujet des déportations de citoyens belges en Allemagne. . . . .	374

## CHAPITRE XX

<b>Protestations belges diverses . . . . .</b>	<b>376</b>
A. — Déclaration de M. H. Carton de Wiart, ministre de la Justice de Belgique, à l' <i>Écho de Paris</i> (9 novembre 1916). . . . .	376
B. — Déclaration du baron Beyens, ministre des Affaires étrangères de Belgique, à l' <i>Associated Press</i> (9 novembre 1916) . . . . .	380
C. — Lettre de M. Émile Vandervelde, président du Comité exécutif du Bureau socialiste international, aux membres de ce bureau (23 novembre 1916) . . . . .	381

## CHAPITRE XXI

<b>Pièces diverses. . . . .</b>	<b>384</b>
§ 1. — RÉQUISITIONS DE MARCHANDISES ET DE TRAVAIL PAR L'AUTORITÉ ALLEMANDE EN 1914, 1915 ET 1916 : QUELQUES EXEMPLES . . . . .	384
A. — Les réquisitions allemandes à Anvers : un rapport de M. Castelein, faisant fonctions de président de la Chambre de Commerce d'Anvers (18 mars 1915). . . . .	384
A bis. — Riposte allemande au rapport de M. Castelein (24 septembre 1915). . . . .	388
B. — Sévices exercés par les autorités allemandes contre les ouvriers belges de Sweveghem en 1915; récit d'une des victimes. . . . .	390
C. — Note de l'auteur sur le traitement infligé aux ouvriers des chemins de fer belges. . . . .	393
§ 2. — LA CONTRIBUTION DE GUERRE PERMANENTE DE 40, PUIS DE 50 MILLIONS DE FRANCS PAR MOIS . . . . .	396
A. — Ordre imposant une contribution de guerre (20 novembre 1916) . . . . .	396
B. — Arrêté concernant l'exécution de l'ordre du 20 novembre 1916 imposant une contribution de guerre (3 décembre 1916): . . . . .	397
§ 3. — RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LES DÉPORTATIONS ET SUR LE SORT DES DÉPORTÉS BELGES EN ALLEMAGNE ET EN FRANCE OCCUPÉE. . . . .	399
A. — Déportation de membres du Comité national de secours et d'alimentation dans la province du Luxembourg :	
1° A Arlon : 43 membres déportés au 30 novembre 1916 . . . . .	399
2° A Libramont : 21 membres déportés au 7 décembre 1916 . . . . .	401
B. — Déportation du 23 novembre 1916, à Namèche, d'hommes de Vezin, Namèche, Thon-Samson, Bonneville, Strud-Haltines, Andenne, etc. . . . .	402

	Pages
C. — Le sort des Belges déportés dans le nord de la France et en Allemagne :	
1° Sur le front allemand en Flandre et en France . . . . .	404
2° En Allemagne. . . . .	412
D. — Service postal des travailleurs de nationalité non allemande au service des intérêts allemands dans la région d'étape occidentale : règlement du général von Unger du 1 <sup>er</sup> décembre 1916. . . . .	418
§ 4. — REPROCHES DIVERS FAITS AUX GOUVERNEMENTS BELGE ET ANGLAIS . . .	415
A. — La sollicitude du Gouvernement belge pour le ravitaillement de la popula- tion belge du territoire occupé. . . . .	415
B. — La situation des ouvriers belges réfugiés en Angleterre. . . . .	416
§ 5. — LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE DE L'AUTORITÉ ALLEMANDE DANS LES TERRITOIRES RUSSES OCCUPÉS : COMPARAISON AVEC LA BELGIQUE OC- CUPÉE . . . . .	421
TABLE DES FAC-SIMILÉS. . . . .	425

DA:









DATE DUE

[illegible]



Main  
D  
639  
.D5  
P3

166958

